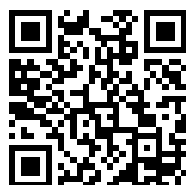

This is a reproduction of a library book that was digitized by Google as part of an ongoing effort to preserve the information in books and make it universally accessible.

GoogleTM books

<https://books.google.com>





A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

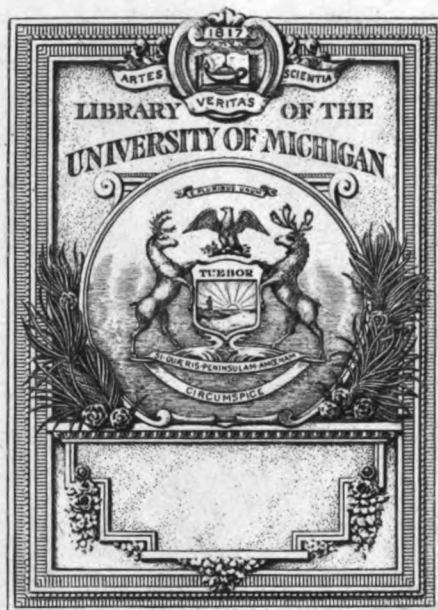
Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>

B 51237 7 ^{DUPL}



DC
611
.P441
S67

BULLETIN
DE
LA SOCIÉTÉ HISTORIQUE ET ARCHÉOLOGIQUE
DU PÉRIGORD.

BULLETIN

DE LA SOCIÉTÉ

HISTORIQUE ET ARCHÉOLOGIQUE

DU PÉRIGORD

PARAISSANT TOUS LES DEUX MOIS



TOME XLII



PÉRIGUEUX

IMPRIMERIE RIBES, RUE ANTOINE-GAUD, 14.

1915

BULLETIN

DE LA SOCIÉTÉ

HISTORIQUE ET ARCHÉOLOGIQUE

DU PÉRIGORD

PARAISANT TOUS LES DEUX MOIS

TOME XLII. — PREMIÈRE LIVRAISON



PÉRIGUEUX

IMPRIMERIE RIBES, RUE ANTOINE-GADAUD, 14

Janvier Février 1913

SOMMAIRE

DES MATIÈRES CONTENUES DANS LA 1^{re} LIVRAISON

	<i>Pages</i>
Statuts de la Société.....	5
Règlement intérieur.....	9
Liste des membres.....	10
Séance mensuelle du jeudi 3 décembre 1914.....	32
— du jeudi 7 janvier 1915.....	39
Compte de gestion du trésorier (Exercice 1914) (M. M. FÉAUX).....	47
Notes sur des chartes périgourdines (M. le comte DE SAINT-SAUD)	50
Quelques notes sur l'évêque Macheco de Prémieux (M. A. DUJARRIC-DESCOMBES).....	58
Un concours agricole à Ribérac pendant la Révolution française (M. A. DUBUT).....	66
VARIA. — Notes et documents : Le Périgord pendant la guerre de Cent Ans, d'après les Archives du Vatican (M. R. V.).....	68

Cont.
Mikhael
6-4-4
62597

STATUTS

DE

LA SOCIÉTÉ HISTORIQUE ET ARCHÉOLOGIQUE

DU PÉRIGORD,

RECONNUE COMME ÉTABLISSEMENT D'UTILITÉ PUBLIQUE

Par décret du 19 Avril 1888.

ARTICLE PREMIER.

La *Société historique et archéologique du Périgord* a pour but : la recherche, l'étude et la conservation des documents anciens, de tous les âges, qui intéressent l'histoire de notre province et l'histoire générale du pays.

ART. 2.

Le siège de la Société est fixé à Périgueux.

ART. 3.

La Société se compose :

- 1° De Membres Titulaires ;
- 2° De Membres Associés ;
- 3° De Membres Honoraires ;
- 4° De Membres Correspondants.

Le nombre des Membres de ces différentes catégories n'est pas limité.

ART. 4.

Les Membres Titulaires et Associés ne sont admis que s'ils en font la demande par écrit au Président et s'ils sont présentés par deux Membres Titulaires ou Associés.

ART. 5.

Les Membres Honoraires et les Membres Correspondants sont nommés en assemblée générale sur la présentation du Bureau ; lorsqu'ils assisteront aux séances, ils pourront siéger avec les administrateurs de la Société.

ART. 6.

Les Membres Titulaires et Associés doivent, annuellement, une cotisation de dix francs, et les Membres Titulaires seuls, le jour de leur réception, un *Droit de Diplôme* de dix francs.

ART. 7.

La Société est administrée par un Bureau composé de dix membres :

- Un Président ;
- Cinq Vice-Présidents (un par arrondissement) ;
- Un Secrétaire-Général ;
- Un Secrétaire-Adjoint ;
- Un Bibliothécaire ;
- Un Trésorier.

ART. 8.

Le Bureau est nommé pour un an, en *Assemblée générale*, au scrutin de liste, et il doit être renouvelé chaque année, le 27 mai, le lendemain de la fête dite de la St-Mémoire. Les mêmes administrateurs sont rééligibles. Le Bureau ne peut prendre de décision qu'en présence de cinq de ses Membres, le Président, deux Vice-Présidents, le Secrétaire-Général et le Trésorier. Les procès-verbaux des séances sont rédigés par le Secrétaire-Général, signés de lui et du Président.

ART. 9.

Le Président propose les questions à résoudre, qui sont adoptées ou rejetées à la majorité des votes des Membres Titulaires ou Associés présents. Mais, pour qu'une décision soit valable ;

il sera nécessaire que quatorze de ces Membres assistent à la séance. En cas de partage égal des votes, la voix du Président est prépondérante.

ART. 10.

Le Trésorier est dépositaire des fonds de la Société ; il est chargé du recouvrement des cotisations et de toutes les sommes dues ou données ; il débat tous marchés, revise les mémoires de fournitures et travaux faits pour le compte de la Société ; il acquitte, après contrôle du Bureau et approbation du Président, les dépenses votées en assemblée générale ou en séance mensuelle. Chaque année, dans la séance du premier jeudi de janvier, il rend compte de sa gestion.

ART. 11.

Le Trésorier représente la Société en justice et dans les actes de la vie civile.

ART. 12.

Les ressources de la Société se composent : 1° des cotisations annuelles des Membres Titulaires et des Membres Associés ; 2° des dons et legs ; 3° des subventions qui peuvent lui être allouées ; 4° et du revenu de ses biens et valeurs de toute nature.

ART. 13.

Les délibérations relatives à l'acceptation des dons et legs, aux acquisitions, aliénations ou échanges d'immeubles, seront soumises à l'approbation du Gouvernement.

ART. 14.

Les excédents de recettes, qui ne sont pas indispensables aux besoins ou au développement de la Société, seront placés en fonds publics français, en actions de la Banque de France, en obligations du Crédit Foncier de France, ou en obligations de chemins de fer français, émises par des compagnies auxquelles un minimum d'intérêt est garanti par l'Etat.

ART. 15.

La Société se réunit dans la salle de sa bibliothèque : 1° en *Séance mensuelle*, tous les premiers jeudis du mois, excepté en juin ; 2° en *Assemblée générale*, le 27 mai, le lendemain de la fête de la Saint-Mémoire.

ART. 16.

Un règlement intérieur, adopté par l'Assemblée générale et approuvé par le Préfet, déterminera les dispositions accessoires propres à assurer l'exécution des présents Statuts ; il pourra être modifié dans la même forme.

ART. 17.

En cas de dissolution de la Société, la dévolution et l'emploi de son avoir, tant mobilier qu'immobilier, feront l'objet d'une délibération prise en Assemblée générale, qui sera soumise à l'approbation du Gouvernement. L'Assemblée générale doit compter vingt-cinq Membres Titulaires ou Associés au moins pour que ses décisions soient valables.

ART. 18.

Les présents Statuts ne pourront être modifiés qu'en vertu d'une délibération de l'Assemblée générale et de l'approbation du Gouvernement. L'Assemblée générale, saisie du projet de modification par le Bureau ou par vingt-cinq de ses Membres, ne peut prononcer qu'à la majorité des deux tiers des Membres présents. Cette même Assemblée doit être formée du quart au moins des Membres en exercice.

Périgueux, le 4 Mars 1886.

RÈGLEMENT INTÉRIEUR

ART. 1^{er}. — Les manuscrits inédits, apportés à la Société, seront soumis à l'examen d'un comité d'impression, qui en décidera la publication ; mais, avant de la commencer, le manuscrit devra être entièrement communiqué.

ART. 2. — Ce comité de publication se composera de trois membres, outre le Président et le Secrétaire général ; il se réunira toutes les fois qu'il sera nécessaire sur la convocation du Président. Ses décisions seront prises à la majorité des membres présents. La voix du Président est prépondérante en cas de partage. Sont nommés de ce comité : MM. Dujarric-Descombes, Lespinas et Féaux.

ART. 3. — Les auteurs sont seuls responsables des articles qu'ils signent et des idées qu'ils émettent.

ART. 4. — Aucune généalogie de famille ne sera admise, ce genre de travail étant d'un intérêt trop restreint ; pas plus que les mémoires sur des sujets d'histoire contemporaine qui pourraient froisser des susceptibilités.

ART. 5. — Les auteurs feront exécuter à leurs frais les tirages à part des travaux insérés dans le *Bulletin* de la Société. Tout tirage à part portera la mention du volume d'où il est extrait.

ART. 6. — Les volumes publiés par la Société, et non retirés dans les délais prescrits par les Membres Titulaires et Associés, qui y ont droit, seront vendus au prix que fixera chaque année l'Assemblée générale du 27 mai.

ART. 7. — Pour être élu Membre Titulaire de la Société, il faut ou être originaire du Périgord, ou l'habiter, ou y avoir des intérêts. Les Membres Associés ne sont pas tenus de remplir ces conditions ; ils peuvent être étrangers au département, mais les uns et les autres doivent être présentés par deux membres.

Délibéré à Périgueux en Assemblée générale, le 28 mai 1907.

LISTE DES MEMBRES DE LA SOCIÉTÉ.

BUREAU.

Président.

M. le marquis DE FAYOLLE, inspecteur général de la Société française d'Archéologie.

Vice-président honoraire.

M. le chanoine BRUGIÈRE.

Vice-Présidents.

M. DUJARRIC-DESCOMBES,  I.

M. Charles DURAND,  I.

M. le vicomte Gaston DE GÉRARD.

M. Élie GONTIER MAINE DE BIRAN, *,  I.

M. LESPINAS, bibliothécaire.

Secrétaire-Général.

M. VILLEPELET, *,  I, archiviste honoraire.

Secrétaire-Adjoint.

M. Charles AUBLANT,  I.

Trésorier.

M. Maurice FÉAUX,  I.

MEMBRES TITULAIRES

MM.

- L'abbé ACHARD, professeur à l'Ecole St-Michel, rue St-Michel, à Saint-Etienne (Loire).

- AMADIEU (Marie-Antoine-Ernest), propriétaire, à Verteillac.
Le comte E. d'ARGY, ancien officier, au Chantier, commune d'Antonne, par Trélissac.

Le comte d'ARLOT DE SAINT SAUD,  I, correspondant du Ministère de l'Instruction publique, inspecteur de la Société française d'Archéologie, président de la Commission internationale pyrénéenne de Toponymie-Topographie, au château de la Valouze, par La Roche-Chalais.

AUBLANT (Charles),  I, trésorier de l'Ecole félibréenne du Périgord, dessinateur à la C^e du chemin de fer d'Orléans, rue de Strasbourg, 26, à Périgueux.

AUCHÉ (Achille), chevalier du Mérite agricole, chirurgien-dentiste, allée de Tourny, 31, à Périgueux.

AUGIÉRAS (Léonce-Silvio), maire de Montanceix, au petit château de Montanceix, par Razac-sur-l'Isle, et rue Pigalle, 26, à Paris, IX^e.

- Le docteur BARBANCEY (Robert), à Montpon-sur-l'Isle.

BARRET (Jean-Gaston-Louis), licencié en droit, notaire, cours Michel-Montaigne, 32, à Périgueux.

BAYLE (Emile),  I, professeur d'histoire au lycée, avenue Bertrand-de-Born, 17, à Périgueux.

Le docteur BEAUCHAMPS (Adrien), ancien député de la Dordogne, conseiller général, à Pontours-Haut, par Lalinde, et rue Notre-Dame-des-Champs, 66, à Paris, VI^e.

BEAU-VERDENEY (Alexis), rue Michel-Bizot, 76, à Paris, XII^e.

- BEAUDET-VITEL (Guillaume), ancien entrepreneur de travaux publics, médaillé militaire de 1870, président fondateur de la 60^e section des Vétérans des armées de terre et de mer de 1870-1871, à Terrasson.

Le marquis Georges DE BEAUMONT, à Saint-Cyprien.

Le marquis DE BEAUMONT-BEYNAC, commandeur de l'ordre de Saint-Grégoire-le-Grand, au château de la Roque, par Saint-Cyprien.

BESSON (Georges), avoué-licencié près le tribunal de première instance, cours de Tourny, 3, à Bordeaux.

BEYNEY (Maurice), licencié ès sciences, professeur de physique au collège, rue du Chemin de fer, 72, à Mantes (Seine-et-Oise).

BEYNIER (Paul), ~~et~~ A. agent-voyer d'arrondissement, à Bergerac.

BIBLIOTHÈQUE DES ARCHIVES DÉPARTEMENTALES, à Périgueux.

BIBLIOTHÈQUE DE L'ÉVÊCHÉ, rue de la Clarté, 3, à Périgueux. (Abonnement.)

BIBLIOTHÈQUE DE L'ÉCOLE SUPÉRIEURE DE THÉOLOGIE, avenue de Paris, 38, à Périgueux. (Abonnement.)

BIBLIOTHÈQUE DE LA VILLE, à Périgueux.

BINGER (E.), C. *, gouverneur général honoraire des Colonies, au château de Maraval, par Mussidan.

Le vicomte DE BOISJOSLIN, propriétaire, au château de la Grènerie, par Verteillac.

BOISSARIE (René), docteur en droit, conseiller général de la Dordogne, ancien bâtonnier de l'ordre des avocats, maire de Beauregard, rue Antoine-Gadaud, 28, à Périgueux.

BORNE (Léo), O. *, officier d'administration principal du service de l'Intendance militaire en retraite, directeur du Musée militaire du Périgord, mainteneur de l'Ecole félibréenne du Périgord, président honoraire de la Fédération des Vétérans de la Dordogne et de la Section de Périgueux, rue St-Simon, 2, à Périgueux.

Le comte Henri BOUDET, ingénieur des arts et manufactures, ancien conseiller général de la Dordogne, à La Monzie-Saint-Martin.

Le comte DE BOUILHAC DE BOURZAC, au château de la Richardie, près Champagne-Fontaine.

Le marquis DE BOURDEILLE, membre titulaire du Conseil héraldique de France, au château de Bourdeille, et rue de Longchamp, 17, à Paris, XVI^e.

L'abbé BOUSSION, curé-doyen, à Terrasson.

BOYER (Fernand), étudiant en droit, à Ribérac.

Le marquis DE BOYSSEULH, au château de Boreau, commune de Cornille, par Périgueux, et au château d'Oléon, par Rognonas (Bouches-du-Rhône).

DE BOYSSON (Richard), commandeur de l'ordre de Saint-Grégoire-le-Grand, chevalier de l'ordre de Malte, ancien receveur des finances, à Sarlat.

DE BOYSSON (Bernard), quai d'Occident, 8, à Lyon (Rhône).

Le docteur DE BROU DE LAURIÈRE (Paulin), *, ~~✶~~ I, conseiller général de la Dordogne, vice-président de l'Association médicale de la Dordogne, médecin du lycée, avenue de Paris, 7, à Périgueux.

L'abbé BRUGIÈRE, chanoine titulaire de la cathédrale de Saint-Front, à la Maison de retraite de la Madeleine, à Bergerac.

BUFFETEAU (Eugène), avoué licencié, ancien président de la Chambre des avoués, rue du Palais, 5, à Périgueux.

BLISSON (Benjamin), ~~✶~~ A, vice-président d'honneur de l'École félibréenne du Périgord, place Beaupuy, à Musidan.

L'abbé CALÈS, curé de Bourg-du-Bost, par Ribérac.

CARDENAL (Louis GRENIER DE), ~~✶~~ A, lauréat de l'Institut, capitaine au 50^e régiment d'infanterie, rue de Metz, 45, à Périgueux.

CARLES (Pierre), ancien bâtonnier de l'ordre des avocats, à Sarlat.

CARVÈS (Jean-Baptiste), à Bézenac, par Saint-Cyprien.

M^{me} la marquise DE CASTERAS-SEIGNAN, au château de Menesplet, par Montpon-sur-l'Isle.

CAZALAS (Eutrope), *, ~~✶~~ A, chef de bataillon breveté au 1^{er} régiment du génie, à l'état-major du XI^e corps, à Nantes (Loire-Inférieure), et à Ribérac.

CERCLE DE LA PHILOGIE, à Périgueux. (Abonnement.)

Le comte DE CHALUP, licencié en droit, au château du

Granger, par Mensignac, et au château Darricaud, par Landiras (Gironde).

L'abbé CHANTELOUBE, curé de Doissac, par Belvès.

L'abbé CHASTAING, curé de Bourniquel, par Lalinde.

CHATAIGNON (Emile), ancien négociant, rue du Châtelou, 1, à Périgueux.

Le docteur CHAUME, ancien interne des hôpitaux de Paris, président de l'Association médicale de la Dordogne, médecin inspecteur de la Compagnie d'Orléans, rue Victor-Hugo, 12, à Périgueux.

CHAVOIX (Pierre-Hernest), propriétaire, aux Charreaux, près Excideuil.

DU CHEYRON DU PAVILLON (Xavier), au château de la Gaubertie, par Douville.

CLÉDAT (Jean), égyptologue, ancien membre de l'Institut français d'archéologie orientale du Caire, membre du Comité de conservation des Monuments de l'art chrétien en Egypte, rue St-Sicaire, à Périgueux ; au château de Bouch, par Condat-Bersac, et à la Résidence, à Ismaïlia (Egypte).

CLÉDAT (Léon), O. *,  I, professeur à l'Université de Lyon, doyen de la Faculté des lettres, rue Molière, 29, à Lyon (Rhône).

L'abbé CLODER, curé de Cognac-sur-l'Isle.

COCULA (Paul),  A, architecte diplômé par le Gouvernement, architecte de la Banque de France, rue Bodin, 17, à Périgueux.

L'abbé COMTE, curé de Ménesplet, par Montpon-sur-l'Isle.

M^{me} la marquise DE COSSÉ-BRISAC, au château de la Chabrierie, par Château-l'Evêque.

COURTEY (Gabriel), propriétaire, vice-président honoraire de la Société d'horticulture, rue Victor-Hugo, 6, à Périgueux.

Le prince Louis DE CROY, au château de Paluel, par Sarlat.

Le docteur CROZET (Claude), rue du Quatre-Septembre, 4, à Périgueux.

Le marquis DE CUMOND, au château du Lieu-Dieu, par Périgueux.

DE DAINVILLE (Maurice), archiviste paléographe, rue Bardinéau, 26, à Bordeaux, et au château de Puy-Laurent, près Brantôme.

DANIEL (Jean),  A, artiste peintre, rue Alfred de Musset, 8, à Périgueux.

DANNERY (Maxime),  A, chevalier du Mérite agricole, architecte ordinaire des Monuments historiques et des Cultes de la Dordogne, rue des Mobiles de Coulmiers, 10, à Périgueux.

DECOUX-LAGOUTTE (Edouard),  A, ancien magistrat, membre de la Chambre de commerce, maire de Tréllissac, rue de Bordeaux, 31, à Périgueux.

Le docteur DELBÈS, membre de la Société d'ophtalmologie, médecin de la clinique ophtalmologique de l'hôpital, rue Bourdeille, 5, à Périgueux.

DELPRECH (Lucien),  A, archiviste adjoint du département, rue Cité-Champeaux, 16, à Périgueux.

DÉLUGIN (Antony), ancien pharmacien, rue La Boétie, 26, à Périgueux.

DEMARTIAL (Pierre), propriétaire, cours Gay-Lussac, 48, à Limoges.

DESCHAMPS (Charles), architecte, mainteneur du *Bournat*, rue de Metz, 29, à Périgueux.

DESCHAMPS (Léon), notaire, ancien président de la Chambre des notaires, président de l'*Union Chorale*, maire de Razac-sur-l'Iste, rue Voltaire, 1, à Périgueux.

DESPLANCHES (Remi), négociant, lauréat de l'Académie des Jeux Floraux de Toulouse, lauréat de l'Académie française, maître-ouvrier et lauréat du *Bournat* du Périgord, rue des Conférences, à Bergerac.

DEVIN (Charles), ancien élève de l'Ecole Polytechnique, à Saint-Mayme de Pereyrols, par Bordas, et rue Pauquet, 26, à Paris, XVI^e.

DIDON (Louis), membre de la Chambre de commerce, secrétaire général de l'A.C.P., place du Quatre-Septembre, à Périgueux.

DORSÈNE,  I, artiste photographe, allée de Tourny, 27, à Périgueux.

DOURSOUT (Maurice), ancien bâtonnier de l'ordre des avocats, place Francheville, 11, à Périgueux.

DROUILH (Henri), agent-voyer en chef du département de la Dordogne, rue des Jacobins, à Périgueux.

DUBET (Gaston), maire de Vaunac, boulevard Pereire, 188 bis, à Paris, XVII^e.

DUBUT (Annet),  A, officier du Mérite agricole, ancien professeur spécial d'agriculture, instituteur public à Saint-Antoine-de-Cumond, par Saint-Privat-des-Prés.

DUFOURG (Jean-Paul), propriétaire, à Saint-Laurent-des-Hommes.

DUJARRIC-DESCOMBES (Albert),  I, correspondant du Ministère de l'Instruction publique, félibre majoral, président de l'Ecole félibréenne du Périgord, licencié en droit, ancien notaire, au Maine, près Celles.

DUMAS (Auguste), licencié ès lettres, archiviste paléographe, professeur agrégé à la Faculté de droit, rue des Cordeliers, 31, à Aix-en-Provence (Bouches-du-Rhône).

Le docteur **Albert DUMONT**, trésorier de l'Association médicale de la Dordogne, médecin de l'Ecole normale des instituteurs, place du Palais, 14, à Périgueux.

DUPUIS (Jean), avocat, ancien notaire, cours Montaigne, 23, à Périgueux.

DURAND (Charles),  I, sous-ingénieur des ponts et chaussées en retraite, ancien adjoint au maire de la ville, allée du Port, 24, à Périgueux.

DURAND DE CORBIAC (Adrien), maire de Lembras, au château de Corbiac, par Bergerac.

DURAND DE RAMEFORT, avoué-licencié, ancien président de la Chambre des avoués, rue Bourdeille, 15, à Périgueux.

Le docteur **DURIEUX (Jean)**, rue Lamy, à Thiviers.

DURIEUX (Joseph),  I, chevalier du Mérite agricole, chevalier de l'ordre royal du Cambodge, docteur en droit, lauréat de l'Institut, secrétaire du Conseil de l'Ordre de la Légion-d'Honneur, rue Notre-Dame-des-Champs, 66, à Paris, VI^e.

DUSOLIER (Alcide), *, ancien sénateur, ancien conseiller général de la Dordogne, vice-président de la Société d'Encouragement à l'agriculture, ancien questeur du Sénat, rue Corneille, 5, à Paris, VI^e, et au château de Bonrecueil, par Mareuil-sur-Belle.

DUVERNEUIL (Alcide), instituteur en retraite, maire de Ménestérol-Montignac, par Montpon-sur-l'Isle.

D'EPINAY (Henri), capitaine au 34^e régiment d'infanterie, à Mont-de-Marsan (Landes).

ESCANDE (J.-J.),  A, publiciste, secrétaire en chef de la Sous-Préfecture, place du Peyrou, à Sarlat.

D'ESCATHA (Ferdinand), propriétaire, au château de Boisset, commune de Saint-Aquilin, par Saint-Astier.

D'ESCATHA (Henri), ingénieur des constructions civiles, square du Roule, 3, à Paris, VIII^e.

D'ESCODECA DE BOISSE, ancien receveur des postes et télégraphes, à Ville-Verneix, par Neuvic.

Le docteur Charles FAGUET,  I, ancien interne, lauréat des hôpitaux de Bordeaux, ancien chef de clinique chirurgicale à la Faculté de médecine, chirurgien de l'hôpital, rue Maleville, 9, à Périgueux.

L'abbé FARNIER, curé de Piégut-Pluviers.

M^{lle} Irène FAURE, professeur de piano, rue de la République, à Ribérac.

Le docteur FAURE, médecin de l'asile des vieillards Jay de Beaufort, rue Victor-Hugo, 4, à Périgueux.

Le docteur FAURE (Maurice),  I, ancien interne des hôpitaux de Paris, ancien assistant à la Clinique des Maladies nerveuses de la Faculté de Paris, à La Malou-les-Bains (Hérault), et rue Verdi, 24, à Nice (Alpes-Maritimes).

Le marquis DE FAYOLLE, licencié en droit, attaché honoraire à la Direction des musées nationaux, associé correspondant de la Société nationale des Antiquaires de France, correspondant du Comité des monuments historiques pour le mobilier de la Dordogne, membre non résidant du Comité des Travaux historiques, inspecteur général de la Société française d'Archéologie, vice-président de la Société des

Beaux-Arts de la Dordogne, conservateur du Musée du Périgord, au château de Fayolle, par Tocane-Saint-Apre, et rue du Plantier, 18, à Périgueux.

FÉAUX (Maurice),  I, correspondant du Ministère de l'Instruction publique, conservateur-adjoint du Musée du Périgord, agent-voyer principal honoraire, rue Combe-des Dames, 50, à Périgueux.

Le comte Alphonse DE FLEURIEU, au château de Marzac, par les Eyzies, et avenue Kléber, 26, à Paris, XVI^e.

Le comte Robert DE FLEURIEU, au château de Marzac, par les Eyzies, et avenue Kléber, 24, à Paris, XVI^e.

FORESTIER (Raymond), conseiller référendaire à la Cour des Comptes, à La Motte, par Hautefort, et avenue de Villiers, 76, à Paris, XVII^e.

FOURGEAUD (Antoine), ancien pharmacien, rue La Boétie, 39, à Périgueux.

Le comte FOURNIER-SARLOVÈZE (Raymond), O.   I, ancien préfet, président de la Caisse régionale agricole du Crédit mutuel de Gray et de la Haute-Saône, et vice-président de la Société artistique des Amateurs, rue de Marignan, 11, à Paris, VIII^e.

FRAPIN (Joseph), avoué-licencié, rue de l'Hospice, 2, à Villeneuve-sur-Lot (Lot-et-Garonne).

FRENET (Ernest),   I, licencié en droit, chef de division honoraire de la préfecture, boulevard de Vésone, 28, à Périgueux.

M^{lle} DE FROIDFOND DE BOULAZAC, rue du Plantier, 16, à Périgueux.

GENDRAUD (Pierre), notaire, à Verteillac.

Le vicomte Gaston DE GÉRARD DU BARRY, docteur en droit, cité Vaneau, 12, à Paris, VII^e, et rue de Paris, 11, à Rennes (Ille-et-Vilaine).

GIRARD DE LANGLADE (Cyprien), maire d'Eyliac, au château d'Eyliac, par Saint-Pierre-de-Chignac.

Le comte Théodore DE GONTAUT-BIRON, rue de Varenne, 45, à Paris, VII^e.

GONTIER DU SOULAS (Adalbert), membre du Conseil héra-

dique de France et de l'Ecole félibréenne du Périgord, au château du Soulas, par Pressignac.

GONTIER MAINE DE BIRAN (Elie), *,  I, chef de bureau honoraire du Ministère de l'Intérieur, avenue de la Gare, 43, à Bergerac.

L'abbé GOULARD, ancien professeur de sciences, curé-doyen de Mareuil-sur Belle.

Le marquis DE GOURGUE, ancien officier, au château de Lanquais, par Couze-Saint-Front.

L'abbé GOUSTAT, chanoine honoraire de la cathédrale de Saint-Front, curé de Pontours, par Lalinde.

DE GRAILLY (François), *,  A, chevalier du Mérite agricole, inspecteur général du Crédit foncier de France, rue de Longchamp, 158, à Paris, XVI^e.

Le docteur GRELLETY, commandeur de l'ordre du Montenegro, ancien secrétaire de la Société de thérapeutique, boulevard de Courcelles, 73, à Paris, VIII^e, et médecin consultant, rue Prunelle, 4, à Vichy (Allier).

GRENIER (Amédée), ancien notaire, villa Barbeyrolle, près Le Fleix.

L'abbé GROS (Jean-Joseph), curé de Montbazillac.

L'abbé GROS DE BÉLER (Charles), vicaire à Notre-Dame, chalet Sainte-Elisabeth, avenue Sainte-Marie, à Arcachon (Gironde).

L'abbé JARRY, aumônier du lycée, rue des Visitandines, 3, à Périgueux.

JOUANEL (André),  I, avoué-licencié, adjoint au maire, conservateur des archives municipales, boulevard Victor-Hugo, 7, à Bergerac.

M^{me} Adhémar DE LABONNE, à La Rochefoucauld (Charente).

LABROUSSE (Maurice), pharmacien, à Montmoreau (Charente).

LABUTHIE (Georges), licencié en droit, rue Portalis, 14, à Paris, VIII^e, et au château de Filolie, près Thiviers.

LACOMBE (Maurice), *, secrétaire d'ambassade, attaché à la Direction des affaires civiles et commerciales, boulevard Malesherbes, 20, à Paris, VIII^e.

LACOSTE (Edouard), juge au tribunal de commerce, en-

trepreneur de travaux publics, rue Lamartine, 23, à Périgueux.

DE LA CROIX DE SAINT-CYPRIEN (Charles), à Sorges (Dordogne).

DE LACROUSILLE (Amédée), avocat, vice-président du Conseil du *Bournat*, place du Palais, 6, à Périgueux.

DE LAFILOLIE (Charles), place du Parlement S^{te} Catherine, 2, à Bordeaux.

Le docteur LAFON (Charles), médecin oculiste, rue du Quatre-Septembre, 6, à Périgueux.

LAFON (Gabriel), ~~et~~ A, ancien notaire, avocat, médaillé mutualiste, aux Eyzies-de-Tayac (Dordogne).

Le marquis DE LA GARDE SAINT-ANGEL, *, ancien conseiller général de la Dordogne, au château de Lapouyade, par Nontron.

LAPEYRE (Fernand), avocat, à La Roche-Chalais.

L'abbé LARGE, curé-doyen, à Laforce.

DE LARIGAUDIE SAINT-SÉVRIN (Philippe), ancien préfet, rue Saint-Dominique, 27, à Paris, VII^e, et au château de Blessel, par Aire-sur-la-Lys (Pas-de-Calais).

Le marquis DU LAU D'ALLEMANS, *, rue de l'Université, 41, à Paris, VII^e.

DE LAULANIÉ DE SAINTE-CROIX (René), au château de S^{te}-Croix, par Montferrand (Dordogne.)

LAVERGNE (Géraud), archiviste du département de la Dordogne, correspondant du Ministère de l'Instruction publique, rue du Lycée, 4, à Périgueux.

LAVIGNÉ, instituteur public à Monsac, par Beaumont-du-Périgord.

LESCA (Georges), au château de Saint-Michel de Cantillac, par Champagnac-de-Belair.

LESPINAS (Edmond), chevalier de l'ordre de Saint-Grégoire-le-Grand, ancien magistrat, avocat, rue Bourdeille, 13, à Périgueux.

Le comte DE LESTRADE DE CONTI, chevalier de l'ordre de Saint-Grégoire-le-Grand, président de la Société d'horticulture de la Dordogne, bâtonnier de l'ordre des avocats, rue Romaine, à la Cité, à Périgueux.

L'abbé LIFFORT, curé-doyen, à Bussière-Badil.

M^{me} DE LOMÉNIE, au château de Puyraseau, par Piégut-Pluviers.

L'abbé MAGAT, curé du Monteil, par La Monzie-Saint-Martin.

MAGNE (Napoléon), ancien officier de cavalerie, ancien député, ancien conseiller général de la Dordogne, avenue Montaigne, 31, à Paris, VIII^e, et au château de Trélissac (Dordogne).

MAGUEUR (Georges), pharmacien, à Sainte-Livrade (Lot-et-Garonne).

MAISONNEUFVE-LACOSTE (André), à Bel-Air, près Thiviers.

Le marquis DE MALET, *, colonel d'artillerie de réserve au 21^e régiment, vice-président de l'Union des Syndicats agricoles du Périgord et du Limousin, au château de Puycharnaud, par Bussière-Badil, et rue de Varenne, 59, à Paris, VII^e.

MANHÈS, *, ancien capitaine, président de la Société de Secours aux blessés militaires, rue Antoine-Gadaud, à Périgueux.

DE MARCILLAC marquis DE CAYRO (André DE COMBRET), président de l'Union des Syndicats agricoles du Périgord et du Limousin, membre du Conseil de la Société des Agriculteurs de France, correspondant de la Société nationale d'Agriculture, au château de Mellet, par Beauregard-de-Terrasson.

MAREY, propriétaire, à Marsac, par Périgueux.

MARGAT (Raoul),  I, professeur à la Faculté de droit, à Bordeaux.

Le vicomte DE MARQUESSAC, chalet Vista Bella, chemin Brancolas, à Nice (Alpes-Maritimes).

MAZEAU (Paul), négociant, rue Combe-des-Dames, n^{os} 11 et 13, à Périgueux.

MÈGE-LAVIGNOITE (Louis), docteur en droit, avoué, à Marsejols (Lozère).

MÉNIEL fils (Joseph), négociant, à Sainte-Foy-la-Grande (Gironde).

MILLET (Henri), avocat, maire de Saint-Crépin, au château de Saint-Crépin, par Brantôme, et place Francheville, 11, à Périgueux.

DE MONTARDY (Elie), chevalier du Mérite agricole, propriétaire, rue Victor-Hugo, 8, à Périgueux.

DE MONTCHEUIL (Henri), conseiller référendaire à la Cour des Comptes, au château des Ages, commune de Monsec, par Marcuil sur-Belle, et rue Las Cases, 1, à Paris, VII^e.

DE MONTÉGUT-LAMORELIE (Henri), ancien vice-président du tribunal civil de Limoges, correspondant honoraire du Ministère de l'Instruction publique, membre correspondant de l'Académie royale de Belgique, etc., etc., au château de Vaunac, par Thiviers, et au château des Ombrais, par La Rochefoucauld (Charente).

DE MONTEIL (Xavier), licencié en droit, au château de Fayolle, commune de Villeteoueix, par Ribérac.

MONTET (Fernand), licencié en droit, notaire à Meyrals, par Saint-Cyprien.

Le comte Charles **DE MONTFERRAND**, *, directeur de la C^{ie} d'assurances l'*Union*, quai d'Orsay, 11, à Paris, VII^e.

Le docteur **MOREAUD**, *, médecin-major de première classe en retraite, à Tocane-Saint-Apre.

Le docteur **MOUSSON-LANAUZE**,  I, ancien interne des hôpitaux, place de la Tourelle, 3 bis, à Saint-Mandé (Seine).

Le marquis **DE NATTES**, au château du Mas de-Montet, par Petit-Bersac.

Le baron **DE NERVAUX-LOYS**, licencié en droit, au château des Bories, par Trélissac, et rue du Plantier, 11, à Périgueux.

NEURY (Angel),  I, ancien conseiller général de la Dordogne, conseiller honoraire à la Cour d'Appel de Limoges, à Champs-Romain, par Saint-Saud.

PARADOL (Raoul),  I, vice-président du tribunal civil, président de la Société de gymnastique *Les Enfants de la Dordogne*, boulevard de Vésone, 7, à Périgueux.

L'abbé **DE PASCAL**, chevalier de l'ordre de Malte, missionnaire apostolique, au prieuré de Saint-Louans, près Chinon (Indre-et-Loire).

PASQUET (Gabriel), pharmacien de première classe, secrétaire général du Musée militaire du Périgord, secrétaire archivistique du *Bournat*, membre correspondant du Bureau central météorologique de France, rue Taillefer, 36, à Périgueux.

PAUTAUBERGE (Léon), *, **I**, industriel, maire de Montignac-sur-Vézère, boulevard Péreire, 31, à Paris, XVII^e, et au château de Montignac-sur-Vézère.

PÉCOU (Gabriel), négociant, rue Louis-Blanc, 13, à Périgueux.

PELLISSON (Jules), **A**, juge honoraire, boulevard des Arènes, 27, à Périgueux.

PEYRONY (Denis), **I**, correspondant du Ministère de l'Instruction publique et de l'Académie des Sciences, Arts et Belles Lettres de Bordeaux, instituteur public en congé, aux Eyzies-de-Tayac.

DE PEYRONNY DES GENDRES (Raoul), rue de l'Abbé-Groult, 18, à Paris, XV^e.

Le docteur **PEYROT, C.** *, membre de l'Académie de médecine, chirurgien honoraire des hôpitaux de Paris, sénateur de la Dordogne, président de la Société des Beaux-Arts de la Dordogne, rue Lafayette, 33, à Paris, IX^e, et à Château-l'Evêque (Dordogne).

DE POURQUERY DE BOISSERIN, chevalier de l'ordre royal d'Isabelle la Catholique, président de la Chambre de commerce, négociant, à Bergerac.

POURQUIÉ, avoué-licencié, président de la Chambre de discipline, allée de Tourny, 29, à Périgueux.

POUYADON-LATOUR (René), docteur en droit, président de la Chambre des notaires, rue Gambetta, 25, à Périgueux.

Le docteur **Charles POUYAUD**, docteur en pharmacie de l'Université de Bordeaux, docteur en médecine, pharmacien de 1^{re} classe, ancien chef de laboratoire à la Faculté de Médecine, lauréat *bis* du Prix Godard, secrétaire de la Société de Pharmacie de Bordeaux, membre de la Société des Experts-chimistes de France, place du Coderc, à Périgueux.

Le docteur **Samuel Pozzi, G. O.** *, **I**, **C.** ●, ancien sénateur, ancien conseiller général de la Dordogne, membre de l'Académie de Médecine, professeur de clinique gynécologique à la Faculté de Médecine, chirurgien à l'hôpital Broca, avenue d'Iéna, 47, à Paris, XVI^e.

PRAT-DUMAS (Edmond), conseiller du commerce extérieur de la France, industriel, maire, à Couze.

DE PRESLE, chevalier de l'ordre de Saint-Grégoire-le-Grand, ancien conseiller d'arrondissement, vice-président de la Société syndicale libre d'agriculture du Périgord, président de la Société de secours mutuels du canton d'Hautefort, à Saint-Martial-la-Borie, par Cherveix-Cubas.

L'abbé **PRIEUR**, chanoine honoraire, curé-archiprêtre, à Ribérac.

PRIVAT (J.),  A, dessinateur principal à la C^{ie} du chemin de fer d'Orléans, avenue de Paris, 22 *bis*, à Périgueux.

PUIBARAUD (Louis), docteur en droit, greffier en chef du Tribunal civil, rue Notre-Dame, 49, à Nontron.

Le docteur **PUYGAUTHIER**,  I, conseiller général de la Dordogne, maire de Tocane-Saint-Apre.

RAMOND (Philippe),  A, docteur en droit, conseiller à la Cour d'appel, à Agen (Lot-et-Garonne).

M. le chanoine **REBIÈRE**, docteur en théologie, ancien curé de la Cité, à Périgueux.

RECOQUILLON,  A, mainteneur de l'École félibréenne du Périgord, notaire, à Bouniagues (Dordogne.)

DE RÉMONDIAS, au château de la Borde, par Le Change.

RENARD (Albert), ingénieur des arts et manufactures, directeur de la papeterie de Laprade, à Moulin-Neuf, commune de Cumond, par Saint-Privat-des-Prés.

Du REPAIRE (Maurice), propriétaire, au château de Fontirou, par La Croix-Blanche (Lot-et-Garonne).

RIBETTE, ancien chef de section de la C^{ie} du chemin de fer d'Orléans, rue du Plantier, 17, à Périgueux.

ROBERT (Marc), à Monsec, par Mareuil-sur-Belle.

M^{me} la comtesse **Martial de ROFFIGNAC**, au Castel-Fadèse, près Périgueux.

ROMANET DU CAILLAUD, propriétaire, au Caillaud, par Isle (Haute-Vienne), et aux Maurilloux, près Périgueux.

RONTEIX (Henri), juge suppléant au Tribunal de commerce, imprimeur, rue Gambetta, 7, à Périgueux.

M^{me} **DE ROUMEJOUX**, au château de Rossignol, par Chala-gnac.

ROUSSEL (Jean-Emile), greffier du tribunal correctionnel, à Montmédy (Meuse).

ROUSSELET (J.), expert en immeubles, place du Palais, 2, à Périgueux.

ROUX (Eugène), publiciste, boulevard de Vésone, 26, à Périgueux.

L'abbé ROUX (Joseph), curé d'Antonne, par Trélissac.

Le comte DE ROYÈRE, ancien officier de cavalerie, au château de Monsec, par Saint-Cyprien.

Le comte DE SAINT-EXUPÉRY, au château du Fraysse, par Terrasson.

M^{me} la comtesse DE SAINT-LÉGIER, au château de Richemont, par Brantôme.

SAINT-MARTIN (André), chevalier de l'ordre de Saint-Grégoire-le-Grand, licencié en droit, vice-président de la Société d'horticulture, place Francheville, 22, à Périgueux.

DE SAINT-PAUL (Maurice), *, maire de Ligeux, à l'abbaye de Ligeux, par Sorges, et villa Caprice, à La Condamine, principauté de Monaco.

DE SAINT-SERNIN (Fernand), au château de Nontron.

SAUVO-DESVERSANNES (Louis), O I, chevalier du Mérite agricole, avocat, à Bussière-Badil.

M^{me} Jules-Honoré SECRESTAT, rue Notre-Dame, 30, à Bordeaux, et au château de Lardimalie, près St-Pierre-de-Chignac.

SIMON (Louis), O A, secrétaire général de l'Ecole félibréenne du Périgord, hôtel de l'Univers, à Périgueux.

SIMONET (Jean), *, capitaine au 59^e régiment d'infanterie, rue Victor-Hugo, 29, à Périgueux.

DE TARDE (Alfred), docteur en droit, avocat à la Cour d'Appel, maire de La Roque-Gajac, par Sarlat, et avenue de Tourville, 6, à Paris, VII^e.

TAREL (Raphaël), au château de la Beaume, près Bergerac.

TAUZIAC (Jean), négociant, à Moncarrêt.

Le docteur Léo TESTUT, O *, O I, chevalier de l'ordre de la Couronne d'Italie, associé national de l'Académie de médecine, professeur d'anatomie à la Faculté de médecine, avenue de l'Archevêché, 3, à Lyon.

L'abbé TEYSSANDIER, curé-doyen, à Thenon.

Le général DE TEYSSIÈRE (Edouard) *, commandant la

41^e brigade d'infanterie, rue Harrouys, 26, à Nantes (Loire-Inférieure).

L'abbé THIVEAUD, chanoine honoraire, curé de la paroisse St-Jacques, à Bergerac.

Le baron DE LA TOMBELLE,  I, commandeur de l'ordre de Saint-Grégoire-le-Grand, président honoraire de la Société des Beaux-Arts de la Dordogne, au château de Feyrac, par Castelnaud, et avenue de Breteuil, 73, à Paris, VII^e.

VERGNIAUD (E.), licencié en droit, étudiant en médecine, à Razac-sur-l'Isle, et rue Mazet, 3, à Paris VI^e.

Le docteur VERLIAC, rue La Boétie, 61, à Paris, VIII^e, et Le Breuil, par Thenon (Dordogne).

VIGIÉ (Albert), *, doyen honoraire de la Faculté de droit de Montpellier, rue Foy, 16, à Perpignan (Pyrénées-Orientales), et à Lascaminades, près Belvès.

VILLEPELET (Ferdinand), *,  I, archiviste honoraire du département de la Dordogne, membre non résidant du Comité des Travaux historiques, boulevard Lakanal, 21, à Périgueux.

VILLEPELET (Robert),  I, docteur ès lettres, lauréat de l'Institut, archiviste aux Archives nationales, avenue du Maine, 7, à Paris, XV^e.

MEMBRES ASSOCIÉS

MM.

Le comte Charles DE BEAUMONT,  A, correspondant du Comité des Sociétés des Beaux-Arts des départements, au château de Châtigny, par Fondettes (Indre-et-Loire).

BERTHELE (Joseph),  I, archiviste du département de l'Hérault, membre non résidant du Comité des Travaux historiques, inspecteur divisionnaire de la Société française d'Archéologie, rue des Patriotes, 36, à Montpellier (Hérault).

L'abbé Dubois, membre et ancien président de la Société

des sciences et arts d'Agen, curé de Roquefort, par Agen (Lot-et-Garonne).

DU CCHEYRON DU PAVILLON (Joseph), licencié en droit, boulevard Pèreire, 223, à Paris, XVII^e.

DULAU, libraire, Soho square, 37, à Londres.

HARVARD UNIVERSITY OF CAMBRIDGE, près Boston (Etats-Unis d'Amérique), représentée par M. A. Picard, éditeur, rue Bonaparte, 82, Paris, VI^e.

HUET (Paul), ingénieur des arts et manufactures, rue de l'Université, 8, à Paris, VII^e.

LABADIE (Ernest), membre de la Société des Archives historiques de la Gironde, rue Vital-Carles, 32, à Bordeaux.

Le baron DE LANAUZE-MOLINES, au château de Lescaut, par Lauzun (Lot-et-Garonne).

Le comte DE LAVAUR DE SAINTE-FORTUNADE, à Sainte-Fortunade (Corrèze).

DE MONTARDY (Jean), avenue des Bénédictins, 29, à Limoges.

NAINFA (Révérend John-Abel), prêtre de Saint-Sulpice, licencié en théologie, professeur d'histoire ecclésiastique, Saint-Mary's Seminary, Baltimore, Maryland. (Etats-Unis.)

NEW-YORK PUBLIC LIBRARY, représentée par M. Terquem, rue Scribe, 19, à Paris, IX^e.

DU PAYRAT (Armand), officier de cavalerie, rue Franklin, 21, à Paris, XVI^e.

TAMIZEY DE LARROQUE (Henry), au Pavillon Peiresc, par Gontaud (Lot-et-Garonne).

TENANT DE LA TOUR (Albert), à l'Abbaye du Chalard, (Haute-Vienne).

TIXIER (Jules), *, & A, architecte des Monuments historiques de la Haute-Vienne, rue Petiniaud-Beaupeyrat, 38, à Limoges.

MEMBRES CORRESPONDANTS.

MM.

L'abbé H. BREUIL,  I, professeur à l'Institut de paléontologie humaine, rue Demoures, 110, à Paris, XVII^e.

Le docteur CAPITAN, *, membre associé libre de l'Académie de médecine, professeur à l'École d'Anthropologie et au Collège de France, membre titulaire du Comité des Travaux historiques, rue des Ursulines, 5, à Paris, V^e.

CARTAILHAC (Émile), O *,  I, correspondant de l'Institut, membre non résidant du Comité des Travaux historiques, rue de la Chaîne, 5, à Toulouse.

CHAMPEVAL DE VYERS (J.-B.), avocat, avenue de la Gare, à Bourganeuf (Creuse).

CHAUVET (Gustave), *,  I, correspondant du Ministère de l'Instruction publique, président de la Société archéologique et historique de la Charente, notaire, à Ruffec (Charente).

COURTEAULT (Paul), *,  I, professeur à la Faculté des lettres, rue de Strasbourg, 23, à Bordeaux.

CURZON (Henri PARENT DE),  I, docteur ès lettres, conservateur-adjoint de la Section historique aux Archives nationales, rue Saint-Dominique, 7, à Paris, VII^e.

Le commandant ESPÉRANDIEU (Émile), *,  I, lauréat de l'Institut, correspondant de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres, villa Madeleine, rue des Tricots, à Clamart (Seine).

FAGE (René),  I, correspondant du Ministère de l'Instruction publique, inspecteur divisionnaire de la Société française d'Archéologie, ancien président de la Société archéologique et historique du Limousin, avenue Kléber, 88 *bis*, à Paris, XVI^e, et au Mas du Puy, par Verneuil-sur Vienne (Haute-Vienne).

HÉRON DE VILLEFOSSE (Antoine), *,  I, membre de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres, conservateur des Antiquités grecques et romaines au Musée du Louvre, prési-

dent du Comité des Travaux historiques et scientifiques, rue Washington, 16, à Paris, VIII^e.

Le docteur LALANNE, au Castel d'Andorte, Le Bouscat (Gironde).

Le comte DE LASTEYRIE, O  I, membre de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres, professeur honoraire à l'Ecole des Chartes, ancien député, secrétaire du Comité des Travaux historiques, rue du Pré aux-Clercs, 10 *bis*, à Paris, VII^e.

LEFÈVRE-PONTALIS (Eugène),  I, professeur à l'Ecole des Chartes, directeur de la Société française d'Archéologie, rue de Phalsbourg, 13, à Paris, XVII^e.

MARION (Marcel),  A, professeur au Collège de France, rue Claude-Bernard, 79, à Paris, V^e.

Le chanoine PORTIER,  I, président de la Société archéologique de Tarn-et-Garonne, faubourg du Moustier, 59, à Montauban.

RIVIÈRE (Emile),  I, directeur à l'Ecole des Hautes-Études, au Collège de France, président fondateur de la Société préhistorique de France, boulevard de Strasbourg, 2, à Boulogne (Seine).

SOCIÉTÉS CORRESPONDANTES.

Ministère de l'Instruction publique.

- *Bulletin du Comité des Travaux historiques et scientifiques.*
- *Bulletin et Mémoires de la Société de l'Histoire de Paris et de l'Ile de France.*
- *Bibliothèque de l'Ecole des Chartes.*
- *Bibliothèque de l'Université de France, à la Sorbonne, à Paris, V°.*
- *Bibliothèque de la Commission des Monuments historiques, à la direction des Beaux-Arts, rue de Valois, 3, à Paris, I^{er}.*

Allier	<i>Société d'Émulation, des lettres, sciences et arts du Bourbonnais, à Moulins.</i>
Bouches-du-Rhône	<i>Bibliothèque de l'Université d'Aix en Provence.</i>
Charente.	<i>Société historique et archéologique de la Charente, à Angoulême.</i>
Charente-Inférieure.	<i>Société des Archives historiques de la Saintonge et de l'Aunis, rue Saint-Michel, 16, à Saintes.</i>
Cher.	<i>Société des Antiquaires du Centre, à Bourges.</i>
Corrèze.	<i>Société scientifique, historique et archéologique de la Corrèze, à Brive.</i>
Id.	<i>Société des lettres, sciences et arts de la Corrèze, à Tulle.</i>
Creuse.	<i>Société des sciences naturelles et archéologiques de la Creuse, à Guéret.</i>
Haute-Garonne.	<i>Société archéologique du Midi de la France, hôtel d'Assézat, à Toulouse.</i>
Id.	<i>Bibliothèque de l'Université, rue du Taur, 56, à Toulouse.</i>
Gironde.	<i>Société archéologique de la Gironde, rue des Trois-Conils, 53, à Bordeaux.</i>
Id.	<i>Union historique et archéologique du Sud-Ouest, rue de Strasbourg, 23, à Bordeaux.</i>
Hérault.	<i>Société archéologique de Montpellier.</i>
Ille-et-Vilaine.	<i>Société archéologique d'Ille-et-Vilaine, à Rennes.</i>
Loire-Inférieure.	<i>Société archéologique de Nantes et de la Loire-Inférieure, à Nantes.</i>
Loiret.	<i>Société archéologique et historique de l'Orléanais, à Orléans.</i>
Id.	<i>Société historique et archéologique du Gâtinais, rue Gay-Lussac, 38, à Paris, V°.</i>

- Lot. *Société des Études littéraires, scientifiques et artistiques du Lot*, à Cahors.
- et-Garonne. *Société d'agriculture, sciences et arts d'Agen*, à Agen.
- et-Moselle. *Société d'archéologie lorraine*, Palais Ducal, Grande-Rue (Ville Vieille), à Nancy.
- erre. *Société Nivernaise des lettres, sciences et arts*, à Nevers.
- Pyénées. *Société des sciences, belles-lettres et arts*, à Pau.
- id. *Biarritz-Association*.
- et-Loire. *Société Éduenne*, hôtel Rolin, à Autun.
- Sarthe. *Société historique et archéologique du Maine*, maison dite de la reine Bérengère, Grande-Rue, 11, Le Mans.
- Seine. *Académie des Inscriptions et Belles-Lettres*, au palais de l'Institut, à Paris, VI^e.
- id. *Société nationale des Antiquaires de France*, au palais du Louvre, à Paris, I^{er}.
- id. *Société française d'Archéologie*, rue Châteaubriand, 8, à Paris, VIII^e.
- id. *Société des architectes diplômés par le Gouvernement*, rue de Grenelle, 59, à Paris, VII^e.
- id. *Répertoire d'Art et d'Archéologie*, rue Spontini, 19, à Paris, XVI^e.
- Somme. *Société des Antiquaires de la Picardie*, au musée de Picardie, à Amiens.
- et-Garonne. *Société archéologique de Tarn-et-Garonne*, faubourg du Moustier, 59, à Montauban.
- enne. *Société des Antiquaires de l'Ouest*, rue des Grandes-Ecoles, à Poitiers.
- le-Vienne. *Société archéologique et historique du Limousin*, à Limoges.
- id. *Société « Les Amis des Sciences et Arts »*, à Rochechouart.

SOCIÉTÉS ÉTRANGÈRES

- rique. *Académie royale d'Archéologie de Belgique*, rue du Transvaal, 43, à Anvers.
11. *Société royale d'Archéologie de Bruxelles*, rue Ravenstein, 11, à Bruxelles.
- raïnis de
rte du Nord
Suède. *Smithsonian Institution*, à Washington.
- Académie des Antiquités*, à Stockholm.

SÉANCES MENSUELLES
DE LA
SOCIÉTÉ HISTORIQUE ET ARCHÉOLOGIQUE DU PÉRIGORD

Séance du jeudi 3 décembre 1914.

Présidence de M. le marquis de FAYOLLE,
président.

La séance est ouverte à une heure dans la salle habituelle.
Sont présents : MM. Bayle, Joseph Durieux, le marquis de Fayolle, Féaux, Lespinas, le comte de Saint-Saud et Villepelet.

Se font excuser : MM. Dujarric-Descombes et Délugin.

M. DE FAYOLLE reprend son fauteuil de président délaissé à notre grand regret depuis longtemps. Il remercie vivement les membres de la Société de la sympathie qu'ils lui ont manifestée dans son malheur et il souhaite que ceux de nos confrères qui ont des enfants à la guerre n'éprouvent pas la même douleur.

Le procès-verbal de la précédente réunion est lu et adopté.

Notre bibliothèque a reçu, pendant le mois dernier, les ouvrages suivants :

Report on the progress and condition of the United States national Museum for the year ending june 30, 1913 ; un volume relié en toile in-8°, Washington, government printing office, 1914 ;

Bulletin de la Société des lettres, sciences et arts de la Corrèze, 2^e livraison, 1914, avril-mai-juin, in-8°, Tulle, imprimerie du *Corrèzien Républicain* ;

Revue de l'Agenais, bulletin de la Société d'agriculture, sciences et arts d'Agen, 41^e année, juillet-août 1914, in-8°, avec deux planches, Agen, Imprimerie Moderne ; contenant, p. 287,

une *Protestation du comte de Chaudordy contre les atrocités allemandes en 1870* ;

Bulletin trimestriel de la Société de Borda, Dax (Landes), 38^e année, 1914, 3^e trimestre, in-8°, Dax, imprimerie Labèque ;

Bulletin périodique de la Société Ariégeoise des sciences, lettres et arts, et de la Société des Etudes du Couserans, 14^e volume, n° 3, in 8°, Foix, typographie Gadrat aîné, 1914 ;

Et de M. Tarel, un exemplaire de son tiré à part sur une *Pierre à gravures à figurations animales de l'époque Aurignacienne, et Industrie lithique de Termo-Pialat*, commune de St-Avit-Sénieur (Dordogne), brochure in-8° avec deux planches, Périgueux, imprimerie Ribes, 1914.

Des remerciements sont votés aux donateurs.

M. LE PRÉSIDENT nous donne communication de la protestation suivante à laquelle nous sommes heureux de nous associer.

PROTESTATION

de la

SOCIÉTÉ FRANÇAISE D'ARCHÉOLOGIE

La Société française d'Archéologie adresse à ses quarante-huit membres belges, à l'Académie royale d'Archéologie de Belgique et à la Fédération historique de l'héroïque nation, l'expression de sa douloureuse sympathie pour les ruines accumulées à Louvain, à Malines et à Termonde, par la fureur incendiaire des armées allemandes ;

Maudissant l'odieux vandalisme allemand, fier d'une victoire remportée sur des vieilles pierres, s'associe aux protestations indignées du monde civilisé contre le bombardement sauvage et méthodique de la cathédrale de Reims ;

Déplore les ravages irréparables causés par l'incendie prémédité de ce merveilleux édifice, dont les plus belles statues, les sculptures les plus élégantes, les verrières, la charpente et la flèche sont anéanties ;

Emet le vœu que la statuaire mutilée par les éclats d'obus et noircie par le feu ne soit pas restaurée, pour laisser des témoins perpétuels du crime germanique accompli le 19 septembre 1914 ;

Constatant que les archéologues allemands et autrichiens ont gardé le silence devant l'implacable destruction de tant de chefs-d'œuvre de l'art du moyen âge et qu'ils se sont faits les propagateurs des doc-

trines barbares du pangermanisme, comme tous les intellectuels d'Outre-Rhin ;

Raye de la liste de ses membres étrangers : MM. von Bezold, directeur du Musée de Nuremberg ; le professeur Clemen, conservateur des Monuments historiques, à Bonn ; Delio, professeur à l'Université de Strasbourg ; le professeur Gurlitt, à Dresde ; le Dr Krüger, directeur du Musée de Trèves ; le professeur d'Echelhauser, recteur de l'Ecole polytechnique, à Carlsruhe ; le Dr Vöge, professeur à l'Université de Fribourg-en-Brisgau ; le chevalier de Forster-Streffleur, directeur au Ministère de l'Instruction Publique, à Vienne ; le Dr Neuwirth, membre de la Commission des Monuments historiques, à Vienne ; le comte Wilczek, président de la Société des Beaux-Arts, à Vienne.

M. DE SAINT-SAUD nous fait connaître ensuite un évêque du Siam d'origine périgourdine « qui semble avoir été ignoré jusqu'à ce jour et sur lequel il rédigera prochainement une notice pour la *Semaine Religieuse*. Jean de Lolière-Puycomtal naquit à Grignols en 1685 d'une famille de la bourgeoisie et de la magistrature châtelaine de cette localité. Il fit ses études théologiques à Périgueux, puis entra au séminaire des Missions Etrangères, où il fut ordonné en 1715. Envoyé deux ans après au Siam, il en fut nommé vicaire apostolique en 1738 et sacré évêque titulaire de Juliopolis le 5 mars 1740. Il mourut à Juthia le 8 décembre 1755, ayant servi la cause française en Extrême-Orient avec un certain éclat. Qu'à ce sujet on me permette d'ajouter que son successeur actuel au Siam, Mgr Perros, n'a pas hésité un instant à venir servir la France où il est en ce moment aumônier de nos armées.

» Mgr de Lolière portait des armoiries différentes de celles indiquées dans l'*Armorial du Périgord*, qui semblent personnelles à un vicaire-général de notre diocèse, l'archidiacre Lolière de Lamothe, mort en 1776, dont nous ignorons le lien de parenté avec l'évêque de Juliopolis, qui portait : *de... à la colonne de... (argent ?) surmontée d'un lion passant de....* »

En s'excusant de ne pouvoir assister à la séance, M. DUJARRIC-DESCOMBES demande à compléter une des pages de l'*Exploration campanaire du Périgord*. M. le chanoine Brugière

et M. l'archiviste Berthelé, dans la notice qu'ils y ont consacrée aux fondeurs de la famille angoumoisine des Baraud (p.p. 465-9), n'ont pas signalé la présence de Jean Baraud dans notre province.

« Or, notre érudit vice-président a découvert un acte notarié constatant le paiement de la somme de 150 livres effectué à Montagrier, le 27 mars 1701, en présence du curé Géraud Dufaux, par Raymond Desmoulins, syndic fabricien, entre les mains de Jean Bareau, maître fondeur de cloches, demeurant à Coussadeau, paroisse de Sers en Angoumois, pour fondre la grosse cloche de l'église de Montagrier.

» Elle n'était plus sonnée, paraît-il, depuis l'asphyxie d'un sacristain qui l'avait mise en branle durant un orage. C'est ce que nous apprennent les auteurs de l'*Exploration campanaire*. Ils assignent la date de 1642 à cette cloche, qui pesait 1.100 kilos, et en mentionnent une autre fondue en 1609 (p. 349).

» Dans un état des réparations à faire à l'église de Montagrier, dressé, le 12 mai 1776, à la requête du syndic fabricien M^e Pierre Brachet, avocat et notaire royal, trois cloches sont portées, dont « la petite ne valant presque rien ».

» La Révolution ne laissa en place que la cloche fondue, en 1701, par Jean Baraud, ainsi qu'il résulte d'un inventaire des meubles et ornements de l'église de Montagrier, fait le 11 pluviôse an II, en récolement d'un précédent inventaire en date du 30 octobre 1790. Sur les trois anciennes cloches deux se trouvèrent alors à dire, ayant été enlevées pour être envoyées au district de Ribérac, « n'y en ayant resté qu'une et la plus grosse ».

» Enfin cette dernière cloche se trouve remplacée aujourd'hui par une autre, fondue, en 1844, par Paul Gouyot, fondeur lorrain ambulant. »

M. DE SAINT-SAUD nous apprend ensuite que l'érection de la paroisse du Chadeuil est de date relativement récente. « Elle remonte à 1763, ainsi qu'il l'a trouvé dans les Enregistrements des Edits Royaux, au Parlement de Bordeaux. L'évêque de Périgueux, ayant décrété, le 28 juillet 1758,

« que le village de Chadeuil, annexe de la paroisse de Cercles, diocèse de Périgueux, est éloigné de une grande demi lieue de l'église

paroissiale de Cercles, qu'on ne peut y arriver qu'en traversant deux ruisseaux difficiles, d'ériger en église paroissiale l'annexe du Chapdeuil « sous le nom de saint Astier », le Roi, en décembre 1763, accepte la demande de l'évêque et décide que la paroisse nouvelle sera formée des villages de « Chadeuil (le Chapdeuil), la Chavallerie (Chevalerie), Fougères, Grange (les Granges), Juletie (la Juletie). »

» Le prieur de Cercles aura, disent les lettres patentes, à payer au curé ou vicaire perpétuel du Chapdeuil 300 livres de la portion congrue. On sait que la châtellenie du Chapdeuil s'étendait alors sur trois paroisses : Bourg-des-Maisons, Verteillac et Cercles. Cela lui en ajouta une quatrième. »

LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL dit que les registres d'état-civil de cette paroisse ou chapelle du Chapdeuil, conservés à la mairie, remontent à l'année 1687.

M. Joseph DURIEUX nous apprend aussi que le portrait de Mgr de Bonneguise, reproduit dans le dernier *Bulletin*, se trouvait à l'évêché d'Arras avant l'affreux bombardement de cette ville par les Allemands. « On ignore, dit-il, s'il a pu être sauvé de la destruction. Heureusement un certain nombre de gravures en ont fixé les traits. L'une d'elles, d'après laquelle nous avons reproduit le portrait, appartient à M. Lespinas, vice-président de la Société. Une autre est conservée par notre confrère M. André de La Chapelle, dont le nom lui vient précisément des Bonneguise.

En effet, depuis le mariage de Gabriel de La Jugie du Soulet (Bas-Limousin) avec Marguerite de Bonneguise, fille de Louis, seigneur de La Chapelle Saint-Jean en Périgord (aujourd'hui canton d'Hautefort, Dordogne), les filles et les fils aînés dans la famille limousine des La Jugie, issue de cette union, prirent le nom de La Vergne, nom d'une terre dont était dame la mère de Marguerite de Bonneguise, Anne d'Artigeas. Les filles et les fils cadets prirent le nom de La Chapelle.

» François-Zacharie de La Jugie (dont parle M. Champeval dans le *Dictionnaire généalogique des familles nobles et notables de la Corrèze*, II, 254) transmet directement à ses descendants le nom de La Chapelle que portait spécialement son grand oncle et parrain Jean de Bonneguise, seigneur d'Artigeas,

père de l'évêque, de l'officier tué dans la guerre de Sept-Ans, et de François de Bonneguise, marquis de Badefol d'Ans, marié avec la nièce de Fénelon ; et quand son petit-fils, André de La Jugie, né à Yssandon (Corrèze), le 21 août 1809, vint résider à Périgueux dans la maison dite de Talleyrand, rue Eguillerie, dont M. Tenant est actuellement propriétaire, ce ne fut plus que sous son nom périgourdin de Lachapelle qu'il fut désormais connu, ainsi que devait l'être sa descendance : Edmond son fils et André son petit-fils. »

Puisque nous nous occupons de filiations, notre confrère M. DE SAINT-SAUD ajoute « qu'il a l'intention d'insérer, dans un volume concernant les anciennes familles du Périgord, la partie du registre Guyenne de l'*Armorial général de France*, dit de 1696, concernant notre province (qui est inédit) et à ce sujet de consacrer, d'accord avec MM. de Gérard et Huet, quelques pages à des Additions et Corrections à l'*Armorial du Périgord*. Il serait heureux que de nos confrères voulussent bien lui signaler des lacunes ou des erreurs. Bien des familles bourgeoises portaient des armoiries, qu'on retrouve plus spécialement sur des lettres et sur des testaments. Toutefois, en ce qui concerne ceux-ci, on observera que, sur le repli constatant leur dépôt, il faut la mention qu'il est scellé du seing manuel ou habituel du testateur. En effet des notaires avaient souvent chez eux une ou deux matrices armoriées, dont les empreintes, toujours les mêmes, étaient apposées sur les testaments de personnes notables, qui les choisissaient comme dépositaires.

» Pour en revenir au projet d'*additions*, M. de Saint-Saud, nous dit que pour la lettre A seulement il a une vingtaine de fiches, parmi lesquelles il cite les familles :

Albert de Meyrals, de la bourgeoisie de Périgueux, portant : *d'or à 3 roses de gueules au chef d'azur chargé de 3 étoiles d'argent*. — Alphéry, des confins de l'Agenais : *d'azur à 3 étoiles d'or, au chef d'or*. — Audier, maître de forges : *d'azur à 3 lions d'or lampassés de gueules passant l'un sur l'autre*. — Aymeric de Paluel : *de gueules au citronnier arraché d'or, au chef cousu d'azur chargé de 3 étoiles d'or*.

» Ces armes sont insérées dans les lettres de noblesse de

cette famille, octroyées en 1712 ; celles au dextrochère ne figurent qu'en écartelé, bien après cette date.

► Notre confrère nous fait observer à ce sujet un fait caractéristique en héraldisme et cependant très peu connu : dans un blason, tout chef, cousu ou non, chargé de croissants et surtout d'étoiles, dénote à de rares exceptions près, une famille bourgeoise ou anoblie.

Exemples en Périgord :

Albert et Aymeric ci-dessus, puis pour finir les A : Alba, Alby, Alesmes, Artensec, Aubarbier, Augeard. — Puis, au hasard : Dufaulx, Chancel, Dessalles, Régnier, Cocquart, Layraud, Jourdain, Saint-Clar, Durand, Guat, Minard, Paute, Meyjounissas, Eyma, etc., etc.

A propos de ces nombreux noms et au sujet d'armoiries représentées sur le chambranle de la porte donnée autrefois au Musée par M. Requier, M. LE PRÉSIDENT nous dit qu'il en a vu de semblables ces jours-ci, figurant deux lions affrontés et qui pourraient provenir d'une famille Guillemain de Chaume.

M. DUMIEUX nous apprend qu'il a rencontré ce nom de Guillemain de Chaumont dans les extraits tirés par M. Villepelet des registres paroissiaux de Varaignes en Nontronnais.

M. DE SAINT SAUD fait observer que l'*Armorial du Périgord* commet une erreur en disant Guillemain sieur de *Chaume*, le texte de l'*Armorial* de 1396 (registre Guyenne), où M. de Froidefond a pris la mention porte de *Chaumo*, ce qui se rapproche davantage de la forme *Chaumont* que vient de signaler M. Durieux. Mais il ajoute que ces armoiries sont au folio 990 ; or à partir du folio 987 les armoiries du célèbre armorial fiscal sont *imposées d'office* et ainsi très douteuses.

Il reste à procéder à l'élection d'un candidat qui demande à entrer dans notre compagnie.

Après un vote à main levée, M. le Président déclare admis membre associé de la Société historique et archéologique du Périgord :

M. Jules TIXIER, architecte des Monuments historiques du département de la Haute-Vienne, rue Pétiniaud-Beaupeyrat,

38, à Limoges, présenté par MM. de Fayolle et de Saint-Saud.

La séance est levée à deux heures et demie.

Le Secrétaire général,
Ferd. VILLEPELET.

Le Président,
M^{re} DE FAYOLLE.

Séance du jeudi 7 janvier 1915

Présidence de M. le marquis de FAYOLLE,
président.

La séance est ouverte à une heure dans la salle du Château-Barrière.

Sont présents : MM. Jean Dupuis, le marquis de Fayolle, Féaux, l'abbé Joseph Roux, le comte de Saint-Saud et Villepelet.

S'excusent : MM. Charles Durand, qui envoie ses souhaits de nouvel an à ses confrères, Dujarric-Descombes, Lespinas, Joseph Durieux et Délugin.

Le procès-verbal de la précédente réunion est lu et adopté.

M. le Président nous annonce la mort d'un de nos anciens membres correspondants, M. Joseph DE CROZALS, chevalier de la Légion d'honneur, doyen honoraire de la Faculté des Lettres de Grenoble. Professeur d'histoire et conférencier très apprécié, M. de Crozals savait, avec un esprit très fin, rendre aimable une érudition solide. Il s'intéressait particulièrement aux choses italiennes et à l'histoire de l'art : ses ouvrages sur *l'Unité italienne*, sur *Fra Angelico*, *Botticelli*, les *Lippi*, son *Histoire de la civilisation*, sont classiques.

Pendant son décanat, M. de Crozals avait pris une grande part à l'institution des cours pour les étudiants étrangers et ses efforts ont très largement contribué, avec ceux du regretté Marcel Reymond, à porter à un haut degré de prospérité l'Université de Grenoble : son souvenir n'y sera point oublié.

L'assemblée exprime de sympathiques regrets.

Suivant son habitude, une habitude dont nous sentons tout le prix, M. le chanoine POTTIER, président de la Société archéologique de Tarn-et-Garonne, nous adresse, tant en son nom qu'en celui du Conseil de la docte compagnie qu'il préside avec tant de distinction, ses compliments de bonne année. M. le chanoine Pottier s'exprime, comme toujours, dans la langue des Dieux. Nos confrères liront avec plaisir ses vers, harmonieusement rythmés, que n'eussent pas désavoués les meilleurs humanistes de la Renaissance. Nous y joignons une traduction française, mais qui n'est pas, tant s'en faut, pour dispenser de les lire dans le texte :

1913

Mille modis studii mortales excitat ardor.
Mille modis etiam sub sole homo prædicat artes.
Hic citharam movet, iste libros componit amænos.
Alter sidercas affectat visere sedes,
Cum trepidis pennis velut audax Icarus olim.
Nos non audemus nubes ventosque secare,
Tentantes superas auras, strepitantibus alis.
Attamen auspicio fausto, volitamus et ipsi,
Lustrando præci memorandos temporis ausus,
Et tempestates hominum rerumque sonoras,
Quamvis nos agitet rabido Bellona flagello,
Et fera conturbet dirè Discordia gentes.
Historiæ obscuras, frater, volitando per umbras,
Antiquæ patriæ meritum decorabis honorem
Quem doctis studiis, jam quinquaginta per annos,
Et scriptis Musæ nostræ coluere politis.

*Le Président et le Conseil
de la Société Archéologique de Tarn-et-Garonne*

« De mille façons l'ardeur de l'étude sollicite les mortels. De mille façons encore l'homme, sous le soleil, vante les arts. Celui-ci joue de la cithare, celui-là compose des livres amènes. Tel autre désire visiter les demeures astrales en s'aidant d'ailes remuées, comme, autrefois, l'audacieux Icare. Quant à nous, nous n'osons pas fendre les nuées et les vents, nous risquant jusqu'aux souffles supérieurs, avec des ailes stridentes. Cependant, sous un auspice favorable, nous volitons nous aussi, passant en revue les entreprises mémorables du temps passé et les révolutions bruyantes des hommes et des choses,

bien que Bellone nous agite de son fouet furieux et que la farouche Discorde trouble cruellement les nations. En voltigeant, confrère, parmi les ombres obscures de l'Histoire, tu orneras l'honneur mérité de l'antique Patrie, cet honneur que, pendant cinquante années déjà, nos Muses ont cultivé par de doctes études et d'élégants écrits. »

Notre Société est unanime pour remercier M. le chanoine Pottier de son aimable souvenir..... et pour se féliciter qu'il ait préféré aux dangereuses expériences de l'aviation le délassement pacifique que procure l'histoire et ce délicieux commerce avec les Muses dont il nous fait profiter chaque année.

Notre bibliothèque a reçu, pendant le mois dernier, les ouvrages suivants :

Comptes rendus des séances de l'année 1914 de l'*Académie des Inscriptions et Belles-Lettres*, bulletin d'avril-mai, in-8° avec planches et illustrations, Paris, Auguste Picard, éditeur ; où, p. 316, en offrant à l'Académie la brochure de M. Délugin, du *Relief sur pierre aurignacien à représentations humaines*, M. Camille Jullian dit :

« La brochure de M. Délugin nous ramène à l'époque aurignacienne. Si courte qu'elle soit, elle offre un réel intérêt. M. Délugin y décrit un bas-relief découvert à St-Avit-Sénieur en Dordogne, représentant des femmes, et datant, comme le fameux bas-relief de Laussel, de l'époque aurignacienne. Mais, à la différence de sa contemporaine de Laussel, la femme de St-Avit ne présente pas ces caractères stéatopygiques que l'on croyait jusqu'ici généraux à la race de ce temps. Et ceci est un argument de plus à faire valoir en faveur de la thèse, rappelée en dernier lieu par M. Deonna, que la stéatopygie aurignacienne est plutôt l'effet d'une convention plastique que d'une réalité physique » ;

— et, p. 320, à propos du compte rendu par M. Héron de Villefosse, du second volume du *Congrès archéologique de France* tenu à Angoulême en 1912, plusieurs des travaux de nos confrères sont cités avec éloges : une notice sur l'église de Montbron par le comte Charles de Beaumont, un travail du marquis de Fayolle sur les églises monolithes d'Aubeterre, de Gurat et de Saint-Emilion, forment une série de monographies locales, bien conduites et abondamment illustrées ;

Comptes rendus des séances de l'année 1914 de l'*Académie des Inscriptions et Belles-Lettres*, bulletin de juin, in-8°, Paris, Auguste Picard, éditeur ; où, dans la séance du 19 juin, le président de l'Académie annonce que le second prix Gobert est décerné à notre savant correspondant M. Emile Espérandieu pour le tome V de son *Recueil général des bas-reliefs, statues et bustes de la Gaule romaine* ;

Bulletin archéologique du Comité des Travaux historiques et scientifiques, année 1914, 1^{re} livraison, in-8°, avec huit planches, Paris, Imprimerie nationale, Ernest Leroux, éditeur ; contenant la Loi sur les monuments historiques, promulguée le 31 décembre 1913 ;

Bulletin de la Société scientifique, historique et archéologique de la Corrèze, siège à Brive, tome XXXVI, 1^{re} et 2^e livraisons, janvier-mars, avril-juin 1914, un fascicule in-8° avec gravures, Brive, Roche, imprimeur. Cette Société prévient que la publication de son *Bulletin* sera suspendue pendant la durée de la guerre, à cause de difficultés matérielles d'impression ;

Bulletin de la Société des sciences, lettres et arts de Bayonne, année 1914, n° 2, in-8°, Bayonne, imprimerie Foltzer ;

Annales du Midi, XXVI^e année, extrait in-8°, Toulouse, imprimerie Edouard Privat, où, p. 535, est publié par M. Paul Dognon, le compte-rendu des matières du tome XL de notre *Bulletin*, 1913 ;

De M. le comte Charles de Beaumont, ses brochures sur les *Voyages et aventures d'un gentilhomme Tourangeau, à la fin du xvn^e siècle*, tiré à part du *Bulletin* de la Société archéologique de Touraine, Tours, imprimerie Alfred Mame et fils, 1914 ; — et sur le *Trésor numismatique de la Francherie* (Dordogne), tiré à part de notre *Bulletin* ;

Et de M. Bayle, professeur d'histoire et de géographie, son *Discours* d'usage prononcé à la distribution solennelle des prix du lycée de Périgueux, le 12 juillet 1914, Périgueux, imprimerie Ribes.

Des remerciements sont votés aux donateurs.

- M. le Ministre de l'Instruction publique nous informe qu'en présence des événements actuels, il rapporte son arrêté du

29 avril 1914, qui fixait à Marseille le 53^e Congrès des Sociétés savantes de Paris et des départements au mardi 6 avril 1915. Le Congrès n'aura donc pas lieu.

Conformément à l'article 10 de nos statuts, M. LE TRÉSORIER nous donne communication de son compte de gestion pour l'exercice de 1914. Il résulte de cet exposé que nos recettes se sont élevées à 4.335 francs 63 et nos dépenses à 3.820 francs 90 de sorte que nous avons pour cette année un excédent de recettes de 514 francs 73.

L'assemblée en félicite son zélé trésorier et le remercie du soin qu'il consacre à la bonne administration de nos finances.

M. DE SAINT-SAUD nous apporte quelques documents anciens qu'il va verser aujourd'hui aux Archives départementales pour enrichir la série E.

1^o Bail à cens nouveau, de novembre 1436, consenti par noble « Philippo de Sancto Xuperio (St-Exupéry) aliàs de Monpelaria, filio... nobilis domicelle Marie de Fraxinia (du Fraisse) » à « Johanne Panes loci de Perpezaco Albo » d'un bien à Perpezac-le-Blanc.

2^o Le vendredi après la fête (*déchiré*) 1448. Vente par « Geraldo Jauberti, aliàs vocato de Myrabello (?) domicello » fils et héritier de feu Pierre de Jaubert, à Hugon de Lamarche, damoiseau d'Ayen, des borderies et mainements de la Brugièrre et de la Martinie. Le sceau du juge de la Vicomté de Limoges est appendu intact.

3^o Reconnaissance sous le devoir de 12 deniers d'acapte 5 sols et 1 boisseau de froment de rente, envers « discretus vir Simon de Laya, notarius de Paussaco » par Helie Bodet, dit Pouyade, de la paroisse de Léguilhac, au diocèse de Périgueux. 31 mai 1460.

4^o Au 18 septembre 1461, bail à cens perpétuel pour deux boisseaux de froment, deux d'avoine et 5 sols d'acapte de la borie de la Boige, paroisse de St-Martin-le-Peint, confrontant au chemin qui va de Ribérac à Chantérac, mouvant de la fondalité et seigneurie de Pierre de La Place, consenti par le dit Pierre à Pierre Duchasaud, demeurant à St-Laurent dans la Marche

5^o Aux environs de 1480 (la pièce n'est pas entière) acte passé à Villars, au diocèse de Périgueux entre nobles Jean Flamenc, seigneur de Condat et de Puyguilhem, Jean Saunier, de la paroisse de Champagnac, et N... de Villars, tutrice des enfants de son frère (?).

6^o 20 octobre 1501. — Reconnaissance féodale pour le mainement

de Coste, paroisse de Badefol, à Pierre de Jaubert le vieux, damoiseau, seigneur de la Domnèche, par Etienne, Léonard, Marc, Michel et Martin de Costes (*de Coustis*).

7^e Acte incomplet de mars 1508, où on lit les noms de « Arnaldus Vallade, N... Nadal et Agnetis Cheyrone, conjuges », passé à Périeux en présence de Simon Robert, bourgeois de ladite ville.

8^e Acte sans date, mais qui est daté sur le repli de 1538, et où on lit « Memoires et instructions pour Francoys Saulnier, escuyer, sieur du Repayre, comme mary de damoizelle Marie de Vassouignes (Vassoignes), fille de feu Pierre de Vassouignes, escuyer, sieur de la Forest, fils de feu François... aïeul de led. Marye, demandeur contre la dame de Saint-Megrin, dame de la Vauguyon et de Varagne » au sujet d'un procès au Grand Conseil relatif à du bois à prendre dans la forêt de Fouloux par la dite demanderesse comme dame seigneuresse de la maison noble de la Voulte, autrement dite de la Forest, sise paroisse de Feuillade en Périgord. Cette dame de Saint-Maigrin me paraît être Isabeau de Montbrun, mariée à Pons Estuer de Saint-Maigrin.

9^e Vente, le 2 février 1588, de maison et jardin au village du Grand-Goyas (en Brassac ?) par Léonard Lamy, dit Pradeau, laboureur de la Laurie en Mensignac, à Claude de Foix-Candale, seigneur de Beauséjour, représentés par Léonard de Montozon, lieutenant de la juridiction de Montagnier. La pièce est contresignée de Marie de Foix, comme dame de Montagnier.

Au retour de son exil, M. l'Archiviste départemental ne manquera pas de remercier M. de Saint-Saud.

M. l'abbé Joseph Roux, qui ne s'attendait pas à venir à la séance, écrivait au Président qu'il s'était donné le plaisir de relire toute la collection du *Bulletin archéologique*. « J'ai fait, dans cette nouvelle lecture, écrit-il, quelques remarques intéressantes sur le sujet qui m'occupe depuis si longtemps. Une d'elles me semble devoir vous être communiquée pour répondre à une question de M. Villepelet, relative à l'inventaire du Trésor fait à St-Front en 1552 par le notaire Jean Pichardie et qui paraît le surprendre (*Bull. arch.*, XXX, p. 281).

» D'après le texte de cet inventaire et aussi d'après son contenu, il est évident qu'il ne porte ni sur l'ensemble des choses gardées dans l'église, ni sur les meubles ou immeu-

bles, mais seulement sur ce qui était gardé dans le *trésor* de l'église ; je cite :

« Il leur seroyt esté bailhé les clefx de la *pluspart* du trésort de ladicte église, lequel susdit trésort et ornemens seroyent estés mys par inventaire et bailhés en garde aud. Johany, etc... »

» Le texte est donc formel ; il ne s'agit que des choses conservées dans le trésor. Chacun sait que ce trésor est encore gardé, dans les églises qui en ont un, dans un local spécial qu'on peut assimiler à nos sacristies.

» Le contenu de l'inventaire vient encore confirmer le texte. Il n'y a pas, tant s'en faut, tout ce que contenait *l'église*, mais seulement ce qui était gardé dans le trésor. Nous n'y voyons que les deux châsses de saint Mémoire et de saint Frontais qui pourraient sembler devoir être mobilier d'église. Pourquoi ces deux châsses étaient-elles dans le trésor et non dans l'église ? Je pourrai peut-être arriver à le trouver ; pour le moment je ne puis faire que des suppositions. Mais ces deux seuls objets ne sont pas capables de faire objection sérieuse à ma remarque qu'il n'y a rien dans l'inventaire qui soit mobilier de l'église même.

» Les images qui y sont mentionnées sont *d'argent*, ainsi que les anges, c'est pour cela qu'on les a mises au trésor ; le reste, ce sont des ornements ou des vases sacrés gardés toujours ou à la sacristie ou au trésor.

» Il n'est donc pas étonnant de ne pas voir figurer à l'inventaire la châsse qu'Hélie de Bourdeille avait faite *pour le chef* de St-Front. Elle était dans l'église.

» Vous vous souvenez, peut-être, que dans la partie de mon travail sur Saint-Front que vous avez lue, je situe d'une façon à peu près certaine l'emplacement de cette châsse avant 1575 et celui du tombeau même de Saint-Front. »

LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL croyait, en effet, que l'objet le plus précieux, le plus important, comme la châsse du patron de l'église, devait être nécessairement renfermée dans le Trésor.

En s'excusant de ne pouvoir assister à la réunion, M. DUGARRIC-DESCOMBES nous communique une pièce administrative qu'il a trouvée dans les papiers de son grand-père percepteur

à Celles sous le premier Empire. Ce sont des instructions secrètes envoyées, le 3 avril 1814, par le sous-préfet Galaup, de Ribérac, et prescrivant les mesures à prendre pour sauver la caisse et les rôles de la division de Celles, dans le cas où les troupes alliées anglo-espagnoles envahiraient l'arrondissement.

Cette pièce sera publiée.

M. Joseph DURIEUX, empêché d'assister à notre réunion, nous envoie également quelques notes sur une « Mémorialiste du premier Empire, M^{me} la générale Durand, que son mariage rattachait au Périgord. Elle était, en effet, la belle-fille de M. Durand des Monneries, président du Conseil général de la Dordogne, et elle vint habiter quelque temps le château de la Barde, commune de Saint-Crépin de Mareuil (aujourd'hui propriété de notre confrère M. Millet), en compagnie de son père, M. Cohendet, ancien colonel suisse, de sa mère et de M^{me} Sevin sa sœur. Les deux sœurs, témoigne M. Joseph de Verneilh, ami de la famille, étaient également belles et bien élevées.

• Veuve et sans fortune, M^{me} la générale Durand fut nommée à la Maison impériale d'Ecouen d'abord institutrice le 31 décembre 1807, puis surveillante des élèves le 11 avril 1808. Elle donna sa démission de dame de première classe le 27 février 1810, ayant été choisie par M^{me} Campan pour être attachée à l'impératrice Marie-Louise. Elle passa quatre années auprès de cette princesse. Sur la recommandation de l'impératrice d'Autriche et de la duchesse d'Angoulême, elle obtint plus tard une pension du Roi ; mais le titre de dame honoraire des Maisons d'éducation de la Légion d'honneur ne put lui être accordé à cause du statut de 1809.

• Ses fonctions de dame de l'Impératrice l'avaient mise à même de bien connaître Napoléon et sa cour. Elle communiqua diverses anecdotes à un ancien notaire parisien, M. Defaucompret, traducteur de Walter Scott. Mais sa surprise fut grande de les lire dénaturées, altérées et tronquées dans une brochure publiée à Londres. Aussi, par manière de protestation, résolut-elle de soumettre au public le texte même des

Mémoires qu'elle avait écrits. Ils parurent en 1820 et sont intéressants à connaître. »

Enfin, M. DE SAINT-SAUD nous montre une pièce de sa collection héraldique assez curieuse. C'est une formule imprimée de droit de prélation, avec les blancs nécessaires à délivrer par « Charles-Claude-Marie-Anne du Mantet comte de Lisle, seigneur du château de Lamothe des Lesches en Périgord ; de la Maison de Franc-Aleu Noble de la Salle de Liorac, près Bordeaux ; du Rat et de la Bretonnière, près Blaye et autres lieux ; lieutenant des Canonniers Gardes-Côtes, dans la division de la Teste de Buch. » Dans l'angle inférieur dextre, sont gravées les armoiries de ce seigneur périgourdin, complètement inconnu, qui possédait peut-être le comté de Lisle par héritage des Cosson, dont il portait du reste les armes, jointes aux siennes propres. M. de Saint-Saud possède une lettre de lui datée de mai 1789.

Cette pièce curieuse en blanc pourra être publiée avec ses armoiries.

Rien n'étant plus à l'ordre du jour, la séance est levée à trois heures et demie.

Le Secrétaire-général,
FERD. VILLEPELET.

Le Président,
M^{re} DE FAYOLLE.

COMPTE DE GESTION DU TRÉSORIER

(Exercice 1914).

MESSIEURS,

J'ai l'honneur de vous soumettre mon compte de gestion de l'année qui vient de finir et de vous prier de lui donner votre approbation.

Les chiffres qu'il fait ressortir ne doivent pas être comparés à ceux des deux années précédentes, car ceux-ci présentent des excédents de dépenses dus à des circonstances exceptionnelles qui ne se renouvelleront pas.

Le rapprochement du compte de 1914 de ceux de 1911, 1910 et au-delà, accuse, avec une réduction de nos dépenses, un affaiblissement assez sensible de nos recettes, dû pour la plus grande part à la diminution du nombre des membres de

la Société ; cette année encore, nous avons eu à déplorer la perte de douze de nos confrères, perte que ne compensent malheureusement pas les entrées nouvelles.

Malgré cela ce compte se solde par un excédent de recettes de 314 francs 73, quoique, accomplissant avec empressement un devoir patriotique, nous ayons, presque au début de la guerre, versé à la Société de la Croix-Rouge pour les blessés militaires une subvention de 200 francs.

Notre situation financière est donc actuellement bonne et si, d'autre part, nous considérons que, grâce à la prévoyance et à l'activité de notre vénérable Secrétaire général, notre Société, plus heureuse en cela que bien d'autres, n'a pas interrompu la publication de son *Bulletin*, nous pouvons espérer que la terrible crise, que subit actuellement le pays, n'aura pas une trop fâcheuse répercussion sur notre avenir et que, comme par le passé, notre Société saura, pendant de longues années encore, faire connaître et apprécier les faits et les détails jusqu'ici cachés de l'histoire et de l'archéologie de notre cher Périgord.

Recettes.

Cotisations versées.....	2.560	»
Droits de diplôme.....	70	»
Subvention du Conseil général....	1.000	»
Vente de <i>Bulletins</i> ...	22	»
Remboursement de frais de tirages à part de des- sins.....	38	»
Intérêts du capital placé.....	645	63
TOTAL.....	4.335	63

Dépenses

Payé pour frais d'impression à MM. Ribes et Ronteix	1.582	25
— à MM. Catala frères, pour dessins et clichés...	276	»
— à M. Ronteix — — ...	246	»
— à M. Parceiller pour un cliché.....	2	50
Loyer de la salle. Un semestre arriéré de 1913...	187	75
— Un an, du 1 ^{er} avril 1914 au 31 mars 1915.....	375	50
A reporter.....	2.670	00

<i>Report</i>	2.670 00
Affranchissement du <i>Bulletin</i>	196 15
Frais de bureau du Secrétaire général.....	300 »
— du Trésorier.....	200 »
Concierge.....	85 »
Chauffage de la salle (1914-1915).....	23 50
Assurance.....	14 70
Abonnement aux <i>Archives historiques de la Gironde</i>	12 »
Colisation à la <i>Société du Musée militaire des Vétérans</i>	2 »
Versé à la Société de la Croix-Rouge pour les blessés militaires.....	200 »
Timbres-poste, colis postaux, confection de diplômes, étrennes et autres dépenses dont le détail est porté au livre de caisse.....	117 55
TOTAL	3.820 90

Récapitulation.

Recettes.....	4.335 63
Dépenses.....	3.820 90
Excédent de recettes.....	514 73

Le capital de la Société au 31 décembre 1913 étant de 17.506 55
devient au 31 décembre 1914..... 18.021 28

Cette somme est représentée par :

- 1° Un certificat nominatif n° 88.814, de 35 obligations du Crédit foncier de 1883, achetées..... 13.153 20
- 2° Un titre de rente de 60 francs 3 % n° 12.121, vol. 7, acheté..... 1.912 50
- 3° Un autre titre de rente de 30 francs 3 % n° 0018.651, vol. 8, acheté..... 992 »
- 4° Un autre titre de rente de 30 fr. 3 % n° 0673.756, acheté..... 936 »
- 5° Argent placé à la Caisse d'épargne, intérêts compris..... 581 07
- 6° Argent en caisse..... 416 51

TOTAL égal..... 18.021 28

Périgueux, le 7 janvier 1915.

Le Trésorier, M. FÉAUX.

NOTES SUR DES

CHARTES PÉRIGOURDINES

Aux Archives municipales de Bordeaux, dans la série II, qui n'est ni inventoriée ni classée, il y a un assez grand nombre de chartes concernant la Guyenne, en majeure partie du moins. Ces chartes proviennent de deux sources : de feu M. Jules Delpit et du Bibliophile-Jacob (Paul Lacroix).

En y jetant un coup d'œil curieux, je fus agréablement surpris d'en voir plusieurs relatives au Périgord. J'ai pensé — non pas qu'elles fussent de grande importance — qu'elles pouvaient offrir quelque intérêt pour l'histoire sociale de notre province, à cause des indications variées qu'elles semblent présenter tant sur la formation des noms de famille que sur les modes et genres de transactions de la bourgeoisie de Périgueux et de localités voisines, à qui appartenaient la majorité des contractants, ainsi que sur une foule d'autres points. Ces documents des ^{xiv}^e et ^{xv}^e siècles pourront être étudiés par les personnes qui désireront approfondir les questions variées qu'elles traitent. J'ai désiré leur être utile en donnant un petit inventaire de ces chartes, malgré la très grande imperfection de mes connaissances paléographiques. Aussi j'espère qu'on voudra bien excuser mes erreurs, pour ne tenir compte que de ma bonne volonté.

La plupart de ces actes — périgourdins s'entend — sont en latin, sur parchemin et dans un état superbe de conservation ; tous en original, plusieurs ont encore leur sceau plus ou moins bien conservé. — Quand je n'ai pas francisé le nom propre, j'ai donné celui du texte entre guillemets.

Il m'a paru bon de rédiger ce petit catalogue de chartes dans un ordre chronologique. Alors, pour faciliter les recherches ultérieures, j'ai indiqué, après chaque mention, par une majuscule (suivie d'un numéro, si la pièce est numérotée) le

registre ou le carton où est conservé le document. Voici ces indications :

A désigne le carton où sont placées des chartes diverses, étiquetées 1 à 100.

B désigne celui où les chartes sont étiquetées 101 à 300.

C désigne le carton où les chartes sont sans numéro. (N. B. Le contenu de ces trois portefeuilles vient certainement de M. Delpit, pour la majeure partie du moins.)

D Sous cette lettre j'ai mentionné des chartes collées dans quatre registres intitulés : *Collection Delpit*. Le premier contient celles numérotées 1 à 46 (xvii^e siècle en partie ; rien de périgourdin) ; le deuxième, celles 47 à 97 et le troisième celles 98 à 137, — rien de périgourdin non plus — ; le quatrième, pièces 138 à 168, ne renferme guère que des documents gascons et limousins. — Dans cette *Collection Delpit*, il y a en outre deux registres, intitulés *Contrats*, dont le tome II est spécial au xviii^e siècle.

E Chartes collées dans un registre intitulé : *Recueil de chartes relatives à l'Histoire de Guyenne*, I, 1250 à 1479.

F *Id.* dans le tome II de cette série 1480 à 1695. (Ce registre contient des documents relatifs surtout au Languedoc et au Quercy).

Dans ces deux derniers volumes, il y a de nombreuses quittances de gages, avec des sceaux, dans le genre de celles contenues dans les *Pièces originales*, au Cabinet des Titres à la Bibliothèque nationale. Il y a aussi quelques montres.

SAINT-SAUD.

1292. — 27 novembre. — Acte concernant Hélie Bret, fils de feu Hélie, Etienne et Guillaume Bret, de Montagrier. Il y est question de Brassac. (C).

1296. — Jeudi après la Saint-Marc (26 avril). — Assignation de rente sur une maison sise rue Bonet à Périgueux, attendu que jadis Hélie « Laurentii », Alamande, sa femme et Jean, son fils avaient vendu à Guillaume Cayrel, clerc, du Puy-Saint-Front, 20 sols de rente et 10 sols d'acapte sur ladite maison, confrontant à celles de Géraud, de Sarlat et de feu Pierre Bonet. Pierre Baralier, notaire royal. (B, n^o 294.)

1301. — Le lundi avant la Pentecôte (18 mai). — Quittance donnée

devant Geoffroy « Rozerii », notaire à Périgueux, entre Etienne de Perier, fils d'autre Etienne, et Ymbergis de Cayrel, sa mère, fille de Guillaume. (B, n° 293.)

1301. — 9 des kalendes de novembre. — Reconnaissance par Hélié Le Sanzens à Itier de Bonsalone (ou Barsalone), de Brassac. En 1302 acte pour les mêmes). (C).

1304. — Le 9 des kalendes de décembre. — Vente sous le sceau (conservé) de la curie de Périgueux, par Bernard de Pleychac, de Sainte-Marie-de-Perdux, à Pierre Guarelli, fils de feu Etienne, d'id., de 3 mesures de froment de rente, que lui devait Géraud de Cagossac, de la même paroisse (Tocane). (C).

1308. — Avril. — Acte concernant la famille Bret, de Montagrier (voir ci-avant) ; il s'agit de biens en Montagrier et Notre-Dame-de-Perdux. — La pièce est scellée d'un sceau représentant un agneau pascal, regardant à sénestre, avec une fleur de lys en dessous ; légende : *S. Curie Petragoricensis* (V. le n° 346 de la *Sigillographie du Périgord*, 1^{re} éd.). (C).

1308. — Septembre. — Transaction pour biens en Sainte-Marie de Lerm, entre Pierre et Etienne Porte, frères, Pierre « Guarelli », fils de feu Etienne, et Hélix de Guilhem. (C).

1309. — Mercredi après la Présentation (26 novembre) 1309. — Vente de rentes par Pierre « de Armanhaco », fils de feu Etienne, bourgeois de Périgueux, à Jean « de Cortes », fils de feu Bernard. Le document est scellé du sceau du paréage (fleurs de lys, 3 crosses), posé par Arnaud « de Verzinis », garde-scel de Périgueux. (C).

1311. — 13 mai. — Cession à Jean « Cortes », bourgeois de Périgueux par Alays de Champs, veuve de Pierre de Grignols (Granholio), et leurs fils, Hélié, Raymond et Etienne, du Puy-St-Front. (B, n° 297.)

1312/3. — 9 février. — Vente de 2 sols de rente par Guillaume Despero et Jean, son fils, du Puy-Saint-Front, à Guillemette, veuve de Bernard « de Cortes », bourgeois de ladite ville. (C).

1313. — Le 8 des kalendes de juillet (24 juin). — Vente par Pierre « Faurelli » et Guillemine « Despero » sa femme, du Puy-Saint-Front, de 12 deniers de rente censitive et 6 deniers d'acapte à Guillaume « Belicte ? » et à Bernard « de Cortes. » (B, n° 288.)

1314. — Deux actes concernant des terres dans Sainte-Marie-de-Perdux ; dans l'un est nommée Raymonde de Lalande. (C).

1314. — 16 des kalendes de juin (17 mai). — Reconnaissances de rentes sises au tènement de Puymeya, paroisse de Notre-Dame-de-Perdux, confrontant aux biens de Pierre de Lamothe, damoiseau, de Hélié Laurel, etc., rendues par « Guilhelmus Robberti, filius Robberti

Girart, deffuncti » (1) en son nom et en celui de son frère Pierre à « domino domini (*sic*) Helie de Vormelli, presbitero, et Petro Vormelli, fratri suo. » (C).

1314. — 29 juin. — Accense du bien appelé Labatut de Salis, confrontant à celui de Lambert père, bourgeois de Périgueux, par Bertrand et Boson « de Salis », bourgeois du Puy-Saint-Front. (B, n° 300.)

1318. — Kalendes de mai. — Acte concernant Armand de Lalande et Raymonde de Lalande, de Perdux, et Pierre Guarelli. (C).

1318. — 6 novembre. — Le contrat de mariage de Bertrand « de Haenco », chevalier, avec Jeanne de Cazillac, sœur de nobles Bernard et Guy, du diocèse de Cahors, passé à Martel, est scellé par « Bernardus de La Landa, clericus custosque sigilli regii Monte-Dome. » (E, n° 32.)

1319/20. — Mercredi après l'Épiphanie (8 janvier). -- Vente d'une éminée (2) de froment à la mesure de Périgueux par Pierre Leros, paroissien de Sanilhac, et Pierre « de Puteo, filius quondam Petri, » à Jean de Cortes, bourgeois de Périgueux. Raymond Nancy, notaire. (A, n° 35.)

1323. — 3 des kalendes de juin (30 mai). — Echange fait par Hélié de Faus, chanoine régulier de Chancelade, syndic de l'abbaye, avec Hugues de Peyrony, du Puy-Saint-Front, de biens sis à la Peyra, paroisse de Saint-Martin de Périgueux. Géraud et Jean de Bordelha sont cités dans l'acte. (A, n° 10.)

1325. — Jeudi avant la Sainte-Catherine (21 nov.). — Vente sous le sceau de l'officialité, signée P. de Chapelle, à Etienne Brunet, bourgeois de Périgueux, de 2 sextiers de froment de rente par Bernarde « Lagariga », veuve de Bozon « de Mahani », de Périgueux, et ses enfants, Jean et Marie. (C).

1325. — 17 des kalendes de janvier (16 décembre). — Acte scellé du sceau de l'officialité de Périgueux, où sont nommés Pierre « de Castaneto », du Puy-Saint-Front, Jean de l'Hospital « habitator lauci (*sic*) de Lacornaparta in parrochia Sancti Frontonis. » (C).

1326. — Samedi avant la Saint-Georges (19 avril). — Bernard de Garrambies (?), clerc, de la paroisse de Saint-Apre-de-Perdux (A, n° 28.)

1326. — Samedi avant la Saint-Barnabé, apôtre (10 juin). — Accense

(1) Remarquer la trace du prénom paternel au génitif, encore usité.

(2) L'éminée ou émine est une mesure agraire, déterminée par la semence contenue dans la mesure de capacité appelée *hemina* en latin ; ce mot indique aussi parfois la mesure de capacité elle-même.

d'une borderie en Saint-Laurent-du-Manoir par Itier Castanet, clerc, et son père Itier, de Périgueux, à Pierre « Bonabocha », bourgeois d'id. et Bernarde, sa fille. (C).

1327. — Mardi avant la Pentecôte (26 mai). — Vente d'héritages par « Maria, relicta Petri Gasco... mater Ahelie, et Geralda filia sua... » à « Geraldo La Porta, clerico, cum Guillermo Giraudonis. » (A, n° 14.)

1327. — 22 juillet. — Vente de rentes où sont nommés Jean « de Rupe », Héliet et Guillaume Segui, Etienne de Jaunor, etc., tous de Périgueux. (C).

1327. — Octobre. — Vente par Jean de Verdier, fils de Pierre, du bourg de Brassac, Pierre « Royelli », Guillaume et Héliet « de Layana » frères, de la même paroisse, à Héliet et Guillaume Segui, frères, bourgeois de Périgueux. Nobles Olivier de Boson, damoiseau de Ribérac, et Guillaume de Montardit, damoiseau, sont nommés dans l'acte, comme seigneurs suzerains. — Le mardi après la Saint-Nicolas 1327 (décembre), autre vente par les Verdier aux mêmes. (C).

1328. — Jeudi après la Toussaint (3 novembre) — Acte où sont nommés Itier « de Baonleyla », fils de feu Itier, bourgeois de Périgueux, Gaillarde, veuve d'Héliet Segui, clerc et bourgeois d'id., Pierre « Lurico » paroissien de Celles, Héliet et Arnaud Monier, d'id., Pétronille de Lachèze, feu Guillaume de l'Hopital, Itier et Guillemine Blagin, Arnaud Delplayschac, paroissien de Brassac, etc. (A, n° 17.)

1332. — Le dimanche de la fête de Saint-Luc (18 octobre). — Ventes de terres appelées Chaumont, dans Boulazac, et de la Chaussade, dans Bassillac, à discret homme M^{re} Pierre « de Castancto », clerc, jurisconsulte, de Périgueux, par Pierre et Jean de Chaumont, frères, fils de feu Pierre, dit Chabrol, par Pierre de Chaumont, leur neveu, fils de feu Héliet, de la paroisse de Boulazac, et par Gérard Chabrol « filio dicti quondam Petri de Cavomonte » (1). Témoins Pierre « de Chapoletta », Pierre de « Las Clias », Robert de Lambel et Gérard « Polhi », de la paroisse de Bassillac. Géraud Faure, no'aire royal. (Le sceau appendu est celui décrit sous le n° 949 de la 2^e édition de la *Sigillographie du Périgord*). (B, n° 274.)

1332. — Le surlendemain de Noël 1332. — Vente par Raymond Chautel, clerc, fils de feu Geoffroy, bourgeois du Puy-Saint-Front, et Marie, sa sœur, veuve de Bonnet « de Cavomonte », clerc d'id., à M^{re} Pierre Porte, clerc, de diverses rentes en Milhac et Saint-Geyrac, dues par :

(1) Voici des Chaumont fils d'un dit Chabrol et un Chabrol fils d'un dit Chaumont. Ces Chaumont (le nom se lit aussi bien Canomonte) sont souvent cités dans l'Inventaire des Archives municipales de Périgueux, ainsi que les Castanet ou Chastenet, les Segui.

Jean de Milhac, Jean de Fabrica, Pétronille de Beaulieu, Bernard, Marc, Hélié et Pierre de Leytera, Hélié Trébac, Pierre de Montferrier, etc. (A, n° 32.)

1333. — 30 octobre. — Vente par Bernard Giraudon, fils de feu Bozon, bourgeois de Périgueux, à Guillaume de « Biclio ? », paroissien de Champcevinel. Dans l'acte sont nommés Hélié Segui, bourgeois de P., Hélié et Guillaume « del Chalunau », Hélié et Pierre Sorbier. Acte reçu par « P. de Capella. » (C).

1335. — Le.... — Accense faite par Itier « Chatuelli » à Itier « de Castaneto, clerico », de terres, prés et maisons à Trélissac, confrontant aux biens de Guillaume Chatuel, dit Ville, et d'Arnaud Chatuel. Acte reçu par Géraud Faure et scellé par Hélié Brun, garde du sceau (encore appendu : évêque à senestre, semis de fleur de lys à dextre) de la curie de Périgueux. (A, n° 15.)

1337. — 25 juillet. — Testament de Raoul La Manière (?), de la cité de Périgueux. Parmi les légataires : Guillaume Salomon, Pierre Baussa ; parmi les témoins : Géraud Chabannes, Itier Baussa, Bernard Roussel, Guillaume de Vige, Pierre de Baneyrol (?). (La pièce, en mauvais état, est scellée de l'officialité de Périgueux (C).

1337. — Dimanche avant la Saint-Gilles (31 août). — Vente d'une émine de froment, mesure de Périgueux, par Aymeric et Etienne Rodet, frères, fils de feu Pierre, de Eylhac, à Hélié « Fabri » (Faure ou Fabre), prêtre et vicaire d'une chapelle dans l'église Saint-Front de Périgueux, recevant en tant que vicaire de cette vicairerie, léguée par feu messire de Chamberlhac, chanoine de l'église de « Memoiate ? » L'acte fut passé par Pierre Boeti, notaire royal et public de Périgueux. (Expédition ancienne délivrée par Hélié Capella, garde du sceau notarial à Périgueux.) (C).

1337. — 17 des kalendes d'octobre. — Acte concernant des biens en Saint-Victor à Hélié Segui. (A, n° 1.)

1337. — Mercredi après la Saint-Hilaire (janvier 1338, n. s.). — Acquisition par Arnaud de Borzes de Raoul Audouin, tous les deux clercs et de Brantôme. (C).

1341. — Mercredi après l'octave de Pâques (17 avril). — Reconnaissance de rentes à Hélié Segui, bourgeois de P., par « Petrus de Magistro Boneto, clericus, filius quondam Petri de Magistro Boneto, parrochianus ecclesie Sancti Frontonis Petragoricensis, et Arnaldus de Margot, filius Bernardi, habitator burgi Sancti Hylarii Petragoricensis. (C).

1343 (pas de mois). — Vente par « Helias La Esparta, domicello, parrochie ut dixit de Cella », à Hélié Segui, bourgeois de P., de rentes

et de redevances de blé à la mesure de Ribérac. Géraud, fils de feu Etienne de Lachèze, de Celles, est nommé dans l'acte, reçu par Boson « Clareti », notaire de Périgueux, et scellé par Hélié Brun. (A, n° 18.)

1344. — 30 septembre. — « Johannes de Silanz, domicellus, reco-
nosco... me... recepisso a prudente viro Marcho de Pioboleno, recep-
tore domini nostri Francorum regis in senescallie Petragoricensis et
Caturcensis... ducentas libras... » (E, n° 41.)

1349. — Lundi avant Noël. — Reconnaissance par Etienne Rous-
seau, habitant la paroisse de Saint-Silain à Périgueux, à Hélié Segui,
bourgeois, d'id., de 2 sols de rente pour une vigne au lieu de Puyrou-
gier, confrontant à celle d'Etienne « de Podio », bourgeois d'id., et à
celle d'Etienne « de Podio », bourgeois d'id., et à celle de M^{re} Pierre
« de Viridi Villa. » (B, n° 296.)

1349. — Vente de rentes sous le scel de l'officialité. Pierre et
Rixende « de Bonisso », frère et sœur, enfants de feu Hélié, paroissien
de Saint-Silain, à Périgueux, et Hélié Segui, bourgeois d'id. (C).

1350. — 10 des kalendes d'octobre (22 septembre). — Acte (guerpis-
sement) entre Itier « Chatuelli », bourgeois de Périgueux, Ayna de
Rutlan, veuve de Hélié Ayrant, et Rudus de Valvert, avec Petrone
« de Buxo », sa femme, habitant id. La dite Ayna déclare posséder
une maison, trois jardins et une vigne, au faubourg de St-Martin. (C).

1350/51. — Vendredi avant les Rameaux (19 mars). — Accense par
Hélié Segui, bourgeois de P., et Marie de Peyrony, sa femme, à Ay-
meric de Chaumard, fils de feu Robert, paroissien de Trélissac, de la
borderie de la Chambeaudie, que Pierre Valade avait coutume de cul-
tiver à mi-fruits. Acte reçu par Itier Dupuy, clerc. (B, n° 298.)

1356. — 11 novembre. — Accense par Hélié Segui, bourgeois, et
Marie (*ut supra*) et Hélié Chaslard, d'une vigne au lieu de Chantagrel,
confrontant à celles de Pierre de Lauzel, de Géraud de Paris, des
héritiers d'Hélié Labit et de Guillaume de Bruno. — Itier Dupuy, clerc.
(B, n° 299.)

1370. — Le 10 des ides de... — Reconnaissance de biens en Saint-
Victor, par Raoul Brun, fils de feu Arnaud, dud. lieu, à Hélié et Guil-
laume Segui. (A, n° 2.)

1370. — Le lundi fête de Saint-Vincent (1). — Acte passé au Puy-
Saint-Front, dans la maison de Gaillarde de Teysohendier, veuve
d'Hélié N... Il y est question d'Almoÿde de Leymor (?), femme de
Raoul de Sauvasi (?), de la cité de Périgueux. (C).

(1) Ce 22 janvier n'est pas en accord avec la date du *Calendrier perpétuel*
d'Escoffier, qui m'a servi pour les identifications de dates.

1373. — Vendredi après la Saint-Front. — Reconnaissance par Pierre Vachier, laboureur, envers Arnaud de Sudor, bourgeois de Périgueux, fils de feu Hélié, pour une terre en Bassillac, venant de Géraud « Chassanha ». Pierre Olivier, not. à Périgueux. (C).

1385. — Avril et mai. — Deux appellations sur le même parchemin, reçues par Etienne Brun, notaire royal à Périgueux, au sujet de difficultés avec les consuls de cette ville. (La teneur de ce document important n'est pas très facile à comprendre.) — La première pièce relate que « in consulatu comitatis ville et civitatis Petragoricensis » sont cités « magistro Aymondo des Veih (?) giudice civitatis..., Helie Forasterii et Remundo de Cluzello..., consulibus... » et que dans l'appellation antérieure (10 avril), furent nommés Guillaume de Roche, notaire, Hélié « de Pleyschaco », bourgeois de Périgueux. L'acte est passé « in plachea de Coderco. »

L'acte suivant fut reçu « in camera consularis .. ville et civitatis Petragoricensis... coram... Petro Buconis, burgense..., Bernardo de Cavomonte, Johanne Malaura, Aymerico Judice, Aymerico de Villac, Petro Guilhenis, Johane de Solhaco, Bernardo Favieri, burgensibus dicte ville, consulibus comitatis predictæ... Personaliter constituti Helias Forasterii et Bernardus de Cluzello, etiam consules comitatis predicti... Testibus... Pictavino de Cruce, Aichelmo de Borno... » (C).

1403. — 8 juin. — Copie délivrée par l'officiel de Périgueux à la demande de Raymonde Archambaud, constatant le paiement final des 12 livres 10 s., mentionnés dans l'acte suivant : « Audoynus Boerii et Raymonda uxor ejus filiaque... quondam Ademari Archambaudi, ville Petragoricensis... dico... quod olim... die lune ante festum Beati Nicholay... anno Domini millesimo trecentesimo septuagesimo (1^{er} décembre 1370). Guiellmus de Cavomonte, oriundus parrochie Sancti Laurencii de Manoyre... » Celui-ci reconnut devoir aud. feu Adhémar, héritier de feu Arnaud, son frère, une certaine quantité de froment achetée à Guillaume, Hélié et Jean « de Cavomonte ». A son tour Raymonde s'était rendue débitrice envers Pierre et Arnaud « de Rupe », clercs, fils de M^{re} Guillaume, notaire de Périgueux, et de Pétronille de Barthélemy. (B, n° 287.)

(A suivre).

QUELQUES NOTES SUR L'ÉVÊQUE

MACHECO DE PRÉMEAUX

La vie de Jean-Christien de Macheco de Prêmeaux, évêque de Périgueux, est digne à tous égards de tenter la plume d'un historien. Car il ne remplit pas seulement avec une haute distinction les devoirs de sa charge pastorale qu'il occupa pendant près de quarante ans, de 1732 à 1771 ; il fut, de plus, un homme instruit et d'un esprit fort cultivé.

En attendant le biographe que je souhaite à sa mémoire, voici des notes qui, venant s'ajouter à ce qui a été déjà dit sur cet illustre prélat, seront comme la préface des trois lettres inédites reproduites à leur suite.

Les archives de la Visitation de Périgueux, gracieusement mises à ma disposition, contiennent quelques détails intéressants sur M^{sr} de Prêmeaux. Les religieuses proclament, dans leurs circulaires, les bienfaits dont il les honora. « Il semble, écrivaient-elles, qu'il se soit revêtu en notre faveur des sentiments de S. François de Sales, dont il imite parfaitement les vertus » ; et, comme il avait l'habitude d'assister à leurs grandes fêtes, elles ajoutaient : « Nous croyons être redevables de toutes ces attentions pour notre maison à nos très honorées sœurs de Macheco de Prêmeaux, religieuses à notre monastère de Dijon. » L'évêque était originaire de ce diocèse.

Lorsque le 2 mai 1741, il vint faire, dans leur chapelle, l'ouverture de la fête du centenaire de leur communauté, les Visitandines rédigèrent une analyse du discours qu'il y prononça. Deux jours après, l'évêque tomba malade. « Nous joignîmes nos prières, disent-elles, à celles de tout le diocèse, qui craignoit avec raison de perdre un des plus saints évêques qui l'ait jamais gouverné ». Elles lui envoyèrent une image de la vénérable mère de Chantal, qui avait touché les dépouilles mortelles de cette grande servante de Dieu. Tant de vœux réunis obtinrent son heureuse convalescence.

Un fâcheux contre-temps empêcha l'évêque de présider, en 1753, la fête de la béatification de la fondatrice du monastère.



Cliché de M. l'Abbé J. Roux

Phototypie Berthaud, Paris

MGR DE MACHECO DE PRÉMEUX

ÉVÊQUE DE PÉRIGUEUX

Il fut obligé de se rendre auprès de son frère l'évêque de Couserans, très gravement malade. Peu de jours après son arrivée, il eut le malheur de le voir expirer entre ses bras, « après lui avoir administré lui-même les derniers sacrements, sans que sa tendresse fût capable de lui faire perdre courage ». Il acheva son sacrifice en rendant encore lui-même à son frère les devoirs de la sépulture.

A son retour, il voulut officier pontificalement à la fête de la Visitation. Il fit donner aux religieuses, pour père spirituel, son grand-vicaire l'abbé de Lolière, qui fut aussi un de leurs bienfaiteurs.

M^{sr} de Prémieux se plaisait beaucoup à Château-l'Evêque, où il retrouvait les souvenirs de l'ordination de St-Vincent-de-Paul (1). Ce fut dans cette résidence épiscopale, que la mort vint le frapper. Il était âgé de 75 ans. Son corps fut transporté à Périgueux, où on l'inhuma dans la chapelle St-Jean de sa cathédrale.

Il fut regretté de tout son diocèse. Un de ses prêtres, Louis Dubois, curé de Saint-Martin de Périgueux, crut devoir, *in doloris levamen*, en mentionner la perte sur le registre de sa paroisse, en ajoutant ces mots, qui resteront comme une touchante oraison funèbre : *Quem virtutis cumulatissimum presulem nunquam poterunt pii flere satis*.

Deux ans plus tard, la sœur Anne-Angélique Dumeyny se faisait encore l'interprète de la douleur de la Visitation, qui n'avait pu se consoler de la mort de leur bienfaiteur :

« La plaie que la mort de M^{sr} de Prémieux a faite à mon cœur ne se referme point, écrivait-elle. Ce digne prélat réunissait en sa personne toutes les qualités propres à faire le bonheur de son diocèse et à le rendre agréable aux yeux de Dieu, la gloire duquel l'occupait uni-

(1) Vers 1729, étant chanoine de Soissons, il avait été témoin officiel et pratique d'un miracle opéré par une relique du saint. Représentant à Montmirail (dans la Marne) l'évêque de Soissons, il appliqua à sœur Saint-Basile, du couvent des Bénédictines, infirme depuis longtemps, un fragment du corps de saint Vincent de Paul, qu'il portait avec lui. Elle fut guérie instantanément. Toute la ville fêta le prodige. L'événement fut jugé miraculeux par la Cour de Rome et son caractère merveilleux ne fut pas sans influence sur la conclusion, glorieuse pour le saint, du procès de sa canonisation.

quement. Son zèle à la procurer était infatigable, dans les tems mêmes où ses forces étoient le plus affaiblies, par une suite d'infirmités qui ne lui laissoient pas un moment de repos. Notre communauté a perdu en lui un vrai père, qui, dans toutes les occasions, de quelles espèces qu'elles fussent, nous en a donné les marques les plus grandes ».

Après avoir rappelé les témoignages de bonté qu'elle avait personnellement reçus du prélat, la rédactrice de la circulaire ajoutait qu'il avait fait présent à la communauté d'une belle chape d'un moire d'or brodé à deux envers, avec une chasuble complète de la même espèce.

Le zèle de M^{sr} de Prémieux pour maintenir la pureté de la foi dans son diocèse lui avait valu, en 1753, de la part des *Nouvelles ecclésiastiques* « cette indignité » d'être appelé « Sulpicien » trois fois dans l'espace d'une demi-colonne. Néanmoins, après sa mort, le gazetier janséniste se borna à dire qu'à la vérité il « n'était pas exempt de prévention par rapport au prétendu jansénisme ; mais que cette hérésie imaginaire ne fut jamais pour lui, comme pour tant d'autres, un moyen de s'avancer en la persécutant ». L'auteur de l'article va même jusqu'à reproduire d'assez longs extraits du mandement par lequel les vicaires capitulaires de Périgueux ordonnaient des prières pour l'âme du défunt. Entr'autres vertus du saint prélat, ils y rapportaient sa fidélité à la loi de la résidence, n'ayant, « pendant un règne de quarante ans environ, fait que trois absences, chacune de courte durée et pour les intérêts de la religion » ; comme aussi sa grande charité, qui lui fit trouver « dans ses épargnes des ressources abondantes pour entretenir de jeunes lévites et pour contribuer à l'établissement de plusieurs écoles » (1).

Le Grand Séminaire de Périgueux possédait un grand portrait de M^{sr} de Prémieux. Cette peinture a été transportée au Musée du Périgord, où notre laborieux et obligeant collègue M. l'abbé Roux, curé d'Antonne, a bien voulu la photographe pour conserver dans ce *Bulletin* les traits d'un des plus remarquables évêques de l'ancien régime.

(1) *Nouvelles ecclésiastiques*, du 9 avril 1772, p. 60.

Le prélat est représenté debout, revêtu de ses habits pontificaux, la main droite appuyée sans doute sur le recueil des ouvrages liturgiques de son diocèse qu'il avait fait réimprimer, et faisant un geste accueillant de la main gauche. Le visage revêt une expression de finesse et de bonté. Un détail à considérer dans ce tableau, c'est une vue de la cathédrale de St-Front, que le peintre a ménagée dans un des angles : les coupoles de la basilique byzantine y apparaissent avec saillie extérieure. Comme me l'a observé M. Roux, ce portrait aurait été fait avant 1760 ; car, c'est vers cette époque que fut construite la charpente en croix qui cacha les coupoles.

M^{sr} de Prémieux aimait beaucoup les lettres et les arts. Il s'occupa avec intérêt des antiquités de Périgueux, signalant son zèle pour l'archéologie par les fouilles qu'il fit opérer, à ses frais, soit à la tour de Vésone, soit ailleurs. Dans le *Fonds Périgord* de la Bibliothèque nationale sont conservées trois de ses lettres autographes à l'abbé Le Beuf, l'un des quarante des Académies des sciences et des inscriptions, au collège de Cambrai, à Paris : elles ont été publiées, par fragments, à Auch, en 1892, par l'abbé Louis Bertrand, directeur au Grand Séminaire de Bordeaux, sous le pseudonyme d'Antoine de Lantenay. Elles témoignent des goûts scientifiques et littéraires de notre prélat. L'abbé Le Beuf a donné, dans les *Mémoires de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres* (1), un dessin du clocher de St-Front, « tel, dit le chanoine d'Auxerre, que M. de Macheco, évêque de Périgueux, a eu la bonté de me l'envoyer, après l'avoir fait graver sérieusement ».

Lorsque fut formée l'entreprise, à laquelle l'hôtel de ville de Bordeaux prêta un concours effectif, de recueillir des documents en vue d'une histoire de la Guyenne, M^{sr} de Prémieux logea, pendant deux mois, dom Devienne, qui dans ce but parcourait le Périgord, où il trouva « une quantité considérable de mémoires ». Ce religieux en reçut des marques signalées de bienveillance (2).

(1) Tome XXIII (année 1756).

(2) *Archives historiques de la Gironde*, tome XXV, p. 423 : Lettre de dom Devienne à l'Intendant de Guyenne, du 30 décembre 1758.

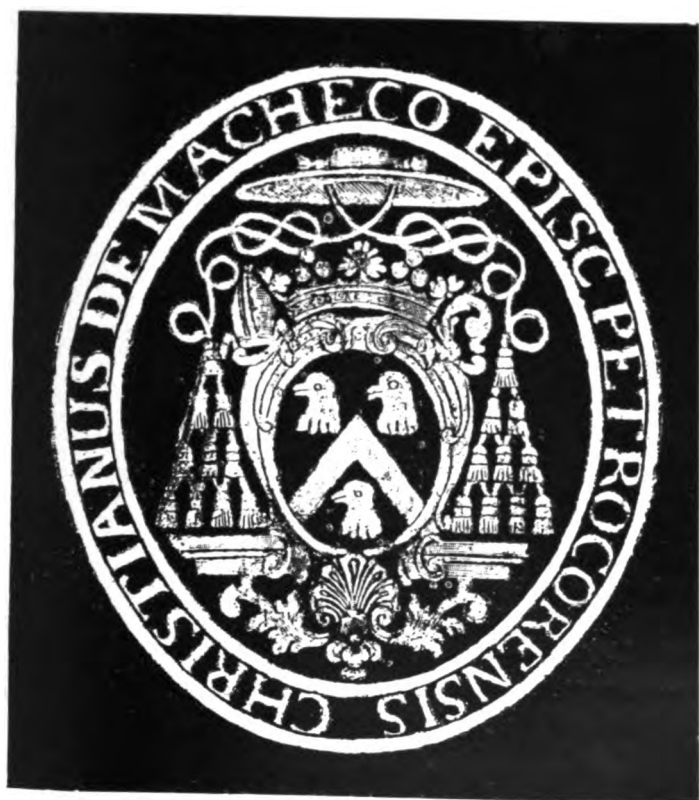
Lagrange-Chancel, avec lequel il entretenait des relations d'estime, lui fut « redevable de plusieurs faits intéressants » et inédits, pour son *Histoire du Périgord*, dont j'ai compulsé le manuscrit à la Bibliothèque nationale. L'« épître dédicatoire », qui se trouve en tête de ce volume, est adressée au prélat, dont il est fait le plus flatteur éloge. J'en fis une copie, qui a été, par les soins d'un de nos regrettés vice-présidents, M. le chanoine Bernaret, reproduite dans la *Semaine religieuse du diocèse de Périgueux* (1). L'historien-poète s'y fit en quelque sorte l'interprète de ses compatriotes, chez lesquels la conduite désintéressée de l'évêque, ayant refusé de quitter le siège de Périgueux pour aller à Bordeaux, avait provoqué un redoublement d'amour et de respect.

M^{sr} de Prémecaux possédait une très riche bibliothèque, qui fut vendue en 1777. Le catalogue, qu'en dressa deux ans après sa mort, l'abbé Leydet, ne comprenait pas moins de 248 pages in-quarto. On peut en voir un extrait dans les papiers de ce Chanceladais, au *Fonds Périgord*. Sans parler de ceux que l'on trouve à la bibliothèque de la ville et à celle de l'évêché de Périgueux, nos collègues MM. Lespinas et de Montégut possèdent quelques-uns de ses anciens livres. Tous ces volumes sont reliés avec un certain luxe. Comme sur les tapisseries commandées par lui à Aubusson pour orner ses appartements, l'évêque bibliophile, imitant en cela les membres de sa famille, y faisait placer ses armoiries : *D'azur, au cherron d'or, accompagné de 3 têtes de perdrix, arrachées de même.*

Deux fers, de dimension différente, ont servi à appliquer sur les plats son sceau, que surmontait la couronne de marquis. Le plus grand mesure neuf centimètres de hauteur sur huit de largeur; le plus petit, cinquante-cinq millimètres de haut sur cinquante le large. Au-dessous du chapeau épiscopal, avec lambrequins, sont dessinées la crosse et la mitre. Autour de l'écusson, on lit : *Christianus de Macheco, episc. Petrocorensis*. M. de Montégut a donné, dans le *Bulletin* (2), le dessin de la reliure d'un de ses volumes, sur laquelle on

(1) Numéro du 3 mai 1873.

(2) Tome XXXVI, p. 68.



FENS DE RELIURE DE M^{re} DE MACHECO DE PRÉMEAUX



aperçoit une empreinte raccourcie du premier de ces fers à dorer.

Je ne connais pas d'ex-libris à M^{re} de Prémieux, qui fut de tous les évêques du diocèse de Périgueux celui qui s'est signalé le plus par la richesse de sa bibliothèque (1).

La dernière des trois lettres qui suivent m'a été communiquée par M. A. Delpy, président de chambre à la Cour d'appel de Riom : le nom du destinataire n'est pas indiqué. Les deux autres, scellées aux armes épiscopales (2), me viennent de l'abbé Audierne : elles sont adressées, l'une, comme la précédente, par l'évêque lui-même (3), l'autre par le chanoine Jean Lolière, son vicaire-général, à Jérôme de Chiniac, seigneur de La Morelie, conseiller du Roi au siège sénéchal et présidial de Périgueux, de la paroisse de Saint-Front (4).

I. — A Monsieur

Monsieur de La Morelie,

Conseiller en la Cour présidiale, à Périgueux.

A Chateaufève, le 6 septembre 1738.

Je ne puis mieux confier la présente qu'à vous, Monsieur, pour être remise en main propre à son adresse ; vous me direz, quand nous nous verrons, si en la lisant le lecteur aura fait la mine que faisoit Parménion en lisant celle qu'Alexandre luy présenta ; vous en sçavez l'histoire.

Vous ne pouvez manquer d'être le paranymphe du seigneur futur époux. Achevez ce que j'ay commencé ou ébauché, et, dès que vous le pourres, venes nous dire sur cela tout ce que vous sçaures. En

(1) On peut citer trois autres évêques ayant, comme lui, timbré leurs livres sur les plats : Guillaume Le Boux, Daniel de Francheville et Emmanuel-Louis de Grossolles de Flamarens.

(2) *Sigillographie du Périgord*, 2^e édition, n° 1059.

(3) Cette lettre était jointe à une autre, que devait remettre le conseiller de La Morelie.

(4) Ce dernier avait épousé, en 1714, Anne Chateau, d^{lle} de La Genebrière. Leur fille, Anne de Chiniac, était mariée à Jean de Labonne, seigneur de Vernodes, avocat en la Cour, fils de Jean, sieur de La Roche, aussi avocat en la Cour.

attendant, je vous diray, Monsieur, que je suis plus que je ne puis vous l'exprimer, votre tres humble et tres obeissant serviteur.

L'évêque de Périgueux.

II. — A Monsieur

Monsieur de Lamorelie,
à Périgueux.

A Chateau-l'Eveque, ce 18 octobre 1742.

J'ai l'honneur, Monsieur, de vous faire mil tres humbles remerciemens de la part de Mgr de votre attention pour sa santé; elle est presentement, grâce à Dieu, meilleure qu'elle n'ait été depuis trois mois. Sa rechute m'a allarmé, mais j'espère qu'elle tournera a bien, parce qu'elle a donné occasion à luy faire de nouveaux remedes dont il avoit grand besoin : il luy faudra un regime long et exact pour rattraper ses forces qui sont bien épuisées, mais du reste il est sans fièvre depuis plus de quinze jours; il dort, boit et mange raisonnablement. Il est bien fâché et moy aussi que vous ne nous ayés pas fait l'honneur de vous arrêter icy en passant et repassant. Mademoiselle de Lamorelie ne devoit point etre un obstacle. Nous aurions été charmés de la voir, de luy donner a diner et de luy faire voir ce que nous pouvons avoir de curieux a Chateau-l'Eveque. M^r l'abbé Bertin (1), qui étoit present lorsque j'ay fait part de votre lettre à Mgr, s'en est ainsi expliqué. Ainsi, Monsieur, je vous prie de vous souvenir une bonne fois pour toutes de ne nous jamais jouer de ces tours la, car ils ne sont pas pardonnables; nous trouvons dans votre procédé un peu trop de discretion.

L'abbé Bertin pourroit encore vous dire combien Mgr est fâché de n'être pas en état de vous aller aider à faire les honneurs de notre bonne ville à M^r le premier president (2). Je suis persuadé que sil n'avoit ecouté que son inclination, son respect et sa vénération pour luy, il seroit deja parti pour luy en donner des marques à Périgueux, mais en vérité il n'est du tout point en état de représenter; pour avoir voulu hier aller entendre la messe dans sa grande salle, il fut obligé de demeurer sur son lit toute la journée, et ce matin avant son diner, il étoit si faible, qu'il ne pouvoit pas se tenir. Mais quand il a

(1) Charles-Jean de Bertin, né à Périgueux, en 1712, nommé évêque de Vannes, en 1746, était alors grand-vicaire de Mgr de Prémieux.

(2) Le Berthon, premier président au Parlement de Bordeaux, venu à Périgueux pour le baptême d'une fille du marquis d'Aloigny, son gendre.

eu diné, il s'est beaucoup mieux porté. Vous voulés bien, Monsieur, que je vous fasse mon compliment sur le plaisir que vous avés d'avoir auprès de vous votre aimable jésuite. M. l'abbé de Chancelade (1) m'en a parlé d'une façon qui doit vous donner bien de la consolation. Mgr me charge de vous faire et a vos dames mil complimens. Je vous prie de leur faire agréer l'assurance de mon respect et d'être persuadé qu'on ne scauroit rien ajouter aux sentimens d'estime, d'attachement et de respect avec lesquels j'ay l'honneur d'être,

Monsieur

Votre tres humble et tres obeissant serviteur,

LOUIÈRE.

III. — A Périgueux, le 1^{er} de l'an 1760.

Monsieur,

Les assurances de mes vœux pour vous en ce jour, les plus sincères, ne seront point séparées de mes remerciemens au sujet de la somme de 4.600 livres, à laquelle Monsieur Trudaine m'a fait sçavoir que vous aviez bien voulu fixer l'indemnité de l'Evêché de Périgueux pour la portion de pré qu'occupe le nouveau chemin aligné au pont que l'on construit sur la rivière d'Isle, à la porte de cette ville. Recevez donc, Monsieur, les uns et les autres avec bonté, et soyés persuadé que rien n'égale les sentimens veritables et respectueux, avec lesquels j'ai l'honneur d'être,

Monsieur,

Votre tres humble et tres obeissant serviteur,

† J. C. eveque de Perigueux.

Cette dernière lettre fait allusion à la prairie appelée le Pré-l'Evêque (*lou Prat Evesqual*), que l'évêché possédait au-delà du faubourg de Tournepiche, paroisse Saint-Georges. Sur la demande que M^{re} de Prémieux en fit à la Cour présidiale, production fut faite des titres de propriété de cette prairie, de laquelle « il a été pris 3 journaux, 25 brasses de terrain pour former la levée du nouveau pont qui se construit sur la rivière de l'Isle, à Périgueux » (2).

(1) Jean-Antoine Gros de Beler, abbé de Chancelade.

(2) *Inventaire sommaire des Archives du département de la Dordogne* t Sénéchaussée et présidial de Périgueux, page 204.

Il existe aux Archives de la Gironde (C. 415 et 416) une correspondance du subdélégué de Périgueux avec l'intendant de Bordeaux concernant la récla

Le démembrement du Pré l'Evêque, m'a écrit mon érudit collègue M. Charles Durand, fut nécessité par l'établissement de la partie de route de Lyon à Bordeaux, dite chaussée de Saint-Georges, comprise entre le faubourg de ce nom et le Pont Neuf ou de même nom, alors en construction, qui, commencé en 1736, ne fut achevé qu'en 1767.

M. Durand ajoutait que le destinataire inconnu de la lettre de remerciements de l'évêque ne pouvait être que l'intendant de la Généralité de Bordeaux, seul fonctionnaire qui eût qualité pour traiter administrativement avec le ministre Trudaine l'affaire relative à l'acquisition du terrain faisant partie du Pré-l'Evêque.

A. DUJARRIC-DESCOMBES.

UN CONCOURS AGRICOLE A RIBÉRAC

PENDANT LA RÉVOLUTION FRANÇAISE.

En feuilletant les registres des procès-verbaux de la période révolutionnaire, à la mairie de Ribérac, j'ai trouvé un document intéressant l'agriculture, et qui, ce me semble, mérite d'être connu (1).

En voici le texte intégral :

« Aujourd'hui, premier juillet mil sept cent quatre-vingt-douze, le Conseil général de la commune de Ribérac, assemblé sur la convocation qui en a été faite par le maire, et après qu'il lui en a eu expliqué l'objet qui était de nommer, en vertu de l'arrêté du Conseil général d'administration du département de la Dordogne, au scrutin individuel et à la majorité absolue, le cultivateur-laboureur de cette commune qui sera jugé le plus digne de concourir au prix qui doit être accordé à celui qui se sera le plus distingué par la culture de ses terres, de leurs productions, de ses bestiaux, troupeaux, ses travaux

mation en indemnité par l'évêque pour l'abandon d'une partie de son pré, destinée à la formation du grand chemin devant aboutir au nouveau pont de la ville de Périgueux.

(1) Reg. 14, fol. 42. Série F. 6.

en défrichements de terrain inculte, ses vertus et son exactitude au paiement des contributions. Il y a été procédé de la manière suivante :

« Après avoir, sur ce, ouï le procureur de la commune,

« Le Maire, comme président de toutes les assemblées du Conseil général, a invité l'assemblée à procéder à la nomination d'un secrétaire, et, après le dépouillement du dit scrutin, la majorité absolue s'est réunie en faveur du sieur Rousseau qui a pris, en cette qualité, séance au bureau.

« Il a été ensuite procédé au scrutin de liste et à la pluralité relative des suffrages à la nomination de trois scrutateurs, et le sort est tombé sur les sieurs Desvernines, Reytier, Montusclat, qui ont, aussitôt, pris séance au bureau.

« Il a été procédé au scrutin de liste simple et à la majorité absolue des suffrages à la nomination du candidat qui devra concourir au prix d'agriculture. Et le scrutin dépouillé et recensé, le résultat a été en faveur de M. Jean Lapierre, dit Bergerac, métayer du sieur Faucher, au Petit Grauleau (1), lequel a obtenu, sur 14 voix, 11 suffrages, les trois autres voix s'étant portées en faveur du sieur François Coulombeix, métayer à Toutifau (2). Le dit Jean Lapierre est connu dans tout le canton comme le cultivateur le plus laborieux et le plus entendu dans son travail. Cet homme qui fut attiré dans ce pays, dans sa jeunesse, par le sieur Champaignou qui le prit à son service parce qu'il lui reconnut beaucoup d'intelligence et d'aptitude pour l'agriculture, devint ensuite métayer au Petit Grauleau, qui est un petit bien dont le sol ingrat est d'une culture très difficile et où les métayers précédents avaient peine à vivre, même avec tout le produit du bien, dont les prés pouvaient à peine nourrir une paire de bœufs, et où il ne se faisait pas une goutte de vin. Cependant, depuis que le dit Lapierre travaille ce petit domaine, il y recueille au moins soixante boisseaux de froment pour sa part, et d'autres grains à proportion ; il y a fait un pré superbe qui est suffisant pour la nourriture de deux paires de bœufs de la plus belle espèce qu'il vend à la fin de l'hiver sept à huit cents livres la paire ; il y fait du vin et en fera considérablement dans peu de temps, sans ôter un pouce de terrain à la culture des grains. Enfin, le bien dont il a fait un jardin et dont on n'aurait pas trouvé quarante écus de ferme lorsqu'il y est entré, donne aujourd'hui huit cents livres pour le plus bas au maître. Il faut ob-

(1) Village de la commune de Ribérac.

(2) *idem.*

server, en outre, qu'il est très curieux pour les bestiaux, qu'il élève des vaches et des veaux de la plus belle qualité et sur lesquels il fait un profit considérable.

« Dont et de tout, il a été dressé et clos le présent procès-verbal et signé par tous les délibérants ».

Signatures : PLUCHART, maire ; DUFRAISSE, DESVERNINES, MONTUSCLAT, DOCHE, REYTIER, MATHIEU, ROUSSEAU, secrétaire, membres de la municipalité de Ribérac.

Ce rapport date donc de 122 ans. Néanmoins, la rédaction ne présente-t-elle pas quelque analogie avec celle des comptes-rendus de nos concours agricoles actuels, relativement aux lauréats des prix culturaux ? A part certaines variantes de détail, le thème, pour ainsi dire, ne change pas. De sorte que les cultivateurs, autrefois comme aujourd'hui, pouvaient obtenir de bons produits de leurs terres par un labour assidu, intelligent et consciencieux.

A. DUBUT.

VARIA

NOTES ET DOCUMENTS :

LE PÉRIGORD PENDANT LA GUERRE DE CENT ANS

d'après les Archives du Vatican.

Au cours des dépouillements qu'il avait entrepris aux Archives du Vatican, le P. Henri Denifle, frappé des importantes ressources que ce riche dépôt offrait pour l'histoire de la France pendant la guerre de Cent Ans, principalement par la collection des *Suppliques* adressées aux papes durant cette époque troublée, a eu l'heureuse pensée de consigner les résultats de ses recherches dans deux gros volumes que d'autres eussent suivis, si la mort n'était venue interrompre l'œuvre du laborieux savant.

Le premier en date de ces deux volumes est intitulé : *La désolation des églises, monastères, hôpitaux en France vers le milieu du xve siècle*, tome I (1). Le tome I, seul, a paru. Il ne contient que des

(1) Par le P. Henri Denifle, O. P. (Mâcon, Protat, in-8°, 1897).

transcriptions et des analyses de documents, classées par provinces ecclésiastiques.

Deux ans plus tard, l'auteur étudiait dans un autre volume *La guerre de Cent Ans et la désolation des églises, monastères et hôpitaux en France*, tome I (jusqu'à la mort de Charles V) (1), la situation de la France pendant les années 1340-1380. Ce second ouvrage devait, dans sa pensée, servir d'introduction, une introduction qu'il était dans son intention de terminer, au recueil de textes publié en 1897, et ce dernier eût, à son tour, donné matière à un commentaire historique analogue à celui qui a paru, pour l'époque antérieure, en 1899.

L'œuvre est donc doublement incomplète. Telle qu'elle est, elle demeure infiniment précieuse, car elle met à la portée des travailleurs français, et pour ainsi dire à pied d'œuvre, des matériaux indispensables, que, à son défaut, ils eussent dû aller chercher dans un dépôt éloigné, inaccessible, par cela même, au plus grand nombre.

Cette considération m'a induit à penser que ce serait rendre service à nos confrères d'extraire de l'ouvrage du P. Denifle et de reproduire dans le *Bulletin* tous les passages du commentaire (1899), les transcriptions et les analyses du recueil (1897), qui concernent le Périgord, avec les références données pour les uns et pour les autres, bornant mon œuvre personnelle à traduire du latin en français, pour plus de commodité, les analyses des pièces que le P. Denifle n'a pas jugé utile de transcrire. On aura ainsi un ensemble de données intéressantes à un double point de vue. Elles illustreront ce que l'on pourrait appeler, suivant la forte expression d'un éloquent écrivain qui l'employait, il est vrai, dans un tout autre sens, la *grande pitié des églises* de notre province au xiv^e siècle. Et l'on ne saurait, à ce propos, se défendre de remarquer que la prétendue *culture* allemande a, dans tous les endroits où elle a pu s'exercer, poussé plus loin la *désolation* que n'avaient fait les routiers d'autrefois. Ce qui ne serait pas un argument à l'appui de la théorie du progrès indéfini ! D'autre part, ces mêmes données, considérées isolément, fourniront quelque contribution à l'histoire des localités qu'elles concernent, histoire pour laquelle les ressources font grandement défaut à l'époque dont il s'agit. Si l'on tire profit de ces extraits, nous nous estimerons suffisamment payé du travail, assez ingrat, que leur compilation nous a coûté.

En vue de suivre l'ordre des temps, qui s'impose ici, nous donne-

(1) Par le P. Henri Denifle, O. P. (Paris, Picard et fils, in-8°, 1899).

rons tout d'abord les extraits de l'ouvrage intitulé *La guerre de Cent Ans*, etc., relatif, avons-nous dit, aux années 1340-1380 :

Chapitre I : La guerre de Cent Ans jusqu'à l'an 1355..... § 3. La campagne du comte de Derby en Guienne (1345-1346) (p. 24-33) :

.....
Dès le 24 août 1345, Derby était maître de Bergerac (1) et, vers la fin d'octobre, on en reçut la nouvelle à Londres (2). A Bergerac étaient des Prêcheurs, Mineurs, Carmes et le prieuré bénédictin de Saint-Martin. Ce dernier était depuis le xiv^e siècle dans un état déplorable qui durait encore en 1441 (3).

Ensuite, Derby allait soumettre successivement Pellegrue, Lalinde, Saint-Louis, Saint-Astier, Montignac et Lisle (4). Il n'y avait pas d'abbayes le long de cette route excepté celle de Saint-Astier, des chanoines réguliers. Chemin faisant, Derby fit plusieurs tentatives infructueuses contre Périgueux (5). Autour de cette ville se trouvaient, à des distances plus ou moins éloignées, les abbayes bénédictines de Tourtoirac, Ligeux, Le Bugue, et celles des chanoines de Chancelade et de Sainte-Marie de Châtres. Ensuite Derby mit le siège devant Auberoche.

Vers le 30 novembre, on reçut à Londres la nouvelle de la victoire

(1) *Petite chronique de Guyenne*, éd. G. Lefèvre-Pontalis dans la *Bibl. de l'Ecole des Chartes*, t. XLVII, p. 61 et 69. Le comte y trouvait beaucoup de richesses, d'après Murimuth, *Contin. Chron.*, éd. Thompson, p. 189, et Kaighlon, *Leycestren. Chron.*, éd. Lumby, II, p. 133. Les noms des prisonniers dans l'*Appendix* ad Murimuth, p. 249.

(2) Murimuth, *op. cit.*, p. 189.

(3) « Edificia... sunt propter eorum vetustatem in parte destructa, collapsa et quamplurimum ruinosi ». *Reg. Vat. Urb. V*, n° 253, fol. 111^v, ad. an. 1364, jul. 12. On lit, d'autre part, dans les *Suppl. Eugen IV*, n° 369, fol. 36^v, 263^v : « Monasterium S. Martini de Brageraco, per priorem O. S. B. gubernatum, Petragoricens. dioc., a Rolando Karoli Magni Romanorum imperatoris et Francie regis nepote opulenter constructum et dotatum, propter guerrarum turbines aliosque sinistros eventus desolatum et ruinosum et in fructibus diminutum, ita ut prior cum quatuor religiosi vivere non possit » (1441, sept. 9 et 28). Cité dans Denifle, *La Désolation...*, I, n° 400. V. pl. loin sous ce n° quelques autres détails. Cf. *Les jurades de la ville de Bergerac*, I, p. 61 et suiv.

(4) Rob. de Avesbury, *De gestis mirabil. reg. Edwardi*, éd. Thompson, p. 356 ; Bertrand, *Etude sur les chroniques de Froissart, Guerre de Guienne*, p. 56, 63, 67 ; S. Luce dans *Froissart*, III, p. xiv.

(5) Bertrand, *op. cit.*, p. 69, 72.

que les Anglais avaient remportée à Auberoche (1) le 21 octobre (2). C'est dans cette bataille que fut tué Louis de Poitiers, comte de Valentinois et Diois, et que fut fait prisonnier le comte de l'Isle. Derby et les Anglais se rendirent, après cette bataille, à Monsac. Là, ils s'emparèrent du marché, emmenèrent tous les chevaux et incendièrent la ville jusque dans ses fondements (3).

.....
En août 1346, les Français levèrent le siège de Nontron (4). Ce siège réduisit les Dominicaines de St-Pardoux-la-Rivière à une grande pauvreté (5).
.....

Même chapitre. § 9. Autres monastères et églises, désolés avant 1355 (p. 73-84) :
.....

Déjà, en 1345, un grand nombre d'églises, de couvents, de cimetières et autres dépendances ecclésiastiques du diocèse de Périgueux, avaient été violés par suite des guerres ; la présence des ennemis empêchait l'évêque de se rendre sur les lieux pour les réconcilier (6). L'abbaye bénédictine de Tourtoirac fut presque détruite ; l'abbé et les moines, manquant de tout, sollicitèrent l'union du prieuré de *Murello* (?) (au diocèse de Limoges), dont le couvent était désert et l'église abandonnée (7)..... On vit dès lors des clercs se joindre aux hommes d'armes et aux brigands, témoin l'archiprêtre de Vélignes (8).

En 1349, Pierre, évêque de Sarlat, se plaint d'être au milieu d'un

(1) Murimuth, *op. cit.*, p. 190. Voy. Avesbury, *op. cit.*, p. 356 ; Villani dans Muratori, *Scriptores*, etc., XIII, p. 297. Ils nomment les plus renommés prisonniers. Voy. *Hist. gén. de Languedoc*, IX, p. 577, note (de A. Molinier).

(2) *Petite chronique de Guyenne*, I. c., et Froissart, I. c., p. xvi, note 3.

(3) Murimuth, I. c.

(4) Murimuth, *op. cit.*, p. 217.

(5) Les sœurs sont « propter guerras, que noviter circa castrum Nontronii, quod proximum est eorum monasterio, et locis circumvicinis [ingruerunt], notabiliter depauperate » (*Suppl. Clem. VI*, n° 13, fol. 71^b, ad. an. 1347, jun. 30.)

(6) *Suppl. Clem. VI*, n° 6, fol. 76, ad an. 1345, mart. 9.

(7) *Suppl. Innocent. VI*, n° 23, fol. 98^b, ad an. 1353, mart. 10 : «... Guerre abbatiam illam quasi destruxerunt, adeo quod abbas et conventus dicti monasterii non habent de quo valeant sustentari... ».

(8) Sur l'Archiprêtre de Vélignes, v. dans le même ouvrage, chap. III, parag. 5 : *Arnaud de Cervole, archiprêtre de Vélignes, clerc et brigand ; son invasion en Provence*, où l'auteur discute certaines opinions de Chérest

peuple pervers et de voir les biens et les droits de son église occupés ou amoindris par des usurpateurs et des envahisseurs (1). En 1352, l'abbaye bénédictine de Terrasson fut presque détruite et appauvrie dans ses revenus (2). L'évêque d'Albano, Talleyrand de Périgord, raconte en 1358 avoir vu de ses propres yeux la ruine des bâtiments, des biens et des revenus de l'abbaye cistercienne de Cadouin, causée par les guerres dont ces lieux avaient été précédemment le théâtre (3).

Au diocèse de Limoges, l'abbaye cistercienne de Dalon se trouvait, par suite des guerres incessantes, dans un état pitoyable : entièrement appauvrie et endettée. En 1346, l'abbé trouve préférable de faire abattre ou même vendre les forêts désormais sans rapport. Il est d'avis de ne plus cultiver lui-même ses terres, dont les produits ne couvrent pas les frais du travail, mais de les donner à d'autres à bail emphytéotique (4). Cet état de choses empire pendant douze ans ; plusieurs lieux, possessions et droits de l'abbaye furent occupés par les Français et les Anglais ; alors les moines demandèrent à être exemptés des redevances qu'ils payaient à l'abbé de Cîteaux (5).

(*L'Archiprêtre, épisodes de la guerre de Cent Ans au xiv^e siècle*, 1879) et de Siméon Luce (*Froissart*, V, pp. xxiv, note 1, et *Du Guesclin*, p. 328).

(1) *Suppl. Clem. VI*, n° 19, fol. 52, ad an. 1349, jun. 21.

(2) *Ibidem*, n° 22, fol. 144^b, ad an. 1352, octob. 7 : « ... dictum monasterium propter guerras, que ibidem diutius viguerunt et adhuc vigent, est quasi destructum... ».

(3) « Supplicat S. V. T. episcopus Albanen., quatenus monasterio Caduini, Ord. Cist., quod lapso tempore hujusmodi guerre turbine, edificiis, bonis et redditibus, exstitit quanplurimum devastatum, ut michi constat oculata fide..., in quo Sudarium, cum quo corpus Christi, cum pro nostra redemptione mortem pertulit, fuit involutum, ut pie creditur, honorifico reservatur. [De indulgentiis.] (*Suppl. Innocent. VI*, n° 29, fol. 292^b, ad an. 1358, septemb. 30.) »

(4) *Suppl. Clem. VI*, n° 12, fol. 31, ad an. 1346, septemb. 15 : « ... Abbas et conventus... lamentabilem predicti monasterii dampnificationem ex variis infortunis guerrarum in suis membris illatis causatam necnon et debita quibus ipsum monasterium est in Rom. curia et alibi obligatum, humiliter ostendendo... ; si nemora... que propter antiquitatem quasi nullius valoris existunt, scindantur et vendantur, seu aliter in utilitatem dicti monasterii convertantur, de emolumento lignorum..., et sinon in toto, saltem in parte, poterit subveniri, eademque nemora erunt in brevi... in melius renovata... ; emolumentum terrarum, que ad manum ipsorum sunt, in earumdem terrarum cultura quasi expenditur... ; major utilitas sine comparatione provenit monasterio de terris... in dictis grangiis et locis infeodatis, quam de illis que ad manum monasterii, licet majoris quantitatis sint, remanserunt... ».

(5) *Suppl. Innocent. VI*, n° 29, fol. 210, ad an. 1358, jul. 12 : « Nonnulla loca, possessiones et jura capta, occupata et dissipata existunt per nonnullos

Chapitre II. Incursion du prince de Galles en Languedoc et dans le centre de la France. Charles le Mauvais. Bataille de Poitiers....

§ 4. Chevauchée du prince de Galles dans le centre de la France. Bataille de Poitiers (1356) (p. 112-134).

Périgueux fut pris par le prince de Galles après le 2 février 1356 (1).

Pour la chevauchée du prince de Galles depuis Bergerac jusqu'à Poitiers, un itinéraire est conservé dans une chronique universelle, appelée *Eulogium*, écrite par un moine de Malmesbury (2). Cet itinéraire se fonde sans doute sur le rapport d'un témoin oculaire, semblable à ceux des expéditions précédentes des Anglais en France....

Le prince quitta Bergerac le 4 août (3) ; le 7, il entra dans Périgueux (4), passa le 8 devant le château de Ramefort, et, le 9, se trouvait à Brantôme (5). Je ne puis constater si l'abbaye bénédictine fut déjà endommagée par les Anglais à cette époque, comme il arriva quarante ans plus tard.

Chapitre III. Les suites du désastre. La France entière envahie par les ennemis.... § 5. Arnaud de Cervole, archiprêtre de Vélignes, clerc et brigand. Son invasion en Provence (p. 188-211).

Dans ce §, le P. Denifle définit Arnaud de Cervole un clerc, curé et bandit, et justifie sa définition. Discussion des opinions de Chérest (*L'Archiprêtre, épisodes de la guerre de Cent Ans au XIV^e siècle*, 1879) et de S. Luce (*Froissart*, V, p. xxiv, note 1, et *Du Guesclin*, p. 328).

Gallicos et Anglicos. Abbas et monasterium graviter sunt depauperati propter dictam guerram... ».

(1) Avesbury, *op. cit.*, p. 456 : « Post festum Purificationis Virginis gloriose. » Voy. encore *Le Prince Noir, Poème du héraut Chandos*, éd. Michel, v. 690 et suiv., et S. Luce dans *Froissart*, V, p. 11, note 2. [Il s'agit en réalité de la Cité (voy. mon *Histoire de la ville de Périgueux*, etc., p. 165), dont la prise peut être ainsi datée avec une certaine précision. R. V.]

(2) *Eulogium, Chron. ab orbe condito ad an. 1386 a monacho quodam Malmesburiensi exaratum*, éd. Heydon, III (London, 1863), p. 215-222.

(3) « Movente se domino principe versus terram Galliarum de Brigerake die jovis, hoc est quarto die mensis augusti, super terram Francie equitando .. », etc.

(4) « Ad villam que fuit episcopi de Petrabor... sedes ibi fuit cathedralis... »

(5) Kervyn de Lettenhove, dans son édition de *Froissart* (V, p. 524 et 544) et S. Luce, dans la sienne (V, p. 11 et suiv.), donnent par erreur Brantôme comme première étape du Prince.

§ 7. Les ravages des Anglais, des Navarrais et des Compagnies. Triste état de la France à la veille de Brétigny. La désolation des églises et monastères (p. 217-316).

.....

Quoiqu'on ne parle pas des compagnies qui ont ravagé le Périgord, les Anglais, néanmoins, étaient presque entièrement maîtres du pays, surtout en deçà de la Dordogne (1). Et pour les villes, c'était quelquefois un moindre mal, car leur tranquillité était bien autrement troublée lorsqu'elles étaient restées au pouvoir des Français et que les Anglais étaient répandus dans leur voisinage. Ainsi, par exemple, depuis la prise de Bergerac, en 1345 (2), cette ville ne voyait que des troupes anglaises, et elle paraît avoir joui d'une paix relative jusqu'en 1360; au moins ne peut-on rapporter aucun fait qui l'ait agitée (3). Bien que la ville de Périgueux (4), tombée au pouvoir des Anglais en 1356 (5), ait été reprise en 1357 (6) par Roger-Bernard, comte de Périgord, frère du cardinal Talleyrand, la situation générale de la province était la même qu'en Quercy. Elle était assaillie de tous côtés et incessamment dévastée. L'église, le cloître et les édifices du prieuré bénédictin de Saint-Laurent de Mareuil étaient tellement détruits par les Anglais qui occupèrent ce lieu, et si complètement dépourvus de tout ce qui était nécessaire au culte, qu'il était impossible d'y demeurer (7). Le 26 août 1360, à la prière de Roger-Bernard, comte de Péri-

(1) V. Dessalles, *Périgueux et les deux derniers comtes de Périgord* (1847), p. 47, et Lacoste, *Histoire générale de la province de Quercy*, III, p. 163.

(2) V. ci-dessus, p. 70.

(3) Cf. E. Labrousse, *Bergerac sous les Anglais* (Bordeaux, 1893), p. 64, 65.

(4) Entendez la Cité (R. V.).

(5) V. ci-dessus, p. 73.

(6) D'après Dessalles, ouv. cité, p. 50 et suiv. [La Cité dut être reprise, non en 1357, mais à la fin de 1356. V. mon *Histoire de la ville de Périgueux*, p. 107. R. V.]

(7) *Suppl. Innocent. VI*, n° 129, fol. 199, ad an. 1358, jun. 23 : « Significat S. V... frater Guillelmus Estornell, prior prioratus de Marolio, O. S. B., Petragoricen. dioc., quod ecclesia ac claustrum et edificia dicti prioratus, qui in honorem S. Laurentii fundatus existit, tam occasione guerrarum et Anglicorum, qui dictum prioratum tenuerunt occupatum, quam alias, destructa et diruta adeo existunt, ac reliquiis, calicibus, libris et ornamentis sacerdotalibus et aliis spoliata, quod prior... et alie necessarie persone degentes ibidem, necnon parrochiani et alii confluentes ad ecclesiam et prioratum predictum pro missis et aliis divinis officiis audiendis sacramentisque ecclesie recipiendis, commode et tute ibidem esse non possunt. [De indulgentiis cum elemosynis.] Fiat. Dat. apud Villamnovam Avenion. dioc., IX kal. julii an. VI. »

gord, Innocent VI dut permettre aux Clarisses de Périgueux de recevoir des diocèses de Périgueux et de Sarlat des dîmes jusqu'à la somme de deux cents livres tournois, à cause de la pauvreté où la guerre les avait réduites (1). Les mêmes guerres empêchaient souvent les recteurs des églises de prendre possession de leur paroisse, comme il arriva à Gérard Jauberti au sujet de l'église paroissiale de Villac (2). Toujours par suite des invasions qui eurent lieu avant la paix de Brétigny, les deux églises paroissiales de Preyssac et de Château-l'Evêque, unies ensemble, étaient, en 1364, presque totalement détruites et dépourvues de tout ce qui est nécessaire à la célébration de l'office divin (3). C'est à coup sûr à cette époque que le prieuré bénédictin du Fleix fut désolé et détruit (4).....

R. V.

(A suivre).

(1) *Reg. Aven. Innocent. VI*, n° 24, fol. 546^b.

(2) *Suppl. Innocent. VI*, n° 29, fol. 221, ad an. 1358, jul. 17.

(3) *Suppl. Urb. V*, n° 39, fol. 34^b : « Occasione guerrarum que in illis partibus per inimicos pacis temporibus preteritis invaluerunt ».

(4) *Ibid.*, fol. 205, ad an. 1364, januar. 10.

Deux planches accompagnent cette livraison : la 1^{re} est le Portrait de Mgr Macheco de Prêmeaux ; — et la 2^e représente les Fers de reliure de sa bibliothèque.

Le gérant responsable, H. ETourneau.

.....

BULLETIN

DE LA SOCIÉTÉ

HISTORIQUE ET ARCHÉOLOGIQUE

DU PÉRIGORD

PARAISANT TOUS LES DEUX MOIS



TOME XLII. — DEUXIÈME LIVRAISON



PÉRIGUEUX

IMPRIMERIE RIBES, RUE ANTOINE-GADAUD, 14.

Mars-Avril 1913

SOMMAIRE

DES MATIÈRES CONTENUES DANS LA 2^e LIVRAISON

	Pages
Séance mensuelle du jeudi 4 février 1915.....	77
— du jeudi 4 mars.....	83
Notes sur des chartes périgourdines (<i>suite et fin</i>) (M. le comte DE SAINT-SAUD).....	94
Fondation de l'hôpital général de Périgueux (M. A. DUJARRIC-DESCOMBES).....	98
Deux brevets de prélation (M. le comte DE SAINT-SAUD)....	106
Une boutique d'orfèvre périgourdin au XVIII ^e siècle (M. L. DIDON).....	112
La famille et les ancêtres du maréchal Bugeaud (M. E. BAYLE).....	127
VARIA. — Notes et documents : Le Périgord pendant la guerre de Cent Ans, d'après les Archives du Vatican (<i>suite</i>) (M. R. V.).....	135
NÉCROLOGIE. — Le baron Emile Oberkampff de Dabrun (M. le comte DE SAINT-SAUD).....	143

SÉANCES MENSUELLES
DE LA
SOCIÉTÉ HISTORIQUE ET ARCHÉOLOGIQUE DU PÉRIGORD

Séance du jeudi 4 février 1915.

Présidence de M. le marquis de FAYOLLE,
président.

La séance est ouverte à une heure dans la salle accoutumée.

Sont présents : MM. le marquis de Bourdeille, Délugin, Durand de Ramefort, le marquis de Fayolle, Féaux, Lespinas, le comte de Saint-Saud et Villepelet.

S'excusent par écrit : MM. Dujarric-Descombes, Charles Durand et du Soulas.

Le procès-verbal de la précédente réunion est lu et adopté.

Notre bibliothèque a reçu, dans le courant du mois dernier, les ouvrages suivants :

Bulletin du Comité des Travaux historiques et scientifiques, — Section des sciences économiques et sociales, — Congrès des Sociétés savantes de 1911 tenu à Caen, in-8°, Paris, Imprimerie nationale ; Ernest Leroux, éditeur, 1914 ;

Revue de Saintonge et d'Aunis, bulletin de la Société des Archives historiques, XXXIV^e volume, 4^e, 5^e et 6^e livraisons de 1914, deux fascicules in-8°, Saintes, librairie Prévost ;

Bulletin de l'Union historique et archéologique du Sud-Ouest, 6^e année, n^o 4, décembre 1914, in-8°, Bordeaux, Feret et fils ; Mounastre-Picamilh ; où, p. 96, M. Paul Courteault donne un résumé de nos procès-verbaux ;

Et de M^{me} la comtesse de Verthamon, le riche volume in-4^o relié, *Le Livre d'or de la Gironde*, avec de beaux et nombreux

portraits en phototypie, publié en 1914 par Wagner, éditeur, rue du Regard, à Paris.

Des remerciements sont votés aux donateurs.

M. DE PEYRONNY écrit au Secrétaire général de lui faire savoir, même par dépêche, lorsqu'il mourra un de nos confrères habitant Paris, la date des obsèques, l'église et l'heure où se fera la cérémonie afin qu'il puisse y assister.

L'assemblée félicite M. de Peyronny de sa louable intention, tout en faisant remarquer qu'il sera impossible de lui donner satisfaction. Nous apprenons, en effet, trop tardivement et le plus souvent par le journal la mort de nos confrères, sans indication de date et d'heure pour la cérémonie de l'église.

Notre honorable confrère M. DUBUT veut bien nous informer que par arrêté du Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, du 14 décembre dernier, suivant un avis officiel reçu à la mairie de Cumond, l'église de cette commune a été classée parmi les monuments historiques de la Dordogne.

« L'initiative de ce classement, ajoute M. Dubut, revient surtout à M. le marquis de Cumond, ancien maire de la commune, et à M. Dannery, architecte, qui ont fait restaurer l'église, il y a une vingtaine d'années.

» Cette église a déjà fait l'objet d'une importante étude, publiée par M. de Cumond dans notre *Bulletin* de mai 1878. C'est pourquoi je me permets de vous annoncer la nouvelle de son classement. »

M. LE PRÉSIDENT nous rappelle ensuite qu'en 1912, pour fêter le bicentenaire de la fondation de l'Académie de Bordeaux, M. Paul Courteault, son président actuel, a publié une étude très fouillée sur l'un de ses fondateurs l'abbé Jules Bellet, qui vint en Périgord, en 1738, visiter le château de La Force, alors dans sa splendeur, avec ses cheminées monumentales, et la Chartreuse de Vauclair, dont les voûtes de l'église et les boiseries du chœur l'ont émerveillé. On voit d'après la description de l'abbé Bellet que les boiseries

étaient complétées par un autel également en bois sculpté qui fut remplacé en 1763 par un autel en marbre de Carrare, exécuté par un marbrier de Toulouse et servant aujourd'hui de maître-autel à la cathédrale de Saint-Front, comme nous l'a appris notre confrère M. Grenier en 1896.

Qu'est devenu cet autel de bois ?

M. le Président pense qu'il aura été donné à quelque paroisse du voisinage, et il nous présente la photographie d'un grand rétable en bois sculpté qui se trouve actuellement dans l'église de Saint-Laurent-des-Hommes, proche voisine de la Chartreuse, et qui pourrait être l'œuvre des sculpteurs bordelais, Golier et Thibaud.

Le style de ce rétable rappelle en effet celui des boiseries de Vauclaire. On peut supposer que les Chartreux aidèrent cette modeste paroisse de la Double à embellir son église, une première fois dans l'établissement des voûtes du *xvi^e* siècle et une seconde fois en faisant don du rétable sculpté.

Cette communication sera publiée, accompagnée d'une planche.

En s'excusant de ne pouvoir assister à la séance, M. DUBARRIC-DESCOMBES nous mande, en réponse aux questions posées par M. de Saint-Saud, à la séance du 1^{er} octobre dernier, au sujet des trois filles de Pierre de Jay de Beaufort, prénommées Elisabeth, que son article : *Lettre de deuil périgourdine*, paru dans le tome XXXII du *Bulletin*, p.p. 405-6, contenait à peu près les renseignements demandés.

L'aînée des sœurs de Beaufort, née le 22 juin 1730, mourut, comme la troisième, née le 3 avril 1748, en l'année 1806. La cadette, née le 8 décembre 1738, décéda en 1816. Pour chacune, l'âge est inexactement indiqué dans les actes d'inhumation, sauf, à un mois près, pour l'aînée.

Leur frère ayant émigré, M^{lles} de Beaufort furent considérées comme suspectes par le Comité révolutionnaire. Le 29 décembre 1793, elles furent mises en réclusion, et leurs biens vendus nationalement. Ils consistaient dans la métairie de Bayot, commune de Coulounieix, et le château et enclos de Barrière, qui venait de leur mère Elisabeth du Puy de La

Forêt. Après le décès de cette dernière, en 1789, les invitations au service de quarantaine, comme on le voit dans la lettre de deuil reproduite par M. Dujarric, furent faites au nom de M. de Beaufort, de sa femme, née de Paty, et de ses trois sœurs. Celles-ci vécurent ensemble et finirent leurs jours, sans avoir été mariées, à Barrière, qu'elles avaient racheté.

M. DE SAINT-SAUD désirait depuis longtemps nous parler des livres de raison et terriers de la famille de Laage, seigneurs de la Bleretie, paroisse de Ponteyraud, qui lui appartiennent. Ces sortes de livres, bien que ne présentant pas tous le même intérêt, offrent cependant des particularités qui ne sont pas négligeables. On en publie un peu de tous côtés et notre érudit confrère nous propose de nous donner des extraits de ceux dont il nous parle. Il y a parmi les folios des six ou sept cahiers, qui les composent, tant de hors d'œuvre, comme des comptes journaliers ou mensuels de métairies, tant de surcharges, tant de choses absolument inutiles ou illisibles qu'une reproduction *in-extenso* serait impossible. D'abord en ce qui concerne les terriers, il suffirait d'analyser les actes les plus importants; quelques-uns concernant les étangs et les bois de la Double lui ont paru offrir un certain intérêt : de même les notes purement familiales.

Les documents s'étendent d'environ 1567 à 1730 ; c'est pour le xvii^e siècle qu'ils sont le plus riches. Ils sont souvent entremêlés comme dates ; c'est ainsi qu'au milieu d'un compte de journaliers de 1572, il y a une note datée de 1663 racontant comment l'abbesse de Ligueux a fait procéder à la mise d'une litre à ses armes sur l'église de Ponteyraud. Aux années 1610 et suivantes, on relève des mentions de prix-faits concernant le château de la Bleretie : par exemple, le maçon qui fera l'escalier et les chambres touchera 20 boisseaux de froment, 45 de méture, 6 barriques de vin et 250 livres en argent. Le détail des gages des journaliers et des domestiques est assez curieux. En 1623, un vigneron, pour déchausser la vigne et la tailler, recevra 8 livres et un picotin de fèves ; un journalier recevra de février à la Toussaint 8 livres et une aune et demie de grosse toile.

Il y a sur les ouvriers agricoles et les métayers des réflexions assez amusantes : ainsi conseils de ne leur jamais laisser couper de bois que le maître n'ait marqués, car « ils sont tous des fripons ». Il n'est pas jusqu'aux gentilshommes verriers de la Double qui n'aient leur compte : « ruine le peis... leur chevaux mange tous ; ils menasse le peisan. » Il est parlé du Médoc « le péront de Bordeaux, son des vin de primeur et les Anglès n'en veule dautre. » Les natalices, les mentions de décès, les discussions avec les voisins, tout est entremêlé. Ainsi après « 20 sols et 1 boisseau d'avoine » on lit : « Marc Antoine répudia Octavie sœur de César. » Tout cela demanderait, si on doit le publier, à être lu avec grand soin, suivi de très près, en partie résumé, mais avec quelques citations bien entendu et quelques notes explicatives.

LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL dit qu'il a dans ses provisions pour le *Bulletin* un certain nombre de livres de raison qui pourront être publiés, à commencer par le livre de commerce de l'orfèvre Beylot, de Périgueux, que nous a apporté l'an passé notre laborieux confrère M. Didon.

M. Joseph DURIEUX qui, malgré ses occupations militaires, veut bien ne pas nous oublier, nous écrit qu'il a glané dans un journal du Premier Empire quelques détails sur la Garde d'honneur de Périgueux en 1808 dont notre Société s'est occupée à plusieurs reprises (voir le *Bulletin* de 1899, p. 251 ; de 1910, p. 40 ; de 1912, p. 35, et le *Compte rendu du Congrès* de 1913, p. 73).

« La formation de cette garde à cheval qui comprit l'élite de la jeunesse périgourdine, avait été provoquée au mois de juin 1808 par l'espoir de voir l'Empereur traverser le département de la Dordogne en revenant de Bayonne, et non pas en se rendant dans cette ville. La garde tint à Périgueux sa première réunion le 15 août, fête de Saint-Napoléon. Après une visite de corps au Général et au Préfet, elle procéda à « quelques évolutions sur la principale allée de Tourny » ; sa belle tenue offrit « le plus intéressant coup d'œil en même temps que l'objet de son institution lui donnait un caractère auguste. »

» Un banquet lui fut donné chez son commandant, M. André

de Fayolle. Puis, dans la grande salle de la préfecture, le préfet fit reconnaître le chef et les officiers de cette garde. Il lui remit un guidon sur lequel se trouvait inscrite la devise *Surgit amore* et qu'offrirent les deux principales villes de la Dordogne. Des discours furent échangés, à cette occasion, entre le préfet et M. de Fayolle. Les gardes prêtèrent serment de fidélité et allèrent à l'église paroissiale faire bénir leur guidon. Ceux qui habitaient Périgueux firent le plus amical accueil à leurs camarades des autres villes. La réunion dura trois jours. »

Puis, M. LESPINAS nous présente un volume imprimé en 1847 à Périgueux qu'il a acheté dans une vente publique et qu'il croit être la première édition du *Périgord illustré* de l'abbé Audierne. Le volume s'arrête à la page 308 ; il est imprimé sur du papier meilleur que celui de l'édition de 1851 et contient aussi des planches supérieures, plus fines, non intercalées dans le texte.

Quelques-uns de nos confrères bibliophiles font remarquer que ce volume incomplet, s'arrêtant à la page 308, se compose de défauts d'imprimerie et ne constitue pas une édition. Il nous apprend du moins que l'impression de l'ouvrage, commencée en 1847, ne s'est terminée qu'en 1851.

M. Lespinas nous présente aussi une rareté bibliographique : c'est une tragédie de La Roque-Cusson, maire perpétuel et gouverneur de Montpazier, imprimée à Bordeaux en 1721, et intitulée *Alphonse et Aquitaine* ou le Triomphe de la Foi. Le *Dictionnaire des ouvrages anonymes* de Barbier ne la mentionne pas.

Enfin, notre imprimeur M. RIBES demande qu'en raison des conditions actuelles que lui font ses fournisseurs de papiers, la Société veuille bien lui accorder une majoration de deux francs par feuille d'impression. Il désirerait que cette majoration remontât à la livraison de novembre-décembre.

L'assemblée consultée décide qu'en raison des circonstances, l'augmentation demandée par M. Ribes lui sera accordée, mais temporairement.

La séance est levée à trois heures un quart.

Le Secrétaire général,
FERD. VILLEPELET.

Le Président,
M^{re} DE FAYOLLE.

Séance du jeudi 4 mars 1915.

Présidence de M. le marquis de FAYOLLE,
président.

La séance est ouverte à une heure, dans la salle du Château-Barrière.

Sont présents : MM. Charles Aublant, Bayle, le marquis de Bourdeille, Dubut, le marquis de Fayolle, Féaux, Lespinas, l'abbé Joseph Roux, le comte de Saint-Saud et Villepelet.

S'excusent par écrit : MM. Dujarric-Descombes et Charles Durand.

Le procès-verbal de la précédente réunion est lu et adopté.

M. le Président nous annonce la mort d'un de nos distingués confrères, M. le baron OBERKAMPFF DE DABRUN, chevalier de la Légion d'honneur, ancien receveur particulier des finances à Alais, ancien président de la Société littéraire et scientifique d'Alais. Il dessinait et gravait avec talent. Il était venu dans notre province lorsqu'il avait acheté le beau château de Sauveboeuf qu'il fit restaurer avec beaucoup de goût. Il nous offrit une plaquette qu'il publia en 1892 à Alais sur *Bouquet et son château*.

M. le Président nous apprend également la mort d'un de nos premiers préhistoriens en Périgord, M. REVERDIT, autrefois agent de l'Administration des Tabacs à Montignac, dont il fouillait les environs ; il alla poursuivre sa carrière à Tonneins. Il publia dans notre *Bulletin* des notes intéressantes, en 1879 une *Rectification sur une hache à douille*, et en 1890 sur des *Fouilles dans la grotte de Cognac*.

L'assemblée exprime d'unanimes et sympathiques regrets.

Notre bibliothèque a reçu, dans le courant du mois dernier, les brochures suivantes :

Comptes rendus des séances de l'année 1914 de l'*Académie des Inscriptions et Belles-Lettres*, bulletin de juillet, in-8°, avec

illustrations, Paris, Auguste Picard, éditeur ; contenant, p. 466, une communication de M. Brutails, correspondant de l'Académie, sur les *Eglises romanes du Bordelais* ;

Bulletin philologique et historique (jusqu'à 1713) du Comité des Travaux historiques et scientifiques, année 1913, n° 3 et 4, un fascicule in-8°, Paris, Imprimerie nationale, 1914 ; où sont publiés p. 388-408 par M. Villepelet, un *Inventaire de l'arsenal de Lyon* (septembre 1567) avec notes complétées et rectifiées par M. le commandant du génie Cazalas ; — et, p. 409-412, un hommage d'une paire de gants rendu à *Brantôme, abbé*, par Georges Chevalier, seigneur du repaire noble de Puymarteau, pour divers tènements situés en la ville de Brantôme, publié par M. Dujarric-Descombes ;

Bulletins de la Société des Antiquaires de l'Ouest, 3^e série, tome III, n° 5, 1^{er} trimestre de 1914, janvier-février-mars, un fascicule in 8° avec une planche, Poitiers, Lévrier et Bonamy, libraires-éditeurs ; où, p. 118, dans son discours d'installation, M. Rambaud critique le mauvais pavage ancien et la malpropreté des rues de la ville de Poitiers, comme on pourrait le faire de beaucoup d'autres villes actuellement ;

Bulletin trimestriel de l'Automobile-Club du Périgord, 12^e année, n° 2, juillet-décembre 1914, in-8°, Périgueux, imprimerie Ronteix ;

Revue de l'Agenais, bulletin de la Société d'agriculture, sciences et arts d'Agen, 41^e année, septembre-octobre 1914, in-8° avec deux portraits, Agen, Imprimerie Moderne ;

Et de M. de Saint-Saud, la *Semaine religieuse du diocèse de Périgueux* du 20 février 1913, in-8°, Périgueux, imprimerie Cassard frères ; contenant sa notice sur *Un évêque périgourdin peu connu, M^{sr} de Lolière-Puycomtal*, vicaire apostolique du Siam (1683-1755).

Des remerciements sont votés aux donateurs.

L'Institution Smithsonian, de Washington, nous accuse réception des six livraisons de notre *Bulletin* de l'année 1914.

M. DE SAINT-SAUD nous communique une nouvelle liste de documents qu'il verse aux Archives départementales de la Dordogne et qui, quoique plus récente que la précédente, est

intéressante à cause de l'importance des pièces : contrats de mariage, testaments, etc.

1667, 8 juillet. — Vente de la seigneurie de Plapech et de Lasalle par nobles François et Jean de Malcap, père et fils, seigneurs de Vierrevalle et de Lafaurie à messire Jean de Calvimont, baron de Saint-Martial, avec haute justice (confrontations intéressantes).

1671, 3 août. — Contrat de mariage de Jean de Saint-Gelais de Lusignan, chevalier, fils de messire François, avec Henriette de La Rochefoucauld, fille de Léonard, seigneur de Roissac et de Lydie de Lanes de La Roche-Chalais. C'est l'original signé d'une quarantaine de personnes parmi lesquelles, le duc et la duchesse de La Force, les Belzunce, les Ségur. Ils étaient protestants.

1672, 8 avril. — Emancipation de Charles d'Aloigny, seigneur de la Rolphie.

1681, 4 janvier. — Testament de Jean Reynier, seigneur de la Navoye, époux de Marie de Malet, dont il n'a que trois filles.

1682, 11 août. — Contrat de mariage de Jean Valleton, sieur de Garaube, avec Marie Chanaud, fille d'Etienne. Ils étaient protestants. Original signé d'une trentaine de personnes.

1684, 21 mars. — Constitution d'une rente par Antoinette de Labrousse, veuve de Blaise d'Aydie, seigneur de Vaugoubert, aux religieuses de Saint-Pardoux-La-Rivière, qui ont signé l'acte, ainsi que leur supérieure, Marguerite d'Abzac de Villars, au nombre de seize.

1684, 25 juin. — Contrat de mariage d'Anne Reynier, fille de Jean ci-dessus, avec Bertrand de La Bermondie, seigneur de la Fareille.

1685, 26 juin. — Testament de Marie Desrosier en faveur de Jean Debays, sieur du Breuil, lieutenant en l'Election de Périgueux (original).

1701, 21 mars. — Acquisition par Pierre Senet, marchand, de la paroisse d'Essards, en Angoumois, de biens au Maine-Archer, susdite paroisse, cédés par Ogier et Louis Restiers, seigneurs de La Faye (terre actuelle des de Plas) « sauteurs des Menus Plaisirs du Roy. » Les rentes seront payées à Antoinette, Françoise et Marguerite Jaubert de Lafaye.

1702, 1^{er} juin. — Testament original, scellé de ses armes, d'Antoinette de Durefort, demoiselle de Boissière, demandant à être inhumée dans le tombeau qu'elle s'est fait faire dans la chapelle des Récollets de Montpazier. Nombreux legs ; légataire universel : J. Sylvestre de Durefort, marquis de Boissière.

1745, 11 mars. — Donation par Marie de Pindray, dame de Brétange, paroisse de Beaussac, à Alexis de Campniac, seigneur de Lascouts, son fils, veuve de Jean de C..., seigneur de Romains.

1766, 12 février. — Testament d'Antoine de Vassal, écuyer (sans seigneurie), instituant Pierre Fauvel, fils du sieur de Vianelle, son beau-frère.

1774, 9 janvier. — Testament original, fait à la Roche-Chalais, de Jean Trigant de Lacroix, seigneur du Puch, Bernasse, etc., époux de Catherine de Pressac et père de Michel, Elisabeth, Ursule et Henri-Thomas.

1777, 19 août. — Jugement rendu par le comte de La Roche-Aymon, comme lieutenant des maréchaux, entre le baron de la Luminade et le baron de Beaupoil, père et fils.

Notre zélé confrère nous montre en outre un brevet de prélation imprimé, mais avec les blancs remplis. Il fut concédé en 1735 par les « tuteurs honoraire et onéraire d'Antoine-Louis de Belsunce, marquis de Castelmoron, baron de Montpaon », au sieur Pierre Laporte, et applicable aux biens sis paroisse de Ménéstérol, baronnie de Montpon, qui avait acquis ce droit de Vincent Noujaude. La pièce, signée de la marquise de Castelmoron et de Lenoyen, est scellée d'un cachet aux armes des Belsunce, posées sur un écu d'alliances, que M. de Saint-Saud essayera de déterminer, ayant l'intention de joindre la reproduction de ce document à celui similaire, présenté par lui à la séance de janvier, dans l'article destiné à notre *Bulletin*.

En s'excusant de ne point assister à la séance, notre érudit vice-président M. DUJARRIC-DESCOMBES nous envoie aussi deux titres sur parchemin, en latin, qui sont des reconnaissances :

L'une, du dimanche avant la fête de l'Exaltation de la Sainte-Croix de l'année 1384, concerne un jardin situé près Saint-Astier, entre le ruisseau de la Vergne et le jardin d'Hélie des Terrasses, que Pierre Grégoire, de la dite ville de Saint Astier, reconnaît tenir de noble homme Archambaud Rampnoul de Grignol, moyennant une rente annuelle de 12 deniers payable à la fête de Noël ;

L'autre, du 8 octobre 1502, est consentie par Molin Coustal, de la paroisse de Lusignac, pour le maynement de Dailhe, sis dans cette paroisse, au profit de Joachim de Mareuil, prieur du Peyrat, archiprêtre de Villebois et de Goût, représenté par religieux homme frère Arnaud Mercier, prêtre, curé de Saint-

Après, dépendant du prieuré du Peyrat de l'ordre de Saint-Augustin. La rente due consiste en un quart de boisseau de froment à la mesure de La Tour-Blanche et 16 deniers tournois de cens ou de rente et un denier tournois d'acapte, le blé payable à la fête de Saint-Michel archange, et l'argent à la fête de la Nativité de Notre Seigneur, portable à Lusignac.

M. Dujarric nous fait remarquer que parmi les confrontations de la terre, objet de la reconnaissance, est citée une terre de Hélie Chilhaud, notaire à Lusignac, qu'il croit être l'auteur de la famille anoblie des Chilhaud, des Fieux, de La Rigaudie, etc.

M. DE BOURDEILLE offre également à nos Archives un beau testament mystique, du 3 juin 1674, de Philibert d'Aix, écuyer, seigneur de Meymy et de La Feuillade, écrit dans la maison de M^e Jean Roubert, notaire à Périgueux, et par lequel il fait de nombreux legs aux pauvres et à sa famille et il désire être enterré dans ses tombeaux de l'église de Coursac.

Ces documents seront versés aux Archives départementales.

M. l'abbé Joseph Roux nous rappelle ensuite qu'en 1893 (*Bulletin archéologique*, XX, p. 303), dans un article sur l'encombrement de la rue Salinière, M. Hardy, cherchant à expliquer le mot *la Grammelha* appliqué à la porte de Saint-Front donnant sur la place de la Clautre, proposait la signification de « porte de la plainte, des soupirs » (p. 306, note 2).

« Je croirais, disait-il, que ce mot dérive de l'adjectif roman « gram » triste, plaintif.... La porte de la Grammelha serait la porte de la plainte, porte des soupirs et des sanglots. Ce nom lui serait venu de la triste cérémonie qui s'y accomplissait lors des exécutions de justice. Avant d'être remis au bourreau, le criminel était conduit devant la principale porte d'entrée de l'église de Saint-Front et là faisait son amende honorable. Dans son langage expressif, le peuple aura voulu rappeler ces souvenirs en désignant cette porte sous le nom de « la Grammelha. »

» Les Archives municipales de Périgueux (FF. 216) nous apprennent d'une façon très formelle que ce n'était pas devant la porte de la Clautre que les condamnés faisaient leur amende

honorable, mais bien devant la porte du Gras, et que ce n'est qu'après cette station à la porte du Gras qu'ils allaient au lieu de l'exécution sur la Clautre.

» Il est surprenant que M. Hardy, qui a résumé lui-même cette pièce des archives municipales dans l'inventaire qu'il en a dressé, ait pu faire cette confusion. Elle n'est explicable qu'avec la supposition que c'est avant de l'avoir inventoriée qu'il a rédigé la note en question.

» Il y a d'ailleurs dans l'histoire de l'église Saint-Front un fait matériel qui s'élève contre l'interprétation du savant archiviste, c'est que la porte de la Clautre (la Grammelha), n'a pu être porte principale et publique de l'église à coupoles qu'après 1583. Je dis de l'église à coupoles, car il est évident qu'elle était bien porte principale et peut-être unique de l'église antérieure ; mais depuis la fondation de l'église à coupoles jusqu'en 1583, la porte du Gras resta la porte principale réservée au public. Celle de la Clautre était une porte secondaire qui, pendant longtemps même, fut exclusivement à l'usage des religieux.

» En effet, jusqu'en 1583, le chœur des religieux resta dans l'église à coupoles sous la coupole de l'ouest, près du clocher, il est donc tout à fait certain que le public ne passait pas par la porte de la Grammelha, parce qu'il aurait été obligé de traverser le chœur des religieux pour aller jusqu'à la nef, ce qui est absolument inadmissible.

» Les condamnés devaient être conduits à la porte d'entrée du public, et non à une porte secondaire et réservée, puisque c'était une cérémonie de réparation publique qui leur était imposée avant leur exécution. Ce n'était donc pas à « la Grammelha ».

» Je voudrais, par cette petite rectification, soumettre de nouveau ce nom de porte aux investigations de nos savants confrères étymologistes. Peut-être finirons-nous par en connaître la vraie signification. Pour ma part je le désire beaucoup, car je me persuade qu'elle nous porterait quelque aide pour démêler l'écheveau encore un peu embrouillé des constructions qui ont précédé l'église à coupoles. »

Cette question d'étymologie donne lieu à une discussion

un peu confuse. Suivant quelques-uns de nos confrères, c'est bien là sur la place de la Clautre, où était le gibet, que devaient être entendus les plaintes, les soupirs, à l'heure des exécutions criminelles, et où, au moyen âge, était un cimetière, qui avait vu couler des larmes.

M. DUBUT nous donne ensuite communication de deux contrats d'apprentissage, l'un du 3 février 1745, passé à Sainte-Aulaye entre la veuve d'un notaire M^{me} Delespine, agissant pour son fils, et le sieur Chambaudye, m^e chirurgien à Bazac, localité voisine ; — l'autre, du 27 janvier 1766, est un contrat d'apprentissage de tailleur d'habits, passé entre le patron Barthélemy Rouzier, demeurant au village de Massias, paroisse de Saint-Michel-de-l'Ecluze, et le mineur Jean Grollier, représenté par sa mère veuve, demeurant au lieu de la Renurie, paroisse de Chenaux.

Ces deux pièces seront publiées.

M. LESPINAS nous apporte une notice intéressante sur l'auteur de la tragédie qu'il nous a montrée à la dernière séance, Bertrand de Lamouroux, seigneur de La Roque-Cusson, conseiller du Roi, maire perpétuel de la ville de Monipazier, premier capitaine au régiment de La Force, et il nous lit quelques extraits de son œuvre, *Alphonse et Aquitime* où l'influence de Corneille se fait sentir.

Après lecture, l'assemblée décide que cette notice sera insérée au *Bulletin*.

M. BAYLE veut bien nous apporter aussi une notice qu'il nous avait promise depuis longtemps sur la famille et les ancêtres du maréchal Bugeaud. Il nous montre la branche de Thomas Bugeaud sortant d'une souche de maréchaux et de notaires de Lanouaille et des environs. Puis, plus tard, au xvii^e siècle, par l'industrie du fer, l'un des ancêtres Louis arrive à la fortune et à l'élévation sociale. En 1732, il est « noble Louis Bugeaud, écuyer, seigneur des flefs de la Piconnerie, les Plasses, la Durantie » ; il avait acheté l'année précédente une charge de conseiller à la Cour des Aides de Montauban qui l'anoblissait. C'est son fils aîné, Jean-Ambroise, né à Gandumas le 7 décembre 1730, marié en 1771 avec Fran-

goise de Sutton de Clonard, qui est le père du maréchal Bugeaud.

Cette notice instructive, faite à l'aide des registres paroissiaux, des minutes de notaires et des papiers judiciaires, sera publiée.

Puis, M. Joseph DURIEUX nous signale dans *Feuilles d'histoire* (dernier n° de 1914) une étude sur les souvenirs de M. Magne et la guerre de 1870.

« Les Notes que la *Revue hebdomadaire* a publiées en juin 1914 avaient été écrites quelque temps après les événements par M. Pierre Magne en vue de Mémoires qu'il ne devait jamais rédiger. On peut le regretter, observe l'auteur de l'article, le général Palat (l'historien militaire Pierre Lehautcourt), car il s'agit de l'un des hommes d'Etat qui firent le plus d'honneur au second Empire.

« Pendant de longues années M. Magne joua un rôle de premier plan, soit comme ministre des Finances, soit comme membre du Conseil privé. C'est à ce dernier titre qu'il assista aux événements de juillet 1870. Son témoignage est donc doublement précieux : c'est celui d'un spectateur très bien informé, mais aussi d'un témoin indépendant, puisqu'il est à l'écart de la direction, tout en gardant — il est à peine besoin de le dire — le dévouement le plus absolu au régime impérial. »

» Le général Palat consacre son étude d'une vingtaine de pages à examiner dans le détail les notes et souvenirs de M. Magne qu'il rapproche, avec beaucoup d'intérêt, des autres témoignages les mieux accrédités.

» Permettez-moi d'appeler aussi votre attention sur le centenaire d'un événement qui ne saurait passer tout à fait inaperçu : le passage du duc et de la duchesse d'Angoulême dans la Dordogne, les 3 et 4 mars 1815. Leurs Allesses furent reçues à Firbeix, extrême frontière du département, par le sous-préfet et le conseil municipal de Nontron ; à Lacoquille, par le préfet et le général Souham. Dans la ville de Thiviers, pavoisée et enguirlandée, un arc de verdure se dressait à plus de cinquante pieds de haut. Autour des voitures, cent jeunes gens des deux sexes dansèrent au son de 25 musettes, et

Madame parut agréablement surprise de ce spectacle nouveau. A Sorges, on entendit le compliment du sous-préfet de Périgueux.

» Vers 4 heures de l'après-midi, sous l'arc orné d'emblèmes et de transparents qui s'érigait entre la route d'Angoulême et les allées de Tourny, les autorités de Périgueux, les députés et les membres du Conseil général, le Corps municipal et la Garde nationale accueillirent le cortège que la foule acclama. Le maire prononça au milieu du brouhaha une allocution qu'on n'entendit pas. Le 41^e de ligne, sous le commandement du général Pinoteau, faisait la haie sur tout le parcours, le long des boulevards en passant par la place de Prusse (aujourd'hui Francheville).

» Au bas du perron de la préfecture (l'actuelle Ecole normale d'institutrices), la calèche s'arrêta. Quarante demoiselles présentèrent des fleurs au duc et à la duchesse, puis firent entendre au cours du dîner une cantate de circonstance :

« Entendez les accents des enfants de Vésone. »

» Périgueux s'illumina. Un bal eut lieu dans une salle du collège et réunit un millier de personnes, dont 300 dames élégantes. On chanta des couplets composés par M. de Moneys d'Ordières, où il était dit

Que les Français et les Bourbons
Ne peuvent être heureux qu'ensemble.

» Madame qui avait témoigné plusieurs fois sa satisfaction, ne put s'empêcher de dire sur le ton le plus touchant : « Ah ! c'est bien vrai ! » L'auteur, félicité par elle, répondit que, quand le cœur inspire, on parle aisément son langage. Leurs Altesses firent le tour de la salle et exprimèrent *des choses flatteuses* à quelques dames. Le duc, venu à pied au bal, s'en retourna de même.

» Le lendemain matin, après avoir entendu la messe à la préfecture, le duc d'Angoulême se rendit à la plaine des Izards pour passer la troupe en revue. Au Pont de la Cité, il répliqua à un compliment du maire qu'il n'oublierait jamais les habitants de Périgueux. Sur le terrain de la revue, il distribua des décorations, Madame remit le drapeau du régiment.

Accompagnés par le préfet jusqu'à la Massoulie, les princes furent complimentés à Mussidan par les autorités de l'arrondissement de Ribérac. Ils traversèrent Montpon jonché de verdure et dont les maisons se drapaient en blanc. Dans tout le département, assure le journaliste officieux de cette époque, il n'y a pas un seul homme sensible qui ne garde de ce passage un souvenir délicieux.

» Cependant le mois ne s'était pas écoulé que ces mêmes habitants recevaient avec joie la nouvelle du retour de l'Empereur et acclamaient à nouveau les couleurs nationales....

» Le 15 octobre suivant, les Périgourdins, toujours amis du pouvoir, fêtèrent la Sainte-Thérèse, patronne de la duchesse d'Angoulême, par un feu d'artifice et un bal ; le conseil municipal de Périgueux envoya une adresse pour protester de son zèle.

» Pendant les années qui suivirent, la garde nationale s'assembla le 3 mars sur la place de Prusse afin de commémorer l'anniversaire de cette journée où les habitants eurent « le bonheur de voir pour la première fois dans leurs murs » le duc et la duchesse d'Angoulême.

» Le duc était, en effet, revenu à la préfecture de Périgueux dans la soirée du 8 janvier 1816 et avait passé, le lendemain, sur Tourny, la revue de la garde nationale, des pompiers, des gendarmes et de la légion départementale. Malgré la pluie, la foule était nombreuse à saluer celui qu'on nommait le héros du Midi et à « jouir jusqu'au dernier moment de sa présence adorée ».

» En 1823, Madame reçut à Bordeaux une députation de Périgueux (2 mai) et une de Ribérac (18 août). Dans un banquet, le 3 juin, la Société philologique de Périgueux célébra par des couplets

la fille des Rois
Dont le nom vivra d'âge en âge
Et dont le malheur tant de fois
Servit à doubler le courage.

» Ces notes montrent bien l'importance de l'événement que nous rappelons et les souvenirs qu'il avait laissés dans la société de ce temps. »

M. Charles AUBLANT rappelle ensuite qu'à l'une de nos précédentes séances, M. le comte de Saint-Saud avait demandé quelques éclaircissements au sujet des demoiselles de Jay de Beaufort portant le prénom d'Elisabeth.

» Par les papiers que je possède sur cette famille périgourdine, nous dit-il, je puis lui fournir les renseignements suivants :

» D'après quittance de droits de succession, du 22 novembre 1806, signée Moulinard, *Elisabeth de Jay* décéda le 24 mai 1806 ; autre *Elisabeth de Jay*, sa sœur, décéda ce même jour 24 mai 1806 ; et c'est autre *Elisabeth de Jay de Barrière*, sœur des décédées, qui acquitte les droits de succession.

» Cette dernière, d'après quittance du receveur de l'enregistrement, signée Darille, du 10 septembre 1816, décéda le 11 mars 1816.

» Par son dernier testament en date du 15 novembre 1812, elle donne le tiers de ses biens à autre *Elisabeth de Jay*, sa nièce, épouse de M. le baron de Bouillet et les deux autres tiers à messire Jacques de Jay de Beaufort, maréchal de camp, son frère. »

M. DE SAINT-SAUD remercie ; il avait déjà reçu une réponse à ce sujet de M. Dujarric.

Avant de lever la séance, quelques-uns de nos confrères expriment le désir que M. le Préfet veuille bien faire ouvrir, quelques heures par semaine, le dépôt des Archives départementales où ils ont l'habitude de faire des recherches pour leurs travaux historiques.

Ce vœu sera transmis dès demain à M. le Préfet de la Dordogne, à la bienveillance de qui il sera fait appel.

La séance est levée à trois heures et demie.

Le Secrétaire-général,

FERD. VILLEPELET.

Le Président,

M^{re} DE FAYOLLE.

NOTES SUR DES

CHARTES PÉRIGOURDINES

(*Suite et fin*).

1407/8. — 4 mars. — Fragment du contrat de mariage d'entre Bernard de Guetz, seigneur de Puyguilhem et Jeanne Fergande d'Estissac, fille de feu Raymond, seigneur d'Estissac au diocèse de Périgueux et de Catherine de Berneyra, et sœur d'Amalric Fergand d'Estissac. (E, sans numéro.)

1411. — 24 juin. — Quittance donnée par Pierre de Verdalon, tabelion de la cour (comtale) de Montignac pour le comte de Périgord, à Hélié de Veyras, receveur dud. comté, pour 7 liv. tour. à lui dues par les habitants de Saint-Léon, à la suite d'un procès à propos du guet. (Le sceau (celui de Montignac) semble représenter des fleur de lys surmontées d'un lambel). (E, *id.*).

1414. — 23 juin. — Nomination par le comte de Périgord de « messire » Gérauld de Peyrat, licencié ès lois, comme juge de Montignac et autres terres et seigneuries du Périgord, en remplacement de feu messire Gérauld, son père. (E, *id.*).

1419. — 15 juillet. — Quittance de 100 liv. tour. donnée par Jean de Lestrangle, capitaine de Montignac pour le comte de Périgord, à Hélié de Veyras, receveur du comté de Périgord, par les mains de Pierre de Fleury, son prédécesseur comme capitaine dud. château. (Le sceau, très effacé, porte un cimier très élevé et un griffon à sénestre comme support). (E, *id.*).

1420/1. — 26 février. — Quittance de 50 liv. tour. donnée par Raymond Paute, écuyer, capitaine du château de Bourdeille pour le comte de Périgord, à Hélié de Veyras, receveur du comté de Périgord. (Le fragment de sceau porte 2 pattes de griffon ; on peut se demander si c'est le sceau de la châtellenie, formé des emblèmes héraldiques de ses seigneurs, 2 pattes de griffon, ou celui modifié de la famille Paute, qui portait 3 pattes d'oiseau accompagnant un chevron). (E, *id.*).

1428/9. — 16 mars. — « Extraict des possessions qui sont demeurées à Pierre Carbonnier par le partaige fait des biens de feu Ramond, entre led. Pierre et Aimée Carbonnier, femme d'Arnaud Alphéry. » La maison paternelle de Carbonnier, sur la place de Castillonès, y est mentionnée, ainsi que celle des moines de Cadouin. (E, sans numéro.)

1439. — 28 décembre. — Ordres donnés par le comte de Périgord, Jehan de Bretagne, à Etienne Froment, en qualité de notaire et secrétaire du Roi, commis en Périgord, pour la distribution de 5.000 liv. tourn., destinées à délivrer la place de Thenon, prise par les Anglais, et pour obliger Jean de Beaupoil, receveur au Bas-Limousin, à payer à Pierre de Royère 150 liv. tourn. (E, *id.*) La pièce est signée par Jehan de Bretagne.

1439/40 et 1455. — 11 mars et 7 mars. — Double bail à cens du tènement de Chauf, paroisse de Razac, en faveur du comte de Périgord, par Antoine et Marie de Chaufrau, et par Jean et Marie de Clusio (Vidimus de 1788). (A, n° 30.)

1441. — 29 mars. — Vente par Guillaume de Guiazac, paroissien de Saint-Crépin-d'Auberoche, fils de N... La Besse, de la paroisse de Rouffignac, à Jean et Hélie Coze, etc., de la paroisse de La Douze. (C).

1455. — 29 novembre. — Acte concernant noble Jean de Cugnac, seigneur de Caussade, en Périgord, et Ramond Bernard de Belcastel, seigneur de Campagnac, en Quercy. (A, n° 9.)

1459 à 1524. — Nombreuses pièces relatives à Costeraste, hameau dans Gourdon (Quercy), que je ne signale que parce qu'il y est question de la famille sarladaise de Tustal. (C).

1460. — 28 avril. — En présence de Jean « de Venthenaco », ouvrier, et d'Antoine Dumonteil, cordonnier, de Périgueux, vente par Arnaud de Golse, marchand de P. (1), à Guillaume « de La Villata », de Neuvic, du village (*sic*) de Theurat, en Neuvic. (C).

1469. — 21 novembre. — « Je, Pierre Durand, notaire et bourgeois de Pierregueulx, confesse avoir eu et reçu de monsieur maistre Guillaume Pinete, secrétaire de monsieur duc de Guyenne et son receveur ordinaire et des aides ou équivalent au pays de Pierregort, la somme de 14 livres tournois » pour dépenses faites par Louis de Salignac, maître des requêtes de l'Hôtel du duc. (E).

1470. — 27 mars. — Accense du moulin du Pont, par la dame de Barrière, du diocèse de Périgueux. (Ce document a dû être publié dans les *Archives Historiques de la Gironde*). (C).

1473. — 17 novembre. — Accense à bail nouveau par Géraud Arnaud, dit de Golse, bourgeois et marchand de Périgueux, à Jean Rastel, bachelier en droit, habitant de Mussidan « quamdam pleyduram sitam in predicta villa de Mussidano. » (B, n° 197.)

(1) Aux Archives municipales de Bordeaux, dans les mss. Drouyn, on trouvera aussi d'intéressants renseignements sur cette famille des Arnaud dits de Golse, qui parvint à la chevalerie.

1476. — 7 juin. — Reconnaissance féodale pour biens à Font-Rayne par Géraud Arnould, bourgeois de Périgueux, à vénérable Arnould Foucher, prieur de Merlande, et Bernard « de Petralata », chapelain de Lisle, chanoines de Chancelade. (A, n° 11.)

1485. — 2 mai. — Reconnaissance féodale d'une maison à Mussidan par Thomas Boucharessas, marchand et hôtelier de Mussidan, à honorable et discret Géraud Arnould, dit de Golse, bourgeois de Périgueux. (B, n° 195.)

1485. — 9 juin. — Ordre donné par le trésorier du Roi à Jean Le Prevost, receveur du comté de Pedenac, de celui de « Montiniaco », et de la baronnie d'Essenon, de payer de 200 liv. tour. à maître Antoine de Pompadour, conseiller et maître des Requêtes du Roi. (F, n° 28.)

1488. — 8 juin. — « Jacobus Bardeti, domicellus, procurator.... Johannis Tallerandi, principis de Chalesio et domini de Granolhio..., et Arnaldus sive Naudy et alter Arnaldus del Ponteilh, fratres, procuratores de Novovico honorii de Granholio, senescallie Petragoricensis. » Cession aux dits Ponteilh de pièces de landes et de bois en Neuvic sous le devoir de 2 sols 6 deniers de rente féodale. (C).

1497-8. — 13 février. — Devant Demanso, garde-scel de la vicomté de Limoges, acte entre Jean Papon, prêtre de la paroisse de Nanteuil, diocèse de Périgueux, et Etienne Chassaing, prêtre de celle de Sarrazac. (A, n° 12.)

1498. — 1^{er} septembre. — Dans un rôle de sommes que le Roi a ordonné à Antoine Bayart, son trésorier général en Languedoc, de payer à plusieurs seigneurs, on relève les noms de : Geoffroy de La Croix, « monsieur de Monthoison », de Beaumont de Polignac, Guérin de Talleyrand « seigneur de Fidelles. » (F, n° 87.)

1500/1. — 2 mars. — Reconnaissance féodale par Fronton Arnould dit Golse, fils de Géraud, à noble Pierre « de Scutoux, domicellus, dominus de Cugnaco », pour biens en Saint-Médard-de-Mussidan. (A, n° 21).

1504. — 17 juin. — Echange entre Bertrand de Lur, seigneur de Freyssinet et de Longa, et Jean Arnould, bourgeois de Périgueux, majeur de plus de 18 ans mais mineur de moins de 25, honnête homme Fronton Arnould fils de Géraud, maître Jean de Platre, bachelier en droit, et Jean son frère, ces deux derniers bourgeois de Mussidan. (B, n° 198.)

1505. — 14 mai. — Vente par probe homme Guillaume Goursi, de la par. de Saint-Jean-de-Vern, de 15 cartonniers de froment à prudent h. Fronton Arnould, bourgeois et marchand de Périgueux. (C).

1509. — 25 avril. — Reconnaissance, reçue par Chabanier, notaire, où sont nommés Pierre dit Parouty Audebert, *alias* Mourel, Léonarde Garnhypo (?) sa femme, Fronton Arnould, bourgeois, tous de Périgueux. (C.)

1511. — 21 novembre. — Devant Frarite, notaire, en la maison de « Guillelmi Brolhandi loci de Thocania », vente par Pierre de Lagrange à Jean de Londays, dit Puychounet, de Tocane. (A, n° 13.)

1523. — 27 septembre. — Vente pour 45 écus d'une pièce de vigne de la contenance d'un journal, mesure de Montravel, sise à Puyguyraux, paroisse de Lamothe-Montravel, par Pierre Aur, seigneur de la Fortune, demeurant audit Lamothe, à Arnaud Bonnaud, marchand de Castillon. (A, n° 31.)

1524. — 8 décembre. — Acte (reconnaissances féodales) passé à Saint-Méard-de-Dronne, entre Martial de Freyssengeas, habitant du Breuil, en Saint-Méard, Jean Dauriac, notaire de Périgueux, procureur de François de Belcier, président au parlement de Bordeaux, tuteur de François Arnaud de Golse, seigneur de Sallegourde. — 10 juin 1536, acte semblable dudit Belcier avec Hilaire et Jean de La Place, pour biens en Mussidan. (A, 4 et 6.)

1525. — 7 novembre. — Acte reçu par Regis, notaire du chapitre de Saint-Astier, entre l'évêque de Périgueux et les chanoines de St-Astier : Bertrand de Chaumont, Jean « de Auriaco », Arnaud de Turenne, François « de Carreris, Johannes de Tailhefer, Johannes de Turenna, Vasconis de Comarco et Michael Geneste. » Nobles Antoine de Montardit et Pierre de Salignac, protonotaire, sont nommés. (A, n° 25.)

1593/4. — 16 janvier. — Acte entre Huguet Trochasson, de Périgueux, et Jeanne Arnould, femme de Charles de La Rébuterie, conseiller au parlement de Bordeaux. (B, n° 204.)

1543. — 24 avril. — Contrat passé à Mussidan entre Jeanne Arnould, dame de Sallegourde, femme de M^r M^{re} Charles de La Rébuterie, conseiller au parlement de Bordeaux, d'une part, et Pierre des Meyas, dit de La Place, fils de feu Petit-Jean des Meyas dit de La Place, de Mussidan, d'autre part. Témoin Guillaume Bascharetie. Il s'agit d'une vigne que feu Fronton Arnould de Golse, père de Jeanne, avait reçue en arrentement dud. feu des Meyras ou Meyas. (B, n° 199.)

1544/5. — 21 janvier. — Accense et afferme d'une vigne en Saint-Crépin à Léonard Champernaude, prêtre, par noble demoiselle Louise de Bloys, veuve de noble Clément Saunier, conseiller au parlement de Bordeaux, mère tutrice de Raymond, Grimond et Lancelot, et tutrice de François, fils dud. Clément et d'Anne du Saillant, sa première femme. Fait au repaire de Labarde en Saint-Crépin. (A, n° 23.)

1561. — 5 mars. — Acte concernant Bertrand de Makanam, seigneur de Sallegourde, Baptiste Vigouroux, avocat du Roi à Périgueux et Jean Perrot, seigneur de Crognac. (A, n° 7.)

1573. — 29 octobre. — Ancelin Menou, maître en partie de la forge haute du Bugue et Jeanne Duchayne, sa femme, habitant à la Carbonnière, paroisse du Bugue, vendent à Jean Barbarin, conseiller au présidial de Périgueux, le boriage de Beauregard, tel qu'ils l'avaient acquis de Catherine Gentil, fille de feu Marsal, bourgeois et marchand de Périgueux, et femme d'Hélie de Mangon, lieutenant du vice-sénéchal de Périgord. (C).

1575. — 20 juillet. — Vente de biens à Pierre de Maraval par Pierre de Jacme, de la paroisse de Carsac, et par Etiennette Maraval, sa femme. (C).

1576. — 31 octobre. — A Sarlat, articles de mariage de Bertrand de Besco, fils d'Antoine, juge d'Issigeac, avec Jeanne de La Serre, fille de Jean, conseiller au parlement de Bordeaux, et de feue Comtesse de Bach. (C).

1583. — 1^{er} janvier. — « En la ville de Biron, sur les galleries des Chanoyne dud. lieu en Périgord », bail à fief nouveau par Pierre Mascard, prieur de Saint-Avit-Sénieur, à Jean de Bacounet, capitaine du château de Biron, d'une pièce de terre à St-Avit. (D, n° 162.)

1612. — 13 décembre. — A Saint-Avit-Sénieur, articles de mariage de M^{me} Guillaume Raulon avec Anne Chanteloube, fille de Jean et de Catherine Jaumière. (D, n° 168.)

1620. — 13 février. — Hommage rendu à l'archevêque de Bordeaux (cardinal de Sourdis), seigneur de Montravel, par Annet de Penault, écuyer, seigneur de Saint-Michel et du Gravoux en Périgord, pour le tènement de Collis, juridiction de Montravel, dont il a fait dénombrement à Pierre Daugereau, juge de Montravel, et à Jean Chevalier, avocat, député pour la vérification des fiefs dud. archevêque ; et ce sous le devoir « d'un gracieux baizer à la joue à la coustume des prélats. » (D, n° 16.)

Comte de SAINT-SAUD.

FONDATION DE L'HOPITAL GÉNÉRAL DE PÉRIGUEUX

Les historiens locaux qui ont parlé de l'Hôpital général de Périgueux, appelé aussi Manufacture, ont omis le nom de son fondateur. Je ne saurais mieux travailler à la réparation du

tort fait à la mémoire du personnage auquel nous sommes redevables d'un si utile établissement qu'en publiant le texte inédit du titre lui-même de cette charitable création.

Ce personnage était Christophe de Raymond, seigneur de Saint-Paul, fils de Gabriel, sieur de Vignolles, et de Marguerite de Macanan, dame de Sallegourde.

Il se fit prêtre, et fut curé de Varets, en Bas-Limousin. Je suis porté à croire que des raisons de santé l'obligèrent à abandonner le ministère et à se retirer, d'abord au château de Sallegourde, paroisse de Marsac, puis à l'abbaye voisine de Chancelade.

Ce fut dans cette dernière retraite qu'il conçut et réalisa le projet de doter la ville de Périgueux d'un hôpital général, sur le modèle des établissements du même genre existant déjà dans plusieurs villes du royaume.

Les archives de Périgueux mentionnent, dès l'année 1659, la fondation de l'« hospital de manufacture » pour recevoir les enfants pauvres, les élever dans les principes du christianisme et leur apprendre un état. Le succès de cet essai concernant la jeunesse pauvre détermina l'abbé de Saint-Paul à étendre les bienfaits de son institution. Trois ans plus tard, les conditions d'une hospitalisation générale étaient réglées devant le notaire des Chanceladais, M^e Delagarde. Ce fut le 23 juin 1663, qu'il donna dans ce but sa propriété du Chapeau-Rouge, sise dans la paroisse Saint-Martin de Périgueux.

Voici la teneur complète de cet acte, dont je dois la minute originale à l'abbé Audierne.

*Donation de Messire Christophe de Reymon
à l'hospital de la ville de Périgueux.*

« Cejourd'huy vingt troiesme juin mil six cens soixante trois, dans l'abbaye de Chancellade, parroisse de Beaumont, en Périgord, après midy, pardevant moy notaire royal, soussigné, et tesmoingts bas nommés, a esté présent en sa personne Messire Christophle de Raymond, prestre, escuyer, seigneur de St-Pol, demeurant à présent dans la dicte abbaye, Lequel, porté du désir de procurer la gloire de Dieu et considérant combien les ecclésiastiques, particulièrement les personnes de condition, auxquels Dieu a donné des moyens, sont

obligés de les employer aux œuvres de miséricorde, pour ces considérations et de son bon gré et libérale volonté, et parce que ainsin luy a pleu et plait, a fait don et donation pure et simple entre vif et à jamais yrévocable en faveur des Pauvres de l'Hospital général de manufacture sy après désigné, moy notaire pour lesdictz pauvres stipulant et acceptant, scavoir est, d'une sienne maison, offices, préclautures, basse cour, jardin, appandances et débandances dicelle, vulgairement appelée le Chapeau Rouge, noble et exante de toutes debtes et charges, sittuée dans la parroisse de St-Martin, près lad. ville de Périgueux, confrontant avec le grand chemin alant des Terrières à la porte de Tailhefert dud. Périgueux, d'une part, et aux reverands pères Jacobins, un chemin entre deux, et aux appartenances du jardin de Mestre Hélies Sargetier et au jardin du Couchier, d'autre, et aux enclos et jardin des sieurs Faure, chanoyne, et du sieur de Rochefort, son fraire. La dite donnation faite par led. seigneur de St-Pol de la susdite maison et meubles estant au dedans, le tout à luy appartenant, pour servir à l'establissement d'un hospital général aud. lieu, pour y instruire et eslever les pauvres dans la piété et divers mestiers, conformément aux establissemens des hospitaux généraux de manufacture en diverses villes du royaume, sous les conditions suivantes :

Premièrement, que led. seigneur de St-Pol s'est réservé et réserve l'uzufuit de lad. maison et l'uzage desdictz meubles donnés sa vie durant ;

Secondement, que pour le bien spirituel desdicts pauvres, il y aura un aumousnier p^{re} pris de la communauté de la Mission dud. Périgueux et choisy dicelle alternativement par le supérieur dicelle pour l'instruction continuelle des pauvres et administration des sacremens, sepultures et nécessités spirituelles ;

Troisièmement, que led. hospital général sera régy et gouverné par des personnes de piété et de zelle au service de Dieu, choisy esde tous les cors de lad. ville de Périgueux, suivant la direction p^{re} et observée dans l'hospital de Ste-Marthe de lad. ville, chargeant l'honneur et la confiance des directeurs de travallier avec soin à l'establissement et entretenement dud. hospital quy sera dirigé et gouverné par d'autres depputés que des définiteurs dud. hospital de Ste-Marthe, o la charge néangmoingz que lhors qu'il y aura des pauvres de l'un et l'autre sexe malades dans ladicte manufacture, ils seront portés et receus dans led. hospital de Ste-Marthe dud. Périgueux pour y estre traictés et nourris pendant leur maladie. Ainsin qu'il est accoustumé et uzitté aud. hospital, priant et désirant ledit sieur donnateur qu'il soit en-

treteu une bonne correspondence entre lesdictz hospitaux et leurs directeurs, sans confusion ny meslange de leurs revenus ;

Quatrièmement, o la charge que lesdicts pauvres dud. hospital de manufacture prieront Dieu pour le repos de l'âme dud. seigneur donateur et de feu le seigneur et dame de Vigniole, ses père et mère, ensemble pour le salut des seigneurs et dames ses frères et sœurs et autres parans proches dud. seigneur de St-Pol, donateur ;

Cinquièmement, que pour l'establissement et entretenement perpetuel dud. hospital général, led. seigneur de St-Pol veut et entand et prie Messire révérend père en Dieu Monsieur l'abbé de Chancellade et ses successeurs réguliers, prieur ou autre depputé de lad. abbaye de Chancellade, d'avoir soin et veiller ad ce que la susd. volonté et donation dud. seigneur de St-Pol soit exactement observée et exécutée en tous ses poingt au plutost, et au cas que led. hospital général de manufacture ne fut estably ou que lad. œuvre vint à cesser par quelque accident, incurie ou autrement, led. seigneur de St-Pol veut et entand que la dicte donation en faveur dud. hospital général demeure pour nulle et revoquée, et, partant que besoin seroit, en fait aud. cas dès à présent don et donation pure et simple entre vif et à jamais yrevocable en faveur du chapitre des chanoynes réguliers de St-Augustin de Chancellade, voulant que les dicts meubles et immeubles sy dessus donnés soient acquis et unis à la manse dud. chapitre de Chancellade, pour en user comme des autres biens propres de lad. manse, sans que pour raison de toutes les susdites conditions, led. seigneur de St-Pol soit tenu de fournir autre chose en argent, fonds ny revenus, sous quel pretexte que ce soit que les susdictz biens, maison et meubles sy dessus donnés aud. hospital général, et pour requérir l'insignation de la presant donation au greffe royal de la p^{te} seneschaussée de Périgueux, led. seigneur de St-Pol donateur a constitué pour son procureur Mestre François Lavan-dier, ou à son deffaud chacun des autres procureurs de la dicte cour de la presant seneschaussée, et moydit notaire aud. nom pour accepter la dicte donation et aux fins de lad. insignation Mestre... Lau-barède, procureur en lad. cour, ou à son déffaut chacun des autres procureurs dicelle, promettant avoir pour agréable tout ce qui sera par eux fait et négocié aud. affaire et les en relever indemne à peine de tous despens, dommages intérêts. De laquelle donation et constitution de procureur led. seigneur de St-Pol m'a requis acte, ce que lui ay consédé soubz le scel royal, es presances de Monsieur Mestre François de Simon, escuyer, sieur de Chatillion, concelhier du Roy en ses conseils d'Estat et privé, président au siesge présidial dud.

Périgueux et y habitant, et de Fronton Lagorsse, clerc, habitant de
présant du village de Las Grezas, susd. paroisse de Beaumont, tes-
moingtz qui ont signé avec led. seigneur donateur et moy.

(Signé) : C. RAYMOND, donateur susd., DE SIMON p^{re},
F. LAGORSSE p^{re}, DELAGARDE, notayre royal.

Ainsi qu'il est rappelé dans le contrat, il existait déjà, grâce
à la munificence du chanoine Brunet, un hôpital à Périgueux,
appelé Hôtel-Dieu, et Hôpital de Sainte-Marthe. Il était devenu
important depuis l'adjonction de cinq autres petits hôpitaux
disséminés dans la ville. On y soignait les indigents malades,
tandis qu'à la Manufacture, les pauvres, non malades, étaient
reçus, instruits, moralisés et occupés à des travaux manuels.

Cet hôpital général n'eut d'existence légale qu'à la suite
d'une *Déclaration du Roi*, du mois d'avril 1665, dont M. l'abbé
Pergot a fait connaître la teneur (1). Louis XIV n'y prononce
pas le nom du donateur. Il dit simplement :

« Voulons et nous plaist qu'il soit établi un hospital général dans
les lieux et fonds donnés pour servir audit établissement près la
ville de Périgueux, pour y eslever les pauvres dans la crainte de Dieu
et leur faire apprendre des métiers, duquel nous voulons estre pro-
tecteur et conservateur. »

On trouve dans ces lettres royales la vraie démonstration
de ce qu'était un hôpital général et des privilèges et faveurs
dont il jouissait.

L'appropriation du Chapeau-Rouge avait immédiatement
commencé. L'abbé de Saint-Paul ne se réserva dans les bâti-
ments que deux chambres, une cuisine, un grenier et une
cave, afin que les pauvres, ses donataires, pussent profiter, de
son vivant, de l'immeuble donné. Il avait gardé sa métairie
du Thouard, dans la paroisse d'Agonac, qu'un métayer exploi-
tait.

Il ne vit pas fonctionner longtemps l'œuvre inaugurée par
lui. Car, le 10 juin 1667, la mort vint le surprendre dans le
petit logement qu'il habitait à la Manufacture. Il n'avait

(1) *Les origines chrétiennes des hôpitaux, hospices et bureaux de bien-
faisance du Périgord*, Périgueux, Cassard, 1882, p.p. 394-404.

qu'une soixantaine d'années. Une copie du procès-verbal de l'apposition des scellés faite, le même jour, sur son mobilier, a été donnée à notre Société (1).

La Manufacture, désormais fondée, prit une rapide extension. De toutes parts affluèrent les ressources nécessaires à son développement. Les archives de la sénéchaussée témoignent de la part que lui réservaient les juges dans les aumônes et amendes résultant des condamnations prononcées par eux. Mais c'est surtout à la charité volontaire que la Manufacture dut sa prospérité. Elle profita, avec l'hôpital de Sainte-Marthe, des libéralités testamentaires des évêques Le Boux et de Francheville. Les dons et legs, dont elle bénéficia depuis ses débuts, sont incalculables, de même que ses bienfaits, largement répandus. Grand fut le nombre des personnes secourues. Les nouvelles converties reçurent plusieurs fois dans ses murs une généreuse hospitalité. Les enfants abandonnés y trouvaient un avenir assuré.

En 1701, on adjoignit le vieil hôpital de Sainte-Marthe à la Manufacture. Et c'est ainsi que la maison du Chapeau-Rouge fut le point de départ des constructions diverses qui composent l'hospice actuel de la rue de Bordeaux, à Périgueux.

L'abbé Pergot a reproduit, dans son livre, la liste des bienfaiteurs, qui figure au tableau appendu à l'intérieur de la chapelle de cet établissement. Mais cette liste ne remonte qu'à l'année 1827. Notre regretté collègue adjurait les administrateurs de l'hôpital de rechercher les noms de ceux qui antérieurement avaient mérité le titre de bienfaiteurs, afin de compléter ce tableau d'honneur.

Après l'abbé de Saint-Paul, qui devrait ouvrir cette liste, on peut citer le premier aumônier et directeur de la Manufacture, François de Laborie, sieur de la Rampinsolle, prêtre de l'Oratoire. En exécution des dernières volontés de ses parents, celui-ci fit, près de quatre mois avant la mort du fondateur de la maison, le 19 février 1667, à l'Hôpital général, une donation embrassant toute l'hérédité de son père et de sa mère, ne s'en réservant que la jouissance durant sa vie et

(1) *Bulletin*, tome XVI, p. 166.

celle de sa sœur Anne de Laborie (1). Ce second donateur des pauvres mourut à La Rampinsolle, paroisse de Coulounieix, en 1691, âgé d'environ 74 ans, et fut inhumé dans l'église des Jacobins de Périgueux.

Son noble exemple trouva des imitateurs. Au mois d'avril 1689, Georges Duteil, sieur de La Garde, et Catherine de La Brosse, sa femme, prirent leur retraite à l'hôpital général. Et, afin de reconnaître les bons traitements qu'ils y avaient reçus et ceux qu'ils espéraient y recevoir à l'avenir, et pour s'employer, à leur tour, au bien et au service des pauvres, ils firent donation au nouvel établissement, représenté par son syndic M^e Reymond Reynaud, avocat en la cour, à Périgueux, du moulin à blé qu'ils possédaient, sur la rivière de la Belle, avec pré, jardin, écluse et autres dépendances, le tout situé au Donzeau, paroisse du Vieux-Mareuil, tel qu'ils l'avaient acquis, par échange, dix ans auparavant, de François de Mareuil, sieur de La Rollie, et de sa femme Catherine de La Brosse (2).

Sur tous les points du Périgord, de nombreux donateurs d'immeubles tinrent à coopérer à cette œuvre éminemment

(1) *Ide n.*, tome XXXII, p. 346 : note de M. E. Roux. — Le 22 décembre 1695, devant M^e Paliot, notaire, d^{lle} Anne de Laborie de La Rampinsolle, habitant l'hôpital général, paroisse de St-Martin, constitua en faveur du couvent des Frères prêcheurs de l'ordre de St-Dominique une rente annuelle de 150 livres, à la charge par eux de célébrer tous les jours, à perpétuité, dans la chapelle de l'hôpital, près leur couvent, une messe basse pour le repos de son âme et de ses parents, particulièrement pour celle de M. de La Rampinsolle, prêtre de l'Oratoire, son frère, avec l'agrément de Mgr de Francheville, évêque de Périgueux, et des définiteurs de l'hôpital.

(2) La copie de cette donation, passée devant M^e Robert, notaire à Périgueux, le 14 décembre 1689, a été donnée par moi aux Archives de la Dordogne, avec les trois actes suivants, concernant Christophe de Raymond, seigneur de St-Paul, passés devant M^e Delagarde, notaire royal :

Le premier est le titre de fondation de l'hospice de Périgueux, qui fait l'objet de cet article. Le second, daté du château de Sallegourde, le 14 octobre 1637, est une obligation de 3.000 livres souscrite au profit du curé de Varezs en Limousin, habitant ledit château, par M^e François Banaston, avocat, et François Marquet, le premier juge et le second procureur d'office de la juridiction de Chancelade. Le troisième acte, reçu à l'abbaye le 6 juin 1664, est un bail à moitié fruits de la métairie du Thouard, consenti par l'abbé de Saint-Paul à Janicot Pichon, laboureur.

philanthropique, sans oser prévoir la tourmente où allait sombrer le patrimoine des pauvres. Je me bornerai à désigner ici les biens que ceux-ci possédaient, dans mon canton, grâce à des libéralités particulières.

Dans la paroisse de Saint-Apre, c'est la succession de *Bertrande Noalis*, dame de *Beauséjour*, qui fut adjugée, en vertu d'un testament, au syndic de l'Hôpital général de la Manufacture, sous réserve d'usufruit en faveur de *Jean Noalis*, sieur de *Puypinet*, ancien chanoine de *Saint-Astier*. La Manufacture avait reçu, dans la paroisse adjacente de *Tocane*, la métairie de *La Boissière*, dont le bail se donnait par adjudication.

Dans la paroisse de *Saint-Victor*, elle jouissait d'une métairie située au village du *Breuilh* et d'une autre au village de *Villotte*. Dans la paroisse de *Celles*, au-dessus du moulin du *Touaillard*, de la métairie des *Martres*. Ce nom de *Martres*, dans lequel le *P. Carles* croyait trouver le souvenir de quelque martyr (1), perpétue tout simplement la mémoire des filles dévouées de *Sainte-Marthe*, qui desservaient l'hôpital et que le peuple appelait *Marthes* ou *Martres*. En 1696, *François Pasquy*, marchand de *Montagrier*, était fermier des *Martres* et de *Villotte*, dont les bâtiments furent expertisés, le 26 septembre 1757, à la requête de *M^e François Gros de Beler*, avocat en Parlement, syndic de l'Hôpital général.

La Révolution confisqua les biens possédés par les pauvres de la Manufacture : on les vit passer, moyennant quelques assignats, dans les mains des adjudicataires nationaux.

Je souhaite que ces quelques lignes consacrées à l'œuvre recommandable de *Christophe de Raymond* soient le commencement de la réparation qui lui est si légitimement due. On sait comment la charité chrétienne est récompensée ici-bas. Le nom de l'abbé de *Féletz*, un des bienfaiteurs de l'Hospice, avait été donné à la rue percée sur les terrains provenant de cet académicien. Ne s'est-il pas trouvé un conseil municipal pour rayer son nom qui s'imposait à l'estime des vrais *Périgourdiens* ?

A. DUJARRIC-DESCOMBES.

(1) *Les titulaires et les patrons du diocèse de Périgueux et de Sarlat*, Périgueux, Cassard, 1883, page 254 : *Martres (Martyres ?)*

DEUX BREVETS DE PRÉLATION

La loi romaine *de jure emphyteutico* a donné naissance au droit de prélation, c'est-à-dire au droit qu'avait tout seigneur de refuser l'investiture à l'acquéreur d'un fief ou d'un fonds dépendant de lui.

Ce droit concernait-il un fief dépendant d'un autre fief suzerain ? C'était le *retrait féodal* ou *retrait par puissance de fief*, qui s'ouvrait au moment de toute aliénation de seigneurie vassale. Il prenait le nom de *prélation*, quand il s'agissait, à l'occasion d'un simple fonds situé dans la *directe* (1) d'un seigneur, du refus de ce dernier d'accorder l'investiture à l'acquéreur de ce fonds et de la faculté de le garder pour lui, en en payant toutefois le prix audit acquéreur. Il était pratiqué surtout dans les pays régis par le droit romain.

Pour concilier autant que possible les intérêts des seigneurs et ceux du commerce, la législation médiévale en était arrivée à accorder aux premiers, en cas de vente de biens assujettis à leur directe, le droit de *lods*, ou bien une espèce de préférence appelée *droit de prélation*, à l'exemple — un peu différent toutefois — de celui que Justinien avait établi pour les emphytéoses.

On observera que le vassal n'était pas astreint, avant la vente, à aller offrir la préférence au seigneur. Celui-ci, s'il ne voulait pas se contenter des lods, que le titre du fief ou les usages des lieux lui accordaient à chaque mutation, avait le droit de déposséder l'acquéreur dans un délai variable, après la notification du contrat.

A la fin du régime féodal, à l'époque où une partie de la noblesse, oubliant son rôle, désertait la campagne et ne songeait à retirer de ses terres que le plus de revenus possibles, d'importants seigneurs fonciers affermaient non seulement leur droit de *lods*, mais aussi celui de *prélation*.

Le Bon Ange des chercheurs m'a permis de découvrir chez un bouquiniste, à la célèbre foire de Bordeaux, deux brevets

(1) On disait aussi : *directité*, *prise*, *emprise* ; en latin *in honorio*, etc.

BREVET
de Prélation
pour l'entretien



NOUS Tuteurs Honoraires & Oncaire d'ANTONIN-LOUIS DE BELSUNCE,
Marquis de Born & de Castellmoron, Baron de Montpaon & Gavaudin, Seigneur de
Verreuil, Mont-Saint-Pront & Vailleville; Désirant gratifier & favorablement traiter

Nous lui avons donné & octroyé, donnons & octroyons par ces Présentes, le droit de PRÉLATION
qui appartient audit Seigneur Mineur sur certains biens situés dans la paroisse de

Montmoron

acquis par ledit *Sieur de la Roche & Vincent Vogaude*
par Contrat passé devant *Notaire à Montmoron*
le *Dix-huitième* 1754. moyennant la somme de *Cinquante Livres*
voulans & consentans que ledit *Seigneur* jouisse des choses cy-dessus, conformément
au Contrat susdité; à la charge par lui de l'exécuter, si fait n'a été, sans préjudice aux Droits & Devoirs
Seigneuriaux qui peuvent être dits audit Seigneur Mineur sur lesdits biens, division d'articles, & aban-
don de mauvais fonds. DONNÉ à *Paris* sous nos Seings & Sceau de ses

Armes, le *quatorzième* 1754. mil sept cent cinquante Cinq.

La Ville de Paris



BREVET DE PRÉLATION ACCORDÉ PAR A.-L. DE BELSUNCE

périgourds concernant ce droit de prélation et qui, tout imprimés, prouvent l'importance que les seigneurs de Montpon et de Lisle attachaient à leur prérogative. Est-il téméraire de supposer que le *fermier* (car il s'agissait bien là d'une sorte de fermage) du droit de prélation tenait parfois le langage suivant à l'acquéreur du fonds sujet au droit : « Vous avez acheté cette terre tant ; c'est trop bon marché. Si vous ne la payez pas davantage, nous la garderons pour nous. » Si l'acheteur se sentait en faute, il majorait le prix de l'acquisition et.... le seigneur touchait un droit de lods plus élevé.

Antonin-Louis de Belsunce, baron de Montpon, dont il est question dans le plus ancien des documents que je sou mets à l'examen de mes confrères de la Société d'archéologie, naquit vers 1740 du mariage d'Antonin-Armand de Belsunce, marquis de Castelmoron, baron de Montpon par sa grand-mère Anne de Caumont, et de Charlotte-Alexandrine de Sublet d'Heudricourt. Il épousa, le 2 janvier 1763, Adélaïde-Elisabeth d'Hallincourt de Dromesnil, dame d'atours de Madame. Il avait donc quinze ans lorsque sa mère et son co-tuteur aliénèrent, en faveur de Pierre La Porte et de Vincent Noujaude, le droit de prélation du mineur sur les biens grevés de droits féodaux, sis en la paroisse de Ménéstérol. Le document est signé de la marquise douairière.

A l'angle gauche est apposé le cachet de cire aux armes (peu visibles sur la reproduction) dont se servaient les Belsunce pour authentifier leurs actes. Nous nous trouvons immédiatement en présence d'un problème héraldique que M. de Bosredon n'a pas cherché à élucider dans la *Sigillographie du Périgord* (1). Il mentionne simplement « cachet aux armes des Belsunce » le sceau (de 24^{mm} × 20^{mm} comme celui de notre document) apposé sur la concession par les mêmes du droit de prélation dudit Belsunce sur les biens de Saint-Barthélemy de Bellegarde.

A cette époque, les grands seigneurs se servaient de sceaux reproduisant ce qu'ils appelaient leur pennon, c'est-à-dire un

(1) Deuxième édition, p. 73, n° 170.

écu portant les armoiries des principales familles dont ils descendaient ou prétendaient descendre. Il est souvent très difficile à l'héraldiste de s'y reconnaître dans ces quartiers d'alliance. C'est le cas du sceau de ces Belsunce. Je le blasonne ainsi : *Ecartelé au 1 de... à la bande de gueules* (tant de familles portent une bande de gueules sur champ d'or ou d'argent qu'il est inutile de chercher) ; *au 2 d'azur à 3 léopards d'or, armés, lampassés et couronnés de gueules*, qui est de Caumont La Force ; *au 3 écartelé d'or et de gueules*, qui est de Gontaut-Biron (Jean de Belsunce épousa en 1584 Rachel de Gontaut) ; *au 4 de gueules à 3 chevrons de...* ; *sur le tout : écartelé : d'or à 2 vaches de gueules accornées et clarinées d'azur* (Béarn), *et d'argent à l'hydre de sinople à 2 têtes* (souvent 7), *dont l'une est coupée et tient un peu au col avec sang gouttant de la blessure*, qui est de Belsunce. — Les quartiers indéterminés ne sont les armes ni des Sublet ni des Fontanieu, aïeux maternels d'Antonin.

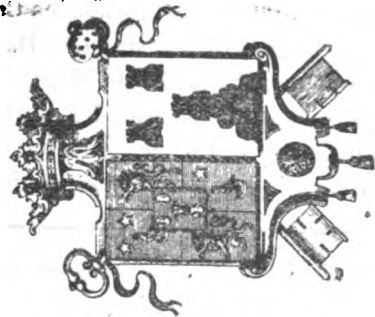
La seconde des pièces appelle de ma part les explications suivantes.

Au milieu du xviii^e siècle vivait sur les bords de l'Isle, dans son repaire des Lèches, un brave gentilhomme, de famille protestante, nommé Jean-Godefroy de Cosson. En 1706 il fut admis aux Pages de la Petite-Ecurie. Devenu officier, il obtint la croix de Saint-Louis, puis la lieutenance des maréchaux de France en la sénéchaussée de Bergerac, par brevet du 9 décembre 1733. Ayant sollicité, en 1723, l'érection en comté de sa terre de Saint-Louis, il dut l'obtenir, car à partir de cette époque il se qualifie de comte de Lisle et de Saint-Louis (1). Il était, en outre, gentilhomme de la Chambre

(1) Je ne vois pas du tout d'où peut venir le nom de Lisle. Aucune terre de ce nom (en dehors de la paroisse de Lisle sur Dronne) n'existe en Périgord. Il est possible que les aïeux de M. de Cosson aient trouvé bien de prendre le nom de la rivière, qui encerclait leur terre de Saint-Louis, localité (ancienne bastide minuscule) appelée du reste *Saint-Louis-en-l'Isle* dans certains documents officiels. Les Lèches, avec son château de la Motte des-Lèches, où il demeurait, est une commune proche de Mussidan, bien que du canton de La Force. Le seigneur de Mussidan avait anobli cette terre en 1600 on

NOUS CHARLES-CLAUDE-MARIE-ANNE DU MANTET, COMTE DE LISLE, SEIGNEUR DU CHATEAU DE LAMOTHE DES LESCHES, EN PÉRIGORD; DE LA MAISON EN FRANC-ALEU NOBLE DE LA SALLE DE LIVRAC, PRÈS BORDEAUX; DU RAT ET LA BRETONNIERE, PRÈS BLAYE, & autres lieux; Lieutenant des Canonniers Gardes-Côtes, dans la division de la Teste de Buch; voulant gratifier & traiter favorablement le

lui avons donné & octroyé, donnons & octroyons par ces Présentes, NOTRE DROIT DE PRÉLATION, pour conserver à soi les fonds mentionnés & confrontés au Contrat du 17 retenu par Notaire,



voulant & consentant que ledit jouisse des objets ci-dessus exprimés, conformément au susdit Contrat, à la charge par lui de l'exécuter si fait n'a été, le subrogeant, pour cet effet seulement, en notre lieu, droit & place, sans tirer à conséquence pour l'avenir, & sans préjudice d'autres Droits & Devoirs Seigneuriaux qui peuvent nous être dus sur lesdits Biens. **DONNÉ** sous notre Seing, Sceau de nos Armes, & contre-Seing de notre Secrétaire, le jour du mois de mil sept cent

Par Monseigneur

BREVET DE PRÉLATION CONCERNANT LES FIEFS DU COMTE DE LISLE

de LL. AA. Electorales de Bavière et de Cologne et chevalier de leur Ordre de la Clef d'Or.

Godefroy étant décédé, sans alliance, aux Lèches en 1759, sa sœur, Jeanne, hérita sa fortune qu'elle transmit à la fille qu'elle eut de son mariage avec Gabriel Blondel de Joigny, seigneur de Bellue (fils de Charles, marquis de Bellebrune), épousé le 19 juin 1716. Cette fille, Jeanne de Joigny, s'allia le 25 novembre 1752 avec Louis du Mantet (ou Dumantet), seigneur du Rat ; c'est leur fils qui fit imprimer, avec écu gravé, le brevet de prélation que voici. Je ne détaille pas ses titres et qualités ; ils y figurent assez au long et assez pompeusement. Baptisé à Mazion le 30 juillet 1756, il épousa au Pian, le 17 janvier 1783, Marie de Castillon, fille de messire François, baron de Mauvezin, et de Catherine de Joigny. Il vota, en 1789, dans l'Ordre de la noblesse (sénéchaussée de Libourne). Son nom figure sur la liste des émigrés. Il eut une fille mariée au baron de l'Etang ou Lestang. C'est tout ce que j'ai pu savoir sur ce Bordelais, possessionné en Périgord, du chef de sa grand'mère.

Les armes gravées sur le brevet offrent certaines particularités intéressantes. L'écu de dextre est posé sur 2 clefs, nul doute en souvenir de l'Ordre de la Clef d'Or (1), dont était décoré son grand-oncle de Cosson. Il se blasonne ainsi : *Ecartelé : aux 1 et 4 d'azur à la tourterelle posée sur un croissant et surmontée de 2 étoiles en chef, le tout d'argent, qui est de Cosson ; aux 2 et 3 d'azur au lion d'argent ; sur le tout : d'azur au corselet à la romaine d'argent, orné de bandes pendantes d'or, accompagné de 3 mantes (ou mantelets) du même, qui est du Mantet.*

Il y a, au sujet des armoiries des Cosson, certaines imprécisions, que je crois devoir signaler. Dans le tome 28 des preuves pour les Ecoles Militaires (Cabinet des Titres à la B. N.), la tourterelle est une *colombe* ; les étoiles sont *d'or* dans les preuves pour la Petite-Ecurie (*Id.*), et dans toutes, sauf une, les déclarations de l'*Armorial général* de 1696. Quant au lion je

faveur de Claude de Cosson, sous la redevance « d'une maille d'or valant 7 sols payable aux mutations. »

(1) Cet Ordre ne figure pas sur la liste des Ordres éteints.

serais disposé à y voir un quartier d'alliance si : 1° les productions des Cosson, lors de la recherche de 1666-71, ne mentionnaient pas un lion d'or, armé de sable et lampassé de gueules ; 2° l'*Armorial* de 1696 ne donnait pas : *de gueules au lion d'argent* pour les Cosson d'Esconges.

L'écu d'alliance : *d'argent à 3 tours de sable au mont du même mourant de la pointe de l'écu* m'intrigue beaucoup, car ce n'est ni celui des Castillon ni celui des Blondel de Joigny (1). M. le comte de Castillon à qui j'ai posé la question, relative à cet écusson aux tours, me confirme que ses armes sont bien *de gueules au castel*, etc..., mais, chose curieuse, il possède la matrice d'un cachet ayant gravé *d'argent aux 3 tours*, etc., dont il ne s'explique pas la provenance et dont les armes ne seraient pas dans les quartiers de son arrière-grande-tante, la comtesse de Lisle. Nous voici donc encore en présence d'un problème héraldique. Quant à la couronne ducale, elle est tout simplement ridicule.

Charles du Mantet se servait d'un cachet gravé aux mêmes armes. J'ai une lettre de lui ainsi scellée, datée de Bordeaux en mai 1789, adressée « à Monsieur, Monsieur Dessaignes, notaire au château de la Mothe des Lèches, à Mussidan », concernant la mort d'un nommé Saigneau, son garde-chasse, et l'emprisonnement d'un nommé Sudrie et de sa femme, laissant un enfant à la charge du comte de Lisle.

Comte DE SAINT-SAUD.

(1) Les Castillon de Mauvezin portent : *de gueules au castel donjonné de 3 tours d'argent*, et les Blondel : *de gueules à l'aigle d'argent*.

UNE BOUTIQUE D'ORFÈVRE PÉRIGOURDIN

AU XVIII^e SIÈCLE

I

A la veille des évènements qui devaient bouleverser la France, à la fin du xviii^e siècle, Périgueux avait un aspect tout différent de celui que nous lui voyons aujourd'hui.

La ville comprenait deux parties bien distinctes : Périgueux proprement dit et la Cité.

Nous ne nous occuperons que de la première.

Formée primitivement des agglomérations qui vinrent, au moyen âge, se grouper autour de l'abbaye de Saint-Front, elle s'étendit vers l'est au xvi^e siècle ; mais cette extension fut bientôt arrêtée par l'enceinte de remparts qui ne disparut, sous la pioche des démolisseurs, que sous la Restauration.

On accédait alors à la ville par huit portes : celles de Saint-Roch, de Taillefer, de Mouchy, de l'Éguillerie, de la Limogeanne, du Plantier, des Bories nommée aussi Barbecane, et enfin celle du Gravier.

La population de Périgueux ne dépassait guère 5.000 âmes, en y comprenant encore les habitants de la Cité !

Son commerce se trouvait confiné principalement dans les rues Taillefer, Limogeanne, Éguillerie, Salinière, d'Enfer, Aubergerie, et sur les places de la Clautre, du Coderc et du Gras.

Les rues, étroites, bordées de maisons hautes dont plusieurs étaient de somptueux hôtels, ont conservé, malgré de fâcheuses transformations, un aspect pittoresque qui fait encore le bonheur de l'artiste et de l'archéologue.

Par suite d'une coutume remontant au moyen âge, le rez-de-chaussée de ces maisons, même les plus aristocratiques, servait de boutiques dont la location procurait à leurs propriétaires un revenu appréciable. De plus, par le mouvement qu'elles occasionnaient, ces boutiques donnaient aux rues une animation, une vie qui leur auraient complètement fait défaut.

En effet, les déplacements, les voyages, étaient toute une affaire à cette époque. Les belles et bonnes routes qui traversent notre département, n'étaient alors, pour la plupart, que des chemins peu praticables, et les moyens de locomotion se bornaient à la diligence ou au cabriolet de poste, pour ceux qui n'avaient ni berline ni carrosse.

Aussi les voyages étaient-ils rares : les châtelains qui possédaient un hôtel à la ville y venaient séjourner par périodes, ou bien se faisaient visite, de château à château. Quant aux commerçants, ils ne se déplaçaient que pour leurs affaires, principalement pour se rendre aux grandes foires des villes environnantes, surtout Bordeaux et Limoges, où ils retrouvaient leurs fournisseurs habituels, munis d'abondants échantillonnages. C'est là qu'ils prenaient connaissance de la mode, du goût du jour, des dernières nouveautés en tous genres qu'ils s'empressaient d'acquérir pour émerveiller et satisfaire à leur tour leur clientèle.

Ces boutiques, prévues d'ailleurs par les architectes, se composaient généralement d'une vaste pièce en façade, éclairée par une ou deux grandes baies vitrées dans l'une desquelles était ménagée une porte, vitrée également. Le soubassement de ces baies en pierre de taille mesurait 0^m80 de hauteur environ et était surmonté d'une sorte d'entablement faisant retour dans les angles : c'est ce qu'on appelait l'étal. Les boutiquiers y installaient leurs vitrines, des vitrines plates, dont la largeur ne dépassait guère celle de la pierre, et dans lesquelles ils exposaient les articles attrayants de leur commerce. Et à leur retour des foires, à la réception de leurs acquisitions, c'était — surtout devant les boutiques d'orfèvres, de marchandes de modes, de toilettes ou de colifichets — un défilé ininterrompu de chaises à porteur d'où descendaient, impatients et curieux, gentishommes et belles dames aux perruques poudrées, qui avaient hâte d'admirer les merveilles que le commerçant avisé leur avait déjà annoncées.

Les affaires étaient fructueuses : les acheteurs moins gâtés, moins tentés que de nos jours, employaient leurs économies, quand ils n'attaquaient pas le capital, à s'assurer la possession

de ces nouveautés d'autant plus rares et plus appréciées qu'elles étaient plus longtemps à leur parvenir.

Quel changement avec l'époque actuelle où l'objet sensationnel lancé par la capitale est connu le lendemain dans les coins les plus reculés de la province ! Le commerce a changé de quartier ; désertant les étroites et sombres rues pour les artères nouvelles, larges et aérées, il occupe de grands magasins brillamment éclairés où les petites et modestes vitrines sont remplacées par des façades tout en glaces !

Et les humbles, mais glorieuses boutiques ont bien tenté de réagir, de lutter ! Elles ont bien essayé de se donner des airs de magasin en dissimulant, honteuses, leurs vieilles baies cintrées derrière une devanture rectiligne ! Mais, hélas, inutilement : elles furent, elles ne seront plus. Victimes du progrès, elles continueront d'abriter des ménages d'artisans, des petits marchands sans besoins et sans ambitions, mais elles ne connaîtront plus la gloire des visites aristocratiques avec toute leur pompe et leur profit ; le flâneur ne s'arrêtera plus à leur étalage, car ces rues, il ne les fréquente plus !

Tout au plus, de loin en loin, le nouveau boutiquier ressentira-t-il une certaine fierté à être le successeur, le remplaçant je veux dire, d'antiques et illustres confrères : c'est quand l'artiste, l'archéologue dont je parlais plus haut s'arrêteront devant sa demeure, lui demanderont à la visiter ; et, les réflexions, les commentaires, les exclamations qu'il entendra, le feront admirer à son tour ce que jusqu'alors il avait dédaigné.

Le hasard, ce grand ami des chercheurs, a fait tomber entre nos mains les papiers d'un orfèvre périgourdin qui jouit d'une certaine notoriété, à la fin du XVIII^e et au commencement du XIX^e siècle, Jean-Louis Beylot.

L'orfèvrerie fut d'ailleurs, de tout temps, tenue en grand honneur à Périgueux et l'histoire locale nous a conservé le souvenir de l'un des plus célèbres orfèvres de notre ville, Hélié de Barnabé, qui vécut au XIV^e siècle (1). Malheureuse-

(1) *Bulletin de la Société historique et archéologique du Périgord*, tome 33, page 57 et suivantes : *La chapelle des Barnabé*, par M. Dujarric Descombes.

ment les documents sur cette corporation sont très rares, bien que les orfèvres aient été nombreux.

Toutefois nous avons pu nous convaincre que leurs règlements et statuts, des plus sévères, ne différaient guère de ceux de Paris et des autres villes de France.

C'est ainsi, notamment, qu'ils étaient tenus à certaines obligations sur l'emplacement de leurs forges et fourneaux et sur les limites d'heures de travail afin de les tenir continuellement en état d'être surveillés par les officiers de la Cour des Monnaies et les jurés-gardes orfèvres.

Chaque orfèvre avait un poinçon particulier composé des initiales de son nom, destiné à être apposé en garantie sur les objets de sa fabrication. Ce poinçon était en outre *insculpé* sur une planche de cuivre déposée au greffe de la Cour des Monnaies dont il dépendait (en l'espèce Périgueux dépendait de Bordeaux) et sur une autre planche déposée à la maison commune.

Il devait également verser une caution de dix marcs d'argent, pour répondre des amendes qu'il pouvait encourir.

La durée de l'apprentissage était de cinq années, et chaque orfèvre ne pouvait avoir plus d'un « *apprentif* » à la fois.

II

Jean-Louis Beylot naquit à Périgueux, le 29 février 1752 de Jean Beylot, sergent royal, et de demoiselle Françoise Delpon, son épouse. En 1754, ces derniers achetèrent à Jacques Reynaud, bourgeois et habitant de la paroisse Saint-Front, une maison « confrontant à l'église paroissiale de Saint-Front et à la boutique du sieur Brachet, orpheuvre (1) ». Ce fut probablement le voisinage de ce dernier qui décida de la vocation du jeune Beylot, et le 5 octobre 1770, il entra

(1) Notre érudit vice-président, M. Dujarric-Descombes a bien voulu me communiquer une note d'où il résulte que cet orfèvre Brachet, serait un des fils de Hélié Montozon-Brachet, natif de la paroisse de Coursac, qui, orfèvre lui-même, obtint des maire et consuls de Périgueux le 28 juin 1719, des lettres de bourgeoisie. Ses deux fils aînés, Louis et Gabriel, lui succédèrent comme maîtres-orfèvres et leur boutique se trouvait place du Gras.

en qualité d'apprenti et pour une durée de cinq ans, chez le sieur Raymond Roux, orfèvre à Bergerac.

Son contrat d'apprentissage, que nous avons retrouvé, est, malheureusement, en grande partie rongé par les rats et par l'humidité. Nous pouvons néanmoins en tirer quelques lignes intéressantes.

« Et ce pour le tems et espace de cinq années complètes
» consécutives et révolues qui commenceront de ce jour d'hui pour
» finir à pareil jour, à leur expiration, pendant lequel tems led.
» s^r Roux nourrira de son ordinaire et couchera dans sa maison led.
» apprentif, lui montrera, apprendra et enseignera de son mieux sa
» d. profession d'orfèvre, sans lui en rien sceller, le traitera humainement, et led. apprentif sera tenu de travailler avec led. s^r Roux
» et dans sa boutique de lad. profession de tout son pouvoir, fera son
» bien, évitera sa perte, et lui obéira en tout ce qu'il lui commandera de licite et honnête sans pouvoir le quitter, ni pareillement
» led. s^r Roux le congédier sans causes et raisons légitimes, pendant
» le cours de cet apprentissage et où il arriverait que sans lesd. causes led. apprentif viendrait à quitter.
» led. s^r Beylot aîné en a tout présentement et réellement
» versé aud. s^r Roux celle de cent livres comptée par led. s^r Beylot
» en Louis d'or de vingt-quatre livres, pièce et monnaie au cours,
» jusqu'à concurrence et par led. s^r Roux vérifié, prise et reçue, présentement nous n^{os} et témoins, s'en est contenté, dont quittance du
» s^r Roux à lad. d^{lle} Delpon de pareille somme de cent livres sur le
» prix de cet apprentissage, et pour les trois cents livres restantes,
» led. s^r Beylot aîné promet et s'oblige aud. nom, pour lad. d^{lle} sa
» mère de payer aud. s^r Roux les d^{lles} trois cents livres en trois pactes
» de cent livres chacun, le premier dans un an prochain et ainsi
» consécutivement tous les ans en suivant, même somme de cent
» livres jusqu'à fin de payement desd. trois cents.

Ce contrat a été passé chez M^e Courline, notaire royal à Bergerac, le. . .

Son apprentissage terminé, Jean-Louis Beylot s'établit à Périgueux, place du Gras, qui est souvent dénommée place du Gref ou du Greffe — dans la maison acquise par ses parents en 1754, à moins que ce ne soit dans celle du sieur Brachet, son voisin, auquel il a peut-être succédé ?

Tout en dirigeant sa boutique, Beylot ambitionne le titre

de maître-orfèvre, et il l'obtient le 17 mars 1781, ainsi qu'il résulte de l'extrait des registres de la Monnaie de Bordeaux.

Vu par nous Ostende Garnung de Lalande, conseiller du Roy, général provincial des Monnoies de France au département de Guienne et des Ellections de Périgueux, Sarlat, Condom et Agen, et M. Jean-Antoine Pelligneau, aussy conseiller du Roy. L'ancien des Jurés Gardes de la Monnaie de Bordeaux. La requette présentée par Jean-Louis Beylot, compagnon orphèvre, natif de la ville de Périgueux suivant son extrait baptistaire du vingt-neuf février 1752, délivré par le s^r Bouchier, tendante à être reçu M^e et M^d orphèvre pour la ville de Périgueux, qu'il lui soit permis de tenir boutique ouverte en ville, aux offres qu'il fait de se conformer aux arrêts et règlements intervenus sur l'état et profession d'orphèvre et le commerce de l'orphèverie, ladite requête signée du suppliant et de M^e Dubosq, son procureur. Répondue d'une ordonnance en date du quatorze de ce mois portant que ladite requete et pièces y attachées sera montrée au procureur du Roy, pour sur ses conclusions être statué ce qu'il appartiendra, à suite de laquelle ditte ordonnance sont les conclusions du procureur du Roy, en datte du quatorze de ce mois, tendantes à ce qu'avant faire droit il sera préalablement informé des vie et mœurs, profession de la religion catholique, apostolique et romaine dud. Beylot. et qu'il fera le chef-d'œuvre à lui prescrit, par laditte requete faite et le chef d'œuvre raporté, etre par lui requis et ensuite ordonné ce qu'il appartiendra et après lesdittes conclusions, et notre sentence du même jour etc. etc.

Du quatorze de ce mois, suivies de ses conclusions deffinitives, portant son consentement à la réception de la prestation du serment requise par led. Beylot pour M^e et M^d orphèvre de la ville de Périgueux, aux charges et conditions portées par lesdites conclusions ; procès-verbal du chef-d'œuvre fait par ledit Beylot d'un Saint-Esprit, dans la boutique dud. sieur Charles Segay, en datte du quinze de ce mois ; vù aussy la quittance du brevet d'apprentissage dud. Beylot du douze de ce mois ; vù aussy les poinçons gravés en vertu de notre permission pour led. Beylot par Paillères, graveur de cette ville, le tout examiné et considéré, après que led. Beylot a été interrogé sur les arrêts et règlements, ainsi que sur le titre et aliage des matières d'or et d'argent et aussy ses réponses.

Nous, général provincial des Monnoies de France, etc. . . l'avons reçu et recevons M^e et M^d orphèvre pour la ville de Périgueux, luy

permettons dy travailler dud. metier et dy tenir boutique ouverte avec enseigne indicative d'iceluy.

Et après que de notre ordonnance il a eu levé la main, promis et juré à Dieu d'être bon et fidel sujet du Roy.. de bien et fidellement travailler dud. metier en conformité des ordonnances Royaux, arrets et règlements intervenus sur le commerce de l'orphèvrerie. Lui donnons acte dud. serment, lui enjoignons d'employer aux ouvrages de sa fabrication les matières d'or et d'argent aux titres et aux remèdes d'aloy portés par les règlements et de porter lesd. ouvrages à la Jurande pour y être essayés et contre marqués du poinson de la maison commune, de souffrir la visite tant des officiers du présent siège, que celle du juré-garde de l'orphèvrerie, et encore de tenir registre exact d'achat et de vente des marchandises de sa profession avec le nom et la demeure des acheteurs et des vendeurs, et autrement dans les formes prescrites par les ordonnances ; pour la tenue de pareils registres qui sera de nous cotté et paraphé ou par un des officiers du présent siège en notre absence, même d'avoir poids de marc et balances ajustés et étallonnés avec le poids originel. Etant en l'hotel de la Monnoie même de fournir bonne et suffisante caution de la valeur de dix marcs d'argent pour répondre des fautes, abus et malversations qui pourraient par lui être commises dans l'exercice dudit état. Et enfin de faire insculper tant sur la planche de cuivre étant au greffe de la dite Monnoie que sur celle de la maison commune les poinsons gravés pour lui par Paillères, graveur, et à nous représentés.

Et le dit Beylot satisfaisant au bail de caution cy-dessus ordonné, du consentement du procureur du Roy, lui donnons acte de ce qu'il a présenté pour sa caution le sieur Dominique Ducos, bourgeois de Bordeaux, y demeurant, rue Porte-Dijeaux, paroisse Saint-Cristoly, icy présent, qui a déclaré se rendre caution, et principal répondant dud. Beylot de la valeur de dix marcs d'argent une fois payée, cas y échéant, pour répondre des fautes qu'il pourrait commetre dans l'exercice dudit état et duquel cautionnement led. Beylot a promis et s'oblige de relever indemne le dit sr Ducos, s'assujettissant aux mêmes rigueurs et aux mêmes peines. Lui donnons pareillement acte de ce qu'il a présenté deux poinsons, l'un grand, imprimant les lettres L. B. la lettre P indicative du mot Périgueux, le dit poinson ayant P. une couronne et deux . . de remède ; le petit poinson ayant également les mêmes lettres et deux . . de remède. Lesquels poinsons ont été insculpés sur la planche de cuivre étant en l'hôtel de la Monnoie, ordonnons qu'à côté de laditte insculpation sera mis

le nom dudit Jean-Louis Beylot en datte de ce jour d'huy.
Fait à Bordeaux etc. etc.

Nos papiers révèlent une curieuse coutume relative à l'obtention d'une maîtrise : c'est une redevance à laquelle était astreint le récipiendaire, ainsi qu'il résulte d'une facture de « Ches Saignes », négociant à Bordeaux, datée du 14 mars 1781.

Monsieur Beylot, orfèvre de Périgueux, pour sa réception de metre orfèvre.

A M^r le general provainsial :

3 pains sucre	14 ⁿ	à	30 s.	21 ⁿ
Cassé fin	9 ⁿ	à	24 s.	10 ⁿ 16 s.

A M^r le juge :

D'un pain sucre	10 ⁿ 1/2	à	30 s.	15 ⁿ 25 s.
Cassé	6 ⁿ	à	24 s.	7 ⁿ 4 s.

A M^r le procureur du Roy :

D'un pain sucre	10 ⁿ	à	30 s.	15 ⁿ
Cassé	6 ⁿ	à	24 s.	7 ⁿ 4 s.

A M^r Legrefier :

D'un pains sucre	10 ⁿ	à	30 s.	15 ⁿ
Cassé	6 ⁿ	à	24 s.	7 ⁿ 4 s.

A M^r Lé procureur :

D'1/2 pains sucre	4 ⁿ 10 d.	à	30 s.	6 ⁿ 19 s.
Cassé	3 ⁿ	à	24 s.	3 ⁿ 12 s.

Reçue le contenue sy desues 109ⁿ 14 s.

Bordeaux, le 20^e octobre 1781.

LAPORTESAIGNE.

Beylot avait un certain nombre de frères et de sœurs, à en juger par les documents que nous avons sous les yeux.

Dans une lettre que lui adresse un de ses frères, Pierre, établi horloger, à Louviers, et datée du 1^{er} janvier 1781, nous relevons :

Mes amitiés à la Thouveret et à Thouveret, à la Rose et notre sœur de Bon Enfant, à tous nos frères et sœurs, parents et amis etc. . .

Et dans une autre lettre du 1^{er} janvier adressée à Antoine, l'aîné de la famille :

. . . Mes amitiés à toute ta famille et à tous mes petits neveux et nièces. Donne-moy des nouvelles de notre frère Juillen, ma sœur,

de Bonenfant, ma chère maraine. Je suis inquiet de savoir des nouvelles de notre frère. Je t'en avais demandé par ma dernière, vous ne m'avez pas fait réponse, je vien d'en recevoir de notre frère Joseph qui est à Londres, il se porte à merveille, il a le projet de former un établissement de sourds-muets sous la protection du gouvernement Britannique, il m'écrivit dernièrement qu'il devoit être présenté à Monsieur Burk, ministre d'Etat. je n'en sais pas plus lons, etc. etc.

Nous trouvons donc que la famille se compose :

- 1° d'Antoine Beylot, horloger à Périgueux.
 - 2° de Jean-Louis, orfèvre, dont nous nous occupons.
 - 3° de Julien, prêtre et vicaire à Saint-Front, curé de Saint-Laurent-sur-Manoir, puis de Cadillac et enfin, vicaire général à Aix-en-Provence.
 - 4° de Pierre, horloger à Louviers.
 - 5° de Joseph, à Londres et plus tard à Grignols.
 - 6° de « la Thouveret », épouse de Thouveret, horloger lui aussi à Périgueux, et qui fut maire de la ville en 1796.
 - 7° de « la Rose » qui épousa Fargis, négociant à Périgueux.
 - 8° de « la Bonenfant » déjà veuve en 1783.
- Et peut-être de quelques autres. . .

Le 17 germinal an XI, Beylot acquit de M. Louis Vidal-Boisset, juge au tribunal civil, une maison sise rue Salinière, n° 5, maison aujourd'hui disparue mais qui fut remplacée par celle qui porte actuellement le même n° 5.

Jean-Louis Beylot épousa, le 22 février 1783, Anne Courtois, fille cadette du célèbre traiteur périgourdin dont les pâtés de perdrix étaient si réputés, et sur qui MM. Dujarric-Descombes, Charles Aublant et le baron de La Tombelle ont publié des notes intéressantes.

Le contrat fut passé « au regard de la dite demoiselle Anne Courtois au parloir extérieur de la communauté des filles Notre-Dame, où elle a signé, et au domicile et maison du sieur Courtois au regard des autres parties y assemblées ».

De ce mariage naquirent trois enfants : Madeleine, le 6 mai 1784, Antoine, le 26 mai 1785, et Joseph, le 14 novembre 1786.

Beylot mourut en juillet 1811.

ANTOINE BERGER et C^{ie}

Facture

Rue de Richelieu, N^o 755. vis à vis le Passage de Foy.

N^o *Tout la Commission & les envoys à l'Etranger, et dans les Départemens en tout ce qui concerne l'Orfèvrerie, Bijouterie, Quincaillerie fine, savoir Couverts, Cuisselle, Porte-Navilles, salières, soupieres & Flambeaux, Boucles de ceinture en or, Bagues, Colliers, & Bracclets. Ecris Tabatières, Chaines de Montre, Diamans montés & sur Papier, Pierres de Couleur, Perles fines. Toutes sortes de Tabatières Bombonnières, Bronzes dorés, Pendules, Montres, Boutons & & c.*

A LA VIGNE DE CLERMONT,

Rue Bourg-l'Abbé, N^o 20.

DELAVIGNE, Freres,

Tiennent Fabrique & Magasin de toutes sortes de Tabatières de carton & d'écaille, & tout ce qui concerne la Tableterie & Quincaillerie de Paris, en gros.

Ils tiennent leur Magasin à Beaucaire, Porte Beauregard, & à Bordeaux, Place Royale, vis-à-vis la Rue Saint Remi.

J. B. Mermet

Vend Pendules Comtoises, Tourne-Broches, Horlogerie, Bijouterie, Outils, Fournitures d'Horlogerie, d'Orfèvrerie, Pierres fines et fausses : fait des pacotilles, Rue des Capéans N^o 3 à Bordeaux

MAISON DE L'EGALITÉ,

Ci-devant Palais-Royal, Arcades de pierres, N^o 164, du côté de la rue des Bons-Enfants.

MERLEN,

BIJOUTIER,

Fabrique tout ce qui concerne la Bijouterie, entreprend tous les Raccommodages, à juste prix.

Rue Jean-Robert, N^o 11,
LEBLOND.

Tient tout ce qui concerne l'orfèvrerie, la bijouterie dans le plus nouveau goût.

Du 12 May

1789

Monsieur Louis Beillon de Périgord doit à VOILLIAT, Fils, de Clermont-Ferrand, tenant Magasin d'un assortiment de Clincaillerie & Mercerie, tirées des principales Fabriques de l'Europe, rue des Gras, à l'entrée de la rue Neuve, au grand Chapelet.

Son fils Antoine lui succéda ; il avait épousé la fille de Blondy, maître de forges à Gandumas.

Anne Courtois, l'épouse de Beylot, décéda le 11 janvier 1830.

III

Quand nous avons vu Jean-Louis Beylot, investi de la maîtrise, nous avons supposé qu'il allait se consacrer à la fabrication de bijoux dans le genre Saint-Esprit qu'il dut confectionner à Bordeaux, ou bien de ces belles pièces d'orfèvrerie si fines et si élégantes, comme en possèdent encore et les conservent précieusement, les vieilles familles périgourdines ; mais l'examen des papiers nous a enlevé cette illusion. . . . Le maître orfèvre faisait de tout, hormis de l'orfèvrerie ! Et sa boutique de 1780 ressemblait étrangement à un bazar de nos jours !

On y trouvait de tout, même des articles qu'on y aurait le moins soupçonnés !

L'étude de ces factures est très intéressante, car elle nous renseigne sur les objets de tous genres qui étaient alors à la mode.

Nous nous sommes borné dans ce travail à passer en revue les papiers embrassant la période de 1780 à 1800, exception faite des années 1793, 1794 et 1795, où la dépréciation du papier-monnaie jette une si grande perturbation dans le monde des affaires, et où le paiement en assignats modifiait le prix de la façon la plus variable.

L'orfèvrerie, la bijouterie, la joaillerie étaient fournies à Beylot par des spécialistes de Limoges, de Paris, de Toulouse, etc. On lui facturait d'une part la matière première — or ou argent — au poids, et de l'autre, la façon. Cela se pratique encore de cette manière actuellement.

Le cours de l'argent a varié durant cette période de 50 livres 10 sols à 54 livres le marc (244 gr. 7) et celui de l'or de 78 livres à 90 livres l'once (30 gr. 6).

L'unité de poids était le marc (244 gr. 7) qui se divisait en 8 onces de 30 gr. 6 environ ; l'once en 8 gros de 3 gr. 8 environ et le gros en 8 grains de 0 gr. 5 environ.

Les commerçants de Périgueux, nous l'avons dit, se rendaient régulièrement aux grandes foires de Bordeaux, Limoges, Toulouse, pour y faire leurs achats, et Beylot n'échappait pas à la règle, mais c'est à Bordeaux surtout qu'il allait; il y trouvait des fabricants ou des commissionnaires de toutes sortes venus de Paris, de Lyon, de Toulouse, de Genève, etc. . . munis d'échantillons des plus variés. Il faisait son choix, donnait ses commandes et recevait ses marchandises dont le mode de paiement était très rarement au comptant, et presque toujours fixé à la foire suivante. Les foires de Bordeaux se tenaient comme maintenant deux fois l'an, en mars et en octobre, et les achats faits en mars étaient payés à Bordeaux en octobre, et ceux d'octobre en mars suivant.

Toutefois, avec les fabricants d'orfèvrerie ou de bijouterie il était un mode de paiement particulier très fréquent : ceux-ci acceptaient, quand ils ne le sollicitaient pas, d'être payés en « *poids* » c'est-à-dire en « *mitraille* » comme on dit de nos jours.

Le *poids* comprenait plusieurs genres et par conséquent plusieurs prix; il y avait :

1^o Le cassé blanc appelé simplement *cassé*, composé d'objets en argent destinés à être fondus.

2^o Le cassé doré, en vermeil.

3^o Le brûlé blanc et le brûlé doré, constitués par les galons d'argent ou d'or très employés à cette époque et qu'on brûlait quand ils étaient fanés ou usés, afin d'en extraire le métal qui entraît dans leur fabrication.

Pendant cette période le prix du cassé blanc était de 48 à 52" le marc.

Celui du doré 58".

Celui du brûlé blanc 52".

Et celui du brûlé doré 58".

Delage, fabricant de couverts à Paris, écrivait le 2 février 1788 :

« J'ai reçu les 11 marcs 4 gros de cassée à 52" font la somme de 575" 10 s. Je vous serais obligée de tachée de m'en faire passé d'autres, vu que j'en n'ai grand besoin. »

En 1792-1793, le cassé d'argent est coté de 70" à 78". Quant au doré on le paie jusqu'à 92" sous certaines conditions, témoin la lettre de Guérin datée du 14 fructidor l'an 2° :

« Pour ce qui est du doré, on ne s'en soucit pas à Paris parce que on garde le lingot au raffinage l'espace de trois mois ; je te prendrai ton doré tout fondu à raison de 92 livres le marc pourvu qu'il porte par marc soixante grains d'or. . . . »

Il s'agit bien entendu du cours payable en espèces ou en orfèvrerie ; car, pendant la période critique des quatre premières années de la République, les marchandises de toutes sortes ont atteint des prix fantastiques avec l'agiotage des assignats. Et Beylot n'a pas manqué de se livrer lui aussi à la spéculation ; il y fut d'ailleurs incité par ses fournisseurs de Paris.

Le sieur Dunaud, de Paris, lui écrit le 11 septembre 1791 :

« Si par hasard, vous trouviez des louis vieux ou neufs à acheter, je dois vous prévenir du prix que je pourrai vous en donner ; je paierai les neufs 30" et les vieux 31", les frais du port seroient d'ailleurs pour mon compte. »

Il s'agit là des louis d'or de 24 livres. Le 8 août 1792 ils valent 40" à 40" 3, et l'argent monnayé varie de 59" à 60 1/2 le marc.

Il y eut pourtant une période d'accalmie en 1792, car le 30 septembre, il reçoit une lettre du même sieur Dunaud :

« Depuis votre départ, Paris est assez tranquille, c'est sans doute ce qui a encore fait baisser le prix de nos matières ; car il y a 8 à 10 jours que le marc d'argent est venu à 54", et même on m'a assuré qu'il s'en est fait à 52", il a même demeuré là pendant plusieurs jours. J'ai trouvé une occasion d'en placer 100 marcs à 60" et j'ai crû bien faire de donner le vôtre, car tous les jours on me menaçait d'un décret pour le mettre au pair et on est même encore dans cette attente. . . . »

Cette tranquillité fut de courte durée. Les événements se précipitant avec la Convention et son Comité de Salut public établissant le régime de la Terreur, qui fit tant de victimes ! Aussi le commerce s'en ressentit.

Le 7 juin 1793, un fournisseur, Claude Chevallier, fabricant de bijouterie et bimbeloterie, un périgourdin sans doute, car il fait précéder sa signature de : votre concitoyen, écrit de Bordeaux :

Nous avons reçu de bien mauvaises nouvelles, il y a 18 députés en état d'arrestation ainsi que Clavière et Lebrun, ministres ; le parti anarchiste triomphe ; nos sections ne désespèrent plus, il faut nous réunir tous ensemble. . .

Marc, de la maison S. Marc et C^{ie}, écrit de Bordeaux le 16 juillet 1793 :

Je vous ai mandé qu'il n'y avait dans aucuns magasins d'éperons en acier. Ces articles seraient tripler de prix, on a enlevé ce qu'il y en avait et personne n'en a fait venir depuis. Le commerce est ingrat au possible, on n'expédie plus rien de Paris ; la capitale manque d'ouvriers et de matière, et en envoyant les fonds d'avance, nous ne pouvons rien nous procurer. C'est ce qui fait que je n'ose hasarder le voyage de Paris, d'autant mieux que les Bordelais y sont proscrits. . .

La rareté de certaines denrées donne lieu à des transactions bizarres :

Le 5 frimaire an 3 (25 novembre 1794) Blanchard, de Limoges, lui écrit :

Citoyen,

Je vien te rappeler la promesse que tu ma fait de m'envoyer du vin, pour peut que tu mette de retar à me l'envoyer, je serai forcé de boire de l'eau, et dans la circonstance ou je me trouve, il me fau du vin absolument. Je t'avai parlé du mariage de ma fille, il est arrêté pour le jour de la décade, tu voit que je ne peut man passer, je tenvairai au premier jour les articles que tu ma demandé.

Salut et fraternité.

Le 24 pluviôse de la même 3^e année républicaine (12 février 1795) Cheret, autre fournisseur, lui écrit de Bordeaux :

. . . Quand au prix de la matière ils sont très variable, mais toujours fort chère à proportion du reste. L'argent vaut 200^{fr} et lor au poinçon de Paris 350. . . .

Sy vous pouvois faire un échange pour moy, vous me ferais plesir. J'ay six livres de savon de Marseille exelent et que je garde depuis plusieurs jours. comme je ne doute pas que cette marchandise ne soit tres rare chez vous puisqu'elle lest icy, de me faire un échange

pour de la farine froment. En obtenir le plus qu'il vous serait possible, c'est pour ma femme qui est continuellement malade.

Salut et fraternité, J. CHÉRET.

Nous avons dit que Beylot fut incité par ses fournisseurs à spéculer sur les assignats. En effet :

Le 11 frimaire de l'an 4, André Meyer lui accuse réception de 165 louis de 24 livres qu'il a envoyés, et il l'informe de leur vente à raison de 3.125 livres l'un, soit 532.125 livres en assignats pour 3.960 livres en or !

On conçoit combien la spéculation avait beau jeu !

Il ajoute :

« Jay agi comme si c'était pour mon frère, et j'espère que vous en seret satisfait. Les malveillants ont répandu le bruit que l'on allait démonétiser tous les assignats ; rien n'est plus faux, cela fait néanmoins monter les louis. C'est l'infâme agiotage qui nous fait bien du mal. »

Le 4 nivôse, il annonce à Beylot qu'il a vendu son louis faux « après qu'il a été fondu et essayer ; j'en ai retirer 3750ⁿ. Il n'y avait que 3 gros dor à 20 karats (1) » et il lui donne le cours actuel des louis, des « jeunes » : il est de 4.350 à 4.500 livres !

Il devait atteindre pourtant des taux encore bien plus élevés, car nous lisons dans le cours officiel publié en exécution de l'article 5 de la loi du 3 messidor an V que le 3 ventôse de l'an IV le louis a atteint son maximum : 8.137 livres ! Cette lecture nous a amené à vérifier les cours indiqués par le sieur André Meyer, à son client et ami Beylot, et nous constatons que le 11 frimaire, le louis était coté 3.575 livres, au lieu de 3.125, ce qui laisse pour l'ami Meyer la coquette commission de 350 livres par louis, soit pour l'opération 74.250 livres en assignats ou 568 livres en or !

Le prix de la « matière » augmente rapidement :

(1) Le carat indique ici le titre. On appelait carat chacune des parties d'or fin contenue dans une certaine quantité d'or prise pour unité, appelée marc, que l'on supposait partagée en 24 parties égales appelées carats :

L'or à 20 carats contenait 20 parties d'or fin et 4 parties d'alliage.

Le 16 germinal, an 3 (5 avril 1795), « le prix d'argent vaut 360" et l'or fin 950". »

Il est naturel que le prix de toutes choses suit ces proportions, aussi dans l'énumération des marchandises entrant dans le commerce de Beylot, que nous publions plus loin, nous le répétons, nous ne faisons pas état des factures de cette période anormale.

A titre de document, toutefois, nous relevons ci-dessous quelques chiffres pour montrer les prix fantastiques atteints par des objets parmi les plus banals :

De la foire de Bordeaux, 5 octobre 1793 :

1 douz. gants chamoy.	700"
2 douz. » de daim piqué de soye.	3800"
1 ditto » très fin.	2400"
1 mille de plumes (plumes d'oie pour écrire ?)	2400"

Du 7 frimaire an 4 (8 décembre 1795) :

1 douz. paignes.	500"
3 paignes fin à 150".	450"
6 mille d'épingle.	640"
2 garnitures de brides à 300"	600"
1 selle à l'Anglaise.	1800"
1 ditto à la Hussarde.	2000"
3 garnitures de commodes (poignées, boutons bronzes à 350").	1050"
1000 clous argentés pour sellerie.	1100"
1 douz. boutons soie.	120"
2 bons razoirs.	1400"

Et ce détail d'un emballage du 7 nivôse an 4 (26 décembre 1795) :

Caisse	100"
Toile cirée.	200"
Corde.	50"

L. DIDON.

(A suivre.)

LA FAMILLE ET LES ANCÊTRES

DU MARÉCHAL BUGEAUD

Dans le *Bulletin* de mai-juin 1912, nous signalions l'existence dans les dépôts publics de nombreux actes inédits relatifs aux ascendants du maréchal Bugeaud, et nous exprimions le désir de les sauver de l'oubli en les coordonnant dans un travail d'ensemble. Ce travail, trop longtemps retardé, nous le présentons aujourd'hui à nos collègues.

Le nom de Bugeaud sent le terroir ; il est surtout répandu dans la région comprise entre Hautefort, Lanouaille, Excideuil. Un village de ce nom dans la commune de Cherveix a dû être le berceau de la race, mais le vrai nid c'est la Durantie dans la commune de Lanouaille.

Là, les Bugeaud sont légion au début du xvii^e siècle, tous laboureurs, tisserands, forgerons, quelques-uns clercs.

Maréchaux et notaires, telles sont les professions héréditaires dans la branche d'où sortira Thomas Bugeaud, branche que nous avons pu dégager du fouillis des ramifications secondaires, grâce aux registres paroissiaux et aux minutes notariales.

L'ancêtre le plus lointain connu est *Jean Bugeaud*, dit *Tameyzou*, texier à la Durantie, cité dans un acte de 1605 (1). Il fut père de *Bernard*, maître-maréchal à Lanouaille, dont un acte de 1608 nous révèle la parenté avec un procureur au Présidial de Périgueux :

« Au village du Chaslard a été présent M^e Jean Bugeaud (2) procureur es-sièges royaux de Périgueux, lequel a affirmé à Bernard, son frère, maréchal à Lanouaille, une métairie sise à la Durantie pour 270 livres (3). »

Bernard fut père de *Loys* aussi maréchal, époux de Jeanne Devaux, de Dussac, qui mourut le 25 février 1694 (4). Les

(1) Archives dép. Minutes Andraud.

(2) Ce Jean Bugeaud mourut « de la contagion » en 1631. Le natalice de ses enfants est au *fonds Mèredieu*. (Arch. dép.)

(3) Minutes Andraud.

(4) Registres paroissiaux de Lanouaille.

minutes Andraud, de Lanouaille et Rolin, d'Excideuil (1) sont remplies de pièces le concernant : il ne cesse d'arrondir ses biens, accense aux seigneurs du voisinage dont il est même le banquier. C'est « le goujon qui mange le brochet. »

Aussi son fils *Bernard*, au lieu de se brûler au feu de la forge, sera-t-il praticien et notaire royal. Né le 21 mai 1640, mort jeune en 1674 (2), il laisse de son mariage avec Peyronne Cipièrre trois fils, dont *Louis*, né le 30 septembre 1666 (3).

Voilà le grand ancêtre avec qui la famille va sortir de l'ornière. Le descendant des « faures » et des tabellions de village revêt la simarre et devient noble par « la savonnette à vilain. »

La principale cause de cette évolution fut l'exploitation d'une forge que Louis ajouta à son étude de notaire de Lanouaille. L'industrie du fer battait alors son plein en Périgord ; nobles ou bourgeois, tout le monde faisait valoir ou s'associait pour exploiter une usine. Comme les Chapelle de Jumilhac, les Machat-Pompadour, les de Mallet, les de Teyssièrre, les Bertin... etc, les Bugeaud durent à cette industrie leur fortune et leur élévation sociale.

C'est vers 1708 que Louis afferma la forge basse de Gandumas (4). Le bourg de ce nom, alors assez important avec sa population de charbonniers, fondeurs, afflineurs, cloutiers, muletiers, possédait au bord de la Loue deux forges d'origine très-ancienne, la haute et la basse, celle-ci flanquée d'un logis noble (5). La forge basse n'était pas une simple usine à fer battu, mais comprenait un haut-fourneau, des fours d'affinerie, un marteau à battre et une clouterie. Elle n'était

(1) Arch. dép.

(2) Reg. par. Lanouaille.

(3) Les deux autres sont François, « M^e apothiquairè », et Bernard, sieur de Barbary, tige des *Bugeaud de Redon*.

(4) Aujourd'hui, commune de Dussac.

(5) Ces forges appartinrent tour à tour aux de Fayolle, aux Combescot, aux de Lanssade. Des Bugeaud, qui n'en furent que « directeurs », elles revinrent aux Combescot et aux Bony. Aujourd'hui elles n'existent plus, et l'ancien repaire est à M. Lagarde.

pourtant pas affermée très cher, puisqu'en 1757 Marguerite-de Bony la louera à Aubin Grand pour « 800 livres et deux quintaux de fer par an (1). » Aussi Louis et son fils aîné y gagneront-ils une jolie fortune.

D'un premier mariage contracté le 7 février 1690 avec Catherine de Teyssière, demoiselle du Chastenet (2), Louis n'avait eu qu'une fille morte jeune. Le 19 novembre 1693, il épousait Marie Eycuriaud, de Payzac, qui lui donna quinze enfants dont huit encore vivants sont nommés dans le testament mutuel reçu le 3 mai 1733 par le notaire Leymarie (3).

Avec l'argent gagné dans la forge, non seulement Louis peut constituer à ses filles des dots de 6.000 livres, considérables pour l'époque, et faire à son aîné lors de son mariage une constitution de 40.000 livres, mais encore acquérir des fiefs, des terres nobles assorties de droits utiles ou honorifiques. Et en dépit des ordonnances royales, comme tant de bourgeois d'alors, il prend ou donne à ses enfants le nom de ces terres. Dès 1689, n'étant encore que notaire, il se disait « sieur de la Rebeyroulie », du nom d'un tènement de Lanouaille, alors fief des de Teyssière ; en 1732 il est « noble Louis Bugeaud, écuyer, seigneur des fiefs de la Piconnerie, les Plasses, la Durantie (4). » Et ses fils, oubliant le nom patronymique, signent dans les actes publics : *la Piconnerie, les Fayes, la Vidalie*.

Il est vrai que le maître de forge pouvait invoquer, pour justifier cette élévation sociale, l'achat d'une charge de Conseiller du Roi.

En effet :

Le 4 juin 1731 à Excideuil, messire Annet de Magnac, seigneur de

(1) Arch. dép. Contrôle.

(2) Reg. par. Lanouaille.

(3) Arch. dép. Contrôle.

Ces huit enfants sont : Simon — Berthe, demoiselle des Fayes, mariée à Jean Mallet de la Jorie — Marguerite, qui épouse Jean Parouty — Gauthier, sieur des Fayes, maître de la forge du Besson — Antoinette, femme de Jean Lassageas — Pierre, sieur des Plasses — Jean de la Vidalie, archiprêtre de Champagnac-de-Bélair — Gilberte, mariée à P. Andraud.

(4) Communes de Dussac et Lanouaille.

Prémilhac, reconnaît qu'après le décès de messire Jean de Magnac, son père, il aurait le 4 février 1729 verbalement vendu à Louis Bugeaud la charge de conseiller secrétaire du Roi, près la Cour des Aydes de Montauban, pour par ledit seigneur de la Rebeyrolie s'en faire pourvoir, jouir et disposer. Ledit Larèbeyrolie a été pourvu de ladite charge et l'a exercée depuis deux ans, après l'avoir payée 17.800 livres en louis d'or dont il lui donne quittance (1). »

Ces charges de conseiller du Roi ne conféraient pas seule- l'exemption de la taille et de la gabelle, elles anoblissaient le titulaire, et si l'officier mourait maître de son office, la noblesse *acquise* devenait *transmissible*. Ce fut le cas de Louis Bugeaud.

Ce fondateur de dynastie dédédia à l'âge de 70 ans :

« Le 6 mai 1733 a esté enterré dans l'église de Lanouaille, dans les tombeaux de ses prédécesseurs, messire Louys Bugeaud, sieur de la Rebeyroulie, secrétaire du Roy, décédé à la forge de Gandumas (2). »

Le fils aîné de Louis, *Simon*, né à Lanouaille le 24 décembre 1698, fut poussé par son père vers les charges militaires. Un acte de 1730 nous apprend qu'il est « l'un des 200 gendarmes de la garde ordinaire du Roi (3). » Il réside néanmoins à Gandumas, s'occupant avec son frère Pierre de la direction de la forge. Il songeait même à avoir une usine à lui. En effet :

« Le 13 décembre 1750 à Excideuil, le sieur Lagorce, consul de ladite ville, représente qu'il lui a été envoyé des ordres de Mgr. l'Intendant pour publier par trois dimanches, à l'issue des messes paroissiales des lieux circonvoisins aux fiefs de la Durantie et la Piconnerie, que Simon Bugeaud, seigneur desdits fiefs, demandait à S. M. la permission de faire construire un fourneau pour la fonte de mine de fer et une forge à fer battu sur le ruisseau de la Loue..... La communauté a déclaré qu'il était de l'intérêt public que ladite construction fût faite dans l'endroit indiqué qui se trouve à deux lieues de la présente ville (4). »

Ce projet ne dut pas aboutir, car à partir de 1753 il n'est plus question de forge dans les actes intéressant les Bugeaud.

(1) Arch. dép. Minutes Rolin.

(2) Reg. par. Lanouaille.

(3) Arch. dép. Minutes Rolin.

(4) *Id.*

Simon vit désormais « noblement » à Excideuil ou à la Durantie. Il s'agit ici du vieux château que le maréchal remplacera par une construction moderne. Nous le connaissons par un procès-verbal de 1663 (François de Galabert en était alors seigneur) (1), et l'inventaire fait après la mort de Simon. C'était une maison longue et étroite avec un pavillon en retour et des communs; ni tours, ni pignon, ni girouettes. Au-dedans sept pièces « à rez-de-chaussée » dont le salon pavé de petits cailloux.

C'est dans ce logis rustique que vécut la famille de Simon, puis celle de son fils, famille composée non seulement de leur progéniture, mais des branches collatérales, prêtres, vieux garçons, vieilles filles restées au nid avec leur rouet pour distraction.

Héritier universel de son père, Simon est un grand seigneur foncier.

L'aveu du 27 août 1749, rendu au prince de Chalais « sous le devoir d'un bouquet de fleurs », nous montre l'étendue du fief de la Durantie. Il comprend :

1° le domaine de ce nom avec le château et onze métairies;
2° le domaine de la Piconnerie : maison, granges, prés, bois.... ;

3° les Plasses « où ledit seigneur jouit féodalement, ainsy que ses auteurs ont joui de tous temps (oh ! ces flatteurs de notaires !) la dixme de tous les fruits; »

4° les rentes foncières et directes sur les moulins de la Durantie et du Petit Pey, et 35 tènements sis dans les paroisses de Dussac et Lanouaille ;

5° des maisons, jardins, aisines dans lesdites paroisses, et le droit de pêche dans la rivière de la Loue.

Ce domaine des Bugeaud, il est intéressant d'en suivre l'administration à travers les actes de notaires. Simon achète beaucoup, mais il vend aussi « pour soutenir sa famille dans ses emplois. » Car le testament paternel a fait de lui le tuteur de ses frères et sœurs.

De plus, il eut une nombreuse descendance (24 enfants) de

(1) Arch. dép. Minutes Rolin.

son mariage avec Marie Dalesme épousée en 1724 (1). Il lui faut payer « tant en argent qu'en fer cru » la *légitime* de ses cadets, les pousser aux études, doter ses filles. Il doit souvent emprunter, ainsi en 1774 six mille livres à son fils Ambroise pour payer au Roi les droits de « confirmation de la noblesse. »

Ces embarras financiers des propriétaires d'autrefois expliquent leur humeur processive et leur âpreté à l'égard de leurs tenanciers. Il y a dans le fonds de l'ancienne justice d'Excideuil (2) plus d'un procès où Simon est impliqué, et, il faut bien l'avouer, il n'a pas toujours le beau rôle. Le plus curieux de ces procès au point de vue des mœurs du temps est celui de 1736 :

Plainte de Jean Massenat m^e perruquier contre Simon Bugeaud de la Piconnerie (3).

Il s'agit d'une querelle au cabaret où l'intimé déjeunait. Le sieur Massenat lui ayant proposé d'échanger du fer contre de la tuile « ainsi qu'un autre forgeron, M. de Gréznac, avait changé avec lui du fer pour une perruque et un baril de beurre », le sieur la Piconnerie, qui avait un fouet de baleine à la main, le lui cassa sur le corps.

Arrêté par le procureur fiscal et emprisonné au château, Bugeaud avoue les faits. Le plaignant finit par transiger à 300 livres.

Ces violences ne semblent pas avoir rendu les Bugeaud trop populaires. En 1779 Mme de la Piconnerie, veuve de Simon, habitant à Excideuil, rue des Cordeliers, est obligée de poursuivre Michel Faure, marchand, parce qu'il a dit que

(1) Arch. dép. Minutes Lavavé.

Dans son testament passé le 11 février 1767 chez Rolin, Marie Dalesme nomme 13 enfants encore vivants : Marie, épouse de Martial Combescot, — Berthe, femme d'Antoine de Lignac, — Antoinette, mariée à Pierre Debets, — Jean-Ambroise, — Pierre des Plasses, lieutenant au régiment d'Aquitaine, — Marie, — Antoine de la Durantie, — Antoinette, épouse de Martin Ventou de Lapeyrière, — Jean de Laporte, — Jean-Antoine de Lorival, grand-vicaire de Lombes, — Marie, religieuse à Saint-Yrieix, — Jean de la Renaudie, lieutenant dans les troupes de l'Inde, — Jacques des Faves, porte-drapeau au régiment de l'île Bourbon, puis fixé à l'île Maurice.

(2) Arch. dép.

(3) Arch. dép. Justice d'Excideuil.

« les Lapiconnerie étaient de f... cavaliers, qu'ils n'étaient nobles que de quatre jours, et qu'ils l'avaient acheté (1). »

Lors de ce procès, Simon était mort depuis quatre ans :

« Le 3 août 1775 a été enterré dans l'église Simon Bugeaud, écuyer, seigneur de la Piconnerie, mort à la Durantie âgé de 77 ans (2). »

C'est son fils aîné *Jean-Ambroise*, né le 7 décembre 1730 à Gandumas, qui hérita du fief.

Dans son contrat de mariage avec Françoise de Sutton de Clonard (3) du 8 avril 1771, il est dit « marquis de la Ribeyrolle » ; plus tard il signera « de Bugeaud », et en 89 il votera avec l'ordre de la noblesse du Périgord.

C'est un digne contemporain de « *l'Ami des hommes* », M. Mirabeau père. « Jamais, a dit de lui son fils le maréchal, il ne m'a donné une caresse ». Et sa petite-fille la comtesse Feray ajoute : « Mon grand-père était un homme terrible ; dans le pays il est resté légendaire (4). »

Entre les mains de ce rude maître, le domaine prospéra jusqu'à la Révolution. Parmi les actes qui nous permettent de suivre son administration, le plus intéressant est un procès à la Cour d'Excideuil en date de 1781 : le domaine y est évalué 268.000 livres (5).

Mais la Révolution allait ruiner et disperser la famille. Comme beaucoup de nobles, les Bugeaud suivirent d'abord le mouvement ; deux des fils de Simon s'installèrent à Excideuil « l'acte d'union de tous les citoyens. » Mais l'un d'eux, Pierre des Plasses, est dénoncé le 18 juin 91 par la *Société des amis de la Constitution*, pour « propos incendiaires. » Il aurait dit aux paysans assemblés sous la halle : « que les bourgeois les trompaient, que dans quinze jours ils viendraient baiser où les nobles poseraient leurs pieds, et qu'il allait entrer en France onze armées pour nous mettre à la raison (6). »

(1) *Id.*

(2) Reg. par. Lanouaille.

(3) Ce contrat a été publié dans le *Bulletin* (t. IV).

(4) D'Idreville.

(5) Arch. dép.

(6) Arch. dép. Justice d'Excideuil.

L'année suivante « Desplasse et son frère Laporte ci-devant nobles » figurent sur la liste des émigrés, tandis qu'un troisième, la Durantie, est reclus au dépôt d'Hautefort avec sa sœur Marie, religieuse à Saint-Yrieix (1). Le marquis ne souffrit pas moins des événements de cette époque troublée. Imposé d'abord à 110.000 livres d'emprunt forcé, il vit ensuite, comme père d'émigrés, ses biens mis sous séquestre (2), et fut lui-même emprisonné à Limoges avec sa femme et sa plus jeune fille. Sauvé de l'échafaud par la mort de Robespierre, il vécut à Limoges jusqu'en 1804, tandis que les siens (3) résidaient à la Durantie.

Cette chère Durantie, son illustre fils Thomas ne l'oubliera jamais ; il en parle sans cesse dans ses lettres à sa sœur Philis, il y revient quand la Restauration brise son épée, il y fait édifier le château moderne où il vient se reposer entre deux campagnes d'Algérie.

C'est dans ce nid périgourdin que la forte race des Bugeaud s'est épanouie avec ses qualités originales, ardeur au travail, bon sens pratique, dans le bon citoyen et le grand soldat qui aima et servit si bien la France et le Périgord.

E. BAYLE.

(1) *Id.* série L.

(2) *Id.*

(3) Jean-Ambroise eut 14 enfants dont 7 ont vécu : Patrice, officier émigré, — Jean-Ambroise, officier de marine, — Thomasine, vicomtesse d'Orthez, — Philis, mariée à Pierre de Lignac, — Hélène, femme de Michel Sermensan, — Marie-Antoinette, qui épouse Jacques Lavergne de Saint-Germain, — Thomas-Robert, maréchal de France, duc d'Isly.

Le dernier des Bugeaud, M. le comte Feray, petit-fils du maréchal, est mort à Paris le 12 juillet 1914.

VARIA

NOTES ET DOCUMENTS :

LE PÉRIGORD PENDANT LA GUERRE DE CENT ANS

d'après les Archives du Vatican.

(Suite).

Chapitre V. La France envahie par les grandes compagnies. La défaite et l'expulsion des Anglais. Les églises et monastères..... § 7. Le comte d'Armagnac fait appel du prince de Galles au roi de France comme souverain de la Guienne. Défection des provinces méridionales de la principauté d'Aquitaine (p. 529-548).

.....

Le comte de Périgord Archambaud V, quoiqu'il partageât l'avis du comte d'Armagnac, ne donna son adhésion à l'appel que le 13 avril 1369 ; ensuite il créa quatre commissaires pour le représenter à l'assemblée qui devait se tenir à Paris au mois de mai. Il est à croire que son frère, Talleyrand de Périgord, adhéra en même temps (1), tandis que la ville de Périgueux ne le fit pas avant le mois d'août, quoique, dès le mois de juin, les lettres du roi Charles V l'eussent signifié aux habitants (2). Avant que les commissaires royaux n'arrivassent à décider les habitants à suivre l'exemple du comte, ceux-ci avaient eu beaucoup à souffrir du fait des Anglais. Le prince de Galles, irrité de la défection d'Archambaud, avait envoyé dans cette province les comtes de Cambridge et de Pembroke avec leurs troupes, qui dévastaient les environs de Périgueux. Nous sommes, sur ce point, bien informés par une lettre d'Urbain V, du 7 juin 1370. Le maire, les consuls et la commune de Périgueux écrivent au pape (3)

(1) Sur les détails, voy. Dessalles, *Périgueux et les deux derniers comtes du Périgord*, p. 87 et suiv., 89 et suiv., 92 et suiv.

(2) *Ibidem*, p. 93 et suiv.

(3) *Reg. Avon. Urbani V*, n° 22, fol. 356^b : « Urbanus episcopus servus servorum Dei dil. fil. Johanni tit. Sancti Marci presb. Avinionensi commoranti, salutem, etc. Exhibita nobis pro parte majoris, consulum et Communis Civitatis et Ville Petragoricensis nobis nuper petitio continebat quod, dudum dicta Civitate diuturnis temporibus, saltem a tempore quo fuerat per Anglicos, guerris ultimis inter reges Francie et Anglie qui tunc erant vigentibus proxime finitis, hostiliter occupata, Civitas ipsa fere exstitit extunc inhabitata, et

qu'au temps ou, après la paix de Brétigny, la ville fut occupée par les Anglais, elle était presque inhabitée, mais qu'au moment présent, elle est tout à fait dépeuplée ; que ses murs et ses fortifications seuls restent debout. Ils disent qu'un peu avant, les Anglais et les principaux ennemis de cette commune s'y étaient réunis, avaient dévasté le

nunc est prorsus depopulata, muris et fortaliciis ejusdem protunc integris remanentibus, inibique Anglici et capitales inimici prefatorum Ville et Communis nuperrime congregantes et recipientes exinde totam illam patriam quasi per quatuor leucas circunquaque devastarunt, incendia, strages in et extra sacra loca et alibi nefarie ponentes et committentes atque innumerabilia mala et scelera perpetrantes ibidem ; ipsi vero inimici exposit recedentes abindo, quamplures feroces et mortales minas eisdem Ville et Comuni occasione fortalicii predictae Civitatis inferre publice et palam se jactarunt, prout incessanter dictas minas nituntur effectui mancipare. Postmodum vero venientibus ad dictas Civitatem et Villam nonnullis gentibus, de car. in Christo filii nostri Caroli regis Francorum yllustris mandato, pro faciendo ex parte ipsius regis quasdam requestas seu petitiones Comuni predicto ac exponendo certa pacta per ipsos reges in tractatu suo pacis juramento firmata, ipse gentes sic in dicta Villa degentes causa superioritatis ad dictum Francorum regem in Villa eadem spectantis, vinum, bladum et quedam alia bona ven. fr. nost. Petri episcopi Petragoricens. ac etiam dil. fil. Arnaldi Ruti canonici Petragoricens. et quarundam aliarum ecclesiasticarum personarum, citra tamen ipsorum Ville et Communis consensum et voluntatem et culpam omnimodam, pro suis victualibus ceperunt, domusque et habitacio episcopalis predictae Civitatis (quam dilecti filii nobiles Edwardus princeps Vallie et Aymo ejus frater antea consueverant in suis adventibus frequenter inhabitare) et quedam alie domus personarum ecclesiasticarum per nonnullos dictis Villa et Comuni ignotos fuerunt combuste et aliqui parietes diruti, no de cetero prefatus princeps seu ejus gentes (dictam Villam penitus extirpare et populum ipsius Ville immaniter consumere anelantes) possent ibidem recipi neque ullatenus more hostili adunari. Quodque postmodum prefatus episcopus, tam vigore constitutionis, ut dicebat, *Ad reprimendas*, quam etiam suarum synodaliu constitutionum, nullis citacione aut monicione vel declaracione quibusvis previis, sed juris ordine penitus pretermisso, majorem, consules, Civitatem et Villam ac Commune predictos (super premissis penitus innocentes) de facto supposuit ecclesiastico interdicto ac contra ipsos majorem, consules et Commune excommunicacionis sentencias voluntarias et repentinas, prout sibi placuit, promulgavit et easdem tamdiu tenere et valere voluit et mandavit, quousque de dampnis sibi et ecclesie sue illatis, esset pecuniariter et integre satisfactum. Et quod licet idem episcopus per dil. fil. majorem et Sancti Frontonis et ecclesie Petragoricens. capitula, necnon Predicatorum et Minorum ordinum Petragoricens. fratres, ac nobilem virum Arnaldum de Yspania, militem, capitaneum dicte Ville (qui quidem miles dicta dampna per prefatum Carolum regem Francorum debite et cum effectu obtulit facere resarciri)

pays à quatre lieues à la ronde, y causant toute sorte de maux, même dans les lieux sacrés. Après leur départ, ils menaçaient continuellement la ville et la commune. Ensuite, des commissaires du roi Charles V, venus pour exposer à la commune quelques détails du traité de Brétigny, avaient pris, de leur propre chef, sans aucun consentement des autorités de l'endroit, le vin, le blé et d'autres biens de l'évêque, d'un chanoine et de certains ecclésiastiques. En outre, des inconnus avaient brûlé et détruit en partie l'habitation de l'évêque (que le prince de Galles et son fils avaient coutume de prendre pour leur demeure quand ils venaient dans cette ville), ainsi que plusieurs maisons appartenant à des ecclésiastiques, pour que le prince et ses gens, qui avaient l'intention d'exterminer la ville, ne s'y puissent plus réunir. Les sollicitants auprès du pape disent que l'évêque a, pour ces raisons, mis l'interdit sur la ville, et que, malgré les réclamations du clergé séculier et régulier, et malgré la promesse faite par le capitaine de la ville, Arnould d'Espagne, d'obtenir une indemnité du roi Charles V, l'évêque refuse de lever l'interdit, parce qu'il a promis au prince de Galles de ne pas le faire. La commune se plaint de ce que cent cinquante ecclésiastiques et plus de douze mille habitants sont, de la sorte, privés des sacrements depuis plus de six mois et de ce que les vivants et les morts subissent les conséquences de l'interdit.

D'après cela, nous voyons que l'irritation contre les Anglais, du parti desquels s'étaient mis l'évêque de Périgueux, un Italien, nommé Pierre Pin, et quelques autres ecclésiastiques, était arrivé à un tel point que les royaux détruisirent les habitations de ces partisans, surtout celle de l'évêque, dans laquelle le prince de Galles résidait

fuerit sepiissime requisitus ut dictum interdictum suspendere vellet, huiusmodi interdictum suspendere recusavit, sed illud se non remoturum promississe dicitur principi memorato, ut amplius dicti Villa et Commune pregravarentur. Quapropter prefati major, consules ac Commune, necnon centum et quinquaginta persone ecclesiastice Deo servientes et alie persone seculares utriusque sexus, que ultra duodecim milia existunt, a divinis officiis et sacramentis ecclesiasticis per dimidium annum et ultra sunt distracti ac multi decedentes ibidem in campis silvestribus atque terris more bestiarum sepulti, in fidei catholice immensam perniciem, dictorum majoris, consulum et Communis prejudicium et scandalum plurimorum. Propter que, pro parte dictorum majoris, consulum et Communis.... ad sedem apost. exstitit appellatum.... [Mandat cardinali ut duas partes ad compositionem et concordiam inducat.] Dat. apud Montemlasconem non. Maii anno octavo. » *Ibid.*, fol. 415, la même bulle « Ad futuram rei memoriam », et sous la même date.

souvent (1). Nous apprenons à cette occasion le nombre approximatif des habitants de la ville, qui, à ce moment, s'élevait à plus de 12.000. Périgueux étant alors désigné comme dépeuplé, ce qui est confirmé ailleurs (2), il faut en conclure que, quand cette ville était dans une situation normale, sa population était très remarquable.

Les troupes des comtes de Cambridge et de Pembroke s'emparèrent aussi, après trois mois de siège, de Bourdeille, puis du château de Roussille, et menacèrent Auberoche et Montignac (3). Le prince déclarait encore le comté de Périgord confisqué, et le donnait à Renaud de Pons (4). Mais cela servait peu. Le prince de Galles ne pouvait plus arrêter le courant. Durant l'hiver de 1369 à 1370, Anglais et Français n'avaient pas cessé de se faire la guerre en Périgord. Saint-Astier et plusieurs autres localités furent réduites sous l'obéissance du roi de France (5).

.....
Même chapitre. — § 8. Expulsion des Anglais hors du royaume de France (p. 548-591).
.....

La chevauchée du duc d'Anjou et de Du Guesclin commença en Quercy. Moissac se rendit le 23 juillet 1370, Aiguillon et Monpazier se rendirent ensuite (6). Ils passèrent, au moins d'après Froissart, devant Bergerac, qu'ils assiégèrent dès les premiers jours de juin (7). La ville était sûrement au pouvoir des Français le 12 mars 1376, comme le prouve une lettre de Du Guesclin à ses « chiers et amez le

(1) C'est à tort que le P. Dupuy, *L'Estat de l'église du Périgord* (Périgueux, 1629), II, p. 119, et ensuite le *Gall. christ.*, II, col. 1479, prétendent que la maison épiscopale fut brûlée et démolie seulement en 1377. L'interdit fut suspendu pendant six mois par Grégoire XI, le 24 janvier 1371 (*Reg. Vat.*, n° 282, fol. 120). On est revenu plusieurs fois sur cette affaire, et, le 17 août 1375, le même Pape dit que, d'après la relation de l'évêque, « major et consules quandam domum sitam in Civitate prefata ad mansam episcopalem pertinentem diruerunt », et, à cause de la peste, il suspend une autre fois l'interdit (*ibid.*, n° 286, fol. 149^b).

(2) Cf. Dessalles, *op. cit.*, p. 112. [Le chiffre ainsi donné pour la population de Périgueux en 1370 nous paraît avoir été fort exagéré, sans doute pour les besoins de la cause. R. V.]

(3) *Ibid.*, p. 89 et suiv. Cf. S. Luce, *Froissart*, VII, p. LIX et suiv.

(4) Cf. Dessalles, *op. cit.* p. 91.

(5) Cf. S. Luce, *Froissart*, VII, p. CII note.

(6) Froissart, éd. S. Luce, VII, p. c, note 3.

(7) *Ibid.*, p. CI, note 2.

governor et cosols de Bergerac », écrite, sous la même date, à Mouleydier (1) ; mais la place retomba au pouvoir des Anglais, et ce n'est qu'en 1377 qu'elle fut reprise par les Français. La ville de Sarlat, dont l'évêque Austence, un Franciscain, avait, dans un concile d'évêques tenu à Périgueux quelques années auparavant, comparé le prince de Galles, alors présent, au Fils de Dieu (2), ayant fait sa soumission pleine et entière en juillet 1370, le duc d'Anjou, en compagnie de Du Guesclin et de plusieurs autres capitaines, en prit possession après le 8 août (3).

.....

Du Guesclin, prévoyant que le prince de Galles se disposait à marcher contre les troupes du duc d'Anjou, mit Périgueux en état de résister à toutes les attaques ; puis, lui et ses lieutenants assiégèrent Saint-Yrieix, Brantôme et Montpon, chacune de ces villes étant la clef des trois routes qui mettent Périgueux en communication avec Limoges, Angoulême et Bordeaux. Son but était d'empêcher la jonction de l'armée du duc de Lancastre partant de Bordeaux à travers le Libournais et le Limousin avec l'armée du prince de Galles, partie de Cognac ou d'Angoulême à travers le Nontronnais et le Limousin.

.....

En février 1371, le duc de Lancastre assiégeait Montpon en Périgord (4). A cette nouvelle, Sylvestre Budes, cousin de Du Guesclin, qui, avec Jean de Malestroit, commandait pour le duc d'Anjou la forteresse de Sainte-Bazille (5), parvint à se jeter dans Montpon (6). Du Guesclin même accourut au secours des assiégés, mais il apprit en route que la forteresse avait succombé.

.....

(1) Voy. la lettre dans les *Jurades de la ville de Bergerac* (Bergerac, 1892), p. 34 et suiv. Cf. encore Labroue, *Bergerac sous les Anglais* (Bordeaux, 1893), p. 84 et suiv. La lettre devait servir de sauf-conduit aux consuls de Bergerac, pour porter des vivres à Du Guesclin, alors devant Mouleydier, pendant les trêves. Cette lettre est du « mercredy xii^e jour de mars mcccLxxv » (a. st.).

(2) Aymeric de Peyrac, *Vit. Urb. V*, dans *Actes et documents concernant Urbain V*, rec. Albanès, I, p. 64.

(3) Froissart, éd. S. Luce, VII, p. cix, note 2.

(4) G. Lefèvre-Pontalis dans *Bibl. de l'Ecole des Chartes*, t. XLVII, p. 74 ; L. Mirot, *Sylvestre Budes*, p. 7, note 2 ; Terrier de Loray, *Jean de Vienne*, p. 54, note 3, identifient à tort « Montpaon » avec Montpaon-en-Rouergue (Aveyron, arr. de Saint-Affrique).

(5) Lot-et-Garonne, arr. et cant. de Marmande.

(6) Froissart, éd. S. Luce, VIII, p. 13, et Mirot, *loc. cit.*

§ 10. La désolation des églises et monastères de la partie méridionale de la France depuis le traité de Brétigny (p. 611-688).

.....
L'évêque et le chapitre de Sarlat ne purent empêcher la ruine de l'église cathédrale, parce qu'à cause des guerres, ils étaient dans une trop grande détresse (1), et cet état de choses se prolongea jusque dans le milieu du xv^e siècle (2). Le prieuré de Saint-Cyprien, de l'ordre de Saint-Augustin, reçut la bulle *Ad reprimendas* le 19 septembre 1381 (3).

Dans le diocèse de Périgueux, on se plaint, en 1362, de ce que les églises paroissiales de Saint-Laurent-des-Hommes et de Bénévent ont été incendiées par le fait des guerres (4). Alors on craignait les voisins qui pouvaient faire une invasion et détruire les lieux (5). Les habitants de Bergerac, prévoyant une attaque, proposaient de détruire le monastère des Frères Prêcheurs hors les murs, et ceux-ci cherchaient une nouvelle habitation dans l'enceinte (6). L'église paroissiale de Saint-Jacques, dans la même ville, s'écroula pendant la messe et écrasa les assistants ; on n'avait pas, à cause des guerres, les ressources nécessaires pour la reconstruire (7). De même, l'église collégiale de Saint-Astier s'était écroulée, et les guerres, la mortalité, les pillages des bandes ne laissaient pas les moyens de la rebâtir. Clé-

(1) *Suppl. Urban. V*, n° 41, fol. 130, ad an. 1365, jun. 22 : « Supplicans S. V. episcopus et capitulum Sarlaten. ut, cum ecclesia vestra Sarlaten., O. S. Ben., propter vetustatem disposita sit ad ruinam, nisi celeriter occurratur, ipsique reparacioni juxta eorum possibilitatem affectent dare operam et intendant, et ad id propter guerras et malitiam temporis, que in illis partibus longo tempore vigerunt, dicti episcopi, capituli et ecclesie non suppetunt facultates... [Petunt licentiam applicandi operi fabrice pred. reparacionis fructus nonnullorum beneficiorum secularium et regularium.] Habent fructus beneficiorum vacancium in civitate et dioc., usque ad quatuor annos in illis, dumtaxat in quibus sedes apostolica non recipit primos fructus. — Item petunt indulgencias cum elemosynis, ut hujusmodi fabrica... facilius valeat consummari. Fiat de anno et XL in forma. — Dat. Avinione X kal. julii an. III. »

(2) Denifle, *La désolation des églises*, I, n° 463. V. pl. loin sous ce n°.

(3) *Reg. Aven. Clement. VII*, n° 22, fol. 299.

(4) *Reg. Aven. Innocent. VI*, n° 28, fol. 379 : « S. Laurentii mart. de Pradors et de Benavent ».

(5) *Suppl. Urban. V*, n° 39, fol. 174, ad an. 1364, januar 23 : « Prepositatui de Themolaco (Trémolat), O. S. Ben., propter vicinorum malitiam destructionis periculum imminet. »

(6) *Reg. Aven. Gregor. XI*, n° 1, fol. 459, ad an. 1371, jun. 1.

(7) *Ibidem*, n° 13, fol. 286^b, ad an. 1372, jun. 26.

ment VII remit au chapitre 100 francs d'or, dus à la chambre apostolique (1). La situation de cette église et du pays empira tellement qu'avant le milieu du ^{xv}^e siècle, le culte divin fut totalement interrompu, et que ce lieu ne comprenait plus que cinq feux (2). Les Chartreux de Vaclaire racontent en 1375 qu'ils avaient transporté leurs biens à Montpon ; mais ce lieu fut assiégé par les Anglais, qui s'emparèrent de la place et la détruisirent avec tout ce qu'ils y trouvèrent ; les Chartreux perdirent presque tout (3). Les deux prieurés de Cubas et de Fontaine, de l'ordre de Fontevrault, furent entièrement dévorés par les flammes (4). L'église paroissiale de Vergt était si dévastée par les guerres qu'elle ne pouvait être réparée (5) ; celle de Bars avait déjà été entourée par les ennemis, détruite et dépouillée de tous ses biens en 1350, et elle était encore au même point en 1380 (6). Les routes

(1) Arch. Vat., *Collector*, n° 37, fol. 8, ad an. 1382, martii 24.

(2) Denifle, *La désolation des églises*, I, n° 404, V. pl. loin sous ce n°.

(3) *Reg. Aven. Gregor. XI*, n° 25, pl. 116, ad an. 1375, jul. 6 : « Dil. filio priori et conventui domus Vallisclare, Cartusien. ord., Petragoricen. dioc., salutem, etc... Sincere devotionis... Sane dudum pro parte vestra nobis exposito quod vos et domus vestra Vallisclare, propter guerrarum discrimina, que in partibus illis diutius vigerunt et adhuc vigeant, et presertim ex eo quod locus Montispavonis, Petragoricen. dioc., in quo magnam partem bonorum vestrorum, pro ipsorum tuitione, reposueratis, obsessus et demum destructus extiterat, ac omnia bona ipsa necnon redditus et proventus ad vos et domum ipsam pertinentes, paucis exceptis, perdita extiterant, adeo depauperati eratis quod non habebatis unde possetis congrue sustentari... [Cum pontifex, ad eorum preces, parrochiam ecclesiam de Roqueta, dictae diocesis, ad praesentationem praepositi monasterii de Paunato, O. S. B., praefatae diocesis pertinentem, ipsis et domui suae ad certum tempus nondum lapsum jam antea univerit, et unionem hujusmodi, non obstante generali revocatione talium unionum, confirmaverit, ipsamet unio valeat et effectum secum sequatur.] Dat. apud Villamnovam, Avinionen. dioc., II non. julii anno V. »

(4) Voy. Edouard, *Fontevrault* (1893), I, p. 301 ; II, p. 347.

(5) *Reg. Aven. Clement. VII*, n° 18, fol. 557^b, ad an. 1380, jun. 14.

(6) *Reg. Aven. Clement VII*, n° 20, fol. 327, ad an. 1380, maii 5 : « Universis Christi fidelibus, etc. Licet is etc. Cum itaque... parrochialis ecclesia loci de Bartz, Petragoricen. dioc., in honorem Sanctorum Petri et Quiterie dedicata, in qua, suorum precaminum interventu, Deus multa miracula cotidie, prout asseritur, dignatus est fieri manifeste, Anglicorum inimicorum regni Francie incursibus exposita, a triginta annis citra vel circiter per inimicos eosdem fuerit circumdata et destructa ac multis suis bonis et jocalibus spoliata. [De indulgentiis cum eleemosynis.] Dat. Avinione III non. maii an. II. »

étaient alors tellement infestées qu'on ne pouvait guère se rendre aux églises paroissiales, quand elles étaient éloignées des places fortes qui offraient un refuge (1).

.....
Dans le diocèse de Limoges, l'abbaye cistercienne de Dalon se plaint en 1365 auprès d'Urbain V de ce qu'elle est, depuis vingt ans, si malheureuse à cause des guerres, qu'il ne lui reste plus que dix religieux au lieu de quatre-vingts, et que ces dix ont à peine de quoi subsister (2).....
.....

R. V.

(A suivre).

(1) *Reg. Aven. Gregor. XI*, n° 13, fol. 217, ad an. 1372, januar. 11.

(2) *Reg. Vat. Urban. V*, n° 254, fol. 48, ad an. 1365, febr. 7 : « Ad futuram rei mem. Apostolice sedis, etc. Sane peticio pro parte Bernardi abbatis et conventus monasterii Dalonis, Cist. ord., Lemovicen dioc., nobis nuper exhibita, continebat quod dictum monasterium et ipsius grangie, propter guerras que a XX annis citra et ultra in illas partibus viguerunt, adeo depauperata et in suis facultatibus destituta existant, quod in ipso monasterio, in quo octoginta religiosi... esse consueverunt, decem religiosi qui, dicto abbate computato, inibi ad presens dumtaxat existunt.... vix possunt sustentari, hospitalitatem tenere et alia onera.... supportare. [Ad ipsorum preces remittit eisdem medietatem summae 420 libr. turon. parv. per eos debitam pro XIV annis Camerae apost. ratione tricesimae reddituum eccles. per Clementem VI impositione personis ecclesiasticis regni Franciae, eosdemque ad triennium a solutione alterius medietatis dictarum 420 librarum liberat.] Dat. Avinione VII idus februarii an. III. » Quant au xv^e siècle, voy. Denifle, *La désolation des églises*, I, n° 661 (*infra*, sous ce n°).

NÉCROLOGIE

LE BARON EMILE OBERKAMPFF DE DABRUN

Le 4 février dernier, s'éteignait dans sa 81^e année, au logis de Roche, près de Clairac, chez sa fille, Mme Delpech de Suriray, le baron Emile Oberkampff de Dabrun, membre de notre Société depuis juillet 1893. Si M. Oberkampff n'assistait pas à nos réunions, il n'en suivait pas moins nos publications et nos travaux avec le plus vif intérêt. Nous lui devons plusieurs communications parmi lesquelles je citerai une notice sur Sauvebeuf (c'est l'achat de ce château qui, en 1891, l'avait amené en Périgord), une sur la Filolie, avec dessins dus à sa plume d'artiste, une autre sur l'abbaye de Coly. Notre regretté confrère joignait à la plus exquise des urbanités, à la plus obligeante des bienveillances, une érudition sérieuse servie par une âme profondément artistique. C'est à l'art et à l'étude que cet homme aimable consacrait les loisirs que lui laissaient ses fonctions.

Mais parlons d'abord de l'homme public. Après avoir épousé, à Agen, Mlle Zélia Guizot, fille du Trésorier payeur général et cousine du célèbre ministre, il entra dans les Finances. Il fut d'abord envoyé à Ruffec, en 1870, où il organisa la garde nationale; puis il fut nommé à Marmande et en 1880, à Alais, où il termina sa carrière de receveur particulier. Lors de l'inondation de 1875, à Marmande, et d'une épidémie de choléra, à Alais, il organisa des secours, sauvant les uns en barque, visitant les autres dans les hôpitaux; la médaille au ruban tricolore n'orna jamais une poitrine plus digne. Le ruban rouge en décore dont la carrière n'a pas été aussi éminente.

Le baron Oberkampff de Dabrun fit ses études de peinture et de dessin à l'atelier Calonne, à Genève; il devint un aquafortiste distingué et en cette qualité il fut un des membres les plus distingués de la Société des Aquafortistes français.

Je ne connais de lui que peu d'œuvres : un ex-libris (le sien) et plusieurs délicieuses planches gravées, insérées dans la *Notice sur la famille Oberkamp*, ouvrage qu'il dressa à la mémoire de sa famille, où il retrace l'histoire des siens depuis Conrad Oberkam, bourgeois de Zurich en 1517, jusqu'à nos jours, sans oublier le célèbre Christophe-Philippe Oberkampf (remarquer les variantes dans l'orthographe du nom), créateur des toiles de Jouy, dont une fille, Julie, fut mère du général Féray, gendre de notre maréchal Bugeaud, et dont les des-

cendants habitent Bordeaux. La seigneurie de Dabrun, près de Wittemberg, arriva aux Oberkampff par le mariage en 1605 de Heinrich Oberkamp avec Marie de Kitscher. D'autres eaux-fortes, dûes à son burin, sont insérées dans l'important ouvrage intitulé *La Baronnie de Saint-Magne*, qu'il a publié, en 1911, en collaboration avec M. l'abbé Gaillard.

Le château et l'important domaine de Saint-Magne (Gironde), avaient été achetés par M. Guizot en 1857 ; ils furent revendus 30 ans plus tard par son gendre.

Le baron Oberkampff a publié plusieurs articles dans le bulletin de la Société littéraire d'Alais, dont il était un des membres des plus distingués ; il faisait aussi partie des Bibliophiles de Guyenne.

M'est-il permis d'ajouter que le fils de notre regretté confrère, le baron Ernest-Frédéric Oberkampff de Dabrun, propriétaire de Sauvebeuf, sert en ce moment la France comme capitaine et que ses petits-fils Delpech de Suriray sont également au feu ?

SAINT-SAUD.

Deux planches accompagnent cette livraison : la 1^{re} représente un Brevet de prélation accordé par A.-L. de Belsunce ; — et la 2^e représente des Spécimens d'en-tête de factures des fournisseurs de Beylot.

Le gérant responsable, H. ETourneau.

BULLETIN

DE LA SOCIÉTÉ

HISTORIQUE ET ARCHÉOLOGIQUE

DU PÉRIGORD

PARAISANT TOUS LES DEUX MOIS

TOME XLII. — TROISIÈME LIVRAISON



PÉRIGUEUX

IMPRIMERIE RIBES, RUE ANTOINE-GADAUD, 14.

Mai-Juin 1915

SOMMAIRE

DES MATIÈRES CONTENUES DANS LA 3^e LIVRAISON

	Pages
Séances mensuelles du jeudi 8 avril 1915.....	145
— du jeudi 6 mai.....	152
Un auteur tragique périgourdin inconnu (M. E. LESPINAS).....	156
Un épilogue de la Fronde (M. A. DUJARRIC-DESCOMBES).....	161
Les boiseries de la Chartreuse de Vauclaire (M. le M ^{re} DE FAYOLLE).....	163
Une boutique d'orfèvre périgourdin au XVIII ^e siècle (<i>suite et fin</i>) (M. L. DIDON).....	178
VARIA — Notes et documents : Le Périgord pendant la guerre de Cent Ans, d'après les Archives du Vatican (<i>suite et fin</i>) (M. R. V.).....	197
NÉCROLOGIE. — M. l'abbé Clodér (M. R. V.).....	211
— M. l'abbé Chanteloube (M. R. DE BOYSSON).....	213

SÉANCES MENSUELLES

DE LA

SOCIÉTÉ HISTORIQUE ET ARCHÉOLOGIQUE DU PÉRIGORD

Séance du jeudi 8 avril 1915.

Présidence de M. le marquis de FAYOLLE,
président.

La séance est ouverte à une heure dans la salle habituelle.

Sont présents : MM. Charles Aublant, le marquis de Bourdeille, A. Délugin, le marquis de Fayolle, Féaux, Lespinas, l'abbé Joseph Roux et Villepelet.

S'excusent par écrit : MM. Dujarric-Descombes et Charles Durand.

Le procès-verbal de la dernière réunion est lu et adopté.

Notre bibliothèque a reçu, dans le courant de mars, les brochures suivantes :

Comptes-rendus des séances de l'année 1914 de l'*Académie des Inscriptions et Belles-Lettres*, bulletin d'août-septembre-octobre, in-8°, avec illustrations, Paris, Auguste Picard, éditeur ; contenant p. 548 une communication de notre savant correspondant M. le docteur Capitan, sur deux couteaux en silex finement taillés, trouvés à Mexico, sur l'emplacement du grand temple.

L'un d'eux est le couteau à sacrifices humains ordinaire, mais l'autre complètement inédit (dont il n'a été trouvé que de rares spécimens et seulement dans les dernières fouilles), présente la curieuse particularité d'avoir sa pointe enfoncée dans une assez grosse boule de copal (résine qui servait d'encens aux anciens Mexicains).

Bulletin archéologique du Comité des Travaux historiques et scientifiques, année 1914, 2° livraison, in-8° avec planches, Paris, Imprimerie nationale ; Ernest Leroux, éditeur ; conte-

nant une communication de M. Dubut au Congrès de 1914 sur les « cluseaux » de la région ribéracoise, et une autre de M. le docteur Capitan, sur les pierres à sacrifice de la Gaule ancienne ;

Bibliothèque de l'École des Chartes, tome LXXV, 3^e-6^e livraisons, mai-décembre 1914, un fascicule in-8°, Paris, Auguste Picard, éditeur ;

Annales de la Société historique et archéologique du Gâtinais, 1^{er} trimestre de 1914, un fascicule in-8° en feuilles, Fontainebleau, Maurice Bourges, imprimeur breveté ; contenant un article intéressant sur la maladrerie et les autres établissements religieux de Boësses (Loiret) par M. Alfred Charron ;

Bulletins de la Société des Antiquaires de l'Ouest, 3^e série, tome III, n^{os} 6, 7 et 8 ; 2^e, 3^e et 4^e trimestres de 1914, avril-décembre, deux fascicules in-8°, Poitiers, Lévrier et Bonamy, libraires-éditeurs ;

Revue de Saintonge et d'Aunis, bulletin de la Société des Archives historiques, XXXV^e volume, 1^{re} livraison, 1^{er} février 1913, in-8°, avec deux planches, Saintes, librairie Prévost ; contenant p. 30 la fin du *Fragment d'un récit du voyage en Saintonge* du chevalier de Lagrange-Chancel ;

Revue de l'Agenais, bulletin de la Société d'agriculture, sciences et arts d'Agen, 41^e année, novembre-décembre 1914, in-8°, avec une planche, Agen, Imprimerie Moderne ; contenant p. 547 la liste des monuments historiques classés du département de la Dordogne ;

Bulletin trimestriel de la Société de Borda, Dax (Landes), 38^e année (1914), 4^e trimestre, in-8°, Dax, imprimerie Labèque ;

Mémoires et comptes-rendus de la Société scientifique et littéraire d'Alais (Revue Cèvenole), années 1913-1914, un fascicule in-8° avec deux portraits, Alais, typographie Brabo, 1914 ;

De M. de Raynal, officier de l'Instruction publique, deux exemplaires de sa brochure sur *Le Duel*, étude morale et historique, in-16, Sarlat, imprimerie Lafaysse, 1914.

Des remerciements sont votés aux donateurs.

Mme Gabriel Charavay nous envoie sa *Revue des Autographes* de mars, dans laquelle figurent une lettre du romancier

Albert Delpit, datée de Paris 3 janvier 1886, et deux lettres de l'illustre diplomate Charles-Maurice de Talleyrand, prince de Bénévent, l'une à Népomucène Lemerrier, 1812 ; il le remercie de lui avoir envoyé le premier exemplaire de son ouvrage ; l'autre à Mme Thiers dont il accepte l'invitation.

M. le Président nous apprend que M. Ferdinand de LAURIÈRE veut bien offrir à la bibliothèque de la Société quatre portefeuilles contenant 422 grandes photographies, collées sur carton et parfaitement classées, se rapportant aux monuments ou aux objets d'art d'un certain nombre de villes d'Italie. Elles faisaient partie de la collection de documents graphiques qu'avait réunis dans ses nombreux voyages M. Jules de Laurière, l'un des archéologues qui ont le plus honoré cette science à la fin du xix^e siècle, et l'un des hommes les plus accomplis par les qualités du cœur et de l'esprit dont le souvenir restera toujours cher à ceux qui l'ont connu.

Originaire de la Charente, M. de Laurière devint Périgourdin par son mariage avec Mlle de Monteil et il acheta le joli château de La Borde près de Vanxains, si malheureusement détruit depuis qu'un trop précoce veuvage l'empêcha de le restaurer comme il l'avait projeté. Ce sont ces souvenirs qui ont décidé son neveu M. Ferdinand de Laurière à offrir à notre Société une partie de cette collection précieuse pour tous ceux qui s'intéressent à l'art et à l'archéologie.

En voici le résumé :

Carton n° 22. 133 photographies concernant les villes de S. Gimignano avec ses monuments et les fresques célèbres de sa collégiale, et d'Orviété, avec les fresques et les sculptures du dôme et les tombeaux étrusques.

Carton n° 23. 67 photographies représentant des sarcophages romains en marbre sculptés, et des urnes cinéraires étrusques, provenant de Rome et d'Italie, d'Algérie et même de Portugal.

Carton n° 24. 82 photographies concernant les très curieuses villes de la Toscane, si riches en objets d'art, Citta di Castello, Gubbio, Cortone et Pérouse ; le chœur de l'église

S. Pietro de cette ville a fourni une nombreuse série de sculpture ornementale.

Carton n° 25. 140 photographies concernant Fieze et ses monuments de toutes les époques, Prato, Sienne, Pise, si riches par les fresques et les sculptures qui décorent leurs monuments et la vieille cité de Pistoia, l'une des plus riches en monuments du Moyen âge et des moins connues de l'Italie.

Nous adressons à M. de Laurière nos remerciements pour ce don généreux qui conservera parmi nous le nom vénéré de son oncle, notre maître, Jules de Laurière.

Pour répondre au désir exprimé par quelques-uns de nos confrères à la dernière séance, M. LE PRÉSIDENT a prié dès le lendemain M. le Préfet de vouloir bien faire ouvrir les Archives départementales, au moins un jour par semaine.

M. le Secrétaire général a aimablement répondu qu'elles seraient ouvertes le jeudi, de 1 heure et demie à 5 heures.

Notre zélé vice-président M. Charles DURAND, en s'excusant, nous expose les difficultés qui se présentent pour l'empêcher de terminer son 6^e et dernier compte-rendu des fouilles de Vésone. Il ne peut songer, dans les circonstances actuelles, à demander une subvention à la ville. Aussi se voit-il « contraint de frapper aux portes amies » et il nous demande de lui venir en aide, en prenant par exemple à notre compte la reproduction du combat de Gladiateurs, avec les deux motifs annexes.

L'assemblée consultée n'hésite pas à voter à l'unanimité le principe du secours que demande son vice-président qui a toujours été si désintéressé et si dévoué à la Société.

M. l'abbé Joseph Roux nous lit ensuite une intéressante communication sur *Les anciennes tribunes de l'église Saint-Front*, qui auraient été construites en 1612, 1627 et 1722 par les artisans Nicolas Rambourg et Pierre Lachaux.

Ce mémoire sera publié dans le *Bulletin*.

M. DUJARRIC-DESCOMBES nous adresse la copie prise sur la minute communiquée par notre confrère M. Gendraul,

notaire à Verteillac, d'un acte, qui constitue une page curieuse d'histoire paroissiale.

Ce document nous initie aux contestations soulevées à l'occasion du traité intervenu le 1^{er} novembre 1698, entre Jean Bonal, curé de La Chappelle-Grésignac, et le fondeur de cloches Roch, pour la refonte, avec augmentation de métal, de l'ancienne cloche, et la fonte d'une cloche nouvelle, le tout moyennant une somme de six vingts livres, selon les termes rapportés par M. le chanoine Brugière dans l'*Exploration campanaire du Périgord*, p. 375.

M. Dujarric fait observer que les difficultés auxquelles donne lieu la signature de cette convention, arrêtée de concert avec des habitants de la paroisse, permettraient de supposer qu'elle resta lettre morte.

En conséquence du traité, dont l'exécution lui avait été confiée, le curé Bonal fit venir le fondeur, qui, ayant acheté le métal nécessaire, prépara ses moules et fourneaux. Il avança à ce dernier 90 livres, à faire recouvrer par le syndic de La Chapelle-Grésignac. Pour le remboursement du surplus, les habitants lui cédèrent l'emplacement du Cimetière-Vieux, moyennant une rente annuelle de 5 sols, applicable à la célébration d'une messe de *Requiem*.

Huit jours n'étaient pas écoulés que certains habitants, opposés à la fonte des cloches et à la cession du Cimetière-Vieux, firent signifier un acte au curé, qui répondit par une sommation, notifiée aux habitants trouvés après la sortie de la messe paroissiale, le 23 novembre, par M^e Delespinasse, notaire. Ceux-ci étaient mis en demeure d'avoir à exécuter le traité passé, le 1^{er} novembre, devant le notaire Bargeyron ; à lui rembourser le montant de ses avances ; de plus, à lui payer 320 livres pour seize années de la location d'une maison ; à faire vitrer l'église, dont l'autel se trouvait exposé aux intempéries, et à nommer à toutes ces fins un syndic fabrien ; à défaut de quoi, il se pourvoirait en justice.

C'est le texte de cette sommation que nous transmet M. Dujarric, en nous disant qu'il ignore les suites données aux vives contestations qui la motivèrent.

M. Joseph DURIEUX nous mande de Château-l'Évêque où il est cantonné, qu'il a « catalogué les militaires périgour-dins qui obtinrent des armes d'honneur, créées par la Consti-tution de l'an VIII, pour avoir rendu « des services éclatants en combattant pour la République ».

» Cette liste n'a jamais été dressée d'une manière complète. Les *Annuaire*s de Delfau et les documents d'archives se bor-nent à quelques noms.

» Il y eut, en réalité, une vingtaine d'armes d'honneur confé-rées aux Périgour-dins par le gouvernement du Consulat : un sabre, deux grenades et dix-sept fusils. Sur ces armes et insignes une inscription rappelait le nom du titulaire et l'action d'éclat pour laquelle ces militaires les avaient obtenus.

» Le sabre d'honneur récompensait l'officier ou le soldat qui se distinguait par des exploits extraordinaires ou qui ren-dait des services extrêmement importants.

» Jean Roudier (de Montignac), lieutenant au 21^e léger, enleva aux Mamelucks des pièces de canon qui faisaient beaucoup de mal aux Français et décida la victoire de Sédiman, gagnée par Desaix sur Mourad-Bey, en 1798. Il reçut du Premier Consul un sabre d'honneur qui lui valut ensuite l'aigle d'or d'officier de la Légion d'honneur.

» Des grenades d'or étaient décernées aux canonniers poin-teurs les plus adroits qui avaient rendu dans une bataille le plus de services.

» Jean Vialens (de Daglan), sergent au 12^e léger, en reçut une pour avoir fait prisonniers, avec l'aide d'un seul sapeur, plu-sieurs soldats ennemis et un tambour au passage de l'Inn (armée du Rhin). Aubin Thuillas dit « La Valeur » (de Payzac), canonnier au 1^{er} régiment d'artillerie à pied, en mérita une autre pour sa conduite à Algésiras où il sut remettre en état un canon de la batterie Saint-Jacques qui abattit l'un des mâts du vaisseau anglais *Annibal*.

» Les fusils d'honneur étaient réservés aux braves qui accomplissaient des prouesses, comme Jean Larivière (de Périgueux), soldat de la 80^e demi-brigade, qui prit trois offi-ciers et deux soldats espagnols à la bataille du Boulou, armée

des Pyrénées orientales ; Jean *Vergnot* (de Patliat [?] en Sardalais), de la 81^e, qui, au passage du Rhin, s'empara d'un canon avec deux caissons et sauva son lieutenant des mains de l'ennemi ; Pierre *Maze* (de Saint-Léon-sur-l'Isle), qui s'illustra plusieurs fois à l'armée du Rhin ; Jean *Durand* dit « Belarbre » (de Champaulle?), qui sauta l'un des premiers dans les retranchements de Saint-Jean d'Acre, terrassa plusieurs Turcs et encloua un canon ; Bertrand *Larignac* (de Saint-Aquilin), qui résista seul contre un peloton de Héliopolis, soutint le combat un quart d'heure et maintint l'ennemi jusqu'à l'arrivée d'une colonne française ; Bertrand *Vigneron* (de Segonzac) qui, à l'assaut de Jaffa, entraînait ses compagnons sans cartouches en leur disant « la baïonnette doit nous suffire » et qui, à Ramanieh, chargeait seul une barque anglaise dont il fit cesser le feu ; le caporal Jacques *Desmignot* (du Vieux-Mareuil), qui se fit remarquer à Alexandrie ; Raymond *Mayre* dit « Mayrou » (de Villefranche-du-Périgord), vétéran d'Egypte et de Syrie, souvent blessé ; Pierre *Pradeau* (du Change), qui contribua à la prise de deux canons à Naples ; Pierre *Castin* (de Busserolles), monté le premier à l'assaut de Lanciano ; Pierre *Meynard* (de Thiviers), qui se fit apprécier à Vérone et dans la Vendée ; Joseph *Dauriac* (de Périgueux), qui se comporta en héros dans le Piémont ; Jean *Montel* (de Prignonrieux), qui enleva un canon à Génola ; Jacques *Grégoire* (de Génis), qui se couvrit de gloire à Marengo et au passage du Mincio, mort de ses blessures à Milan ; Hervé *Bonnefond* (de Sorges), qui prit un drapeau russe près de Schaffhouse ; Pierre *Martin* (de Vélignes), admirable de bravoure à La Ciotat ; Pierre *Bonis* (de Montignac) qui s'était signalé au château de Grand-Champ contre les Chouans.

» Ce sont là des noms et des traits qui valent d'être connus. Aujourd'hui plus que jamais, ils sont un legs à recueillir, une leçon à méditer, un exemple à suivre. »

La séance est levée à trois heures.

Le Secrétaire général,
Ferd. VILLEPELET.

Le Président,
M^r DE FAYOLLE.

Séance du jeudi 6 mai 1915.

Présidence de M. le marquis de FAYOLLE,
président.

La séance est ouverte à une heure, dans la salle ordinaire.
Sont présents : MM. Charles Aublant, le marquis de Bourdeille, Buffeteau, Durand de Ramefort, le marquis de Fayolle, Féaux, l'abbé Jarry, l'abbé Joseph Roux et Villepelet.

S'excusent : MM. Dujarric-Descombes, Charles Durand, Délugin et Dubut.

Le procès-verbal de la dernière réunion est lu et adopté.

M. le Président nous annonce la mort de notre confrère M. l'abbé Armand CLODER, curé de Cognac-sur-l'Isle, décédé le 16 avril dernier, à la suite d'une maladie contractée dans son hôpital, à Limoges, où il était attaché à la 12^e section des infirmiers. Pendant son ministère, il put, à l'aide de subventions, reconstruire son église dont le clocher s'était écroulé en 1906. Sentant sa fin prochaine, il voulut mourir au milieu de ses paroissiens qu'il aimait et c'est là que les honneurs militaires ont été rendus à sa dépouille mortelle.

L'assemblée témoigne de sympathiques regrets.

A cette occasion, M. LE PRÉSIDENT exprime, au nom de la Société, à tous nos confrères, pères de famille, qui ont perdu leurs fils dans cette terrible guerre, MM. le comte de Lestrade, Gabriel Lafon, le comte de Chalup, nos respectueuses sympathies.

L'assemblée s'unit de cœur à cette noble pensée.

Notre bibliothèque a reçu dans le courant du mois dernier, les ouvrages suivants :

Comptes-rendus des séances de l'année 1914 de l'*Académie des Inscriptions et Belles-Lettres*, bulletin de novembre, in-8°, Paris, Auguste Picard, éditeur ; contenant une communication de M. Henri Jadart, secrétaire général de l'*Académie de*

Reims, conservateur de la Bibliothèque et du Musée, *Sur les ruines et les pertes causées à Reims par le bombardement de l'armée allemande, du 4 septembre au 6 octobre 1914* ;

Revue des Études grecques, tome XXVII, n° 123-124, juin-septembre 1914, in-8° avec illustrations, Paris, Ernest Leroux, éditeur ;

Revue de Saintonge et d'Aunis, bulletin de la Société des Archives historiques, XXXV^e volume, 2^e livraison, 1^{er} avril 1915, in-8°, Saintes, librairie Prévost ; contenant p. 127 un intéressant *Procès-verbal de découverte de reliques dans l'église du Petit Niort* ;

Annales des Basses-Alpes, bulletin trimestriel de la Société scientifique et littéraire des Basses-Alpes, n° 132-135, tome XVI, janvier-décembre 1914, quatre fascicules in-8° avec planches, Digne, imprimerie Chaspoul ;

Bulletin de la Société Neuchâteloise de Géographie, tome XXIII, 1914, in-8° avec cartes et illustrations, Neuchâtel, imprimerie Attinger frères ;

De M. Émile Rivière, directeur à l'École des Hautes Études au Collège de France, deux brochures : *Les bureaux de nourrices et les recommandaresses de Paris sous Louis XIV ; une ordonnance royale*, extrait des comptes rendus du Congrès de Tunis de l'Association française pour l'avancement des sciences, 1913, in-8° avec illustrations, Paris, 1914 ; — *Notes d'histoire sur Nigeon, Chaillot, Passy, Auteuil, Boulogne*, anciens villages-lez-Paris, fascicule V, extrait des *Bulletins* de la Société historique du xvi^e arrondissement de Paris, in-8° avec une planche, Paris, 1915 ;

Et de M. Jean Clédat, sa brochure grand in-8 avec neuf belles planches et illustrations, sur ses *Fouilles à Cheikh Zouède* (janvier-février 1913), Le Caire, imprimerie de l'Institut français d'Archéologie orientale.

Des remerciements sont votés aux donateurs.

En s'excusant de ne pas assister à la séance, M. Charles DURAND remercie la Société du vote de principe qu'elle a émis en sa faveur pour lui permettre de terminer son dernier compte rendu des fouilles de Vésone.

M. AUBLANT fait passer sous nos yeux une petite hache en bronze, de l'époque mérovingienne, provenant des dragages de l'Isle et qu'il a eu l'occasion d'acheter.

M. LE PRÉSIDENT et M. FÉAUX offrent de lui en montrer tout à l'heure de pareilles, peut-être plus grandes, au Musée du Périgord.

Ces deux Messieurs sont allés, la semaine dernière, en excursion au camp d'une légion romaine, dite le camp de César, sur le plateau de la Boissière, au-dessus de la rivière de l'Isle et ils ont pris un grand intérêt à leur visite, comme nous le raconte M. le Président, qui donne des détails circonstanciés sur les particularités du terrain. Il nous rappelle les nombreux objets de diverses époques qui ont été trouvés dans le sol, morceaux d'urnes cinéraires, meules de moulins à bras, fers de flèches, etc. Il propose à la Société d'y faire avec lui une nouvelle excursion qui pourrait s'opérer au mois de juin, mois où nous n'avons pas de séance.

La proposition est acceptée.

M. LE PRÉSIDENT nous dit aussi que « prévenus par M. Marois, adjoint au maire de Château-l'Évêque, de la découverte d'une sépulture ancienne dans le cimetière de Château-l'Évêque, nous nous y sommes rendus, M. Féaux et moi le 25 avril.

» Le fossoyeur nous a montré, à une profondeur de 1^m,15 au-dessous du sol, une fosse de 1^m,75 de longueur et de 50^c de largeur, formée par des dalles de 0^m,15 d'épaisseur et de 40^c de hauteur, posées verticalement sur la terre même qui formait le fond de la fosse. Ces dalles de dimension irrégulière étaient au nombre de 3 d'un côté et de 4 de l'autre, chaque extrémité était fermée par une dalle et la fosse était couverte par d'autres dalles posées à plat. Sauf les traces de l'outil qui les avait grossièrement équarries, ces dalles ne portaient aucune trace de sculpture ou d'inscription. L'intérieur de la fosse était rempli d'une argile rouge, fine et compacte, apportée par les infiltrations qui enveloppaient quatre crânes et un certain nombre d'ossements, en particulier les fémurs et les tibias de deux individus.

» Le fossoyeur avait fouillé une partie de la sépulture avant notre arrivée ; il avait laissé les extrémités de la fosse à peu près intactes et nous a dit que les trois crânes et les os longs étaient réunis au milieu. Nous avons trouvé un crâne à l'extrémité de la fosse, au couchant et les pieds au levant.

» Il est probable que ce squelette était celui du dernier individu enseveli dans cette fosse, les crânes et une partie des ossements de ceux qui l'avaient occupée avant lui étant réunis au milieu pour lui laisser la place.

» Cette fosse sépulcrale ne contenait ni poterie, ni verrerie, ni arme, ni bijou qui permette de la dater. Il n'est cependant pas probable que ce soit un ossuaire puisque l'un des corps paraît en place. Ce mode de sépulture remonte à l'époque romaine où certaines tombes par inhumation sont formées de grandes tuiles plates, et s'est prolongé jusqu'au xiii^e siècle où on le rencontre concurremment avec les cercueils en pierre, et avec les auges creusées dans le rocher, surtout en usage à l'époque mérovingienne et carolingienne. Il semble bien que c'est une façon économique de remplacer un cercueil en pierre, à une époque où on n'usait pas de cercueils en bois.

» Aussi quoique cette sépulture n'offre aucun caractère et qu'on n'y ait découvert aucun mobilier, elle offre cependant un certain intérêt et nous remercions M. l'adjoint de nous l'avoir signalée. »

En nous adressant le *Catalogue des Savans et hommes de lettres qui sont nés ou ont vécu en Périgord*, écrit de la main de l'abbé Lespine, M. DUJARRIC-DESCOMBES nous signale la mention d'un écrivain, rattaché à notre province à cause de la qualification qu'il a prise dans le titre de son ouvrage :

« Aimar de Froideville, docteur en droit, juge général des bastilles du Roi en Périgord, a écrit des dialogues de l'origine de la noblesse, imprimées à Lyon, en 1574 ».

La *Bibliographie générale du Périgord* (tome I, p. 434), en rapportant le titre exact de ce livre, son format et le nom de son imprimeur, nous apprend que l'auteur était de Viers, en Auvergne. On souhaiterait pouvoir ajouter à ces détails quel-

ques renseignements sur la vie publique en Périgord de cet Aimar ou Emar de Froideville.

Dans le même *Catalogue*. Lespine mentionne à tort le parisien Cyrano comme originaire de Bergerac, et, aussi par erreur, fait mourir à Périgueux, en 1563, La Boitie ou La Boetie, qui mourut à Germignan, en Bordelais.

Rien n'étant plus à l'ordre du jour, la séance est levée à deux heures et demie.

Le Secrétaire général,
FERD. VILLEPELET.

Le Président,
M^{re} DE FAYOLLE.



UN AUTEUR TRAGIQUE PÉRIGOURDIN INCONNU

En faisant des recherches chez un libraire de Paris, il y a environ dix ans, je trouvai le petit livre suivant : *Alphonce et Aquitime* ou le Triomphe de la Foy, tragédie composée par M. La Roque-Cusson, gouverneur et maire de Montpazier, à Bordeaux, 1721, in-12, de 63 pages. Ce livre complètement inconnu d'un auteur périgourdin me frappa et j'en fis l'acquisition. Je fis immédiatement des recherches dans les archives de Bergerac et j'y trouvai de très nombreux renseignements sur la famille Lamouroux de La Roque-Cusson, famille bourgeoise, mais habitant déjà depuis longtemps Montpazier. Dès 1643, apparaît un Jacques de Lamouroux sieur de La Roque-Cusson. En 1655 procuration donnée par Jean de Lamouroux sieur de La Roque-Cusson, colonel d'un régiment de cavalerie pour le service du Roi à dame Damary de Vivans, son épouse.

En 1703, je relève dans ces archives le testament fait par Bertrand de Lamouroux, seigneur de La Roque-Cusson, conseiller du Roi, maire perpétuel de la ville de Montpazier, premier capitaine au régiment de La Force. Il part pour aller servir le Roi, désire être enseveli lors de son décès dans l'église collégiale de Montpazier, donne 50 livres pour le chapitre, 250 livres pour la réparation de l'hôpital. Marié en

premières nocés à Anne du Vignal, cinq des enfants provenant du mariage sont encore vivants au moment où il teste. Ce sont : Catherine, Anne, Jean, François et autre Anne. Marié en secondes nocés à Marguerite de Richard, de laquelle il a eu Léonard, Marie, Sabine et Jean, donne à sa femme Marguerite l'office de maire perpétuel de la ville et juridiction de Montpazier à lui appartenant, pour en disposer et les siens après son décès, à son plaisir et volonté. Il nomme pour ses héritiers universels, son fils Jean et son épouse Marguerite. Ce testament est daté du 20 février 1703. C'est évidemment l'auteur de la tragédie dont il est ici question. La pièce est dédiée à Monseigneur le maréchal duc de Berwick, commandant en chef dans la province de Guyenne. Après la dédicace se trouve un sonnet adressé au même personnage. Elle est en cinq actes. Le sujet de la pièce est la rivalité de deux frères qui se disputent le trône de Congo et sont aussi rivaux en amour.

Les pièces de Corneille avaient paru vers le milieu du *xvii^e* siècle et leur influence se fait sentir sur la pièce de La Roque-Cusson.

Grands sentiments exposés dans un langage à prétention, manque de naturel. Voici le nom des personnages :

Alphonse, fils aîné de Jean, roy de Congo, amant d'Eurinome.

Aquitime, frère et rival d'Alphonse.

Léonor, reine de Congo, mère d'Alphonse et d'Aquitime.

Zacut, confident d'Alphonse.

Machmut, ami d'Aquitime, père d'Eurinome.

Eurinome, fille de Machmut.

Isabelle, suivante de Léonor.

Agatilde, suivante d'Eurinome.

La pièce débute par un dialogue entre les deux confidents Machmut et Zacut. Ce dernier confesse sa foi chrétienne en des termes qui rappellent de mieux en mieux Corneille.

Vous possédez l'oreille et le cœur d'Aquitime,

Vos charges, vos emplois, votre crédit enfin

Semblent vous élever au-dessus du destin.

Vous tenez dans vos mains les rênes de l'Empire,

Mais malgré tout cela, permettez-moi de dire

Que quand tout l'univers subirait votre loy,
Vous combattriez en vain l'ardeur de notre foy.
Celui qui la soutient tenant en main la foudre,
Peut mettre en un moment tous les mortels en poudre,
C'est lui seul, qui forma l'homme, les animaux,
Et tous les habitants de la terre et des eaux,
Le ciel roule appuyé sur sa toute puissance,
Le soleil ne reluit que par sa providence,
Ce grand Dieu qui dispose et de vous et de nous
Préserve son troupeau des atteintes des loups,
Il nous met à l'abri des fureurs d'Aquitime,
L'étendard de la foi nous couvre et nous anime,
Avec ce seul appui nos fidèles chrétiens
Résisteront toujours aux efforts des payens.

Ce passage ne fait-il pas songer aux beaux vers d'Athalie :

Celui qui met un frein à la fureur des flots
Sait aussi des méchants arrêter les complots.

Machmut lui répond :

Si ce Dieu fait de si grands miracles,
S'il gouverne les Dieux et préside aux oracles,
S'il est juste et puissant, s'il il fait tout votre espoir,
Pourquoi ne fait il pas éclater son pouvoir ?
Il devrait épargner le sang de deux grands princes,
Et partager entre eux le soin de nos provinces,
Mais croyez-moi, Zacut, cette divinité
Qui séduit tous vos sens est un être inventé,
Le roi de Portugal vous l'a fait à sa mode,
Pour introduire ici ses lois et sa méthode.
C'est une invention de ce prince rusé
Qui veut s'assujettir un royaume abusé,
Il est temps désormais que Congo se ravise,
Nos Dieux sont irrités de voir qu'on les méprise,
Nous devons apaiser ces redoutables Dieux
Par quelque sacrifice agréable à leurs yeux,
Cette grande raison autorise Aquitime,
Il veut renouveler leur divine maxime,
Et vous devriez, Zacut, dans cette occasion,
Abandonner Alphonse ou la religion.

Et dans ce premier acte Eurinome confie à sa suivante son amour pour Alphonse.

Au second acte, Alphonce se dispose à combattre son frère. Il fait part de sa résolution à la reine Léonore, sa mère, en ces termes :

Un prince tel que moi ne peut s'épouvanter,
Plus le péril est grand, moins il doit l'éviter,
J'allais aveuglément au devant de ma perte,
Lorsque votre douleur à mes yeux s'est offerte,
Les larmes d'une reine à qui il doit le jour,
Ses soupirs et ses vœux pour mon heureux retour,
Tout cela secondant ma perte naturelle,
A suspendu l'effet d'une juste querelle.
Mais, Madame, il s'agit de la gloire de Dieu,
Puisque l'on veut bannir les chrétiens de ce lieu,
Ce n'est pas le brillant du trône auquel j'aspire
Non, ce n'est pas le droit que j'ai sur votre Empire,
Ni le pressant désir de me voir couronné
Qui m'excite au combat contre un frère obstiné,
Je pourrai lui céder le sceptre et ma maîtresse,
Mais l'intérêt du ciel est le seul qui me presse.

Le troisième acte débute par la plainte d'Eurinome. Le morceau mérite d'être cité.

Mouvements déréglés d'un cœur irrésolu,
Quand aurais-je sur vous un pouvoir absolu ?
Dois-je toujours languir dans votre servitude ?
Dois-je vivre et mourir dans mon inquiétude ?
O trop cruel amour, o funeste devoir
Que votre tyrannie est dure à concevoir,
Grands Dieux qui m'écoutez, divinités suprêmes,
Donnez-moi du secours contre ces deux extrêmes,
Un père me commande et je dois obéir,
Mais vous m'aimez, Alphonce, et comment vous haïr,
Ah non, non contre vous ni contre votre chaîne
Je ne prendrai jamais le parti de la haine,
Malgré mon triste sort je sens bien qu'à mon tour
J'embrasserai plutôt le parti de l'amour.
Oui, mon cœur, c'est assez disputer la conquête,
Ce jour doit être enfin celui de ta défaite,
Mais Dieu que dira-t-on de ma légèreté,
Faut-il pour un chrétien perdre la liberté

Oh la faible raison pour une âme charmée
Aimons, il faut aimer puisque je suis aimée,
Puissant Dieu des chrétiens en qui je crois un peu,
S'il est vrai que tu sois le véritable Dieu,
Éclaire mon esprit de tes vives lumières,
Pour soutenir ta foy, je serai des premières,
J'offrirai de l'encens sur tes sacrés autels,
Je servirai d'exemple au reste des mortels ;
Mais empêchez surtout que la Parque cruelle
N'interrompe le cours d'une flamme si belle.
Puisqu'Alphonse a vaincu la fierté de mon cœur,
De tous ses ennemis, il doit être vainqueur.

Pour échapper à l'amour d'Aquitime, Eurinome déclare à la reine qu'elle se convertit au christianisme.

Au quatrième acte, on annonce le triomphe d'Alphonse qui, avec six mille soldats, met en fuite cent mille hommes formant l'armée d'Aquitime.

Au cinquième acte, Alphonse vainqueur reçoit l'aveu de l'amour d'Eurinome et le christianisme triomphe au Congo et la tragédie se termine sur ces mots d'Alphonse :

Seigneur dont la bonté me fut toujours propice,
Recevez de nos cœurs le premier sacrifice.
Tout Congo désormais subira votre loy,
J'y vais faire briller l'étendard de la foy ;
Mais ce n'est pas assez pour arrêter mon zèle,
De vous assujettir ce royaume infidèle.
Mon courage me porte à de plus hauts projets,
Il faut que mes voisins imitent mes sujets.
Pour vous faire adorer et sur mer et sur terre,
Je porterai partout le désordre et la guerre,
Jusqu'à ce grand Dieu, que mes jours soient bornez,
Pour être mis au rang de vos prédestinez.

Bertrand de La Roque-Cusson a fait une seconde tragédie qui se trouve à la bibliothèque de Bordeaux. J'en ferai l'analyse dans un second article. Les auteurs tragiques périgourdins sont rares : La Calprenède, de Sarlat, et Chancel-Lagrange sont, je crois, les seuls connus.

E. LESPINAS.

UN ÉPILOGUE DE LA FRONDE

On sait qu'à l'époque de la guerre de la Fronde, Périgueux avait pris le parti du prince de Condé. Aussi, dès que, grâce à la valeur de Joseph de Bodin, la ville fut rentrée dans l'ordre, les membres de la municipalité, qui s'étaient compromis dans la révolte contre l'autorité royale, s'empressèrent-ils de faire disparaître tout ce qui était de nature à les signaler à la défiance du gouvernement.

Les archives périgourdines se ressentirent des effets de la réaction politique. Le registre qui rapporte les événements de la Fronde, appelé le *Livre Vert*, fut particulièrement mutilé. Outre des pages enlevées, comme A. de Froidefond l'a fait remarquer le premier (1), grand nombre de noms et de qualifications y furent alors effacés.

Ce livre mémorial nous transmet une curieuse particularité.

Les maires et les consuls avaient l'habitude, lorsqu'ils entraient en fonctions, de faire peindre leur portrait, qu'ils plaçaient dans la principale salle de l'hôtel-de-ville. C'est ce qui résulte de la note suivante, relevée au folio 198, à l'année 1646 :

« Les sieurs maire et consuls firent mettre leurs portraits dans la salle de la maison de ville, à leurs despans ».

Au-dessous du tableau où furent peints les maire et consuls nommés pendant les troubles, on avait inscrit ces six vers, d'un latin vague et alambiqué, œuvre d'un poète du crû, probablement l'un des élus :

Quos cernis, Petrochora, viros in imagine pictos,
Quos tua sic claros purpura clara facit,
Æterno voluere tibi hæc insignia voto,
Reddere, ut æternum sit tui amoris opus.
Annua quos ergo faciet tua purpura claros
Æternum tanti pignus honoris erit.

(1) *Liste chronologique des maires de la ville et de la cité de Périgueux depuis 1200 jusqu'à nos jours*, Périgueux, Dupont, 1873, p. 57.

TRADUCTION

Les hommes que tu vois, Périgueux, représentés dans ce tableau, ceux à qui l'éclat de ta pourpre donne tant d'éclat, ont voulu par une offrande éternelle te rendre cet honneur, pour qu'éternel soit aussi l'ouvrage de ton affection. Tous ceux donc à qui chaque année ta pourpre donnera son éclat, ce sera le gage éternel d'un aussi grand honneur.

Après la réduction de la ville sous l'obéissance du Roi, le tableau fut ôté, ce qui donna sujet au distique suivant, également rappelé par le *Livre Vert* (folio 206 v°) :

Non cernis, Petrochora, viros in imagine pictos :
Auferrî culpâ nam meruere gravi.

TRADUCTION

Tu ne vois pas, Périgueux, les hommes représentés dans ce tableau : c'est qu'ils ont mérité par une faute grave d'en être enlevés.

Au recto, est dessiné un portique d'ordre corinthien, portant, au centre, une guirlande de fleurs, au-dessous de laquelle sont les figures emblématiques de la Justice et de la Force, avec cette note au bas :

Illa jubet, illa cogit.

Sur les colonnes de ce portique ont été placés les noms et les armoiries des maire et consuls de l'an 1651. Quant aux armes et noms des édiles nommés durant l'occupation de Périgueux par les Frondeurs, on les a supprimés pour mettre à leur place les armes et les noms de ceux qui furent élus après la reddition de la ville. Les vers cités plus haut permettent du moins de le supposer.

A. DUJARRIC-DESCOMBES.

LES BOISERIES

DE LA CHARTREUSE DE VAUCLAIRE

M. Paul Courteault, qui présida avec tant d'autorité les fêtes du Bicentenaire de l'Académie nationale des sciences, belles-lettres et arts de Bordeaux en 1912, a publié, dans le volume destiné à les commémorer, une charmante notice biographique sur l'un de ses fondateurs, l'abbé Jules Bellet, chanoine de Cadillac. Parmi les mémoires manuscrits du docte académicien dont a hérité la bibliothèque de la ville de Bordeaux, il mentionne le récit de deux voyages, au château de La Force et à l'abbaye de Vauclaire, d'autant plus intéressants pour nous qu'ils sont remplis de détails inédits sur des monuments périgourdens aujourd'hui disparus ou dispersés.

Le premier figure dans une Histoire de l'Académie et se rapporte au séjour que fit au château de La Force, pendant le mois d'août 1711, une députation dont faisait partie l'abbé Bellet et qui avait pour mission d'offrir au duc de Caumont La Force le titre de Protecteur de la nouvelle Académie. Si le narrateur se complaît dans le récit du fastueux accueil que les Bordelais reçurent du grand seigneur lettré, il n'en décrit pas moins minutieusement le château, ses dépendances et ses jardins ; il note la distribution intérieure des appartements, énumère les sujets des nombreuses tapisseries qui les décorent, visite la bibliothèque et observe que les cheminées, probablement dans le style de celles de Cadillac et de Roquetaillade « sont dans cet ancien goût pour les dorures, les » sculptures et les pierres précieuses. Celles-ci sont surtout » de certaines pierres qu'on trouve à Cognac, lesquelles étant » polies et taillées par les lapidaires sont aussi belles que les » belles agathes » (1).

(1) Académie nationale des sciences, belles-lettres et arts de Bordeaux. *Fêtes du deuxième centenaire. Documents inédits pour servir à l'histoire de l'Académie*, pp. 263 et suivantes.

Il ne subsiste rien de cette magnifique demeure, radicalement rasée par Lakanal pendant son proconsulat à Bergerac. On conserve au Musée du Périgord une inscription gravée dans un cartouche, détaché de quelque couronnement de porte ou de fenêtre, mentionnant que Jacques Nompars de Caumont, l'ami d'Henri IV et l'un des hommes de guerre les plus célèbres de son temps, l'a fait édifier en 1604 par un architecte nommé Pierre Boisson, et on a trouvé, pendant la démolition, une planche sur cuivre du XVIII^e siècle représentant l'ordonnance des constructions vues du côté du pavillon d'entrée. M. Jules Determes en a fait faire en 1850 un tirage pour accompagner une monographie du château de La Force dans laquelle il a réuni de précieux documents ; mais il ne connaissait pas la relation de l'abbé Bellet, dont l'exactitude est garantie par sa concordance avec les parties figurées dans la gravure ; c'est assez dire l'intérêt exceptionnel que présente cette description pour l'histoire monumentale de notre province.

L'abbé Bellet intitule le récit de sa visite à la Chartreuse de Vauclaire : *Voyage littéraire* (1), et il l'adresse à M. Sarrau, secrétaire de l'Académie, à la date du 30 novembre 1738. Parti de Sainte-Foy avec son frère et son neveu, il s'arrête en route chez les curés de St-Médard, de Fouguerolles et de Saint-Remi, séjourne chez dom Bavard, prieur de la Chartreuse, et rentre à Cadillac après une halte chez le vicaire de Montpon. Ce récit alerte, plein d'observations parfois malicieuses, vivant tableau de l'intérieur d'un couvent au XVIII^e siècle, mériterait, malgré quelques longueurs, ne serait-ce qu'à cause des descriptions des appartements et du trésor, d'être reproduit en entier. Nous nous contenterons d'en détacher aujourd'hui les passages qui concernent les boiseries du chœur de l'église et d'utiliser les précieux renseignements qu'ils fournissent pour tenter de reconstituer le souvenir du remarquable ensemble dont la dispersion a été malheureusement consommée dans ces dernières années.

J'adresse ici l'expression de ma gratitude à M. l'abbé Roux,

(1) Bibliothèque de la ville de Bordeaux. Ms. 823. xvii-12.

curé d'Antonne, qui m'a fourni d'utiles renseignements et clichés, à M. Grenier, ancien notaire à Saint-Barthélemy de Bellegarde, à M. Roger de La Bastide, et à toutes les personnes qui ont bien voulu m'aider dans les recherches qu'a nécessitées ce travail.

L'abbé Bellet s'exprime ainsi :

« L'église est bâtie en briques, mais les arches de la voûte sont de pierre. C'est un grand vaisseau très bien orné avec un seul autel. La boisure est toute en bois de noyer, et les formes sont ornées de sculpture. C'est une suite de pilastres cannelés d'ordre corinthien avec une corniche qui a beaucoup de saillie. L'autel, le tabernacle avec les ailes sont dans le même goût et sans aucune dorure parce que l'ouvrage étoit trop fini pour la supporter. Le pupitre est aussi orné avec trois grandes figures assises sur le marchepied. Elles représentent les trois vertus théologales. Tous ces ouvrages sont de la main de deux sculpteurs de Bordeaux nommés Golier et Thibaud. Golier, sur ses vieux jours, se retira dans cette Chartreuse et consacra son ciseau à la décoration de ce temple. Il fit aussi cette Notre-Dame de pierre de huit pieds de hauteur. Elle attend qu'on lui fasse une niche au-dessus de la porte de l'église. Le chœur des frères est boisé. Mais c'est dans l'ordre Toscan. Le crucifix, qui est sur la porte avec les deux figures de Saint-Jean et de Saint-Bruno à ses côtés, est d'une bonne main... La sacristie est bien boisée et environnée de cabinets avec un autel où l'on dit la messe tous les jours... »

Il est bon d'observer que la règle des Chartreux consacre au religieux tout l'intérieur de leurs églises dont une cloison, percée d'une porte à jour, divise la nef en deux parties. La plus rapprochée de l'autel forme le chœur des Pères, la plus éloignée celui des Frères ou petite chapelle. Des stalles en garnissent les parois. Les étrangers assistent aux offices dans une tribune appliquée contre la muraille ouest de l'église, au-dessus de la porte d'entrée.

La description très claire de l'abbé Bellet indique que lors de sa visite, le chœur des Pères et celui des Frères étaient boisés. Dans celui des Pères, les formes, c'est-à-dire les stalles, terme ancien qui servait à les désigner, étaient sculptées et leurs dossiers se composaient d'une suite de pilastres cannelés d'ordre corinthien, tandis que le chœur des Frères était d'ordre toscan. L'autel était adossé à un grand retable

en bois sculpté qui se développait en forme de tryptique ; toutes ces boiseries, y compris le pupitre, décoré de statues en haut relief, étaient l'œuvre de deux sculpteurs bordelais nommés Golier et Thibaud.

En 1906, au moment de la vente qui a suivi l'expulsion des Chartreux, l'aspect du chœur n'était plus celui qu'avait décrit l'abbé Bellet : des changements considérables y avaient été apportés successivement, soit par les religieux eux-mêmes soit par suite des bouleversements politiques.

Environ vingt ans après sa visite, les Chartreux remplacèrent le grand retable en bois sculpté par un autel dans le goût italien en marbre de diverses couleurs, qui fut consacré au mois de novembre 1762.

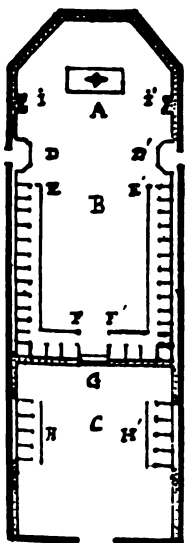
La suppression du retable, qui se raccordait probablement avec les tambours des portes latérales et fermait l'ouverture de l'abside, modifia complètement l'aspect de cette partie de l'église en dégagant l'entrée du sanctuaire, au milieu duquel fut placé l'autel de marbre. C'est, sans doute, de cette époque que datent les élégantes boiseries de style Louis XV qui recouvraient le pourtour de l'abside dont cette transformation laissa apparente la nudité des murailles.

En 1793, les Chartreux furent chassés de Vauclaire, leurs biens vendus et l'église, utilisée pour une exploitation agricole, fut dépouillée des boiseries qui en faisaient la richesse. Nous savons cependant, par divers documents, qu'elles ne furent pas détruites, au moins en grande partie, et qu'après la période révolutionnaire, les nouveaux propriétaires de l'abbaye veillèrent à la conservation de celles qui subsistaient encore.

Un très beau dessin de Léo Drouyn, qui fait partie du précieux recueil de croquis périgourdins, dont il a fait jadis hommage à notre Société, montre l'état intérieur de l'église en 1846. Les stalles du chœur des Pères, la belle porte latérale et les boiseries de l'abside sont encore appliquées du côté sud contre la muraille, tout le reste a disparu. Mais l'abbé Sagette, sous le pseudonyme d'abbé Jean, dans un fort intéressant article sur la Chartreuse, paru en 1854 dans le *Chroniqueur du Périgord et du Limousin*, nous apprend que les boiseries qui n'étaient pas restées en place, comme celles dessinées par

Léo Drouyn, avaient été démontées, même numérotées, pour permettre de les replacer un jour, et entassées en une masse considérable dans l'ancien réfectoire. On conservait à part, dans une chapelle, quelques morceaux d'une qualité particulière. Déjà en 1838, Charrière, dans sa *Promenade d'amis à l'abbaye de Vauclaire*, parle des boiseries de l'église avec admiration, et il note que certaines des plus belles se trouvaient dans le salon dont les propriétaires d'alors avaient fait un petit musée.

Aussi, quoique l'autel de marbre ait été transporté en 1806 à Périgueux (1) et placé dans la cathédrale de Saint-Front où il est encore et sert de maître autel, et l'ancien retable vraisemblablement affecté à une commune du voisinage ; lorsqu'en 1858 les Chartreux rachetèrent Vauclaire et rentrèrent dans ce qui subsistait des bâtiments de l'abbaye, ils purent, avec les éléments qu'ils retrouvèrent, rétablir les boiseries du chœur et de l'abside dans leur disposition primitive. Ce magnifique ensemble était donc, sauf l'autel de marbre, au moment de la récente expulsion des religieux, tel qu'il se trouvait à la veille de la Révolution qui, malgré ses dévastations, lui fut plus clémente.



L'église de Vauclaire, ainsi que l'indique le schéma ci-contre, qui permettra d'en suivre aisément la description, se compose d'un long vaisseau terminé par une abside polygonale que précède une travée droite formant le sanctuaire A. Les voûtes sont portées par un réseau de nervures compliquées dont les retombées se font sur des consoles qui divisent la nef en quatre travées ; les deux premières réservées au chœur des Frères C, les deux autres, plus rapprochées de l'autel, au chœur des Pères, B. Excepté une partie de la première travée, l'église était entièrement recouverte de boiseries uniformément arrêtées à la hauteur de quatre mètres.

(1) *Antiquités de Vézère*, t. II, p. 372.

Une cloison établie perpendiculairement à l'axe de la nef séparait le chœur des Pères de celui des Frères ; mais une porte monumentale G, ouverte au centre, leur permettait de communiquer entre eux. La menuiserie de cette porte est très simple, mais sa sculpture, qui fait face au chœur des Frères, est un chef-d'œuvre constamment admiré par les visiteurs de l'abbaye. Elle mesure 3^m30 de hauteur sur 1^m83 de largeur et elle est couronnée par une cimaise décorée de feuillages d'un profil robuste. Les deux panneaux rectangulaires semblables et sculptés à jour afin que les Frères pussent apercevoir l'autel de leurs stalles, témoignent d'un art consommé, aussi bien dans la disposition des motifs ornementaux, des rinceaux de feuillages et des guirlandes de fleurs que dans la souplesse du modelé et la hardiesse de l'exécution. L'excellente photographie (Pl. II), qui accompagne ce travail, permettra de juger, mieux que ne le ferait aucune description, de la beauté originale de cette décoration dont il paraît probable, d'après la forme des moulures des panneaux inférieurs, que l'on doit placer l'exécution à la même époque que celle des stalles et faire honneur comme elles aux sculpteurs bordelais Golier et Thibaud.

Le chœur des Pères se composait de trente stalles EE' FF' disposées sur un seul rang, douze contre les murs latéraux et six contre la clôture du chœur des Frères, la stalle réservée au R. P. Prieur étant à la droite de la porte de communication entre les deux chœurs. Les dossiers des stalles sont ornés de panneaux de menuiserie, superposés et surmontés de piédouches portant des médaillons ovales, entourés de guirlandes de fleurs. Des pilastres cannelés à chapiteaux corinthiens, prolongés par des consoles chargées d'une corniche moulurée très saillante, les séparent. Enfin, les accoudoirs sont en forme de volutes et les miséricordes recouvertes de bouquets de feuillages et de fleurs des champs.

A chaque extrémité des stalles (Pl. I), du côté du sanctuaire, se trouvent en D et D' les portes latérales par lesquelles les Chartreux entraient dans l'église pour se rendre aux offices. Ce sont des tambours de menuiserie formant avant-corps, divisés en deux étages par un bandeau saillant porté par des

consoles. Leur largeur est de trois mètres ; les portes qui s'ouvrent dans la face principale, entre des chutes de fleurs, n'ont que 1^m05 de largeur et 2^m05 de hauteur. Elles sont surmontées à l'étage supérieur par un cadre sculpté, accosté de volutes feuillagées ; une frise, couverte de rinceaux délicats, règne sous la corniche qui profile celle des stalles. Les faces latérales se composent de petits panneaux, dessinant une gorge en quart de rond. Ces riches menuiseries comptent parmi les plus importantes de Vauclaire ; cependant l'aspect un peu lourd de leurs assemblages de panneaux, chargés de sculptures et de leurs reliefs aux profils accentués, est bien différent de celui des stalles, plus froid et plus classique. Cela tient, sans doute, à ce que ces avant-corps se reliaient au retable de bois sculpté et complétaient l'effet qu'il devait produire avec ses ailes en retour.

Les boiseries de l'abside A, à partir de ces deux portes, sont d'une époque beaucoup plus avancée que celles dont il vient d'être question ; nous avons déjà dit qu'elles avaient probablement été placées en même temps que l'autel de marbre vers 1762. En effet, elles n'ont plus la rigidité du xvii^e siècle, mais la souplesse et l'élégance du style Pompadour. Leurs panneaux, alternativement larges et étroits, ceux-ci formant des pilastres saillants reliés à la corniche par des agrafes, s'amortissent en une large coquille entourée de volutes et de guirlandes de fleurs. Les pièces capitales de cette série de boiseries sont les deux sièges des officiants, ou chaires des conférences, l'une placée à droite et à gauche de l'autel ; charmants édicules en forme de niches semi-circulaires, couronnées par un dôme bulbeux richement décoré et terminé par un fleuron. (Pl. II.) Des têtes d'anges ornent la clé et les côtés du cintre des niches dont le fond est recouvert d'un bas-relief différent pour chacune. Du côté de l'Evangile il représente les instruments de la Passion et du côté de l'Épître les attributs de la Religion judaïque.

Le chœur des Frères C paraît être la partie de l'église dont le mobilier a été le plus modifié. En effet, l'abbé Bellet dit formellement qu'il était d'ordre Toscan et cependant, en dernier lieu, il se composait de médiocres boiseries Louis XV

encadrant huit stalles H H' identiques, ainsi que leurs dossiers et leurs corniches, à celles du chœur des Pères. On ne peut expliquer la présence de ces stalles dans le chœur des Frères, où elles ne se trouvaient pas lors de la visite de l'abbé Bellet, qu'en admettant qu'elles y ont été placées après le rachat de la Chartreuse en 1858, pour remplacer les boiseries d'ordre Toscan probablement détruites pendant la Révolution. L'abbé Sagette parle, il est vrai, « des stalles des Frères en chêne poli, moins riches et moins ornées que celles des Pères, » mais rien ne prouve que ces stalles qu'il ne vit pas en place fussent bien celles du chœur des Frères. En tout cas lorsque les Chartreux restaurèrent Vauclaire, ils ne les remplacèrent pas, soit parce qu'elles n'existaient plus, soit parce qu'ils préférèrent utiliser toutes celles beaucoup plus belles du chœur des Pères. Il est possible, en effet, qu'à ce moment la crainte de ne plus être assez nombreux pour occuper tout leur ancien chœur les ait décidés à réduire ses dimensions en supprimant quatre stalles de chaque côté. Dans cette hypothèse, le chœur des Pères aurait eu primitivement seize stalles au lieu de douze de chaque côté. Il ne paraît pas que ses proportions aient eu à souffrir de cette modification ; mais par contre les huit stalles placées dans le chœur des Frères formaient, avec les boiseries Louis XV, composées elles-mêmes d'éléments étrangers les uns aux autres, un assemblage hétéroclite et insuffisant pour en meubler les parois. Les irrégularités dans la menuiserie, sensibles à l'extrémité de chaque rangée de stalles, témoignaient des nécessités d'une adaptation postérieure, d'autant plus probable, que le chœur des Frères devait être plus simple que celui des Pères ; aussi le rédacteur du catalogue de la vente de 1906 ne s'y est pas trompé et il les a réunies en un seul numéro comme elles l'étaient sans doute à l'origine.

La dernière proscription des ordres religieux qui a privé la France de tant de richesses artistiques, a dispersé ce magnifique ensemble si précieusement reconstitué après tant de vicissitudes. Si les bâtiments de l'abbaye ont été en grande partie sauvés de la destruction par l'acquisition qu'en a fait le département de la Dordogne, pour les transformer en asile

d'aliénés ; le mobilier, moins heureux, a été vendu, à la requête du liquidateur, aux enchères publiques, le 29 avril 1906. Les affiches et les prospectus de la vente nous apprennent que les boiseries de la chapelle, dont nous nous occupons seulement ici, ont été divisées en quatre lots dont les indications suivantes permettront de conserver le souvenir.

Le premier lot, formé des boiseries Louis XV de l'abside avec les deux sièges des officiants, a été acquis par M. Escande.

Le deuxième lot comprenait les deux portes latérales formant tambour à l'entrée du sanctuaire ; il a été acheté, ainsi que le quatrième lot qui se composait seulement de la grande porte ajourée de la clôture du chœur des Frères, par M^{me} Secrestat. Cette porte se trouve au château de Lardimalie et les deux autres dans un de ses immeubles de Bordeaux.

Le troisième lot comprenait toutes les stalles du chœur des Pères et celles du chœur des Frères. Elles ont été achetées par M. Vidal, de Périgueux, et une partie a été transformée en lambris dans une salle de la villa construite par M. Estellé, à Boulouris-sur-Mer, près Saint-Raphaël.

La description des boiseries de Vauclaire serait incomplète si l'on n'essayait d'y joindre celle des deux autels qui ont successivement rempli de leur monumentale ordonnance les voûtes de l'abside. Il serait d'autant plus intéressant d'identifier le retable sculpté dont parle l'abbé Bellet, s'il existe encore, qu'il demeure le dernier témoin de l'œuvre somptueuse de Golier et de Thibaud, et, quoiqu'on puisse admirer tous les jours à Saint-Front l'autel de marbre dont les rocailles ont trouvé grâce devant les architectes de la cathédrale, il n'est pas inutile, pour lui rendre son aspect au XVIII^e siècle, d'indiquer les modifications qu'il a subies.

La commune de Saint-Laurent-des-Hommes, voisine de Vauclaire, possède dans son église un retable en bois sculpté, remarquable par l'ampleur de ses proportions qui semblent un peu anormales pour son importance. Une vague tradition, commune il est vrai à plusieurs localités de la région, le

ferait venir de la Chartreuse, mais les recherches faites dans les registres paroissiaux ou les souvenirs des habitants, ne fournissent aucun indice de sa provenance. Notre collègue M. Grenier, qui jouissait de la confiance des Chartreux et pendant plusieurs années a compulsé les titres et les archives de l'abbaye, a bien voulu me communiquer le renseignement suivant dont l'importance n'échappera à personne.

« Je sais, m'a-t-il écrit, que l'autel de Saint-Laurent avait servi de grand autel à Vauclaire. Il fut remplacé par celui en marbre de la cathédrale et placé ensuite dans une chapelle suffisamment large et spacieuse, la chapelle du chapitre (de toute probabilité), suivant les uns, la chapelle de Famille (des Frères), d'après les autres, d'où la Révolution le sortit pour le porter dans l'église de Saint-Laurent. »

Le retable de Saint-Laurent-des-Hommes (Pl. I) a 8^m25 de hauteur environ et 8^m50 de largeur. Il se compose de trois corps formant un tryptique dont les ailes font avec le centre un angle de 1^m10, encadrés entre quatre colonnes fuselées et cannelées, portées par des socles carrés à double étage. Leurs chapiteaux corinthiens supportent la corniche par l'intermédiaire de dés entre lesquels règne une frise ornée de rinceaux. Un grand fronton, accompagné de vases de fleurs et décoré d'un cadre ovale renfermant une peinture représentant le Père Éternel, couronne la partie centrale, et une galerie à balustre les deux bas-côtés. Le compartiment du milieu a 3^m35 de largeur ; un grand tableau fort usé, encadré dans une bordure dorée et représentant le martyr de saint Laurent, en occupe presque toute la surface. L'autel est de style Empire ; mais le tabernacle, de 2^m40 de long qui le surmonte, dont les frontons mouvementés rappellent la partie supérieure du retable, est couvert de motifs sculptés d'une belle facture, quoiqu'un peu lourds, au milieu desquels se détachent le Bon Pasteur et les statuettes des quatre Évangélistes.

Les ailes, en retour, n'ont que 2^m55 de largeur ; elles sont divisées en deux étages déterminés par la hauteur du socle des colonnes. La partie inférieure ou soubassement a 2^m35 de haut et est occupée par deux portes de 1^m95 de haut et de 0^m95 de large dont l'encadrement saillant est couronné par une cimaise feuillagée. L'étage supérieur mesure 3 mètres



Cliché de M. l'abbé Roux.

CHARTREUSE DE VACLAIRE
Stalles et Porte latérale (XVII^e siècle).



Cliché du Marquis de Fayolle.

ÉGLISE DE SAINT-LAURENT-DES-HOMMES
Ancien Autel de la Chartreuse (XVII^e siècle).

jusqu'à la frise ; il est meublé de deux niches cintrées simulées par des moulures et encadrées entre des guirlandes de fleurs d'un fort relief. Au bas de chaque niche, des consoles sculptées de 0^m50 de saillie devaient porter deux statues de petite taille humaine, aujourd'hui disparues.

Quoique M. Grenier ne dise pas les motifs sur lesquels il se fonde pour affirmer que le retable de Saint Laurent est le même que celui de Vauclaire, ses relations avec les Chartreux et les nombreuses recherches qu'il a faites dans la contrée, donnent un grand poids à son opinion. Elle est confirmée par le style du monument, qui est celui du xvii^e siècle et par certains détails de son exécution que nous retrouvons dans les boiseries de la Chartreuse, tels que la frise à rinceaux de la corniche, les cimaises des portes et ces portes elles-mêmes, nécessaires pour faire communiquer le sanctuaire avec la partie de l'abside qu'en séparait le retable. Nous savons, par la convention passée pour l'exécution de l'autel de marbre, qu'il y avait derrière le retable un petit autel adossé au grand, ce qui explique l'utilité de ces portes. Il est vrai que la disposition de l'abside est la même à Saint-Laurent, mais il est facile d'observer que les portes qui s'ouvrent dans l'axe des bas-côtés sont cependant beaucoup plus éloignées des colonnes du milieu que de celles des extrémités, parce que celles-ci sont plaquées contre les bas-côtés au lieu de les prolonger et en cachent une partie. Ceci n'aurait pas lieu si le retable était fait pour la place qu'il occupe maintenant et s'il n'avait pas été remanié.

L'abside de Vauclaire a 10 mètres d'ouverture, celle de Saint-Laurent n'en a que 8^m50, par conséquent le retable ayant la même largeur pouvait être placé à la Chartreuse, mais il aurait été séparé de la muraille par un vide de 0^m75 ce qui est anormal. Or, c'est précisément l'espace qui manque de chaque côté du retable pour que les portes se trouvent au milieu du soubassement, les colonnes dégagant les bas-côtés, et que les trois compartiments du tryptique soient égaux. On doit, semble-t-il, en conclure que le retable avait les dimensions de l'abside de Vauclaire avant le remaniement qui l'a réduit à celles de l'église de Saint-Laurent, et qui

a permis de l'y introduire en modifiant la place des colonnes.

D'autre part, ce retable est monumental par ses proportions plutôt que par la finesse de ses détails ou de ses sculptures. Les deux statues absentes de leurs supports et l'autel également disparu suffiraient-ils à justifier la remarque de l'abbé Bellet ? « L'autel, le tabernacle sont dans le même goût et sans aucune dorure parce que l'ouvrage était trop fini pour la supporter. » D'autant plus que le tabernacle est entièrement doré et que toutes les parties saillantes du retable, la frise, les guirlandes qui entourent les fausses niches, les cimaises des portes, les chapiteaux et les bases des colonnes le sont également. Il est cependant admissible que toutes ces dorures qui sont de belle qualité et bien conservées soient postérieures à la visite de l'abbé Bellet à Vauclaire. Je supposerais volontiers qu'elles ont été exécutées à Saint-Laurent à une époque où il était de mode de rehausser de touches d'or le ton naturel du bois et peut-être au moment où il y fut transporté.

Le style du retable se rapproche davantage de celui des tambours des portes de l'abside de Vauclaire que de celui des stalles, cependant la menuiserie en est beaucoup plus simple. On n'y voit ni les assemblages de petits panneaux ni les riches encadrements des portes, ni les motifs fleuris, partout au contraire, sauf dans le tabernacle, une grande sobriété et une recherche d'économie. Des toiles peintes remplacent même les bas reliefs en plein bois. Enfin le tableau, qui remplit presque tout le panneau central, représente le martyr de saint Laurent ; il a pu être remplacé depuis sa nouvelle destination, mais à la Chartreuse il aurait figuré saint Bruno.

Ces différentes considérations ne prouvent pas que le retable de Saint-Laurent des-Hommes ne soit pas celui de la Chartreuse ; les motifs énumérés plus haut gardent toute leur valeur, c'est d'ailleurs une œuvre importante par ses dimensions et par ses lignes ; mais elles montrent qu'il diffère sensiblement des boiseries du chœur et de celles des tambours des portes latérales avec lesquelles il devait se raccorder.

Puisque deux artistes bordelais y ont travaillé, on pourrait admettre pour expliquer cette différence que les stalles sont l'œuvre de l'un et le retable l'œuvre de l'autre.

Ce retable fut remplacé au XVIII^e siècle par un autel de marbre, au sujet duquel M. Grenier a publié le contrat (1) passé entre dom Mazière, procureur de la Chartreuse de Toulouse, agissant comme mandataire du R. P. dom Jeard, prieur de Vaclaire, et un sculpteur nommé Contestabile, établi à Toulouse. Les marbres et les sculptures devaient être préparés à Carrare et terminés à Toulouse. La curieuse correspondance relative à la fabrication de l'autel et à son transport par terre et par eau d'Italie à Vaclaire nous fait connaître qu'il coûta plus de 6.000 livres et fut monté et consacré au mois de novembre 1762.

On prétend que cet autel fut précipité en 1793 dans l'Isle qui coule au pied de l'abbaye, d'où il aurait été repêché par l'adjudicataire des biens des Chartreux, un Genevois nommé Fornerod. Cela expliquerait comment certaines pièces ont pu disparaître, puisqu'elles n'ont pas été replacées lorsque l'autel fut transporté en 1806, on ignore en vertu de quelle transaction, dans la cathédrale de Saint-Front.

M. de Taillefer a laissé une note détaillée des travaux assez importants, puisqu'ils s'élevèrent à la somme de 2.000 francs, que nécessitèrent la restauration de l'autel de marbre et son installation (2). Il fut placé sous la coupole Est, en avant de l'ouverture du chœur gothique du cardinal de Périgord dont on refit le dallage au niveau de celui de la coupole, qui fut lui même remplacé par un carrelage de marbre et complété par trois marches à l'entrée de la dite coupole. En arrière de l'autel on éleva deux piles de maçonnerie de 7^m50 de hauteur contre lesquelles étaient appliqués des pilastres de marbre qui soutenaient un baldaquin dominant une gloire avec ses rayons et au centre l'emblème de la Trinité, le tout en bois doré.

(1) *Bulletin* de la Société historique et archéologique du Périgord, t. XXIII, 1896, p. 296.

(2) *Bulletin* de la Société historique et archéologique du Périgord, t. XII, p. 82.

M. de Taillefer ajoute que toute cette décoration venait de Vauclaire et avait été faite à Gênes en même temps que l'autel ; mais comme il n'en est pas question dans le traité passé entre les Chartreux et le marbrier Contestabile, il semblait y avoir une erreur de sa part. Il n'en est rien. En effet, M. Grenier a bien voulu me faire savoir qu'après avoir publié dans notre *Bulletin* cette intéressante convention, il retrouva plus tard une lettre adressée à la Chartreuse de Vauclaire par celle de Toulouse dans laquelle il était question du baldaquin et de la gloire ainsi que du prix.

L'origine de ce dernier travail, m'écrit-il, est donc la même que celle de l'autel, et, comme pour lui, on y donna la dernière main à Toulouse.

Nous sommes donc, grâce à l'obligeance de M. Grenier, exactement renseignés sur l'aspect de l'autel lorsqu'il fut placé à Vauclaire en 1762, mais nous ne le décrirons pas, le *Bulletin* en ayant publié, il y a quelques années, une bonne photographie (1). Il nous suffira de dire que c'est une œuvre bien caractérisée du style et de l'art Italien à cette époque. Les panneaux mouvementés de marbre coloré sont encadrés dans des moulures de marbre blanc ; les tablettes, les consoles, toutes les parties saillantes et les sculptures sont en marbre blanc de Carrare d'un grain très fin. La sculpture est assez abondante ; il faut surtout remarquer les guirlandes de fleurs, les têtes d'anges du tabernacle et du motif central et les deux anges adorateurs d'une jolie expression.

Les vicissitudes qu'a subies cet autel lui ont fait supporter quelques dégradations, par exemple aux ailes des anges, et certaines pièces plus importantes ont été perdues ou ne sont pas replacées telles que « la croix en marbre statuaire de trois pieds de hauteur avec rayons dorés qui couronnait le tabernacle » et « les trois marches de marbre sur lesquelles il était exhaussé, dont la première avait treize pieds de long et la troisième était décorée d'une marqueterie de fleurs et de feuillages. »

(1) *Bulletin* de la Société historique et archéologique du Périgord, t. XXIII, p. 297.

Les pilastres de marbre, le baldaquin et la gloire qui le surmontaient ont définitivement disparu dans la reconstruction de Saint-Front. Il ne faut peut-être pas beaucoup les regretter et cependant il est toujours fâcheux d'amputer un monument d'une de ses parties essentielles lors même qu'elle nous paraîtrait démodée. Il y perd toujours quelque chose de son caractère et certainement l'autel de Contestabile, accompagné de ce décor un peu théâtral, devait avoir des proportions plus harmonieuses dans le chœur de Vauclaire, qu'isolé sous le vide de la coupole de Saint-Front, où il lui suffit pour les retrouver d'être entouré des draperies de quelque fête religieuse.

M^{re} DE FAYOLLE.

(A suivre).



UNE BOUTIQUE D'ORFÈVRE PÉRIGOURDIN

AU XVIII^e SIÈCLE

(Suite et fin)

Tous les articles, tous les prix que nous publions sont extraits des factures adressées à Beylot par ses fournisseurs, par conséquent sont ce qu'on appelle aujourd'hui les prix de gros. Nous aurions bien voulu connaître en même temps ceux auxquels il les revendait à sa clientèle ; mais nous ne savons ce que sont devenus ses livres de comptes. Quant à ses propres factures, c'est chez ses clients qu'elles se trouvaient et non chez lui.

Toutefois, nous reproduisons en fin de ce travail des extraits de trois factures qui se sont trouvées incidemment dans ses papiers.

ORFÈVRERIE DE TABLE

L'huillier à colonne dans le degnié gou peze 3 marcs, 5 onces, 4 gros (1) (902 grammes 3), à 53 livres, 15 sols le marc.	198 ⁿ 4 ^s 3 ^d
Façon.	52
Controlle.	18 8 ^s 9 ^d
Anbalage.	1 4
	269 ⁿ 16 ^s 12
1 huillier à bateaux renversé à colonnes, facturé 51 ⁿ de façon et l'argent à 58 ⁿ 15 le marc, se monte à :	226 ⁿ 16
Une autre paire d'huiliers à colonne.	261 8

Les huiliers à colonne étaient très à la mode ; c'était le dernier cri.

Un fabricant, Guérin de Limoges, écrit :

Le 29 thermidor, 2^e année républ.

Citoyen, j'ai reçu ta lettre du 26 thermidor par laquelle tu me demande des porte huillier, je dois en recevoir 3 dans la décade dont deux qui sont dans le dernier goût avec une collone dont au bout de laquelle sont des chaînes pendantes, une autre idem à bateau comme

(1) Nous avons traduit les poids en grammes afin d'en faciliter la lecture.

il se faisait il y a quatre ans. Celles qui sont avec une collone et des chaînes, le tout au dernier goût, te coûteront 75 livres de façon et l'autre à bateau 50 livres. Pour les médailles auvalles avec la liberté en or de sur, je ne ten dirais pas le prix par ce qu'elles netoient pas finis, je les aurois la prochaine décade, si tu en veux je te marquerai le pris. J'ai reçu une lettre de Paris qui m'apprend que l'or va couter deux cent dix livres l'once.

Salut et fraternité.

GUÉRIN.

Deux bouts de table à pyramide.	84 ⁿ
Deux moutardiers.	66
Deux paires de salières.	48
Deux cafetières d'argent si après notée savoir : la grande cafetière	
paise	
3 marcs, 1 once (764 gr. 7) à 53 ⁿ 10 s. le m.	167 ⁿ 4
contrôle à 4 ⁿ 4 ^s par m.	13 3
façon.	30
La petite paise 2 marcs, 2 onces, 2 gros 1/2	
(560 gr. 10) à 53 ⁿ 10 ^s .	122 ⁿ 8
Façon.	20
Contrôle à 4 ⁿ 4 ^s .	9 13
	362 ⁿ 8
2 sucriers de table en cristal à 24 ⁿ	48 ⁿ
1 plateau en cristal.	18
Angelet 2 marcs, 4 onces, 3 gr. 24 grammes et façon.	148 18 6
	214 ⁿ 18 6
12 couverts à fillé et 2 cuillers à ragout pesant 10 m.	
4 onces 2 gr. (2 k. 573) à 50 ⁿ 10 ^s .	531 ⁿ 10
Façon.	84
Contrôle.	52 11
Boîte et toile cirée.	1 8
	669 ⁿ 9 ^s
6 couverts et 6 cuillers à café à 52 ⁿ le marc et 21 ⁿ de	
façon.	298 ⁿ 10 ^s

Ces articles proviennent de la Maison Blanchard, orfèvre à Limoges, qui, pendant plus de 30 ans, lui a fourni ou fabriqué la plus grande partie de ses pièces d'orfèvrerie, telles que celles que nous venons de détailler et en plus, les boucles de toutes sortes, les éperons d'argent, les piscines, les plats à barbe, les épées et sabres à poignée d'argent ciselée, etc. etc.. Les factures de Blanchard sont accompagnées parfois

de commentaires ou de détails intéressants, témoin les suivants :

Le 20 janvier 1789 : Vous trouverez les lettres L. P. R. pour former un chiffre, vous m'obligerez de me le faire faire de suite par un comédien qui est dans la troupe que vous avez dans votre ville qui été si-devant à Limoges, je ne ces pas son nom ; mais vous naves qua demander le pintre qui fait des chiffres pour des bagues qui en a fait plusieurs pour moi. Comme il y a deus peintre dan la troupe, vous pouries confondre ; mais il y en a un qui ce nome Terrier, ce net pas celui-là mais l'autre. Je vous prie de lui dire qu'il ne fau pas de vere sur le chiffre, faite lui observer qu'il mete sur la tête du chiffre quelque chose de doux.

Le 1^{er} aoust 1789,

Je désire que vous naves pas éprouvé lalerte que nous avons eu mercredi dernier par lanonce d'une troupe de brigan qui disait-on arrivois pour maitre la ville au pillage, tou le monde a pris les armes jusques au pretre et les moine ; mais grasse adieu nous en avons été quite pour avoir beaucoup de frayeur ; jusquelà nous sommes encore envie, mais il net pas croyable à moins de lavoir vu du trouble et du derangement que sa produit dan toutes les affaires, la ville est enregimentée dans le meilleur ordre possible.

Le 25 août 1789,

Je désire que vous soyes plus tranquille dan votre ville que nous ne le sommes dans la notre ; nous cregnons à chaque moment des revolte dangereuse, a raison de la disette des grins le peuple demande qu'on le diminue dans un temps ou lon ne peut san proquer pour auqun prix.

On a prit et mlt en prison plusieurs de seus qui tramois quelque mauvais coup dont un été armé de pistolet, d'un gros baton et d'un siflet ; cet un naigre, qui peut etre poura bien servir dexample aus autres pour aitre plus dossile, toutes ses revolutions derange bien le cormerse, vous devez vous en apersevoir comme tout le monde.

Le 3 novembre 1789,

... Seus qui vous ont dit que l'on ne faisait pas de pain blanc à Limoges vous en ont inpausé, cet le contraire le fromentabonde plus que le blé et la plus grande partie ce sons réduit à ne manger que du pain blanc, set une economie à mon partiquilles j'en fais autan et je trouve qu'il fait plus de profit ;

Je désire que le commerce aille mieux dans votre ville quisi à mon partiquillée je ne fait rien du tout ; il me faudrais des montagne dor

pour acheter toute l'argenterie que l'on me présente ; je pence que vous netes dans le même cas.

Pour toute l'orfèvrerie de table que nous venons de passer en revue, de même que pour l'orfèvrerie religieuse et les boucles de chaussures, il s'agit d'objets fondus et ciselés. Mais il se faisait également de l'orfèvrerie estampée qui coûtait sensiblement moins cher. Voici du reste un tarif de façon des ouvrages de table estampés qui lui avait été adressé par un de ses fournisseurs :

Salières estampées à rosette ou à griffon pesant 2 m. la paire.	10"
Bouts de table même genre avec clef, pesant 7 à 7 m. 48.	29
Moutardiers assortis, pesant 3 m.	13
Salières rondes à 3 pieds, tête de faune, de lion ou d'aigle, cristaux blancs.	16
Moutardiers assortis.	16
Huillier à nacelle petits s ^e colonne 1 m. 5 à 6 on.	30
id. id. avec colonne ou grande clef tortillée	
2 m. à 2 m. 2 o.	42
Huillier à plateau, losanges ou octogone, clef porte-caraffe, tête de faune ou de lion, 2 m. 6 o.	44
Sucrier à tête de griffon, de faune, de lion ou d'aigle, 3 pieds, couvercle cannelé, 1 m. 4.	47
Sucrier, pied carré, vase à fond cannelé et tête de béliet, couvercle cannelé à oiseau, 2 m. 2.	60
Caffetières forme ordinaire, 1 ^{re} tasse 25", les autres 3" de plus.	
Caffetières forme étrusque, bec à tête de cygne ou d'aigle, la 1 ^{re} tasse 20", les autres 4".	
Couverts unis.	36
id. à filets.	46
Ragoûts unis.	3
id. à filets.	4
Poches unies.	8
id. à filets.	10
Caffés unis.	12
id. à filets.	25
Vaisselle, par marc.	5

ORFÈVREURIE RELIGIEUSE

Un soleil dont 48" de façon.	231" 7s
Un ostensor id. 48 id.	187 19s

Un rayon id.	18	id.		101
Un calice id.	30	id.	et 18" de dorure.	157 6 ^s
Une custode id.	24	id.	et 6 id.	125 6 ^s
Un portedieu avec la boîte au St-huile dont 12" de façon et dorure.				34 7 ^s
Un petit portedieu ordinaire dont 8" de façon et dorure.				22 1 ^s
Contrôle pour tous ces articles.				50 12 ^s
Un autre calice.				343

La vente des objets nécessaires au service du culte s'est arrêtée dès 1789 et ce n'est qu'en brumaire an IV que nous les voyons réapparaître, mais bien modestement sur les factures.

PIERRES PRÉCIEUSES

4 diamants pesant ensemble 3 karats 0 gr. 11/6, à 100", 301" 11^s

Le karat (carat), poids qui est toujours unité pour exprimer le poids des pierres précieuses et des perles, varie suivant les lieux :

En France, il vaut 2 décigrammes 059 ; en Angleterre et en Allemagne 2 dg. 055 ; en Autriche 2 dg. 061 ; en Hollande et en Russie 2 dg. 051 ; en Espagne 1 dg. 999 ; en Italie 1 dg. 965, etc...

Il se divise en 4 grains et chaque grain en 1/2, 1/4, 1/8, 1/16, etc..

Grenats à cœur, la douzaine.	2"
id. ovales, id.	3
id. id. grands, la douzaine.	5
2 karats émeraude, à 8" le karat.	16
7 topazes du Brésil.	10
1 belle topaze id.	30
2 émeraudes ord'œuvre (?)	7
1 karat émeraude extra à 12"	12
5 grains jargon (1 karat, 1 grain), à 3".	3 15 ^s

Le jargon est un petit brillant dans le genre de la rose, dont il se différencie par la *taille*. Il n'est guère employé de nos jours.

BOUCLES DE SOULIERS EN ARGENT

Elles étaient d'un usage courant, aussi Beylot en vendit un nombre considérable malgré leur prix élevé. Il est vrai qu'il

en avait également en acier et en cuivre à meilleur marché et nous trouverons leur prix dans les articles de mercerie.

6 paires de boucles de femme, à 52" le marc et 28" 10 s.	
de façon.	111" 10 s.
6 paires de boucles d'homme et 12 de femme.	446 10 s.
3 id. id. à clous rapportés dont 19" de	
façon.	129
17 paires.	605
Une paire boucles à la Chartre à jour.	35 14 s.
Une paire à perles d'argent.	84
Une paire à perles et pierres.	60
Une autre paire à perles d'or.	75
Une autre paire riche à perles et motif en or.	102
Une paire de boucles de jarretières.	24

Il existait un certain nombre de modèles de boucles, dénommées : carrées, rondes, à paillettes, à gouttières, à jour, à rosettes, à bande unie, à filets, à cordonnet, à corde de rapport ?, à coins coupés, à chapes, à chapes à l'anglaise, à la Mirza, etc..

Il y avait aussi des boucles de chapeaux mais plus ordinaires ; nous les indiquerons plus loin dans la mercerie.

ÉPERONS :

Deux paires d'éperons à chainettes pesant 1 marc,	
5 gr. 1/2, à 53" 10 s.	58" 6 s.
Façon.	17
Contrôle à 4" 4 s.	4 10 s.
	79 16 s.
Une paire à tige repliante à ressort et à chaîne	46

Nous le répétons, tous les prix sont bien inférieurs à ceux payés par le client : Beylot trouvant trop élevé le prix de la façon d'une écuelle qui lui était facturé 30 livres par son fournisseur, celui-ci lui répondit : « Je les van dan le même goût de 48 à 50" au particulier ». Or cet écart de 18 à 20" était bien insuffisant sur une pièce de 295" ; il devait majorer en conséquence le prix de la matière première.

BIJOUX

Deux bagues entourées de jargon.	28"
Une bague tourmentée (?) en torsade (?).	15

Une bague or à collier de chien à devize (façon)	8	
Une bague bordure d'écaille de	8	10 s.
Une bague en cheveux.	10	
Une bague émaillée (façon).	4	
Une bague collier de chien avec tête de Liberté.	34	
Une bague St-Huberty à pans, façon.	18	
Une bague à doigt (doigt) jarretière.	4	10 s.
Une bague or entourée de jargon.	14	
Une bague à doigt en cheveux, en jargon.	3	
Une bague à 9 diamants rozes.	78	
Une bague à enfantement, diamant roze.	84	
Une bague à chaton de 10 pierres 3/4 1/8.	140	
Une ditto octogone 3/4 1/8.	140	
Une ditto à brillants.	144	
Une ditto à roze pèse 2 karats 1/8 et 1/16 à 110 ^u le karat.	240	12 s.
Une « d'hazard » (1) porte 30 brillants d'entourage et celui du milieu pèse 1 karat au moins	400	
Deux paires de Panurge (?) à cul-de-lampe (130 ^u 7 d'or et 51 de façon).	181	7 s.
Une paire de Panurge en émail.	48	
Une paire id. « filigrane ».	36	
Une paire de poires (2) à la Mirza (l'or à 92 ^u l'once)	3	10 s.
Une épingle de mouchoir à Gloire.	10	
Une ditto à réverbère (?).	9	10 s.
Un quarquoy (3).	17	
Bonnet de Liberté en or (4).	44	10 s.
Boucles d'oreilles à « nantilles » façon.	6	
3 paires de lantilles (5) pesant 6 gros et 7 ^u 10 s. de façon.	67	10 s.
Croix à la Janette.	18	5 s.
Croix à la Janette avec le cœur.	25	
Croix en cristal.	12	
Pendants à croissants et nantilles, façon.	25	
Saint-Esprit en jargon, façon.	9	

(1) « D'hazard » est couramment employé pour « d'occasion ».

(2) Boucles d'oreilles.

(3) Broche ?

(4) Bonnet phrygien en broche ?

(5) Boucles d'oreilles ?

Un « Loin comme de près », façon.	5
Cachet à colonne ?	13
Ditto à guirlande.	11
Une prétension (?)	4
Fausse montre dorée.	4
2 sujets en cheveux dont un au chiffre et l'autre en amblèmes à la mariée (?)	7
2 sentiments (?) en cheveux.	36

MONTRES ET CHAINES

Probablement en raison de sa parenté avec les horlogers, Antoine Bellot, Pressacq et Thouverez, notre orfèvre ne tenait pas couramment cet article, à en juger par le nombre peu important que nous en relevons dans les factures. Notons toutefois :

Une montre d'argent à savonnette et à quantième.	108 ⁴
Quatre montres argent à 45 ⁿ .	
Une montre or lisse à bords plats à 3 parties (à Desarts père et fils et C ^{ie} , à Genève, payable en foire de Bordeaux en espèces d'or et d'argent au titre et cours du jour de vente, 22 octobre 1791).	215
Une montre or lisse à filets, 21 k.	155
Une montre or guilloché sur or de couleurs, 18 k.	
2 ^e qualité.	165
Dix montres d'or (1).	1072
Une montre d'or à répétition.	287
Deux montres d'argent à 50 ⁴	
Une chaîne d' <i>hazard</i> (d'occasion) pesant près d'une once.	92
Deux montres d'or uny, bor à fillet petit, 23 d. 25 gr. et 23 d. 17 grins à 170 ⁴ pièce monte.	340
Une chène d'or à 4 B (2) p. 1 once 8 d. 18 grins, l'or à 84 ⁴ monte.	114 14
Fasson.	42
Une ditto à 3 B. p. 1 once 12 grins à 84 ⁴ monte.	85 16
Fasson.	36
1 chène de Se milor à pièce (simili-or ?)	20
1 chaîne de montre en cristal et acier.	8 10

(1) Que lui a cédées son beau-frère Thouverez.

(2) Branches.

1 chaîne d'acier à 4 branches avec cachet.	12
Chaines d'acier, la douz.	39
Clefs de montre.	11

TABLETTERIE, BIMBELOTERIE

1 tabatiere à journée blanche (argent).	20	18
12 » argent, à begnoir (baignoire ?) à cerceaux, à la Toulouse.	144	10
Tabatières en écaille à bordure et médaillon, la pièce.	14	10
» ditto grand médaillon à paysage.	13	
» ditto à culot.	30	
» ditto avec portrait.	8	
» ditto à feuille et médaillon,	12	
» en ivoire, médaillon aupaie.	19	10
» ditto » à paysage.	20	10
» ditto à culot.	26	
» à la Necker imprimée rosette frisée.	10	
» en buis à médaillon.	7	
» racine doublée corne.	4	
» en buis.	3	10
» » doublée d'écaille.	4	5
» en écaille jaspée.	6	10 s.
» » à rozette double.	8	10 s.
» en yvoir, 10, 14, 17 et	25	
» ditto à médaillon sur au pale (opale).	9	10
» ditto à médaillon à la famille Royal.	18	
» transparente.	2	
Boîtes avec portrait de Marat, de Pelletier et amblaine de la Nation, la douz.	30	
Boîtes pour femme à la Cagliostro à rosette d'or.	17	
» carton forme médaillon. La douz.	27	
» pour femme en écaille composée. La pièce.	12	
» pour femme doublées écailles. La pièce,	8	
» en écaille noir bouclé or.	24	
» ditto posée enplain (?) La piece.	33	
» en écaille blanche et rosette posé.	20	
» à médaillon en écaille blanche à sujet. La piece.	24	
12 boîtes argent à cerceaux pour hommes et pour femmes, ovales, journée, Thoulouzane pesant 3 marcs 4 onces.	328	15
Boîtes écaille à médaillon. La douz.	40	

» à 2 galon d'or gravé à médaillon.	La douz.	66	
» à la Bastille.	La douz.	27	
Bonbonnière double galon médaillon à pointe d'acier			
	La pièce.	25	
» en écaille jaspée.	»	3	10
» en carton.	La douz.	21	
Balon (?) en écaille jaspée.	La pièce.	4	10
» posé en plein.	»	21	
Étuis de dez en galuchat (1).	La douz.	21	
Étuis de flacons en carton virolle en vermeil.	»	18	
» en carton noir 4 virolles.	La pièce.	9	10
» » 3 »	»	9	
» plus petit. 2 »	»	6	10
» en Ronos (?). Il y en a un qui est en bois, à gorge d'écaille fort petit à 2 virolles.	La pièce.	8	
» en écaille posé en plein.	»	14	
» en yvoir à 2 virolles gravé en or.	»	10	10
» plat en yvoir à 2 virolles.	»	8	10
» uny plat en yvoir.	»	5	10
» à flacon et curdent en carton à virolle de vermeil.	La douz.	27	
» à coudre en yvoir.	»	3	
Porte aiguille en yvoir à brodé au lambour.	»	12	
Boîtes rouge.	La douz. 9, 12, 18, 21, 24, 36	72	
» en porcelaine.	La douz.	72	
Jeu de reversis à 4.		3	15 s.
» de dominos 28 noir peint.	»	10	
» double 45.	»	20	
» à cassée 28.	»	54	
Bilboquets ences.	»	5	10
Fiches et jetons.	Le mille.	13	
Écrans en bois de rose.	La pièce.	3	10 s.
Éventails en palissandre encadrée.	La douz.	7	10
» en bois de rose.	»	7	
» ditto encadrée.		8	10
» en os.	11 et	12	
Dez anglais à jouer en ivoire, la balle,	3 et 10 et	4	5
Pipes avec leurs galumets.	La douz.	114	
2 pipes en argent.		63	

(1) Peau de chien marin ou de squalé préparée pour la gainerie.

Portefeuille en mouton.	La douz.	13	
ditto dorés 6 pouces.		36	
ditto d'assignats.		30	
Portefeuille en maroquin de 4 p. 1/2 à cayer et secret d'acier.	La pièce.	13	10
Portefeuille maroquin serviettes.	12, 15 et	18	
Ecritoire en cuir.	La douz.	18	
» en cuir avec place pour pains à cacheter.	La douz.	42	
» en bois de roze, 27, 48 et	»	63	
» à virole d'or en ivoir virole en or.	La pièce.	7	10
Tablettes à papier bois des îles.	Pièce.	2	
Etui à mathématique (boîte à compas ?).	La pièce.	18	
Compas à rouler (?)		2	
2 Billes de billard pesant 8 onces à 48 ⁿ la livre.		19	4
Mouchettes.	La douz. 25 et	33	
» en acier.	La douz. 15, 21 et	26	
Porte-mouchettes.		6	
Cornets de tricot en cuir.	La paire.	1	8 s. 9 d.
Lunettes à temple (?)	La douz. 24 et	27	
Cabaret en tôle.	La pièce.	5	10
Cabaret à café.	34 s. à	5	5 s.
Compères en galuchet (?)	La douz.	30	
» en maroquin.	»	18	
Caves à 2 flacons	»	4	5
» en maroquin.	»	6	
» à 4 flacons à toilette.		7	10
Flacons d'or.	La douz.	10	10
» plissés (clissés ?) et ditto couverts d'ozier.	La pièce de 4 ⁿ 10 à	6	10
» avec médaillon.	»	15	
» pour goussets.	» de 2 ⁿ 10 à	4	7
» pour fausse montre.	La douz.	28	
» pour breloques.	»	9	10
Peignes à chignon.	»	21	
» à retaper.	»	15	
» à baguettes.	»	27	
» à démesler.	»	4	10
» ditto en corne façon écaille.	»	9	
» à Sorcey (sourcils ?).	»	5	
» en ivoire, 48, 60	» et	75	

» ditto pour chignon, 24	» et 57
Brosse à barbe en étui d'or (doré ?)	» 5 10
ditto en ivoire.	» 36
Brosses vernies.	» 7 et 9
» couvertes bois de roze, 6 pièces.	» 36
» à dents, 4 5	» et 5 10
Houppes de cygne, 6 ⁿ et	» 14
Cire à graveur (pour graver).	La livre 5 10
» à la Dauphine (à cacheter).	» 6 10
» à cacheter.	» 4 10
» rouge.	» 5
Crayons.	La douz. 2
» à coulisse.	» 5 10
Porte-crayons.	» 18
» 6 pièces en yvoir, virol en or.	» 48
Cadenats cuivre.	
» à secret	La douz. 7
» à lettres.	» 14
Miroir cadre d'olivier 1/2 glace.	La pièce. 1 3
» grand à fontange.	» 2 12
Gaines de ciseaux en galuchet	La douz. 3 10
» » garnies en argent.	» 15
Taffetas d'Angleterre.	» 2 10
Sonnettes en composition.	» 20

ARMES ET ÉQUIPEMENT

Pistolets anglais.	La paire, 51 et 60 ⁿ
» détente cachée ou à secret.	66 ⁿ
» id. à arrest.	72 ⁿ
» ordinaires.	24 ⁿ
Poire à poudre en roussette.	La douz. 11 s.
» rondelle à ressort.	» 18 s.
» à la Nation.	18 s.
Poudre à tirer.	La livre. 8 ⁿ
Sabre doré au mathe. (mat ?)	24
» à ressort.	25
» poli.	10
» en acier.	13
» courbé.	14
» fislé (ficelé ?).	10
» à poile (?)	13 10 s.

» en couleur.		10
» en veau morné poignée argent.		22 10
Une épée d'argent masquée.		120
Épée à bec, lame dorée.		24
» lame blanche.		22
Épée de deuil (deuil ?)		14
Épée de cour, lame dorée.		24
2 briquets, dorés dont un motif à casque.		56
Briquet doré.		28
» poli.		8 10 s.
Plumets.	La douz.	70
Épaulettes en or.	La paire.	22
Éguillettes et contréguiettes jaunes pour cavalier.		7 5
Beaudrier en buffle.	La douz.	34
» verni.	42 et	45
Banderoles.		31 s.
Plaques pour gibernes.		6 s.
Gibernes vernies.		3 10 s.
Haussecols.		3 10 s.
Bonnets uniforme.	La douz.	81
Plaques de ceinturon plaquées argent.		6
Médailles d'huissier.	La douz.	54
Plaques d'huissier (probablement la même chose).		48
Ruban à la Nation ponceaux.	La douz.	12 10
Cocardes nationales	»	2 15 s.
Boutons uniforme, sur bois.	La triple grosse.	30
Baguettes en ivoire.		30
» garnies d'ébène.		24
Ceintures de chasse.		7
Ceinturons vernis.		5 10 s.
» en buffle.		5
Tire-bottes.	La douz.	16 10
Éperons acier.	»	9
» argentés.	»	18
Crochets d'épée		16 s.
Plaques de ceinturons		5 10 s.
Cordons de sabres.	La douz.	24
Lames de fleurets.	»	14
Gardes de fleurets.	»	5
CANNES		
Canne à sabre lame courbe.	La pièce.	11 10
» à épée.		5 10

» à lame.	10 et	12
» à tige à soye.		14
» à la militaire.	La douz.	14
Bâtons constitutionnels.	»	14
Canne à corbin doré.	La pièce.	4 10 s.
» pomme d'acier.	La douz.	21
» pomme d'ivoire.	La pièce.	15
-Badinne à pomme d'or à 8 pants unis.	»	33
» à dets d'or.		12
» à moitié yvoire.		6
Bambou à dets d'or.		25
» ployant.		9
» » noir à		7 10
Badinne à 8 pans dans le corps, toute unie.	La pièce.	46
Cravaches	La douz.	70
Fouets rotin	»	12
» baleine.	»	27
» anglais.	»	30 10
Rottin fislé.	»	15
» en écaille.	»	25

COUTELLERIE

Couteaux pour toilette.	La douz.	18
Couteaux pour toilette en ivoire.		12
» de table plaqués avec lame coutellerie.	8	5. s
» de table.		6
» » anglais.		12
» à dessin annau virole d'argent.		25
» à tête an sihmiller estillet anne écaille. (?)		18
Canifs à deux lames avec étui.	La douz.	42
Razoirs.	La douz de 25 à	33
Ciseaux.	La douz.	48
» à ressorts.		84
» bien poli.		108
Tire-bouchons à anneaux.	La douz.	9
» à marteaux.	la douz.	17

PARFUMERIE

Elle était fournie par Laugier père et fils, parfumeurs à Paris, des Périgourdins aussi, puisqu'ils signent : Vos concitoyens.

18 pots de pomades fortes odeurs. à 8

6 demy-poissons (?) esprit d'odeur	à	4
6 » eaux d'odeur.	à	3
1 douz. flolles en étuits de carton.	à	1 10
» » » de bois de rose.	à	2
» rouge végétal de Laugier.	à	8
» rouge superfin assorti.	à	6
Pour la caisse (emballage).		6

Cette facture est du 22 prairial, an III, et payable en assignats. Or à cette date pour un louis d'or de 24 livres on avait à Paris 400 livres en assignats et à Périgueux 409 livres. Ce qui ramène la valeur réelle au 1/4 environ.

Poudre à poudrer sans odeur. Le quintal de 100 livres	
en 1791.	27 ¹ 10
Poudre à poudrer avec odeur.	30
» » 1 ^{re} qualité.	35

En 1790, ces mêmes articles sont à 50, 55 et 60¹ le quintal. Il s'en faisait une consommation importante en raison des perruques poudrées communément portées.

Aussi Beylot les recevait-il par fûts de 145 à 247 livres !

TABAC (4 juin an III)

50 carottes pesant 187 livres à 25 s.	238	8 s. 6
20 » » 69 livres à 21 s.	72	9

MERCERIE

Boutons pour veste en verre uny.	La grosse.	14
» » grands uny.		35
» » en soye, à fleurs.		23
Garniture pour l'habit de 20 gros et 10 petits.		4 10
Boutons en soye pour gilet.	La douz.	3
» en porcelaine.	La grosse.	42
» en ivoire assortis de couleurs.		20
» de gendarmerie sur bois.	La triple grosse.	40
» d'habit à perle d'or,	La douz.	50
» en cuivre.	La grosse.	12
» dorés.	»	24
» argentés.	»	12
» bombés en étain.	»	39
» d'acier pour l'habit	»	24
» en acier à pointe.	La douz.	6 10

Bâs de soye.	La paire 8 ⁿ 15 et	12	
» » fond blanc de goût.		12	
» » unis noirs.		12	
» en filozelle.		3	
» bourre de soye.	La paire.	4	15 s.
» coton.	»	3	
» fil blanc ou gris.	»	3	10
Gants de soye.	La paire 3 ⁿ 5 et	4	5
» façon chamois.	La douz. de paires.	11	
» » noire, Amadis pour femme.	La paire.	5	5 s.
» de peau de daim.	La douz. de paires.	30	
» de daim piqués en soye.	» »	45	
Mitaines en fil.	2 et	2	5
Jarretières en drap.	La douz.	21	
» à devise.	»	26	
Bourse en soye.	»	24	
Coulants de cravate (argent).	La pièce.	4	10 s.
Grande plaque de sinture, 2 sujets		30	
» » tout acier.	7, 8, 11	13	
Boucles de jarretières, argent.		18	
» » ordinaires très fines.		1	10 s.
» » acier.	La douz.	16	
Boucles de chapeau.	»	42	
Boucles de col d'acier.	»	6	10
Devant de corset.		21	
Aiguilles anglaises.	Le mille.	16	10
Aiguilles de bas à tricoter.	La livre.	9	
Gilet raide, castor peinte.	La pièce.	6	15
» vellours peint.	»	8	10
» vellours de soye.	»	17	10
» vellour écarlate.	»	15	
» rayé et quadrillé en soye.	»	5	5
» brodé.	»	13	
» à la Nation	»	4	15
» en casimir brodé.	8 ⁿ 10 et	11	10
Plumes..... (mode ?)	La douz.	70	
Mouchoirs de Montpellier.	»	16	15
Bamboches chinoses (babouches).	»	58	
Bamboches parisiennes pour hommes et pour femmes.	La douz.	21	12 s.
Sabots chinois, pour hommes.	»	25	0 s. 8 d.

Souliers de femme.		2	10 s.
» d'homme.		2	10
Miroirs d'Allemagne.	La piece, 7, 9, 10 et	12	
» de toilette.	6 à	15	
Trumeaux de glaces.	de 40 à	90	
Porte-bouteilles.	La douz.	4	

OUTILLAGE

1 douz. limes au coq.	2	5 s.
9 limes de 4 pouces.	2	5 s.
1 pierre à polir de 4 pouces.	5	
1 filloir.	5	
1 ditto.	9	
1 pince à coulant.	2	15
1 ditto à bec.	1	10
1 trébuchet.	7	10
1 paire balance.	11	

MEUBLES 4 messidor an II (22 juin 1794)

Un bureau avec marbre.	200	
Une commode ditto.	150	
Une grande chiffonnière.	50	
Une ditto	36	
Une ditto avec marbre.	115	
2 en coniture (encognures).	36	
Poignées de secrétaire.	3n et	3 10 s.

Ces meubles viennent de chez la veuve J.-B. Duzas, de Limoges, qui lui fournit aussi de la coutellerie et des miroirs de toilette.

Voici à titre documentaire une facture de client, la seule que nous ayons trouvée dans ces papiers.

Monsieur Dauriac notaire doit au sieur Beylot orfèvre :

1789. Pour reste d'une paire de boucles.	15	8
20 mars. Pour une bague.	24	
19 mai. Une tabatière.	14	
2 juin. Une ditto à la Neker.	15	
Une chaine d'acier.	14	
Pour troc d'une paire de boucles d'oreilles.	6	
1 ^{er} aoust. Un fourreau d'épée.	2	10
21 dud. Une paire d'agrafes pour souliers.	20	

16 février 1790. Une bonbonnière décaille.	5	10
9 avril. 12 p. poudre à 15.	9	
Une paire gants de daim.	2	8
5 juillet. 4 p. poudre.	3	
16 dud. Une paire anneau pour sa petite.	8	
31 mars 1791. Une tabatière.	22	
20 juillet. Une canne à sabre.	10	
11 aoust. Une p. livre poudre.	5	8
18 septembre. Deux cordons de montre à la Nation.	1	4
23 dud. Un sabre surdoré.	36	
Un cinturon.	4	10
Une plaque.	9	
1 ^{er} octobre. Pour M ^r son fils, pour un troc d'un briquet.	3	
	229	18
Reçu un porte-huillier pesant 4 m. 2 on. 2 gros à 46 ⁿ .	186	18
	42	00

Remarquons en passant que les 4 m. 2 on. 2 gros
à 46ⁿ font 196ⁿ 18 s. et non 186ⁿ 18.

En outre, certains de ses clients ayant émigré, l'Administration du département de la Dordogne lui fit régler par des jugements rendus en l'an II et en l'an III, le montant des comptes impayés de ces clients.

Celui du *citoyen Desbories* s'élevait à la somme de 38ⁿ pour fournitures faites en juillet et août 1791.

Une paire de fleurets.	5
Un sabre et son baudrier.	33

Celui de « Saint-Aulaire fils » est plus important : il s'élève à la somme de 243ⁿ, pour fournitures faites du 5 juillet 1790 au 27 juillet 1791.

Parmi les articles qui le composent, nous relevons :

2 évantails.	2	10
1 canne à sabre.	18	
1 paire boucles d'argent.	54	
1 bague à collier de chien.	25	
1 bague d'or..	4	
1 bague à devise.	6	
1 flacon.	3	
1 paire jarretières,	3	10

1 fouet.

4

1 nécessaire garny.

12

Le « sieur d'Abzac de la Serre » lui devait de 1782, 1784 et 1788, la somme de 85^{''} 8 s. 3 d. pour des rabillages de boucles, vente de 2 bagues d'or à 7^{''} 10 s. et 5^{''} et le reste pour une tabatière ainsi qu'il résulte du billet suivant :

« Je déclare avoir reçu de M. Beylot, orfèvre, une tabatière d'argent faite en coffre avec mes armes gravées, pour le prix et somme de quarante quatre livres douze sols don je promets lui payer cette somme le 15 février prochain. En foi de quoi je luy ay fait le présent billet.

A la Celeriere, 2 décembre 1782.

D'ABZAC.

Enfin pour terminer, un *État des mémoires dus* nous donne quelques noms de ses clients parmi lesquels nous relevons :

MM. Lafarge, Brunet, Fontemoing, Lespine jeune, Rivet, Lacharmie, Puyabri, Fournier juge, Vignera, Lacrouzillecadet, Lagaumaldie, Dravermour, Paignon de Mussidan, le baron de Lestrade, Mazeau, Simon Lunaire, Lacrouzille père, Le Gros, Dauriac, de Saint-Aulaire père, le comte de Taillefer, l'abbé Delpy, Manègre (émigré), Langlade, le vicomte de La Douze, Bosredon, Maillard, Saint-Aulaire (émigré) Mesdames La comtesse de La Douze, « nore » la comtesse de Saint-Astier, douairière, La Mothe de Bessot, Bertin, Lajaubertie, Bréard, Beaupoil, Rémondie, de Rochefort et Desteboissié.

LOUIS DIDON

VARIA

NOTES ET DOCUMENTS :

LE PÉRIGORD PENDANT LA GUERRE DE CENT ANS

d'après les Archives du Vatican.

(Suite et fin).

Le recueil de transcriptions et d'analyses publié en 1897 et intitulé *La désolation des églises* etc., nous transporte à une époque assez sensiblement postérieure à celle que visaient les extraits que nous avons reproduits. Quarante ans ou plus sont passés depuis la mort de Charles V. La France a subi le règne désastreux de Charles VI. Charles VII a succédé à son père, mais son gouvernement ne se présente pas pour elle sous de meilleurs auspices. Le pays, incessamment foulé par les chevauchées des éternels adversaires, le Français et l'Anglais, mis à feu et à sang, ne montrait que désolation et ruines. Les actes qui suivent ne sont qu'un long gémissement poussé vers la papauté par les églises et les monastères, qui, n'ayant plus de quoi subsister, attendent une parole secourable, promesse d'aumônes ou d'indulgences, octroi de l'union d'une autre maison religieuse.

Le numéro précédant chaque transcription ou analyse est celui sous lequel elles figurent dans le recueil du P. Denifle. Il est indispensable de le citer, si l'on s'y réfère.

DIOCÈSE DE PÉRIGUEUX

394. — « Les églises de la ville et du diocèse de Périgueux, souillées et transformées en forteresses, semblent des cavernes de brigands ; prêtres et religieux sont captifs. »

B[ene] P[laceat]. Exponitur S. V. pro parte devote creature vestre Helye (1), episcopi Petragoricensis, quod tam ob non residenciam

(1) « Hélie de Bourdeille, de l'ordre des Frères Mineurs, bachelier en théologie, appelé à l'évêché de Périgueux le 17 novembre 1437, reçoit une dispense d'âge de trois ans (Arch. Vat. Oblig. n° 66, fol. 38^b), est transféré le 13 mai 1468 au siège archiepiscopal de Tours (Oblig. n° 83, fol. 10), revêtu de la pourpre cardinalice le 15 novembre 1483 (S. Luciae in Silice, arm. XXX, n° 52, fol. 67^b). Les assertions à cet égard de Dupuy, *L'etat de l'église du Périgord* (1629), II, p. 133, 140, 236, du *Gallia Christiana*, II, col. 1480, sont erronées (et de même celles de Gams, *Ser. episc.*, p. 598) : en effet, elles assignent comme

diuturnam suorum predecessorum, quam etiam propter guerrarum turbines, mortalitatum pestes, aliosque multiplices sinistros eventus, quibus partes ille a quinquaginta annis citra continue (proch dolor) satis notorie afflicte fuerunt, prout in dies affliguntur, in civitate et diocesi Petragoricen. adeo malorum inolevit consuetudo, quod quasi tota lex divina perit, divinus cultus despicitur, polluantur et incastellantur ecclesie, fiunt incarcerationes in eisdem, que quasi ad modum speluncarum latronum redacte sunt, furta, sacrilegia ac varia et quamplura alia inhonestissima committuntur, multi sacerdotes et religiosi per laicos et dominos temporales capiuntur, arrestantur, captivantur et detinentur, quodque deterius est, plures in nemoribus perempti inveniuntur, ac innumerabilia excessus et crimina tam per ecclesiasticas quam seculares personas ibidem committuntur, et quasi tota jurisdictio ordinaria derelicta et sprete existit, in tantum quod omnes fere persone tam canonici cathedralium et collegiatarum ecclesiarum, alii benefici[at]i et clerici (*sic*) aliqui pretextu pretensorum privilegiorum Universitatum studiorum collegiorum et communita'um, alii pretextu cappellanatus honoris vel subcollectorie seu aliorum sedis apostolice officiorum obtentu se exemptos esse pretendentes, quam etiam laici diutina et longa consuetudine ymmo verius corruptela se tuentes jurisdictionem ipsius episcopi contempnunt, ejus mandata et precepta negligunt. possessiones et jura ecclesie et episcopatus predictorum detinent, usurpant et occupant, ac ipsum episcopum omni inhumanitate et irreverencia pertractant in animarum suarum periculum et tocius ecclesie et episcopatus eorum jurisdictionis et divini cultus enervationem ac cultus et episcopi hujusmodi detrimentum. Propter que ad Sanctitatis Vestre pedes recurrans idem episcopus E. S. supplicat humiliter et devote, quatenus intuitu injusticie in praemissis oportune providentes eidem Helie episcopo et successoribus imperpetuum auctoritate apostolica concedere et indulgere dignemini ut non obstantibus quibuscunque indultis privilegiis et concessionibus etiam per quoscunque summos pontifices quibuscunque Universitatibus, studiis, collegiis, communitatibus.... prefatus H. ne non successores sui Petragoricenses episcopi in contra quascunque personas tam ecclesiasticas quam seculares.... sententias

date de la nomination d'Hélie de Bourdeille à l'évêché de Périgueux l'année 1447 (ainsi dans les *Acta sanctorum*, *Octob.*, XI, p. 404), et, de 1437 à 1447, mentionnent quatre autres évêques, Hélie Serven, Pierre de Durfort, Raymond, Geoffroy. Ces quatre évêques doivent être tous écartés et Hélie de Bourdeille, seul, retenu. »

et penas ferre et promulgare ... possint et valeant... Concessum quoad exemptos pretextu studii, dummodo tamen actu in studio presentes non sint.... C. Ariminen. Dat. Florencie, viij. Kal. decembris anno duodecimo. 1442, novemb. 24.

Suppl. Eug. IV. n° 380, fol. 172.

395. — « Les revenus de l'église cathédrale Saint-Etienne de Périgueux sont descendus de 6.000 à 300 florins ; beaucoup de choses y ont été détruites. »

B. P. Cum ecclesia Petragoricen., propter mortalitatum concussiones et guerrarum, que (proch dolor) in ducatu Aquitanie et presertim in ipsa diocesi inter dominos Francie et Anglie reges a tanto tempore quod fere hominum memoria in contrarium non existit vigentium, sit in suis edificiis, vestimentis, calicibus et aliis ornamentis destructa, ad quorum reparationem et emendationem fructus et redditus ipsius ecclesie, qui summam sex millium floren. annuatim valere solebant, et ob causam guerrarum et mortalitatum hujusmodi summam trecent. libr. turon. parv. annuatim de presenti non excedunt, sitque antiqua et notabilis ecclesia in qua solemnes reliquie, et presertim caput beati Frontonis confessoris reperiuntur, pro cujus solemnitate in dicta ecclesia officium unius apostoli ex indulto apostolico celebratur. [De indulgentiis et elemosynis.] Fiat in forma. O. Dat. Gebenne, X kal. augusti anno primo. 1418, julii 23.

Suppl. Mart. V. n° 111, fol. 54. « Le 24 novembre 1442, Hélié de Bourdeille, évêque de Périgueux, écrit que les revenus de la mense épiscopale n'excèdent pas une valeur annuelle de 250 livres. » (*Suppl. Eugen. IV.* n° 380, fol. 175.)

396. — « Le revenu de chacune des prébendes de l'église collégiale Saint-Front de Périgueux descend de 200 à 15 livres. »

B. P. Cum propter guerras dudum (proch dolor) inter Francie et Anglie reges in ducatu Aquitanie, maximo in diocesi Petragoricen., exortas, et mortalitates postmodum subsecutas, monasterium [O. S. Aug.] sancti Frontonis, Christi discipuli, predictae diocesis (de quo sancto in eadem diocesi, apostolica sede concedente, ut de apostolo dicitur officium, et in eodem monasterio una cum beati Memorii (1)

(1) « Sur saint Front, voy. *Acta Sanctorum*, Octob., XI, p. 392 et suiv. ; sur saint Mémoire, *ibidem*, Maii, VI, p. 370, et dans notre *Bulletin*, *Contribution à l'hagiographie périgourdine : les Miracles de saint Mémoire*, t. XXVI (1899), p. 488-490. Duchesne, *Fastes épiscopaux*, I, p. 23, écrit justement au

corpus dignissime tumulatur) adeo in suis redditibus et edificiis collapsum et diminutum existat, quod ejusdem singule prebende, que ducentas libr. turon. parv. illo tunc summam excedebant, nunc quinderim non ascendunt, ex quibus ejus fabrica, nisi dominus aliter provideret, attenta edificiorum ponderositate in esse suo minime posset conservari, sed potius ruine cum ejus localibus subici, nisi per S. V., cui pro canone seu censu annuo pro temporali dominio duo marbotini aurei singulis annis redduntur, provisum fuerit... Cum autem, P. S., populus partium illarum propter miracula, que inibi per eosdem sanctos precipue per beatum Memorium cotidie fiunt, maxime super furiosis, mente captis, dolorem capitis patientibus, incarceratis, ab inimicis captis et quamplurimis aliis infirmitatibus et malis, singularem gerat devotionem.... [De indulgentiis cum elemosynis]. Dat. Rome apud Sanctos Apostolos, V kal. julii anno decimo. 1427, junii 27.

Suppl. Marl. V, n° 206, fol. 216. « La même année, à la date du 9 septembre, Bertrand (1), évêque de Périgueux, fait entendre la même plainte. Il dit qu'il y a 24 canonicats et prébendes dans l'église susdite et demande que l'église paroissiale de Rouffignac y soit réunie (*ibidem*, n° 208, fol. 622). En 1430 et 1437, les revenus avaient été de 24 livres tourn. ; les chanoines demandent la réunion de l'église de Saint-Georges de Boulazac, près Périgueux (*Suppl. Eugen. IV*, n° 312, fol. 166, et n° 336, fol. 98^b). En 1444, les revenus de la mense capitulaire étaient de 300 livres ; autrefois, ils avaient atteint 7 et même 8.000 livres (*Reg. Lat.*, n° 407, fol. 189). »

397. — « L'église collégiale de Saint-Front tombe en ruines. Il est question de la translation du corps de saint Front. »

B. P. Exponitur S. V. pro parte devotorum et humilium oratorum capituli et canonicorum ecclesie collegiate (2) Sancti Frontonis Petra-

sujet de saint Front que la date en est indéterminée, et trouve la première mention du siège épiscopal de Périgueux en 301 (*ibidem* p. 30). Cette opinion n'était pas celle des Bollandistes en 1870, mais elle paraît l'être aujourd'hui. »

(1) « Bertrand d'Arpajon, prévôt de Beaumont, au diocèse de Vabres, fut évêque de Périgueux à partir du 14 mars 1414 (*Reg. Lat. Joh. XXIII*, n° 170, fol. 295). Dupuy, *L'état de l'église du Périgord*, II, p. 130 et 236, et le *Gall. Christ.*, II, col. 1480, placent son pontificat seulement en 1431. »

(2) « Cette église était appelée abbaye et la dignité principale, c'est-à-dire la dignité abbatiale, était unie à la mense épiscopale de Périgueux ; la seconde dignité, la chantrerie, à cause de la diminution des revenus, vaquait depuis un temps immémorial (*Reg. Lat. Joh. XXIII*, n° 379, fol. 437, ad an. 1442). »

goricen., quod, cum be. me. Petrus (1), olim Petragoricen. episcopus, ut corpus sancti Frontonis, Domini nostri Jesu Christi precipui discipuli et confessoris, necnon Petragoricensis prothopresulis et totius Aquitanie fidei primi doctoris et predicatoris (quod corpus una cum nonnullis aliis notabilibus et dignissimis reliquiis solemniter et honorifice conservatur et cujus meritis et intercessionibus gratiarum Largitor immensa et innumerabilia miracula inibi hactenus notorie demonstrare dignatus est et in dies experientia testante demonstrat et operatur) honorabilius et devotius conservaretur et coleretur ac peramplius exaltaretur, quamdam thecam argenteam seu vas honorabile, animo et intencione prefatum corpus et reliquias [inibi] reponendi et de loco ipsorum corporis et reliquiarum, considerata sanctitate, satis vili, in quo nunc esse noscuntur, transferendi et mutandi, notabiliter et sumptuose confici et laborari fecerit, et ipsam thecam seu vas argenteum ad hoc, ut predicta exaltatio adimpleretur, dimiserit et reliquerit, ac festivitatem translationis seu exaltationis hujusmodi ultima die mensis aprilis solemniter celebrari ordinaverit; ipso tamen P[etro] olim episcopo ante translationem seu exaltationem hujusmodi, sicut Domino placuit, de medio sublato, prefati capitulum et canonici cupientes voluntatem et ordinationem ipsius episcopi adimplere, corpus et reliquias hujusmodi in eandem thecam seu vas argenteum solemniter et devote transferre et exaltare desiderent. U[bi] igitur, P. B., translatio et exaltatio hujusmodi tanto honorabilius et commodius ac cum ingenti populi et christifidelium devocione celebretur et pariter veneratione congrua colatur, ac ad ipsas exaltationem seu translationem necnon prefatam ecclesiam, que, causantibus guerris, mortalitatum pestibus diversisque aliis sinistris eventibus regnum Francie et presertim illas partes per multos annos (proch dolor) graviter affligentibus, in suis structuris, tectis et edificiis, quamplurimum ruinam minatur ac reparationibus indiget non modicis, sitque etiam libris, paramentis, calicibus aliisque jocalibus et ornamentis ad cultum divinum necessariis destituta et desolata, ad que ipsius facultates, que etiam, causantibus premissis infortunis, multipliciter diminute et attenuate sunt, minime suppetunt, eorundem fidelium ferventior accrescat devocio, quanto se pabulo celesti conspexerint inibi esse refectos : supplicant igitur S. V. devotissimi

(1) • Pierre de Saint-Astier, entré dans l'ordre des Frères Prêcheurs après son abdication de l'épiscopat, eut, en 1261, l'intention de transférer le corps du saint. Voy. *Gall. Christ.*, II, col. 1471 ; *Act. SS.*, I. c., p. 403. Mais la translation ne fut effectuée qu'en 1463. Voy. Dupuy, I. c., p. 150 et suiv. •

V. S. et sancte Rome eccl. filii Carolus, Francorum rex, et Ludovicus, delphinus Viennen., ejus primogenitus, necnon illustres et magnifici viri Johannes, comes Petragoricens. et vicecomes Lemovicens., necnon major, consules et universitas Civitatis et Ville Petragoricens., qui ad ipsam ecclesiam, ob reverentiam prefati corporis et reliquiarum et ob crebra que inibi Deus, ut prefertur, demonstrare dignatur miracula, singularem gerunt devocionem, et pro quo E. S. V. affectuose scribunt, cum Civitas et Villa hujusmodi semper eidem regi fidelissime insteterit, quatenus prefatum capitulum in suo laudabili proposito confoventes, eis, ut hujusmodi corpus et reliquias juxta ordinationem et voluntatem dicti quondam episcopi transferri seu transferre facere et in prefatam thecam argenteam reponere et conservare possint et valeant, licentiam et facultatem auctoritate apostolica concedere.... dignemini, et [de eleemosynis et indulgentiis]. Concessum de indulgentia septem annorum etc. In presentia etc. C. Ariminen. Dat. Florencie, decimo septimo kal. januarii, anno undecimo.

1441, decembr. 16.

Suppl. Eugen. IV, n° 371, fol. 222^v. « Jusqu'ici on ne connaissait que les lettres d'Eugène IV du même jour (dans P. Dupuy, II, p. 138 ; *Acta SS.*, *Octob.*, XI, p. 404^v), où, il est vrai, on passe, comme à dessein, sous silence, ce qui est écrit dans la supplique, à savoir que Front fut disciple de J. C., premier évêque de Périgueux, etc. ; le souverain pontife y dit seulement : Front qui, en cette région, fut le principal défenseur et intercesseur des chrétiens. »

398. — « L'hospice de Charroux (1), près la Cité de Périgueux, à cause des désastres et des mortalités des guerres, voit sa maison et ses biens réduits presque à la ruine, au point que l'on n'y trouve plus ni lits ni autres choses nécessaires pour le service des pauvres qui y arrivent de jour en jour. Demande d'indulgences et d'aumônes. 1419, 24 mai. »

Suppl. Mart. V, n° 121, fol. 292. « Encore en l'année 1438, à la date du 3 janvier, on se plaint de la désolation de la chapelle (où sont les reliques du bienheureux *Glodoaldus*) (2) et de l'hospice de Charroux où

(1) Charroux, cst de Coulounieix. Ancienne léproserie, sur la rive gauche de l'Isle, au bas d'Écornébeuf (De Gourgues, *Dict. top.*, où la forme donnée par l'acte analysé (de *Carroleis*) manque d'ailleurs). Classée comme monument historique, elle appartient aujourd'hui à notre confrère, M. Didon.

(2) « Ce saint n'est pas indiqué par le P. Dupuy, ouv. cité, II, p. 234, parmi les saints du Périgord. La forme usuelle du nom est *Glodoaldus* (Cloud). Cloud est un saint du pays de Paris. »

l'on a donné de tout temps l'hospitalité aux pauvres pèlerins et autres voyageurs (*Suppl. Eugen. IV*, n° 336, fol. 211). »

399. — « Le monastère de Brantôme, de l'ordre de Saint-Benoît, occupé par les Anglais pendant les *xiv^e* et *xv^e* siècles, après la fuite de ses moines et la mort de l'abbé en 1405, fut, peut-on lire, détruit. Ce n'est que postérieurement à 1405 qu'une église fut édiflée dans une partie restaurée et qu'un cloître fut construit. »

P. Dupuy, *L'état de l'église du Périgord*, II, p. 129 ; *Gall. Christ.*, II, col. 1493 et suiv.

400. — « Le prieuré de Saint-Martin de Bergerac, au diocèse de Périgueux, gouverné par un prieur de l'ordre de Saint-Benoît, richement construit et doté par Roland, neveu de Charlemagne, empereur des Romains et roi de France, est désolé par les troubles de guerres et autres événements sinistres, ruiné et amoindri dans ses revenus, à tel point que le prieur avec quatre religieux n'y peuvent vivre. [Demande d'indulgences avec aumônes et union.] 1441, 9, 28 septembre. »

Suppl. Eugen. IV, n° 369, fol. 36^b, 263^b.

401. — « Le prieuré de Sourzac, de l'ordre de Cluny, au diocèse de Périgueux, suffisamment doté depuis son antique fondation, est tellement dépourvu de moyens par suite des épidémies et des troubles de guerres que, de ses fruits et émoluments, le prieur ne peut entretenir sa vie ni suffire aux charges de son prieuré. [Demande tendante à la réunion du prieuré de Saint-Thomas de Montignac du même ordre, diocèse de Périgueux, dépendant de l'église de Sarlat.] 1434, 27 janvier. »

Suppl. Eugen. IV, n° 285, fol. 218.

402. — « Le monastère de N.-D. de Châtres, de l'ordre de Saint-Augustin, est complètement ruiné et presque inhabitable. »

B. P. Exponitur S. V. pro parte dev. orat. S. V. fratris Nicolai Realitatis (1), canonici monasterii B. Marie de Castris, Ord. S. Aug., Petragoricens. dioc., quod olim hujusmodi monasterio per obitum quondam Joannis Lavada, ipsius monasterii ultimi abbatis extra Rom. curiam defuncti, vacanti, prefatus exponens monasterium ipsum (cum causantibus guerris et aliis calamitatibus,... desolatum, ruino-

(1) « Ce personnage et son prédécesseur, *Jean Lavada*, mort avant 1426, manquent dans le *Gall. Christ.*, II, col. 1504, parmi les abbés. »

sum et servitio divino et aliis totaliter destitutum existeret) per decem annos et ultra, ac illius regimen et administrationem nemine contradicente, rexit et gubernavit, prout regit et gubernat etiam de presenti. Cum autem, P. B., monasterium hujusmodi concurrentibus premissis in fructibus adeo tenue et exile sit, quod summam decem libr. tur..... annuatim non excedunt, quodque fere inhabitabile sit, nec, ut creditur, esset illius memoria a dicto tempore usque nunc, nisi exponens cum magnis laboribus illud sustinuisset et rexisset... [Supplicat ut cum monasterio prioratum de Peyrighaco, cujus fructus sunt 6. libr., retinere possit.] Concessum ut petitur et de alio in commendam..... C. Ariminen. Dat. Floren., XIV kal. februarii anno quinto. 1436, januar. 19.

Suppl. Eugen. IV, n° 311, fol. 114^b. « Au n° 318, fol. 69, à la date du 17 juillet, il est question de cette même affaire. »

403. — « Le prieuré de Saint-Jean-de-Côle, de l'ordre de Saint-Augustin, est détruit. »

B. P. Cum prioratus conventualis Sancti Johannis de Cola, Ord. S. Aug., Petragoricens. dioc., propter guerras, que (proch dolor) partes illas nimium afflixerunt, in suis structuris et edificiis quasi penitus destructus, necnon volte et tecta ecclesie ejusdem prioratus funditus collapsa existant in tantum quod, nisi celeri remedio provideatur, totalem patiatur ruinam; quem quidem prioratum dev. orat. vester Petrus Caselli, prior dicti prioratus, pro posse restaurari et reparari facere intendit, prout jam incepit. [De indulgentiis et elemosynis.] Concessum..... C. Ariminen. Dat. Bononie, non. julii anno sexto.

1436, julii 7.

Suppl. Eugen. IV, n° 317, fol. 287 et encore à la date du 7 décembre 1437 (n° 335, fol. 35).

404. — « L'abbaye séculière de Saint-Astier, au diocèse de Périgueux, est, en partie dépouillée, en partie démolie; les chanoines sont dispersés; la population du voisinage très clairsemée. »

B. P. Postquam abbatia secularis et collegiate ecclesie S. Asterii, Petragoricens. dioc., ob guerrarum turbines et mortalitatum pestes ac diversos alios sinistros eventus, procurante pacis inimico, partibus in illis diutius (proch dolor) vigentes, et presertim propter diversitatem obedientiarum regnorum Francie et Anglie, a triginta annis citra fuit gentibus armorum rapacibus exposita, ac partim fuit demolita, habitatoribusque et incolis caruit et caret ad presens, quatuor vel quinque focis duntaxat exceptis, propterea ipsa abbatia, que suffi-

cienter dotata exstiterat et reliquiis ac jocalibus aliis condecenter ornata, in se et membris suis ad nihilum pene redacta existit, cultusque divinus in eadem ab ipso tempore citra vel circa saltem quoad horas canonicas penitus cessavit, ex eo maxime quoniam abbas et canonici ejusdem protunc existentes ex ipsis fructibus vitam congrue minime supportare valebant, quinimmo hinc inde dispersi quasi ad opus rurale se divertentes vitam inopem querere sunt coacti, modernus abbas et ejus canonici ad similia coguntur peragenda. [Ad reparationem predictorum ac cultus divini augmentum supplicant Jaubertus de Pardis abbas et canonici predicti, de indulgentiis cum elemosynis.] Concessum. Dat. Rome apud S. Petrum, II kal. februarii anno quarto decimo. 1445, januar. 21.

Suppl. Eugen. IV, n° 395, fol. 254.

405. « La maison de Vauclaire, de l'ordre des Chartreux, au diocèse de Périgueux, à cause des troubles de guerres et autres calamités, est tellement diminuée dans ses revenus que les frères ont peine à percevoir les choses nécessaires pour vivre suivant les règles de l'ordre. [« Demande tendante à la réunion du prieuré de Saint-Martin hors les murs de Bordeaux, de l'ordre de Saint-Benoit.] 1431, 18 octobre. »

Suppl. Eugen. IV, n° 264, fol. 265^r.

406. — « Le prieuré de Saint-Pierre de Moncaret, au diocèse de Périgueux, a son toit gravement endommagé, à ce point que la plus grande partie en est écroulée et que le pinacle de l'église ou prieuré est totalement détruit ; à cause des hasards des guerres et des épidémies le prieur ni les paroissiens ne peuvent le restaurer. [Demande d'indulgences avec aumônes.] 1427, 6 janvier. »

Suppl. Mart. V, n° 198, fol. 178.

407. — « L'hospice de Thiviers, au diocèse de Périgueux, menace ruine. »

B. P. Cum hospitale et ejus capella B. Marie loci de Thiveriis, Petragoricensis dioc., in quo multi pauperes confluere consueverunt, ad tantam debilitatem propter guerras continuas, mortalitatum pestes et alias calamitates, devenerunt.... quod pauperes ad eum, tenue dotatum, confluentes, sustentari, ipsis lectos, linteamina et alia necessaria ministrari, reparationes fieri minime possunt. Capella etiam libris, ornamentis et aliis ad divinum officium celebrandum quamplurimum indiget. Nisi de christifidelibus elemosinis eisdem succurratur, vix cultus divinus exerceri potest, ymo extra illum sibi querere

victum propter inopiam compelluntur; hospitale quoque et ipsius edificia disrupta quamplurimum ad miserabilem funditus tendunt ruinam. [De christifidelium suffragiis.] Fiat. Dat. Rome apud Sanctos Apostolos, quarto kal. novembris, anno tertio decimo. 1430, octob. 28.

Suppl. Mart. V, n° 257, fol. 281^b.

DIOCÈSE DE SARLAT

463. — « Les revenus de l'église de Sarlat, du fait des guerres qui ont lieu depuis longtemps dans la région entre les rois de France et d'Angleterre, sont descendus de 2.000 livres pet. tourn. à 200-300, à tel point que l'évêque ne peut ni tenir son état, ni réparer l'église, ni fortifier les châteaux, ni assurer le nécessaire aux religieux bénédictins et aux serviteurs de l'église. Le roi Charles VII supplie que l'évêque Bertrand, son conseiller, puisse recevoir en commende un plus grand nombre de bénéfices. 1435, 24 avril. »

Suppl. Eugen. IV, n° 313, fol. 25^b. « A la date du 4 décembre 1444, les revenus annuels ne dépassaient pas 500 l. pet. tourn. et l'évêque Bertrand demande la réunion du prieuré bénédictin de Saint-Sardos, au diocèse de Montauban (*ibidem*, n° 394, fol. 225) ; en 1448, Pierre Bonald, successeur à l'évêché, régent en droit de l'université de Toulouse, se plaint de nouveau, et de même en 1452 et 1453, alors que les revenus étaient de 300 à 400 livres, et, comme son prédécesseur, il demande des bénéfices (*Suppl. Nicol. V*, n° 415, fol. 241 ; 453, fol. 267^b ; 459, fol. 29). »

464. — « Le monastère bénédictin de Terrasson, au diocèse de Sarlat, est complètement détruit par suite des troubles de guerres, et ses revenus annuels ne dépassent pas la somme de 60 florins d'or. Après la mort de l'abbé Pierre Dumas (1), le monastère resta sans abbé pendant deux ans, parce que, à cause de sa ruine irréparable, nul ne désira cette dignité. L'évêque de Sarlat en revêtit Louis Foucauld, de l'église de Tulle. [L'évêque demande la confirmation de cette nomination.] 1420, 13 mars. »

Suppl. Mart. V, n° 134, fol. 179. « *Ibidem*, n° 141, fol. 125^b, à la date du 29 novembre, même année, il est exposé que, dans ce monastère de Terrasson, c'est à peine si un seul religieux peut être entretenu

(1) « Cet abbé, aussi bien que le suivant, Louis, manquent dans le *Gall. Christ.*, II, col. 1534. »

avec ces revenus, et il est formulé une supplique tendante à la réunion de l'église paroissiale de Saint-Pierre *de Grosas* (?). *Ibidem*, fol. 125, il est écrit que le pape Alexandre III mit le monastère avec ses dépendances, qui sont énumérées, sous la protection du Saint-Siège le 27 mai 1165, comme il apparaît par ses lettres (non mentionnées par Jaffé-Ewald, *Reg. pontif. Rom.*, II, p. 192). »

464 bis. — Le monastère de Saint-Amand[-de-Coly], au diocèse de Sarlat, par suite des guerres et autres calamités, est voué à la ruine dans ses constructions et, d'ailleurs, complètement inhabité; il est pour cela dépourvu de tout culte divin. 1449, 12 juillet. »

Reg. Vat. Nicol. V, n° 410, fol. 39. « Presque tous les centres monastiques de cette région furent détruits par les Anglais. Voy. *Gall. Christ.*, II, col. 1536. »

465. — « Le monastère cistercien de Cadouin, au diocèse de Sarlat, est tellement amoindri dans ses revenus qu'il ne peut dignement conserver le saint Suaire, transporté à Toulouse. »

B. P. Cum inter alia, que Redemptor noster Jesus Christus apud christifideles, in sue sanctissime passionis memoriam, reliquit in terris insignia et jocalia, Syndo sive Sudarium, in quo ipsius Redemptoris corpus in sacro sepulcro per tres dies involutum exstitit, ab olim citra sunt quinquaginta anni et ultra, de monasterio Caduini, ord. Cistere., Sarlaten. dioc., ex certis tunc emergentibus legitimis causis, magna cum devocione ad civitatem Tholosanam translatum (1) ac inibi in quodam insigni jam constituto loco sive capella per abbatem dicti tunc monasterii repositum existat, quodque ex hujusmodi sancti Sudarii, ad quod continue utriusque sexus fidelium magna confluit populi multitudo, devocione, Redemptor ipse diversa ac grandia miracula in christifideles hujusmodi operetur dictim, ipsiusque loci sive capelle ac tanti preciosi jocalis sanctissimi Sudarii onera, reparaciones ac alia requisita concurrencia, abbas et monachi pro tempore existentes dicti monasterii, qui gubernacionem, custodiam et administracionem eorundem obtinent, exillitate ac diminutione fructuum, reddituum et proventuum ac aliarum facultatum ipsius monasterii, guerris, calamitatibus ac sinistris aliis eventibus,

(1) « L'abbé Bertrand *de Molinis*, à la fin du xiv^e siècle, dans la crainte que le Suaire ne fût ravi au temps de la guerre et du schisme, le transporta à Toulouse; il fut replacé à Cadouin seulement sous Louis XI. Voy. la bibliographie de la question dans U. Chevalier, *Répertoire des sources histor.*, *Topo-Bibliographie*, p. 539. »

que partes illas diu (proch dolor) affligerunt, attentis, supportare nequeant (1), nec ornamenta opportuna et condecencia obtinere, nec in divinis inibi deserviri facere, ut deceret, pariter valeant. [Supplicat Carolus, rex Francorum, propter hoc, ut capelle predictae perpetuis futuris temporibus plura beneficia usque ad summam 1000 scut. auri antiquorum incorporarentur, abbasque possessionem eorum apprehendere possit.] Concessum ut petitur de duobus non conventualibus dicti ord., vel etiam S. Benedicti ejusdem Sarlaten. dioc. Dat. Senis, septimo kal. aprilis, anno XIII. 1443, martii 26.

Suppl. Eugen. IV, n° 382, fol 31. « *Ibid.*, fol. 30^b, le roi Charles VII adresse une supplique pour des indulgences en faveur des âmes charitables qui secourraient la chapelle de Toulouse, où se trouve le Suaire (même date). »

466. — « L'église paroissiale de Grèzes, au diocèse de Sarlat, du fait des guerres et autres calamités sévissant dans la région, manque totalement de paroissiens et, pour cela, a été, par l'évêque et le chapitre de Sarlat, réduite en un bénéfice perpétuel, dont les revenus annuels n'excèdent pas 40 livres tourn. Jean de Roffignac, chanoine de Reims, issu de famille noble, à qui le bénéfice a été conféré, demande à pouvoir le cumuler avec n'importe quel autre bénéfice ecclésiastique, quoique, si l'église en question retrouve des paroissiens, il ne puisse la desservir personnellement, car il est dans sa seizième année et il n'a pas reçu encore la prêtrise. Accordé, comme il est demandé, aussi longtemps que les paroissiens manqueront. 1445, 13 novembre. »

Suppl. Eugen. IV, n° 401, fol. 182.

DIOCÈSE DE LIMOGES

661. — « Le monastère cistercien de Dalon, au diocèse de Limoges, a ses terres et biens détruits. »

B. P. Nuper monasterio de Dallone, Cistercien. ord., Lemovicen. dioc., per obitum quondam Stephani illius abbatis extra Romanam curiam defuncti vacante, devoti vestri conventus ejusd.... pro electione futuri abbatis die ad eligendum prefixa, ut moris est, convenientes in unum devotum vestrum Frenotum Helie, priorem prioratus

(1) « L'abbaye de Cadouin obtint l'union du monastère cistercien de N.-D. des Feuillants (cst La Bastide-Clermont, Haute-Garonne), au diocèse de Rieux. »

S. Martini de Montepetroso, o. S. B., Ledoven. dioc., in... abbatem concorditer postularunt (1). Cum autem, P. S., dictum monasterium, quod retroactis temporibus in ejus fructibus etc. plurimum abundare consuevit, causantibus guerris, que partes illas in confinibus Anglicorum sitas plurimum affligerunt, prout dietim affligunt, permaxime.... attenuatum, illiusque terre possessiones et bona destructa et alienata existant.... [Supplicat Karolus, Francorum rex, ut Frenotus, qui de magno et nobili genere existit, et cujus progenitores dictum monasterium fundarunt, et cujus frater consanguineus necnon affines eidem regi diversimode et fideliter dietim serviunt, cum predicto monasterio, cujus fructus 100 lib. turon. parv., prioratum predictum a monasterio S. Guillelmi de Desertis dicti o. S. B., Ledoven. dioc. dependentem, cujus fructus 60 lib. turon., retinere possit.] Concessum. Dat. Senis, tertio idus julii, anno XIII. 1443, julii 13.

Suppl. Eugen. IV, n° 384, fol. 242^b.

R. V.

Pour faciliter l'utilisation des extraits reproduits, nous avons dressé et nous donnons ci-dessous un index des noms de lieux cités, avec renvoi au numéro des pages du *Bulletin* où ils sont mentionnés.

Auderoche (com. Le Change), 70, 71, 138.

Bars, Eglise, 141.

Bénévent (com. Saint-Laurent-des-Hommes), Eglise, 140.

Bergerac, Carmes, 70.

Bergerac, Eglise Saint-Jacques, 140.

Bergerac, Frères Mineurs, 70.

Bergerac, Frères Prêcheurs, 70, 140.

Bergerac, Prieuré de Saint-Martin, 70 et n. 3, 203.

Bergerac, Ville, 70, 73, 74, 138, 139, 140.

Boulazac, Eglise, 200.

Bourdeille, 138.

Brantôme, Ville et Abbaye, 73, 139, 203.

Cadoun, Abbaye, 72 et n. 3, 207, 208.

Chancelade, Abbaye, 70.

Charroux (com. Coulounleix), Léproserie, 202, 203.

Château-l'Evêque, Eglise, 75.

Châtres, Abbaye, 70, 203, 204.

Cubas (com. Cherveix-Cubas), Prieuré, 141.

(1) Cet abbé manque dans les listes du *Gall. Christ.*, II, col. 628.

- Dalon* (com. Sainte-Trie), Abbaye, 72, 142, 208, 209.
Fontaine (com. Champagne-Fontaine), Prieuré, 141.
Grèzes, Eglise, 208.
Lalinde, Ville, 70.
Le Bugue, Abbaye, 70.
Le Fleix, Prieuré, 75.
Ligueux, Abbaye, 70.
Lisle, 70.
Mareuil, Ville et Prieuré de Saint-Laurent, 74 et n. 7.
Moncaret, Prieuré, 205.
Monpazier, 138.
Monsac, 71.
Montignac (com. Menestérois-M.), 70.
Montignac-sur-Vézère, 138.
Montignac-sur-Vézère, Prieuré, 203.
Montpon, Ville, 139, 141.
Mouleydier, 139.
Nontron, Ville, 71.
Pellegrue (Gironde), 70.
Périgueux, Cathédrale de Saint-Etienne, 199.
Périgueux, Clarisses, 75.
Périgueux, Collégiale de Saint-Front, 199, 200, 201, 202.
Périgueux, Diocèse 71, 197, 198, 199.
Périgueux, Ville, 70, 73, 74, 135, 136, 137, 138, 139, 197, 198, 199.
Peyrignac, Prieuré, 204.
Preyssac[-d'Agonac] (com. Château-l'Evêque), Eglise, 75.
Ramefort (com. Valeuil), Château, 73.
Rouffignac, Eglise, 200.
Roussille, Château (com. Douville), 138.
Saint-Amand-de-Coly, Abbaye, 207.
Saint-Astier, Ville et Abbaye, 70, 138, 140, 141, 201, 205.
Saint-Cyprien, Prieuré, 140.
Saint-Jean-de-Côle, Prieuré, 204.
Saint-Laurent-des-Hommes, Eglise, 140.
Saint-Louis, 70.
Saint-Pardoux-la-Rivière, Dominicaines, 71.
Sarlat, Eglise, 72, 140, 206.
Sarlat, Ville, 139.
Sourzac, Prieuré, 203.
Terrasson, Abbaye, 72 et n. 2, 206, 207.
Thiviers, Hospice et Chapelle, 205, 206.

Tourtoirac, Abbaye, 70, 71.

Trémolat, Prévoté, 140 n. 5.

Vauclaire (com. Menestérols-Montignac), Chartreux, 141, 205.

Vergt, Eglise, 141.

Villac, Paroisse, 75.

NÉCROLOGIE

M. L'ABBÉ CLODER

La guerre, dans sa fureur aveugle, frappe indistinctement toutes les classes, et c'est, en particulier, l'honneur du clergé français de lui avoir déjà donné un grand nombre de victimes. Que de prêtres elle a déjà atteints, directement et indirectement, sur les champs de bataille, où les plus jeunes sont mêlés aux combattants, et dans les formations sanitaires de l'arrière et de l'intérieur, où leurs anciens remplissent, on sait avec quel dévouement, ce rôle d'assistance et de consolation pour lequel ils sont tout naturellement destinés !

M. l'abbé Armand Cloder, curé de Cognac-sur-l'Isle, qui nous a été enlevé le 16 avril dernier, mérite d'être inscrit sur la liste funèbre et glorieuse. Bien que jeune encore (il n'avait que 38 ans), la maladie l'avait, depuis plusieurs années, durement éprouvé, et il n'eût tenu qu'à lui d'éviter les fatigues d'un service qui s'est trouvé, à l'usage, supérieur à ses forces. Mais obstiné à remplir ce qu'il croyait être son devoir, il voulut partir quand même. Attaché à la 12^e section des infirmiers à Limoges, il s'y dépensa sans ménagements. Le mal, qui lui avait fait crédit plusieurs fois, le ressaisit. M. l'abbé Cloder, sentant sa fin prochaine, tint à mourir au milieu de ses paroissiens. Sa dépouille mortelle, avant d'être transportée à Condat-sur-Trincou, d'où il était originaire, reçut les honneurs militaires réservés à ceux qui tombent au champ d'honneur.

Il avait été ordonné prêtre à Périgueux le 29 juin 1903. Vicaire à Terrasson, ensuite à Sarlat, en 1905, il fut, l'année suivante, appelé à la cure de Boisseuilh, puis, en 1910, à celle de Cognac-sur-l'Isle, qu'il conserva jusqu'à sa mort. Il ne nous appartient pas de l'apprécier dans l'exercice de son ministère, sauf en un point sur lequel nous reviendrons tout à l'heure. Qu'il nous soit simplement permis de dire que M. l'abbé Cloder fut un pasteur actif et conciliant, qu'ayant pris

à tâche de grouper autour de lui, et tout en les distrayant, de préparer aux devoirs sérieux qui les attendent, les jeunes gens de sa commune, il y réussit ; enfin, qu'il manifesta à tous ceux qui l'approchèrent, une culture sérieuse et une réelle aptitude oratoire qui le douaient heureusement pour la prédication.

Sincèrement attaché à sa province et s'intéressant à son histoire, M. l'abbé Cloder s'agrégea en 1913 à notre Société. On se rappelle qu'il donna à notre *Bulletin* une notice pleine de cœur sur Madame la comtesse de Chabans, dont il avait reçu naguère de précieux encouragements. Il acquittait ainsi une dette de reconnaissance. Sa destinée, fauchée prématurément, n'a pas permis à M. l'abbé Cloder de collaborer longtemps à nos travaux. Mais notre Société ne doit pas oublier la part qu'il a prise, comme curé de Cognac, à la reconstruction de l'église de cette localité.

Le 3 mai 1906, le beau clocher roman qui surmontait cet édifice s'écroula subitement sur lui et l'écrasa. Les ruines demeurèrent, car les ressources manquaient à ce moment pour déblayer et reconstruire, et le culte dut se contenter d'une installation de fortune. Telle était encore la situation quand M. l'abbé Cloder arriva à Cognac. Il lui parut qu'il se devait d'y mettre un terme le plus promptement possible, et, avec cette ardeur qu'il apportait à toutes ses entreprises, il prépara dès lors la reconstruction de son église.

Il ne s'agissait point, en effet, d'une simple restauration, car la partie intérieure de l'édifice restait seule debout, mais d'une réfection presque totale. M. l'abbé Cloder eut la rare fortune de trouver, pour le succès de cette belle tâche, un empressement égal au sien dans la personne d'un maire aussi éclairé que dévoué aux intérêts de sa commune, M. Dartenset. Leur collaboration vint à bout de tous les obstacles, et une coquette église s'élève aujourd'hui sur l'emplacement de l'ancienne, grâce aux contributions de la commune, de la caisse des Monuments Historiques et des paroissiens. Les plans en sont dus à un habile architecte, notre confrère M. Dannery. Il a su réaliser cette œuvre difficile de reconstruire, dans la limite des modestes crédits qui lui étaient alloués, un édifice nouveau qui est une résurrection de l'ancien, avec un clocher qui, s'il n'est pas sur le modèle primitif, qu'il eût été trop coûteux de rétablir, est du moins d'un excellent style approprié à celui du reste du monument.

Le plus fort de la tâche était fait, mais il restait encore à aménager l'intérieur de l'église, à remplacer les vieilles cloches qui s'étaient brisées dans leur chute, à garnir de vitraux les fenêtres. Cette même collaboration qui avait assuré la reconstruction de l'édifice, réussit à

le parfaire. Il convient de rendre hommage à ces efforts persévérants et de donner à ces deux bonnes volontés associées pour une fin si louable, l'éloge qu'ils méritent.

C'est à juste titre qu'un mouvement de pitié tout récent, mouvement dont M. Maurice Barrès s'est fait au Parlement et dans la presse l'éloquent interprète, s'est tourné vers les pauvres églises rurales, victimes de l'injure du temps ou de la malice des hommes, et dont la ruine n'allait pas moins qu'à appauvrir le patrimoine artistique de la France. C'est une belle entreprise que de les sauver de la destruction, lorsqu'il en est temps encore, ou de les relever, quand elles sont tombées. M. l'abbé Cloder servit utilement cette cause. Nous ne saurions oublier qu'il lui a consacré les dernières années de sa vie. Aussi sa mémoire restera-t-elle liée à celle de l'œuvre dont sa persévérance a assuré le succès.

R. V.

M. L'ABBÉ CHANTELOUBE.

La Semaine religieuse du diocèse de Périgueux et Sarlat a raconté dans son n^o 29 mai, la mort de M. l'abbé Chanteloube, curé de Doyssac et membre de la Société historique et archéologique du Périgord. Nous n'avons pas à faire ressortir, ici, les grandes qualités de ce jeune prêtre et de ce vaillant brancardier, mortellement frappé par un obus le 28 avril et mort le lendemain à Manonville (Meurthe-et-Moselle). Mais nous tenons à faire savoir que si le diocèse a perdu l'un de ses curés les plus vertueux et les plus modestes, nous avons perdu nous-mêmes un de nos confrères les plus utiles aux progrès historiques de la province.

M. Chanteloube, à sa sortie du séminaire, fut envoyé comme vicaire à Domme ; dès qu'il eut visité toutes les maisons de la vieille bastide du moyen âge, il voulut connaître l'histoire de la ville et ses coutumes ; mais les protestants ont brûlé les archives publiques ; Geoffroy de Vivant a détruit l'église de fond en comble et mis les pierres de démolition dans ses nouveaux remparts ; Jean de Bessou, sgr de Lacoste, a dans un geste héroïque, fait sauter la citadelle, dont on a jamais fouillé les décombres ; l'hôtel de la monnaie semble exister encore, sans qu'on ait pu découvrir un seul de ses produits. Tout est donc à rechercher dans cette ville close, attribuée, comme siège d'un difficile apostolat, à notre ardent et jeune confrère,

On lui signala quelques liasses de vieux parchemins, négligées chez un notaire ou dans plusieurs maisons du pays ; il resta l'âme inquiète devant les grimoires variés des tabellions du moyen âge ; mais il avait l'esprit observateur et le jugement droit. Privé de maître et de livres spéciaux, il composa ses alphabets, comme Champollion, et bientôt il fut assez habile pour déchiffrer la plupart des manuscrits mis en sa possession. Avec ses premières découvertes, il écrivit une étude très remarquable, que notre *Bulletin* a reproduite en quatre articles, pendant l'année 1912, sous le titre de : *Le pays Dommois*.

Il fit paraître ensuite, dans son Bulletin paroissial, un récit fort intéressant de la prise de Domme par Vivant, récit tout différent de ceux qu'on nous a donnés jusqu'ici ; car la censure existait pendant l'invasion calviniste, exercée par la peur ou l'intérêt personnel, comme elle existe aujourd'hui, pendant l'invasion des Germains.

M. Chanteloube préparait un nouveau travail sur les impôts de Domme au XVII^e siècle, lorsqu'il reçut l'ordre d'aller diriger la paroisse de Doyssac ; il pleura sa vieille bastide et se consola quand il apprit que dans sa nouvelle résidence, il pourrait employer ses heures de repos à rechercher le secret des tombeaux des Vivant et à fouiller les ruines des deux prieurés de Babiôt et de Beaulieu, détruits par les Huguenots.

Il obtint facilement la permission d'étudier les archives de Doyssac ; on lui dit qu'elles avaient été disséminées dans les partages de famille, et que les plus précieux documents, donnés au comte de La Verrie de Vivant, avaient été déjà classés par M. Charrier ; mais on lui présenta mille parchemins d'un intérêt secondaire, parmi lesquels il trouva cependant de nombreux actes bien dignes d'attention ; plusieurs furent mis de côté pour être proposés en publication au *Bulletin* de la Société archéologique ; son désir sera réalisé.

En allant examiner souvent les derniers vestiges de Beaulieu, l'abbé passait devant une immense pierre druidique ; son regard observateur remarqua bientôt que le ciseau d'un sculpteur préhistorique avait voulu faire de ce rocher le corps d'une femme géante ; nous enverrons au bureau de la Société le croquis informe de cet intéressant bas-relief.

Le classement des archives de Doyssac n'était pas encore à moitié fait, quand l'ordre de mobilisation enleva le jeune prêtre à sa paroisse ; il partit aussitôt pour le champ de bataille, calme et souriant, comme s'il allait revoir ses ruines de Babiôt ou de Beaulieu. Il a rempli son devoir militaire entre les tranchées, comme il remplissait son devoir

sacerdotal près de ses malades. Il fut admiré par les témoins de sa mort et pleuré par les témoins de sa vie. Le diocèse perd en lui le meilleur archiviste qu'il pouvait ambitionner pour un jour prochain ; la Société archéologique perd un de ses membres les mieux doués pour développer son œuvre ; Madame Chanteloube a perdu le plus tendre des fils, et je perds un ami fidèle, à qui j'offre ma pauvre prière, avec un souvenir affectueux et très reconnaissant.

R. DE BOYSSON.

Deux planches accompagnent cette livraison : la 1^{re} représente les Stalles et la porte latérale de la chapelle de la Chartreuse de Vauclaire ; et l'autel de l'église de Saint-Laurent-des-Hommes ; — et la 2^e représente la Porte de la clôture du chœur et le siège de l'officiant de la Chartreuse.

Le gérant responsable, H. ÉTOURNEAU.

BULLETIN

DE LA SOCIÉTÉ

HISTORIQUE ET ARCHÉOLOGIQUE

DU PÉRIGORD

PARAISANT TOUS LES DEUX MOIS

TOME XLII. — QUATRIÈME LIVRAISON



PÉRIGUEUX

IMPRIMERIE RIBES, RUE ANTOINE-GADAUD, 14.

Juillet Août 1913

SOMMAIRE

DES MATIÈRES CONTENUES DANS LA 4^e LIVRAISON

	Pages
Assemblée générale du jeudi 27 mai 1915.....	217
Séance mensuelle du jeudi 1 ^{er} juillet.....	226
Les deux derniers princes de Carency (M. R. DE BOYSSON).....	235
Quatre lettres inédites de Marguerite de Valois à Jean de Champagnac (M. F. V.).....	241
Les boiseries de la Chartreuse de Vauclaire (<i>suite et fin</i>) (M. le M ^{re} DE FAYOLLE).....	248
Contestations au sujet de la fonte des cloches de la Chapelle- Grésignac (1698) (M. P. GENDRAUD).....	261
Quittance d'un exécuteur de la haute justice à Périgueux en 1722 (M. E. ROUX).....	264
Deux contrats d'apprentissage : chez un chirurgien en 1745 et chez un tailleur d'habits en 1766 (M. A. DUBUT).....	266
VARIA — Notes et documents : Sylvestre Budes en Péri- gord (1371) (M. R. VILLEPELET).....	270
— Passage du duc et de la duchesse d'Angoulême à Périgueux en 1715 (A. D.-D.).....	276
NÉCROLOGIE. — M. Reverdit (M. M. FÉAUX).....	278

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE
DE LA
SOCIÉTÉ HISTORIQUE ET ARCHÉOLOGIQUE DU PÉRIGORD
du jeudi 27 mai 1915.

Présidence de M. le marquis de FAYOLLE,
président.

La séance est ouverte à une heure, dans la salle du Château-Barrière.

Sont présents : MM. Augiéras, le marquis de Bourdeille, Délugin, Dujarric-Descombes, le marquis de Fayolle, Féaux, Alphonse de Fleurieu, l'abbé Jarry, le docteur Moreaud, Jules Pellisson, Ribette, Eugène Roux, le comte de Saint-Saud et Villepelet.

Se font excuser : MM. Elie de Biran, Charles Durand et Jean Clédat.

Le procès-verbal de la séance du 6 mai est lu et adopté.

M. le Président nous annonce la mort de notre jeune confrère M. l'abbé CHANTELOUBE, curé de Doissac, brancardier à la 23^e division, tué sur le front d'un éclat d'obus qui lui perfora le foie et les intestins. Il est mort à l'ambulance le mercredi 28 avril dernier, après avoir reçu les sacrements, au milieu de souffrances très vives, et faisant le sacrifice de sa vie pour la patrie. On se souvient qu'il publia, il y a trois ans, dans notre *Bulletin*, d'intéressants travaux historiques sur *le Pays Dommois au XVIII^e siècle*. Il s'intéressait vivement à nos études et il avait prié notre trésorier de lui conserver ses livraisons du *Bulletin* pendant son absence.

L'assemblée exprime tous ses regrets.

A cette occasion, M. DE SAINT-SAUD propose qu'en tête de la liste annuelle de nos membres soit mise la liste de nos con-

frères morts au champ d'honneur pendant la guerre de 1914-1915.

La proposition est acceptée à l'unanimité.

M. LE PRÉSIDENT nous rappelle qu'aux termes de l'article 8 de nos statuts, nous avons à procéder aujourd'hui à l'élection des membres du bureau soumis à réélection, leurs pouvoirs étant épuisés. Il invite nos confrères présents à venir voter immédiatement pour ne pas troubler l'ordre de la séance et quoique l'urne doive rester ouverte jusqu'à la fin pour les retardataires.

Chacun apporte successivement son bulletin de vote.

Depuis les premiers jours du mois, notre bibliothèque a reçu les ouvrages suivants :

De la Smithsonian Institution, *Report on the progress and condition of the United States National Museum for the year ending June 30, 1914*, un volume in-8° relié en toile, Washington, Government printing office, 1915 ;

Sept brochures : *The most ancient skeletal remains of man*, by dr Hrdlicka, in-8° avec planches, Washington, 1914 ;

The earliest forms of human habitation and their relation to the general development of civilization, by prof. dr M. Hoernes, in-8°, Washington, 1914 ;

Feudalism in Persia : its origin, development, and present condition, by Jacques de Morgan, Paris, in-8°, Washington, 1914 ;

Shintoism and its significance, by Kanokogi, in-8°, Washington, 1914 ;

The minoan and mycenaean element in Hellenic life, by Arthur Evans, in-8°, avec planches, Washington, 1914 ;

The economic and social rôle of Fashion, by Pierre Clerget, de Lyon, in-8°, Washington, 1914 ;

The Work of J.-H. van Hoff, by prof. G. Bruni, in-8°, Washington, 1914 ;

Comptes rendus des séances de l'année 1914 de l'*Académie des Inscriptions et Belles-Lettres*, bulletin de décembre, in-8° avec illustrations, Paris, Auguste Picard, éditeur, 1914 ;

Le Recueil d'actes relatifs à l'administration des rois d'Angleterre en Guyenne au XIII^e siècle (Recognitiones feodorum in Aquitania) transcrits et publiés par Charles Bémont, un volume cartonné in-4°, Paris, Imprimerie nationale ; contenant quelques reconnaissances de fiefs situés en Périgord, en 1274 de frère Guillaume, abbé de Notre-Dame de Cadouin ; en 1268, de la ville d'Issigeac ; en 1264, trois actes relatifs à la restitution par le roi d'Angleterre et son fils le prince Édouard, à Renaud de Pons et à sa femme Marguerite de Turenne, du château de Bergerac et de ses dépendances, saisis après la mort d'Élie Rudel, père de Marguerite ; et en 1273, Pierre de Montravel s'engage par serment et sous caution à se soumettre entièrement à la volonté du roi d'Angleterre ;

Annales de la Société historique et archéologique du Gâtinais, 2^e et 3^e trimestres de 1914-1915, un fascicule in-8° en feuilles, avec illustration, Fontainebleau, Maurice Bourges, imprimeur breveté, 1915 ; où, p. 203, dans les *Recherches* de M. Henri Stein sur quelques fonctionnaires royaux des XIII^e et XIV^e siècles, originaires du Gâtinais, figure deux Jean d'Arrabloy, sénéchaux du Périgord, connus sur nos listes sous le nom de d'Arrablay ;

Lou Bournat, bulletin de l'Ecole félibréenne du Périgord, tome VI, 8^e-13^e livraisons, août 1914-mars 1915, un fascicule in-8° avec illustrations, Périgueux, typographie Ronteix ; contenant une poésie de M. Élie de Biran et des fragments de lettres de M. Louis Simon, sous-lieutenant au 250^e de ligne ;

Bulletin de l'Union historique et archéologique du Sud-Ouest, 7^e année, n^{os} 1 et 2, janvier-avril 1915, un fascicule in-8°, Bordeaux, Feret et fils ; contenant, p. 4-5, le compte rendu de nos séances d'octobre 1914 à janvier 1915 ;

Revue de l'Agenais, tome XLII, année 1915, in-8° avec un portrait, Agen, Imprimerie Moderne ;

Bulletin de la Société archéologique de Provence, année 1914, n^o 20, in-8°, Marseille, boulevard Longchamp, 63 ;

Bulletin de la Société d'Archéologie et de Statistique de la Drôme, année 1914 (octobre) 191^e livraison, et année 1915 (janvier-avril) 192^e livraison, in-8° avec une planche, Valence, imprimerie de Jules Céas et fils ;

De M. Dujarric-Descombes, un exemplaire du tiré à part

du *Bulletin philologique et historique* de sa notice sur *Brantôme abbé*, communiquée en 1913 au Comité des Travaux historiques ;

Et de M. Villepelet, un exemplaire du tiré à part du même *Bulletin de l'Inventaire de l'arsenal de Lyon*.

Des remerciements sont votés aux donateurs.

Notre érudit confrère M. DANIEL, auteur du *Dictionnaire périgourdin*, veut bien nous écrire la lettre suivante au sujet de la discussion de la porte de « la Grammelha » de Saint-Front.

« L'explication donnée par M. Hardy quant au mot lui-même, abstraction faite du motif qui l'a fait appliquer à la dite porte de Saint-Front, ne paraît pas sujette à discussion, car le radical *gram* se rapporte bien à « plainte, soupir ». En Périgourdin, nous avons *Gramela* : larmoyer.

En Limousin, *gramena* ou *gramela*, même sens qu'on pourrait peut-être tirer de *lagrema*, pleurer, par des métathèses plus ou moins compliquées ; mais en allemand on a Groum affliction, peine cruelle Groimnlu verbe, se chagriner, d'où *gramela* dériverait naturellement. Mais ce qui est curieux, c'est qu'en italien on trouve *gramaglia*, s. f. habit de deuil ; en espagnol, *gramalla*, s. f. longue robe.

Il est d'ailleurs probable que ces mots viennent du radical *gram*, mais l'on peut se demander si *grammelha* ne pourrait pas avoir le sens spécial italien (habit de deuil), en supposant que dans les enterrements ou autres cérémonies funèbres particulières, les femmes en deuil aient occupé une place spéciale auprès de la dite porte. Ou, plus simplement, cette porte n'était-elle pas le rendez-vous des mendiants de toute sorte qui devaient, comme de nos jours, stationner à l'entrée de l'église et apitoyer les fidèles par leurs lamentations.

L'assemblée remercie M. Daniel de ses savantes hypothèses.

M. DE SAINT-SAUD nous communique la liste des dernières pièces qu'il verse aux Archives départementales de la Dordogne :

1° — Vente par Hélie Girbert, varlet de la paroisse de Burie, en Saintonge, à Jean et Guillaume de Brande, bourgeois de Courpignac. L'acte est reçu sous le scel royal de la sénéchaussée de Saintonge à Parcoult par messire Jacques de Sachi, garde du sceau, le mardi après

la Saint-Hilaire 1313 (19 janvier). — Ce garde scel ne figure pas dans la liste publiée dans notre *Bulletin* en 1907.

2° — 7 mars 1573. — Vente par Ramonet Laschiezas à Louis de Lafourestarie et à Françoise de Villard, sa femme, habitants de Périgueux « une pièce de boys chastanet » étant dans la directité de François Chalup, seigneur de la Chalupie.

3° — 28 décembre 1599. — Ratification des articles de mariage passés entre Martial de Bordes, écuyer, sieur de la Fayardie, fils de Dominique, conseiller et procureur du Roi au sénéchal de Périgueux, et de Jacqueline Dumas, d'une part, et Marguerite de Calvimont, fille de Léon, seigneur du Cros et des Tours-de-Montaigne, conseiller au Parlement de Bordeaux, et de Marguerite de Lalanne. Dot : 4.000 écus.

4° — 10 septembre 1612. — Hommage pour le repaire de Plapech et celui de las Salles, rendu à noble Jean de Calvimont, seigneur de St-Martial, par Léonore de Malcap, veuve de Léonard de Laquellie, seigneur de la Verniolle. Ce fief, relevant de St-Matias, avait été acquis des hoirs de noble Raymond de Bochart (ou Bossat), qui avait transigé à ce sujet en 1464 avec Richard et Jean de Gontaut, sgrs dud. Saint-Martial.

5° — 1^{er} juin 1629. — Accord et partage entre les héritiers du susdit Dominique de Bordes, qui sont François et feue Jeanne de Bordes, celle-ci mère de Léonard Vidal, écuyer, sieur de la Vergne et de Jean, sieur de Sousseyrand.

6° — 2 septembre 1629. — Donation par Jean de Carbonnières de Jayac, doyen de Sarlat, à son neveu Jean de Carbonnières, fils aîné de noble Gautier, de sa moitié de la seigneurie d'Archignac, acquise dud. Gautier en 1605.

7° — 26 avril 1632. — Articles de mariage de noble Henri de Carbonnières de Jayac, seigneur d'Archignac, avec Françoise de Goudin, nièce de François et Aymar de Saintours.

8° — 6 avril 1634. — Transaction entre Antoine Monzie, sieur des Pinies, tuteur de ses enfants, héritiers de leur mère, feue Marguerite de La Pousoulie, fille de feus noble Denis et Françoise de Gontaut-St-Geniès, d'une part, et Pierre Thelies, fils de feu Jean, procureur du Roi au siège au Sarlat.

9° — 6 août 1638. — Arrêt du Parlement de Bordeaux entre Jean de Saint-Viance, écuyer, sieur du Bousquet, François de Lachèze, président au Présidial d'Aurillac, Aimé (?) de Saint-Chamans, écuyer, sieur de Brancelles, Pazayac, Françoise de Badefol dame de Brancelles et Pazayac.

10° — La dernière pièce (son original) est une suite de plaintes

adressées en 1683 à la justice et qui dénotent de curieuses mœurs de l'époque.

Elles émanent de Léonard de Richard, sieur de Latour et de Jeanne Tourtel, sa femme, bourgeois de Sarlat, à qui « Dieu leur avoit donné cinq filles qu'ils avoient élevé en sagesse. » Mais le proverbe : Une fille bonne fille ; deux filles assez de filles ; trois filles trop de filles ; quatre filles et la mère font enrager le père ? Ils avaient mis Marie, l'aînée « dans divers cloîtres du voisinage, dans le dessein de la rendre capable et fille de rayon. » Depuis peu ils l'avaient mariée à Léonard de Saint-Chamans, seigneur de Pazayac, et devaient la garder chez eux, à Baneuil. Aussitôt commencèrent des disputes d'une violence inouïe, avec menaces d'empoisonnement, etc. Notre confrère donne lecture des passages les plus curieux du document et ajoute qu'il croit que les Richard durent céder leur bien, promis à leur fille par contrat, puisque Léonard est convoqué pour Baneuil au ban de 1692 et demeurait à la Tour en cette paroisse encore en 1723.

M. l'Archiviste départemental remerciera M. de Saint-Saud.

M. Fayolle-Lussac envoie en communication, par l'entremise de M. DUJARRIC DESCOMBES, une petite bande de parchemin presque indéchiffrable, trouvée sur la poutre centrale d'une vieille construction en réparation au village de Chez-Moragne, commune de Lusignac, canton de Verteillac.

LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL dit que l'écriture de cette petite charte est tellement effacée qu'il est impossible d'en reconstituer la teneur. Il croit que c'est un mandement de l'official de Périgueux au chapelain ou vicaire de Lusignac d'avoir à concilier les intérêts de deux frères David, voisins de Lusignac. La pièce est du 31 décembre 1521. *Datum sub sigillo curie nostre, die trigesima prima, mense decembris, anno Domini millesimo quingentesimo vicesimo primo.*

Au moment où l'on parle tant des Allemands, le SECRÉTAIRE GÉNÉRAL dit qu'il trouve la mention de lettres de naturalité dans le *Catalogue des Actes de François I^{er}* (tome V, p. 119), signées en juillet 1546 à Fontainebleau, en faveur de Chrétien

Agrippa, natif de Cologne, docteur en médecine, demeurant à Périgueux.

Notre confrère M. Raoul PARADOL, vice-président du tribunal, nous fait présenter un brevet de droit de prélation du XVIII^e siècle, dont les blancs sont remplis, qu'il a recueilli dans ses papiers de famille.

M. Alphonse DE FLEURIEU fait également passer sous nos yeux un croquis de singulières armoiries qui sont placées sur une clef de voûte de la chapelle de son château de Marzac et fait appel aux lumières de la Société pour les identifier.

M. DE SAINT-SAUD avait remarqué ces bizarres armoiries dans une clef de voûte de la chapelle de Marzac, lors d'une des excursions annuelles de notre Société. Cette chapelle datant du XVI^e siècle, on pourrait se trouver en présence d'un écusson rappelant une alliance avec la famille qui l'aurait édifiée, écusson établi dans l'esprit spécial de cette époque, où on aimait à *partir* les écus d'alliances au lieu de les accoler ; mais ici, il faut l'avouer, l'écusson paraît conçu de bizarre façon. A son avis, on a sous les yeux un *écartelé*, dont les 1^{er} et 4^e quartiers (ceux qui vont toujours ensemble, ceux qui priment) représentent les figures héraldiques appelées *roc d'échiquier* et *tour* ; alors que les 2^e et 3^e ne figurent qu'une demi-tour et un demi-roc accolés. Il semblerait que la famille masculine portait ce roc comme emblème et la féminine, la tour. Notre confrère donne son explication pour ce qu'elle vaut et non sans émettre des doutes. Un héraldiste du XVI^e siècle aurait plutôt fait sculpter, lui semble-t-il, en parti une demi-tour et un demi-roc en abîme de l'écu.

M. de Saint-Saud ajoute que dans les ruines de Reynac, voisines de Marzac, appartenant également à M. de Fleurieu, on voit un écusson portant quatre étoiles et, à côté, un autre n'ayant plus que deux étoiles à dextre et deux lions à sénestre, indiquant ainsi une alliance d'une famille, portant cet animal héraldique avec celle aux étoiles (seraient ce déjà les Roffignac ?) Dans une prochaine séance, il nous entretiendra d'un problème analogue concernant des écussons sculptés à La Chapelle-Faucher.

Notre érudit confrère M. Richard DE BOYSSON nous envoie une communication qui a un intérêt d'actualité sur *Les deux derniers princes de Carency*, les deux fils du comte de Lavauguyon, Claude et Henri de Pérusse des Cars. Il y raconte l'expédition du duc de Mayenne et de Geoffroy de Vivant contre Lavauguyon, qui n'a jamais retenu l'attention des historiens ; il lui a semblé utile d'en faire ressortir les singulières circonstances. Malheureusement il ne peut y joindre une photographie des ruines de Carency.

Ce mémoire sera publié dans le *Bulletin*.

M. Joseph DURIEUX, qui ne nous oublie pas dans ses diverses résidences, nous envoie du Mans, où il est attaché d'intendance, une liste des Périgourdins qui servirent pendant un siècle aux Gendarmes de la Garde du Roi (1685-1787). Elle apporte une utile contribution à l'étude de l'histoire militaire de notre province sous l'ancien régime.

A cette occasion, M. Durieux nous prie de noter que l'ancêtre du maréchal Bugeaud, dont M. Bayle a parlé dans la dernière livraison du *Bulletin*, ne figure pas dans cette énumération, bien qu'un acte notarié de 1730 ait qualifié « l'un des 200 gendarmes de la garde ordinaire du Roi » Simon Bugeaud de la Piconnerie.

L'assemblée écoute cette lecture avec grand intérêt.

M. DE SAINT-SAUD fait observer que cette pièce serait encore plus intéressante si tous les noms étaient identifiés et il propose de faire ce travail si M. Durieux veut bien y consentir.

La proposition lui sera transmise.

M. Jules PELLISSON, pour faire suite aux reproductions d'entête de factures d'orfèvres données par M. Didon dans notre dernier fascicule, nous communique cette carte-adresse, imprimée au dos d'un valet de pique dans un élégant encadrement XVIII^e siècle.

Lantran Duval
Marchand Orfèvre Joyaillier,
Demeurant sur le Pont
au Change, au Mouton.
A Paris.

Notre confrère nous montre aussi un roi de cœur portant au verso cette note manuscrite :

Séance de la Société Littéraire

Mardy 8 du mois de Feuvrier

1791 à deux heures.

Laborie

En marge : M^r Latour.

La Société littéraire, dont le siège était à Périgueux, fut fondée au commencement de 1780.

M. Eugène Roux ajoute qu'il existe aux Archives départementales de la Gironde, dans le fonds de l'Intendance, tout un dossier dont il nous indique les pièces les plus importantes, sur l'origine et la fondation de cette Société littéraire qui était en quelque sorte une devancière de la nôtre.

Il est prié de nous faire un résumé de ce dossier pour le *Bulletin*.

M. le docteur MOREAUD nous signale ensuite la présence d'un Périgourdin, Claude de Montauzon, comte de Saint-Cyr et seigneur de Pindegau, demeurant ordinairement en son château de Rimolas en Périgord, qui figure à Paris dans un acte de notoriété du 2 octobre 1782, précédant le second mariage de Fouquier-Tinville avec Henriette Gérard d'Aucourt.

Enfin M. DUJARRIC-DESCOMBES nous apporte quelques renseignements complémentaires sur le passage à Périgueux du duc et de la duchesse d'Angoulême dont M. Durieux a rappelé le centenaire dans la séance du 4 mars.

Ces renseignements, il les tient des souvenirs de jeunesse de M^{me} Marie-Louise Cellerier, veuve de M. Révolte-Bellisle, ancien notaire et maire de Celles, où elle est décédée plus que nonagénaire en 1894. Ces renseignements seront publiés dans nos *Varia*.

Après un dernier appel aux votants, M. LE PRÉSIDENT déclare le scrutin clos et procède au dépouillement des bulletins qui donne les résultats suivants.

Sont élus membres du bureau pour l'année 1915-1916 :

Président : M. le marquis de Fayolle ;

Vice-Présidents : pour l'arr^t de Périgueux, M. Ch. Durand ;

— Bergerac, M. G. de Biran ;

— *et Bibliothécaire* M. Lespinas,
arrond. de Nontron ;

— Ribérac, M. Dujarric - Des-
combes ;

— Sarlat, M. le vicomte Gaston
de Gérard ;

Secrétaire général : M. Villepelet ;

Secrétaire adjoint : M. Charles Aublant ;

Trésorier : M. Féaux.

Au nom du bureau, M. LE PRÉSIDENT remercie l'assemblée du nouveau témoignage d'estime et de sympathie qu'elle vient de lui accorder. Il tient à la remercier personnellement des preuves de sympathie qu'elle lui a données dans sa tristesse et il en a été fort touché. Malgré nos deuils, nos travaux n'ont pas été interrompus ; ils vont se poursuivre, nous l'espérons bien, avec la même régularité.

La séance est levée à trois heures.

Le Secrétaire-général,
FERD. VILLEPELET.

Le Président,
M^{rs} DE FAYOLLE.

Séance du jeudi 1^{er} juillet 1915

Présidence de M. le marquis de FAYOLLE,
président.

La séance est ouverte à une heure, dans la salle habituelle.

Sont présents : MM. Augiéras, Bayle, le marquis de Bourdeille, Delugin, le marquis de Fayolle, Féaux, l'abbé Jarry, l'abbé Joseph Roux et Villepelet.

Se font excuser : MM. Dujarric-Descombes, Charles Durand, Lespinas et Jean Clédat.

Le procès verbal de l'assemblée générale du 27 mai est lu et adopté.

A l'occasion de cette lecture, M. l'abbé Roux nous fait remarquer au sujet du nom de la porte de la *Gramelha* de l'église Saint-Front, du côté de la Clautre, qu'elle est nommée *Gaumelha* dans le terrier de Barnabé, du fonds Saint-Astier, aux Archives départementales. M. Hardy avait pu lire *Gramelha* dans des chartes municipales.

Notre bibliothèque a reçu, dans le courant de juin, les ouvrages suivants :

Bulletins de la Société des Antiquaires de l'Ouest. 3^e série, tome III, n^o 9, 1^{er} trimestre de 1915, janvier-février-mars, un fascicule in-8^o, Poitiers, Lévrier et Bonamy, libraires-éditeurs ;

Lou Bournat, bulletin mensuel de l'Ecole félibréenne du Périgord, tome VI, 16^e-18^e livraisons, avril-juin 1915, un fascicule in-8^o, Périgueux, typographie Ronteix ;

Bulletin archéologique, historique et artistique de la Société d'Archéologie de Tarn-et-Garonne, tome XXXII, année 1913, quatre fascicules in-8^o, avec planches, Montauban, imprimerie Forestié, 1913 ;

Et de M. Jean Clédat, quatre volumes brochés et quinze fascicules des *Bulletins de la Société d'Anthropologie de Paris*, in-8^o avec illustrations, Paris, Masson, éditeur.

Des remerciements sont votés aux donateurs.

M^{me} Gabriel Charavay nous envoie sa *Revue des Autographes* de mai 1915, dans laquelle figurent deux noms périgourdiens :

1^o Une pièce signée le 21 décembre 1784 par Henri-Joseph-Claude de Bourdeille, évêque de Soissons, signée aussi par les religieux du collège royal de Compiègne ;

2^o Une lettre du roi Louis XVI (signée par le secrétaire de la main), contre-signée par le maréchal de Ségur, au maréchal de Biron, datée de Versailles le 7 avril 1782. Il donne au sieur Jean-Hector-Jacques Peyraud de La Chèze, enseigne, la charge de sous-lieutenant en second en la compagnie du sieur de Cloys, dans le régiment des Gardes françaises.

M. LESPINAS nous communique une belle lettre du maréchal Bugeaud à un général, datée d'Alger le 23 août 1843, en réponse à un mécontentement pour des commandements que le maréchal Bugeaud lui avait donnés. Cette lettre appartient à un marchand d'autographes qui en demande 40 francs.

« Quant au colonel Cavaignac, son commandement est inférieur au vôtre, car il n'a qu'un analik et vous en avez plusieurs.

» Vous dites que j'ai des préventions contre vous. Les faits ont prouvé le contraire, je crois, et l'observation est étrange quelques mois après avoir été fait maréchal de camp.

» Vous ne vous croyez pas, dites vous, au-dessous du grade que le Roi vous a donné, c'est ce qu'on laisse ordinairement juger aux autres. Si je ne vous avais pas cru des qualités, je ne vous aurais pas mis où vous êtes, c'est-à-dire dans le poste le plus important. Et cependant il ne m'est pas encore prouvé que vous savez bien conduire les troupes en campagne puisque vous n'en avez pas ou presque pas conduit. J'espère que vous me prouverez que vous les menez bien.

» J'ai trop d'affaires, mon cher général, pour répondre à toutes les susceptibilités, pour les prévoir toutes ; et trop de résolution pour ne pas en braver quelques-unes. Je donnerai quelquefois à des colonels, à des lieutenants-colonels des commandements de maréchal de camp, de préférence à des maréchaux de camp, quand je croirai que le colonel convient mieux à tel ou tel poste. Tant pis pour qui s'en formalisera. » etc...

Notre érudit confrère M. le commandant du génie CAZALAS, qui vient d'être promu lieutenant-colonel sur le front et que nous félicitons à cette occasion, remercie le Secrétaire général de son envoi de *l'Inventaire de l'arsenal de Lyon en 1557*, auquel il avait collaboré pour les notes.

« Votre *Inventaire*, lui écrit-il, est venu aimablement me surprendre aux armées, où je commande le génie du 11^e corps. Je vous remercie de votre attention à laquelle je suis d'autant plus sensible que les distractions n'abondent pas dans les circonstances actuelles sur le front. Il est vrai que de nombreuses occupations les remplacent et que le temps ne dure guère, je vous l'assure.

» J'ai une dizaine de compagnies du génie qui luttent à la sape et à la mine, comme au beau temps des sièges célèbres. J'en suis à mon soixantième fourneau de mine. C'est vous dire que nous sommes de véritables agents volcaniques.

» Nous poursuivons notre tâche avec confiance et toujours dans le même espoir.

» Quand nous retrouverons-nous dans votre jolie salle de réunion de la Société, à laquelle je pense bien souvent ! »

M. le Ministre de l'Instruction publique nous adresse, sous la date du 3 mai, la circulaire suivante, relative à la conservation de la tradition orale pendant la présente guerre.

Paris, le 3 mai 1915.

Monsieur le Président,

Par une circulaire en date du 18 septembre dernier, j'ai adressé à MM. les Recteurs d'Académie des instructions en vue d'inviter les instituteurs de leurs ressorts à prendre des notes sur les événements auxquels ils assistent présentement.

A titre d'indication je leur communiquais les instructions données le 17 août 1914 à ses collaborateurs directs par M. le Recteur de l'Académie de Grenoble qui leur signalait, en particulier, les ordres de faits auxquels les instituteurs pouvaient d'abord songer, savoir :

a) Mobilisation ; comment elle s'est effectuée ; esprit public ; paro- les caractéristiques qu'on a pu recueillir.

b) Comment s'est reconstituée l'administration du village, après le départ de certains membres de la municipalité. Rôle de l'instituteur et de l'institutrice.

c) L'ordre public ; comment on assure la sécurité ; étude civique ; recrudescence ou diminution des délits ordinaires ; faits avérés d'es- pionnage (se méfier des faux bruits).

d) Vie économique. Agriculture ; la moisson, le battage, la mou- ture, etc. Industrie ; efforts contre le chômage. Commerce local ; ravi- taillage ; prix. Le crédit. Les banques. Comment est accepté le moratorium.

e) Assistance. Paupérisme. Allocations de l'Etat et des Municipali- tés. Solidarité privée.

f) Enfants. Garderies.

g) Hôpitaux et ambulances. Service médical et pharmaceutique, etc. D'autres rubriques pourront évidemment être ajoutées.

Recommandez expressément :

1° De n'accueillir que des renseignements rigoureusement contrô- lés. Il ne s'agit pas de laisser s'établir des légendes, ni des « mots historiques » inventés.

.....
Le Comité des travaux historiques et scientifiques vient d'attirer

mon attention sur l'intérêt qu'il y aurait à généraliser cette enquête et à demander aux personnalités particulièrement qualifiées par la nature de leurs travaux et l'habitude qu'elles ont de la méthode historique de vouloir bien participer à une œuvre qui promet d'être si utile.

Le programme si intéressant qu'a tracé M. le Recteur de l'Académie de Grenoble pourrait convenir au dessein du Comité. Il ne devrait être, lui semble-t-il, ni impératif, ni limitatif. On pourrait certes y ajouter ou y retrancher; mais il offre d'utiles indications pour aider à choisir, dans la masse des faits dont la tradition orale peut se trouver dépositaire, ceux dont il importe vraiment de conserver le souvenir.

Il est plus difficile d'indiquer les modes de cette conservation, les procédés simples et pratiques pour faire utilement de telles enquêtes historiques locales, pour cueillir à temps, si on peut dire, ces fruits de la tradition orale qui se gâtent si vite, qui tombent si vite.

J'ai pensé, avec le Comité, qu'il y avait lieu tout d'abord et résolument d'écarter l'idée de tout ce qui ressemblerait à une enquête administrative et qu'il conviendrait bien plutôt de proposer l'idée dont il s'agit aux réflexions et à la bonne volonté de personnes et de sociétés qui s'occupent plus particulièrement d'études historiques et dont l'évident désintéressement rassurerait toutes les timidités. Les témoins interrogés se sentiraient à l'aise pour répondre, en des conversations familières, à des historiens qui n'auraient en vue que l'utilité de l'histoire.

C'est pour cette raison que le Comité a estimé que cette enquête historique pourrait être tout naturellement confiée ou plutôt proposée aux diverses Sociétés savantes, aux Comités départementaux de l'histoire économique de la Révolution française, à ses membres non résidents, aux correspondants et aux correspondants honoraires du Ministère de l'Instruction publique, aux professeurs d'histoire des Universités.

A ces personnes et à ces Sociétés si autorisées serait laissé le soin d'organiser leurs enquêtes comme elles l'entendraient, d'en fixer le programme, de les étendre à tout un département ou de les borner à quelques régions d'un département, de choisir les témoins à questionner.

Evidemment, quelque intérêt que présente la tradition orale dans les villes, c'est surtout dans la campagne, où cette tradition est presque l'unique dépositaire du passé, que de telles enquêtes seront riches en résultats utiles. En particulier le témoignage de l'instituteur

sera heureusement invoqué dans l'enquête projetée. Mais d'autres personnes connaissent, à d'autres points de vue, la vie spirituelle d'une commune, d'autres connaissent sa vie économique et le Comité ne doute pas qu'elles ne se refuseront pas à répondre à des questions que leur poseront des historiens dans l'unique intérêt de l'histoire. On pourra également interroger, avec le même soin, les témoins qui sont de simples particuliers et consulter aussi avec fruit, non seulement les lettres émanées de nos soldats, mais toutes les correspondances privées qui offrent de l'intérêt pour l'histoire de l'esprit public en France pendant la présente guerre.

Ce qui importerait, aux yeux du Comité, c'est que cette œuvre de préservation et de conservation de la tradition orale pût être entreprise sans aucun retard pendant que les souvenirs sont encore dans leur fraîcheur et leur vérité. L'expérience montre combien est rapide la déformation de ces souvenirs. Plus on se hâtera de les solliciter, de les exprimer, de les fixer, plus on rendra service aux études historiques.

Telle est la pensée du Comité des Travaux historiques et scientifiques ; je m'y associe pleinement et n'ai rien à y ajouter.

Pourtant je crois devoir aussi appeler l'attention des travailleurs qui seraient disposés à coopérer à ces recherches, sur l'intérêt qu'il y aurait à ne pas attendre, pour nous le communiquer, que leur travail fût achevé.

J'estime qu'il ne serait pas, au contraire, sans utilité que l'on voulût bien nous adresser dans le plus bref délai quelques notes, sans lien entre elles, prises au hasard et qui seraient comme le type, dans les divers sens où elle serait poussée, de l'enquête à laquelle chacun se proposerait de procéder. L'examen de ces essais pourrait peut-être, comme le signalait si justement dans sa circulaire M. le Recteur de l'Académie de Grenoble, suggérer des conseils qui, s'il y avait lieu, feraient l'objet d'une nouvelle circulaire.

J'attacherais du prix à ce que l'envoi de toutes les communications relatives à cette enquête me fût fait sous le timbre de la *Direction de l'Enseignement supérieur, Bureau du Comité des Travaux historiques et scientifiques*.

Agréez, Monsieur le Président, l'assurance de ma considération très distinguée.

Le Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts,

Albert SARRAUT.

Pour copie conforme :

Le Directeur de l'Enseignement supérieur, Conseiller d'Etat,

L. POINCARÉ.

Pour répondre aux désirs de M. le Ministre, le bureau engage nos confrères à envoyer tous les documents qu'ils pourront recueillir à ce sujet à M. Daubige, bibliothécaire de la ville, à Périgueux.

M. DÉLUGIN nous présente ensuite une série de dessins calqués sur gravures rupestres préhistoriques de l'époque néolithique, découvertes dans le Sahara occidental, par le capitaine méhariste, Marcel Augiéras, fils aîné de notre confrère, au cours d'une mission dans le Sahara, commencée en octobre 1914, et qu'il vient de terminer.

« Ces gravures, nous dit M. Délugin, représentent des mammifères ruminants dont la plupart ont disparu du Sahara.

» Elles ont été trouvées dans une grosse *Hammada* de l'extrême Sud-Oranais qui, à l'heure actuelle, est totalement dépourvue d'eau et par suite inhabitable; sa situation est à environ cent kilomètres à l'ouest de Hi-Bou-Bernous (Mena-keb); et à cinq cents kilomètres environ de Colomb-Béchar, au s.-s.-ouest.

» L'intérêt que ces gravures peuvent offrir à nos confrères, est d'attirer leur attention sur le procédé d'exécution par percussions successives et rapprochées pour former le trait (hypothèse du capitaine Augiéras), et de montrer la différence qui existe entre ces traits profonds et grossiers, et ceux si délicats qu'ont laissés nos ancêtres magdaléniens sur les parois de certaines grottes du Périgord, des Pyrénées et de l'Espagne.

» Leur technique nous montre aussi et semble nous faire comprendre qu'après la disparition complète des populations magdaléniennes, à la fin de la période glaciaire et de nombreux siècles après, probablement (?), des tribus différentes, un art nouveau, une faune et une flore nouvelles ont surgi pendant la période néolithique à climat tempéré.

» La gravure pariétale paléolithique signalée, il y a quelques années, en Dordogne, n'a donc pas été la seule manifestée par les populations préhistoriques, puisqu'elle se retrouve à l'époque néolithique, non seulement en France, mais dans une contrée très lointaine et à des époques très différentes. »

L'assemblée remercie M. Delugin de ses intéressantes observations.

Notre savant confrère M. CLÉDAT, qui s'excuse de ne pouvoir assister à la séance, a chargé M. Féaux d'offrir en son nom à notre bibliothèque, comme on l'a dit plus haut, un certain nombre de volumes du *Bulletin de la Société d'Anthropologie de Paris*, deux années de la publication *L'Homme* et une dizaine de brochures relatives à l'archéologie préhistorique ; il offre également au Musée du Périgord des fruits desséchés trouvés dans la nécropole de Meir, haute Egypte (époque gréco-romaine).

M. le marquis DE BOURDEILLE offre également au Musée une petite plaque circulaire en calcaire ; une petite buire en verre irisé du xvi^e siècle ; un pied de verre du xvii^e siècle et un andouiller de cerf, trouvés au cours des fouilles qu'il fait exécuter dans la cour du château de Bourdeille.

M. le Conservateur du Musée remercie les donateurs.

Notre dévoué et zélé vice-président M. DUJARRIC-DESCOMBES nous envoie le rapport dont il avait été chargé, il y a quelques années, sur les archives du château de Fontgrenon. Il y résume l'intérêt de ce fonds privé qui concerne plus l'Angoumois que le Périgord et il le fait suivre de l'analyse d'un certain nombre de pièces qui lui ont paru le plus intéressantes.

Ce rapport sera publié dans nos *Varia*.

Enfin M. Joseph DURIEUX, qui ne nous oublie pas dans sa nouvelle résidence du Mans, nous mande « qu'il a relevé aux archives municipales du Mans, sur un registre de l'ancienne commune de Sainte-Croix (rattachée au Mans en 1833), l'acte de décès du lieutenant-général comte de la Gondie, âgé de 88 ans, mort le 23 juin 1833, à onze heures du soir, en sa maison sise rue Sainte-Croix. La déclaration en fut faite le lendemain par deux habitants de la commune, MM. Alexandre-Louis-Gabriel Le Riche marquis de Breuilpont, maréchal de camp, âgé de 72 ans, et Adolphe-Marie-Guillaume Le

Riche comte de Breuilpont, lieutenant-colonel de cavalerie, âgé de 41 ans. Le défunt, qui était commandeur de l'Ordre royal et militaire de Saint-Louis, laissait pour veuve « dame Henriette Traille « son épouse ».

» Noël-André Guilhen de Lagondie naquit à Excideuil le 1^{er} octobre 1746 de messire Yrieix de Guilhen, écuyer, seigneur de Lagondie et d'Anne de Labonne; il fut baptisé le 3 octobre. Sous-lieutenant au régiment de Royal-Roussillon cavalerie en 1765, lieutenant en 1768, capitaine en 1773, il passa aux dragons de Monsieur en 1776, devint major dans Dauphin-dragons en 1785, puis lieutenant-colonel au régiment de Chartres-dragons en 1788. En cette qualité il apaisa les factieux de la Sarthe et l'insurrection mancelle du 15 novembre 1789.

» Deux de ses parents furent incarcérés pendant la Révolution et l'un de ses frères, Guillaume, périt sur l'échafaud à Paris. Emigré en 1792, il servit à la Légion britannique de 1795 à 1797 à Saint-Domingue. Le 31 décembre de cette dernière année, il obtint le grade de colonel de cavalerie. Assimilé à maréchal de camp depuis 1808, il fut promu lieutenant-général honoraire le 9 octobre 1813 et créé comte le 12 mars 1817.

» Il eut de son mariage deux fils, dont un fut officier d'état-major, et une fille.

» Quelques jours après la mort de ce général, un de ses compatriotes périgourdins prenait au Mans le commandement du département de la Sarthe. C'était le maréchal de camp Rogé (de Boisse), ancien aide de camp de Grouchy, le héros de Vauchamps pendant la campagne de France, qui avait été blessé pour la cinquième fois d'un coup de feu à la bataille, maintenant séculaire, de Waterloo.

» Admis dans la réserve en 1839, le général Rogé devint maire de Sainte-Croix, puis député de la Sarthe. Il mourut à Paris en 1854. »

La séance est levée à trois heures moins un quart.

Le Secrétaire général,
FERD. VILLEPELET.

Le Président,
M^{re} DE FAYOLLE.

LES DEUX DERNIERS PRINCES DE CARENCY

Les glorieux combats récemment livrés autour de Carency (1) doivent rappeler aux Périgourdins un des événements les plus caractéristiques, survenu pendant nos guerres de religion ; nous intéresserons peut-être quelques membres de notre Société archéologique, en leur racontant cet épisode.

Carency fut pendant cent ans environ le principal apanage d'une branche de la famille de Bourbon. Le premier descendant de saint Louis, qui porta le titre de prince de Carency, fut Jean, mort en 1453, fils de Jean I et de Catherine de Vendôme ; Charles (2), petit-fils de Jean, épousa Catherine d'Aligre et n'eut qu'une fille, Isabeau, mariée en 1516 avec François de Pérusse des Cars, seigneur de Lavauguyon (3), en Limousin, qui devint par ce mariage prince de Carency.

François était frère de Jeanne, mariée avec Jean de Caumont de Castelnau, père de : 1° Geoffroy, abbé de Clairac, qui apostasia pour épouser Marguerite de Lustrac, veuve du maréchal d'Albon de Saint-André ; 2° François de Caumont La Force, qui périt au massacre de la Saint-Barthélemy. Tous les Caumont étaient alors calvinistes, tandis que les des Cars étaient catholiques.

Geoffroy de Caumont mourut en 1574 ; trois mois plus tard, 19 juin 1574, sa fille Anne vint au monde et fut baptisée suivant le rite protestant ; on lui donna le titre de marquise de Fronsac. Sa mère conserva le nom de maréchale de Saint-André ; quoique veuve d'un des trois triumvirs, elle n'avait pas craint d'abjurer en épousant l'abbé de Clairac. Jean de Pérusse des Cars, fils de François, devint le tuteur de sa cousine, Anne de Caumont.

La marquise de Fronsac possédait une des fortunes les plus considérables du royaume ; toute la noblesse le savait et, dès

(1) Commune du Pas-de-Calais.

(2) Fils de Jacques et d'Antoinette de La Tour.

(3) Fils de Gautier et de Marie de Montbron.

sa sixième année, les plus brillants gentilshommes de France la demandèrent en mariage, notamment le vicomte Henri de Turenne (1), qui devint plus tard duc de Bouillon, et Charles, baron de Biron (2), qui devait mourir sur l'échafaud, en 1602. Jean de Lavauguyon, prince de Carency, s'occupa très peu de sa pupille jusque vers 1580 ; mais dès qu'elle eût atteint sa septième année, il résolut de la marier avec son fils aîné, Claude, âgé de quatorze ans ; il avait un second fils, Henri, âgé de douze ans. La maréchale de Saint-André repoussa la demande du prince, qui partit aussitôt en guerre et mit le siège devant Castelnau (3), pendant que le gouverneur, Geoffroy de Vivant (4), seigneur de Mel (5), poursuivait les catholiques dans le Haut-Quercy. La maréchale de Saint-André et sa fille furent très facilement enlevées et conduites à Lavauguyon, où la maréchale fut bientôt remise en liberté ; les ravisseurs ne désiraient garder auprès d'eux que la riche héritière ; la princesse de Carency s'occupait d'ailleurs avec le plus grand soin de la jeune orpheline et ne faisait rien qui pût contrarier ses idées religieuses.

Peu de temps après, le prince de Carency, abusant de ses droits de tuteur, se fit livrer les châteaux et les domaines que la maréchale et sa fille possédaient dans l'Agenais et le Périgord : Caumont (6), Tonneins-dessus (7), Folhet, Castelmoron (8), Gondourville (9), Coutras (10) et Fronsac (11). Seul, Geoffroy de Vivant, gouverneur de Castelnau et des Milandes (12), refusa de livrer les châteaux dont il avait la garde ; Geoffroy de Caumont, en mourant, l'avait chargé de veiller

(1) Fils de François III et d'Eléonore de Montmorency.

(2) Fils d'Armand et de Jeanne d'Ornézan.

(3) Commune du canton de Domme (Dordogne).

(4) Fils de Charles et de Louise de Cazenac.

(5) Dans la commune de Castelnau, canton de Domme.

(6) Commune du canton du Mas-d'Agenais (Lot-et-Garonne).

(7) Commune et canton de Tonneins (Lot-et-Garonne).

(8) Canton du Lot-et-Garonne.

(9) Commune du canton de Valence-d'Agen (Lot-et-Garonne).

(10) Canton de la Gironde.

(11) id. id.

(12) Commune de Castelnau, canton de Domme (Dordogne).

sur l'enfant qui devait naître dans trois mois, et la maréchale mettait en lui toute sa confiance.

Henri de Béarn, qui sera plus tard Henri IV, était alors gouverneur de la Guyenne ; Vivant eut recours à lui, demandant que le prince de Carency fût contraint de rendre immédiatement à la maréchale sa fille et ses domaines. Le Béarnais obligea Lavauguyon à remettre sous l'autorité de Geoffroy de Vivant les châteaux dont il s'était emparé sans aucun droit, mais il lui laissait sa pupille avec les terres de Castelnau, Coutras et Fronsac.

Jean de Lavauguyon jugea nécessaire de prendre des dispositions définitives pour qu'on ne vint plus contrarier ses projets ; aux premiers jours de janvier 1586, la marquise de Fronsac fut mariée avec Claude de Pérusse des Cars, qui fut aussitôt nommé Prince de Carency, tandis que le Roi donnait à son père le titre de comte de Lavauguyon. Le mariage fut conclu sous la réserve qu'il ne serait pas consommé avant que la jeune mariée eût atteint sa quatorzième année.

Claude, prince de Carency, âgé de dix-huit ans à peine, faisait déjà bonne figure à la cour ; il y voyait parfois Charles de Biron, qui ne lui pardonnait pas d'avoir épousé la riche héritière sur laquelle il avait mis ses prétentions ; le baron de Biron était aussi téméraire qu'ambitieux, mais dépourvu de tout sens moral ; il provoqua le prince en duel et s'entendit avec le marquis de Montpezat (1) pour le tuer, dans une rencontre déloyale, le 6 mars 1586.

Le comte de Lavauguyon se plaignit amèrement au Roi, sans aucun succès ; ces combats meurtriers, comparables aux pires assassinats, étaient encore très fréquents à la fin du xvi^e siècle ; Biron ne fut pas inquiété, mais Lavauguyon s'empressa de marier la jeune veuve avec son second fils Henri, qui sera le dernier prince de Carency ; l'union fut célébrée au mois d'août 1586 ; la marquise de Fronsac avait douze ans et son deuxième mari entra dans sa seizième année.

Les deux mariages avaient été contractés malgré la formelle opposition de la maréchale de Saint-André, qui faisait parta-

(1) Fils de Melchior, maître des eaux et forêts, et d'Henriette de Savoie.

ger son ardente soif de vengeance par Geoffroy de Vivant, gouverneur de Castelnau. Dans ce triste siècle des guerres de religion, les pires violences semblaient permises à tout catholique contre les huguenots, à tout protestant contre les catholiques ; et parfois une circonstance imprévue donnait aux uns comme aux autres le suprême bonheur d'exercer les plus terribles représailles. Geoffroy de Vivant fit naître cette heureuse occasion dans des conditions mémorables ; il la saisit aussitôt.

Au mois de décembre 1585, le duc de Mayenne (1) avait été envoyé par Henri III dans la Guyenne, pour remettre sous l'obéissance du Roi les protestants du Bas-Limousin, du Périgord et du Haut-Quercy ; le brillant prince de Lorraine commandait une armée de vingt-mille hommes, avec laquelle il promettait de conduire bientôt à Paris le roi de Navarre et le vicomte de Turenne, prisonniers ; il s'empara facilement de Montignac (2), traversa sans aucun obstacle la vicomté de Turenne et le Haut-Quercy, enleva malgré l'énergique et longue résistance des huguenots les villes de Ste-Bazeille (3), Montségur (4), Castillon sur Dordogne (5), Ste-Foy la Grande (6), et mit le siège devant Mussidan (7), tandis que la marquise de Fronsac épousait à Lavauguyon (8) le prince Henri de Carency. Geoffroy de Vivant défendait la puissante citadelle, attaquée par Mayenne.

Nous n'avons pas pu découvrir le secret des négociations menées sous les remparts de Mussidan par le vaillant chef de l'armée catholique et par le farouche huguenot ; les « *Faits d'armes* » de Vivant ne disent pas un seul mot sur cette expédition ; mais il est certain que les deux généraux ennemis

(1) Fils de François duc de Guise et d'Anne d'Este.

(2) Canton de la Dordogne.

(3) Commune du canton de Marmande (Lot-et-Garonne).

(4) Canton de la Gironde.

(5) id. id.

(6) id. id.

(7) Canton de la Dordogne.

(8) Commune de Maisonnais, canton de St-Mathieu (Haute-Vienne).

confondirent leurs armées pour aller à Lavauguyon enlever la princesse de Carency à son tuteur.

Vivant ne pardonnait pas au comte de Lavauguyon l'audace avec laquelle il avait, en 1581, pris le château de Castelnau et la jeune orpheline, dont il avait la garde ; pour se venger d'une aussi grave injure, il convint avec Mayenne que les deux armées, au lieu de se battre l'une contre l'autre, iraient ensemble réclamer au comte de Lavauguyon la marquise de Fronsac, qui deviendrait plus tard la femme du duc d'Aiguillon, âgé de huit ans, fils unique du duc de Mayenne ; le roi de Navarre avait approuvé cette nouvelle combinaison, et comme preuve de sa formelle adhésion, il donnait ordre de livrer immédiatement au chef de l'armée royale la ville et le château de Caumont, en Agenais ; la maréchale de St-André donnait aussi son consentement, par haine contre Lavauguyon.

On ne pouvait plus songer à marier Anne de Caumont avec le baron de Biron, meurtrier de Claude de Carency ; mais le duc de Mayenne avait récemment épousé, en secondes noces, Henriette de Savoie, mère du marquis de Montpezat, complice de Biron dans le duel du 6 mars 1586 ! — Tout est donc bien étrange dans le traité de Mussidan.

Cependant la convention des deux chefs ennemis fut loyalement exécutée ; les alliés partirent de Mussidan, traversèrent Nontron et St-Mathieu (1), dressèrent leur camp en vue des tours de Lavauguyon et envoyèrent leurs sommations au comte. Jean des Cars opposa quelque résistance pour sauver son amour-propre ; puis il livra la jeune princesse de Carency, qui subissait avec une mélancolique douceur les cruelles vicissitudes de sa vie déjà si tourmentée.

Le duc de Mayenne revint à Paris ; il n'était pas suivi des deux nobles chefs des armées protestantes, le roi de Navarre et le vicomte de Turenne ; mais il menait, avec tous les égards possibles, la jeune marquise de Fronsac.

Peu de temps après, le dernier prince de Carency mourut et, le 2 février 1595, après un troisième enlèvement, plus

(1) Canton de la Haute-Vienne.

dramatique encore que les deux premiers, Anne de Caumont, veuve des deux derniers princes de Carency, épousa François d'Orléans-Longueville, comte de St-Paul (1).

Geoffroy de Vivant était mort le 21 août 1592, sans avoir eu l'occasion de tirer l'épée contre le chef des Ligueurs. Rien ne troubla la singulière union de ces deux braves adversaires, et le duc de Mayenne resta le fidèle et généreux protecteur du seigneur de Mel et de son fils, le seigneur de Doysac ; les archives de La Verrie de Vivant contiennent deux lettres qui leur sont adressées, toutes deux empreintes des meilleurs sentiments de dévouement et d'amitié. Il était utile d'insister sur cet épisode, où l'on voit très clairement que, pendant nos longues et cruelles luttes civiles du xvi^e siècle, l'idée religieuse eut peu d'influence sur les nombreuses batailles livrées en Périgord et Limousin.

R. DE BOYSSON.

(1) M. Tamizey de Larroque et M. Clément-Simon, dans la *Revue des Questions historiques*, ont raconté ces trois enlèvements.

QUATRE LETTRES INÉDITES

DE MARGUERITE DE VALOIS

A JEAN DE CHAMPAGNAC

Nous avons heureusement retrouvé aux Archives départementales de la Dordogne, dans le fonds de Saunier, les quelques lettres de Marguerite de Valois que notre regretté confrère Georges Bussière cherchait partout pour les joindre à son dernier mémoire sur *Brantôme et ses monuments*. Il aurait été déçu. Ces lettres offrent, en effet, peu d'intérêt, et quel que fut son habile talent de metteur en œuvre, il n'aurait pu en tirer grand avantage.

Elles ont été données, il y a plusieurs années, aux Archives de la Dordogne, comme le constate un de nos anciens procès-verbaux, par le regretté Fernand de Bollussière, qui préparait alors une généalogie de la famille de Saunier. Ce sont de véritables lettres d'affaires, adressées par la reine Marguerite à un périgourdin, Jean de Champagnac (1), son conseil et ami, conseiller du Roi, lieutenant assesseur au siège présidial de Périgueux, maître des requêtes ordinaire en la maison de Navarre et ancien domaine de la reine Marguerite, sur lequel l'on avait jusqu'à présent aucune précision biographique. Mais un rapport sur les archives du château de Fontgrenon, que nous apporta récemment notre érudit vice-président M. Dujarric-Descombes, nous apprend que ledit Champagnac, du lieu de Bourdeille, reçut des lettres d'anoblissement au mois de janvier 1596.

On sait qu'il est l'auteur de plusieurs ouvrages philosophiques dont le dernier, en date de 1607, contient une épître dédicatoire à la Reine. L'hypothèse de l'abbé Audierne, qui le fait naître à Champagnac-de-Bel-Air, devient ainsi inexacte et cependant le lieu où ces lettres ont été découvertes, au

(1) Voir *Bibliographie générale du Périgord*, tome I^{er}, page 120.

château des de Saunier, près de Champagnac, aurait pu la confirmer.

La lettre de Marguerite au roi Henri IV, son mari, que l'abbé Audierne a insérée en 1851, dans son *Périgord illustré* (p. 115), n'était pas inédite. Elle avait été publiée bien avant, en 1842, par Guessard, dans son édition des *Mémoires et lettres de Marguerite de Valois* (1).

Des quatre lettres que nous apportons, trois sont autographes ; la quatrième, en meilleur état de conservation, est de la main d'un secrétaire. Les trois autres ont beaucoup souffert de l'encre qui les a brûlées, y a fait des trous dans le papier et les a rendues presque indéchiffrables. Nous avons eu recours à l'obligeance éclairée d'un paléographe distingué qui s'est spécialement consacré au xvi^e siècle, M. Patry, archiviste aux Archives nationales, actuellement mobilisé à Bordeaux, et grâce à lui, nous sommes en mesure de les reproduire. Qu'il nous permette de l'en remercier sincèrement !

Non datés (2), sauf un de 1607, ces grimoires sont, comme on le verra, écrits par la reine Marguerite, peut-être de sa retraite du château d'Usson, en Auvergne, où notre Brantôme fort épris était allé la voir. Ils concernent la pension que voulait bien lui accorder son mari le roi Henri IV, après son divorce. Elle en parle longuement à son ami Jean de Champagnac, qui lui avait été vraisemblablement recommandé par son adorateur Brantôme, voisin de campagne de Champagnac, comme un conseil prudent et expérimenté, capable de faire grossir le chiffre de la pension, s'il était possible.

« Elle dotait et fondait des couvents, écrit Sainte-Beuve, tout en payant des gens de savoir pour l'entretenir de philosophie et des musiciens pour l'amuser pendant les offices divins ou dans les heures plus profanes. Elle faisait force aumônes et libéralités et ne payait pas ses dettes. Ce n'était point précisément le bon sens qui présidait à sa vie » (3).

(1) Paris, Jules Renouard, p. 337.

(2) Ces lettres doivent avoir été écrites après le divorce, de la fin de 1599 à 1607.

(3) *Causeries du lundi*, tome VI, p. 199.

On comprend que dans ces conjonctures elle avait un fréquent besoin d'argent et qu'elle essaye de tous les moyens à sa portée pour s'en procurer. Elle insiste auprès de son bon ami et mandataire Champagnac pour qu'il hâte la solution des affaires qu'elle lui signale. Mais plusieurs de ses recommandations sont pour nous obscures et nous échappent aussi bien que les termes de procédure qu'elle emploie.

Laissons d'ailleurs la parole à la belle Reine.

F. V.

I

Suscription : *Monsieur de Champagnac et Lalemant*
et à Mr Colin de Linest (1).

Monsieur de Champagnac et Laleman,

Cete si servira pour toux deux. M. de Rieux (2) ma tant fait de protatations (*sic*) d'afectionner mon bien que je me suis resolue an faire preuve an cete aucasion. Revenes donc toux deux et maportes les expéditions nesesaires pour le parti des commisères des montres. Dites ausi à M. Robin (3) s'il l'est (*sic*) là que reviene ; car je desire parler à llui.... ains (avis) ?? qui seroit beaucoup meilleur.... celui de latribution aus receveurs particuliers. Venes donc toux trois avec lesdites expéditions prontemant, je vous prie. Et croies que si lon me fait la grace dobtenir et faire reusir cet affaire, que je reconnaitrai la paine qu'aués qu'aves qu'aves (*répété*) prise et me feré tousjours paraitre.

Vostre plus affectionnée amie,

MARGUERITE.

(1) Lettre sur papier, pliée en 16, avec un petit fragment de cachet de cire noire au dos.

Ces lettres ont dû figurer dans quelque inventaire ; elles portent en marge ou au bas la signature de « Montozon, commissaire subdélégué. »

Une seule est datée « jeudi 31 mai 1607 ».

Il nous a été impossible d'identifier Colin de Linest.

(2) Serait-ce Gui de Rieux, seigneur de Châteauneuf, gouverneur de Brest, lieutenant-général en Bretagne, chevalier de l'Ordre du Roi ?

(3) Probablement l'opulent Thomas Robin, seigneur de Belair et de Coulogne, adjudicataire général des gabelles de France, maître d'hôtel et maître des requêtes de la reine Marguerite de Valois. (Moréri.)

II

Suscription : *A Monsieur de Champagnac* (1).

Monsieur de Champagnac, vous m'escrivies qu'ayant receu ma lettre, vous ne feres faulte a me venir treuver et laisser a monsieur Robin a levier les xpeditions. Si vous aves bien leu ma letre, vous aures veu que je vous y mandois que ayant heu toutes les expediti-
ons neccessaires pour faire verifier ce dont a la court de parlemant et a la chambre des comptes et que me les aportissees et continuant en ceste mesme intention. Je vous prie ne partir point de la que n'ayes l'ordonnance de monsieur de Sully (2) et lacquit patent et me les aportes, car monsieur de Rieux et asses empeche a l'autre don sans luy donner cette peyne. Uses en dont ainsi et vous assurez du desir que j'ay de recognoistre la peyne que je vous donne et de me faire tousjour parestre.

Vostre plus affectionnee amie,

MARGUERITE.

III

Suscription : *A Monsieur de Champagnac* (3).

Monsieur de Champagnac, le s^r de S^{te} Colonbe (4) me dit hier que le Roi m'avoit acordé laurs des veues et montrées postulans an heredité. Avant, Antoine m'a randu autres lettres [] Vous m'escrives que le Roi an veut retrancher la postulacion et l'heredité; toutefois pour l'heredité que M. le gardes sceaux (5) vous a promis de [le] fere passer (?) Il an faut donc faire estat; mes..... ne vauderoit rien sans la postulation de procureur, laquelle il ne nous permet de faire navant les deux, mais..... que porte ledit S^{te} Colonbe avec la mesme postu-

(1) Le salut et la signature seuls sont autographes.

Fragment de cachet : Fait avec un chaton de bague, représentant une tête d'homme et une tête de femme accolées.

D'une écriture postérieure : « *Lestre de la rene Marguerite.* »

(2) Le grand ministre de Henri IV qui avait alors toute la charge des finances.

(3) Fragment de cachet représentant une tête, en cire noire.

Au-dessous de l'adresse de la main de la Reine : « J'ai balle 20^e a S^{te} Colonbe pour toux deux. »

(4) Capitaine de la garde de Henri de Navarre, gouverneur de la citadelle de Metz, capitaine du château de Bergerac ? (*Œuvres de Brantôme*, édit. Lalanne, III, p. 412.

(5) Était-ce encore Charles de Bourbon, cardinal de Vendôme et roi de la Ligue, qui tint lui-même les sceaux en 1589 ?

lation a esté acordée. Bandés vous i done, car je le veux avec la postulation et l'heredité et non autrement. Quan aux duchés et parentés, je veux bien qui l'anvoiet a.... mes non les autres seigneuries qui ont desjà resu (?).... car puisqu'il l'ont resu les noteres et serjens, il reseveront bien ceux-ci et sans cela le parti seroit trop petit. Vous m'escrivés que M^r de Riu an veut proposer un autre ; je lui escriis que je le prie me faire avoir cet avis et que je n'an veux point d'autre. Arestez vous donc a cet avis et ne saisez (??).... pas (?) d'inportuner et preser que ne l'aiés obtenu antier avec la postulation et l'heredité et ne vous an despartés plus. L'esperance sur quoi lon me vouloit re (*sic*) retarde l'acort de.... C'et (*sic*) un artifice trop grosier.... mofanse bien [dav]antage a lofre qui me font de faire.... desfance an reservoir de toux pour ampaicher le paiemant de M^r de la.... Se seroit me faire perdre toute l'esperense et faire que je ne pourei james trouver personne qui me voulut rien preter. Gardes vous bien d'accepter ses ofres. Ce n'est pas cella que je leur demande ; mes je suplie le Roi m'acorder ses veues et visites, postulant et an heredité, sauf aux duché et parentés. Seulement cella ne nuit ni au au (*répété*) Roi ni au peuple. C'est le plus petit de toux ceux que j'ai fait proposer. Faites an selle instanse que vous l'anportiés et n'an bougés que ne l'aiés eu et m'an aportés toutes les expéditions nesesaires et n'an con[servés] aucune.... au Roi, à M. de Sulli, à M. le gardes seaux (*sic*) et à M. de Vileroy (1), à M. de Riux et de Chatauneuf et de.... Il ni a aparanse qu'il l'aiet (pourait) aucune reson pour refuser la postulation puisque tous les jours, il la mettet an d'autres estas, et pour les justises particulieres, les noteres et serjans qui i ont esté, vous lesvet les difi[cultés]. Reslevés i vous donc et n'an despartés aucunement par neulle autre proposition. Car c'est ma resolution. Et si il lan ait besoin, gi seré mardi et me feré tousjours paraître.

Vostre plus affectionnée et parfaite amie,

MARGUERITE.

[Au bas et d'une écriture postérieure] :

MONTOSON, *commissaire subdélégué*.

[Et d'une écriture postérieure] :

Lestre de la rene Marguerite.

(1) Nicolas de Neufville, seigneur de Villeroi, secrétaire d'Etat, né en 1542, mort à Rouen le 12 novembre 1617.

IV

Adresse : *A Messieurs de Chanpagane (sic)*
et de Sainte-Colombe.

Je suis très aise, Monsieur de Chanpagnac, que vous aies parlé au Roi et au Conseil et qu'ils vous connoiset ; j'avois à desirer an vous cella seulemant pour mon eutilité. Vous ne me faites aucune response des raisons que je vous avois escrites par Lentignolo, desquelles je vous [es]crivois causer.... Vous ne m'escrives point an avoir alegué (?) aucune. Car quant le Roi vous dit que cella estoit ruiner le peuple, vous lui deviés respondre quo contrere, c'étoit le soulager pour ce que la tolerance et impunité de.... outre plus feroit que cet abus continueroit tousjours ; mes que le faisant randre a ceux qui lavoit pris, qu'à l'avenir les autres qui seroit cella, tous i procederoit fidelemant selon l'ordonnanse qui leur seroit donnée qui seroit soulager le peuple de moitié de ce que lon leur impose ; si ne l'aves dit, quant ce ne seroit que pour faire connoitre la droiture de mon intantion, vous me feres plaisir de leur faire antandre. Vous m'escrivés que le Conseil se separe jeudi qui est ce jourd'ui. Si cella est, atachés vous à M^r le Gardes seaux et ne le laissez point que n'aions obtenu que chose qui sera nostre.... Si demeure à Fonteneblau, demeure i ausi vous deux ; si il revient isi, suivé le et revenés et ne saisis de preser que n'aiés obtenu l'un ou l'autre. Celui des esleus sans gages, puisque M^r Robin an ofre tel parti que m'escrivés, je le treuve bon. Insistés sur cetui-là. Parlés an au Roi et à toux et principalemant à M^r le Gardes saux et aux trois que dites avoir esté nommés pour nous ouir, et les supliés que si ils ont anvie de faire quelque chose pour moi, que m'acordet don cetuilà sans [me] donner la paine de les aler importuner. Mes avisés de vous asurer bien dudit [Ro]bin et faites qu'il m'escrive par mon laquais, presant porteur, ce qu'il an est et [co]mme il veut faire les paiemans. Car vous savés que j'ai besoin de toucher prontemant arjant ; pour [ceste] cause, il fauderoit que aiant eu les expedisions du Roi qui faut que fasiés expedier soudain qui me ballat contant le tiers ou le quart de la somme que m'avés escrite. Tretés cela avec lui. Je vous anvoie une lettre pour M^r le Gardes seaux. Ballés la lui et lui dites que ma prinsipale esperanse apres Dieu est an lui. Je le suplie par ma letre de me faire acorder cet avis de l'esleu sans gages, et qu'avant que le Conseil se separe, j'an sois expédiée. Randez vous i toux deux. Bandes et an parlés et au Roi et à M^r de [S]ulli (?) et à M. le Gardes seaux et à ses trois que m'escrivés et leur represantés conbien d'avis l'on leur a proposé que ceux qui ont

esté bons les nous (?)... que... resouet (?) et combien j'estimeré ma desfaveur grande, voiant que tous les jours, personnes de toutes calités an obtienet (*sic*) de sanblables, et que moi qui ai tant donné si libremant et qui ai servi le Roi et la Frause, comme chacun sait, mandie avec tant de paine ce qui se donne a tout le monde et que l'on s'apelle despance trop grande d'avoir eu une maison à Paris qui n'est plus grande ni plus maniffque que celle de Gondi (1) ou de Diaceti (2) ; elle est peut-estre an plus bel air, tout cella, dit-elle (?) avec le respaict et la discrecion qui faut an telle chose ; mes quoi que ce soit, presés et inportunés ; car jan ai besoin et si ce laquais me raporte ancor ceste fois des res[veries?] et des esperanses, assurés vous vous (*répété*) de mi voir le landemain. Car mon genou est, Dieu mersi, gueri, qui feut la cose que je n'osé antreprandre le voiage. Faites donc un esfort d'obtenir cet avis, ou bien giré soudin et que mon maréchal des logis ne bouge de là, et l'obtenant avisé de vous asurer bien de M^r Robin, et qu'il se resole de faire avanse, et soudin qui nous sera acordé. Aiés toutes les expedicions qui desirera afin qu'il ne puise faire aucune difficulté. Ramenés moi donc ce laquais soudin. Jan seres resolut et croiés que je n'oubliéré james lafection que me tesmoignés toux deux an cella et que si Dieu nous fait la grace de l'obtenir, je vous reconnoiteré an sorte qu'an resterés contans et me feré paraître

Vostre plus affectionnée et perfaicte amie.

MARGUERITE.

Ce jeudi 31 mai 1607.

[En marge de la première page, de la même main :]

« Je vous prie anc[ore] resolvés moi prontemant et dites à M^r de Cavalions que j'ai resu ses letres et que je l'an remerisie. »

[Au-dessous la signature] : MONTZON.

{1) Probablement Pierre de Gondi, évêque cardinal de Paris et frère du maréchal duc de Retz, mort le 17 février 1616.

{2) Un Louis de Diaceti, florentin, était venu en France avec Catherine de Médicis et s'y était marié avec une de ses filles d'honneur. (Moréri.)

LES BOISERIES

DE LA CHARTREUSE DE VAUCLAIRE (1)

(Suite et fin).

En même temps que l'autel de marbre, on avait transporté, de la Chartreuse à Périgueux, une statue en pierre représentant la Vierge avec l'enfant Jésus, qui fut placée dans le jardin de l'évêché constitué aux dépens du cloître de Saint-Front (2). En 1838, Mgr Gousset la donna au petit séminaire de Bergerac qu'il venait de faire bâtir. Elle y demeura au fond du parc, sous un berceau de charmillles, jusqu'au moment où la loi de séparation ferma l'établissement, et elle se trouve aujourd'hui dans les jardins du nouveau petit séminaire, comme par le passé objet de la pieuse vénération des maîtres et des élèves.

Cette statue, de deux mètres de haut, représente la Sainte Vierge debout, vêtue d'une robe ample aux plis abondants, serrée à la taille par une ceinture. Elle soutient de ses deux mains, en s'inclinant légèrement vers lui, l'enfant Jésus, presque nu, qui essaie ses premiers pas devant sa mère. Le caractère religieux de ce joli groupe se reconnaît surtout au serpent enroulé à côté de la Vierge, et dont elle écrase la tête de son pied. C'est une gracieuse scène de famille, d'une exécution large et facile et d'un réalisme plein de naturel, où se retrouve l'ampleur un peu décorative du *xviii^e* siècle. Malheureusement il a souffert dans plusieurs de ses parties dont les cassures anciennes peuvent se reporter à la période révolutionnaire : les mains de la Vierge, son pied droit et la tête du serpent sont brisés, ainsi que les bras et l'un des pieds de l'enfant Jésus, mais il conserve malgré ces regrettables mutilations tout son intérêt et tout son charme.

(1) *Bulletin*, t. XLII, année 1915, p. 163.

(2) Abbé Gouzot, *La Chartreuse de Vauclaire*, p. 106.

Il peut sembler, que quoique cette statue vienne de la Chartreuse, elle ne rentre guère dans le cadre d'une étude consacrée à ses boiseries ; elle s'y rapporte au contraire étroitement, si, comme je le crois, on doit l'identifier avec « cette Notre-Dame de pierre de huit pieds de hauteur, œuvre de Golier, qui attend, dit l'abbé Bellet, qu'on lui fasse une niche au-dessus de la porte de l'église. »

Les dimensions de la Madone du petit séminaire sont inférieures, il est vrai, à celles que donne l'abbé Bellet, puisqu'elle n'a que six pieds de hauteur au lieu de huit. Elle est cependant plus grande que nature, et il est possible que celui-ci ait voulu indiquer les grandes proportions de la statue par un chiffre approximatif plutôt qu'en donner une mesure rigoureuse. En outre, lorsque le groupe a été placé sur un piédestal, on a pu réduire la hauteur de sa base qui a été visiblement modifiée, et dont un enduit recouvre la face antérieure, mais qui dans une niche, à une certaine élévation, aurait dû avoir plus d'importance. D'autre part, le style de la Vierge, l'habileté des draperies, l'élégance gracieuse des figures d'enfants, caractéristiques dans d'autres sculptures, certainement dues à Golier, permettent de lui attribuer aussi la Madone de Bergerac.

L'abbé Sagette, au milieu du pêle-mêle de bustes, de panneaux démontés, de colonnes renversées, de pots à feu enguirlandés qui encombraient le réfectoire lorsqu'il visita la Chartreuse, distingue : « trois statues de médiocre grandeur, aux gestes un peu dramatiques, qui représentent la Foi, l'Espérance et la Charité ; deux cariatides remarquables, quoique d'un style très compromis ; et dans la chapelle du prieur, avec un autel de bois assez médiocre, quatre statues représentant les quatre évangélistes, statues remarquables d'un bon ciseau, et qui semblent accuser le style italien. »

Il n'est pas difficile de reconnaître dans ces trois Vertus Théologiques celles que décrit l'abbé Bellet. « Le pulpitre est aussi orné avec trois grandes figures assises sur le marche-pied. Elles représentent les trois Vertus Théologiques... et sont de la main de Golier et de Thibaut. » Remarquons en passant que l'abbé Sagette les considère comme étant de médiocre

grandeur et que l'abbé Bellet les qualifie de grandes figures. Elles ont en réalité 1^m 03 de hauteur, ce qui ne constitue pas de grandes statues et permettrait de croire que l'abbé Bellet a pu se tromper aussi pour les mesures de la Vierge de Bergerac. Mais les proportions d'un objet sont relatives à sa situation, et l'abbé Sagette, qui ignorait leur destination, a pu trouver qu'elles étaient de moyenne grandeur, tandis que l'abbé Bellet, qui les vit assises au pied du lutrin, jugea avec raison qu'elles formaient un ensemble monumental.

Ces statues (pl. IV), largement sculptées dans un bloc de noyer et bien conservées, sont empreintes d'un sentiment de douceur très accentué. La plus importante est la Charité, représentée par une jeune femme assise, vêtue d'une robe aux plis nombreux ; son bras gauche est nu, et une légère étoffe couvre sa poitrine sans la cacher, ses pieds nus sont chaussés de sandales. Elle tient dans ses bras un petit enfant qu'elle vient d'allaiter et regarde en souriant un autre enfant également nu, debout à côté d'elle, qui cherche à se hisser à son tour sur ses genoux. La Foi est assise, drapée dans un long voile dont elle soutient l'extrémité de la main gauche et qui recouvre sa tête et une partie de ses vêtements. Son visage est calme et elle paraît regarder un objet disparu, qu'elle tenait de la main droite dont les doigts sont brisés. L'Espérance est nu-tête, les cheveux coiffés en bandeaux et noués sur le front. Elle est assise, enveloppée dans un manteau qui laisse voir ses mains jointes. Les yeux qu'elle lève vers le ciel et l'expression du visage indiquent une ardente prière.

Lorsque les Chartreux se sont réinstallés à Vauclaire, ils n'ont pas rétabli le lutrin dont les proportions devaient être considérables, et ces belles figures, demeurées sans emploi, restèrent ignorées des visiteurs. Plus tard, ils les donnèrent ainsi que les statues des Évangélistes à un de leurs fidèles amis, M. A. Faucher, qui les conserve religieusement dans sa demeure, à Bordeaux, comme un précieux souvenir de la Chartreuse. C'est à sa gracieuse obligeance, dont je lui exprime ici toute ma reconnaissance, que je dois d'avoir pu photographier ces différentes statues et de les reproduire



Clichés du Marquis de Fayolle.



LA FOI, L'ESPÉRANCE ET LA CHARITÉ. Figures du Lutrin de Vaublanc.
Par Golier et Thibaut (xvii^e siècle).



Imp. Berthaud, Paris.

dans ce travail où elles permettent d'apprécier le mérite artistique de l'œuvre de Golier et de Thibaud.

Les statues des quatre Évangélistes (pl. V) (1) de moindre dimension que celles des Vertus Théologiques leur sont peut-être supérieures comme qualité de sculpture. Le bois est coupé d'un ciseau plus énergique, les plis des vêtements sont plus courts et plus tourmentés, le modelé des chairs et les traits du visage plus accentués; il est vrai que les unes représentent des femmes et les autres des vieillards, sauf saint Jean, figuré comme un éphèbe et chez lequel ces caractères sont bien adoucis. C'est peut-être là ce qui, avec leur pose, lointain souvenir des prophètes de la Sixtine, a fait dire à l'abbé Sagette qu'elles étaient dans le goût italien, quoique leur style soit avant tout celui du xviii^e siècle. Les Évangélistes semblent se faire pendant deux à deux. Saint Jean et saint Luc écrivent sur des tablettes, saint Marc et saint Mathieu ont des papyrus déroulés. Tous les quatre sont assis, ayant à côté d'eux les animaux symboliques, leur hauteur est de 0,70^m et ils reposent sur des socles polygonaux de 0,05^m de hauteur, compris dans le même bloc de noyer.

Saint Jean est jeune et imberbe. Le haut du corps, nu, est tourné vers la droite; il écrit sur un tableau appuyé contre la jambe gauche relevée, avec laquelle il semble retenir près de lui un aigle d'un beau caractère. Saint Luc a les cheveux bouclés et la barbe longue, les bras et les pieds nus. Il est vêtu d'une robe à plis cassés et croise la jambe droite sur la gauche pour soutenir un tableau sur lequel il écrit. A côté de lui, une tête de bœuf dont les cornes sont brisées ainsi que son pied gauche. Saint Marc a également la barbe et les cheveux longs et bouclés, les plis de sa robe semblent agités par le vent. Des deux mains, appuyées sur ses genoux, il présente une banderole à demi déroulée; à ses pieds la tête d'un lion couché.

Saint Mathieu a le haut du corps et la jambe droite nus, sa chevelure est épaisse et bouclée, sa barbe courte; il lève les yeux au ciel où il semble chercher l'inspiration divine et

(1) La planche V sera donnée dans le prochain numéro du *Bulletin*.

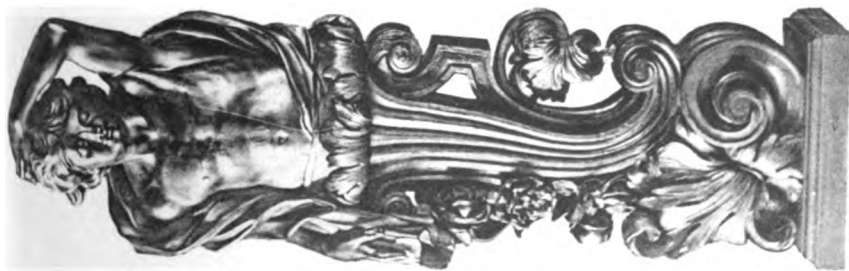
trempe sa plume dans un encrier que lui présente un ange debout à son côté et qu'il soutient de la main gauche. Le rouleau de papyrus, sur lequel il va écrire, se déroule sur les bras de l'ange dont les formes potelées et les cheveux bouclés rappellent d'autant plus l'enfant debout à côté de la figure de la Charité, que ses ailes sont brisées.

Dans ces deux compositions, le sculpteur a été heureusement inspiré par la présence des enfants pour lesquels il semble avoir une prédilection qui donne à son ciseau une grâce et un moelleux que refroidit l'austérité des figures religieuses. Malgré certaines différences de facture et de dates, il semble probable que la même main a sculpté les Vertus Théologiques et les Evangélistes, et, dans une matière différente, la Madone de Bergerac et son charmant Bambino.

Charrière et l'abbé Sagette, qui sont les premiers à avoir parlé des statues des Evangélistes, ignoraient leur destination primitive qui nous est également inconnue. Les Chartreux, depuis leur retour à Vauclaire, les placèrent, pendant une certaine période, sur la corniche des stalles, en face de l'autel ; mais on les y distinguait à peine et ce n'était certainement pas leur place. Il serait agréable de croire que ces belles statues faisaient partie du retable dont parle l'abbé Bellet, elles en étaient dignes et auraient parfaitement complété l'ensemble des stalles et du lutrin ; mais si ce retable est celui de Saint-Laurent-des Hommes, elles ne peuvent y trouver place.

La forme de rectangle allongé de leurs socles et leur division en paires indiquent peut-être que ces statues, ainsi que cela se pratiquait souvent, étaient placées au niveau des accoudoirs des stalles, sur les piliers formant l'extrémité des prie-Dieu de chaque côté du chœur et de la porte centrale.

Les deux cariatides dont parle l'abbé Sagette dans des termes qui étonneraient si nous ne savions, qu'à l'exemple de Didron et de son Ecole, il ne voyait, depuis le déclin du style gothique, que paganisme et dissolution, comptent parmi les œuvres les plus parfaites qui soient sorties de Vauclaire. Ce ne sont pas des inconnues pour la Société archéologique, car notre confrère M. Grenier lui en offrit de belles



Clichés du Marquis de Favolle.



CARIATIDES. Bois de noyer. — LA VIERGE et L'ENFANT JÉSUS. Pierre.
Provenant de la Chartreuse de Vauclaire.



Imp. Berthaud, Paris.

photographies dans sa séance du 2 février 1893, au moment où les Chartreux les cédèrent à un amateur bordelais, M. Lucien Maurel. Celui-ci en a tiré un parti remarquable dans son bel hôtel de la rue Esprit-des-Lois où elles lui ont servi à reconstituer, avec d'autres sculptures de la même époque, une cheminée monumentale d'après un modèle de Ducerceau. Je lui adresse ici l'expression de ma gratitude pour les facilités qu'il a bien voulu me donner de photographier ces magnifiques pièces et de les reproduire dans ce travail.

Ces cariatides (pl. III) de deux mètres de hauteur et destinées à se faire pendant, sont constituées par deux adolescents dont les torses nus, encadrés dans une draperie, émergent de gaines en forme de cornes d'abondance, terminées en bas par des volutes qu'accompagnent de larges feuilles et des guirlandes de fleurs et qui s'épanouissent dans le haut en corbeilles de feuillages. Chacun d'eux relève sur sa tête, d'un mouvement gracieux, l'un le bras gauche, l'autre le bras droit et soutient de la main le poids de la corniche, tandis que l'autre main retient les plis d'une draperie qui s'enroule autour du bras opposé. Leurs cheveux ondulés forment une masse épaisse autour de la tête, et leurs visages sont imberbes; mais il semble, aux formes plus arrondies des bras et des chairs, à la poitrine plus saillante, au moindre développement du torse, à l'ovale plus prononcé du visage, à la chevelure plus abondante, que, malgré la réserve imposée par l'austérité monacale, la cariatide de droite, dont une étroite bandelette barre le buste, représente une femme et son pendant, un jeune homme, figurant ainsi l'une la Grâce et l'autre la Force.

Le décor des gaines, qui forment à peu près les deux tiers de la hauteur totale, est d'une richesse et d'une originalité exceptionnelles. Le travail en est trop soigné pour être vu de loin; il importe d'observer, en outre, que cette partie ornementale conserve, sur toute sa hauteur, une largeur et une épaisseur uniformes, tandis que généralement les gaines s'effilent par le bas. Elles étaient donc destinées à être appliquées contre une surface plane d'une largeur déterminée, ce qui a permis à M. Maurel d'en constituer les montants de sa cheminée; mais il m'a dit lui-même qu'il avait hésité à les

utiliser pour la porte de la même salle, dont elles auraient supporté le linteau. Je pense que c'était là leur destination primitive à Vauclaire et je crois pouvoir déterminer leur emplacement avec quelque vraisemblance.

Charrière qui, en 1838, en a fait mention pour la première fois, les admire, les qualifie de colossales et suppose qu'elles étaient destinées à supporter les couronnements des confessionnaux. Il ignorait qu'il n'y a pas de confessionnaux chez les Chartreux. C'est surtout dans les buffets compliqués des orgues, où elles soutiennent des faisceaux de tuyaux, que les cariatides trouvent au ^{xvii}^e et au ^{xviii}^e siècle leur emploi dans le mobilier religieux; mais les orgues étaient également exclues des églises des Chartreux.

S'il n'existait à Vauclaire ni orgues ni confessionnaux, il s'y trouvait une porte de dimensions monumentales qui faisait communiquer le chœur des Frères avec celui des Pères, et dont nous avons décrit les merveilleux vantaux. En se reportant à la planche II, il est aisé de constater que les boiseries Louis XV qui entourent cette porte ne sont qu'un remplissage de fortune qui ne s'accorde ni avec son style ni avec ses dimensions. Il est probable que lorsqu'elle était intacte, son ordonnance rappelait la magnifique porte en bois sculpté de la clôture de la chapelle du château du Mirail, en Bazadais, dont l'entablement, surmonté d'un écusson soutenu par des anges et couronné par un fronton arrondi est porté, à droite et à gauche, par des statues de femmes drapées.

Cette disposition ne convient pas moins bien à la porte du chœur de Vauclaire, placée dans des conditions analogues. Il suffit, pour la rétablir, au moins par la pensée, de prolonger son couronnement de feuillages d'un profil si ferme, en formant de chaque côté deux avant corps, et de les faire supporter par les cariatides exhaussées sur des socles de même hauteur que les panneaux pleins des vantaux. Les dimensions des cariatides et de leurs socles ainsi disposés correspondent à celles de la porte qui a 3^m 30 de hauteur. Le décor de leurs gaines dont nous avons observé que la forme droite convenait à des montants ou des pilastres, leurs volu-

tes et leurs enroulements de feuillages découpés à jour, s'accordent visiblement avec les détails de la prestigieuse ornementation qui ajoure les vantaux. Les uns et les autres sont conçus dans le même sentiment et exécutés avec le même talent.

Si le rapprochement de la porte et des cariatides, depuis longtemps séparées, permet, semble-t-il, de mieux les comprendre et de reconstituer avec vraisemblance la partie inférieure de la somptueuse entrée du chœur des Pères, nous ne connaissons pas la partie supérieure qui, avant la Révolution, en complétait la riche architecture. Les Chartreux ne paraissent pas avoir tenté de la reconstituer, peut-être parce qu'ils n'en avaient pas reconnu ou retrouvé les éléments, dans le pêle-mêle dont parle l'abbé Sagette, peut-être parce que ce magnifique ensemble n'avait pas été entièrement exécuté. En effet, lorsque M. Maurel a acheté les cariatides, elles ne semblaient pas complètement terminées et il dut en faire achever la sculpture qui était restée fruste.

Un assez grand nombre d'églises en Périgord possèdent des retables en bois sculpté ou des meubles liturgiques que des traditions plus ou moins vagues font venir de Vauclaire. Il est prudent de ne les accueillir qu'avec une extrême réserve, tout en constatant que cette provenance est beaucoup plus vraisemblable pour certains de ceux qui se trouvaient ou se trouvent encore dans des églises très voisines de la Chartreuse. Les autels étaient nombreux à Vauclaire où les religieux profès disaient presque tous leur messe en même temps, dans plusieurs chapelles ; aussi, lorsque la Révolution les dispersa, les communes du voisinage ont pu hériter de quelques-uns de ces autels, tandis que d'autres auraient été donnés par les Chartreux eux-mêmes. L'église de Montignac, ancienne paroisse de Vauclaire, possède un retable, divisé en trois compartiments par des colonnes torses et décoré de statuettes et de bouquets de fleurs, qui est un don des Chartreux. Celle de Saint-Martial-d'Artenset, dans le territoire de laquelle se trouvaient les plus anciennes possessions de la Chartreuse, conservait, en lui attribuant la même origine, avant la fâcheuse restauration qui l'a fait disparaître, un

retable avec une importante boiserie demi-circulaire, divisée, par des colonnes torses chargées de fleurs et de fruits, en six panneaux contenant les figures de deux anges et des quatre Évangélistes dominés, suivant l'usage, par le Père Eternel (1).

Si la provenance du retable de Saint-Barthélemy est douteuse, celle de l'autel de la Vierge, à Ménesplet, ne l'est pas, et malgré une tradition orale qui le place d'abord à Vauclaire, il a été certainement exécuté pour l'église dans laquelle on le voit encore. Il offre d'ailleurs un intérêt particulier pour nous, à cause de sa ressemblance avec le retable de Saint-Laurent des Hommes et parce qu'on peut fixer approximativement sa date.

Son retable a 2^m 25 de largeur et 3^m 40 de hauteur à partir de la table de l'autel ; il se compose de deux colonnes cannelées et fuselées, portant une corniche surmontée d'un fronton ouvragé. Au centre, des bouquets de fleurs, suspendus à des anneaux, encadrent une niche avec un culot très orné et d'une forte saillie. Certains détails ont été déplacés et on a substitué au tabernacle un panneau sculpté qui paraît avoir servi de devant d'autel ; mais la sculpture est bonne et la disposition, aussi bien que les colonnes, la frise, la corniche, rappellent exactement celle des ailes du retable de Saint-Laurent des Hommes.

Deux écussons couronnés et accostés de palmes, sculptés sur les socles des colonnes, font connaître le nom des donateurs de cet autel et la date extrême de son exécution. A gauche est celui de Louis de Saint Jean s^r de la Filolie et de Fontenelle (en Ménesplet), « d'argent à la croix de gueules cantonnée de quatre renards de sable grimpants. » A droite, celui de sa femme, Jeanne-Honorée de Lur-Saluces, fille de Louis, baron de Fargues et de Marie de Gamaches, petite-fille de Michel Montaigne : « de gueules à trois croissants d'argent, au chef d'or. » (2).

Ce retable ne vient donc pas de Vauclaire puisqu'il porte

(1) Renseignements fournis par M. de Lage de Lombrière.

(2) *Armorial du Périgord*, tome II, page 128. — Renseignements fournis par M. le comte de Saint-Saud.

les armes du seigneur de Ménesplet et de sa femme, et comme Louis de Saint-Jean mourut le 22 mai 1699 à Ménesplet où il fut inhumé, on doit placer son exécution et celle du retable de Saint-Laurent des Hommes, avec lequel il a de grands rapports, dans la deuxième moitié du xvii^e siècle. Il est à remarquer, sans vouloir insister sur cette coïncidence, que Louis de Saint-Jean était à la fois seigneur de Ménesplet et de Saint-Laurent de Pradoux, ancien nom de Saint-Laurent des Hommes.

M. de Lamothe, dans ses *Voyages agricoles en Périgord*, dit que l'église de Celles, à l'autre extrémité de l'arrondissement de Ribérac, possède un bénitier en marbre blanc, provenant de Vauclaire. J'ignore sur quoi repose cette assertion; mais M. le chanoine Mayjonade a bien voulu me signaler qu'il a mentionné, dans son intéressant guide de Saint-Front, l'existence de deux des trois marches de l'autel de marbre, que j'avais cru perdues, dans l'absidiole sud de la cathédrale, devant l'autel du Sacré-Cœur. La première est en marbre gris; la seconde, en marbre blanc, encadre un dallage incrusté d'une mosaïque de rinceaux et de feuillages polychromes; leurs angles sont arrondis. Il est permis de regretter que ce bel emmarchement, qui complétait si bien l'autel de Vauclaire, ait été mutilé et remplacé par les gradins de pierre sur lesquels il repose aujourd'hui.

J'aurais souhaité pouvoir donner comme conclusion à ces notes, les dates précises de quelques-unes des boiseries les plus importantes et quelques renseignements sur leurs auteurs; mais en l'absence de documents certains, il serait imprudent de ne pas se contenter de les grouper approximativement d'après leur style et les faits de l'histoire de Vauclaire.

Malheureusement je n'ai rien pu découvrir ni sur les deux artistes bordelais, Golier et Thibaud, dont nous ignorerions même les noms sans la relation de l'abbé Bellet, ni sur ceux qui avant et après eux, sans doute, ont également travaillé à la Chartreuse. Il y eut dans certains couvents, comme dans celui des Dominicains à Bordeaux, de véritables ateliers de sculpture.

qui durent fournir une partie des retables, chaires, lambris en bois sculpté dont la mode remplissait les églises au **xvii^e** et au **xviii^e** siècle. Des ensembles considérables, dont l'importance nous étonne, sont dus à des religieux qui ont gardé l'anonyme. Bernadeau cite à Bordeaux, au **xviii^e** siècle, un frère de l'ordre de Saint-Dominique qui fit les grands meubles et les boiseries de l'église Notre-Dame, et un frère du couvent des Petits Carmes, qui travailla à la magnifique sacristie de l'église Saint-Louis, tous deux aidés par d'habiles ébénistes bordelais. A Périgueux même, le retable monumental de l'Assomption de la Vierge, aujourd'hui à l'église de la Cité, et la belle chaire de Saint-Front sont l'œuvre d'un jésuite, le P. Laville, qui y aurait travaillé seul pendant plusieurs années du **xvii^e** siècle.

Les protestants, sous la conduite de Caumont de Piles, pillèrent et ravagèrent la Chartreuse en 1562. Nous savons par la relation manuscrite *des Tueries, vols et pillages de Vauclaire*, que « le retable qui était sur le grand autel de l'église où consistoit la figure entière de la mort et passion de N. S. qui paroissoit estre le tout d'or fut tout rompu et brisé.... aussy avoit cousté le dit portrait 1400 ducats. » Les Chartreux se réfugièrent à Bordeaux où le quartier qu'ils habitèrent, les Chartrons, a gardé leur nom, et quoiqu'ils soient revenus à Vauclaire au bout de quelques années, ils traversèrent, au moins jusqu'en 1615, des temps trop troublés pour entreprendre des embellissements et durent se contenter de relever les ruines du monastère. On ne trouve en effet à Vauclaire rien qui remonte à l'époque de sa fondation par le cardinal de Périgord au **xiv^e** siècle. Lors même que nous ne saurions pas les efforts des prieurs pour réparer les dévastations des protestants, le style des bâtiments, les cloîtres, les voûtes de la grande chapelle et les consoles qui en portent les nervures nous apprendraient qu'ils ont été bâtis de la fin du **xvi^e** siècle au milieu du **xvii^e**.

C'est alors, sans doute, que l'on dut songer à terminer l'œuvre de reconstitution en remplaçant, par un mobilier à la mode du jour, celui qui avait été détruit par les Huguenots dont les excès furent particulièrement violents dans la région. Il est probable que c'est à Pierre de Chibault, qui fut prieur

à deux reprises différentes, de 1625 à 1639 et de 1647 à 1652 et auquel les grands travaux qu'il effectua à la Chartreuse, pendant sa longue administration, valurent le titre de second fondateur de Vaclaire, que l'on doit l'exécution du magnifique ensemble des stalles et du chœur des Pères.

Le prieur D. Ambroise de Gasc avait fondé en 1616, à Bordeaux, la Chartreuse de Saint-Bruno avec une colonie émigrée de Vaclaire ; il est tout naturel que les relations étroites, qui unissaient la maison périgourdine à sa filleule et à la capitale de la Guyenne, aient décidé du choix des deux Bordelais Golier et Thibaud pour cette grande entreprise. Malheureusement l'abbé Bellet, qui écrivait en 1738, nous fait bien connaître leurs noms et leurs ouvrages ; mais il ne nous dit pas à quelle époque ils sont venus à Vaclaire et s'ils y ont travaillé ensemble ou séparément. Il ressort seulement de son récit que Golier revint dans sa vieillesse à la Chartreuse où il consacra son ciseau à la décoration de l'église ; par conséquent ses œuvres doivent être plus nombreuses et s'échelonnent sur une plus longue période que celles de Thibaud. Golier était un véritable statuaire et ne travaillait pas seulement le bois puisqu'il est l'auteur de la Madone de Bergerac et probablement des belles figures des Vertus Théologiques et des Évangélistes. Thibaud, dont un homonyme était alors un des plus habiles ébénistes de Paris, a pu s'occuper plus spécialement des lambris.

Les stalles du chœur des Pères, d'un style classique très homogène, paraissent être la partie la plus ancienne de l'œuvre de Golier et de Thibaud et peuvent se placer à la fin du règne de Louis XIII ; les portes latérales et le retable de Saint-Laurent-des-Hommes semblent être, ainsi que les statues, plus avancés dans le règne de Louis XIV, tout en ne dépassant pas la fin du XVII^e siècle.

La solution est plus délicate pour les cariatides et la porte de la clôture du chœur à laquelle j'ai cru pouvoir les associer. En effet, l'abbé Bellet n'en parle pas dans sa relation. Il dit simplement que le chœur des Frères est d'ordre toscan et que « le Crucifix placé sur la porte avec les deux figures de saint Jean et de saint Bruno à ses côtés est d'une bonne

main. » Ces détails indiquent qu'il s'agit bien de la porte placée dans la clôture en face de l'autel. Un crucifix la dominait encore en dernier lieu, mais deux autels consacrés à saint Jean et à saint Bruno remplaçaient les anciennes statues. Il paraît difficile que l'abbé Bellet, si exact dans ses descriptions, n'ait pas mentionné un objet de l'importance et de la beauté de cette porte si elle s'y trouvait alors. Il est donc probable qu'elle fut placée seulement après sa visite, si, comme nous l'avons observé, elle a bien été achevée. Les vantaux, dont les moulures des panneaux inférieurs, que j'ai rapprochés plus haut de celles des prie-Dieu, peut-être modernes, des stalles, ne sont pas caractéristiques du ^{xvii}^e siècle, ainsi que les cariatides, dateraient seulement du ^{xviii}^e siècle et appartiendraient à la seconde campagne de la décoration de la grande chapelle pendant laquelle on a placé en 1762 l'autel de marbre et les boiseries de l'abside.

Ces boiseries ont-elles été, comme celles du ^{xvii}^e siècle, commandées à quelqu'un de ces ébénistes bordelais dont on admire encore les œuvres dans les églises et les hôtels particuliers ? Je n'ai pu m'en assurer. Il est possible qu'elles aient été exécutées à Toulouse par l'Italien Contestabile qui se chargea non seulement de terminer dans son atelier l'autel envoyé de Carrare, mais fournit également les boiseries du baldaquin. Quoique le style des boiseries de l'abside soit plus sobre et plus français que celui de l'autel, cependant le couronnement des sièges des officiants rappelle la forme du baldaquin, et les anges qui en ornent le sommet sont conçus dans le même esprit que ceux qui cantonnent les angles du tabernacle.

Tel est dans son ensemble le départ entre le ^{xvii}^e et le ^{xviii}^e siècle que l'on peut faire des boiseries de Vauclaire ; peut-être des documents authentiques pourront modifier la chronologie de certaines, mais en réunissant ces notes et en cherchant à les coordonner, je me suis avant tout proposé de conserver, par le texte et par l'image, le souvenir de l'ensemble artistique le plus complet de notre région, formé par plusieurs générations de religieux et dispersé à jamais.

M^{re} DE FAYOLLE.

CONTESTATIONS

AU SUJET DE LA FONTE DES CLOCHES DE LA CHAPELLE-GRESIGNAC

(1698).

Cejourd'hui, vingt troism^e jour du mois de novembre mil six cent nonente huict, au bourgt de la Chapelle Gresignac, à issue de la messe de paroisse, par devant le notaire royal soubz signé et p^{te} les tesmoins bas nommés, a esté p^{nt} en sa personne Mons^r. M^e Jean Bonal, prestre et curé de la dite paroisse de la Chapelle Grésignac; lequel, adressant ses parolles à Anthoine de Lacourt, Jaques et autre Jaques Rival, père et fils, Pierre Rival, Charles Jarry, Germain Simounet, Tiesue Andraud, Jean Rebout, Jean Grangier, Arnaud Planty, Jean de Lortige, marchand, le jeune, et autres habitants de la dite paroisse, et trouvés à l'issue de ladite messe, leur a dict et remontré qu'ayant faict venir par leur ordre un fondeur de closche, pour refondre l'entiesne avec une augmentation de métal et faire une autre closche, il fust passé une polisce entre ledit s^r curé, susdicts habitants et le nommé Roch, fondeur de closche, le premier de novembre dernier, par laquelle il fust convenu qu'on payeroit audit fondeur la somme de six vingts livres tant pour le fondage des closches que pour l'achat du métal; laquelle somme les dicts habitants auroient chargé le dit s^r Bonal de payer audit fondeur et de s'obliger pour eux en ce qu'ils se soumetoyent de lui rembourser l'avance de la somme de quatre vingts livres qu'on devoit faire le mesme jour audit fondeur, auxquelles fins il le chargeoit d'en faire faire la levée par Anthoine de Lacourt, saindict, sur le rolle de l'année mil six cent nonente trois, et pour les soixente livres pour parfaire la dite somme de cent quarante livres, les dicts habitants auroient faict cession et transport au dit s^r. Bonal d'un fonds appelé le Simetière Vieux pour la dite somme, o la charge par ledit s^r. Bonal de faire une renthe de cinq sols par an, pour estre employée à faire dire une messe de requiem; moyennant quoy ledit s^r Bonal devoit acquister la dite somme audit fondeur, et lesdits habitants estre quistes et deschargés du payem^t. dicelle, et autrement comme est contenu audit acte reçeut par Bargeyron, notaire royal: en exécution de laquelle convention et sur la foy dicelle ledit s^r. Bonal remontrant auroit payé à la descharge desdicts habitants dans le mesme temps audit fondeur la somme de quatre vingt dix livres pour achester le métal nécessaire et faict d'autres fournitures et avances au dit fondeur; lequel estant sur le point

de faire ledit fondage desdites closches, suivant la délibération des dits habitants, comme n'y ayant rien de plus nécessaire pour le service divin et pour la paroisse. Certains particuliers, poussés par un esprit mal intentionné, luy ont faict signifier un pretendut acte du neufviesme novembre mil six cent nonente huict, faict au requis de certains mineurs et autres non contribuables ny capables de donner voix, n'ayant aucung bien dans la dite paroisse ; lesquels, poussés dans une mauvaise intention, se sont opposés à ce qu'il y eu deux closches dans la dite église, disant l'entiesne estre suffisante, et que d'alhieus ils entendoient conserver le Simetiére Vieux. Quoy que la dite opposition ne deust arrester l'exécution dudit acte du premier novembre, attendu l'inhabileté des personnes, par lesquelles elle est formée, ledit s^r. Bonal a droict de répartir que ceste oposition seroit mal fondée, quand il ny auroit pas mesme d'inhabileté, attendu, comme il a dit pour sa response à leur prétendue oposition, qu'elle estoit mal fondée, puisque, sur la foy de l'acte public dudit premier novembre, il a payé la somme de quatre vingt dix livres au non des habitants ; et que le fondeur, quy estoit actuelle^t dans sa maison, avait achesté le métal et préparé ses moules et fourneaux pour le fondage, et que conséquament la convention debvoit estre exécutée, sy mieux on n'aymoit lui rembourser la dite somme advansée et autres frais et despans par luy employés ; mais comme les dits habitans se sont obligés de rembourser audit s^r. Bonal la dite somme de huictente livres, puisque d'alhieus ils n'ont tenu conte d'exécuter la dite convention et ce faisant d'en faire faire la levée par ledit Lacourt, scindict, sur le rolle de la dite année mil six cent nonente trois. A ces causes, ledit s^r. Bonal, quy a marché sur la foy de la dite convention et délivré son argent à la descharge des dits habitants, comme n'estant obligé de faire refondre l'antiesne closche ny d'en faire faire une nouvelle à ses dépans, les a sommés comme les somme par ses p^{tes}. d'exécuter la dite convention dudit premier novembre, et, ce faisant, luy rembourser la dite somme de quatre vingt dix livres et autres frais et avances qu'il a faict, et autrement luy procurer son paiement et le desdommagement en leur non propre ; les somme de plus ledit s^r. Bonal qu'ils ayent à lui payer les locations d'une maison depuis l'année mil six cent huictente deux jusques à la présante, et ce à raison de vingt livres par an, suivant leur convention et condennation en suite, le tout sans préjudice de son capital et d'autres droicts qu'il pretant contre eux ; les sommant, en outre, qu'ils ayent à faire vitrer l'esglise, leur déclarant qu'à deffaute de vitres, les injures du temps déperissent le tabernacle et empescheront de dire la s^{te} messe, à cauze

de la risque qu'il y a que le S^t Sacrement ne luy soit enlevé par le vant, et qu'en ses fins il les somme de nommer incessamment un scindict fabricien, protestant, à deffaut de ce, de tout se pourvoir en Justice, ainsin qu'il verra estre affaire, et de tous ses dépans, dommages et intérêts, parlant aux susdicts habitants, quy n'ont faict aucune response et auxquels a este laissé coppie tant desdicts actes du premier que du neufviesme novembre que du p^{ut}. acte. Dont et du tout a esté faict acte audit s^r. Bonal pour luy servir que de raison, sous le sel royal, ès presances de Jean Bilhac, s^r. dudit lieu, habitant du bourgt de S^t. Martial, et de Sicaire de Chavanat, habitant du bourgt de Gresignac, tesmoins cognus, ledit s^r Bonal et Bilhac ont signé, et non ledit de Chavanat, pour ne scavoir, de ce par nous enquis.

(Signé) : Bonal, curé de La Chapelle Greziniac, Bilhae p^{ut}., et De Lespinasse, no^{us} royal héréditaire.

Contrôlé à Vertillac, au 5 vol. fol. 30, n^o 10, le 23 novembre 1698.

(Signé) : Oudoing.

Pour copie conforme :

P. GENDRAUD.

QUITTANCE D'UN EXÉCUTEUR DE LA HAUTE JUSTICE

A PÉRIGUEUX EN 1722.

Aujourd'hui 1^{er} du mois de juin 1722, en la ville de Périgueux et dans l'étude du notaire royal soussigné, par devant icelluy et présents les témoins bas nommés a été présent en sa personne Pierre Bruisentier, dit Léveillé, exécuteur de la haute justice, et Léonard Halard, trompette de ladite ville de Périgueux, et ont déclaré avoir reçu comptant de présent de Pierre Camus, greffier en la maréchaussée générale de Guyenne au département de Périgord, y présent et déboursant la somme de vingt-deux livres douze sols, savoir audit Léveillé la somme de vingt livres, pour pendre et étrangler Pierre Rouveillat, à quoi il a été condamné par sentence prévôtale de ce jourd'huy, et audit Halard la somme de trente-deux sols, pour son assistance à ladite exécution, en qualité de trompette de la ville, et la somme de dix sols pour le dîner dudit Rouveillat, de laquelle somme de vingt-deux livres douze sols lesdits Léveillé et Halard en ont quitté ledit Camus et tous autres.

Comme aussi a été déclaré par lesdits Léveillé et Halard avoir ci-devant reçu dudit Camus, scavoir, ledit Léveillé la somme de sept livres dix sols pour avoir donné le fouet et flétri le nommé Bernard de Videau, accusé de crime de vol et condamné à la requête du procureur du Roi, par sentence prévôtale du second du mois d'août mil sept cent vingt-un, et ledit Halard, trompette, la somme de trente-deux sols pour son assistance à ladite exécution.

Comme aussi ledit Pierre Bruisentier dit Léveillé, exécuteur de la haute justice, a déclaré aussi avoir reçu avant lesdites présentes la somme de dix livres, pour avoir fait l'effigie du sieur Chevalier de Miramont, fils du sieur de Miremont, accusé et condamné en sa contumace à être pendu et étranglé jusqu'à ce que mort s'en suive, par sentence du 3 octobre dernier. Et a été déclaré aussi par ledit Camus avoir payé au peintre pour avoir fait le tableau de ladite effigie la somme de dix livres.

Comme aussi ont pareillement déclaré lesdits Bruisentier, exécuteur, et Halard, trompette, avoir reçu dudit Camus avant lesdites présentes, ledit exécuteur la somme de quinze livres, pour avoir donné le fouet et flétri les nommés Barthélémy et Antoine Jayet, à ce condamnés par sentence prévôtale du 21 janvier dernier, et la somme

de trois livres quatre sols que ledit Halard, trompette, a déclaré avoir receus pour avoir assisté à l'exécution de ladite sentence.

Comme aussi ont déclaré avoir reçu dudit Camus, scavoir ledit exécuteur la somme de sept livres dix sols pour avoir donné le fouet et flétri Etienne Carbonneau, condamné à ce par sentence du 24 février dernier, et ledit Halard la somme de 32 sols pour avoir assisté à ladite exécution.

Comme aussi ont déclaré avoir reçu dudit Camus, scavoir, ledit exécuteur par les mains dudit Camus la somme de quatre-vingt dix livres, pour avoir roué les nommés Pierre Aublanc et Jean Bodin à ce condempnés par sentence prévôtale du vingt-cinq février dernier, ou pour l'amende honorable coupé le poignet audit Aublanc et exposés, conformément à ladite sentence, trois livres quatre sols audit Halard pour son assistance, et quarante sols pour le dîner desdits Aublanc et Bodin ; desquelles sommes montant en total à celle de cent soixante treize livres 14 sols, les dits Boursentier dit Léveillé et Halard, trompette, en ont quitté et quittent ledit Camus et lui en ont concédé quittance pour s'en pourvoir pour son remboursement, ainsi qu'il verra estre à faire, contre le directeur des domaines de Sa Majesté, sous le scel royal et présences de Antoine Brun et Reymond Moine, praticiens, habitants de la présente ville, témoins qui en ont signé avec ledit sieur Camus et Halard, et non ledit sieur Bruisen-tier pour ne savoir de ce enquis. HALARD, CAMUS, BRUN, MOINE et LAVAVÉ, notaire royal.

(Extrait des Archives départementales.)

Pour copie conforme :

E. Roux.

UN CONTRAT D'APPRENTISSAGE

CHEZ UN MAÎTRE CHIRURGIEN

En 1745.

Au moyen âge, chacun le sait, les barbiers pratiquaient communément la saignée, la suture, l'extraction des dents et d'autres opérations chirurgicales.

Ils firent tant et si bien, qu'au commencement du dix-septième siècle leur corporation fut réunie à celle des chirurgiens en titre.

Louis XIV ayant en vue de relever le prestige de ces derniers, réorganisa en 1671 l'enseignement de l'Ecole royale de chirurgie du Jardin des Plantes et le confia exclusivement aux docteurs de l'Université.

Néanmoins, l'association corporative resta ce qu'elle était, jusqu'au moment où Louis XV, par un édit de 1743 proposé par d'Aguesseau, en écarta officiellement les barbiers. Cet édit instituait en outre « des degrés académiques » et prescrivait « des formes sévères pour la réception de maître en chirurgie. »

Il s'ensuivit une certaine émulation parmi les nouveaux disciples d'Hippocrate. La plupart d'entre eux appartinrent, du reste, à des familles bourgeoises et purent faire un apprentissage dans de sérieuses conditions.

Un document qui m'est tombé sous la main, en parcourant les minutes de M^e Joyeux, notaire à Saint-Privat-des-Prés (Dordogne), permet tant soit peu de s'en rendre compte.

Il s'agit d'un contrat passé en 1745 à Sainte-Aulaye, entre la veuve d'un notaire, M^{me} Delespine (1), agissant pour son fils, et le sieur Chambaudye, maître chirurgien à Bazac, localité voisine.

(1) Vers la même époque, il y eut aussi, non loin de Sainte-Aulaye, dans la commune de Festalemps, comme maître en chirurgie, le sieur Barthélemy Gaillardon, issu d'une famille de notaires et qui devint ensuite le chef d'une lignée de médecins. (Voir registres paroissiaux de cette commune.)

La durée de l'apprentissage du jeune homme était de trois ans. Le maître s'engageait à lui apprendre toutes les connaissances de sa profession, à le nourrir, le blanchir et le coucher, moyennant la somme de 35 livres par an (1). La mère devait entretenir son fils de linge et d'habits, de rasoirs et de lancettes.

Voici la copie textuelle de ce document :

*Contrat d'apprentissage de chirurgien entre Chambaudye
et Marie Bruneau pour son fils.*

« Aujourd'hui troiziesme du mois de fevrier mil sept cent quarante cinq, par devant le no^e soussigné et en presence des témoins cy bas nommés, furent presents François Chambaudye, m^e chirurgien, demeurant au bourg de Bazac en Saintonge d'une part, et demoiselle Marie Bruneau, veuve de feu maître Clément Delespine vivant no^e et procureur, demeurante en la ville de St-Aulaye d'autre part, lesquelles parties de leur bongré et volonté ont fait les acord, convention et marché qui suit, savoir est que le dit s^r Chambaudye a promis de prendre Jean Delespine, fils aîné de ladite dem^{lle} Bruneau et dud. feu Delespine, pour le temps et espace de trois années consécutives, pour luy aprendre sa profession et métier de chirurgien, pendant lesquelles trois années il sera tenu le coucher, le norrir et faire blanchir son linge, moyennant que ladite Bruneau a promis comme elle sera tenuë de bailler et payer audit s^r Chambaudye, pour ledit aprantissage de chirurgien, la somme de cent cinq livres, payable en trois paiements égaux de la somme de trente-cinq livres chaque payement, à commencer le premier payement des dites trente cinq livres au jour et feste de Paques prochain que ledit Jean Delespine yra commancer son apprentissage de la profession de chirurgien, en la maison dudit s^r Chambaudye, et trente cinq livres audit jour et feste de Paques, un an après, et les autres trente cinq livres l'année ensuite aussy audit jour de Paques suivant, un terme ne cessant pour l'autre, en ce que aussy ladite demoiselle Delespine [se charge] d'entretenir son dit fils d'habits et linge pendant lesdites trois années, et aussy lui avoir un étuit garni de razoir et lancettes pendant lesdites trois années. Tout ce que dessus a esté ainsy voulu et stipulé et accepté par les parties

(1) On peut être fixé approximativement sur la valeur représentative de cette somme, si l'on songe qu'alors une belle vache adulte était estimée de 70 à 80 livres et un veau de deux ou trois mois, de 18 à 20 livres. (Voir les susdites minutes, baux à ferme de 1700 à 1750).

qui à l'entretien^t elles ont obligé et hipotéqué leurs biens meubles et immeubles présents et futurs, promis, jurés, jugés, condamnés, renonçant, soumettant, et fait et passé en la ville de Saint Aulaye, en presence de François Gros dit Robinaud, marchand, dem^t au lieu de Meneclaud, paroisse de La Menècle, et de Jean Desruës, laboureur, dem^t au lieu de Sainsac, paroisse de S^t Privat, témoins connus et requis, et a ledit Gros signé aveq ledit s^r Chambaudye, ladite demoiselle Bruneau et ledit Jean Delespine fils, et non ledit Desruës, témoin qui a déclaré ne savoir signer de ce dument enquis et interpellé. »

Signatures : CHAMBAUDIE, BRUNOS, DELÉPINE, GROS,
ANDREAUD, no^rs à S^t Aulaye.

» Contrôlé à Aubeterre le vingt fevrier 1745.

» Reçu vingt-quatre sols ».

Signé : JOYEUX.

Cet acte avait été contrôlé à Aubeterre parce que Sainte-Aulaye faisait alors partie de l'Angoumois.

UN CONTRAT D'APPRENTISSAGE

CHEZ UN TAILLEUR D'HABITS

En 1766.

Un autre contrat que j'ai trouvé parmi les vieux papiers de ladite étude de Saint-Privat peut nous donner une idée des conditions d'apprentissage d'un tailleur d'habits au dix huitième siècle.

Cette pièce est ainsi libellée :

« Par devant les No^{rs} soussignés a comparu en personne Barthelemy Rouzier, tailleur d'habits, demeurant au village du Massias, paroisse de S^t Michel de Lécuze, comté de S^t Aulaye, lequel de sa bonne vollonté a promis par ces présentes et comme il s'y oblige, d'apprendre son métier de tailleur a Jean Grollier, mineur, fils de deffunt Jacques Grollier et de Marguerite Gard, laquelle icy presente et acceptante pour sond^t fils, demeurante au lieu de La Renurie, paroisse de Chenaux ; lequel dit Rouzier gardera led^t Grollier l'espace de trente mois, qui ont commencé le vingt quatre du mois d'aoust dernier et finiront à pareil jour led^t temps expiré, pendant lequel led^t Rouzier

montrera assiduement son métier de tailleur du mieux de son possible et sera tenu de le nourrir et ne pourra le renvoyer sans raisons légitimes qu'il sera aussy obligé de prouver, comme aussi led. Grollier obéira aud^t Rouzier dans tout ce qui consernera son apprentissage ; et lad^e Gard, sa mère, s'oblige pour lui de le faire rester pendant le temps cy dessus convenu avec led^t Rouzier, et outre ce, de bailler et payer à ce dernier pour led^t apprentissage la somme de douze livres sur laquelle led^t. Rouzier a déclaré avoir cy devant reçue celle de six livres et les autres six livres lui seront payées à la fin desdits trente mois aux peines de droit ; tout ce que dessus sera réciproquement exécuté par les parties à telles peines que de droit, obligeant, soumettant, et^{ra}. Fait et passé en la ville de Saint Aulaye le vingt septieme janvier mil sept cent soixante six, et ont les parties déclaré ne savoir écrire de ce sommées, les frais du present acte seront faits par lad^e Gard. »

Signé : ANDRAUD, no^{re} à S^t Aulaye.

« Contrôlé à Aubeterre le 31 janvier 1766. Reçu treize sols y compris six sols pour livre ».

Signé : PEYREVALLE.

Douze livres pour trente mois d'apprentissage et la nourriture, soit moins de deux sous par semaine, cela paraîtrait bien peu, si l'on ne considérait la relativité des choses (1). Alors, en effet, les tailleurs travaillaient généralement à domicile dans nos campagnes ; le patron comme l'apprenti étaient nourris par les clients qui payaient à la journée ou à la façon, ou contractaient un abonnement d'une année à l'autre, moyennant quelque boisseau de blé ou de méture. De sorte que chacun y trouvait son compte. L'argent avait effectivement moins de valeur qu'à présent, tout étant moins cher ; puis, la vie était simple et frugale, sagement ordonnée ; toute superfétation coûteuse, tout luxe était inconnu.

A. DUBUT.

(1) De nos jours, dans le Ribéraçois, un garçon tailleur paie ordinairement une centaine de francs au patron pour un apprentissage de 18 mois.

VARIA

NOTES ET DOCUMENTS :

SYLVESTRE BUDES EN PÉRIGORD (1371).

Né en Bretagne, entre 1315 et 1325 (1), d'une famille assez étroitement apparentée avec les Du Guesclin, Sylvestre Budes fut un de ces aventuriers comme le xvi^e siècle en connut, pour son malheur, tant d'exemplaires. La guerre était alors une profession fort en honneur, et nombreux les chefs de bandes qui, vivant de leur épée, ayant leur fortune à faire et toujours en quête de butin, servaient qui les payait, jusqu'au jour où une surenchère les inclinait à changer de parti. Personnages peu recommandables en somme et dont la destinée n'était pas, pour l'ordinaire, de mourir tranquillement dans leur lit !

Sylvestre Budes eut, comme tous ses pareils, une vie fort agitée. Il était aux côtés de son cousin Bertrand Du Guesclin à Cocherel et à Auray (1364), et il l'accompagna dans ses deux expéditions d'Espagne (1367 et 1369). Il pilla la France de 1374 à 1376, ravagea de 1376 à 1379 l'Italie, où il servit successivement le pape Grégoire XI, puis l'antipape Clément VII, et mourut à Mâcon au début de 1380, décapité par ordre du bailli royal qui l'avait fait arrêter. Pourquoi ? L'historien de Sylvestre Budes estime, avec toute apparence de raison, que notre aventurier avait dû commettre quelque crime de droit commun dont on profita pour se débarrasser de lui. Le roi Charles V tint peu, sans doute, à sauver ce routier à la réputation plus qu'équivoque. Quant à croire que le dernier patron de Budes, Clément VII, ait intercedé en sa faveur, cela est d'autant moins probable que le capitaine avait, dit-on, réclamé à ce pape de l'argent qu'il lui avait prêté. Il était assez tentant de laisser éteindre la dette avec le créancier !

Au cours de son existence désordonnée, Sylvestre Budes vit bien des pays. Il était naturel qu'il vint en Périgord, alors théâtre de luttes incessantes entre Français et Anglais. C'est à ce titre qu'il nous intéresse.

(1) D'après Léon Mirot, dont nous avons utilisé l'intéressante étude *Sylvestre Budes (13??-1380) et les Bretons en Italie*, publiée dans la *Bibliothèque de l'Ecole des Chartes*, années 1897, 1898, tomes LVIII, LIX, puis tirée à part.

En 1370, « Sylvestre Budes était associé, pour guerroyer, à un autre chef breton. Jean de Malestroit. Budes et Malestroit commandaient pour le duc d'Anjou, frère du Roi, la forteresse de Sainte-Bazeille (1), lorsqu'en janvier 1371 les Anglais assiégèrent Montpon (2). A cette nouvelle, les défenseurs de Sainte-Bazeille décidèrent de secourir la place. Ne pouvant abandonner leur garnison, ils tirèrent au sort qui porterait du renfort. Budes fut désigné, et lui, treizième, parvint à se jeter dans Montpon, qui, du reste, ne tarda pas à succomber » (3).

Cet épisode présente Budes sous un jour flatteur, et l'on reconnaît sans peine dans l'auteur de ce hardi fait d'armes le petit cousin de Du Guesclin. Mais, à peu de temps de là, notre capitaine semble s'être comporté à l'égard d'un seigneur périgourdin, de façon à attirer sur lui les foudres de la justice royale. « En même temps qu'il occupait Sainte-Bazeille, Budes s'était rendu maître de certains châteaux-forts de la région, celui de St-Jean-de-Côle, entre autres. La possession de ce dernier lui attira, à la fin de 1371, un procès en Parlement. Pierre des Monts (4) seigneur de Saint-Jean, l'attaqua, en effet, lui reprochant de s'être emparé de ce château et de plusieurs autres lui appartenant. Par action reconventionnelle, Budes accusa son adversaire de l'avoir injurié en présence du duc de Bourbon. Détenu au Châtelet, Budes demanda son élargissement. La Cour, le 19 décembre 1371, arrêta qu'il devrait, avant le 14 mars 1372, dimanche de la Passion, remettre les forteresses contestées entre les mains du duc d'Anjou, chargé de les occuper au nom du Roi, qu'il demeurerait prisonnier dans l'enceinte de la vicomté de Paris jusqu'à cette remise ou jus-

(1) Lot-et-Garonne, arr. et cant. de Marmande.

(2) M. Mirot, *op. cit.* (p. 7, note 2, du tirage à part) identifie Montpon avec Montpaon, Aveyron, arr. de Saint-Afrique, cant. de Cornus. L'erreur a été rectifiée par Dénifle, *La guerre de Cent Ans*, etc., t. I, p. 586, note 5, qui donne à l'appui de son identification (Montpon, Dordogne) d'excellentes raisons. D'après Froissart, rectifié par S. Luce (Froissart, t. IX, p. xi-xii), Budes serait parti de Saint-Macaire (Gironde, arr. de La Réole) et non de Sainte-Bazeille.

(3) L. Mirot, *op. cit.*, p. 7. A la suite de la prise de Montpon, Louis d'Anjou envoya diverses sommes d'argent aux défenseurs de la place pour payer leur rançon (d'après un acte daté de Nîmes, 26 mars 1371 [en. st.], Bibl. nat., ms. fr. 20586, fol. 33, cité par L. Mirot, *ibidem*, note 1). Sur le siège et la prise de Montpon par les Anglais, v. Dessalles, *Hist. du Périgord*, t. II, p. 298-299, où, par suite d'une erreur d'impression, le nom de Sylvestre Budes est travesti en *Souvestre Rudes*.

(4) Ou Desmons (*de Montibus*).

qu'au paiement d'une caution de 20.000 l. t., enfin, qu'après cette restitution ou ce dépôt, il devrait séjourner à Paris, au gré de la Cour. Il lui était, en outre, interdit, sous peine d'une amende de 10.000 l. par., de poursuivre ou de tourmenter Pierre des Monts au sujet de cette affaire » (1).

Cet arrêt, rendu par le Parlement de Paris le 19 décembre 1371, nous a paru mériter d'être reproduit. Outre qu'il est inédit et qu'il offre un certain intérêt pour l'histoire locale, intérêt grâce auquel il valait de n'être pas négligé, il apparaît comme éminemment suggestif au point de vue de la procédure. C'est un *beau* jugement, bien en forme, très moderne, pourrait-on dire, par l'abondance et la variété des moyens invoqués tant pour l'attaque que pour la défense. Il dénote, de la part des adversaires, une connaissance du *maquis* judiciaire, presque humiliante pour le siècle actuel, qui verra par là combien peu il doit s'enorgueillir de l'habileté qu'il montre en chicane. Moins de cent ans après que les légistes de Philippe le Bel eurent, pour ainsi dire, créé celle-ci, elle avait déjà atteint ce haut degré de perfection !

Nous donnons ci-après le texte de cet arrêt :

Lite mota in curia nostra inter procuratorem nostrum generalem pro nobis ad omnes fines et dilectum ac fidelem nostrum Petrum de Montibus, militem, ad finem civilem dumtaxat tendentem, actores ex una parte, et dilectum nostrum Silvestrum Budes, armigerum, defensorem, ex altera, tam occasione captionis, occupationis et detentionis fortalicii Sancti Johannis de Scola et bonorum mobilium dicti Petri in ipso fortalicio, ut dicebat idem miles, existentium, quam quorundam aliorum locorum seu fortaliciorum atque bonorum pro parte ipsorum actorum plenius declaratorum, que quidem bona et fortalicia dictus Silvester illicite, dampnabiliter et injuste in maximum prejudicium atque dampnum dicti Petri, per certum tempus, occupaverat et detinuerat ac occupabat et detinebat, ut iidem actores asserebant.

Pro parte ipsorum actorum pluribus factis, causis et rationibus per ipsos plenius allegatis et declaratis, exstitit inter cetera requisitum, quod dictus Silvester, per manus appositionem, de precepto dicte curie nostre, prisonarius arrestatus, et per eandem nostram curiam, per vicecomitatum Parisiensem, sub penis, promissionibus et obligationibus in casibus criminalibus prestare consuetis, per ipsum in manibus dicte nostre curie propter hoc corporaliter prestitis, elargatus, in Castelletto nostro Parisiensi prisonarius poneretur et detine-

(1) L. Mirot, *op. cit.*, p. 7-8.

retur, donec dicta fortalicia et bona prefato Petro realiter et de facto reddita et restituta, aut saltem in dicta manu nostra tanquam superiori, absque dicti militis prejudicio, in casu quo causa hujusmodi dilationem reciperet, detenta et posita exstitissent et essent, et ad hoc, aliis viis et modis licitis, dictus Silvester compelleretur, prout dicte nostre curie videretur, plures alias conclusiones tam civiles quam criminales contra dictum Silvestrum faciendo.

Dicto Silvestro, pluribus factis, defensionibus et rationibus, pro parte sua, in contrarium latius propositis, inter cetera petente dictum militem ad proposita per ipsum, attento quod eundem Silvestrum, de et super detentione dictorum fortaliciarum et presertim dicti fortalicii de Sancto Johanne et aliis premissis, alias quittaverat non admitti ac restas et conclusiones contra ipsum per dictos procuratorem nostrum et militem, ut dictum est, petitas, minime fieri, et quia dictus miles, in blasphemiam, dedecus et vituperium dicti Silvestri, eodem Silvestro absente, in presentia carissimi fratris nostri ducis Borbonii, dixerat et exposuerat quod prave, false et injuste, dictus Silvester predictum fortalicium de Sancto Johanne detinuerat et occupaverat ac detinebat et occupabat, requirebat idem Silvester quod dictus miles, in dicta nostra curia et in presentia dicti ducis, de verbis hujusmodi tanquam dedecoratus se dediceret, nisi eadem verba contra ipsum Silvestrum manutenere aut verificare vellet, quo casu idem Silvester tanquam venerabilis et fidelis nostri ut defensor, per gagium duellare aut per bellum se super hoc defendere offerebat ac predictum militem super hoc summabat, litteras nostras super hoc tradi requirendo. Et ulterius protestabatur de proseguendo de et super hoc militem sepedictum coram nobis et alibi, dum et quotiens ac prout sibi videretur expedire, manum nostram ad ejus corpus, ut predictum, appositam levare et amoveri cum instantia requirendo, pluresque alias conclusiones petitionibus et requestis dictorum actorum contrarias faciendo.

Prefatis actoribus replicando dicentibus quod, attento quod causa predicta in eadem curia nostra, superiori regni nostri justitia, personamque nostram representante, fuerat et erat introducta et pendebat, dictus Silvester coram nobis aut alio quocunque, prefatum militem alibi quam in ipsa nostra curia, occasione premissorum, per gagium duellare vel alias proseguere non poterat nec debebat in futurum, quapropter littere nostre per dictum Silvestrum, ut premittitur, requisite, sibi nullatenus concedi debebant, sed quia dictus Silvester verba injuriosa et diffamatoria de dicto milite ac in sui dedecus redundantia per advocatum per ipsum advocatum pro-

ferri fecerat, ipse Silvester, nobis et dicte nostre curie ac prefato militi, emenda honorabili et utili per dictam nostram curiam arbitrandam, emendare debebat, sic dici et pronunciari et ad dictas requas predictum militem protestationibus et summationibus per dictum Silvestrum, ut premittitur, factis, protestationes contrarias facientem admitti, petendo, et ad nonnullos alios fines concludendo.

Eodem Silvestro plura ex adverso duplicando proponente et quod pro dictis verbis aliquam emendam facere seu prestare nullatenus teneretur et alias, ut supra, concludente.

Tandem auditis dictis partibus in omnibus que circa premissa dicere, proponere, petere et requirere voluerunt, consideratisque ipsarum partium rationibus et omnibus aliis que dictam nostram curiam circa premissa movere poterant et debebant.

Predicta nostra curia, per arrestum suum, fortalicium Sancti Johannis de Scola supradictum, una cum omnibus bonis, rebus, redditibus, emolumentis et aliis quibuscunque redibentiis seu profectibus, que causa et occasione hujusmodi fortalicii ab habitatoribus ample patrie circumvicine et aliis per dictum Silvestrum aut ab eo deputatum vel deputatos, pretextu pactionum, conventionum, redemptionum vel alias quomodolibet, exigere, capi, recipi et levare consueverunt, in manu nostra posuit atque ponit, et ulterius per idem arrestum ordinavit et ordinat quod fortalicium predictum una cum emolumentis antedictis in manu carissimi germani et locumtenentis nostri in partibus occitanis, ducis Andegavensis, pro nobis, absque dictorum militis et Silvestri ac alterius cujuscunque prejudicio, realiter et de facto tradetur et ponetur, ac in et sub dicta manu prefati germani nostri tanquam in nostra tenebitur, per alium quam per predictos militem et Silvestrum regendum, gubernandum et tute servandum, quousque per dictam nostram curiam fuerit super hoc aliud ordinatum.

Dictusque Silvester in statu quo nunc est, videlicet infra vicecomitatum Parisiensem, ut premittitur, elargatus prisionarius remanebit, donec fortalicium predictum in manu dicti germani nostri vel commissarii seu commissariorum ab ipso germano nostro super hoc deputandi seu deputandorum realiter et de facto reddetur et tradetur, aut quousque dictus Silvester in manibus dicte nostre curie cautionem viginti mille librarum turon. de dicto fortalicio, in manibus ipsius germani nostri vel commissarii seu commissariorum suorum hujusmodi, infra instantem diem dominicam qua cantabitur in ecclesia *Judica me*, reddendam et tradendam prestiterit, quem quidem terminum eadem nostra curia prefato Silvestro propter hoc prefixit et

prefigit. Dicto autem fortalicio sic reddito et tradito, aut prestita seu reddita cautione predicta, dictus Silvester, sub penis, promissionibus, obligationibus et submissionibus in casibus criminalibus in ipsa curia nostra prestari solitis, domicilium infra bastidas ville nostre Parisiensis in hac causa et ejus dependentiis eligendo usque ad bene placitum et ordinationem dicte nostre curie, ubique elargabitur ac ipsum eo casu dicta curia nostra ubique elargavit et elargat, quodque dictus Silvester pro verbis predictis non emendabit nec litteras per eum, ut premittitur, requisitas habebit. Per idemque arrestum dicta nostra curia prefato Silvestro sub pena decem mille librarum par., nobis et dicto militi mediatim, si secus egerit, reddendarum et solvendarum, inhibuit et inhibet ne predictum militem, occasione premissorum, alibi quam in dicta nostra curia qualitercunque prosequatur. In ceteris autem hinc inde petitis et requisitis, partes predictae et earum quelibet erant et sunt admittende et ipsas dicta nostra curia admisit et admittit, sed sine factis non poterant neque possunt expedire, et ideo facient facta sua, super quibus certi per dictam nostram curiam deputabuntur commissarii, qui veritatem inquirent, qua inquisita et prefate nostre curie reportata, fiet jus.

Pronunciatum XIX^a die decembris M^o CCC^o LXXI^o. Seris (1).

Qu'advint-il ensuite de Sylvestre Budes ? Il semble qu'il se libéra rapidement et qu'il ne tarda pas à rejoindre les Bretons demeurés, avec Jean de Malestroit, à la solde du duc d'Anjou. Celui-ci, pour le récompenser de ses services, lui donna 200 francs destinés à l'achat d'un cheval (2). Après quoi, notre routier courut à de nouvelles aventures jusqu'à la dernière, qui, comme nous l'avons dit, lui fut fatale.

R. VILLEPELET.

(1) Arch. nat. (X^{ta}) 8, fol. 262.

(2) L. Mirot, *op. laud.*, p. 8.

PASSAGE DU DUC ET DE LA DUCHESSE D'ANGOULÊME

A PÉRIGUEUX EN 1815.

M. Dujarric-Descombes apporte quelques renseignements complémentaires sur le séjour, à Périgueux, du duc et de la duchesse d'Angoulême, dont M. Durieux a rappelé le centenaire dans la séance du 4 mars.

Notre vice-président a puisé ces renseignements dans les souvenirs de jeunesse de Mme Marie-Louise Cellérier, veuve de M. Révolte-Bellisle, ancien notaire et maire de Celles, où elle est décédée, plus que nonagénaire, en 1894. Parmi ses souvenirs de la fin du premier Empire et de la Restauration, écrits sous sa dictée par son fils aîné, figurait le récit de la « très belle réception » faite au duc et à la duchesse d'Angoulême, aux premiers jours de mars 1815, à Périgueux.

Les princes y arrivèrent par la route de Paris. Le feu prit à l'arc de triomphe, dressé à la jonction du boulevard, ce qui fut considéré comme un mauvais présage.

« La voiture qui conduisait les visiteurs princiers entra dans la cour de l'ancienne préfecture. Vingt jeunes filles, vêtues de blanc, ayant des lis dans les cheveux et à la ceinture, portant un voile blanc, attendaient sur le perron. Elles suivirent le duc et la duchesse dans un salon, à gauche. M^{lle} Rivet, fille du Préfet, lut un compliment à la duchesse et lui offrit une corbeille de fleurs. M^{lle} Rivet se prit à pleurer et ne put continuer ; la duchesse l'embrassa. »

Au nombre de ces jeunes filles, âgées de 15 à 18 ans au plus, choisies dans les bonnes familles de la ville, on remarquait : M^{lle} Rivet, plus tard Mme Dupont de Bosredon, mère de notre regretté vice-président M. Philippe de Bosredon ; M^{lle} Véchembre, devenue depuis l'épouse du général de Bar ; M^{lle} Vidal, fille du maire ; M^{lle} Cellérier, plus tard Mme Bellisle, fille de M. Paul-Emeric Cellérier, alors conseiller de préfecture, puis secrétaire-général et sous-préfet de Ribérac et de Murat ; etc.

« Les jeunes filles se rendirent ensuite chez Mme Gérard, femme du payeur, où une collation leur fut servie. Dans la soirée, on alla de nouveau à la préfecture, où un dîner fut offert aux princes et à leur suite. Un chœur d'hommes et de jeunes filles chanta une Cantate en l'honneur des Bourbons.

« Un grand bal eut lieu dans une salle du collège. Les jeunes filles y devancèrent les princes. Une estrade, richement décorée, avait été dressée dans le fond de la salle. Les princes étaient sur des fauteuils ; derrière eux, debout, MM. de Montmorency et de Damas. Ils passèrent

là plusieurs heures, mais ne dansèrent pas. Avant de se retirer, ils firent le tour de la salle et parlèrent à plusieurs personnes.

« Le lendemain, ils partirent pour Bordeaux, avec leur suite, et s'arrêtèrent, à la sortie de la ville, pour passer une revue de la garnison, dans la prairie de Chamiers. Toute la population y assista. Un incident se produisit. La duchesse ayant voulu décorer de sa main le capitaine Courtois, ce dernier jeta la croix de St-Louis par terre. A ce moment, les affidés bonapartistes, au nombre desquels était le capitaine, connaissaient le débarquement de Napoléon à Cannes (1^{er} mars 1815). C'est ce qui explique la conduite de Courtois.

« C'est à Périgueux que le duc et la duchesse apprirent la nouvelle de ce débarquement. Cet événement donna lieu à toutes sortes de commentaires. Le temps fut magnifique durant le court séjour des princes (6 et 7 mars).

« La duchesse n'était point jolie. Elle semblait porter encore autour de ses yeux les traces des larmes nombreuses qu'elle avait versées dans son enfance et dans sa jeunesse. Sa physionomie était triste. Elle avait grand air. Elle portait une robe verte, coiffée d'une toque blanche ornée de plumes blanches, dont le bout était vert. Elle est représentée avec ce costume dans le tableau du Musée de Bordeaux, représentant son embarquement pour le Portugal, peu de jours après, départ motivé par le succès croissant de la marche de Napoléon sur Paris.

« Le duc était fort laid, très maigre. Il avait le nez busqué, la figure allongée. Il portait l'uniforme de lieutenant général.

« Il repassa deux ans après, à Périgueux, seul. Il y resta peu de temps. Le lendemain de son arrivée, de bonne heure, il passa la revue de la garnison sur les allées de Tourny. Il repartit peu d'heures après.

« Pendant les Cent-Jours, M. Cellérier loua sa maison de la rue du Plantier au général Lucotte, commandant la division de Périgueux. Quelques semaines après, lui et sa famille quittèrent Périgueux pour Celles, où ils passèrent la plus grande partie des Cent-Jours..... »

M. Dujarric joint à sa communication une copie du temps des couplets composés par le marquis de Moneys, qui furent chantés au duc et à la duchesse d'Angoulême. En voici le texte :

COUPLETS CHANTÉS AU DUC ET A LA DUCHESSE D'ANGOULEME
sur l'air : *Femmes, voulez-vous éprouver.*

Fille des rois, prince chéri,
Objets sacrés de notre hommage,
Enfin nous pouvons aujourd'hui
Semer de fleurs votre passage.

Et nous livrant au doux transport
Qu'excite ici votre présence,
Vous exprimer du Périgord
L'amour et la reconnaissance.

- En finissant nos longs malheurs
Vous avez oublié les vôtres,
Que de vertu dans les grands cœurs !
Ah ! réglez toujours, sur les nôtres.
Princes adorés, nous sentons
Dans ce beau jour qui nous rassemble,
Que les Français et les Bourbons
Ne peuvent être heureux qu'ensemble.

Au digne fils du bon Henri,
A Louis, des rois le modèle,
Portez nos vœux et dites-lui,
Le Périgord vous est fidèle.
Comme il aimait le Béarnais,
Sire, ce peuple vous révère.
Là tous les cœurs sont bien français,
Car tous vous y nomment leur père.

A. D.-D.

NÉCROLOGIE

M. REVERDIT

Le 6 février dernier, mourait à Tonneins, où il avait pris sa retraite, notre confrère M. Reverdit ; il faisait partie de la Société historique et archéologique du Périgord depuis le 27 mai 1877.

Né le 19 mai 1838 à Claviers (Var) et issu d'une ancienne famille qui a donné au pays un évêque et plusieurs notables magistrats, notre confrère entra de bonne heure dans l'Administration des Tabacs ; il fut successivement commis de culture à Cherveix, Cubjac, Le Bugue, Thiviers, Montignac, garde-magasin à Tonneins et enfin commis principal à la manufacture de Toulouse, au moment où il prit sa retraite, il y a quelques années.

Les courses fréquentes que son service l'appelaient à faire dans la campagne lui donnèrent l'occasion et le goût de recueillir d'abord des coquilles fossiles, si nombreuses dans la plupart de nos champs ; mais sa liaison avec Michel Hardy, alors son collègue dans la même administration, l'amena vite à orienter ses recherches vers la préhistoire.

Celle-ci le passionna et devint bientôt le sujet de ses études favorites ; son séjour au Bugue lui permit de faire quelques explorations fructueuses dans la région des Eyzies, notamment aux Laugerie haute et basse ; de Thiviers où il fut appelé ensuite, il put aisément, conseillé et dirigé par Hardy, faire d'intéressantes fouilles dans la grotte de Cognac, où il trouva de nombreux objets, et dans laquelle il constata l'existence des industries solutréenne et néolithique, mais c'est surtout dans la région de Montignac qu'il fit ses principales découvertes.

Pour se rendre compte de leur importance, il suffit de jeter un coup d'œil sur la carte qu'il dressa des gisements préhistoriques de cette région privilégiée (*Stations et traces préhistoriques dans le canton de Montignac-sur-Vézère : Bulletin*, tome V, 1878, p. 384 et suiv.) Dans presque toutes les communes du canton, des stations qu'il découvrit et fouilla en partie, de nombreuses traces d'habitations en plein air, qu'il n'eut pas le loisir d'explorer, y sont indiquées ; une planche qui accompagne cette carte donne le dessin de quelques-unes des pièces recueillies par lui, dessins extraits d'un volumineux album qu'il se plut à former lui-même. Quelques-unes de ses découvertes furent signalées dans les *Bulletins* de la Société d'histoire naturelle de Toulouse.

Ses nombreuses récoltes dont bénéficièrent souvent ses amis (le Musée du Périgord lui doit une belle série de l'abri classique du Moustier), lui permirent de constituer une collection renommée. Commencée en 1875, elle prit vite un développement assez considérable ; les spécialistes l'appréciaient grandement ; mais ce ne fut pas tant pour le choix remarquable des pièces qui la composaient que pour la précision et la sûreté des indications archéologiques qui les accompagnaient. Cette collection est entrée, il y a quelques années, dans celle de M. le docteur Allen Sturge, à Nice, l'une des plus importantes qui existent.

Aussi modeste et peu bruyant qu'il fut ami sûr et excellent confrère, Reverdit était très estimé de tous ; ses connaissances en préhistoire étaient sérieuses et basées sur des observations consciencieuses et éclairées, et si ses travaux n'eurent pas pour guide la

précision méticuleuse sans laquelle aujourd'hui il n'est point de salut, Reverdit eut au moins l'honneur de comprendre l'intérêt de la préhistoire à une époque où, loin d'être appréciée à sa valeur, cette science n'était considérée que comme un passe-temps puéril et sans portée.

Les préhistoriens sont peu nombreux dans notre Société, la disparition de Reverdit laissera un vide regrettable, surtout pour ceux qui s'honorent de l'avoir connu.

M. FÉAUX.

Deux planches accompagnent cette livraison : la 1^{re} représente des cartatides en bois de noyer ; — la Vierge et l'Enfant Jésus, pierre provenant de la Chartreuse de Vauclaire ; — la 2^e représente la Foi, l'Espérance et la Charité. Figures du Lutrin de Vauclaire par Goussier et Thibaut (XVII^e siècle).

Le gérant responsable, H. ÉTOURNEAU.

BULLETIN

DE LA SOCIÉTÉ

HISTORIQUE ET ARCHÉOLOGIQUE

DU PÉRIGORD

PARAISANT TOUS LES DEUX MOIS

TOME XLII. — CINQUIÈME LIVRAISON



PÉRIGUEUX

IMPRIMERIE RIBES, RUE ANTOINE-GABAUD, 14.

Septembre-Octobre 1913

SOMMAIRE

DES MATIÈRES CONTENUES DANS LA 5^e LIVRAISON

	Pages
Séance mensuelle du jeudi 5 août.....	281
— du jeudi 2 septembre.....	293
Les archives de Fontgrenon (M. A. DUJARRIC-DESCOMBES)..	305
Anciennes tribunes et buffet d'orgue de l'église Saint- Front (M. l'abbé J. Roux).....	316
Le Périgord militaire : Gendarmes de la Garde du Roi (1685-1787) (M. Joseph DURIEUX).....	325
Une aïeule de notre Société (M. E. ROUX).....	344
VARIA. — Une contribution à l'histoire de la Fronde en Périgord : Les mémoires de M ^{me} de la Guette (M. R. V). ..	6
NÉCROLOGIE. — M. le chanoine Goustat, curé de Pontours (M. le D ^r BEAUCHAMPS)	365

SÉANCES MENSUELLES
DE LA
SOCIÉTÉ HISTORIQUE ET ARCHÉOLOGIQUE DU PÉRIGORD

Séance du jeudi 5 août 1915.

Présidence de M. le marquis de FAYOLLE,
président.

La séance est ouverte à une heure, dans la salle habituelle.

Sont présents : MM. Charles Aublant, Bayle, le marquis de Bourdeille, Jean Dupuis, le marquis de Fayolle, Féaux, Robert de Fleurieu, Jules Pellisson, le comte de Saint-Saud et Villepelet.

S'excusent : MM. Dujarric-Descombes et Charles Durand.

Le procès-verbal de la précédente réunion est lu et adopté.

M. le Président nous annonce la mort de notre vénérable confrère M. le chanoine GOUSTAT, curé de Pontours, qui avait donné au *Bulletin* de bons travaux depuis la fondation de la Société ; en 1875, *Pontours, son antiquité, son importance, ses monuments* ; en 1882, *De la sépulture des Gontaut-Biron à Cadouin, à Biron et à Badefol* ; en 1883 et 1884, *La Linde et les libertés communales à La Linde*, etc. C'est donc un de nos membres travailleurs qui disparaît.

L'assemblée exprime de sympathiques regrets.

Suivant une pieuse coutume, une notice nécrologique sera consacrée à sa mémoire.

Notre bibliothèque a reçu, dans le courant du mois dernier, les ouvrages suivants :

Bulletin trimestriel de la Société des Antiquaires de Picardie, année 1914, 2^e, 3^e et 4^e trimestres, deux fascicules in-8^o, avec une estampe, et année 1913, 1^{er} trimestre, un fascicule, avec

onze planches de landiers des xv^e et xvi^e siècles, Amiens, imprimerie Yvert et Tellier ;

Comptes rendus des séances de l'année 1915 de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres, bulletin de janvier-février, in-8° avec un portrait et illustrations, Paris, Auguste Picard, éditeur ; contenant, p. 37, une communication de notre savant correspondant M. le docteur Capitan sur *Les destructions produites à la cathédrale de Reims par le bombardement allemand ; observations nouvelles* ;

Revue des Etudes grecques, tome XXVII, n° 123, octobre-décembre 1914, in-8°, Paris, Ernest Leroux, éditeur ;

Réunion des Sociétés des Beaux-Arts des départements, du 14 au 17 avril 1914, 38^e session, ouvrage orné de 34 gravures hors texte, un volume broché in-8°, Paris, typographie Plon-Nourrit et C^e, 1914 ; contenant quatre communications de notre confrère M. Henri de Montégut, l'une sur un *Buste de Charles XII, roi de Suède par Jacques-Philippe Bouchardon* ; les autres, sur une *Croix en argent à double traverse du prieuré de Mansat*, arrondissement de Bourgueuf (Creuse) ; — sur l'*Autel et le rétable de l'église de Saint-Romain, près Thiviers* (Dordogne) ; — et sur une *Pierre tombale d'un chevalier de l'Ordre de Saint-Jean de Jérusalem*, placée dans l'église de Maisonnisses, commune du même nom, canton d'Ahun, arrondissement de Guéret (Creuse) ;

Bulletin de la Société nationale des Antiquaires de France, 1914, un volume broché in-8° avec illustrations, Paris, Klincksieck, libraire ; où, p. 124, M. Roman présente l'empreinte d'une matrice de sceau de la collection de M^{me} la comtesse de Roffignac, de Périgueux, et qui représente une cage renfermant un oiseau qui chante ; elle est posée sur une colonnette et paraît soutenue sur les deux côtés par deux oiseaux adossés. La forme de la cage du xiv^e siècle est exactement la même que celle des cages d'aujourd'hui ;

Table des matières du tome XXXIV du *Bulletin* de la Société des Archives historiques de la Saintonge et de l'Aunis, année 1914, et *Revue de Saintonge et d'Aunis*, bulletin de la Société des Archives historiques, XXXV^e volume, 3^e livraison, 1^{er} juin 1915, in-8°, Saintes, librairie Prévost ; où, p. 161, dans

un article sur *Les justices de paix de Saintes* est indiqué Guyonnet Jean, dit Alban, né à Périgueux le 25 août 1858, qui est nommé suppléant le 2 décembre 1904 en remplacement de M. Pinasseau. Serment du 20 du même mois. Installation du 23 dudit décembre ;

Archives historiques du département de la Gironde, tome XLIX, un volume in-4° broché, Bordeaux, Feret et fils 1914 (abonnement) ; où sont publiés, p. 352, par M. Géraud Lavergne, le *Rapport de la chevauchée de Pierre Faure sieur de la Mote, juge criminel en la sénéchaussée de Périgord, contre les Huguenots réfugiés à Mussidan et aux environs*, 12-16 août 1562 ; — et p. 362, par M. Paul Courteault, une *Lettre de Charles de Maleyn, conseiller clerk au Parlement de Bordeaux, à Bertrand de Salignac de Lamothe-Fénelon, ambassadeur en Angleterre*, 30 mars 1576 ;

Revue de l'Agenais, bulletin de la Société d'agriculture, sciences et arts d'Agen, 42^e année, mars-avril 1915, in-8° avec un portrait, Agen, Imprimerie Moderne ;

Annales du Midi, revue de la France méridionale, n^{os} 103 et 104, 26^e année, juillet et octobre 1914, deux fascicules in-8°, Toulouse, imprimerie Edouard Privat ; le premier contenant, p. 372, une Note de M. Antoine Thomas sur *Un « ex-libris » périgourdin-marchois*, de la fin du xv^e siècle, mis sur un livre ayant appartenu à André de Villavegou, prêtre de la paroisse de Condat, près Brantôme ; — et, p. 378, un compte rendu par M. Arthur Langfors, de la nouvelle édition des *Vies des plus célèbres et anciens poètes provençaux*, de Jehan de Nostre-Dame, préparée par Camille Chabaneau, ancien professeur à l'Université de Montpellier ; — le second fascicule, contenant p. 533 un résumé des mémoires publiés dans le tome XL du *Bulletin* de notre Société, 1913 ; et, p. 574, l'indication sommaire des deux brochures du capitaine de Cardenal, *Note sur les archives des Etats de Périgord* et *Les billets de confiance du département de la Dordogne* ;

De M. Jean Clédât, deux de ses brochures, *Notes sur l'isthme de Suez* (monuments divers), in-4° avec illustrations ; et *Les inscriptions de saint Siméon*, in-4° avec illustrations, tirages à part du *Recueil de Travaux relatifs à la Philologie et à l'Archéo-*

logie égyptiennes et assyriennes, vol. XXXVII, Paris, librairie Honoré Champion, 1915 ;

De M. Emile Rivière, sa brochure sur les *Lieux-dits et Mégalithes de France* (quatrième note), *Nouvelles Hautes-Bornes à Paris ou menhirs parisiens*, extrait des comptes rendus de l'Association française pour l'avancement des sciences, congrès du Havre, 1914, in-8°, Paris, secrétariat de l'Association, 1915 ;

De M. le comte de Saint Saud, le *Daily Mail* du 28 juillet 1915, où sont indiquées au touriste toutes les curiosités à voir, les églises du moyen âge, les châteaux, les paysages des diverses vallées de Nontron à Biron, etc. ;

De M. Grenier, un album de phototypies de *La Chartreuse de Notre-Dame de Vauclaire*, près Montpon, fondée en 1330 par le cardinal de Talleyrand de Périgord et restaurée en 1838, plaquette in-8°, Montreuil-sur-Mer, 1900 ;

Et de M. Pellisson, le journal *Le Gaulois* du 17 juin dernier, contenant un article sur le cours d'apologétique de M. l'abbé de La Valette-Monbrun à l'Institut catholique de Paris concernant Maine de Biran.

Des remerciements sont votés aux donateurs.

De son côté, la *Smithsonian Institution* nous remercie de l'envoi de notre *Bulletin* et nous prie de lui adresser la 5^e livraison de l'année 1914 qui lui manque.

En envoyant son album de phototypies, notre confrère M. GRENIER nous signale un lieu-dit *L'homme mort*. « C'est une route, écrit-il, qui sépare les deux communes d'Eygurande-Gardedeuil et de Saint-Michel-Léparon, ainsi que les anciennes paroisses de Gardedeuil et du Bost. L'endroit où cette route se greffe dans celle d'Echourgnac à Laroche-Chalais, se nomme *L'homme mort*. C'est un lieu isolé, loin des villages, en pleine forêt de la Double, au milieu des bois, des taillis et des bruyères où, dit-on, fut assassiné et enterré un individu. Quand les gens passent, ils jettent un caillou du chemin ou, mieux encore, une branche de bois vert, généralement un morceau de brande, beaucoup plus facile à casser, sur cet éphémère tombeau.

» Cette coutume remonte à la plus haute antiquité et tout au moins à la période néolithique, du temps des mégalithes et des tumulus. Mortillet prétend même que c'est cette coutume qui a donné naissance aux tumulus ; il dit aussi qu'il y a en France de nombreuses localités où se pratiquent encore ces rites de religiosité analogues.

» Dans la Saône-et-Loire existe également un tumulus du même nom caractéristique de *L'homme mort* sur lequel les gens du pays déposent, en passant, des feuilles ou des branches d'arbres.

» C'est ainsi que se perpétue le respect des morts avec des hommages rendus à de pauvres victimes, pour conjurer sans doute le mauvais sort dans une superstition idiote avec des divinités imaginaires. »

A l'occasion du récent incendie de l'église de la Couture, au Mans, M. DUJARRIC-DESCOMBES nous rappelle les relations qui existèrent autrefois entre le Maine et le Périgord.

« L'abbé Voisin, auquel on doit d'importantes publications sur les origines chrétiennes de son pays, croyait à une affinité très ancienne entre les deux provinces.

» Sans remonter jusqu'à saint Front, qui aurait été l'ami de saint Julien, premier évêque des Cénomans, on voit, au ^{viii}^e siècle, un riche seigneur périgourdin occuper le siège épiscopal du Mans. C'est saint Bertran, qui, en 616, institue, par son testament, ses héritières sa cathédrale de Saint-Julien et l'abbaye de Saint-Pierre de La Couture. Il leur légua de nombreuses propriétés patrimoniales, dont les noms de quelques-unes, désignées en termes obscurs et souvent mal imprimés, n'en révèlent pas moins la situation, comme *Conadacum*, *Colicas villas*, *Buniago*, *Campaniaco*, *Montaniaco in Crempteno territorio*, *Limeriaco*, *Limbraco*, *Rufiniaco*, etc.

» Ce testament est inséré dans les *Analecta* de Mabillon (tome III) ; les *Acta Sanctorum* (tome I^{er} du mois de juin) l'ont aussi publié en partie.

» Un demi-siècle plus tard, un des successeurs de saint Bertran, Berarius, étant venu visiter les domaines légués à son église, fut surpris par la mort dans notre diocèse, l'an

670. Ce fait est mentionné dans les *Instrumenta* des évêques du Mans, reproduits par M. Cauvin dans son travail sur la géographie ancienne de cette province. On y lit, en effet : *Obiit, in pace, in Aquitaniâ, in pago Burdillense, in villa quæ vocatur Baneth.*

» En transmettant le texte de ce passage des Actes de Bera-rius, évêque du Mans, à M. l'abbé Petit, ancien curé de Château-L'Évêque et de Tocane-St-Apre, le vicomte de Gourgues faisait remarquer, dans une lettre du 3 décembre 1866, que le *Pagus Burdillensis* était le *pagus* mérovingien qui devint plus tard la châtellenie de Bourdeille. Banet est encore le nom d'un village, que l'auteur du *Dictionnaire topographique de la Dordogne* croyait situé dans la commune de Bourdeille, mais qui se trouve dans celle de Biras, près du chemin allant de ce bourg à Bourdeille et à un kilomètre à peine du château de La Côte.

» M. de Gourgues supposait que les évêques du Mans, possesseurs de diverses terres en Périgord, y auraient porté ou répandu le culte de l'apôtre des Manceaux. Il relevait, sous son nom, dans notre département : Saint-Julien de Crempse, Saint-Julien de Brantôme, Saint-Julien à Terrasson, Saint-Julien-de-Lampon, Saint-Julien d'Eymet et Saint-Julien de Leygue, un écart à Milhac-de-Nontron et une fontaine à Tursac. Il considérait comme bien important de rechercher dans la matrice cadastrale des communes les noms de saints attribués à des lieux qui n'ont plus d'église.

» M. Dujarric signale enfin trois lettres du pape Adrien IV et de Guillaume, évêque du Mans, relatives à l'église de La Rochebeaucourt.

» Cette église, que, en 1146, Eugène III avait voulu forcer par excommunication le clergé qui la détenait à restituer aux moines de Cluny, avait été l'objet d'une vive contestation entre ces derniers et les chanoines de Périgueux. Le différend fut soumis au jugement de l'évêque du Mans, qui adjugea définitivement la possession de l'église à Hélie, prieur de La Rochebeaucourt.

» Les lettres qui annoncent cette sentence, rendue en 1159,

sont mentionnées dans le *Recueil des historiens de la Gaule* (tome XV, pages 691-3). »

Puis, M. DE SAINT-SAUD nous lit la note suivante qu'il a pu compléter grâce à des indications fournies par notre confrère, M. HUET, au sujet d'armoiries inconnues, sculptées sur une lucarne et sur des poutrelles de plafond, au château de La Chapelle-Fauchier, dont Mlle de Chabans leur a transmis récemment le dessin.

• Ce château est de la fin du xv^e siècle, entendu. M. de Verneilh le dit, sans préciser davantage la date (*Bulletin*, III, p. 319). Nul doute qu'il ne remplaçât un castel plus ancien, élevé par un d'Agonac prénommé Fauchier, puisque ce lieu ne portait au début que ce nom, ou *ecclesia Fulcherii* (Pouillé du xiii^e) et relevait de la châtellenie d'Agonac. Quant à l'église, ou chapelle, devenue nom propre, elle aurait appartenu à l'ordre de St-Jean de Jérusalem (commanderie de St-Paul-la-Roche), puis aux Bénédictins (abbaye de Charroux). Tant d'après le dessin de M. de Verneilh que d'après mes souvenirs, cette délicieuse demeure est bien de la fin du xv^e, mais du style gothique fleuri et sans trace de cette influence *précurseuse* (qu'on permette ce néologisme) de la Renaissance, espèce de gothique bâtard, mais si joli, appelé chez nous style Louis XII.

• Toutefois, la forme des écus en question n'est nullement semblable à celles françaises de l'époque allant de la fin de Charles VII à Charles VIII. Elle me paraît franchement italienne si non allemande. La partie supérieure est arrondie ; il y a des retraits et des pointes sur les côtés, qui sont ainsi comme découpés. La construction du château serait-elle donc tout à fait de la fin du xv^e, si ses écussons, comme c'est vraisemblable, sont de l'époque de la construction, due alors à Jean de Farges dont nous allons parler ?

• L'écu sculpté sur la lucarne porte : *de... à la bande et à l'orle de... chargés de croisette de...* Ceux sculptés et peints sur les poutrelles donnent : *Parti : au I d'or à la bande et à l'orle d'azur chargés de croisettes d'or ; au II d'azur à 3 tours d'argent accompagnées de 6 fleurs de lys d'or 3, 2 et 1.* Ce second parti

ne peut être que des armoiries d'alliance, selon l'usage, qui commençait à poindre et qui dura tout le **xv^e**, de *partir* ainsi les écus ; il nous donne les armes des Lastours. Que signifient ici ces dernières ? Impossible de le savoir, car les notes très brèves qu'on a sur la famille de Farges et celles, peu complètes, que Nadaud donne sur les Lastours, n'indiquent pas d'alliance entre ces deux familles limousines. Si l'écu aux croisettes nous fait peut-être connaître les armoiries des Farges, ignorées jusqu'à ce jour, on peut supposer également que le constructeur du château épousa une Lastours en premières ou secondes noces.

» Anne d'Agonac, descendante de la vieille famille de ce nom, seigneuresse du château de Faucher, devenu La Chapelle-Faucher, s'unit, avant 1446, à Audoin de Farges, damoiseau en Aixe-sur-Vienne et gouverneur de Villebois en 1442. Elle lui apporta La Chapelle-Faucher, après la mort de son père. Leurs successeurs (par Jean de Farges, frère d'Audoin, mort probablement sans hoirs) s'en qualifièrent seigneurs pendant une centaine d'années, jusqu'après le mariage de Marguerite de Farges, fille de Jean, seigneur de La Chapelle-Faucher et de Léonarde Cothet. Marguerite, alliée par contrat de mai 1509 à Charles de Chabans, lui apporta la terre, le château et la seigneurie de La Chapelle-Faucher (peut-être pas encore démembrée, en tant que justice, de celle épiscopale suzeraine d'Agonac), sinon en toute seigneurie au début du moins en partie, car dans un hommage de 1541, cité par Mme de Cumont dans son livre *Recherches*, etc. (p. 174), on voit que Michel de Farges, frère de Marguerite, s'en qualifiait seigneur, ainsi que dans une donation consentie, en 1567, à sa femme, Françoise de Bourdeille. »

Notre confrère M. NEURY écrit au Secrétaire général pour lui donner des indications sur la propriété de Romain qui lui appartient actuellement.

« Dans le dernier n° du *Bulletin* de notre Société, dit-il, au bas de la page 85, je lis :

« 1745 en mars, donation par Marie de Pindray, dame de Bretange, paroisse de Beaussac, à Alexis de Campniac seigneur de Lascouts, son fils, veuve de Jean de C..., seigneur de Romains. »

• En 1597, Charles Hélie de Colonge fut condamné par le sénéchal à payer au syndic des Frères religieux de St-François, au couvent de Nontron, un obit institué par noble Guy de Colonge, seigneur de Romain. (Depuis longtemps les de Colonge étaient seigneurs de Romain.)

• Cette seigneurie passa, je ne sais à quelle date, aux descendants de sa sœur Jeanne Hélie de Colonge, qui, le 17 octobre 1530, avait épousé Jean-Raymond de Lambertie.

• Le 20 juin 1702, Marie-Françoise de Lambertie, dame de Romain, veuve de François de Maulmont, épousa Jean Roux, seigneur de Pombost (aujourd'hui Pombol), commune de St-Front-La-Rivière, qui, ainsi, devint seigneur de Romain.

» D^{lle} Jeanne de Maulmont, née du premier mariage de François de Lambertie, épousa Jean de Campniac ; Marie de Pindray, dame de Bretange, me paraît donc avoir été l'épouse de Jean de Campniac, issu de ce mariage.

• Mais les Roux sont restés propriétaires de Romain jusqu'en 1822, époque à laquelle Pierre Roux de Romain, chevalier de St-Louis, vendit à mon grand-père, J.-B. Neury, avocat à Nontron, la terre et l'ancien château de Romain, où je suis actuellement installé.

• Romain, composé exclusivement du château, des bâtiments de mes domaines, du presbytère et de l'église, fut chef lieu de la paroisse et de la commune de Romain jusqu'au jour, pas très lointain, où un groupe scolaire et mairie ayant été bâti au village des Champs, la commune fut dénommée : Champs Romain (*sans s à Romain*). Plus tard, une église et un presbytère ayant été édifiés aux Champs, je me rendis acquéreur de tout ce que la commune possédait à Romain. »

M. Joseph DUREUX constate que « les procès-verbaux de nos séances ont mentionné trois militaires qui prirent des drapeaux à l'ennemi : le caporal *Bonnefond* (de Sorges), ayant enlevé un drapeau russe le 7 octobre 1799 à l'armée d'Helvétie ; le brigadier de hussards *Cosson de Lassudrie* (de Bourrou), ayant conquis un drapeau prussien à la bataille d'Iéna, et le réserviste *Laroche* (de Valeuil), qui s'est emparé le 19 septembre 1914, au bois Saint-Médard, près Tracy-le-Val (Oise),

du drapeau du 1^{er} bataillon du 85^e régiment de landwehr (cravate de 1870), le cinquième des neuf drapeaux allemands capturés par les Français dans la guerre actuelle.

« A ces noms, il convient d'en ajouter quelques autres. L'illustre périgourdin *Daumesnil*, à lui seul, s'empara de plusieurs drapeaux et étendards aux batailles de Mantoue et d'Aboukir. Jean *Chabanaud* (du Vieux-Mareuil), soldat de la 21^e demi-brigade d'infanterie légère, enleva un drapeau wurtembergeois à l'affaire de Knebis le 2 juillet 1796. Enfin, le 18 mai 1862, durant la guerre du Mexique, avec l'aide de trois grenadiers, le sergent Pierre *Picarant* (de Saint-Martial de Nabirat), prenait le drapeau du 2^e régiment d'infanterie du corps de Zaragoza ; il obtint ainsi pour lui-même et pour le drapeau du 99^e de ligne, son régiment, la décoration de chevalier de la Légion d'honneur. On peut voir dans la chapelle des Invalides, sous le n^o 285, le trophée du brave *Picarant*, ou plutôt les lambeaux de soie verte qui en subsistent.

« Honneur et gloire à tous ces vaillants militaires périgourdins ! »

M. Jules PELLISSON nous communique ensuite une carte à jouer au verso de laquelle est imprimée en passe partout, dans un encadrement, une carte électorale de l'époque révolutionnaire. Cette pièce est entamée par l'humidité. Voici ce qu'on peut encore lire :

N^o 364.

Département de la
Dordogne.

District de Ribérac
Canton de Saint-Aulaye.

M. rean Electeur
Certifié par nous Président et
Secrétaire de l'assemblée élec-
trale.

Signatures illisibles.

Notre érudit confrère nous montre aussi la carte civique en date du 25 août 1809 de Giboin-Lavergne, propriétaire-agriculteur à Preyssac-d'Agonac, arrière-grand-père mater-

nel de M^{me} Villepelet. Elle porte la signature à la griffe de Rivet, préfet de la Dordogne.

Une pièce de date relativement récente, mais concernant une industrie périgourdine dont il ne reste aucun souvenir, nous est ensuite montrée par M. Pellisson qui accompagne sa communication de quelques détails.

Ce petit document a été trouvé, à Périgueux, par un encadreur, au fond d'un cadre de glace. Il fait partie d'une feuille de carton qui comprenait un grand nombre d'exemplaires identiques à celui qui passe sous nos yeux. C'était sans doute une couverture de boîte d'allumettes. Elle est tirée sur papier bistre et M. Pellisson en possède un autre fragment tiré sur carton bleu, qui doit indiquer une qualité différente de la marchandise.

Notre confrère s'étant mis en quête de renseignements sur cette industrie sur laquelle on ne trouverait peut-être aujourd'hui personne qui en ait conservé le souvenir, a appris de feu M. Seguy, ancien receveur de l'hospice, si bien renseigné sur le vieux Périgueux, qu'il y avait en cette ville, vers 1843, au faubourg St-Georges, un sieur Thuron qui exploitait une fabrique d'allumettes, dont l'enseigne bizarre était ainsi disposée :

THURON FA
BRICANT D'ALLUMETTES.

Les deux fragments de carton bistre et bleu que M. Pellisson nous représente, sont illustrés de deux lithographies :

On voit sur la première un fumeur coiffé d'un chapeau haut de forme et portant une redingote légèrement serrée à la taille ; sur la seconde, devant une fenêtre, un ouvrier en manches de chemise, faisant un pied de nez, et disant : *Pour les concurrents*. A la suite, cette adresse :

Allumettes-bougies.
Françaises.
Faubourg St-Georges.
Périgueux.

Dans notre dernier fascicule, continue M. Pellisson, M. le marquis de Fayolle, au début de sa notice sur les boiseries

de la Chartreuse de Vauclaire, visitées par l'abbé Jules Bellet, chanoine de Cadillac, fait aussi mention d'un autre voyage que fit ce même personnage au château de La Force. Il nous a laissé une description de ce château et de ses somptueux appartements où il remarque que les cheminées, probablement dans le style de celles de Cadillac et de Roquetaillade, sont dans cet ancien goût pour les dorures, les sculptures et les pierres précieuses.

Celles-ci sont surtout de certaines pierres qu'on trouve à Cognac, lesquelles étant polies et taillées par les lapidaires, sont aussi belles que les belles agathes. »

» Ce n'est pas à Cognac, mais bien dans une commune voisine, que se trouvent ces pierres devenues rares et connues sous le nom de cailloux d'Ars. Ars est dans le canton de Cognac et à quelques kilomètres de cette ville. Il s'y trouve une curiosité géologique très remarquable : Un banc de cailloux d'une assez faible étendue. On était effectivement dans l'usage de les faire tailler par les lapidaires pour en faire de petites pièces de décoration. M. Pellisson nous en présente deux qui lui ont été donnés par des habitants d'Ars. Il lui semble évident qu'ils sont de même espèce que ceux qui avaient servi à décorer les cheminées du château de La Force. L'un d'eux, qui est violet, dépasse en volume celui d'un œuf de poule ; l'autre, qui est petit, est blanc et très transparent. Les cailloux violets sont les plus rares.

» Il y a, à Ars, un château qui appartenait à la très ancienne famille de Brémont d'Ars, une des plus illustres de l'Angoumois. La tradition rapporte que les dames de Brémont d'Ars faisaient tailler ces cailloux pour en orner leurs bijoux et ce fait est attesté par le comte Anatole de Brémont d'Ars dans *l'Origine, services et alliances de la maison de Brémont d'Ars*. Jonzac, Ollière, 1861-1875.

« Il analyse, page 149-151 le testament, en date, à Paris, du 18 novembre 1780, de Marie-Judith-Hubert de Brémont d'Ars, épouse de Henri-Charles-Jacob marquis de Brémont d'Ars, son cousin. Après avoir disposé de sa fortune, la marquise déclare avoir disposé de ses deux bagues en cailloux d'Ars,

l'une pour le Soleil des Missions étrangères, l'autre pour l'autel du Sacré-Cœur de la Visitation de la rue du Bac à Paris, que l'abbé Didier s'est chargé de remettre de sa part. »

Enfin, M. LE PRÉSIDENT met sous nos yeux une plaquette bien reliée de notre bibliothèque qui contient deux discours non signés, prononcés à la Société littéraire du Périgord, l'un en janvier et l'autre en février 1780, sans nom d'imprimeur.

La séance est levée à trois heures et demie.

Le Secrétaire général,
Ferd. VILLEPELET.

Le Président,
M^{re} DE FAYOLLE.

Séance du jeudi 2 septembre 1915

Présidence de M. le marquis de FAYOLLE,
président.

La séance est ouverte à une heure dans la salle accoutumée.

Sont présents : MM. Charles Aublant, le marquis de Bourdeille, A. Delugin, Louis Didon, Jean Dupuis, le marquis de Fayolle, l'abbé Jarry, Jules Pellisson et Villepelet.

Se font excuser : MM. Dujarric-Descombes, Charles Durand et Lespinas.

Le procès-verbal de la précédente réunion est lu et adopté.

M. LE PRÉSIDENT énumère les ouvrages qui ont été offerts à notre bibliothèque pendant le mois dernier :

Comptes rendus des séances de l'année 1915 de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres, bulletin de mars-avril, in-8° avec illustrations, Paris, Auguste Picard, éditeur ;

Bulletin philologique et historique (jusqu'à 1715) du Comité des Travaux historiques et scientifiques, année 1914, in-8°, Paris, Imprimerie nationale, 1915 ; contenant, p. 7, une communication de M. Géraud Laveigne sur *Les cas réservés du*

diocèse de Périgueux au XV^e siècle ; — p. 41, une communication du même intitulée : *Biron et la conspiration de Biron en Périgord (1601-1602)*. « M. Lavergne, qui a utilisé dans ce travail les mémoires inédits de Pierre de Mèredieu, maire de Périgueux, pour les années 1600-1602, a rappelé le séjour que fit le maréchal de Biron en Périgord en 1601, la réception dont il fut l'objet de la part du consulat de Périgueux, le 17 juillet 1601, et l'émotion causée dans cette ville le 19 juin 1602, par la nouvelle de l'arrestation du maréchal, dont les menées avaient fini par devenir insupportables à Henri IV. M. Lavergne a essayé d'établir que la présence du maréchal en Périgord doit être rattachée à ses projets de trahison, et qu'il y vint surtout pour s'assurer le concours de la province au cas où sa conspiration contre le Roi réussirait » ; — p. 42, au Congrès des Sociétés savantes de 1914 à la Sorbonne, une communication de M. Georges Musset, bibliothécaire de la ville de La Rochelle, sur un fait intéressant relié à l'existence de Dominique de Gourgues. « M. Musset rappelle en quelques mots les soucis de ce grand navigateur à son retour de la Floride, où il avait vigoureusement châtié les Espagnols qui s'étaient montrés trop violents vis-à-vis des colonisateurs français. De Gourgues, en arrivant en France, avait été reçu avec admiration par ses compatriotes ; mais il n'en était pas de même de l'ambassadeur d'Espagne, qui demandait sa tête. Et, d'après la plupart des historiens, l'attitude du roi et de la reine de France n'aurait pas été bienveillante à son égard. Or, M. Musset, grâce à un acte de 1572, qu'il a eu la bonne fortune de trouver dans les minutes du notaire Naudin, de La Rochelle, peut établir que les souverains français et leurs grands officiers étaient au contraire bien dévoués à de Gourgues, puisqu'ils lui font fournir par l'échevinage de La Rochelle toutes les pièces d'artillerie qui lui étaient nécessaires pour tenter une nouvelle expédition dans le Nouveau-Monde » ; — et, p. 45, une communication de notre érudit correspondant M. René Fage sur un opuscule de 1629, conservé dans la précieuse bibliothèque de M. Lespinas, de Périgueux, et qui est intitulé : *Lettre de Monsieur le Prince à Monsieur de Rohan, avec la réponse de Monsieur de Rohan à Monsieur le*

Prince. « La Bibliothèque nationale possède deux exemplaires, en éditions différentes, de cette pièce, si rares que le duc d'Aumale n'avait pu se les procurer et en ignorait même l'existence : ni l'un ni l'autre ne porte de date et ne fait connaître le lieu d'impression et le nom de l'imprimeur. L'exemplaire de M. Lespinas appartient à une troisième édition inconnue jusqu'à ce jour, et porte au bas du titre cette mention imprimée : « *A Limoges, par Jean Margarin. M. DC. XXIV.* » Or, Jean Margarin ne figure sur aucune liste d'imprimeurs, pas plus à Limoges que dans les autres villes de France. Doit-on ajouter son nom au catalogue des typographes limousins ? Ne faut-il pas, au contraire, le considérer comme un nom supposé, et grossir d'un article nouveau le catalogue des impressions clandestines ? Tel est le problème de bibliographie qui se pose à l'occasion de cette édition de 1629, et dont M. Fage présente la solution. S'il ne lui paraît pas possible de découvrir l'atelier typographique qui a produit la brochure dont il s'agit, les circonstances mêmes dans lesquelles elle a été publiée démontrent du moins clairement qu'elle n'a pu être imprimée à Limoges, et que le nom de Margarin est purement imaginaire » ;

Bibliothèque de l'Ecole des Chartes, tome LXXVI, 1^{re} et 2^e livraisons, janvier-avril 1915, un fascicule in-8°, Paris, Auguste Picard, éditeur ;

Bulletins de la Société des Antiquaires de l'Ouest, 3^e série, tome III, n° 10, 2^e trimestre de 1913, avril-mai-juin, un fascicule in-8°, Poitiers, Lévrier et Bonamy, libraires-éditeurs ;

Revue de Saintonge et d'Aunis, bulletin de la Société des Archives historiques, XXXV^e volume, 4^e livraison, 1^{er} août 1915, in-8°, Saintes, librairie Prévost ; où, p. 237, il est rappelé que Jean-Baptiste Dugravier, prêtre sacriste à Saint-Eloi de Bordeaux, comparut devant le tribunal révolutionnaire de la Dordogne, le 3 mai et le 25 mai 1793. Il était accusé de crime de faux passeport et de s'être évadé de la maison d'arrêt de Montpazier ;

Bulletin de la Société d'Archéologie et de Statistique de la Drôme, année 1915 (juillet), 193^e livraison, in-8°, Valence, imprimerie de Jules Céas et fils ;

Mémoires de l'Académie des sciences, belles-lettres et arts de Savoie, 5^e série, tome II, un volume broché in-8°, avec planches, Chambéry, Imprimerie générale Savoisiennne, 1914.

Des remerciements sont votés aux donateurs.

M. le Président de la Société Préhistorique Française nous informe qu'à la suite d'une communication de M. le docteur Guelliot, président honoraire de la Société archéologique Champenoise, sa Compagnie a voté la résolution suivante, également adoptée par la Société d'Anthropologie de Paris, dans sa séance du 3 juin 1915 :

« La Société Préhistorique Française, approuvant entièrement les conclusions de la Communication de M. le Dr Guelliot, est résolue à maintenir le nom de Marnien, pour désigner la première partie du II^e Age du Fer, réservant le mot de La Tène, exclusivement pour la deuxième partie de cette période. »

Sur la proposition de M. le Dr Marcel Baudoin, faisant allusion à ce qui se passe fréquemment, le vœu suivant a été voté à l'unanimité :

« La Société Préhistorique Française, en présence de faits multiples, éminemment regrettables, émet le vœu que, lors de fouille de Monument Préhistorique, les travaux de consolidation et de restauration jugés nécessaires soient très minutieusement décrits et publiés, pour éviter d'induire en erreur les savants à venir. »

A la suite de ce vœu, il a été exprimé le désir qu'un Plan exact des Monuments soit levé, avant toute restauration. » (Vœu du 27 mai 1915.)

M. DIDON offre au Musée quelques fragments de poterie, trouvés par M. l'abbé Breuil dans la grotte de Miremont, et une pointe de flèche trouvée à Cubjac.

M. le Conservateur remercie.

A propos de monuments à conserver, M. LE PRÉSIDENT a signalé à notre confrère M. Dannery, architecte des Monuments historiques, la nécessité de débarrasser les soubassements de la Tour de Vésone de la végétation excessive qui les cache, de supprimer une grande partie des arbustes qui mas-

quent la base de la Tour et de veiller également à ce que les murs mis à découvert par les fouilles opérées sous la direction de M. Bœswilwald restent visibles.

M. le Président indiquait en même temps à notre confrère quelques petites réparations à faire à la chapelle de l'ancien évêché de la Cité pour que ce bijou architectural ne se détériore pas.

En s'excusant de ne pouvoir assister à la séance, M. DUJARRIC DESCOMBES nous mande que le nom d'*influenza*, donné à la grippe, était, à la fin du XVIII^e siècle, une appellation courante de cette épidémie, dont il a ressenti les atteintes.

En compulsant la correspondance de Jean-Noël Arnauld, seigneur de Chesne, près Châtillon-sur-Loing, conservée à Fontgrenon, il a trouvé une description de cette maladie dans une lettre, écrite de Paris, le 22 juillet 1782, par ce lieutenant des maréchaux de France en la sénéchaussée d'Angoulême, à sa femme Thérèse-Victoire Pulleu, restée au château de Bouex.

Parlant de sa sœur M^{me} Arnauld de Viville, dont le fils était à la veille d'épouser M^{lle} de Lignac, Arnauld de Chesne écrivait :

« Ma sœur commence à se sentir du mal de gorge depuis hier. Aujourd'hui elle n'a rien pris de tout le jour que du bouillon. C'est vraisemblablement l'*influenza*. Car elle prend tout le monde par un mal de gorge ou un mal de teste, avec la fièvre. Elle en a eu hier un peu, et elle a les yeux gonflés. Il n'y aura plus que moy à l'avoir ; mais je sue considérablement toutes les nuits... »

M. Jules PELLISSON, qui a formé une collection assez importante de certificats de prix, bons points, récompenses scolaires et autres petits documents sur l'enseignement, intéressant notre circonscription, nous en produit quelques-uns dont voici la liste :

1^o Pièce manuscrite :

Du 14 fructidor an 7 de la République,

L'administration centrale de la Dordogne,

Vu le rapport du jury et des professeurs sur les mérites et les

progrès des élèves de l'Ecole centrale, ouï le commissaire du Directoire exécutif,

Arrête :

Article 1^{er}. La distribution des prix destinés pour chaque classe est fixée ainsi qu'il suit :

1^{er} prix d'histoire littéraire et bibliographie au citoyen Limoges.

Pour extrait conforme :

Le secrétaire en chef de l'administration centrale,

EXCOUSSEAU, secrétaire en chef.

Cachet à timbre humide : *Administration centrale de la Dordogne.*

2^o Passe-partout orné d'une vignette représentant un faisceau de licteur, un bonnet phrygien et des feuilles de chêne, avec cette légende : *Soyez dignes d'être des Républicains.*

Second prix de quatrième donné par l'administration municipale du canton de Beaumont, au citoyen *Joseph Cusol, le trente ventôse.*

An 7 de la République française.

P. DASTARAC, Président.

ARQUIS, Agent.

3^o Très jolie petite pièce lithographiée : Au Bugue, Dordogne. On lit, au milieu d'une guirlande de fleurs :

Enseignement mutuel.

Premier prix de lecture accordé à M. Paitoureau aîné.

Le 11 octobre 1821.

Th. MOUTON.

10^{me} Classe.

4^o Passe-partout orné au centre d'une vignette représentant un professeur entouré de ses élèves, une baguette à la main, devant un tableau et donnant une leçon de lecture.

Ecoles élémentaires d'enseignement mutuel. Distribution des prix par M. Gaudel, à l'école de Périgueux, décerné en 1824 à Pierre Picon.

5^o Certificat illustré d'un fleuron sur bois assez bizarre, mélange d'attributs militaires, musicaux et scolaires. On lit, dans un encadrement : *Mathématiques, arithmétique*, 3^e division, premier prix accordé à l'élève Réals Célestin.

A Thiviers. Le 4 septembre 1850.

DONZEAU.

6^o Certificat illustré, en tête d'attributs scolaires. Elégant encadrement de feuilles et de fleurs signé : Librairie Brunot Labbé.

Pensionnat de Thiviers. Classe de Français 4^e division, 1^{er} prix d'Excellence, décerné à l'élève Brande Henri. Né le 19 novembre 1823 à Périgueux. Dordogne.

Le 31 août 1833.

Le Directeur : DONZEAU.

7^o Passe-partout sur papier rose avec vignette représentant deux anges portant une couronne au-dessous d'un Saint-Esprit, lithographie signée Lavertujon et Reiller ; les produits de cet atelier sont très rares.

Ecole Chrétienne de Périgueux. Distribution solennelle des prix.

3^e classe. Le 1^{er} prix d'analyse grammaticale a été remporté par M. Chazaut Eloi.

Le 23 août 1843.

Le directeur de l'école : F^{re} ALBERT.

8^o Grande image de Sainte-Marguerite portant cette étiquette d'une écriture ancienne :

Ecole Elémentaire.

4^{re} Division

Prix d'application à l'histoire sainte, au catéchisme et à l'orthographe décerné à M^r Valéry Adrien, de Sarlat.

Le directeur de l'établissement : J. F. DOMER.

9^o Certificat manuscrit sans date, orné au centre d'une aquarelle représentant deux cœurs enflammés.

Prix de bonne conduite mérité par M^{lle} Anna Barègue. Classe de Sainte-Ursule.

Cœurs Sacrés ayez pitié de nous.

M. PELLISSON nous montre ensuite un volume de sa bibliothèque acheté à Bergerac, portant sur les plats de la reliure le monogramme de Jésus-Christ, intitulé : *Le Prince parfait et ses qualitez les plus éminentes. avec des conseils et des exemples moraux et politiques*, par J. Baudoin, Paris, Cardin, Besongue. M. DC. L. In-4^o.

Ce livre, orné d'un portrait de Louis XIV enfant, donne, sur le feuillet de garde, cette très curieuse attestation :

In solemnî præmiorum distributione facta convictoribus collegii Burdigalensis Soc. Jes. anno Dni. 1732. ad remunerandam et in posterum acuendam eorum diligentiam præmium strictæ orationis retulit in rhetoricâ Guillelmus de Birand. Corporis præstantiâ, morum comitate ingeniiq; amœnitate omnium sibi devinciens animos.

Carolus Barranquet. Soc. Jesu. domus convictorum primarius.

Ce certificat amène deux questions :

Quelles relations de parenté y avait-il entre l'élève des Jésuites de Bordeaux et le philosophe Maine de Biran ? Quelle est la traduction exacte de *strictae orationis* ?

Cela pourrait dire de *langue correcte*, soit de grammaire, ajoute LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL.

M. Joseph DURIEUX veut bien nous envoyer du Mans quelques indications sur le Dépôt des prisonniers de guerre stationnés à Périgueux sous le Premier Empire.

« En 1807, ce Dépôt comprenait huit cents Prussiens, auxquels une municipalité bien attentionnée faisait même distribuer des rafraichissements pour la fête du 15 août. Certains prisonniers furent mis par les soins de la préfecture à la disposition des agriculteurs et des « manufacturiers » de la Dordogne, de manière à assurer, disait-on, toute l'utilité désirable. Au mois de septembre 1808, le général de la 20^e division militaire, qui commandait à Périgueux, fut chargé de faire conduire ces prisonniers à Clermont Ferrand ; en janvier 1809, il reçut l'ordre d'en diriger sur Mayence. Ceux qui travaillaient à la campagne purent y demeurer, sous réserve d'aviser le maire et le préfet, en indiquant leur profession, leur âge et lieu de naissance ainsi que le corps de troupe auquel ils avaient appartenu.

» Le *Bulletin* départemental fit savoir que les fonctionnaires et les particuliers ne pouvaient que faire une chose agréable au Gouvernement, en retenant les prisonniers dont la bonne conduite et l'industrielle activité promettaient des citoyens utiles.

» On employa également chez les particuliers les militaires de la garnison de Saragosse qui avaient remplacé les Allemands à Périgueux. Le préfet recommandait, les 22 et 23 mars 1809, de n'envoyer que des hommes valides et bien sains :

« Les cultivateurs, observait-il, peuvent donc sans crainte profiter de cette ressource pour activer leurs travaux à peu de frais. Les maires transmettront les demandes et s'entendront avec les intéressés pour envoyer quelqu'un qui prenne et conduise à leur des-

tion les prisonniers demandés. L'intention de l'Empereur est que les prisonniers espagnols en état de travailler soient employés aux travaux de l'agriculture. Ils recevront un salaire quotidien de trente centimes et devront être convenablement nourris. »

» Les propriétaires exigeaient une carte d'autorisation signée par le commandant du Dépôt ; ils les surveillaient et étaient obligés de signaler sur le champ au maire et à la gendarmerie les absences et les « divagations des prisonniers. »

» Nous rapprocherons de cette situation les conditions actuellement posées par le Gouvernement français à l'utilisation des prisonniers de guerre pour suppléer à la pénurie de main-d'œuvre : des équipes de vingt prisonniers peuvent être affectées aux travaux agricoles à charge de logement, nourriture et versement de quarante centimes par homme et par journée (20 centimes pour prime d'habillement et remplacement des effets, 20 centimes d'argent de poche).

» Les prisonniers espagnols firent maintes fois parler d'eux. Le bruit courut sur la fin de 1809 qu'ils infectaient Périgueux d'une maladie épidémique. En réalité, sur un effectif de 3.500 hommes, 14 étaient morts, succombant aux rigueurs de la saison et aux fatigues d'une longue route. La police eut mission de surveiller les propagateurs de fausses nouvelles.

» Le soir du 1^{er} janvier 1810, le sergent espagnol Elias tua un de ses compatriotes et s'évada. Le 4 juillet suivant, deux autres prisonniers du dépôt de Périgueux, Louis Antonio et Carlos Mafry, coupables d'assassinat du sergent Binella, furent condamnés à mort, puis fusillés ; leur victime, frappée à coups de couteau et de bâton, avait été jetée à la rivière, mais parvint à se sauver.

» Au printemps de 1814, le nombre des prisonniers de toutes nationalités (même russe) qui étaient détenus dans le territoire de la 20^e division, atteignait une quinzaine de mille hommes. »

C'est à cette époque, ajoute le SECRÉTAIRE GÉNÉRAL, que les prisonniers prussiens furent occupés à niveler le haut de la place Francheville qui prit alors le nom de place de Prusse, et à construire les murs du parc de Fayolle d'environ quatre kilomètres de long.

A propos de prisonniers, le Secrétaire général a reçu de M. HABASQUE, délégué central de l'Union des Sociétés savantes du Sud-Ouest, la lettre suivante datée du 7 août:

Monsieur et cher collègue,

Il y a un an, dans un Congrès plein d'entrain et de cordialité, la Société Académique des Hautes-Pyrénées recevait à Tarbes les représentants de nos Sociétés unies. Quelques jours s'étaient à peine écoulés qu'inopinément, comme la foudre dans un ciel clair, éclatait la guerre terrible qui, depuis lors, ensenglante l'Europe. Vous savez avec quelle ardeur unanime coururent à la frontière les Français en état de porter les armes; mais, en même temps, la Patrie demandait à ses enfants demeurés dans leurs foyers de continuer à assurer le fonctionnement de sa vie intérieure et d'attester par leur calme et leur labeur, la permanence et l'intensité de la force nationale sous toutes ses formes.

Notre Union, dans sa sphère modeste, n'a pas manqué à ce devoir. Fidèles à la cause de la culture latine, nos Sociétés ont continué à tenir leurs séances, à publier leurs comptes-rendus, leurs revues et leurs recueils; et lorsque les plus célèbres des intellectuels allemands, dans un manifeste retentissant, ont osé nier ou excuser les crimes de leurs soldats, elles ont répondu à ce factum audacieux par une protestation dont l'énergie a retenti jusque dans les pays neutres.

Mais là ne pouvait pas se borner le rôle de nos Compagies. La guerre, en effet, les avait touchées au plus profond de l'âme. Nombre de leurs membres étaient partis pour le front et bientôt, plusieurs de ceux-là donnaient glorieusement leur vie pour la Patrie; de même, plus d'un de nos collègues avait vu tomber son fils au champ d'honneur et malgré l'orgueil d'un trépas admirable, demeurait le cœur brisé.

L'Union se devait de ne pas laisser s'effacer la mémoire de tous ces héros qui lui tenaient de si près. Elle ne pouvait pas oublier non plus ceux des siens dont la vaillance plus heureuse avait, souvent au prix des plus graves blessures, été consacrée par de hautes récompenses militaires.

C'est pourquoi notre Bulletin a pieusement recueilli les noms de ceux qu'a illustrés leur sacrifice suprême et les belles actions de ceux qui survécurent à la lutte. Il s'efforçait ainsi de jeter les bases de notre Livre d'Or.

Mais il importe que celui-ci rende à tous également l'hommage mérité et par conséquent, soit complet. Jusqu'ici, pour n'oublier

personne, la Rédaction a fait le possible, mais il ne faudrait pas qu'elle fût réduite pour se documenter aux hasards des lectures de journaux. Aussi, viens-je aujourd'hui, Monsieur et cher Collègue, vous prier instamment de la renseigner directement tant sur les pertes éprouvées par votre Société que sur les distinctions militaires obtenues par ses Membres, depuis le début de la guerre.

En continuant d'agir ainsi tant que dureront ces terribles hostilités, vous contribuerez à rendre une pieuse justice au sacrifice et au dévouement des nôtres.

Unissons-nous pour les honorer tous dans une ambiance de tristesse et de gloire, et, le jour de la victoire venu, continuant en paix nos travaux, nous resserrerons encore nos liens confraternels dans la communion fortifiante du souvenir et du cœur.

Agrérez, Monsieur et cher Collègue, la bien vive expression de mes sentiments de sincère attachement.

Le Délégué Central :

FR. HABASQUE.

Le Secrétaire général a répondu à M. Habasque le 23 août :

Monsieur le Délégué central et honoré confrère,

J'ai reçu la lettre pleine de sentiments patriotiques que vous m'avez fait l'honneur de m'adresser et par laquelle vous me demandez de vous faire connaître les noms de nos confrères victimes de cette atroce guerre, en même temps que ceux de nos glorieux blessés et de ceux qui ont obtenu des distinctions militaires, pour vous aider à rédiger un jour le Livre d'Or de l'Union des Sociétés du Sud-Ouest.

Déjà, dans notre assemblée générale du 27 mai dernier, nous avons, dans la même pensée, décidé que chaque année, en tête de la liste de nos membres, seraient inscrits à perpétuité, dans un cadre entouré de noir, les noms de nos confrères morts pour la patrie. Je recueille pieusement les noms, en attendant la fin de ces abominables carnages.

Peut-être sera-t-il plus malaisé de retrouver les noms des blessés ? J'en prends note, autant que possible, pour vous les transmettre après la victoire, aussi bien que les promotions des officiers.

Mais, pour que ces indications soient exactes et définitives, il faut que nous soyons sortis de nos angoisses et délivrés de la présence de nos barbares ennemis.

Veuillez agréer, etc.

Dans une nouvelle lettre du 28 août, M. le Délégué central veut bien nous donner les instructions suivantes :

Monsieur et cher confrère,

J'ai vu par la lettre que vous avez eu l'amabilité de m'écrire le 23 courant, que vous vous étiez avec la Société du Périgord, pré-occupé bien justement de conserver la mémoire de nos confrères périgourds tombés au champ d'honneur. C'est le même courant d'idées que celui qui a dicté la lettre que je vous ai écrite moi-même au nom de l'Union du Sud-Ouest. Mais je vois par l'interprétation que vous lui avez donnée que celle-ci nécessite un commentaire. Le voici :

Le Livre d'Or des Sociétés Unies ne pourra, comme vous le dites si bien, être dressé d'une façon complète et méthodique qu'après la fin de la guerre. Ce sera une œuvre difficile. La réussirons-nous ? Nous l'essayerons du moins, mais cela sera long évidemment.

Ce que nous voudrions actuellement, ce serait, dans la mesure du possible, jeter les bases de l'œuvre et donner à ceux qui ne l'ont pas eue l'idée d'y coopérer, en publiant dans le *Bulletin fédéral*, au fur et à mesure qu'elles seront connues par qui de droit, les pertes glorieuses, les blessures, les récompenses de nos confrères. En un mot, nous voudrions commencer par le journal, pour si possible, arriver plus tard au livre.

Je viens donc vous prier, et pour le fait et pour l'exemple, d'apporter votre concours à l'Union en envoyant à M. Courteault, rédacteur en chef du *Bulletin*, les renseignements dont vous pourrez disposer dans l'ordre d'idées qui nous occupe.

Heureux de me rappeler nos vieilles et amicales relations, si bien renouées au Congrès de Périgueux, je vous serre, mon cher confrère, bien cordialement la main.

FR. HABASQUE.

Il reste à procéder à l'élection d'un candidat qui demande à entrer dans notre compagnie.

Après un vote à mains levées, M. le Président proclame admis membre titulaire de la Société historique et archéologique du Périgord :

M. Daniel DE LAGE DE LOMBRIÈRE, avocat, à Saint-Martial d'Artenset, par Montpon, présenté par M. Charles Aublant et M. Amédée de Lacrousille.

La séance est levée à trois heures et demie.

Le Secrétaire général,
FERD. VILLEPELET.

Le Président,
M^{re} DE FAYOLLE.

LES ARCHIVES DE FONTGRENON

Notre Société n'a pas oublié avec quelle bonne grâce M^{me} Auvray, propriétaire de Fontgrenon, avait autorisé notre président à fouiller le petit cimetière barbare, placé près du château, et avec quel généreux empressement elle avait offert au Musée du Périgord les objets découverts dans cette fouille (1).

M^{me} Auvray a mis le comble à sa bienveillance en permettant à M. Amadiou et à moi de consulter à loisir les archives de Fontgrenon.

La majeure partie des papiers gracieusement mis à notre disposition concerne l'Angoumois. Le reste a trait au Périgord. Je me bornerai à extraire des premiers ce qui serait de nature à nous intéresser plus particulièrement et j'analyserai très rapidement les seconds.

Ceux-ci datent des premiers propriétaires connus du repaire de Fontgrenon, les Audier. Des renseignements sont fournis sur cette famille, venue du Nontronnais, par un mémoire sur la mouvance et suzeraineté de la terre de Saint-Martial-de-Valette et le fief de Montcheuil, qui en dépendait.

Ce mémoire, après avoir mentionné tout d'abord l'hommage de la baronnie de Nontron, rendu, en 1463, à l'évêque d'Angoulême, remonte à la vente, consentie, le 15 décembre 1504, par Alain Roux à Martial Audier du fief de Montcheuil, relevant de la dite baronnie. Celui-ci acquit, en 1518, du seigneur de Nontron, qui était Alain d'Albret, la justice de son fief, sous réserve de l'hommage au vicomte de Limoges.

Il est inutile de rapporter ici les dévolutions successives de la propriété de la paroisse de Saint-Martial, indiquées par M. de Laugardière dans ses Essais sur l'arrondissement de Nontron (2).

(1) *Bulletin de la Société historique et archéologique du Périgord*, tome XXXVII, p. p. 438-444 : *Rapport sur le cimetière barbare de Fontgrenon*, par M. le M^{re} de Fayolle.

(2) *Bulletin*, tome XVI, p. p. 115-117.

Le premier des titres produits par les Audier, lors de la recherche de la noblesse, fut le contrat de mariage, reçu le 15 février 1519, de Martial Audier, seigneur de Montcheuil, conseiller du Roi au Parlement de Bordeaux, avec Françoise de La Porte. Sont rappelées à la suite les unions contractées par leurs descendants : Martial Audier, sieur de Montcheuil, avec Jeanne de Lagarde (27 mars 1555) ; Geoffroy Audier, seigneur de Leyterrie, avec Jeanne Saulnier (9 novembre 1587) ; Louis Audier, sieur de Fongrenon, avec Jeanne de Saulière (3 mai 1631) ; Daniel Audier, seigneur de Reillac et de Fongrenon, avec Elisabeth Audier (23 mars 1674).

Tandis que Bertrand Audier, marié à Antoinette de Pourtem, gardait la seigneurie de Montcheuil, Geoffroy, seigneur de Leyterrie, son frère, restait propriétaire du repaire noble de Fontgrenon, qu'il augmenta par plusieurs acquisitions. C'est à ce dernier que sont adressées les deux lettres inédites du gouverneur de Périgord, Henri de Bourdeille, reproduites ci-après (1).

Aucun document ne fait connaître les derniers possesseurs de Fontgrenon, du nom d'Audier. Il faut arriver à 1768 pour constater leur disparition définitive. Un acte, passé devant M^e Pourteyron de La Gilardie, notaire royal, révèle la vente, faite le 5 janvier de cette année, par Marguerite Morel de Thiat, veuve d'André de Green, seigneur de Saint-Marsaud, demeurant au logis noble de Lussinet, paroisse de Saint-Georges-de-Didonne, à Marie-Andrée de Lacroix, veuve de Elie Achard Joumard, vicomte de Légé, demeurant au château de Jovelle, paroisse de Cercles, du fief de Fontgrenon, mouvant du marquisat de Verteillac, paroisses de Cercles, Montabourlet, La Tour-Blanche, Cherval et Léguillac, consistant en château, avec dépendances et trois domaines, moyennant un prix de 43.000 livres et une cafetière en argent, évaluée à 300 livres.

Depuis cette époque, aucune lacune ne se produit. Après la vicomtesse de Légé, Fontgrenon échet à sa sœur, Marie de Lacroix, qui avait épousé, en 1749, Pierre Dejean, seigneur

(1) *Pièces justificatives*, n° 1.

de Joubertie, capitaine aux régiments de Montmorin et de l'Île de-France-infanterie ; leur fils aîné, François-Antoine Dejean, capitaine au régiment de Beaujolais-infanterie, mariée, en 1777, avec Marie-Anne-Jeanne Arnaud de Viville, fut seigneur à la fois de Jovelle et de Fontgrenon.

Les Dejean ou Dejehan étaient arrivés du Quercy. Leur descendance est établie, depuis le ^{xiii}^e siècle, par une série de pièces, réunies en vue d'une généalogie. Elles ont été déposées aux Archives de la Dordogne, afin d'assurer la conservation des sources d'une histoire de cette famille périgourdine.

Au commencement du ^{xvi}^e siècle, Bertrand Dejean devint conseiller au présidial de Périgueux, épousa Anna de Merle et posséda le repaire noble de Valboulet, paroisse de Saint-Martial-de-Viveyrol. Hélié, son fils aîné, fut nommé maître des requêtes de l'hôtel du duc d'Anjou. Je donne, à la suite de ce rapport (1), le texte de ses lettres de provision, datées de Cadillac, le dernier de janvier 1581. Le petit-fils de Bertrand, de même prénom, acheta, le 2 février 1614, de Jacques Joujay, le repaire noble de Borie-Porte, paroisse de Trélissac, dont son fils Jean, connu par son dévouement à la cause royale durant la Fronde, se qualifia de seigneur.

Le dernier descendant mâle des Dejean, Jean-Noël, maire de la commune de Cereles et membre du conseil général de la Dordogne, réunit aux terres de Fontgrenon et de Jovelle celles que les Arnaud détenaient en Angoumois, notamment le château de Bouex, célèbre par son orangerie. Sa fille unique porta les mêmes biens dans la famille de Galard de Béarn.

Par suite des alliances de ses auteurs, le dernier des Jovelle possédait dans ses archives de Fontgrenon, outre les papiers des Dejean et un document, publié ci-après (2), relatif à l'anoblissement de Jean de Champagnac, éminent périgourdin du ^{xvi}^e siècle, quelques pièces provenant des Lacroix et un lot considérable de documents, anciens et modernes, concernant les Arnaud. Parmi ces derniers se trouvent les

(1) *Pièces justificatives*, n° II.

(2) *Ibid.*, n° III.

titres de la seigneurie angoumoisine de Bouex, ayant trait à ses différents détenteurs, à sa justice, aux hommages, aveux, dénombrements et rentes foncières. Cette terre avait appartenu, au xvii^e siècle, à une branche de la maison du Lau.

En dehors de ces pièces d'un intérêt spécial, on pourrait citer quelques actes d'un autre caractère, comme la vente consentie devant M^e Fondou, notaire royal, le 29 janvier 1669, par Anne de Raymond, épouse séparée du comte de Ribérac, demeurant au château de Bellevue, paroisse de Beaussac, à Antoine de Lavaud, maître de la forge de Combiér, de 2000 brasses de bois à prendre dans les appartenances de Bellevue, moyennant 58 sols la brasse ; et l'enquête, dressée le 31 octobre 1783, par Léonard Pichon, notaire, en présence de Jean Dereix, curé de Saint-Pardoux, député par l'évêque de Périgueux, à la requête de Paul Raynaud, syndic général de onze villages, en vue de l'érection en église paroissiale de la chapelle de Saint-Jean de Puyrenier.

La portion la plus volumineuse des archives de Fontgrenon est la correspondance, entretenue surtout par deux membres de la famille Arnaud. L'un, maître des requêtes ordinaires de l'hôtel du Roi, qui joua un rôle judiciaire, notamment dans l'affaire Cartouche, Noël Arnaud, seigneur de Bouex, mort disgracié en 1748 ; l'autre, fils du précédent, Jean-Noël Arnaud, seigneur de Chesne près Rogny, lieutenant des maréchaux de France en la sénéchaussée d'Angoulême et chevalier du Saint Sépulcre, mort aussi à Bouex, en l'an VIII. De tant de lettres, renfermées dans plusieurs sacs, et dont une partie paraît avoir été antérieurement enlevée, je ne tirerai ici que quelques passages ayant trait au Périgord (1).

Enfin, divers dossiers se rapportent à des discussions entre gentilshommes, portées devant le lieutenant des maréchaux. On y voit figurer des noms périgourdiens, comme Jean de Salignac, seigneur de Boisbelet, paroisse de Moutiers, contre Louis-François de Salignac, son neveu breton (1774) ; Pierre de Thomasson de Salvert, demeurant au château de

(1) *Pièces justificatives*, n^o IV.

Saint-Pierre, paroisse de Saint-Germain, contre le chevalier de La Domaise, garde du corps de la compagnie de Luxembourg, de la paroisse de Pluviers (1781) ; le chevalier de Conan d'Hautefaye, capitaine au régiment du Roi, contre un autre capitaine, du régiment d'Aquitaine, Barbot de Peudry de La Trésorière (1783) ; et le chevalier de Royère, contre Dupont du Vivier, tous deux officiers du régiment de Beauce-infanterie (1788). Il s'agit de contestations relatives à des menaces, sévices, dettes, etc.

Il est rare de rencontrer dans les châteaux du Périgord une pareille accumulation de documents, aussi bien conservés. Il y a là pour les généalogistes et les érudits une mine variée à exploiter.

A. DUJARRIC-DESCOMBES.

PIÈCES JUSTIFICATIVES

I

Lettres du marquis de Bourdeille à M. de Leyterie

(1616).

1^o Monsieur, Il vous peult ressouvenir quel fust mon advis sur ce que vous et Mons^r le premier consul me proposates céans. Celluy de Monsieur de Sarlat est conforme, et je crois que vous l'aprouverez. Car de rechercher particulièrement l'opinion et volonté d'ung chascung, il y ora tant d'inconvéniens que jamais il ne s'y trouveroyt aucune bonne resolution. Les ungs seront mal affectionnés, les autres se voudront exempter, diront qu'ils ne peuvent pas et la pluspart aymer a mieux languir en son mal que s'estre secourable. Bref qu'il n'y a moyen quelconque si ce n'est d'assurer Messieurs le duc de Mayenne et mareschal de Mastignon qu'en baillant commissions on fera une bonne estape pour la nourriture du camp et que les principaux de Périgueux — j'entends les plus zélés — les fassent exequer et si promptement tout ce qui seroit esgale et cottisé sur tout le Périgort ne se peult lever à cause les empeschementz des ennemis que quelques uns en fassent aucune ou mesme les endroictz qui ne sont occupes et ce par forme de prest et o la charge qu'ilz en seront rembourses. Si on ne suyt ceste voye, je ne scay quelle aultre pourra remedier à nos maux. De moy j'aprouve tout ce que vous resoudrès, et offre tout ce que je puy. J'en escript à Monsieur le maire et croitz

que vous en confererès. Sur quoy je me recommande bien humblement a vos graces et prie Dieu,

Monsieur, vous continuer ses services. De no^{re} chasteau, ce XXVII^e juillet.

V^{re} bien humble a vous fere service,

DE BOURDEILLE.

Suscription : A Monsieur, Monsieur de Layterie.

2^e Monsieur, je vous diray comme je receu commandement du Roy de fere prendre garde dans l'estendue de ma charge sur les bruits qui courent afin que tous se maintiennent en leur devoir et que aucuns ne prennent l'alarme sur ses occurrences, le tout devant demeurer sous son obeissance. Je vous en ay voulu advertir et vous prier de vous tenir pret. Car s'il s'offre occasion, je vous en donneray advis pour que tous ensemble nous rendions le devoir que nous devons à Sa Majesté, duquel je m'assure que vous ne vous en esloignerez jamais, ny moy de vous servir en se que m'employerez. Car je suis,

Monsieur,

Vostre plus affectionné serviteur

BOURDEILLE.

Je faits la mesme priere a Messieurs vos enfans, a qui je bese les meins et suis à leur servise.

A Bourdeille, le X 3 septembre 1616.

II

*Provision de maitre des requêtes accordée par le duc d'Anjou à
Elie Dejehan.*

(1581).

François, fils de France, frère unique du Roy, duc d'Anjou, Alençon, Tourraine et Berry, à tous ceux qui ces présentes verront, salut. Sçavoir faisons que nous desirons nous servir de nostre amé et féal Helies Dejehan, escuyer, sieur de Valboulet, conseiller du Roy, nostre tres honoré seigneur et frère au siège presidial de Périgueux, et l'approcher de nous en estat et qualité correspondant à sa profession, tant pour sa bonne vie, prudence, expérience au fait de justice et pour les bons et agréables services qu'avons reçu de luy que aussy pour la recommandation qui nous en a été faite de luy par aucuns à nos plus especiaux serviteurs. Iceiluy, pour ces causes et autres à ce nous mouvans, avons cejourd'hui retenu et retenons, par ces présentes, en l'estat et qualité de nostre conseiller m^{re} des

requestes ordinaires de nostre hostel, pour en celluy dors en avant nous y servir aus honneurs, autorités, prérogatives, franchises, libertés, livresons, aultrelages, gages, droits, profits, revenus et emolumens accoustumés que y appartiennent, tant qu'il nous plaira. Sy donnons en mandement à nostre amé et féal conseiller du conseil privé du Roy, nostre seigneur et frère le s^r de La Rainie, président en la cour du parlement de Dijon et garde de nos seaus, que dud. s^r Dejehan prins et receu le serement en tel cas requis et accoustumé, icelluy mettre et instituer le par nous en pcession et saisine dudit estat et revenu d'icelluy, etc...

III

Dénouciation au syndic de Bourdeille de l'anoblissement de Jean de Champagnac.

(1597).

Au lieu de Bourdeille et place publique dicelluy, le vingt septiesme de fevrier mil cinq cens quatre vingtz dix sept, avant midy, pardevant le notaire soubz signé et des tesmoingts bas escritz, a esté p^{nt} et personnellement constitué M^e Arnaud Choumete, pratitien, habitant au lieu de Mazerat, faisant pour le sieur de Champagnac, conseiller et m^e des req^{tes} de Madame, seur du Roy, lequel aud. nom, parlant à M^e Léonard Bloys, habitant et sindit de la paroisse de Bourdeille, luy a dict et remonstré que puy le moys de janvier en l'an mil cinq cens quatre vingtz seze led. s^r de Champagnac auroit obtenu du Roy l^{res} d'annoblissement, et depuis le septie^e de janvier mil cinq cens quatre vingtz dix sept, obtenu commission de nos seigneurs des comptes pour informer de sa qualité, condi^{on}, bonne vie, mœurs et moyens, et qu'il a fait par Monsieur le senesehal de Perigort, assisté de Monsieur son lieuten^t de Monsieur Langlade, conseiller esleu pour le Roy en l'élection de Perigort, et de Messieurs les advocatz, procureurs et recepveurs du Roy aud. pais de Périgord, dès le vingtie^e du moys p^{nt}, et pretend led. s^r de Champagnac fere porter pardevant nosd. seigneurs des comptes enquete et atesta^{on} qu'il en a fait avec lesd. l^{res} d'anobliss^t, et quoy que soit la coppie vidimée et deument collationée à son vray original pour estre procédé à la verifca^{on} et interinement desd. l^{res} comme de raison, ce que partout que besoingt seroit, il notiffie aud. Bloys en lad. qualité de sindit de lad. paroisse, bien qu'il ne fust nécessaire, puy qu'il est exempt, comme est nothoire, des tailles et subcides de la paroisse dud. lieu. A quoy led. Bloys, faisant responce, a dict que puy que led. s^r de Champagnac est exempt, comme dict est, desd. tailles et

subcides de lad. paroisse et n'est comprins aux rolles dicelle ny sa maison, ainsin qu'apert par lesd. roolles, il ne peult avoir interest d'empescher pour lad. paroisse à lad. verifca^{on} et interinem^t desd. lettres. Dont a esté faict acte aud. Choumette pour led sieur de Champagnac le requérant pour luy servir que de raison par moyd. no^{re} juré, soubz le scel de la visconté, barognie, chastellenie et jurisdi^{on} de Bourdeille, en prés^{ce} de Pierre Petit, escuyer, demeurant avec le seigneur de Branthosme, et Jehan Barriasson dit Perpignan, du bourg de Valeilh, tesmoigtz requis, desquels led. Petit a signé à l'original avec lesd. Choumete, et Bloys, et led. Barriasson a dit ne savoir escrire sur ce enquis. Ainsin signé aud. original : Choumete, Bloys, pour avoir faict lad. responce, et Petit. (Signé) : Girauld, no^{re}.

IV

Extraits de la correspondance de M^{re} Arnaud.

1^o. — Septembre 1722. — D'Arnaud de Bouex, à sa mère (Jeanne Desmier) :

« Les épiciers ont entrepris M^r le duc de La Force pour fait de marchandise, et ont saisi son magasin des Augustins. On a décrété de prise de corps son intendant et l'on a assigné pour être ouy M^r le duc de La Force. Les chambres étoient et seront encore assemblées pour cette affaire, où il y a assisté trois princes du sang et 17 ducs et pairs. Le prince de Conty et 14 ducs ont été de l'avis de l'arrêt, aussi bien que 105 membres du parlement, dont j'étois du nombre, contre 53 voix en tout, qui vouloient ou renvoyer l'affaire au Châtelet, ou ne point décréter M^r de La Force. Toute cette affaire est traitée comme monopole. Elle fait bien connoître la grandeur du parlement, et je vous avoue que, comme nous nous plaçons ainsy que nous arrivons, sans observer le rang de réception, je me trouvai doublement flatté dans cette occasion où je me trouvai immédiatement après le maréchal de Villars, qui me disoit de temps en temps : « Nous en avons bien icy quelques-uns dans le cas du duc de La Force. » Je suis curieux de les voir opérer. Le public est comme vous, n'en doutès pas, fort satisfait de l'arrêt. Mais tout cecy n'est que de l'instruction, il faudra voir au fond ».

2^o. — Du 6 décembre 1734. — Lettre de M. du Cluzel de La Chabrierie, archiprêtre de Valeuil, à M. de Bouex, maître des requêtes, relative à une créance de Dalvy, libraire à Périgueux, contre M^{me} de Laage. Cachet aux armes des du Cluzel.

3^o. — Du 23 jnin 1745. — Lettre du P. Valleteau, jacobin à Angoulême, à Arnault de Bouex, ancien maître des requêtes. Après quel-

ques détails sur les événements politiques, on lit : « Mr l'évêque devoit partir hier pour aller, à Châteauneuf, couronner l'ouvrage de sept missionnaires et ecclésiastiques de Périgueux, qui y travaillent depuis un mois. On se flatte dans cette ville qu'on pourroit les avoir un jour. »

4°. — Du 12 juin 1753. — Lettre de M. de Monberon à son cousin M. de Chesne, chez M. de Villers, receveur général des finances à Paris :

« Je ne t'apprendray pas sans doute le mariage de M^{lle} de Rouffiac avec M. de La Linde, gentilhomme périgourdin, capitaine dans l'Provence (1). On assure que tout est bien assorti pour le bien et la naissance. Le contrat de mariage doit se passer ces jours-ci ».

5°. — Drouet à Monsieur de Chesne, à Bouex :

Monsieur,

Je suis de retour de mon voyage du Périgort, mercredi bien tard, je n'est point peut me rendre à Bouée, rapport à la nuit. Je me suis enformé de cest forge dont nous avons parlé. Elles sont si bonne que le gendre de Mr Bertin m'a demandé mon avi pour les prendre pour y fondre des canons, rapport aux bois qui sont a bon conte et aux mine qui ne coute que la façon dans certains endrois. A La Forge d'Ance, ou j'ai été pour voir mon cousin, le bois vaut 6 livres la corde et la mine passe deux cent livres. La fondue, nous avons suputé tous les canons, ne leur revient qu'à 450 livres, compris la voiture. Les cinq forges, dont nous avons parlé, les mine ne coute que la façon dans certains endrois, et les bois ne coute que quarante sous la corde. Enfin la fonte ne se vend par les metres de forge que quatre livres dix sous le cent. Un beau frère de Mr Dugravier a ganié l'année dernière six mille livres sur un fondage, qu'il a vendu aux prix que vous parle. Voyez si nous devons ganier à 25 livres du cent. J'atans, Monsieur, votre réponce pour me rendre à Bouée ou Angoulême avec ledit sieur Dugravier pour prendre les arangement de votre départ de Rochefort. La chose presse : c'est notre intérêt de la pousser vivement.

J'atans votre réponse, Monsieur, et je suis votre très humble et très obeissant serviteur.

DROUET.

(1) Jean-François d'Arlot, dit le chevalier de La Linde, capitaine au régiment de Provence, marié à Julie-Dorothée des Ruaux, comtesse de Rouffiac, fille du comte des Ruaux de Rouffiac, maréchal de camp. (*Précis généalogique de la maison d'Arlot*, Bergerac, 1898, page 157.)

De Ruelle, ce 8 novembre 1753.

Monsieur, je vous écris si mal pour d'être veü par le comis de la forge.

6°. — Du 28 janvier 1754. — Du Gravier à Arnould de Chesne, à l'hôtel de La Vallière, à Paris. — Il désire une commande pour la marine ; « tout le monde s'empresse d'en avoir, particulièrement M. Bertin, qui envoie à cet effet M. de Laulagne, son associé, à Rochefort... Nous avons les mêmes moyens qu'eux, les forges, les bois ; les mines ne nous manqueront pas... On a envoyé à Ruelle deux officiers de marine qui ont accepté tous les canons qui s'y sont trouvés ».

Du 8 décembre suivant. — Après avoir annoncé que Drouet a quitté la forge de M. de Montalembert : « La forge de Rancogne est vendue à M. de Rufraye, négociant de Rochefort, à 130.000 livres. Desfosses en avait offert 180.000 livres. M. l'intendant de Rochefort a beaucoup de part à tout cela. L'acquéreur a eu par son moyen une commande de 300 canons. »

7°. — Du 1^{er} janvier 1755, le même à M. de Chesne. — Il se recommande de la famille de Jumilhac pour solliciter de M. Guyot de Villers, avec l'appui de son correspondant, une direction ou un entrepôt de tabac ; il désirerait un des bureaux de Périgueux ou de Nontron. Il déclare s'appeler Noël Pichon, s^r du Gravier, être âgé de 33 ans et natif de Jumilhac-le-Grand.

8°. — Du 20 septembre 1772. — Lettre écrite, de Laxion, par M. le Conte à M. de Chesne, pour lui donner des renseignements sur Etienne Coulette, natif de la paroisse de Corgnac, qui, pendant sept ans, a été garçon jardinier du marquis de Chapt. Il a travaillé sous un tres habile jardinier nommé Boyer, d'une famille de braves gens, connaissant parfaitement la culture des plantes et fleurs, la taille des arbres et les orangers ; pendant 9 ans il avait été jardinier chez la comtesse de Noyan.

9°. — De l'an 1773. — Lettre écrite à M. d'Arnault de Chesne, à Bouex, par M. de Salleton, curé de Milhac-de-Nontron : « Je n'avois point perdu de vue mes engagements avec vous, Monsieur, et je n'attendois qu'un temps plus sec pour vous faire tenir, dans quelque tournée que je feray à Beauvais, ce que j'ai l'honneur de vous offrir, avec bien de la complaisance, sçavoir : deux mirrhiers, deux pieds de beaumhier, dont la grappe estant cœuilhie en novembre est un spécifique pour arreter le flux de ventre, et le suc qui exhale de la peau levée avec un couteau fait un meilleur effet et moins dange-

reux que la boule d'acier ; 2 pistachers, item deux baguenaudiers, 2 boules de neige, 2 pieds de citronelle du Levant qui, en froissant légèrement la main dessus luy communique le parfum de la fine épicerie ; enfin deux pieds du cèdre du Liban, ou donnés pour tels ; le père de ceux-cy n'a pas 4 ans et a 7 ou 8 pieds de hauteur.

« Le projet de vous saluer chez vous, Monsieur, estoit moins le coup d'œil de vostre jardin et de son embellissement que l'envie de connoître plus particulièrement l'artiste et le maître qui a si heureusement fait le triage et l'ensemble de ce que l'esprit humain a fourni en connoissances utiles et agréables et le cœur en sentiments délicats et épurés... »

10°. — Du 5 août 1799. — Lettre de M. Foucaret, officier réformé de gendarmerie nationale, à Nontron ; à M. de Chesne. — Ruiné par les malheurs de la Révolution, sa modique pension ne lui permet pas de garder avec lui une nièce ; aussi est-il heureux de la voir entrer au service de M. de Chesne.

11°. — Du 27 novembre 1811. — Lettre de Madame Aldegonde, à l'hospice de Saint-Cyprien, à Madame Arnaud de Viville, née de Lignac, nièce de M. de Chesne. Elle envoie à cette dernière de ses nouvelles par M. de Senailhac, grand vicaire général du diocèse de Périgueux, qui l'a connue autrefois.

V

Détail sur la maladie appelée la suette.

La maladie, appelée la suette ou fièvre milliaire, qui a fait tant de ravage à Toulouse, ensuite à Sarlat et de présent à Bergerac, dure tout au plus huit jours. Il ne faut que rester au lit vingt-quatre heures au plus ; il vaudroit encore mieux ne point y rester plus qu'à l'ordinaire, boire beaucoup de rafraichissans, se couvrir peu, prendre l'air surtout, user de bouillon très léger, voila les seuls et immanquables remèdes.

On étouffoit les gens à force de les couvrir et ils périssoient par une dissolution de sang.

Arnaud de Chesne, qui a écrit cette note, ajoute : Voyez sur cela ce qui est détaillé dans le *Mercur*e du 13 juillet 1782, article de Paris.

ANCIENNES TRIBUNES ET BUFFET D'ORGUE

DE L'ÉGLISE SAINT-FRONT

En 1583, après la reprise de Périgueux par les catholiques, l'église Saint-Front subit un grand nombre de transformations. La plus importante fut le transfert du chœur sous la coupole de l'est, alors qu'il était auparavant sous celle de l'ouest. Ce transfert rendit nécessaire le nivellement du sol de la coupole ouest, qui, jusqu'à ce moment, avait été plus élevé que celui des quatre autres coupoles.

Après le nivellement de cette partie de l'église, qui, de ce fait, était devenue libre et consacrée au public comme les trois autres coupoles du nord, du centre et du midi, on avait songé à y établir des tribunes.

M. de Mourcin (*Antiquités de Vésone*, II, p. 370), nous fait ainsi la description des tribunes qui existaient en 1826 :

Les tribunes sont dans la croissette (c'est-à-dire sous la coupole) de l'ouest, où elles avancent autant que les gros piliers. Celle de la branche de l'ouest (c'est-à-dire entre les deux gros piliers qui sont contre le clocher) soutient le buffet de l'orgue ; elle porte la date de 1722 ; sa largeur est celle de la branche de la croissette (c'est-à-dire la largeur des gros piliers) ; sa hauteur est d'environ vingt pieds (6^m50) ; son acrotère est en balustrade formée de balustres carrés ; le milieu est voûté, le reste est planchéié. Le bas de cette construction est ouvert par trois arcades, dont celle du milieu est voûtée en anse de panier. La largeur de celle-ci est de treize pieds deux pouces (3^m94) ; les deux autres ont six pieds six pouces (2^m11).

La tribune du nord et celle du sud (1) se composent d'une façade en parpaing et d'un simple plancher portant sur ce parpaing et dans le mur de l'église ; leur hauteur est de dix-neuf pieds (6^m20) et quelques pouces ; elles ont pour acrotère un appui en balustrade comme celui de la tribune que nous venons de décrire. Le parpaing offre trois arcades à plein cintre ; celle du centre est supportée par deux colonnes mal fuselées et portant sur leur piédestal ; celles des côtés le sont par ces mêmes colonnes et par des pilastres plaqués contre

(1) La tribune du nord occupait l'espace entre les deux gros piliers du nord et celle du sud l'espace entre les deux du côté sud.

les gros piliers. Le tout est mal agencé, et est évidemment antérieur de quelques années à la construction qui porte le buffet de l'orgue. La tribune du côté sud sert pour l'évêché; l'autre n'a jamais été achevée.

A la page 489, le même auteur citant les inscriptions et les dates qui se trouvent dans la basilique dit que sur la tribune de l'orgue il y avait la date de 1627.

De nouveau, page 508, il cite la même date en ces termes :

La tribune de l'orgue a été faite en 1627, comme le porte la date qu'on y a gravée, et les tribunes latérales avaient été élevées quelques années auparavant.

C'est sans aucun doute une faute d'impression qui lui a fait donner dans la première citation la date de 1722 puisque dans ce même texte il s'exprime comme dans le troisième relativement aux tribunes latérales « antérieures de quelques années à la construction qui porte le buffet de l'orgue. »

Il serait intéressant, maintenant que ces trois tribunes n'existent plus, de recueillir ce que nous pouvons savoir d'elles. Et comme les quelques documents que nous possédons nous donnent aussi quelques renseignements sur les anciennes orgues qui étaient sur la tribune de l'ouest, nous les joindrons à cette petite notice.

Une minute du notaire Maigne, aux Archives départementales, nous renseigne sur la date d'une des tribunes de côté et sur les auteurs de ces deux dernières.

10 novembre 1612. Prix fait et marché avec Pierre Lachaux, m^e mason de la présente ville et y habitant, pour faire dans la dite église Saint-Front et joignant le courroir de tribune qui est au-dessus de l'autel de la Trinité, une galerie de carteillage faite en voulte, en trois arceaux et deux piliers, le tout en bon carteillage. Icelle galerie comprenant depuis l'autel de la Trinité jusques à l'autel appelé de Saint-Mort, sur le banc où se mettent messieurs de la Cour présidiale, de même hauteur que la tribune ci-devant bastie en la dite église par M^r Nicolas Rambourg, laquelle doit être de sept pieds en œuvre, et tout ainsi que la place a esté marquée au dit Lachaux. La dite galerie garnie de parpains et d'un accoutoir par le Devant, et au bout d'icelle, du côté du dit autel de la Trinité, le tout bien et dûment fait de bon carteillage à chaux et sable bien cramponné avec crampons de fer où ce sera besoin ou nécessaire.

Pour faire laquelle galerie ou tribune ledit Lachaux sera tenu de fournir toute matière à ses despens et icelle rendra bien et duement faite et parfaite dans le jour de mardi gras prochain venant. A peine de tous despens et dommages », etc...

L'expression de « sept pieds en œuvre » (soit 2^m27) que doit avoir cette tribune semblerait devoir s'entendre de sa largeur ; or, d'après la description de M. de Mourcin, ces tribunes avançaient autant que les gros piliers qui avaient à cet endroit là 5^m48 au nord et 5^m03 au sud. Si cette mesure de « sept pieds en œuvre » donne la largeur de la tribune, il y a une faute dans l'acte, et volontiers nous admettrions que le notaire a omis simplement le mot « dix » ; car les « dix-sept pieds » feraient à deux centimètres près la largeur qu'avait cette tribune avant sa démolition.

Avec cette petite correction, le prix-fait concorde parfaitement avec la description de M. de Mourcin ; et comme d'ailleurs il n'y avait pas dans l'église d'autres tribunes faisant pendants, nous pouvons identifier les deux tribunes de côté décrites par M. de Mourcin, avec celles dont parle le document.

Du fait que la tribune du nord n'a jamais été terminée, d'après M. de Mourcin, et que celle de Nicolas Rambourg était terminée en 1612, puisqu'elle sert de modèle à la seconde (celle de Pierre Lachaux), il est naturel de conclure que c'est cette dernière qui n'a pas été terminée et que, par conséquent, la tribune du sud qui servait à l'évêché, est celle de Nicolas Rambourg, et que celle du nord ne peut être que celle de Pierre Lachaux, bâtie en 1612. La date de la construction de la tribune de Nicolas Rambourg, qui servait à l'évêché, ne nous est pas donnée par le document ; mais, d'après le texte même, il est aisé de conclure qu'elle n'était faite que depuis peu d'années et nous savons déjà qu'elle ne pouvait être antérieure à 1583, date du nivellement du sol à cet endroit.

D'après les mesures données par M. de Mourcin, il semblerait que les trois tribunes étaient à peu près de même hauteur : 6^m50 pour celle de l'orgue, 6^m20 pour les deux latérales. En réalité, celle de l'orgue était beaucoup plus haute que les autres, parce que la partie où elle se trouvait avait été laissée,

en 1583, lors du nivellement du sol de cette coupole, au niveau de l'ancien chœur, c'est-à-dire 1^m26 plus haut que tout le reste de l'église. La balustrade de la tribune de l'orgue se trouvait de ce fait à 7^m76 et celles des tribunes latérales étaient 1^m56 plus bas.

La tribune du sud, la première bâtie, avait été établie de manière à correspondre comme niveau à la porte qui, primitivement, devait y donner accès. Cette porte se trouvait dans l'intérieur du pilier du sud-ouest contre le clocher, et avait été pratiquée dans la fenêtre qui éclaire le passage du bas. C'était aussi à cette porte que montait l'escalier ou grand degré, qui faisait communiquer l'église avec l'évêché.

Quand ensuite on établit la tribune de l'orgue, on ne fut pas lié par une raison semblable et on la fit assez haute pour que de là on put dominer facilement toute la longueur de l'église.

Sans vouloir faire aucune espèce de comparaison entre les deux édifices, il est intéressant cependant de signaler qu'à Saint-Marc de Venise on avait de même établi, depuis longtemps, des arcatures entre les gros piliers de la nef. C'est, sans doute, une manière qui se présente naturellement à l'esprit, de supprimer les recoins formés par les saillies des gros piliers à l'intérieur du vaisseau.

Pour la tribune de l'orgue, si nous n'avons pas retrouvé son auteur, nous avons cependant eu l'avantage de découvrir une photographie qui nous la donne avec tous ses détails. Nous devons des remerciements à M. le chanoine Mayjonade, secrétaire général de l'évêché, à qui elle appartient, d'avoir bien voulu nous la communiquer. Quoiqu'elle soit dans un état qui rende sa reproduction absolument impossible, elle nous a permis cependant de reconstituer très exactement l'ordonnance de cette tribune avec ses irrégularités.

Celles-ci proviennent de la porte d'entrée donnant sous le clocher, qui n'était pas exactement au milieu entre les deux gros piliers ; elle se trouvait sensiblement plus au nord. Pour faire concorder un peu mieux cette porte avec l'arcade en anse de panier de la tribune, on porta toutes les ouvertures de celle-ci 25 centimètres plus au nord. C'est sur les piédroits

extrêmes que se trouve la différence; celui du sud avait 0^m75 et celui du nord 0^m24 seulement.

Pour la balustrade de couronnement on ne crut pas pouvoir recourir au même expédient et il parut plus simple de mettre un balustre de plus à chaque groupe du sud.

Cette photographie nous apprend aussi la façon dont les petites arcades de côté étaient closes sur le devant. Nous y voyons une main courante soutenue par six balustres; le tout semblable à la balustrade du haut. Nous nous étions souvent demandé si les sept marches qui montaient à la porte s'étendaient en avant de la tribune sur toute sa largeur. La vue dont nous nous servons ne peut directement résoudre la question, car elle ne descend pas plus bas que le soubassement de ces balustrades, et les marches n'y sont donc pas; mais l'existence de ces balustrades dans les petites arcades nous est un indice presque certain que ces marches n'occupaient que le milieu, à peu près sinon exactement comme nous les avons figurées sur notre dessin.

Il est bon de remarquer que la répétition du motif ornemental des balustrades, comme couronnement dans les trois tribunes et comme clôture des arcades de côté dans celle de l'ouest avait été bien intentionnelle chez les constructeurs divers de ces tribunes; ils voulurent en faire un tout présentant une certaine unité. Peut-être même la multiplication de ce motif enlevait-elle en partie l'effet plutôt bizarre que ces colonnes toscanes, cette arcade en anse de panier, et cette forme des balustres devaient produire dans la vieille basilique.

La date de 1627 que portait cette tribune nous dit qu'elle fut bâtie pour la première installation des orgues à l'ouest de l'église. Avant 1575, il y avait des orgues à Saint-Front, puisque dans l'inventaire du *Trésor de l'église en 1552* (*Bull. arch.*, t. XXX, p. 290, n° 143), nous trouvons mentionné « autre grand drap de soie verte...., lequel se met au devant des orgues ». Ce *grand drap*, qui se met comme ornement devant les orgues, nous donne bien à entendre que c'était un orgue plutôt grand et qu'il était élevé puisqu'on met au devant ce drap de soie.

En 1612, le 23 mai, six mois avant le contrat de Pierre Lachaux, dans une transaction passée entre les deux chapitres de Saint-Front et de Saint-Etienne (Arch. dép. Minutes Maigne) nous trouvons aussi stipulé que les orgues qui se trouvaient déjà en 1586 dans l'église Saint-Front resteront à l'église collégiale.

S'il est certain que, lors de la construction de la tribune de l'ouest, il y avait déjà des orgues à Saint-Front, nous n'avons trouvé aucune indication permettant de déterminer leur emplacement ; mais elles n'étaient point dans le chœur à cette même place, et n'y furent transportées qu'après la construction de la tribune de 1627. Après le transfert du chœur sous la coupole de l'est, cet endroit devenait en effet la place traditionnelle et toute désignée pour les orgues anciennes, et pour les recevoir on bâtit la tribune.

Un autre intérêt de la photographie, qui nous a servi à reconstituer la tribune de l'ouest, se trouve dans le buffet de l'orgue qu'elle nous présente dans son intégrité, et à la place qu'il occupait avant la restauration.

Nous n'avons pas su résister à l'envie de reproduire avec la tribune l'ensemble de ce buffet ; il méritait que sa silhouette primitive ne se perdît pas.

Une inscription qui se trouvait sur les orgues avant 1873, et qui est actuellement au Musée du Périgord, nous renseigne sur la date de leur construction et sur leur auteur. Elle est bien connue, mais il est nécessaire de la rappeler :

Cette orgue a été faite par les soins et aux dépens de messire Dominique Dejhan, prêtre chanoine de Périgueux. Elle a été fabriquée par le sieur Marin Carouge, facteur d'orgue de Paris. Elle fut commencée l'an 1731 le 7 du mois d'août, et finie le 12 septembre 1733. Et a été reçu pour premier organiste le sieur Joseph Jossot, prieur de Saint-Martin.

L'auteur du buffet nous est inconnu, mais il ressemble en tant de points à celui qui fut fait à la même époque (1731-1736) pour l'abbaye de Clairvaux et qui se trouve actuellement à la cathédrale de Troyes, qu'on peut, avec vraisemblance, les attribuer au même auteur, sculpteur ou architecte. Les orgues de Troyes furent bien exécutées à Châlons-sur-Marne,

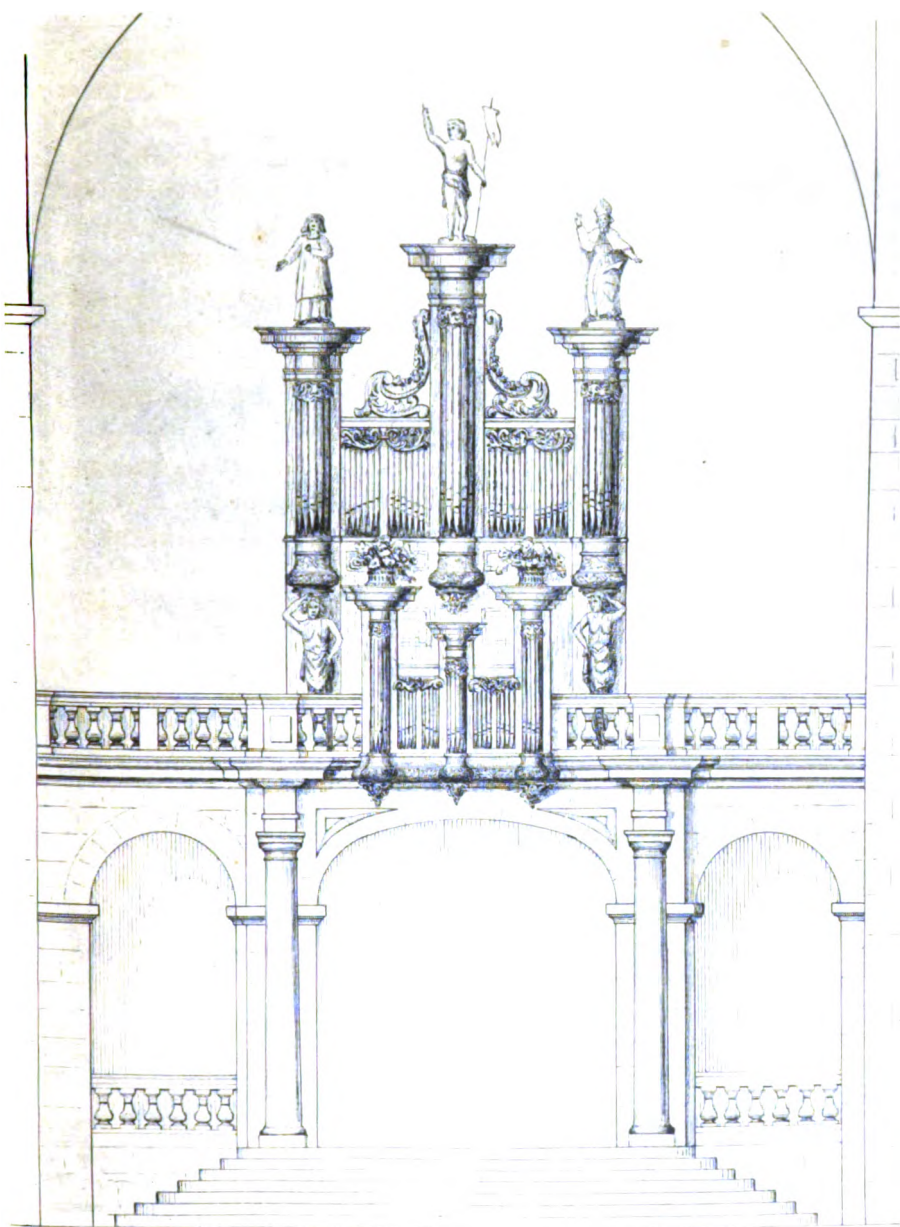
par le facteur Jacques Cochu, et celles de Périgueux le furent à Paris par Marin Carouge, mais l'expression de « facteur d'orgues » ne doit s'entendre strictement que de l'instrument lui-même, et il est bien probable que pour l'ornementation le facteur s'en remettait à un sculpteur ou à un architecte. En tout cas, la ressemblance des deux et leur construction la même année, ne semblent pas devoir être attribuées à un effet du hasard.

Après avoir été enlevé de l'église Saint-Front vers 1873, le buffet resta longtemps dans les greniers de l'ancien évêché. C'est là que plusieurs de ses parties disparurent. Tout le devant, appelé le « buffet du positif » n'était plus avec le reste lorsque en 1885 M. l'abbé Rebière, curé de la Cité, eut la bonne idée de les acheter pour son église.

A ce moment là, il était question de faire des réparations à l'ancienne cathédrale Saint-Etienne, et c'est en prévision de ces réparations que l'achat d'un orgue fut retardé. Aussi le buffet fut-il gardé dans l'ancienne chapelle épiscopale de la Cité jusqu'en 1904. Les réparations de l'église restant toujours en projet, on n'hésita plus à faire alors l'acquisition de nouvelles orgues pour la Cité, et ce qui subsistait de l'ancien buffet fut utilisé par le facteur M. Mutin, pour loger le nouvel instrument qui fut placé à la tribune de la Cité et inauguré le 8 janvier 1905.

Si l'on compare l'état actuel du buffet avec notre reconstitution, on remarque qu'il manque aujourd'hui non seulement tout le devant qui cachait le clavier et l'organiste, mais encore les trois statues qui couronnaient les tourelles des montres supérieures, ainsi qu'un des trois manchons de sculpture qui, au sommet des tuyaux d'étain, entourent l'extrémité de ces tuyaux ; à la Cité celui du milieu n'existe plus.

En réalité, tout cela n'a pas disparu et plusieurs de ces pièces se trouvent encore dans l'église même de Saint-Etienne. Deux des statues ont été placées à droite et à gauche du grand autel de bois après avoir été restaurées par le sculpteur Romé ; elles représentent Saint-Etienne et Saint-Front. La troisième, celle qui se trouvait sur la tourelle centrale et qui représente N. S. ressuscitant, peut encore se voir, placée



Dessin de M. l'Abbé Roux.

Echelle de 0,009 p. mètre

ÉGLISE SAINT-FRONT (*avant la Restauration*)

Tribune de l'ouest et Buffet d'orgues.

comme un embarras, dans la même église, près de l'autel de bois du côté nord, sur la galerie et au-dessus de la petite porte latérale.

Nous sommes aussi convaincu qu'on doit identifier les deux paniers de fleurs qui terminaient les deux tourelles latérales de l'avant-corps disparu avec les deux paniers que l'on voit actuellement au sommet des retours d'angle du grand autel de bois. Ce motif ornemental, qui coupe si désagréablement la frise et l'architrave, nous semble une addition au plan primitif; l'auteur de l'autel n'aurait pas fait, croyons-nous, cette faute de composition. On peut même se laisser persuader que tout l'ensemble de ces deux retours d'angle, trop nus si on les compare au reste du rétable, ne faisaient pas partie de la conception première de l'autel et qu'ils y ont été ajoutés dans un des nombreux déplacements qu'il a dû subir depuis son départ de la chapelle des Jésuites. Pour les paniers dont nous parlons, s'ils ne sont pas ceux de l'orgue, on peut au moins affirmer qu'ils en sont la réplique fidèle.

Un inventaire de la fabrique de Saint-Front, fait en 1824, mentionne ces orgues comme provenant de l'église de la Cité pour laquelle elles auraient donc été primitivement faites.

Nous avons plusieurs raisons de croire que cet inventaire fait erreur.

La première, c'est qu'en 1731, lors de leur construction, les deux chapitres étaient réunis à Saint-Front depuis 1669. Le donateur Dominique Dejhan était donc chanoine de la cathédrale Saint-Front et non de la Cité qui était devenue simplement église paroissiale. Il paraîtrait étrange que ce chanoine de Saint-Front eût fait faire des orgues pour Saint-Etienne; d'autant plus que les registres de Saint-Front mentionnent un Dejhan pourvu d'une vicairie de 1726 à 1734, juste au moment de la construction des orgues.

Nous voyons de plus sur les tourelles latérales du buffet les statues de Saint-Front et de Saint-Etienne. Depuis la réunion des deux chapitres à Saint-Front en 1669, la collégiale, en devenant cathédrale, avait pris pour double titulaire Saint-Front et Saint-Etienne, tandis que la Cité avait gardé son

simple titre de Saint-Etienne ; Saint-Front n'était pour elle que comme pour toutes les autres églises du diocèse.

Si l'orgue eût été fait pour l'église de la Cité, il n'y aurait pas eu l'image de Saint-Front, tandis que si Dominique Dejhan le fit exécuter pour Saint-Front, la présence des deux titulaires s'explique naturellement.

Enfin, nous croyons que ce buffet n'a jamais été à la Cité à cause de la difficulté que nous rencontrons pour y trouver sa place. Lors qu'en 1204 on a voulu l'y mettre, on a dû supprimer les trois statues de couronnement ; il n'y avait pas sous l'arc de la coupole la place pour son élévation complète. Et même en supposant qu'en 1783 le niveau du sol extérieur fût un peu moins élevé et que par conséquent la tribune pût être plus basse, on ne pourra jamais la descendre assez pour que la statue de N. S. ressuscitant puisse trouver place sous le grand arc. Or, nous ne voyons pas, ailleurs que là où elle est, de place pour une tribune dans l'église de la Cité.

Tous ces motifs nous persuadent que réellement ce buffet d'orgue fut fait pour la cathédrale Saint-Front et qu'avant 1873 il y avait toujours été.

Ces trois tribunes et ce buffet d'orgue n'étaient certainement pas des chefs-d'œuvre ; mais la restauration dernière de notre cathédrale a fait disparaître si complètement tout ce qui avait été déposé par les siècles à l'intérieur de l'église et lui donnait une physionomie spéciale, que nous nous surprisons à trouver instinctivement très intéressants les moindres vestiges de ce passé disparu.

C'est cette pensée qui donne surtout leur intérêt aux souvenirs que, par ces lignes et par notre dessin, nous essayons de garder de l'oubli.

Abbé J. Roux,
curé d'Antonne.



Clichés du Marquis de Fayolle.

Imp. Berthaud, Paris.

LE PÉRIGORD MILITAIRE

GENDARMES DE LA GARDE DU ROI

(1685-1787).

Henri IV créa, en 1609, une compagnie d'ordonnance de Mgr le Dauphin qui prit, deux années plus tard, sous Louis XIII, le titre de *Gendarmes de la Garde* et fut comprise dans l'état de la Maison du Roi avec les Gardes du corps, les Cheval-légers de la Garde, les Grenadiers à cheval, les Mousquetaires gris et noirs. Cette compagnie, qui eut de tout temps le Roi pour capitaine, était commandée par un capitaine-lieutenant ayant sous ses ordres deux capitaines sous-lieutenants, trois enseignes, trois guidons et dix maréchaux des logis dont deux aides-majors.

Elle se composait de deux cents gendarmes ou maîtres, répartis en quatre brigades, y compris huit brigadiers et autant de sous-brigadiers, quatre porte-étendards et quatre aides-majors de brigade. Au milieu du XVIII^e siècle, le nombre descendit à cent-cinquante gendarmes. En 1776, le comte de Saint-Germain en réduisit encore l'effectif, si bien que la gendarmerie de la garde ne forma plus qu'un demi-escadron.

L'uniforme des gendarmes était écarlate, galonné d'or sur toutes les coutures ; il y fut ajouté, à partir de 1715, des parements de velours noir. La cocarde était noire également, le plumet blanc.

Au dire du P. Daniel dans son *Abrégé de l'histoire de la Milice Française* paru en 1773 (tome II, page 444), ce corps fut toujours composé de gens d'élite et la réputation de sa valeur ne cessa d'être égale dans les batailles et les combats. Jusqu'au début du règne de Louis XIV, les gendarmes de la garde tinrent, d'après le même historien, le premier rang et eurent le pas sur les gardes du corps. Il fallait être « de famille hors du commun » pour entrer dans la Compagnie.

Le commandement de la gendarmerie de la garde resta longtemps dans la famille de *Rohan*. Nous avons noté comme

guidon de la Compagnie en 1673 Armand *de Madaillan*, *marquis de Lassé* (1), comme enseigne en 1717 Louis-Joseph *de Madaillan* (2), comme brigadier en 1679 Jean *de Paty, sr de Fontblanche*, demeurant dans la cité de Périgueux (3) ; comme guidon à partir de 1743 Joseph *de Ségur Cabanac*, et comme guidon également, en 1769, le fils de celui-ci, tous deux devenus ensuite officiers généraux.

En consultant aux Archives administratives du Ministère de la Guerre les contrôles des « Gens d'armes » de la Garde du Roi, nous avons relevé un certain nombre de militaires périgourdins. En voici la liste depuis 1685, avec l'orthographe que donne des noms le registre original.

Notre distingué collègue, M. le comte de Saint-Saud, qui connaît si bien les anciennes familles du Périgord, a bien voulu se charger de revoir cette liste à laquelle il a apporté un très grand nombre d'annotations intéressantes. Nous avons le devoir, et le plaisir, de lui exprimer notre bien sincère gratitude ainsi qu'à ses doctes et obligeants collaborateurs MM. le vicomte de Gérard et Boissérie de Masmontet.

1694.

Hélie *de Drier* ou *Le Drier*, écuyer, de Sainte-Foy-la Grande, diocèse de Périgueux (4).

(1) Armand de Madaillan, marquis de Lassay, né en 1652. Son père acheta pour lui la charge de guidon des Gendarmes au marquis de Pompadour, qui se repentit de l'avoir vendue, d'où un duel célèbre au Pont-au-Change. Quoique blessé d'un terrible coup d'épée, Armand mit son adversaire hors de combat. En 1674, il devint enseigne à ce corps, charge valant alors 100.000 écus. Il mourut en 1738, décoré du St-Esprit et de la Toison d'Or après une existence assez romanesque.

(2) Louis-Joseph de Madaillan de Lesparre, comte de Chauvigny, marquis de Montataire, fut sous-lieutenant aux Gendarmes, chevalier de Saint-Louis. Il décéda, sans hoirs, le 13 mai 1739. Deux branches de cette famille étaient périgourdines.

(3) Jean de Paty, sieur de Fontblanche, fut nommé en 1703 brigadier des Gardes du Corps. Il épousa Luce Lafite. Son père était consul de La Linde.

(4) Hélie Ledrier, chevalier de Saint-Louis, fut brigadier (dès 1722) puis maréchal des logis. En août 1727 il épousa Suzanne de Barbesson en présence de M^r de Mirambaut, gendarme de la Garde.

Jean Defont Doux, écuyer, sieur de Ramefort, demeurant à Mareuil, présenté par le comte de La Vauguion (1).

1702.

François Grimoard, écuyer, sieur de Sainte-Croix, demeurant à Jamac, près Périgueux, présenté par M. de Mirande et Romefort.

1704.

Jean-Baptiste de Marindat, écuyer, sieur du Cousset en Périgord (2)
Pierre de la Garde de Seigny et de Vualon, écuyer, sieur de Mirabel, demeurant à Vieux-Mareuil, présenté par Madame de Niossent (3).

31 mars 1705.

Philippe de Ramefort, écuyer, sieur de Faudeu de la Chaux, demeurant à Mareuil, présenté par son père.

1706.

Louis de Campagnac, écuyer, demeurant à Campagnac, près Sarlat, présenté par M. Valot (4).

François Hélie, sieur de La Brousse, demeurant à Bussière en Périgord (5).

1707.

Daniel Meyniac, écuyer, de Sainte-Foy sur Dordogne, présenté par M. Le Drier.

25 juin 1707.

Jean-Pierre Moras, écuyer, sieur de La Richardie, de Périgueux.

(1) La famille de Fondou de Ramefort habitait Saint-Priest de Mareuil.

(2) J.-B. de Marendat du Cousset, mort à Varaignes à l'âge de 80 ans et transporté à Bussière-Badil vers 1750, est qualifié ancien maréchal des logis de la garde du roi et chevalier de l'Ordre de Saint-Louis. Veuf de Anne de Labrousse, il avait épousé en 1743 Ursule de Masvaleix, d^{lle} de Lisle, et légitima un fils par ce mariage.

(3) P. de La Garde de Valon, sieur de Mirabel, marié en 1681 à Marie-Anne de Chasteigner.

(4) Louis Roux, fils de Joseph, seigneur de Campagnac et d'Isabeau de Roffignac; probablement le même que Louis-Joseph, fils des mêmes, page de la Grande-Ecurie en 1701, lieutenant des maréchaux de France en la sénéchaussée de Sarlat, marié en 1707 à Françoise de Saint-Astier.

(5) Il devint brigadier des Gendarmes, obtint la croix de Saint-Louis, fut blessé à Audenarde et à Malplaquet, puis anobli en avril 1743. Mort à 78 ans François de Labrousse de Belleville fut inhumé en 1760 à Bussière-Badil.

25 septembre 1707.

Antoine de Loulme, sieur de *La Grange Courlay*, de Périgueux, présenté par M. de Paty (1).

1708.

Joseph de Baudel, écuyer, sieur de *Cardou* près Bergerac, présenté par M. de Paty (2).

Jacques Durand, écuyer, seigneur de *la Tour de la Rolfe*, paroisse de Rouffignac, présenté par M^{me} la marquise de Gouffier (3).

2 septembre 1712.

Louis-Ange Masclac, à deux lieues de Sarlat, une lieue et demie de Gourdon, présenté par M. le marquis de Beauremont.

1713.

Pierre de la Brousse, seigneur de *Pamicol*, paroisse de Bussière à six lieues d'Angoulême, présentée par son frère (4).

1714.

Pierre Duvignau, seigneur de *la Vergne*, demeurant à Thiviers, présenté par M. du Cousset. De son mariage avec Thérèse Lacombe, de Thiviers, Pierre Duvignaud eut plusieurs enfants. Chevalier de l'Ordre de Saint-Louis, il mourut en 1747, âge de 72 ans, et fut enseveli dans l'église des Récollets de Thiviers.

1722.

Pierre-Joseph de Froidefond, écuyer, seigneur de *La Borde*, de Périgueux, présenté par M. le marquis de Clussac (5).

Pierre Bucherie, près Montpon à trois lieues de Sainte-Foy, présenté par M. Landrais.

(1) A. de Loulme, sieur de La Grange et de Poumarède, fils d'autre Antoine, possédait des forges près de Sarrazac. Il avait épousé Marie-Madeleine de Courlay qu'il perdit en 1729 et qui fut inhumée dans l'église de Saint-Romain.

(2) Joseph de Beudet, seigneur de Cardou (aujourd'hui commune de Bour-niquel, canton de Beaumont), né en 1687, décédé en 1764, n'ayant eu que des filles de Catherine de Montalembert.

(3) Il était fils de Claude et de Raymonde Amelin ; il fut baptisé le 27 août 1676. Il épousa N... de La Barthe.

(4) Pierre de Labrousse de Panivol mourut à l'âge de 37 ans environ et fut inhumé vers 1727 dans l'église de Bussière-Badil.

(5) Né en 1696, il décéda en 1775, avec la croix de Saint-Louis, à Bondieu, paroisse de Vélignes, où il demeurait. Il fut maintenu dans sa noblesse par arrêt du Conseil d'Etat en 1746.

Jean de La Brouhe, de Sainte Foy sur Dordogne, présenté par M. Le Drier (1).

1724.

Pierre Aima Fregigel, de Bergerac, présenté par M. Le Drier (2).

1725.

Hélie de Boisseul Duvignau, de Thiviers, présenté par son père (3).

Pierre Dealba, écuyer, seigneur de la Gironie, de Bergerac, présenté par M. Le Drier (4).

1727.

François Mallet de la Torre, écuyer, de la ville de Périgueux, présenté par M. de Plaigne (5).

1731.

Pierre de la Bastide, seigneur de Chaune, de Périgueux, et son frère Jean-Baptiste de la Bastide, présentés par M. de Plaigne (6).

1734.

Pierre de la Bastide du Perrier, présenté par M. de la Bastide de Chaune, son père (7).

10 juin 1739.

Pierre de La Tané, de Mussidan, présenté par le duc de la Force (8).

(1) Jean de Labroue et Jeanne de Brian eurent trois fils prénommés Jean : l'un dit de Saint-Avit devint capitaine au Normandie-infanterie, il s'allia avec Marie Bricheau ; l'autre fut lieutenant à ce régiment ; le troisième, dit le chevalier, fut aussi officier.

(2) Lire Pierre Eyma de Frégiguel, seigneur du Périer et de Lescuretie, anobli par la charge de secrétaire du Roi, le 28 juin 1733, marié à Jeanne de Sorbier.

(3) Lire Hélie du Vignaud, qualifié d'ancien gendarme de la Garde, de capitaine de cavalerie, de chevalier de Saint-Louis, d'habitant de Thiviers et de veuf d'Anne Grant de Tenteillac dans son acte de mariage avec Jeanne Conte, en 1768.

(4) La Gironnie était dans Pomport, juridiction de Montcuq. Pierre d'Alba, né en 1698, décédé des 1750, avait épousé Suzanne de Brugière.

(5) Il faut probablement lire : François de Malet de la Jorie. A cette époque vivaient deux François de Malet de la Jorie.

(6) Adrien de La Bastide, seigneur de Chaune et Suzanne de La Rue, eurent 1^{er} Pierre susdit ; 2^e Jean-Baptiste, seigneur de la Borie, marié le 4 janvier 1738 à Louise de Clermont.

(7) Peut-être Pierre-Valentin de La Bastide, seigneur du Perrier, de Chaune et de la Bocherie, chevalier de Saint-Louis, mestre de camp de cavalerie, anobli en 1773.

(8) Pierre de Latané, seigneur de Lobarde, devint fourrier des logis du

1^{er} juillet 1740.

Antoine *Teulier*, écuyer, seigneur de *Saint-Hilaire*, présenté par M. de Plaigne père (1).

19 avril 1741.

André *Nicolas*, écuyer, seigneur des *Paques*, de Villamblard, présenté par M. de la Bastide de Chaune (2).

20 janvier 1743.

De Ladot, écuyer, de la paroisse d'Allemans, présenté par M. du Cousset.

4 avril 1743.

Joseph de *Castillon*, écuyer, seigneur de la *Jaumarie*, de Périgueux, présenté par M. le marquis de Saint-Chamans (3).

24 avril 1743.

Grégoire Audet de *Castillon*, frère de M. de la Jaumarie.

23 août 1743.

Pierre de la *Batud*, natif de Versailles, fils de Léon de la Batud, seigneur de la Perolle, ancien exempt des gardes du corps, présenté par Mlle Paradon sa tante, femme de Mesdames.

20 octobre 1743.

Gabriel-Archange *Marauzac de Suau*, de Sarlat, présenté par M. D'Aubenton, commissaire général de la marine (4).

1^{er} janvier 1744.

Louis d'*Escravayat de la Barrière*, de la Maison Neuve près Saint-Pardoux la Rivière, présenté par M. de Mérinville (5).

Corps de la Reine ; il fut inhumé en 1792 à Saint-Médard de Mussidan. Son père, Joseph, avait été capitaine d'infanterie.

(1) Fils d'un conseiller aux Aides, d'une famille de la bourgeoisie de Tourtoirac, Antoine Theulier de Saint-Hilaire, seigneur de Borie-Marty et du Bal, devint brigadier des Gendarmes et chevalier de Saint-Louis. Il fut anobli en mai 1779 et se maria deux fois : 1^o avec Suzanne Virideau à Thiviers en 1744 ; 2^o avec Elisabeth de Reynier.

(2) André Nicolas, seigneur des Pâques, épousa en 1747 Marie du Rieu de Marsaguet. Fils de Jeanne de Chalup, il fut présenté par un La Bastide, son cousin, fils d'Antoinette de Chalup.

(3) Il fut ensuite capitaine au Montmorin. Le 17 juin 1769 il s'allia avec Elisabeth de Crémoux.

(4) Lire : du Suau de Marauzac. Il naquit à Sarlat le 21 juin 1706, épousa à Paris, le 8 janvier 1737, Louise-Victoire de Riencourt, il fut également mousquetaire.

(5) Il doit s'agir d'*Hélie* d'Escravayac, sieur de la Barrière, chevalier de

2 août 1744.

Louis-Bertrand *Chantal*, écuyer, seigneur de *Puylimeuil*, de Périgueux, présenté par M. de la Bastide (1).

14 février 1746.

Pierre *La Porte de Banneuil*, de Sarlat, présenté par M. le marquis de Saint-Chamans, qui s'y intéresse « infiniment » (2).

22 février 1747.

Léonard *Ouby de Jaurias*, présenté par M. de Paques, son parent. Adresse : à Mareuil par Angoulême (3).

6 mars 1749.

Pierre-Vincent *Faure de Gardonne*, à Périgueux, présenté par M. du Cousset (4).

10 juin 1749.

Yrieix *Lansade de Plaigne*, présenté par son père (5).

24 septembre 1749.

Charles, seigneur de *Carrieux* ou Curieux, près Bergerac, présenté par M. de Poinssonnet (6).

Saint-Louis en 1770, porte-étendard des Gendarmes en 1775, né à Busserolles en 1723, marié le 21 mars 1745 avec Marguerite du Barry.

(1) Bertrand-Louis de Chantal, seigneur de Puylimeuil, épousa vers 1755 Marie de Gilet et reçut peu après des lettres d'anoblissement.

(2) Il doit s'agir d'un fils de Pierre-Laurent de La Porte, seigneur de la Dersse, lieutenant des maréchaux de France et de Sabine de Saint-Chamans, fille de Marie de la Porte de Banneuil.

(3) Léonard Aubin (les actes anciens portent souvent Ouby, forme romane), sieur de Jaurias (paroisse de Gouts). Né en 1729, mort en 1763, anobli vers 1745, marié en 1753 à Marguerite de Vars de Bosredon. Il avait un frère pré-nommé également Léonard.

(4) Peut-être Vincent, né en 1730 du mariage d'autre Vincent, sieur de Gardonne et d'Elisabeth Devaines.

(5) Pour ces Lansade voici ce qu'on peut dire, puisque surtout le père n'a pas été nommé plus haut : Pierre de Lansade, seigneur de Plaigne, gendarme de la Garde, épousa le 25 janvier 1702 Marie-Françoise Roche. Il en eut : Pierre, né en 1703, inhumé à Excideuil en 1786, à 83 ans, qualifié de brigadier des Gendarmes dès 1732, chevalier de Saint-Louis, marié en février 1735 à Marguerite Chasteau, père d'un Yrieix (celui ci-dessus) et d'un Yrieix-Pierre (1753-1834).

(6) Il faut lire Cassieux, *alias* Cassius, famille du Bergeracois. En 1759, un Charles de Cassius habitait son repaire de Farges, paroisse de Saint-Martin de Bergerac. — M. de Poinssonnet, qui le représentait, était un Gendarme du Roi, demeurant à Bordeaux.

31 mars 1750.

Adrien-Sicaire *Texier*, de Nontron, présenté par M. de Vareilles, exempt de Gardes du Corps (1).

8 mai 1750.

Jean-Baptiste *Bourdineau*, de Thiviers, présenté par M. Duvignaud, son parent.

9 août 1750.

Henry *Ducluzeau de Lombard*, du bourg de Saint-Sulpice de Mareuil, présenté par M. Durfort et le baron de Wangen (2).

3 juin 1751.

Jean *Gorst de la Mirande*, âgé de dix-sept ans, né aux Mirandes par Sarlat, présenté par M. le marquis de La Salle.

6 septembre 1751.

Pierre *Mestre de Hap*, écuyer, natif de Bergerac, présenté par son cousin, M. Saint-Martin de Hap, capitaine au régiment de Montmorin.

8 septembre 1751.

Pierre *de Saint-Paul*, écuyer, né à Bergerac, présenté par M. Chadau, officier au régiment de Montmorin.

10 février 1752.

Jean *La Poyade de Tisac*, de la paroisse de Fouguerolles, présenté par M. de Poinssonnet (3).

2 mai 1752.

Gabriel *Le Junie*, de Sainte-Foy sur Dordogne, présenté par M. de Poinssonnet.

5 octobre 1752.

André *Nicolas Despaques*, écuyer, sieur du Cauze, présenté par M. Despaques, son cousin.

25 octobre 1752.

Jean *de Beauchamp*, seigneur des Temples, des environs de Haute-fort, présenté par M. de Saint-Hilaire.

(1) Sicaire-Adrien Texier, sieur de Talivaud, né en 1727, chevalier de Saint-Louis, marié à Françoise Périgord, guillotiné le 28 ventôse an II. Il eut, non pas un, mais deux fils gendarmes : Ambroise-Adrien, né en 1753 et Adrien-Bertrand, reçu gendarme à 10 ans, capitaine du génie en 1791, émigré, mort en 1852 à Augignac ne laissant que des filles.

(2) Il faut lire Lombard, sieur du Chazeau.

(3) Jean de La Poyade reçut en 1780 des lettres de noblesse, confirmées en 1788. Le 13 janvier 1764, il passa contrat de mariage avec Jeanne de Tautzia-Litterie.

26 décembre 1752.

François de la Salle, écuyer, seigneur de la Gondie et du Breuil (1), de Born par Périgueux, présenté par M. de Macon du Sauzet.

19 mai 1753.

Jacques Delcer et son fils François, de Monferrand du Périgord, présentés par M. de Beauregard.

1^{er} mai 1754.

Nicolas-Joseph de Lidonne, de Périgueux, présenté par M. de Jaurias, son oncle.

16 juin 1754.

François Teullier de Saint-Hilaire, présenté par son père.

13 août 1754.

Théodore Dupuch de Grangeneuve, écuyer, d'Eymet, présenté par M. de Poinssonnet (2).

4 septembre 1754.

Pierre Beauville de la Poyade, de Montravel, présenté par son frère (3).

8 avril 1755.

Elie-Jean Fourichon, écuyer, seigneur de Croze, de la paroisse de Milhac de Nontron, présenté par M. de la Brousse, son oncle (4).

12 avril 1755.

Jean Castillon de la Jaumarie, de Périgueux, présenté par son père.

4 mai 1755.

Louis de Lamberterie, chevalier de Malzac, paroisse de Rouffignac, présenté par M. de la Jaumarie (5).

(1) François de La Salle, sieur du Breuil, né en 1723, chevalier de Saint-Louis, marié le 23 mai 1749 à Marie Deglane, et son frère François, époux de Marie de Lamberterie, reçurent des lettres de réhabilitation de bourgeoisie.

(2) Il s'agit de Théodore Morand, fils du sieur du Puch et de la Grangeneuve, né en 1735 à Eymet, de la famille des généraux Morand-Dupuch. La Grangeneuve est dans Saint-Hilaire de Trémolat.

(3) C'était un fils de Jacques de La Poyade, mort en 1762, et de Marie Le Berthon.

(4) Hélie-Jean-Noël Fourichon (alias Forichon), seigneur de Croze et de La Bardonnie, fils de Pierre-François et de Marie de Labrousse, épousa à Vaunac, en 1769, Marie Guichard et mourut en 1780 à Milhac de Nontron.

(5) L. de Lamberterie, seigneur de Marzat, fils de François, baron du Cros, et d'Anne de Calvimont, mourut en 1760 sans alliance.

28 juin 1756.

Mathieu *Dartinsec* chevalier de *La Forie*, paroisse de Mortemart, présenté par M. Martin de la Chosedie, garde du Roi (1).

30 décembre 1756.

Jean *Masmontet de Fonpeyrine*, de Sainte-Foy sur Dordogne, présenté par M. de Poinssonnet (2).

6 juin 1757.

François *Nicolas Despaques*, de Montagnac-la-Crempse, présenté par son père.

6 septembre 1757.

Bertrand *Castan*, de la paroisse d'Orliaguet, présenté par M. de Gorsse.

2 avril 1758.

François *de Bardy*, seigneur de *Fayolle*, né à Faurtou, paroisse de Montgrier, présenté par M. de Saint-Hilaire (3).

17 octobre 1758.

Jean *Dartensec*, écuyer, sieur de *la Farge*, natif de la Forie, paroisse de Mortemart, présenté par son frère.

3 mai 1759.

Etienne *Gaussen du Temple*, né à Sainte-Foy sur Dordogne, présenté par M. de La Poyade (4).

12 juin 1759.

Jean-Pierre *de Valette*, né à Varenne près Bergerac, présenté par M. de Poinssonnet (5).

5 septembre 1759.

Adrien *Faure*, d'Excideuil, présenté par M. Despaques.

(1) Jean d'Artensec épousa Marie de Lalande.

(2) Jean de Masmontet de Fonpeyrine, seigneur de Nastringues, né le 3 août 1744 du mariage de Joseph, lieutenant au Normandie, et de Suzanne de Labroue, sœur d'un Gendarme du Roi. Il servit dans les Gendarmes jusqu'en 1775, fut nommé rapporteur au Point d'honneur et mourut en 1820. Il se maria en juin 1775 avec Marie Pauvert de La Chapelle.

(3) Peut-être François Bardi, sieur de Fayolle, fils de Joseph, sieur de Fournou et de Marie Chabaneix, allié en 1765 avec Françoise Richard de Puylibeau.

(4) On trouve à cette époque Etienne Gaussen du Temple, marié à Marie de Mestre, mais mousquetaire, et un David Gaussen, sieur de Plaisance, qualifié en 1787 d'ancien Gendarme de la Garde. Celui-ci épousa Anne de Lespinasse.

(5) Jean-Pierre de (alias de La) Valette, seigneur de Varennes, chevalier de Saint-Louis.

21 décembre 1759.

Jean de Bonfils, écuyer, sieur de la Vernelle, de Bergerac, présenté par M. de Commarque, garde du corps (1).

21 février 1760.

Guillaume-Joseph de Burier sieur de la Sicardie, de Cendrieux, présenté par M. le marquis de Lostanges.

16 mars 1760.

Jean Bordrie de la Douch, du Bugue, présenté par M. de Carrioux et par M. Dales, garde du corps.

31 août 1760.

Pierre Esclaffer de la Gorse, né à Nadaillac en Périgord (2).

29 septembre 1761.

Raymond d'Orfort (Orfaure) de Tantalou, de Périgueux, présenté par M. La Roque, capitaine de cavalerie.

18 novembre 1761.

Martial Guichard de Versinas, de Périgueux, présenté par M. du Cheyron.

10 avril 1762.

Pierre Manon de la Planssonnée, écuyer, seigneur de Montarcas, natif de Périgueux, présenté par M. le comte de Neuvi.

4 mai 1762.

Joseph-Jérôme de Bonnet de la Chapoulie, écuyer, de Sarlat, présenté par M. de Saint-Hilaire (3).

10 mai 1762.

Jean Limoges des Périers, de Terrasson, présenté par M. de Saint-Exupéry.

10 juin 1763.

Joseph de Mérédiou, écuyer, seigneur de Maupas, de Périgueux, présenté par M. de la Bastide.

25 juin 1763.

Adrien-Ambroise Texier, seigneur de Thalivaux, de Nontron, présenté par son père (4).

(1) La Vernelle était dans Saint-Félix de Monclar. Il épousa le 7 février 1763 Jeanne de Grézel.

(2) L'orthographe est Esclaffer de Lagorce.

(3) Il naquit le 30 septembre 1738 et décéda le 13 mai 1788. Il s'unit le 11 août 1772 à Marie-Françoise Londieu de La Calprade.

(4) Voir ci-dessus la note le concernant. Il mourut probablement sans hoirs.

4 décembre 1763.

Jean et Jean *de Commarque*, 11 et 10 ans, petits-fils de M. Menou de Camboulan, ancien gendarme.

2 avril 1764.

Guillaume *Delfond* (Delfau), écuyer, de Darland, diocèse de Sarlat (Daglan) (1).

15 août 1764.

François *Lansade de Plaigne*, d'Excideuil, présenté par son père (2).

10 octobre 1764.

Henry *Quessart de Beaulieu*, de La Roche-Chalais, présenté par le comte de Périgord (3).

17 avril 1765.

Joseph *d'Alibert*, écuyer, de Saint-Jean d'Estissac, présenté par M. de Montagnac, garde du corps.

10 juin 1765.

Antoine *Gigounoux*, seigneur de Verdon, présenté par son frère, garde du corps (4).

12 juin 1765.

Jean-Baptiste *Gondour de Beaulieu*, de Sarlat, présenté par M. de Gorsse.

9 mai 1766.

Jean-Claude *de Desmartis*, de Bergerac, présenté par M. Duzerche, lieutenant-colonel au régiment de Soubise.

1^{er} juillet 1766.

Jean-Marie *de Montagu*, écuyer, seigneur de la Siguenie, de Périgueux, présenté par M. de la Bastide (5).

(1) Guillaume Delfau, né en 1730, fut d'abord avocat; il fut anobli par le capitoulat en 1771. Il s'allia en 1757 à Françoise Laveyrie. C'était le frère aîné de l'archiprêtre de Daglan, massacré aux Carmes, et le père de Guillaume, député à la Législative et secrétaire général de la Dordogne.

(2) Ce Lansade est vraisemblablement François, seigneur de Plaigne, marié en 1775 à Catherine Lidonne, puis en 1791 à Thérèse Debetz.

(3) Henri de Queyssart, sieur de Beaulieu, paroisse de Parcoult, épousa vers 1760 Marguerite Peyruchaud. Dans les manuscrits de Chérin (166) on trouve sa requête en maintenance de noblesse.

(4) Fils de Germain, capitaine au Gondrin, il naquit en 1728, fut soldat en 1745, lieutenant à Anjou en 1746, réformé en 1748, puis Gendarme et en 1771 officier au régiment provincial de Périgueux. Antoine, son frère et présentateur, plus jeune que lui de 10 ans, fut admis aux Gardes du Corps en 1759.

(5) Voir plus loin.

12 juillet 1766.

Jean de la Garcie, écuyer, de Campagnac près Sarlat, présenté par M. de Verdon, garde du corps.

19 décembre 1766.

Jean de Grenier de Nabineau, écuyer, né au Pizou, présenté par l'abbé Gameson (1).

4 février 1767.

Antoine Reynal, de Domme, présenté par M. le chevalier de Bonnefond, capitaine aux grenadiers de France et M. de Saint-Exupéry, exempt des gardes du corps.

27 février 1767.

Jean d'Eymerie, né à Pomport, présenté par M. de Ségur, capitaine aux Dragons-Soubise (2).

29 avril 1767.

Simon de Brou, de Périgueux, présenté par M. de Montrevel (3).

18 mai 1767.

Pierre Theullier de Saint-Hilaire, de Tourtoirac, présenté par son père (4).

8 août 1767.

Joseph Valleton de Boissière, chevalier de *Garraube*, écuyer, de Bergerac, présenté par M. Daché. — Se retira pour acheter une charge dans les Cent-Suisses.

29 mars 1768.

Jacques Depus, écuyer, de Bergerac, présenté par M. Depus, garde du corps (5).

14 juillet 1768.

François-Etienne de la Salle, écuyer, de Blis-et-Born, présenté par M. de la Salle de la Gondye, son père (6).

(1) Jean de Grenier de Nabinaud testa le 2 octobre 1792, n'ayant eu qu'un fils, Jean François, qui fut Garde constitutionnel de Louis XVI. Son présentateur est vraisemblablement l'abbé Borros de Gamanson.

(2) Il s'agit de Jean-Hélie Eymerie, sieur de Martineau, présenté par son beau-frère, Isaac de Ségur, seigneur de la Pleyssade.

(3) Il était seigneur de Lauretie et servit d'abord au régiment de Berry. Il s'allia avec Catherine de Montozon.

(4) Voir ci-dessus, il dut être reçu très jeune.

(5) Lire de Piin.

(6) Présumé le même que François de La Salle (fils de François, le Gendarme ci-dessus nommé) né en 1758, marié le 16 avril 1788 avec Anne Sarlat-Petit.

28 novembre 1768.

Antoine Audebert du Breuil, de Périgueux, présenté par M. le comte d'Apchon (1).

1^{er} avril 1769.

Henry de Molesne, de Poujol, présenté par M. de Castan.

12 janvier 1770.

François de la Broue, écuyer, natif de Gomie, diocèse de Sarlat. Adresse à Payrac en Quercy. Présenté par M. Daché (2).

23 février 1770.

Jean Pourquery, écuyer, de la ville de Limeuil, présenté par M. Daché.

2 avril 1770.

Pierre-Isaac Fumouze de Thénac, né paroisse du Monteil près Bergerac, présenté par M. Daché (3).

Joseph Eyma de Fregigues, de Bergerac, présenté par son père et M. de Poinssonnet (4).

25 avril 1770.

Jean-Léonard de la Borderie de Boulou, écuyer, de Montignac, présenté par M. l'abbé de Cléda.

28 juin 1770.

Pierre Bouchier seigneur de *Noyllac*, de Périgueux, présenté par M. de la Bastide.

1^{er} octobre 1770.

Jean-Baptiste de Valbrune, écuyer, seigneur de *Belair*, de la paroisse de Léguilhac-de-Loches, présenté par son frère, garde du corps (5).

Bernard-François Dartenset, écuyer, de Gourjou près Agonac, parent de M. de la Bastide (6).

(1) Il épousa Anne de Chasseloup-Laubat.

(2) Il fut seigneur de Péchimberty et de Gaumiers. Il eut un fils qui fut héritier de M. Daché, son proche parent vraisemblablement.

(3) Ce fils de Jean Fumouze, sieur de Thénac, avocat, et de Marie de Pape, naquit à Lamonzie-Saint-Martin le 26 mars 1748.

(4) Joseph Eyma de Frégiguel, fils du précédent, mourut sans alliance, le 28 avril 1780, ne laissant que trois sœurs.

(5) Belair est dans Léguilhac de l'Auche. Le 22 mai 1770, il passa contrat de mariage avec Marguerite Daulède.

(6) B. F. d'Artenset, fils de François et de Françoise de Roger, épousa le 10 septembre 1788 Marie Delard.

12 octobre 1770.

Mathieu *de Ségur*, né à Bergerac.

15 octobre 1770.

Etienne-Pierre *de Charade* (Chérade) *de Monbron d'Orlie*, âgé de dix ans (1).

1^{er} février 1771.

Jean-Philippe *Moreau de Montjulien*, écuyer, né paroisse de Saint-Martial de Valette au château de Moncheuil (2).

11 mars 1771.

Jean *Dumas de la Rongère*, écuyer, sieur *de la Morlie*, de Terrasson, présenté par M. de Saint-Hilaire.

28 avril 1771.

Guillaume *d'Eguilhen* (Guilhen), écuyer, sieur *de la Gondye*, d'Excideuil, présenté par M. le vicomte d'Harambure. — Congé du 28 novembre 1775 pour entrer dans les troupes légères (3).

1^{er} septembre 1771.

Pierre-François-Georges *de la Bastide*, de Périgueux, présenté par son frère, maréchal des logis (4).

23 avril 1772.

François *de Vergniol de la Gramure*, écuyer, né à Bergerac, présenté par MM. de Montchenu et le comte de Bonneville. — Congé du 22 novembre pour entrer dans le régiment de Port-au-Prince.

12 juin 1772.

Joseph *Valleton de Boissière*, écuyer, du château de Garraube près Bergerac, présenté par M. de Saint-Martin de Veyran.

(1) Il ne peut s'agir que d'un fils aîné, inconnu des généalogistes de P. A. Etienne Chérade de Montbron, seigneur de Drouille (pour Orlie), marié en 1760 à Jeanne de Jovion. On peut supposer que cet enfant ne rejoignit le corps que plus tard.

(2) Nous trouvons trois frères : 1^o Jacques-Philippe Moreau de Montcheuil (et non Montjulien) dit de Villejalet, né en 1762, reçu Gendarme de la Garde, compagnie de Soubie, émigré, mort sans alliance en 1829 ; 2^o Jean-Marie seigneur de Saint-Martin, né en 1757, marié en 1796 à Marie Babaud de La-fordie ; 3^o Jean-Philippe Moreau, de Saint-Martial, né en 1751, président aux Aides à Bordeaux, en 1779, où il mourut en 1804.

(3) Ce fils d'Yrieix de Guilhem, sieur de la Gondie, capitoul de Toulouse, fut arrêté le 13 mai 1793 et guillotiné à Paris le 30 juin 1794.

(4) Voir sur ces La Bastide de Chaune une note ci-avant.

24 juin 1772.

Pierre *Borros de Gamanson*, de Mussidan, neveu de M. l'abbé de de Gamanson (1).

7 juillet 1772.

Guillaume-Silvain *Durand de Nouaillat*, écuyer, de Puyberaud près Nontron, présenté par M. du Chatenet (2).

21 septembre 1772.

François *de Beaupuy*, écuyer, de Fossemagne, présenté par son frère, garde du corps.

8 février 1773.

Pierre *de la Poyade*, de La Mothe, près Castillon-sur-Dordogne.

30 avril 1773.

Antoine *de Mestre*, seigneur de *Brayac*, de Montravel, présenté par M. de la Poyade (3).

7 septembre 1773.

Pierre-Emerie *de Méredieu de Chanlebon*, écuyer, né à Périgueux, aux Termes, près Mussidan, présenté par M. de Valbrune, garde du corps.

8 octobre 1773.

François *de Belcier*, chevalier, seigneur du *Verdier*, de Périgueux, sorti des Pages de Provence (4).

11 décembre 1773.

Antoine *Buisson*, écuyer, de Saint-Jean de Cours-de-Piles, présenté par MM. de Gorsse, gendarme et de Lortal, garde du corps.

25 décembre 1773.

Jean-Marie *Moreau*, chevalier de *Saint-Martin*, écuyer, de Saint-Martial de Valette, frère de M. de Montjulien (5).

(1) Un Borros de Gamanson, mort en 1812, est dit à cette époque ancien officier rouge de la Garde.

(2) Ce fils présumé de Léonard Durand, sieur du Breuil, habitant de Puyberault, fut anobli vers 1770 par la charge de secrétaire du Roi près la Chambre des Comptes de Provence. En 1773, il épousa à Thiviers Anne Robert de Fédout, habitant le château de Vaucocourt; d'où plusieurs enfants nés à Lempzours et à Saint-Pierre de Côle.

(3) Il épousa avant 1778 Henrye Gausse, peut-être sœur de David ci-dessus.

(4) Ce fils d'Etienne, seigneur du Verdier et d'Elisabeth Arnault de Sarrazignac, fut baptisé à Brantôme le 2 novembre 1756.

(5) Voir la note ci-dessus.

1^{er} janvier 1774.

Jean-Baptiste *Theullier de Saint-Hilaire*, de Tourtoirac, fils d'un brigadier (1).

3 février 1774.

Léonard-Simon *Duchassaing de Fonbressin*, écuyer, de Sainte-Alvère, présenté par MM. de Ratevoul, son oncle, et Duchassaing, son frère, garde du corps. — Réinscrit le 8 février 1787 (2).

25 juillet 1774.

Nicolas *de Lidonne*, de la Mothe, paroisse de Hautefort, présenté par M. Dubrachet.

1^{er} septembre 1775.

Arnaud *de Villegente*, écuyer, seigneur de la *Renaudière*, de Ribérac, présenté par M. de Saint-Hilaire (3).

1^{er} avril 1782.

Martial *Castillon de la Jaumarie*, de Sainte-Marie de Vergt, présenté par son père, brigadier (4).

12 juillet 1786.

Jacques-Philippe *de Chaudru de Trélissac*, écuyer, de Trélissac, près Périgueux, présenté par M. de la Jaumarie, porte-étendard (5).

15 juillet 1786.

Jean *Duignaud*, de Thiviers, fils d'un ancien gendarme, présenté par M. de la Jaumarie.

15 janvier 1787.

Charles *Pasquet*, chevalier, seigneur comte de *Salagnac*, de la paroisse de Hautefort, ex-lieutenant au régiment de Turenne, présenté par M. du Cheyron, son cousin (6).

(1) Il s'agit d'un fils d'Antoine et de Suzanne Virideau, baptisé en 1759.

(2) Simon-Léonard (observer que le texte intervertit parfois l'ordre des prénoms) du Chassaing, fils de Joseph, sieur de Fonbressin et de Taratin, capitaine de cavalerie, passa contrat de mariage avec Honorée-Elisabeth Pasquet de Chamier le 14 mai 1784, se qualifiant encore de gendarme.

(3) Né en 1755, ou *circa*, il épousa Marguerite Berthoumieux. Il avait un frère, Denis, qui servit dans la compagnie des Gendarmes anglais de 1778 à 1784.

(4) Né vers 1766, il épousa le 3 septembre 1846 (sic) Anne Despey.

(5) J. P. Chaudru, seigneur de la terre de Trélissac, qu'il vendit en 1820.

(6) Ce comte de Salagnac, baptisé en 1755, épousa vers 1783 Françoise Labonne de Jumeau.

9 février 1787.

Armand *de Gontaut de Biron*, âgé de quinze ans, présenté par son père, mestre de camp de Royal-Dragons (1).

24 février 1787.

Simon-Samson *de Royère*, fils d'un ancien mousquetaire, présenté par M. du Cheyron, major de la compagnie

26 février 1787.

Antoine *Forichon*, écuyer, de Vaunac, fils de M. La Bardonie, ancien gendarme, présenté par M. du Chatenet, maréchal des logis (2).

5 mars 1787.

Jean *de Senaillat*, écuyer, né à Tresse, par Le Bugue, présenté par son oncle, lieutenant-colonel du régiment Dauphin-dragons.

7 avril 1787.

Jean-Sicaire *Basset de la Mothe Dampine*, né à Trélissac, fils d'un brigadier des gardes du corps, présenté par M. le comte d'Agoult.

15 avril 1787.

Julien *de Lidonne*, présenté par son oncle, fourrier major des gardes du corps.

25 avril 1787.

Pierre-Jean *de Montegu*, écuyer, d'Agonac, présenté par son père (3).

30 avril 1787.

François *Gontier de Biran*, de Bergerac, présenté par Madame la baronne de Gontaut (4).

Comme on le voit, cette liste documentaire de cent-quarante noms périgourdins (sauf erreur ou omission de notre part) est considérable eu égard à un effectif peu nombreux

(1) C'est un fils d'Amélie de Bouffers et du duc de Lauzun, général de la Convention, guillotiné en décembre 1793.

(2) Voir ci-avant.

(3) Pierre-Jean de Montegu, fils de Guillaume-Jean, seigneur de la Séguinie, Gendarme du Roi (nommé plus haut) et de Madeleine Bouchier, fut baptisé à Agonac en 1770.

(4) J. F. Gontier de Biran, dit du Breuil, baptisé à Bergerac en 1761, émigra, reçut la croix de Saint-Louis et décéda en 1836, ne laissant qu'une fille de Wilhelmine van den Hoevel.

de gendarmes et toujours plus restreint (1). On y trouve les fils après les pères : Castillon de la Jaumarie, Delcer, Nicolas-Despaques, Duvignaud, Eyma de Frégiguel, Forichon de la Bardonnie, Lansade de Plaigne, de Ramafort, de la Salle, Texier, Theulier de Saint-Hilaire. On rencontre des frères, des cousins, des oncles et des neveux : par exemple les d'Artenset, les La Bastide, les Labrousse, les Lapoyade, les Moreau de Saint-Martin. Ainsi prennent naissance et se perpétuent des traditions militaires qui attachent davantage les familles à la monarchie et maintiendront au service de la cause royale, quand grondera la Révolution, des sujets fidèles jusqu'en émigration. Ce sont le plus souvent des militaires qui présentent les nouveaux gendarmes, parfois des grands seigneurs, même des abbés et des dames.

Le 30 septembre 1787, une ordonnance supprima définitivement la Compagnie des gendarmes de la garde du Roi.

JOSEPH DURIEUX.

(1) Il faut se garder de confondre, comme on le fait parfois, la *gendarmerie de la Garde* avec les compagnies des *gendarmes du Roi* qui appartenaient à la gendarmerie de Franco, ou de Lunéville, en raison de leur résidence de 1767 à 1788.

UNE AÎEULE DE NOTRE SOCIÉTÉ

Il a plusieurs fois été question à nos séances, et notamment à celle du 27 mai dernier, d'une Société littéraire qui fonctionna à Périgueux pendant une douzaine d'années, à partir de 1780.

Il m'a été donné de consulter aux Archives départementales de la Gironde (1) une liasse assez volumineuse, conservée parmi les papiers des anciens Intendants de la Généralité de Bordeaux, et concernant la fondation de cette Société.

Voici résumées les pièces qui composent ce dossier dont la constitution s'explique par la demande en autorisation qu'étaient alors tenus de former auprès du Conseil du Roi les promoteurs d'institutions semblables.

La première pièce est une lettre de notre illustre compatriote, le ministre d'Etat Bertin. Elle est datée de Versailles le 31 janvier 1780 et adressée à l'Intendant de Guyenne, Dupré de Saint-Maur. Bertin lui communique le projet de statuts dont l'a saisi le principal initiateur de la Société, l'abbé de Taillefer. Il l'invite à ouvrir l'enquête d'usage et ne lui tait pas ses sympathies pour le projet qui lui est soumis.

Il me semble, je vous l'avoue, écrit-il, que cet établissement ne peut être qu'utile, et que les dispositions du règlement tendent au bien.

Mais l'Intendant n'était peut-être pas partisan de l'extension des foyers intellectuels au même degré que Bertin, qui compte, comme on sait, parmi ses principaux titres de gloire, sa création du cabinet des Chartes et diplômes de l'histoire de France, et l'active impulsion qu'il donna, pendant tout son long exercice du pouvoir, aux travaux d'érudition.

Le pli du ministre était parvenu, le 5 février, à Dupré de Saint-Maur (2). Le 12, celui-ci transmet à son tour à son subdélégué de Périgueux, Antoine Eydely, la demande de

(1) Série C, 203.

(2) Arch. dép. de la G. Enregistrement des lettres ministérielles, carton 87.

l'abbé de Taillefer, mais en l'accompagnant d'une sorte de questionnaire, visiblement tendancieux en sens défavorable.

Vous voudrez bien me marquer, disait-il, s'il se trouverait dans votre ville un nombre suffisant de sujets qui aient cultivé les lettres, qui soient déjà connus par leurs succès en ce genre, et qui puissent s'y consacrer de manière à soutenir un pareil établissement.

Les avantages qu'on pourrait en retirer ne seraient-ils point inférieurs aux inconvénients de détourner les citoyens de l'application qu'exigent les devoirs de leur état, et ne paraîtra-t-il pas suffisant qu'il y ait une académie dans la capitale de la province dont la ville de Périgueux dépend, pour exciter et entretenir l'émulation ?

Mais le subdélégué n'était pas de ces fonctionnaires qui s'appliquent à n'avoir ou ne paraître avoir en toute matière que les opinions qu'ils supposent à leurs chefs. Il répondit à Dupré de Saint-Maur le 23 février, non seulement en homme indépendant, non seulement en ami des lumières et de leur diffusion, mais en bon Périgourdin.

Son premier soin, en effet, dans le rapport qu'il dressa, fut de faire valoir les progrès rapides que notre province avait faits dans les sciences depuis quelques années, et les talents particuliers qui distinguaient nombre de ses habitants.

Puis, s'appuyant sur l'avantage général qui résulte toujours de l'étendue des connaissances et sur l'utilité particulière qu'une contrée agricole et commerçante telle que le Périgord pouvait retirer du développement donné à certaines études scientifiques, par exemple à l'étude de la chimie, si propice à la culture raisonnée de la terre, il opina très fermement pour que permission fût accordée d'établir une académie à Périgueux, comme il s'en était, d'ailleurs, établi, depuis le commencement du siècle, dans toutes les villes un peu considérables du Royaume.

Les objections que l'Intendant avait, je ne dis pas formulées, mais laissé pressentir, n'étaient pas pour l'embarrasser. Il s'attacha d'abord à réfuter celle tirée de la proximité de Bordeaux et de l'existence dans cette métropole d'une académie des plus florissantes.

Par parenthèse, cette académie s'était créée en 1712 sous les auspices d'un Périgourdin, Jacques-Henri Nompar de

Caumont, duc de La Force ; et, si l'on pouvait citer quelques-uns de nos compatriotes comme en ayant fait partie, spécialement au titre de membres correspondants ou de membres non résidents, à savoir le numismate Xaupi, chanoine de Saint-Front ; Peix, professeur de philosophie au séminaire de notre ville ; Sarlat, de Domme ; le Chanceladais Beaudeau ; Jourdain de La Fayardie ; le médecin de Bergerac Valleton de La Boissière, — ils étaient en nombre trop infime pour que la thèse présumée de Dupré de Saint-Maur en fût sensiblement renforcée ; aussi était-ce en faire suffisante justice que de lui opposer, comme le fit Eydely, la simple observation suivante :

Les habitants de Périgueux ne vont à Bordeaux qu'autant que leurs affaires les y entraînent, moment peu favorable pour s'occuper des lettres, et il me paraît que l'académie de Bordeaux, assez peu connue des Périgourdins, ne contribue d'aucune manière à exciter leur émulation et leur application à l'étude.

Une seconde objection n'était pas mieux fondée, et voici dans quels termes elle fut écartée par Eydely :

Il me semble que toutes les sciences et tous les arts se correspondent mutuellement et se prêtent des secours réciproques. Cette considération me fait croire qu'on ne doit pas craindre que l'assiduité des membres de cette Société les éloigne des occupations de leur état. Elle pourra, au contraire, leur faire connaître plus amplement quels sont leurs devoirs.

Après avoir montré que la création projetée ne présentait aucun inconvénient, Eydely faisait ressortir ses avantages. Il insistait sur la Bibliothèque publique que la Société se proposait de former.

Elle sera, disait-il, une très grande ressource, principalement pour les jeunes gens qui souvent se livrent au vice, n'ayant pas le moyen de se procurer des livres, et c'est par là que cet établissement pourrait avoir la plus grande influence sur la pureté des mœurs.

Cependant le subdélégué n'approuvait pas de tout point le projet de règlement tel qu'il avait été soumis au ministre. Il proposa certains changements qui, du reste, en général, étaient de pure forme. On les trouve indiqués par des annotations mises de sa main en marge de la minute.

Le projet, ainsi amendé, comportait 34 articles.

Par l'article premier, la Société se plaçait sous la protection de Mgr Bertin, ministre et secrétaire d'Etat.

Aux termes de l'article 2, elle devait se composer de 24 membres ordinaires résidant à Périgueux ou dans les environs et d'un nombre illimité d'associés ou de correspondants pris dans tous les pays indifféremment.

Les articles 3, 4, 5, 6, 7 et 8 réglaient les conditions de l'élection du Bureau et les attributions du Président et du Secrétaire. Le secrétaire serait perpétuel. Les autres membres, président, bibliothécaire, trésorier, seraient désignés au scrutin secret, tous les ans.

L'article 9 édictait un rapport annuel du secrétaire sur tout ce que la Société aurait produit dans l'année d'utile et d'intéressant.

L'article 10 concernait les notes et mémoires à soumettre à l'assemblée.

Les articles 11, 12, 13, 14 et 15 définissaient les obligations du bibliothécaire et du trésorier.

Les articles 16, 17, 18 et 19 avaient trait aux formalités d'admission des nouveaux membres.

L'article 20 fixait à 24 livres par an le chiffre de la cotisation de chacun.

Les articles 21 et 22 étaient relatifs à la bibliothèque, aux heures où elle était ouverte chaque jour, même les dimanches et jours fériés, et aux règles qu'on y devait observer.

Les articles 23 et 24 régissaient la périodicité des séances de la Société. Elles devaient avoir lieu normalement tous les lundis. Pour le défaut d'assiduité, toute une série de sanctions était prévue. La sanction extrême était la déclaration de vacance de toute place laissée trop longtemps inoccupée.

L'article 25 était ainsi conçu :

Tout ce qui a rapport aux Belles-Lettres, aux Sciences et aux Arts pourra être traité dans ces assemblées. On s'y intéressera aussi particulièrement à ce qui touche la province du haut et du bas Périgord, et la ville de Périgueux.

La dernière phrase de ce texte montre que l'objet de la Société littéraire ne différait pas du nôtre. C'est donc à bon

droit que nous saluons en cette Société notre devancière, notre aïeule.

Les articles 26 et 27 portaient sur l'ordre du jour des assemblées ; l'article 28 sur le paiement des cotisations ; l'article 29 sur les corrections à faire aux manuscrits examinés en séance ; l'article 30 sur l'emploi des fonds de la Société ; les articles 31 et 32 sur les cas où il pourrait y avoir lieu de prononcer des exclusions.

L'article 33 admettait une période de vacances à courir du 1^{er} septembre au 13 décembre.

Enfin l'article 34 visait les circonstances où l'introduction des étrangers dans les salles pouvait, très exceptionnellement, être autorisée.

A ce projet de règlement était annexée la liste des 24 membres titulaires. Elle était ainsi composée :

Président ou Directeur, Henri-François-Athanase de Taillefer, vicaire-général de Périgueux, abbé de La Sauve-Majeure ; secrétaire, de Chalup, écuyer ; bibliothécaire, Elie-Grégoire Eyriaux de Mancy ; trésorier, Dupin, écuyer, receveur des tailles ; Jean d'Abzac, marquis de Ladouze ; Pierre de Saint-Astier, marquis des Bories, petit-fils du précédent ; Bonneau de La Jarthe, conseiller au présidial ; Chiniac de La Fayardie, chanoine ; Chillaud de La Rigaudie, conseiller au présidial ; Debord, avocat ; Louis Dubois, chanoine de Saint-Astier, promoteur du diocèse ; Eydely, subdélégué ; Fournier-Lacharmie, juge-mage, lieutenant général ; de Saint-George, prêtre ; Lasserre, prêtre de la Mission, professeur de philosophie ; Bernus, prêtre de la Doctrine chrétienne, supérieur du collège ; Parade, médecin ; Forestier, médecin ; Brachet, chirurgien, professeur de cours d'accouchement ; Bayle, avocat du Roi au Présidial ; Gerbaud et Dupuy, avocats ; Laborie, chirurgien ; Sudrat, bourgeois.

Sans doute pour tenir compte des observations contenues dans le rapport Eydely, le projet de règlement fut refondu, et le secrétaire Chalup transmit à Bertin le nouveau texte avec un mémoire à l'appui. Le ministre communiqua le tout

à Dupré de Saint-Maur par une lettre datée de Versailles le 29 février. Elle se terminait par une invitation à l'Intendant d'avoir à fournir son avis, conformément à la demande qui lui en avait été déjà faite.

Dupré de Saint-Maur se donna quelques jours de réflexions. Il avait reçu, le 7 mars, la missive ministérielle. Il ne répondit que le 20. Sa réponse, d'ailleurs, était datée, non de Bordeaux, mais de Paris.

Quand je dis que c'est pour réfléchir qu'il l'avait différée d'une douzaine de jours, j'é mets une assertion peut-être un peu hasardée. Il semble plutôt que son siège était fait d'avance. En tout cas, il ne démordit pas de l'opinion première qu'il avait laissé percer, comme on en peut juger par sa lettre que voici :

J'ai l'honneur de vous renvoyer les mémoires qui vous ont été adressés dans la vue d'obtenir l'agrément du Roi pour former dans la ville de Périgueux une Société littéraire.

Je suis porté à croire que cet établissement aurait moins d'utilité que d'inconvénient. En effet, on ne peut se dissimuler qu'il se trouve dans cette ville peu de gens de lettres. Comment pourrait-on soutenir cette nouvelle académie ?

Il y en a une à Bordeaux, et sans doute elle peut suffire pour entretenir l'émulation dans la province. Les habitants des villes d'un ordre inférieur n'ont pas les ressources nécessaires pour porter les études au degré qu'exige la qualité d'académicien.

Les assemblées qui se tiendraient à Périgueux sous prétexte de cultiver les lettres et les sciences détourneraient les citoyens du soin de leurs affaires et des devoirs de leurs états et professions. Il ne pourrait en résulter tout au plus que des demi-savants dont la multiplication accélère la décadence et contribue à la dégradation des principes.

Vous m'avez fait l'honneur de me demander quelle est à cet égard mon opinion. Je vous l'expose avec ingénuité. S'il n'était question que de l'établissement d'une bibliothèque publique afin de mettre les jeunes gens à portée de s'instruire dans les différents genres d'emplois auxquels ils se destinent, rien ne serait plus avantageux, et je crois qu'il y aurait lieu de faire connaître à ceux qui vous ont présenté ces mémoires combien vous approuveriez qu'ils donnassent cette première marque de leur zèle, dont les bons effets pourraient conduire

dans la suite au succès de leurs vœux et en remplir d'avance le principal objet.

Heureusement Bertin et le Conseil du Roi ne se crurent pas tenus d'avoir plus d'égard à l'avis de l'Intendant que l'Intendant n'en avait eu lui-même à l'avis de son subdélégué. La Société littéraire de Périgueux fut autorisée. Nous n'en avons pas, il est vrai, d'autre preuve — mais elle est amplement suffisante — que le fait de son fonctionnement ininterrompu jusqu'au moment où se leva le grand ouragan révolutionnaire qui dispersa ses membres et par suite la balaya, comme il balaya tant d'autres œuvres utiles.

Il me paraît à propos, pour compléter l'analyse que je viens de faire des documents possédés par les Archives de la Gironde, de condenser ici les renseignements, peu abondants du reste, que l'on a, par ailleurs, sur la même Société.

Nous savons par une lettre non signée, datée du 12 août 1788, et communiquée jadis par l'abbé Riboulet (1), que le marquis de Ladouze partageait avec l'abbé de Taillefer l'honneur d'avoir pris l'initiative de l'entreprise, et que la Société tenait ses réunions dans une maison sise entre la Clautre et le Coderc, vis-à-vis la place du Gras.

Il existe aux Archives municipales de Périgueux l'expédition authentique d'une délibération prise par la Société le 1^{er} mai 1780.

A cette date, la Société ne venait que de naître, et cependant elle envisageait déjà l'éventualité de sa mort. Elle se préoccupait du sort qui serait fait, s'il lui arrivait de disparaître pour une raison quelconque, aux livres dont son intention était de former une bibliothèque publique aussitôt que des dons et des acquisitions lui auraient permis de les réunir en nombre suffisant. Elle voulait être sûre que son œuvre sous ce rapport lui survivrait. En conséquence, elle décida de demander au Présidial et à la Municipalité de se charger conjointement des livres et de tous effets qui lui appartiendraient, au moment de sa dissolution, et d'en procurer l'usage au public.

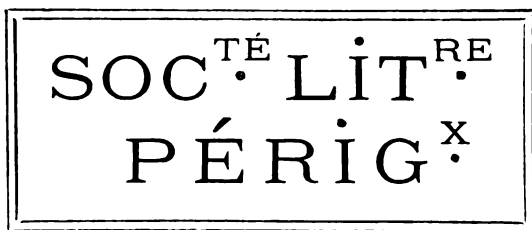
(1) *Bulletin Historique et archéologique du Périgord.*

Il fallut quelque temps, ce semble, pour mettre cette délibération en forme : ce n'est que le 30 avril de l'année suivante qu'il en put être délivré un extrait régulier tant au maire de Périgueux, Senzillon de Mensignac, qu'au lieutenant-général près le Présidial, Fournier de La Charmie.

Le Conseil public de la ville en fut saisi le 4 mai 1781 par le premier consul Bonneau de La Jarthe, et l'assemblée, d'une commune voix, s'empessa de donner à la Municipalité toute autorisation d'accepter, le cas échéant, la proposition qui lui était faite (1).

Le vœu de la Société littéraire a reçu par la suite pleine satisfaction. Les livres qu'elle avait réunis sont devenus, après sa dissolution, la propriété de la ville et ont constitué le premier fonds de notre riche bibliothèque municipale, ainsi que nous l'apprend M. Charles Daubige, dans la remarquable notice historique dont il a fait précéder le catalogue de la salle A.

Une autre relique est échue à la Bibliothèque municipale, c'est le sceau de la Société. M. Charles Daubige, avec un soin tout particulier dont il convient de le féliciter, a fait disposer une élégante vitrine sous laquelle est conservé ce cachet tout en métal, fer et cuivre, la poignée comprise, ce qui le rend remarquable tout au moins par son poids, encore augmenté par sa dimension insolite.



Au bas de l'expédition de la délibération sus-mentionnée du 1^{er} mai 1780 on lit ceci :

Le présent extrait a été collationné et tiré mot-à-mot des registres de la Société.

(1) *Bull. hist. et arch.*, tome X.

La Société tenait donc des registres. Que sont-ils devenus ? La ville a dû les recueillir comme elle a recueilli les livres. Qu'en a-t-elle fait ? Souhaitons qu'une fouille intelligemment pratiquée dans les greniers de la mairie puisse fournir, un jour, à ce problème une solution heureuse.

A défaut de ces registres et de toutes archives de la Société, nous sommes laissés dans une ignorance complète de ses opérations et de ses travaux. Il ne semble pas qu'elle ait rien publié. C'est, assurément, regrettable. Elle peut paraître avoir ainsi justifié pour son compte l'épigramme fameuse décochée par Voltaire aux académies provinciales de son temps, dont il disait qu'elles étaient de bonnes et honnêtes filles qui ne faisaient jamais parler d'elles.

Il est pourtant certain que la Société de Périgueux ne resta pas inactive en matière littéraire et scientifique, et que ses efforts ne passèrent point inaperçus de ses contemporains. Elle mérita d'être signalée dans le rapport dressé en 1785 pour le Conseil de commerce par François de Paule Latapie, inspecteur des manufactures (1). Elle fut aussi l'objet d'une notice dans le *Calendrier historique du Périgord*, en 1788, qui publia la liste de ses membres, alors au nombre d'une cinquantaine tant titulaires qu'associés.

C'est cette année-là qu'elle s'agrégea l'abbé Lespine, que le chapitre de Saint-Front venait d'appeler à Périgueux pour lui faire une place dans ses rangs.

Ce savant ecclésiastique nous apprend lui-même — dans le *Journal* (2) qu'il a laissé — qu'il assista, le 2 juin 1788, à la séance de « la Chambre littéraire. » Toutefois il ne fut reçu dans les formes que le 1^{er} septembre suivant. Il écrit sous cette date :

J'ai été reçu à la Société littéraire, ayant été proposé par M. l'abbé de Taillefer, président de l'assemblée, qui m'a fait l'honnêteté de ne rien exiger pour les quatre derniers mois de cette année.

Il écrit aussi sous la date du 9 décembre 1788 :

J'ai manqué à vêpres, à cause d'une assemblée tenue à la Chambre

(1) *Ann. hist. de la Gironde*, tome XXXV.

(2) *Bibliothèque nationale*.

littéraire, où j'ai été appelé, et où l'on a reçu M. le comte de Taillefer (1) et M. de Bonal (2).

Dans le même *Journal*, constatation de la présence de l'abbé Lespine, le 17 décembre 1789 « à une grande assemblée » de la Chambre littéraire.

Mention analogue sous la date du 5 décembre 1790.

Une nouvelle notice fut consacrée à la Société dans le *Calendrier historique du Périgord* de l'année 1780. M. Charles Daubige l'a reproduite dans son écrit dont je parlais tout à l'heure. Je n'en retiens que ce passage :

M. de Bertin, ministre de la province, M. le maréchal de Mouchy, M. Dupré de Saint-Maur et après lui M. de Néville approuvèrent les assemblées de cette assemblée naissante.

M. Dupré de Saint-Maur est à biffer, évidemment, de cette énumération : car les documents que j'ai produits plus haut établissent que, s'il autorisa la Société, ce ne fut que par ordre et à son corps défendant.

Bien avant 1780, il avait été fait à Périgueux plusieurs tentatives pour y créer un foyer littéraire et scientifique. Sans remonter au xvii^e siècle, où la maison d'un sieur Blanchard, située près de l'église Saint-Silain, servit un instant à une élite périgourdine de centre d'études, et aussi de plaisirs, ou tout au moins de distractions de nature à lui donner plutôt le caractère d'un cercle que celui d'une académie, je rappelle d'un mot (mais d'un mot seulement, car M. Dujarric-Descombes (3) et l'abbé Riboulet (4) ont épuisé le sujet) le double essai dû à l'initiative de Lagrange-Chancel, en 1718 et en 1756.

L'auteur des *Philippiques* n'aboutit pas à de grands résultats. Son effort contribua cependant à réveiller en notre ville le goût de la poésie, de la littérature, de la science historique,

(1) Wlgrin de Taillefer, futur auteur des *Antiquités de Vézère*.

(2) Antoine Bonis de Bonal, ancien officier aux îles du Vent, propriétaire du Petit-Change.

(3) Dans son *Etude* sur Lagrange-Chancel.

(4) *Bull. hist. et arch.*, tome IX, p. 504.

de l'étude des monuments anciens, et peut-être est-il permis de voir dans l'éclosion de la Société de 1780 une conséquence du mouvement qu'il avait imprimé.

Par la suite, ce mouvement s'est accéléré fortement. Il n'est que juste de reconnaître l'influence qu'ont eue sur son développement au xix^e siècle les publications de la *Société d'agriculture, sciences et arts de la Dordogne*, créée vers 1820. Par le groupement de collaborateurs autour de ce recueil, elles suscitèrent toute une phalange d'érudits, mais sans doute elles n'alimentaient pas suffisamment leur activité et leur zèle, et c'est d'où vient que se manifesta bientôt chez eux une aspiration à l'établissement d'une Société d'histoire et d'archéologie dans le département. Ce vœu trouva son expression dans une communication faite à l'*Echo de Vézère* et parue dans les colonnes de ce journal le 29 juin 1838. La communication n'était pas signée. Les uns l'attribuèrent à Mourcin, d'autres à Audierne. Elle émanait, en réalité, d'Auguste Charrière (1).

Le projet prit corps, un instant, en 1845. MM. Audierne, de Mourcin, de Gourgue, des Moulins, de Verneilh, Galy, Lapeyre, Martial Delpit, Dessalles, étaient ses principaux patrons. Comment se fait-il que de telles bonnes volontés ne soient pas parvenues à le réaliser ? Il fut abandonné pourtant. Il eut comme un dernier reflet dans le *Chroniqueur* fondé par M. de Siorac ; mais cette publication fut éphémère, et le projet de MM. Audierne et consorts semblait bien oublié, quand, plusieurs années après, un ministre éclairé du second Empire, Victor Duruy, au retour d'une excursion en Périgord, écrivit, sous la date du 4 septembre 1868, au préfet de la Dordogne, M. de Saint-Pulgent, une lettre mémorable où il préconisait, en termes chaleureux, l'établissement dans notre ville d'une Société d'histoire et d'archéologie.

Le patriotisme, disait-il, se réchauffe et se ranime avec les vieux souvenirs, et l'esprit se fortifie et s'élève dans la recherche patiente et résolue de la vérité.

(1) Il existe sur le même sujet une intéressante correspondance entre Dessalles et Lapeyre. Elle a été publiée dans le *Bulletin historique et archéologique du Périgord*, tome XVII, pages 272 à 274.

Ce noble langage fut entendu. Il fut compris. Peu de temps après, la Société historique et archéologique du Périgord était fondée.

Et la voilà depuis plus de quarante ans à l'œuvre, infatigable dans la poursuite de l'idéal que lui trace sa devise, *Acta majorum serra, lumine caleat veritas*, et pénétrée d'une filiale gratitude envers ceux qui lui ont ouvert la voie, envers tous ses précurseurs, y compris la Société littéraire de 1780, dont on peut dire, suivant une image extraite d'une ancienne circulaire ministérielle, qu'elle est une des racines de l'arbre dont notre association est le fruit.

E. Roux.



VARIA

UNE CONTRIBUTION A L'HISTOIRE DE LA FRONDE EN PÉRIGORD :

LES MÉMOIRES DE M^{me} DE LA GUETTE.

Il y a quelques années, j'eus l'occasion d'acquérir un petit livre provenant de la bibliothèque du savant M. Léon Lapeyre et dont l'un des feuillets de garde porte même quelques annotations de sa main. Ce sont les *Mémoires de M^{me} de La Guette*, publiés en 1856 par M. Moreau dans la *Bibliothèque elzévirienne* de Jannet, bien connue et appréciée des bibliophiles. Jusqu'ici, le temps m'avait manqué pour lire ces mémoires, quand je m'avisai que l'on pouvait peut-être induire du soin pris par M. Lapeyre d'inscrire quelques notes en leur marge, qu'ils offraient un intérêt spécial au point de vue périgourdin. J'eus vite fait de voir que je ne m'étais pas trompé.

Quelques mots ne seront sans doute pas inutiles pour présenter l'auteur de ces mémoires. Catherine de Meurdrac, dame de La Guette, naquit à Mandres (auj. Seine-et-Oise), le 20 février 1613 ; elle mourut, probablement en Hollande, postérieurement à 1681. En 1635, elle épousa un officier de fortune, Jean Mario, dit de La Guette, entré vraisemblablement au service de la France avec le comte de Marsin. Capitaine au régiment de Normandie en 1637, à celui de La Meilleraye en 1639, à celui de Marsin en 1647, il fit la guerre successivement en Lorraine, en Roussillon, en Normandie, en Italie, en Franconie, en Espagne et en Guyenne, et mourut à Sucy-en-Brie (auj. Seine-et-Oise), le 20 juin 1665.

Dans sa vieillesse, Catherine de La Guette, comme c'était assez l'usage à cette époque, entreprit de raconter les événements, multiples et divers, de la vie fort agitée qui avait été la sienne. Nous ne retiendrons de ces souvenirs que la partie, qui en est peut-être la plus intéressante, celle qui concerne le temps de la Fronde, et, dans cette partie, le passage relatif à ce que l'on pourrait appeler son voyage diplomatique à Bordeaux, qu'elle fit en 1653.

Nous n'apprendrons rien à personne en disant que le royaume, déchiré entre les factions, traversait alors une crise terrible qui le ramenait aux plus mauvais jours des guerres de religion. Les esprits étaient tellement divisés qu'il n'était pas rare de voir des familles partagées entre les deux camps. Tel était le cas du ménage de La Guette, pourtant fort uni, très tendre même, pour tout ce qui n'était pas la politique : le mari, auprès de son chef, le comte de Marsin,

tenant à Bordeaux le parti des Princes ; la femme, occupée à des missions diplomatiques de conciliation, dans l'intérêt de la Cour qui appréciait à la fois son habileté et la commodité d'un agent, dont on pouvait dire qu'elle avait, par son mari, un pied dans l'autre camp. M. et M^{me} de La Guette, pour nous servir d'un mot fameux qui est ici de circonstance, n'étaient donc pas du même côté de la barricade.

En 1653, M^{me} de La Guette, qui venait de réussir une mission en Lorraine, fut chargée par la Cour d'aller sonder les intentions des révoltés de Bordeaux et de les ramener, si possible, dans le devoir. Toute autre femme que M^{me} de La Guette eût hésité à entreprendre, sans autre escorte qu'un ami de son mari et un valet, un voyage aussi long et qui n'était pas sans péril pour une dame jeune et jolie, comme elle le dit-elle même, en un moment où la sécurité des routes ne semblait rien moins que bien assurée. Notre héroïne ne connaissait pas la peur. Elle accepta l'offre avec plaisir, y ayant, devons-nous dire, un intérêt personnel et même double : revoir son mari, qu'elle n'avait pas vu depuis longtemps, et le détacher d'un parti dont elle jugeait, avec raison, la cause irrémédiablement perdue.

M. de La Guette, avisé de l'arrivée de sa femme, devait aller, de Bordeaux, la rejoindre à Périgueux. Celle-ci, après s'être arrêtée à Angoulême, fit route sur Périgueux en passant par La Rochebeaucourt, La Tour-Blanche, Bourdeille. A Périgueux, soumis alors aux Frondeurs, elle prit langue avec la société de l'endroit et pressentit les troubles prochains qui devaient amener, le 16 septembre 1653, le meurtre du gouverneur Chanlost. Son fils servait alors sous Chavagnac, à Sarlat, dans le parti de la Fronde. Il devait venir retrouver sa mère à Périgueux, mais il en fut empêché et assista ainsi à l'événement du 24 mars, quand les bourgeois, assistés d'un détachement de troupes royales, reprirent la ville sur Chavagnac, dont la femme fut tuée après l'entrée des vainqueurs dans Sarlat. M^{me} de La Guette, rejointe par son mari, gagna Bordeaux par Bergerac et Libourne. Tel fut son plus long séjour en Périgord. A quelque temps de là, elle y revint, mais ne fit que passer, quand, sa mission terminée (elle avait trouvé le terrain préparé pour son succès), elle ramena son mari à Paris. Cette fois, elle se dirigea de Libourne sur Angoulême par Musidan, Saint-Vincent-de-Connezac et Ribérac.

Les extraits des *Mémoires* que l'on trouvera plus loin reproduisent toute la portion de ces souvenirs qui, ayant trait au Périgord, méritait une place ici. On lira, je pense, avec plaisir cette relation sans apprêt, où l'auteur se peint au naturel, sous les traits d'une de ces fières amazones, contemporaines de M^{me} de Longueville, qui, toujours sans

peur, quelquefois sans reproche, se mêlaient hardiment aux luttes de partis, faisaient, au besoin, le coup de feu et, dans des circonstances difficiles où beaucoup d'entre elles cherchaient moins leur devoir que leur amusement, montraient un caractère viril qui fait plaisir à voir. De ces amazones, M^{me} de La Guette apparaît comme l'une des plus sages, mais elle avait sa part des vertus guerrières qui furent l'apanage des belles Frondeuses. Il ne fallait pas lui en conter et elle était vraiment de celles dont on dit qu'elles n'ont pas froid aux yeux ; irréprochable, au demeurant, sous le rapport des mœurs, — du moins elle l'assure et il semble qu'on puisse l'en croire sur parole —, ce qui n'est peut-être pas la dernière de ses originalités, en un temps où de si nombreux bonnets volaient par dessus les moulins. M^{me} de La Guette conte avec malice ; la naïveté est son moindre défaut ; son récit est détaillé. Ses étapes en Périgord sont assez nombreuses pour que l'on puisse trouver, dans la relation qu'elle en a laissée, des éléments d'information que l'on chercherait vainement ailleurs, sur les divers aspects de notre province vers le milieu du xvii^e siècle. D'autre part, mêlée à de graves événements dont le Périgord n'était malheureusement pas à l'abri, elle était en posture de voir et de bien voir ce qui se passait ; son témoignage sera recueilli précieusement par ceux qu'intéresse l'histoire de cette époque troublée. A ce dernier point de vue, il nous a semblé que l'extrait de ses *Mémoires* figurerait utilement comme annexe à l'excellente étude que notre confrère, M. de Gérard, a publiée ici-même sur la Fronde à Sarlat (1).

La première édition des *Mémoires de Madame de La Guette* parut en 1681 (à La Haye, chez Adrien Moetjens). L'édition Jannet est la seconde. Il n'en existe pas d'autre, du moins à notre connaissance. Les notes que nous avons reproduites sont, pour la plus grande partie, empruntées à cette édition. Nous y avons joint quelques observations dues, comme nous avons dit, à M. Lapeyre et quelques indications tirées, sur le sujet traité, des Archives de la ville de Périgueux.

R. V.

(1) Tome XXXVII (année 1910). Cette étude a été tirée à part. Notre confrère a connu les *Mémoires de M^{me} de La Guette* et en cite un épisode (p. 221 et 223 du tome cité), mais il paraît avoir confondu le mari et le fils de l'auteur. C'est le jeune de La Guette, et non son père, qui se trouvait à Sarlat avec Chavagnac en mars 1653.

L'extrait qui suit commence au moment où M^{me} de La Guette se dispose à quitter Angoulême pour se rendre à Périgueux.

.....

J'eus recours à M. de Jonvelle (1), qui me laissa aller et me donna des fantassins pour me conduire à une petite ville qui est à M. le comte de Brassac (2). C'étoit un lieu en assez mauvais état, car l'hôtellerie où je mis pied à terre n'avoit qu'un seul lit qui étoit réservé pour lui, à cause de la petite vérole qui étoit à son château. Je me préparois à coucher sur la paille. Ce n'est pas une grande affaire, car on y dort à merveille. Quelqu'un lui fut dire, à la chasse où il étoit, qu'il venoit d'arriver à son hôtellerie une dame qu'on avoit escortée. Il m'envoya incontinent après un cavalier, pour me prier de sa part de prendre sa chambre et ce misérable lit. Je la refusai tant que je pus ; mais il n'en fut autre chose, et il s'en fallut servir. Je ne sais où coucha M. de Brassac ; il ne parut point peut-être pour raison ; mais il me fit demander par le même homme où je voulois aller le lendemain. Je dis à La Tour-Blanche. C'étoit un château et une petite ville qui tenoient pour Monsieur le Prince. Il me dit : « Madame, M. le comte de Lavaur (3) vous y accompagnera avec d'autres messieurs à l'heure que vous voudrez partir. » Je lui dis : « Ce sera à six heures du matin, si cela ne l'incommode pas. Cependant je vous prie de dire à M. le comte de Brassac que je suis sa très humble servante, que je publierai partout la grâce que j'ai reçue de lui. »

A six heures du matin, M. le comte de Lavaur étoit à la porte de l'hôtellerie avec quatre autres messieurs. Sainte-Olive me le vint dire et me pressa de descendre pour monter à cheval et pour faire civilité à M. de Lavaur, qui me prévint et me dit : « Madame, j'ai su que vous vouliez aller à La Tour-Blanche ; je suis ici pour vous y conduire, car il y a grand danger par les chemins. » Je lui dis : « Monsieur, votre bonté me met dans la dernière confusion. Je ne puis pas comprendre ce qui vous porte à m'obliger de la sorte, vu que je n'ai point l'honneur d'être connue de vous ; il faut que vous soyez le gentilhomme du monde le mieux faisant. » Il me dit : « Je fais gloire de servir les dames. » Nous nous acheminâmes et parlâmes de toutes autres choses. Les autres messieurs s'entretenoient avec Sainte-Olive, qui n'étoit pas bête. Quand nous fûmes à une demi-

(1) Commandant dans Angoulême en l'absence de M. le duc de Montausier.

(2) Alexandre de Galard de Béarn, comte de Brassac. La petite ville dont il est ici question est La Rochebeaucourt (note manuscrite de M. Léon Lapeyre).

(3) René de Galard de Béarn, seigneur de Lavaur.

lieue de La Tour-Blanche, M. de Lavaur prit congé de moi, en m'assurant qu'il n'y avoit rien à craindre et que le danger étoit passé. Cette action étoit aussi honnête qu'on en puisse voir. J'arrivai donc à La Tour-Blanche. M. de Sainte-Olive mit pied à terre et monta au château pour prier le gouverneur de me donner escorte et lui dire qui j'étois. Aussitôt qu'il eut ouï mon nom, il dit : « Je suis trop serviteur de M. de La Guette pour ne pas retenir madame sa femme et lui faire offre d'un mauvais dîner. » J'étois demeurée tout à cheval dans la place d'armes, en attendant le retour de Sainte-Olive, et m'amusois à m'entretenir avec quelques soldats et leur faisois bien connaître qu'ils auroient été mieux ailleurs. Sur ces entrefaites, M. Delarochette (c'étoit le nom du gouverneur), me vint trouver et me dit qu'il se tenoit heureux de me pouvoir servir ; que mon escorte seroit prête aussitôt que j'aurois mangé un morceau, et que, pour cet effet, il m'alloit mener chez des demoiselles de ses amies qui me feroient compagnie au repas. Comme M. de Sainte-Olive lui avoit dit que je ne mangeois point de viande à cause qu'il étoit carême, il m'y mena sans que je pusse m'en défendre. Elles me reçurent civilement en considération de M. le gouverneur. Puis il prit Sainte-Olive par le bras et lui dit : « Allons boire à la santé de M^{me} de La Guette, que nous reviendrons trouver quand elle aura mangé un morceau. » Je m'entretins avec ces bonnes demoiselles en attendant toujours que l'on mit sur table. J'avois grand faim ; mais rien ne venoit. J'ai su depuis que M. Delarochette avoit fait monter quelques cavaliers à cheval pour aller chercher du poisson, et qu'ils n'en purent trouver. A la fin, mes hôtesse firent mettre le couvert et servir à même temps ; la table fut couverte fort proprement ; mais les viandes n'étoient pas des plus exquises, puisqu'elles ne consistoient qu'en deux harengs blancs et un sorèt, et environ demi-livre de prunes cuites. Nous fûmes servis à deux plats, comme l'on voit, qui étoit la nouvelle mode en ce temps-là. J'avoue qu'il n'y eut point d'assiettes volantes, car nous étions toutes fort pacifiques. Je demurai sur mon appétit, avec dessein de me récompenser le soir si je trouvois de quoi. Ce n'est pas que je n'eusse la dernière obligation à M. le gouverneur, car il fit tout son possible pour me mieux régaler ; mais dans la guerre on ne trouve pas ce que l'on veut. Il s'en vint à la tête de trente chevaux et me dit : « Madame, voici votre escorte ; vous trouverez bon que j'en sois. » Je lui repartis : « Monsieur, vous me faites trop d'honneur. Je l'accepte de tout mon cœur. Je voudrois vous faire une prière auparavant que de partir, qui est de trouver bon que j'écrive un petit billet à M. le comte de Marsin et un à mon mari, et de vous en charger, s'il vous

plait, pour leur faire tenir au plus tôt ; et j'en attendrai la réponse à Périgueux. » Il me promit qu'il n'y manqueroit pas.

Quand j'eus écrit, je pris congé de mes hôtes, et nous montâmes à cheval. M. Delaroche-Vernet étoit le cavalier du monde le mieux fait et le plus galant. Il me dit cent gentilles de ses aventures, et me parla aussi d'une inclination de mon mari qui étoit une fort jolie demoiselle : il faisoit tous ses efforts pour me mettre martel en tête, car il étoit malicieux et adroit. Je dis en moi-même : « Je n'y retombe plus. Je sais ce qu'en vaut l'aune. » Il continuoit toujours de me dire des merveilles de cette beauté. Je lui fis connoître que cela ne m'étonnoit point, et que je croyois avoir encore assez de charmes pour détruire toutes les belles impressions que mon mari pourroit avoir eues en mon absence ; que je conservois toujours une étincelle de notre premier feu qui auroit assurément le pouvoir de rallumer le sien. Il vit bien que je n'étois pas tout à fait de ces niaises. Nous brisâmes là-dessus et parlâmes des affaires du temps. Insensiblement il avançoit toujours. Je lui fis connoître qu'il s'engageoit trop avant pour sa personne ; à quoi il fit réflexion et me quitta en me disant des choses obligeantes ; et je lui repartis de même. Il fit faire cent caracoles à son cheval. Je m'arrêtai quelque temps pour voir son adresse, et, selon moi, il pouvoit passer pour un très bon écuyer. Ses cavaliers me conduisirent jusqu'à Bourdeille. Il m'en coûtoit toujours quelques pistoles en passant, que je donnois à mon escorte pour boire à ma santé. Je fus logée dans un faubourg. Je ne sais qui en avertit le gouverneur, nommé M. de Saint-Aubin (1), qui vint à mon hôtellerie un quart d'heure après que je fus arrivée, avec sept ou huit officiers de sa garnison. J'étois devant un grand feu pour me sécher, parce qu'il avoit beaucoup plu. Quand il arriva, le sieur de Sainte-Olive l'aperçut et me le dit. Je me tournai pour aller à sa rencontre ; après les premiers compliments faits de part et d'autre, il me pria d'aller au château pour plus grande assurance ; qu'il n'y avoit pas moyen de passer là une nuit, parce que les troupes du Roi y faisoient des courses à tous moments, et qu'il pourroit m'arriver quelque désordre. Sainte-Olive me dit : « Madame, ne refusez pas l'offre que M. le gouverneur vous fait. » — « L'offre m'est trop avantageuse, lui dis-je, pour ne pas l'accepter ; mais je crains d'être importune à monsieur de Saint-Aubin. » — « Vous ne le pouvez, madame ; et je me tiendrai bien heureux d'être votre hôte. » — « Partons donc quand il vous plaira,

(1) Il étoit gentilhomme du prince de Condé. Il avait suivi son maître au siège de Lérida en 1647, et il y fut blessé.

lui dis-je. » Il me présenta la main, et ces autres messieurs suivirent avec Sainte-Olive, qui tenoit une bonne marque, car il se trouvoit avec des officiers du parti contraire. Il étoit lieutenant de cavalerie dans le régiment Colonel, aussi brave que pas un autre et qui le portoit beau, ayant une haine naturelle pour tous ceux qui étoient contre le service du Roi.

Quand nous fûmes arrivés au château, M. le gouverneur me mena dans une fort belle chambre où il y avoit grand feu, qui étoit de saison. Je m'en approchai, et lui demeura toujours debout, et tous les officiers de même. Je n'en savois pas la raison, car je l'avois fort prié de prendre place ; mais il n'en voulut jamais rien faire. J'ai su depuis qu'il me prenoit pour un très grand seigneur déguisé en femme, qui s'alloit joindre au parti de M. le Prince. Il faut croire que j'avois la mine drôle, puisqu'on me prenoit pour un homme. Il ne fut pas le seul qui fit ce jugement, comme l'on verra ailleurs. Tout notre entretien ne fut que de guerre et des affaires d'Etat. Je faisois mon possible pour démentir mon sexe et pour en parler comme si j'avois fait de beaux exploits et que je me fusse trouvée en plusieurs occasions. Cela le fortifioit de plus en plus dans son erreur, et les autres officiers aussi, ne pouvant pas s'imaginer qu'une femme en dût parler si savamment. On servit à manger, et chacun prit place. Quand je fus à table, M. le gouverneur avoit toujours grande déférence pour moi. Il y avoit de quoi satisfaire mon appétit et ma faim, qui n'étoit pas petite, comme je viens de le dire. Je me disois en moi-même : « Il faut que je mange ici de toutes mes dents. » (Je pouvois bien le dire, car je n'en ai pas encore perdu une dans l'âge où je suis.) Toutes les viandes y étoient bien préparées et de bon goût ; le vin étoit excellent ; l'on y but quelques santés. Je commençai celle de M. le gouverneur, qui fit la ronde. La mienne ne fut pas oubliée.

Demi-heure après le souper, je fis connoître que j'étais lasse et fatiguée ; car cela me faisoit la dernière peine de voir toujours le gouverneur debout. L'on dit encore quelque chose d'agréable, puis je donnai bien le bonsoir à la compagnie, et chacun se retira. Comme M. de Saint-Aubin sortoit, je lui dis un mot à l'oreille, qui étoit que je le priois de me faire venir une fille pour coucher dans ma chambre. Ce fut alors qu'il crut fermement que j'étois homme et qu'il n'en falloit plus douter. Il me dit : « Madame, il n'y en a qu'une céans que vous trouverez assez passable ; je vas vous l'envoyer. » Sainte-Olive demeura auprès de moi jusqu'à ce que la belle fut venue. Il me dit : « Madame, je ne sais pas pour qui ces gens ici vous prennent ; mais ils croient assurément que vous êtes homme ; et je l'ai fort bien

reconnu. » « Monsieur, je suis ravie qu'ils me prennent pour cela. Je vous prie de ne pas les désabuser. » La fille vint fort ajustée et bien propre. Sainte-Olive se retira. Je lui dis : « Ma belle fille, fermez bien la porte de ma chambre, je vous prie. » Elle le fit ; puis je commençai à causer avec elle : je lui trouvai assez d'esprit. Je ne sais pas de quel métier elle se mêloit ; mais toujours elle fut sage cette nuit-là. Elle dormit sur des sièges auprès du feu, et moi sur un très beau et bon lit.

A la pointe du jour, j'entendis un tintamarre épouvantable sous les fenêtres de ma chambre. C'étoit pour le moins une douzaine de tambours qui me donnoient un réveille-matin, mais de la plus agréable façon du monde ; car, dans les intervalles, ils criaient : vive Madame de La Guette ! puis ils recommençoient leur batterie à outrance. Ils me firent un plaisir extrême ; car mon inclination n'est que le bruit des tambours et les fanfares des trompettes. Sainte-Olive accourut dans ma chambre, ne doutant pas que je voudrois faire quelque libéralité à ces messieurs. Il ne se trompoit pas, car je lui donnai cinq ou six pistoles pour leur jeter. Ils se retirèrent très satisfaits. Je me levai ensuite pour m'en aller à Périgueux ; mais M. le gouverneur voulut encore me régaler avant mon départ, et dit à Sainte-Olive qu'il ne me laisseroit pas partir avant dîner ; qu'au moins, il m'en suppleroit de tout son cœur. Sainte-Olive me dit : « Madame, donnez-lui cette satisfaction-là quand il vous en priera. » Aussitôt que je fus habillée, il entra dans ma chambre avec tous ses officiers, car il marchoit toujours en corps. Je le remerciai du plaisir qu'il m'avoit fait de m'avoir envoyé une si jolie fille. Il me répondit qu'il avoit bien de la joie que j'en fusse satisfaite. Je lui parlai aussi de son réveille-matin, et lui dis qu'il y avoit longtemps que je n'avois été réveillée si agréablement. Il me repartit : « Madame, ils ont fait assez de bruit. Je croyois que cela auroit pu vous déplaire. » — « Au contraire, monsieur, j'y ai pris beaucoup de plaisir, et vous en suis fort obligée. » Il me pria de bonne grâce de ne vouloir partir qu'après dîner, à quoi je consentis. Le repas fut splendide et magnifique, en sorte qu'un prince en auroit été très satisfait. Aussi il croyoit en traiter un, mais il se trompoit fort.

Je pris enfin congé de lui et lui marquai mon déplaisir de ne le pouvoir remercier assez dignement. En sortant du château, je trouvai toute son infanterie sous les armes en double haie. Il étoit bien aise de me la faire voir. Je les regardai tous et lui dis : « Voilà des gens qui ont la mine de se bien défendre, si on les attaque. » On m'amena mon cheval. M. le gouverneur me tint l'étrier, quelque résistance que

je fisse. Je sautai légèrement en selle, jambe de çà jambe de là, n'ayant jamais été à cheval autrement. Il me donna quelques cavaliers pour me conduire à Périgueux.

M. le marquis de Chanlost, gouverneur de la ville pour M. le Prince, prit la peine de me venir voir deux jours après que j'y fus arrivée, et me témoigna son déplaisir de ce qu'il n'avoit pas su que c'étoit moi, d'autant qu'il étoit fort ami de mon mari, et que, de plus, il venoit de recevoir une lettre de M. de Marsin, qui le prioit de me venir offrir tout ce qui dépendoit de lui; et qu'ainsi je n'avois qu'à ordonner quand je voudrois partir; qu'il avoit carrosse, litière, et sa bourse à mon service. Je le remerciai un million de fois, en lui disant que j'étois résolue d'attendre mon mari de pied ferme à Périgueux, étant bien assurée qu'il m'y viendrait chercher. Il demeura bien une bonne heure avec moi; et Sainte-Olive le fut accompagner chez lui. Les dames de la ville me firent l'honneur de me rendre visite. J'eus le temps de les voir chez elles, car je fis là quelque petit séjour en attendant mon époux. Je reconnus fort bien dans leur entretien qu'elles étoient mal intentionnées pour leur gouverneur, car elles n'en parloient pas avantageusement. Un jour qu'il me vint rendre visite, je lui dis : « Monsieur, je crois que vous n'êtes pas le maître ici, si je ne me trompe; et même vous n'avez pas l'approbation de toutes les dames. » Il me répondit : « J'en suis au désespoir. Je fais tout mon mieux pour gagner les esprits de ces gens ici, qui sont fort farouches. » Le pauvre gentilhomme y réussit mal, car, peu de temps après, il fut poignardé dans une assemblée de ville en présence des magistrats (1).

(A suivre).

-
- (1) Voici comment Balthazar raconte la mort du marquis de Chanlost. (*Histoire de la guerre de Guyenne, commencée sur la fin du mois de septembre 1651, et continuée jusqu'à l'année 1653*, Cologne, Corn. Eymont, 1624, in-12) : « La réduction de Bordeaux dans l'obéissance du Roi se fit à la fin du mois de juillet 1653. Chanlost, qui étoit dans Périgueux (il y avoit été laissé comme gouverneur en 1651), avoit eu ordre depuis peu de Marchin de tenir toujours bon pour son maître, lui promettant un puissant secours; à quoi Chanlost s'attaqua fort vigoureusement. Mais le colonel La Roque, qui y étoit, prévoyant quelque funeste malheur, en partit avec son régiment de cavalerie. Enfin un habitant tua Chanlost d'un coup de fusil. La garnison se rendit prisonnière, de sorte qu'il ne resta aucune place en Guyenne qui ne se soumit à l'obéissance de son Roi et qui ne sentit une vive douleur de s'être séparée de son prince. » Page 101.)

Chavagnac, qui a joué un rôle dans cette sanglante tragédie, nous donne des détails beaucoup plus étendus : « D'abord que je fus arrivé (du Médoc),

NÉCROLOGIE

M. LE CHANOINE GOUSTAT

Curé de Pontours.

Nous empruntons à la *Semaine religieuse* du 2 octobre le discours prononcé par M. le docteur Beauchamps sur la tombe de notre vénéré confrère, son ancien maître :

Messieurs,

L'émotion profonde qu'a semée dans tout le pays la mort cependant attendue de M. le curé de Pontours ne saurait surprendre personne :

on me détacha avec six mille hommes pour assiéger Périgueux d'un côté, tandis que Sauvebœuf l'attaqueroit de l'autre. Il devoit me donner la parole, et moi commander les attaques et agir sous ses ordres. Chanlost, avec douze cents hommes du régiment de Condé, en étoit gouverneur et se préparoit à une grande défense, quand, à dix lieues de Bordeaux, dinant chez le marquis de Fortia, mon parent, trois hommes y abordèrent, disant avoir des lettres pour M. le comte de Chavagnac, de la part de la ville. J'y trouvai qu'elles étoient d'un magistrat nommé Boudin, qui avoit eu un différend avec Chanlost, qui, pour le surprendre dans des intelligences avec nous, étoit allé heurter à sa porte. Boudin en ayant été averti et se croyant perdu, pria deux de ses amis de le défendre ; ce qui leur fit prendre trois mousquetons qu'ils déchargèrent sur Chanlost et deux officiers qu'ils tuèrent sur la place. Et aussitôt, sortant dans la rue, ils crièrent : Liberté ! vive le Roi ! La Baume rassembla le régiment dans un canton de la ville ; mais, se sentant accablés, ils se rendirent à discrétion. C'étoient ces messagers que Boudin envoyoit pour en porter la nouvelle à M. de Candale, afin de recevoir ses ordres pour la manière dont on devoit les traiter. Ils ajoutèrent que Sauvebœuf étoit venu à leur porte, mais qu'ils n'avoient pas voulu lui ouvrir, sachant bien qu'il les feroit piller. Je les louai de leur zèle et de leur courage, leur donnai un officier et un cavalier pour les conduire à M. de Candale. » (*Mémoires de Chavagnac*, page 197 du premier volume ; édition de Besançon, 1699.) Chavagnac raconte ensuite comment il entra dans la ville, comment il fit un traité avantageux pour les officiers de Condé, comment enfin il sauva la vie au maire et obtint que Périgueux ne serait pas démantelé, moyennant un présent de 100.000 livres pour le duc de Candale et un autre de 3.000 pistoles pour lui. Le magistrat que Chavagnac appelle Boudin, étoit en réalité le célèbre Joseph de Bodin, procureur du Roi au présidial de Périgueux, sur lequel on trouvera une notice dans le *Périgord illustré* de l'abbé Audierne, p. 105-107. Le meurtre de Chanlost est du 16 septembre 1653 (v. Arch. mun. de Périgueux, EE 25²). L'acte de baptême de Bodin (que l'abbé Audierne fait naître aux environs de 1615) est du 31 mars 1622 (*ibidem*, GG 45). Bodin épousa, le 21 novembre 1641, d^{lle} Marguerite Duchayne (*ibidem*, GG 56). La date de sa mort est inconnue.

venu parmi nous en juillet 1858, il nous quitte en juillet 1915, après avoir passé dans notre petite commune cinquante-sept ans de sa longue existence. Ces cinquante-sept années, il nous les a entièrement consacrés, donnant à ses paroissiens tout son temps, tout son travail, tout son cœur. Ainsi furent créés entre lui et nous des liens étroits qui ne pouvaient se rompre sans de douloureux déchirements.

Des voix plus autorisées que la mienne ont fait valoir et rediront ses mérites comme prêtre, comme apôtre : je veux seulement rappeler sur la tombe de celui qui fut mon premier maître et qui resta mon plus solide ami quelques détails de sa vie pour bien montrer la reconnaissance que nous lui devons et pour indiquer combien sont légitimes nos regrets.

A peine arrivé à Pontours, M. l'abbé Goustat se mit tout de suite au travail et, voulant que ses premiers efforts eussent le double résultat d'honorer son Dieu et d'embellir sa nouvelle résidence, il s'attacha tout d'abord à reconstruire notre église : quelques-uns de ceux qui m'entendent ont gardé le souvenir ému du zèle infatigable qu'il y déploya : mais il ne lui parut point que cette œuvre matérielle fût suffisante, et il voulut la compléter en faisant élever au rang de paroisse l'agglomération de Pontours, qui n'était jusque-là qu'une succursale de Badefols.

Ce double but accompli, il tint à essayer de donner des prêtres à l'Eglise : pour cela, il se fit professeur volontaire, cherchant parmi les enfants qui l'entouraient ceux que leur intelligence et leur piété signalaient à son attention, les conviant à venir commencer sous sa direction des études qui, au cas même où elles ne s'achèveraient point, auraient toujours l'appréciable avantage de leur donner des connaissances utiles dans la vie.

Plus tard, et dans un autre ordre d'idées, il élargit le cercle de son professorat : précurseur de ce qu'on a appelé les cours d'adultes, il fit, après 1870, chaque soir, dans la veillée, des cours portant sur la lecture, l'histoire, les mathématiques et auxquels étaient invités tous les jeunes gens de la commune. Il donnait ainsi la marque du désir qu'il avait de procurer à tous le bénéfice de l'instruction, la marque aussi de l'attachement qu'il portait à ses paroissiens en même temps que de son ardent amour pour le pays ; on disait alors que notre défaite était l'œuvre de l'instituteur allemand : Monsieur le curé de Pontours, en se faisant instituteur français, préparait déjà la victoire.

L'histoire locale l'attire ensuite : membre estimé de la Société archéologique du Périgord, il donne à cette assemblée une suite de travaux dont le premier concerne Pontours ; les autres furent cette his-

toire de Lalinde que vous avez tous lue et dans laquelle, faisant revivre un passé que semblait déjà couvrir l'oubli, il a mis en lumière toute une série de faits qui illustrèrent le pays ; il a, en même temps, montré aux vieilles familles de la contrée la part que leurs ancêtres prirent à la direction des affaires ou à la défense de la petite cité.

Dans tout cela, ne trouvons-nous pas comme mobile principal de ses actions le désir d'être utile à ceux parmi lesquels il vit ? — Il avait déjà donné aux habitants de Pontours des preuves plus précises de sa vive affection lorsque, nommé à une cure importante, il sollicitait, non certes en subalterne mécontent et révolté, mais en fils gémissant et attristé, l'autorisation de continuer à Pontours l'œuvre commencée. Il nous sacrifiait ainsi les honneurs que lui eussent certainement valus son savoir, son amour du travail, son zèle apostolique et sa haute piété. Resté à son poste, M. l'abbé Goustat a continué à remplir ses fonctions avec une ardeur toute juvénile ; vous l'avez à l'œuvre et vous êtes les témoins que ni l'âge, ni les infirmités n'eurent jamais raison de son activité pastorale. C'est pour marquer l'estime particulière qu'on avait pour lui en haut lieu, que Monseigneur l'évêque de Périgueux lui conféra le titre de chanoine honoraire de sa cathédrale. Il est inutile de rappeler l'enthousiasme avec lequel fut reçue ici l'heureuse nouvelle : tous ceux qui avaient applaudi à cette nomination tinrent à assister à la fête organisée pour la célébrer, et ce fut ce jour-là l'union intime des enfants joyeux glorifiant leur père affectionné.

Je vous ai dit un mot de son zèle pour la collectivité que constituait sa petite paroisse : mais vous savez bien que M. Goustat était pour chacun de nous l'ami le plus sûr et le plus dévoué, s'unissant à nos joies, partageant nos peines, se réjouissant de nos succès, nous soutenant dans nos déboires ; mais c'est surtout lorsque le deuil frappait à notre porte, lorsque la mort venait nous enlever les êtres les plus chers qu'il nous donnait la mesure de toute son ardente affection. Comme il savait bien trouver les accents voulus pour bercer notre tristesse ! Comme il savait bien, en partageant notre peine, alléger le fardeau d'affliction sous lequel notre âme brisée était près de succomber !

Vous savez tous, et je n'aurais pas à en chercher bien loin la preuve, que rien ne rapproche les hommes comme la communauté de la détresse : c'est ainsi que, mêlé à tous les événements survenus dans chaque famille, M. Goustat ou comme nous aimions à dire plus familièrement, M. le curé était devenu l'ami de ses paroissiens. A nous qui fûmes les bénéficiaires de tous ses actes il appartient de lui

rendre un religieux respect, en reconnaissance, en prières et en larmes une partie du bien qu'il nous a fait.

Et maintenant, cher et vénéré Monsieur Goustat, dormez ici votre dernier sommeil, près de cette petite église qui fut l'œuvre de votre jeunesse, à la construction, à l'embellissement et à l'entretien de laquelle vous avez consacré tous vos soins ; — dans ce petit cimetière de Pontours qui, durant de si longues années, reçut chaque matin votre premier regard ; — au pied du modeste monument que votre piété s'empressa d'élever à la mémoire de vos prédécesseurs exilés pour la foi ; — à côté des tombes où reposent vos bons parents ; — au milieu de tous les nôtres que vous avez avec nous accompagnés ici après leur avoir, par votre saint ministère, ouvert les portes du Ciel où vous venez de les rejoindre.

Votre mission près de nous n'est cependant point finie, et nous savons que vous continuerez à veiller sur nous, à prier pour nous, justifiant ainsi l'union des saints et cette parole touchante que vous répétiez chaque jour à la Sainte Messe : *Credo... Sanctorum communio-nem.*

Deux planches accompagnent cette livraison : la 1^{re} (Pl. V) représente les Évangélistes, sculptures de la Chartreuse de Vauclaire ; — et la 2^e la Tribune de l'ouest et le Buffet d'orgues de l'église Saint-Front (avant la restauration).

Le gérant responsable, H. ETourneau.

BULLETIN

DE LA SOCIÉTÉ

HISTORIQUE ET ARCHÉOLOGIQUE

DU PÉRIGORD

PARAISANT TOUS LES DEUX MOIS

TOME XLII. — SIXIÈME LIVRAISON



PÉRIGUEUX

IMPRIMERIE RIBES, RUE ANTOINE-GADAUD, 14.

Novembre-Décembre 1913.

SOMMAIRE

DES MATIÈRES CONTENUES DANS LA 6^e LIVRAISON

	Pages
Séance mensuelle du jeudi 7 octobre.....	369
— du jeudi 4 novembre.....	374
Démolition de l'église Saint-Jean-l'Évangéliste (Jules MAN- DIN).....	379
Eglise de La Chapelle-Saint-Robert (M. le M ^{is} DE FAYOLLE).....	382
Où était ce monument ? (M. F. V.).....	386
Les Barraud du Fournil (M. Géraud LAVERGNE).....	387
Les boiseries de la Chartreuse de Vauclaire. Note complé- mentaire (M. le M ^{is} DE FAYOLLE).....	392
Deux Nontronnais maires de Poitiers au XVIII ^e siècle. (M. R. D.).....	394
VARIA. — Une contribution à l'histoire de la Fronde en Périgord : Les Mémoires de M ^{me} de la Guette (<i>suite et</i> <i>fin</i>). (M. R. V.).....	402
— Instructions secrètes aux percepteurs en 1814 (M. A. DUJARRIC-DESCOMBES).....	411
NÉCROLOGIE. — M. Champeval de Vyers.....	412
— M. Charles Devin (M. G. P.).....	413
— M. Benjamin Buisson (M. A. DUJARRIC-DES- COMBES).....	415
— Jean-Philippe-Ernest Frenet (M. E. Roux).....	417
— M. Jules Pellisson (M. G. O.).....	421
Table alphabétique et analytique des principaux noms et matières contenus dans le tome XLII (M. le comte DE SAINT-SAUD).....	423

SÉANCES MENSUELLES
DE LA
SOCIÉTÉ HISTORIQUE ET ARCHÉOLOGIQUE DU PÉRIGORD

Séance du jeudi 7 octobre 1915.

Présidence de M. le marquis de FAYOLLE,
président.

La séance est ouverte à une heure dans la salle habituelle.

Sont présents : MM. Bayle, Délugin, le marquis de Fayolle, Féaux, l'abbé Jarry, Lespinas, le comte de Saint-Saud et Villepelet.

Se font excuser : MM. Dujarric-Descombes, Charles Durand et Jules Pellisson.

Le procès-verbal de la précédente réunion est lu et adopté.

M. le Président nous annonce la mort d'un de nos membres associés M. le vicomte DE LAVAU DE SAINTE-FORTUNADE, qui a publié récemment, dans le *Bulletin* de la Société historique de la Corrèze de Brive, des Documents sur la baronnie de Castelnau de Brétenoux ; — et la mort de notre érudit correspondant M. CHAMPEVAL DE VYERS, archéologue ambulant, auteur de nombreux et savants travaux sur le Limousin et de quelques mémoires publiés dans notre *Bulletin*.

L'assemblée exprime de sympathiques regrets.

Notre bibliothèque a reçu, dans le courant du mois dernier, les ouvrages suivants :

De la Smithsonian Institution, *The early inhabitants of Western Asia*, by Félix Luschan, professor of Anthropology in the University of Berlin, brochure in-8° avec planches, Washington, government printing office, 1915 ;

Excavations at Abydos, by Edouard Naville, in-8° avec planches ;

An examination of Chinese bronzes, by John Ferguson, in-8° avec planches ;

The rôle of depopulation, deforestation, and malaria in the decadence of certain nations, by dr Félix Regnault, in-8° ;

The story of the Chin, by Louis Robinson, m. d., in-8°, avec planches ;

The loom and spindle : Past, present, and future, by Luther Hooper, in-8° avec planches ;

Sketch of the life of Eduard Suess (1831-1914), by Pierre Termier, of the Paris Academy of Sciences, in-8° ;

La Science Française, publication faite par le Ministère de l'Instruction publique à l'occasion de l'Exposition universelle et internationale de San Francisco, deux volumes brochés in-8°, avec portraits, Paris, imprimerie Larousse ;

Revue des Etudes grecques, tome XXVIII, n° 126, janvier-mars 1915, in-8°, Paris, Ernest Leroux, éditeur ;

Bulletin de la Société archéologique et historique de l'Orléanais, tome XVII, n°s 206 et 207, quatre trimestres de 1914, deux fascicules in-8° avec une planche, Orléans, librairie Marron, 1915 ; — la *Table des articles* contenus dans le seizième volume des *Bulletins*, 1911-1913 ; — et *Mémoires de la Société archéologique et historique de l'Orléanais*, tome XXXIV, un volume in-8° avec planches, Orléans, librairie Marron, 1915 ;

Mémoires de la Société des sciences naturelles et archéologiques de la Creuse, tome XIX, première partie, 1913, et deuxième partie, 1915, deux fascicules in-8°, avec un portrait, Guéret, Imprimerie régionale ;

Bulletin de la Société scientifique, historique et archéologique de la Corrèze, siège à Brive, tome XXXVI, 3° et 4° livraisons, juillet-décembre, Brive, Roche, imprimeur, 1914 ; contenant, p. 205, un mémoire de MM. Joseph Durieux et Louis de Nussac sur *Les Combattants Limousins de la guerre Américaine (1778-1783)* ;

Lou Bournat, bulletin mensuel de l'Ecole félibréenne du Périgord, tome VI, 19-20° livraisons, juillet-août 1913, un fascicule in-8°, Périgueux, typographie Ronteix ; contenant une notice de M. Charles Aublant sur le *Livre d'Or du Bournat* où sont indiquées les victimes de cette triste guerre ;

Revue de l'Agenais, bulletin de la Société d'agriculture, sciences et arts d'Agen, 42^e année, mai-juin 1915, in-8°, avec un portrait, Agen, Imprimerie Moderne ; contenant, p. 158, un intéressant mémoire de M. Labadie sur *Un céramiste agenais à Bordeaux, Pierre-Honoré Boudon de Saint-Amand (1829-1837)* ;

Bulletin trimestriel de la Société de Borda, Dax (Landes), 39^e année (1915), 1^{er} trimestre, in-8°, Dax, imprimerie Labèque ;

Bulletin trimestriel de la Société des sciences, lettres et arts de Bayonne, année 1914, n^{os} 3 et 4, un fascicule in-8°, Bayonne, imprimerie Foltzer ;

Bulletin périodique de la Société Ariégeoise des sciences, lettres et arts et de la Société des Etudes du Couserans, 14^e volume, n^o 4, in-8°, Foix, typographie Gadrat aîné, 1915 ; où, p. 175, M. le comte Begouen signale la découverte d'une nouvelle grotte à gravures préhistoriques, la Caverne des trois frères, au Tuc d'Audoubert, commune de Montesquieu-Avantès (Ariège).

Des remerciements sont votés aux donateurs.

M. DUJARRIC-DESCOMBES nous envoie, en exprimant le désir qu'il soit déposé à la Bibliothèque de Périgueux, le plan de la ville et du port d'Amsterdam, gravé, en 1701, par H. van Loon.

« Ce plan appartenait à Lagrange-Chancel, lorsque, pour se mettre à l'abri des réclamations des ambassadeurs français, le satirique exilé se fit recevoir, en 1722, bourgeois d'Amsterdam.

» On remarque, au dos de cette pièce, qui mérite d'être conservée comme un curieux souvenir historique, des gri-bouillages faits par la plume enfantine du fils du poète, Victor de Lagrange-Chancel. »

Notre vice-président joint à son envoi, pour la bibliothèque de notre Société :

Une plaquette anonyme, de sept pages, imprimée, en août 1830, à Paris, chez Auguste Mie : *Lettre d'un ancien jurisconsulte à M. le vicomte de Chateaubriand*, qui est l'œuvre de Merlhie de Lagrange, né à Périgueux, en 1769, mort à Paris, en 1844.

Et l'éloge de ce compatriote, lu au cimetière du P. La

Chaise, par un de ses confrères du barreau parisien et imprimé à Paris, chez Brière, en six pages : *Discours prononcé sur la tombe de M^e Delagrangé*, avocat à la Cour royale de Paris, ancien avocat à la Cour de cassation, par M^e Blanchet.

LE PRÉSIDENT nous rend compte ensuite de la visite qu'il a faite récemment avec M. Lespinas, au Buisson, du cimetière mérovingien découvert par des militaires pendant un exercice de campagne. Il nous présente deux bracelets en bronze argenté et des perles de verre, qui ont été recueillis auprès des squelettes. Ces objets, très intéressants pour l'étude de l'époque Barbare en Périgord, ont été offerts au Musée du Périgord par M. le colonel Jochem, commandant le centre d'instruction du Buisson, autorisé par M. le général commandant la 12^e région sur la demande de M. le marquis de Fayolle.

L'assemblée exprime ses remerciements et examine les objets avec un vif intérêt.

Notre confrère M. DE SAINT-SAUD pense qu'il n'est peut-être pas sans intérêt de consigner dans nos procès-verbaux le prix de la viande de nos jours et celui que nos aïeux la payaient, il y a deux siècles, et cela dans la localité de La Roche-Chalais.

Le bœuf et le veau y sont vendus actuellement de 1 fr. 30 à 1 fr. 50 la livre suivant les morceaux. Or voici ce qu'on trouve dans les registres de la justice seigneuriale de La Roche-Chalais pour l'année 1715 :

« Le dit jour, mois et an que dessus (16 novembre 1715), nous, juge susdit avons taxé le bœuf qui a tyré et le veau au-dessus de trois mois à deux sols six deniers la livre ; les grands veaux au-dessus de trois mois deux sols, et les vaches à un sol huit deniers la livre. Fait au parquet et audience du marquisat de La Roche. (Signé) Galaup, juge. »

M. Joseph DURIEUX veut bien nous signaler une récente étude de M. Georges Berthomier sur *Les régiments de la Marche-Prince, infanterie et cavalerie* (Guéret, 1914, in-8° de 36 pages).

« A dater de 1753, le régiment d'infanterie de Nivernais fut

appelé Comte de la Marche, par suite d'une nouvelle attribution ; il prit en 1760 le nom de la Marche-Prince. On trouve au nombre de ses capitaines en juin 1757 Léonard-Pierre de Montalembert, gentilhomme, né au château de La Bourlie en Périgord, paroisse d'Urval, le 28 juin 1730, enseigne en 1748, sous-lieutenant de grenadiers dans le bataillon de milice de Villeneuve-d'Agen de 1749 à 1753, lieutenant en 1756, noté comme bon officier, mais endetté. Lors d'une inspection passée à Avesnes en 1773, M. de Talaru donnait au capitaine de Montalembert les notes suivantes :

« Beaucoup de volonté, sert très bien ; propre à passer à une lieutenance-colonelle ou à une majorité. »

» Il était, peu de temps après, promu chef de bataillon. Dans son régiment servait un de ses parents, Pierre de Montalembert, sous-lieutenant de grenadiers en 1762, originaire de Cathus en Agénois.

» M. Berthomier cite également Louis Montalembert, cadet gentilhomme à Bayonne en 1727, enseigne en 1728, lieutenant l'année suivante, capitaine en 1733, chevalier de l'Ordre de Saint-Louis en 1746.

» Des recherches faites au Ministère de la Guerre me permettent de compléter les états de services de Léonard-Pierre de La Bourlie, chevalier de Montalembert. Il commanda en 1778 successivement les bataillons de garnison de Poitou (10 mai) et de Beaujolais (31 juillet), eut rang de lieutenant-colonel le 22 janvier 1779 et fut créé maréchal de camp le 1^{er} mars 1791. Il avait reçu le 8 avril 1772 la croix de Saint-Louis. Il fut détenu pendant la Révolution et eut ses biens séquestrés. Il devait être le frère, si je ne me trompe, de Jean-François de Montalembert, vicaire-général de Sarlat, doyen du chapitre de cette cathédrale en 1784, né au château de La Bourlie le 21 janvier 1738. »

M. DUJARRIC nous mande qu'il est parvenu à dénicher les actes de baptême et de décès de notre graveur Pierre Durouchail, sur lequel il est maintenant assez amplement documenté.

Enfin, M. Jules PELLISSON, légèrement indisposé, qui s'excuse de ne pouvoir assister à la séance, nous envoie copie d'une lettre autographe de sa collection, portant cette suscription : « Monsieur de Réveillère, rue de Chartres, 8. » Le signataire de cette lettre du 11 mai 1838, est Albert de Calvimont, alors secrétaire de Berryer, qui devint préfet de la Dordogne et conseiller d'Etat.

L'assemblée pense, après lecture, que cette lettre est d'une date trop récente et aborde un sujet trop politique pour être publiée.

La séance est levée à trois heures et demie.

Le Secrétaire-général,
FERD. VILLEPELET.

Le Président,
M^{re} DE FAYOLLE.

Séance du jeudi 4 novembre 1915.

Présidence de M. le marquis de FAYOLLE,
président.

La séance est ouverte à une heure, dans la salle du Château-Barrière.

Sont présents : MM. Charles Aublant, Bayle, le marquis de Fayolle, Féaux, l'abbé Jarry, l'abbé Joseph Roux, Eugène Roux et Villepelet.

Se font excuser : MM. Charles Durand, Antony Délugin et Didon.

Le procès verbal de la précédente réunion est lu et adopté.

M. le Président nous annonce la mort de deux de nos confrères, de M. Charles DEVIN, ancien élève de l'Ecole polytechnique, ancien ingénieur au chemin de fer du Nord, lieutenant du génie, pilote aviateur, cité plusieurs fois à l'ordre du jour, chevalier de la Légion d'honneur, qui est tombé glorieusement chez l'ennemi, dans un combat aérien au-delà du Rhin, le 23 septembre 1915. Il était le petit-fils de M. Bosviel, avocat au Conseil d'Etat et à la Cour de Cassation, et par sa mère il

devint propriétaire des ruines du vieux château de Roussille auquel il s'intéressait vivement.

La seconde mort que nous annonce le Président est celle du regretté M. Benjamin Buisson, homme de lettres, félibre majoral, vice-président d'honneur du *Bournat dou Périgord*, décédé, après une courte maladie, à l'âge de 93 ans. Il meurt en même temps que son contemporain le félibre majoral Eusèbe Bombal, chaptal de la Corrèze.

Au cimetière, M. Cellérier, maire de Mussidan, et M. Robert Benoit, vice-président du *Bournat*, ont rendu un hommage mérité au fin lettré, à l'excellent homme, au philanthrope, dont la charité était inépuisable, qui jouissait de la respectueuse sympathie de toute la population mussidanaise.

L'assemblée exprime d'unanimes regrets.

Notre bibliothèque a reçu, dans le courant du mois dernier, les ouvrages suivants :

Bulletin trimestriel de la Société des Antiquaires de Picardie, année 1915, 2^e trimestre, in-8° avec illustrations, Amiens, imprimerie Yvert et Teller ;

Comptes rendus des séances de l'année 1915 de l'*Académie des Inscriptions et Belles-Lettres*, bulletin de mai-juin, in-8° avec planches, Paris, Auguste Picard, éditeur ; contenant, p. 195, une communication de notre savant correspondant M. le docteur Capitan sur les *Fouilles des Arènes de Lutèce* ;

Les 1^{re} et 2^e livraisons du tome VI (n^{os} 106782 à 120127) de la *Bibliographie générale des Travaux historiques et archéologiques publiés par les Sociétés savantes de la France*, dressée sous les auspices du Ministère de l'Instruction publique par Robert de Lasteyrie, membre de l'Institut, avec la collaboration d'Alexandre Vidier, inspecteur général des bibliothèques et des archives, un volume broché in-4°, Paris, Imprimerie nationale, 1914 ;

Lou Bournat, bulletin mensuel de l'Ecole félibréenne du Périgord, tome VI, 21^e-22^e livraisons, septembre-octobre 1915, un fascicule in-8°, avec portrait, Périgueux, typographie Ronteix ; contenant, de notre confrère M. Louis Simon, une curieuse notice sur *Les Cuistots* et un sonnet *Le Taube*, et de

notre vice-président M. Dujarric-Descombes, une intéressante notice sur Joubert avec son portrait par Jules Massard ;

Bulletin archéologique, historique et artistique de la Société archéologique de Tarn-et-Garonne, tome XXXIV, année 1914, Procès-verbaux de 1909, un fascicule in-8° avec illustrations, Montauban, imprimerie Forestié, 1914 ;

De M. Emile Rivière, le fascicule VI de ses *Notes d'histoire sur Nigeon, Chaillot, Passy, Auteuil, Boulogne*, anciens villages lez Paris, brochure in-8°, Paris, 1915 ;

Et de M. Joseph Durieux, le journal *La Liberté du Sud-Ouest* du 12 octobre 1915, où est publié son article biographique sur *Le capitaine Menut (1761-1842)*, natif de Cognac-sur-l'Isle.

Des remerciements sont votés aux donateurs.

M. LE PRÉSIDENT est allé ces jours-ci, en compagnie de MM. Didon et Féaux, fouiller une station préhistorique au Change, au-dessous d'Auberoche, qu'avait indiquée autrefois M. Pouyadou. Les produits de cette fouille ne sont pas d'un grand intérêt. M. Féaux nous en donnera le détail dans une prochaine réunion.

M. LE PRÉSIDENT a profité de cette excursion pour revoir les fresques de la chapelle d'Auberoche, située à côté, et sur lesquelles il compte un jour faire un travail pour le *Bulletin*, à l'aide des croquis légués à la Société par M. Léo Drouyn, qui visita cette chapelle à une époque où les peintures étaient plus fraîches et mieux conservées.

L'assemblée pense que ce travail fera honneur à notre *Bulletin*.

A l'occasion de la lecture du précédent procès-verbal et du passage de la communication de M. de Saint-Saud, M. BAYLE nous dit « qu'il ne sera peut-être pas sans curiosité de rechercher, par ce temps de renchérissement de la vie, comment les officiers municipaux défendaient jadis leurs administrés contre l'esprit de spéculation de certains trafiquants.

» Il y a dans nos archives de nombreux actes relatifs à cette

question ; nous en emprunterons quelques-uns à l'ancienne justice du marquisat d'Excideuil. (Arch. dép. série B.)

» La « communauté des bourgeois et habitants d'Excideuil » était régie par un maire, deux consuls et un conseil de ville ; mais la police des halles, marchés, boutiques, et le droit de taxer les denrées étaient du ressort du « juge » et du « procureur fiscal », officiers à la nomination du seigneur, par suite plus dégagés de l'esprit de coterie. Les bouchers, charcutiers, rôtisseurs, cabaretiers, boulangers, regrattiers, hôteliers, etc., dépendaient de leur juridiction ; ils pouvaient leur accorder ou leur retirer à volonté la licence d'exercer leur industrie et édictaient des réglemens qui avaient force de lois.

» Telle est l'ordonnance du 23 novembre 1725 interdisant aux débitants « d'acheter volailles, gibier, poisson, fruits, lait, œufs, beurre, fromage, etc., avant 8 heures en été et 9 en hiver, et d'aller au-devant des *foirins* sur les chemins. Dans toute vente au marché un bourgeois sera toujours préféré à un débitant pour le prix convenu avec ce dernier. »

» Chaque année, vers la Saint-Martin, le juge, après avoir pris à la pluralité des voix l'avis des habitants, fixait la taxe du pain, du vin et de la viande. Ainsi, en 1697, la livre de bon bœuf est taxée à 2 sols, la velle 2 sols 4 deniers, le porcelet 2 sols, la brebis 1 sol. En 1774, le bœuf atteindra 3 sols, le veau de lait 4 sols, le porcelet à faire du lard 3 s. 6 d. Le pain se vendra : le pain bis, miche ou tourte, 3 s. 3 d. et le blanc 4 s. 3 d. Et bien que le vin ne vaille que 10 livres la barrique « qui revient à 2 s. la pinte », on le taxe, tant vieux que nouveau, à 3 s.

» La taxe établie, restait à la faire respecter. En 1725, les cabaretiers, sous prétexte que le vin a un peu augmenté, veulent le vendre 5 s. la pinte au lieu de 3. Défense leur est faite de vendre au-dessus de la taxe sous peine de double amende. On emploie au besoin la confiscation pour réprimer les appétits de gain anormal. Alors les débitants se mettent en grève et refusent de vendre : en 1766 ce sont les bouchers, en 1770 les boulangers. Que fait le juge ? Il leur fait « inhibition et défense de tuer à l'avenir ou de cuire du pain, sauf pour

leur usage, se réservant de nommer tel boucher et boulanger qu'il lui plaira. »

« On n'oserait plus aujourd'hui aller si loin, mais en conscience peut-on blâmer ces magistrats qui, dédaigneux d'une fausse popularité, défendaient avec énergie les « pauvres particuliers » contre des trafiquants « trop enclins à les duper ? »

Il reste à procéder à l'élection d'un candidat qui, à peine arrivé à Périgueux, nous fait l'honneur de demander à entrer dans notre compagnie.

Après un vote unanime à mains levées, M. le Président déclare admis membre titulaire de la Société historique et archéologique du Périgord :

M^r RIVIÈRE, évêque de Périgueux et Sarlat, présenté par MM. Lespinas et le comte de Saint-Saud.

La séance est levée à deux heures et demie.

Le Secrétaire général,

Ferd. VILLEPELET.

Le Président,

M^{re} DE FATOLLE.



DÉMOLITION

DE

L'ÉGLISE SAINT-JEAN-L'ÉVANGÉLISTE

Si dans la vie des peuples et dans celle des familles, les malheurs se suivent, dit-on, il en est de même des démolitions, depuis quelques années, dans la nouvelle et dans l'antique cité de Périgueux.

Les unes et les autres ne modifieront pas l'histoire et celle d'aujourd'hui est sans doute le résultat des nécessités de la vie moderne. C'est le sort qui était réservé à la vieille église paroissiale de Saint-Jean l'Évangéliste, qui appelait, hier encore, et retenait, après neuf siècles écoulés, l'attention émue des visiteurs, attirés par l'antiquité plus reculée encore de la tour dite de Vésone.

Placée à l'est et à 140 mètres du chevet de la primitive cathédrale Saint-Étienne et hors des murs de la cité, sur l'emplacement d'une combe, que des débris de démolitions de la ville romaine avaient égalisée, les fondations en furent laborieuses et des déchirures ou lézardes, qu'on remarquait encore se firent promptement jour.

Orientée, suivant la tradition chrétienne, elle affecte en plan la forme d'un parallélogramme rectangulaire ayant 15^m30 de longueur hors œuvre des murs et 6^m45 de largeur dans les mêmes conditions.

Le sanctuaire est séparé de la nef par un arc triomphal, demi plein cintre, qui repose sur impostes à biseaux sans retours latéraux. Il est moins large que la nef dont le dallage était en contre-bas de deux marches. Le mur du chevet est percé de trois baies très étroites, dont les deux extrêmes ont 0^m15 de largeur et celle du milieu 0^m18. Elles sont généreusement ébrasées et n'ont jamais été vitrées. Couronnées d'arcs demi plein cintre, composés de petits voussoirs qui viennent buter contre un palâtre de tête de 0^m25 d'épaisseur, elles constituent une méthode de construction particulière à cette époque. Une baie semblable est ouverte dans le mur goutte-

rot nord, très près du chevet, et trois baies de 1^m60 de longueur sur 0^m15 de largeur ajouraient le mur sud. Une tablette à biseau couronne intérieurement et extérieurement les murs, sur lesquels reposait une charpente apparente avec fermes chevronnées.

La nef, plus large que le sanctuaire, est entourée de bancs en maçonnerie, que surmontent des tablettes de pierre de taille, avec biseau, encastrées dans les murs sur 0^m15 de profondeur. La porte d'entrée, ouverte dans le mur gouttierot sud, du côté de Coulounieix, a 2^m73 de l'angle ouest, est à demi plein cintre sur imposte de 0^m18 d'épaisseur sans aucune saillie. Contre l'archivolte dont les voussoirs inégaux de 0^m50 de longueur et 0^m20 d'épaisseur, viennent buter les petits voussoirs de l'arc de cercle qui l'appuient et complètent l'épaisseur du mur.

Tous les murs, construits en pierre de taille de grand appareil, par assises d'inégales hauteurs, en carraudage avec béton entre les deux parements, étaient en bon état de conservation. Seule, la partie supérieure de l'angle nord-ouest avait été refaite en moellons à la fin du xvin^e siècle. Ceux du sanctuaire sont plus élevés que ceux de la nef et la déchirure ancienne qui existe au-dessus de l'arc triomphal, a dû sans doute se produire sous la charge d'un campanile disparu. Tous les parements vus sont battelés et des joints de 0^m02 de largeur et de 0^m003 d'épaisseur en saillie sur la pierre existent encore au sommet de l'arc triomphal.

Les croix de consécration dont treize existent encore sont évidées en relief de 0^m005 dans un cercle de 0^m20 de diamètre.

La charpente et la couverture qui recouvrent le monument sont modernes et n'ont plus l'inclinaison première.

Trois consoles ou corbeaux, placés au-dessus de la porte d'entrée, du côté de Coulounieix, portent chacune un évidement à leur partie supérieure, qui recevait le cylindre en bois sur lequel était fixée l'étoffe, qui constituait, les jours d'affluence de fidèles, l'ague ou auvent.

Deux sondages faits l'un devant la porte d'entrée, l'autre à l'angle sud est, ont fait apparaître, sous la pierre de taille, la maçonnerie des fondations à 0^m20 de profondeur et affirmé

ainsi que le sol de l'ancien chemin, qui desservait l'approche de la tour de Vésone au x^e siècle, n'a pas été surélevé depuis la construction du monument.

Une tranchée, faite sur l'axe longitudinal de 0^m70 de largeur, a été descendue à 1^m30 de profondeur. Des débris de tuiles à rebords, de diverses époques, des enduits coloriés de 0^m03 d'épaisseur, de marbres divers moulurés, de vases recouverts d'une couche noire dite terre de Rhodes, de vases en terre avec enduit rouge brillant et dessins en pointillés creux, etc., composaient, avec des moëllons, le remblai de la nef. Dans le sanctuaire, des ossements humains, déjà remués, parsemaient le remblai composé de terre végétale passée à la claie. Mais, sous cette première couche, un squelette, intact, la tête regardant l'orient, avait les pieds jusqu'à l'autel. De grande taille, il avait été déposé là, dans la force de l'âge et sa dentition était intacte. Un mur de 0^m50 de profondeur l'entourait. Du côté de l'épître, quatre squelettes, dans une position semblable, couchés deux à deux, furent également mis à jour, ainsi qu'une piécette très fruste et un fragment de bronze.

Ces travaux, exécutés avec la gracieuse autorisation et aux frais de M. Henri Montastier, conseiller municipal, propriétaire de cette relique des temps passés, n'en auront précédé que de quelques semaines la complète démolition, commencée le 4 juillet 1899.

Jeudi fête de Sainte-Lucie.

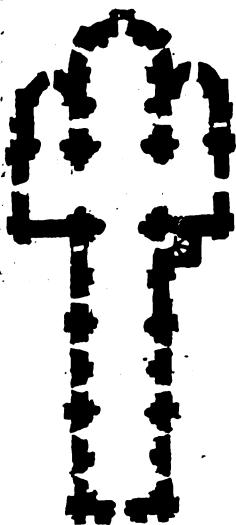
J. MANDIN.



ÉGLISE DE LA CHAPELLE SAINT-ROBERT

L'église de La Chapelle Saint-Robert (1), ancienne paroisse aujourd'hui annexée à la commune de Javerlhac, arrondissement de Nontron, se compose d'une nef orientée, divisée en trois travées égales, d'un transept accompagné de deux absidioles et d'une abside semi-circulaire précédée d'un chœur droit. Sa longueur est de 34^m 80, la largeur de la nef de 5^m 50, la hauteur des voûtes de la nef et des croisillons de 8^m 50 et celle de la coupole de 11^m 60 (2).

M. le comte Charles de Beaumont, qui a fait d'excellentes photographies des différents aspects de cette église, a bien voulu m'autoriser à joindre à ce travail deux vues de la nef et du portail, je lui en adresse ici tous mes remerciements.



De chaque côté de la nef, six arcs, deux par travée, portés par des pilastres quadrangulaires avec tailloirs chanfrénés, doublent les parois intérieures des murs goutterots. Les pilastres séparatifs des travées sont plus larges que ceux qui reçoivent les retombées intermédiaires, ce qui a permis d'appliquer contre leurs faces les colonnes à demi-engagées sur lesquelles reposent les arcs doubleaux de la voûte. Celle-ci est en berceau, un cordon biseauté lui sert d'imposte au niveau du tailloir des chapiteaux des colonnes.

Une rangée de fenêtres en plein cintre, ouvertes sous chacun des arcs

(1) M. Mandin a publié dans le premier volume du *Bulletin*, année 1874, pp. 101-103, une notice sur l'église de La Chapelle-Saint-Robert, dans laquelle il s'est surtout occupé de ses origines hypothétiques. On consultera utilement le plan, d'après lequel est figuré le schéma ci-joint, et l'élévation du monument qui accompagnent cet article.

(2) Relevés de M. Mandin, architecte.



Cliché du C^{te} Ch. de Beaumont.

PORTE DE L'EGLISE DE LA CHAPELLE SAINT-ROBERT.



appliqués contre les murs latéraux et une fenêtre semblable, percée dans le haut du mur ouest, au-dessus de la porte d'entrée, éclairent la nef.

Le carré du transept, élevé d'une marche, au-dessus du dallage de la nef, est recouvert d'une coupole sur trompes à huit pans inégaux, très surbaissée et percée au centre d'un oeil circulaire pour le passage des cloches. Les arcs à double rouleau, qui la portent, retombent sur quatre piles carrées, cantonnées de colonnes à demi-engagées. De longs claveaux, appareillés en éventail, constituent les culs de four des trompes.

Les bras du transept sont voûtés en berceau et éclairés à chaque extrémité par une fenêtre en plein cintre. A l'est, un arc porté sur deux colonnes, et de la même largeur que les croisillons, réunit chacun d'eux à une absidiole demi-circulaire voûtée en cul de four, ajourée dans l'axe par une fenêtre cantonnée de deux colonnettes et précédée d'une travée droite voûtée en berceau.

L'abside principale présente les mêmes dispositions que les absidioles, mais elle est éclairée par trois fenêtres et décorée d'arcs appliqués contre ses parois, trois dans la partie circulaire et quatre dans la partie droite. Ces arcs retombent sur des colonnes, les deux de la partie droite plus fortes que celles de la partie circulaire dont les bases reposent sur un stylobate. Deux passages en plein cintre, réservés dans les murs latéraux du sanctuaire, le mettent en communication avec les absidioles du transept.

L'escalier du clocher, renfermé dans un avant-corps construit à l'intersection du transept sud et de la nef, communique avec elle par une porte cintrée, ouverte dans son mur sud contre le pilier du carré du transept. Les marches très usées reposent sur une voûte héliçoïdale en blocage, avec noyau circulaire, qu'éclairent d'étroites ouvertures. Cet escalier conduit à une grande salle carrée, construite au-dessus de la coupole du transept et qui forme le second étage du clocher. Les murs très bien appareillés et ajourés sur chaque face par deux baies géminées en plein cintre, que sépare une pile carrée, reçoivent directement la charpente pyramidale sous laquelle sont placées les cloches.

La façade de l'édifice, tournée vers l'ouest se compose d'un mur droit, terminé par un pignon dans lequel s'ouvre une fenêtre en plein cintre qui éclaire la partie haute de la nef. Le rez-de-chaussée est entièrement occupé par la porte d'entrée, accompagnée de chaque côté d'une arcade feinte plus basse qu'elle. La porte est en plein cintre, sans linteau, suivant la coutume angoumoisine. Les claveaux sont rectangulaires et régulièrement appareillés ; l'ébrasement est formé de trois voussures en retrait reposant sur six colonnettes dont les chapiteaux sont sculptés sur trois faces. La voussure médiane se compose d'un lobe entre deux filets.

Les murs de la nef du transept et de l'abside sont renforcés extérieurement par des contreforts plats, terminés en glacis et s'arrêtant aux deux tiers de la hauteur du monument. Les contreforts de la nef correspondent aux arcs doubleaux de la voûte, ceux du transept sont placés aux angles et celui qui se trouve dans l'axe de l'abside principale s'arrête par un glacis sous l'appui de la fenêtre centrale, ce qui lui donne à peine quelques assises de hauteur.

Les fenêtres de la nef sont étroites à l'extérieur et leur cintre est taillé dans une seule pierre sur laquelle on a simulé des claveaux. Des corbelets carrés supportent une plate-bande saillante formant entablement. On a ménagé dans la muraille, entre les corbelets, des trous carrés qui font l'effet d'un crénelage, mais sont probablement destinés à loger des pigeons. Un enfeu à demi-enterré a été pratiqué dans le mur sud de la nef, à côté de l'escalier du clocher. On remarque les consoles sculptées destinées à porter un auvent, restes d'une sépulture sans doute contemporaine de l'église.

Les deux absidioles, qui accompagnent l'abside centrale, se détachent par un décrochement des murs droits qui les précèdent. Elles n'ont pas été surhaussées comme l'abside centrale et conservent des restes de leur toiture primitive en lames de pierre calcaire, posées directement sur l'extrados des voûtes.

Le clocher, d'aspect monumental, s'élève sur la croisée du transept. Il se compose d'une tour carrée à deux étages, terminée par une toiture en charpente de forme pyramidale. Le



Cliché du C^{te} Ch. de Beaumont.

NEF DE L'ÉGLISE DE LA CHAPELLE SAINT-ROBERT.



premier étage est aveugle et contient la coupole; il est décoré sur chaque face de quatre arcs appliqués contre les parois dont la saillie est recouverte d'un glacis qui paraît constituer un socle au second étage. Celui-ci est ajouré sur chaque face par deux fenêtres en plein cintre et à double rouleau, séparées par un pilastre dont la base repose sur le glacis de l'étage inférieur. L'imposte chanfréné se prolonge autour du clocher.

La décoration sculptée se réduit à l'extérieur aux chapiteaux de la porte, à l'intérieur aux bases de quelques colonnes de la nef et du carré du transept, ornées de dents de scie, d'arcades sur le méplat et de torsades sur les tores et aux chapiteaux des colonnettes de l'abside et des absidioles. Les motifs de leur décor rappellent ceux de l'Angoumois dans la première moitié du ^{xii}^e siècle. Palmettes et feuillages avec ornements géométriques, entrelacs de feuillages, représentations d'animaux affrontés avec une tête de chat, aigle aux ailes éployées, oiseaux enlacés par le cou, colombes buvant dans un vase posé sur une colonne. Les tailleurs portent des billettes, des damiers et des stries. Les autres chapiteaux sont seulement épannelés. Quelques intéressants fragments de sculpture sont réunis derrière l'autel. On y remarque la cuve d'un bénitier roman, brisé, parmi d'autres débris qui appartenaient soit au mobilier de l'église, soit à des constructions disparues.

Les chapiteaux du portail, quoique d'un art peu avancé, sont intéressants par les sujets qu'ils représentent. Outre des feuillages stylisés, des pentures de portes, on y voit deux éléphants affrontés dont l'un est sellé, et deux animaux très grossiers, séparés par un personnage couronné représenté en orante qui peut figurer Daniel dans la fosse aux lions.

L'église de La Chapelle-Saint-Robert paraît avoir été construite d'un seul jet dans la première moitié du ^{xii}^e siècle. Son plan, la disposition de la porte entre deux arcades, la forme de la coupole sur trompes, appartiennent au style de l'Angoumois plutôt qu'à celui du Périgord. Les églises à nef unique, avec transept sur lequel s'ouvrent trois absides, sont fréquentes dans la Charente et dans les régions qui ont subi l'influence de son style, et quoique l'importante église de Bussière-Badil,

voisine de La Chapelle-Saint-Robert, soit à trois nefs, par une rare exception, en Périgord, il est facile de constater les rapports qui existent entre ces deux édifices. La décoration sculptée, parmi laquelle on trouve sur des chapiteaux les mêmes éléphants qu'à l'église d'Aulnay, en Saintonge, est également Charentaise. Enfin, il faut noter la curieuse disposition que l'on retrouve à Montagrier, près Ribérac, de deux passages faisant communiquer le chœur de l'abside principale avec celui des absidioles latérales.

Il y a plus de quarante ans, M. Mandin redoutait pour l'église abandonnée de La Chapelle Saint-Robert une ruine prochaine ; son excellente construction et l'intérêt que lui témoignent les habitants l'en ont préservée jusqu'à aujourd'hui. Mais il est à souhaiter que la demande de classement comme monument historique de cet édifice si intéressant à tant de titres, formulée par le conseil municipal de Javerlhac, auquel s'est associée la Société historique et archéologique du Périgord, obtienne une solution favorable et assure désormais sa conservation.

M^{re} DE FAYOLLE.

OU ÉTAIT CE MONUMENT ?

Nous trouvons dans un livre de comptes de la seigneurie de Ladouze de 1608-1609, folio 183 (Archives de la Dordogne, fonds Saint-Astier), un passage qui a piqué notre curiosité et ne nous laisse pas deviner à quel monument périgourdin il s'applique. Nous faisons appel à cet effet à la sagacité de nos confrères. S'agirait-il ici d'une tour et de la chapelle du Château-Barrière qui appartenait alors aux d'Abzac de Ladouze ? Nous serions porté à le croire (1).

Voici d'ailleurs le texte du registre :

Pris faict de la tour de la Cité de la chapelle (sic).

Le dict jour 28^e du dict moys [novembre 1608], P[ierre] Rondand, Guilhen Sarrette on prins a pris faict à faire toute la charpante

(1) Voir *Antiquités de Vézère*, tome II, p. 182-187.

requize en la tour de la chapelle et en jardin, toute preste à later et couvrir de ce qu'est de faire de la main des dits charpentiers, moyennant XXIII^{re} et une barrique de vin et une charge de bled, en fournissant par ledit seigneur tout le boys sur le lieu à ses despans ; mais qu'ils seront tenuz aler carrer les boys, la part ou led. seigneur voudra en sa terre de Ladouze et fornira ledict sieur des cloux qui seront necessaires et de bailhier troys pintes d'huisle. Leur ay donné 20 s. pour le vin.

F. V.

LES BARRAUD DU FOURNIL

Sous l'étiquette « Archives du château du Fournil » (1), les Archives de la Dordogne conservaient depuis les temps de Léon Dessalles un fonds de papiers et de parchemins dont l'importance (19 layettes) m'a semblé mériter un classement sérieux. Le travail terminé, il faut faire quelques réserves sur la valeur de l'ensemble ; peu de documents intéressants, parmi ceux qui ont échappé aux injures du temps et des hommes (2), émergent du fatras de procédures et de titres de propriété qui fut, durant deux siècles et demi, le chartrier des familles alliées de Barraud et de Marsollier de Montaut (3). Il y a pourtant dans ces archives un court manuscrit du début du xvii^e siècle qui est susceptible d'intéresser les lecteurs du *Bulletin*. Je veux parler de la généalogie des Barraud, rédigée entre 1600 et 1619 par un des membres de la famille, Pierre de Barraud, seigneur du Fournil et de Saint-Sauveur (4).

Avec les Barraud, nous n'avons affaire à une lignée ni très ancienne ni très importante du Périgord. Ils sont partis de la terre, des environs de Mussidan, et leur élévation ne commence que vers 1535 ; à cette date, l'un des fils de Jean Bar-

(1) Commune de Beaupouyet, canton de Mussidan.

(2) Une partie fut brûlée à Mussidan en 1793.

(3) Originaire du diocèse de Rieux. S'établit en Guyenne sous François I^{er} avec Jean de Montaut, capitaine des vieilles bandes et mari de Jeanne de Durfort.

(4) Saint-Sauveur de La Lande, commune, canton de Montpon.

raud, Dominique, exerce à Mussidan la profession de notaire. Tabellion sérieux et avisé, il ne se contente pas de multiplier à son profit les protocoles ; il est, avec son beau frère de Saint-Pierre, fermier adjudicataire de la terre et seigneurie de Mussidan. L'exploitation de cet énorme et riche domaine lui permet de réaliser d'importants bénéfices, qu'il emploie sagement à arrondir le patrimoine de ses aïeux. Il devient vite un gros propriétaire et, conséquemment, une espèce de personnage.

Son fils Guillaume, un des treize enfants qu'il eut de Jacqueline de Saint-Pierre, marche sur ses traces. Son mariage avec Marguerite de Laplace l'apparente avec une vieille famille de juges de Mussidan (1571). Il continue à acheter des terres dans le pays. Comme beaucoup de bourgeois de son temps, il a embrassé la cause huguenote ; il la soutient de son autorité et de son pécune et rend de signalés services aux chefs de bandes protestantes qui vivent sur le pays. Turenne l'appelle son « bien bon amy ». Il se met à porter le titre d'écuyer, seigneur du Fournil, et le Sénéchal de Périgord le nomme capitaine de Mussidan en 1610. Sa gloire est complète.

Depuis l'ancêtre paysan de la fin du ^{xv}^e siècle, on voit que la fortune des Barraud, servie par maintes circonstances économiques et politiques, a été extrêmement rapide. Désormais, les fils seront des *nobles*, élevés noblement, sérieusement instruits, pourvus de titres de terres, et congrûment mariés. Mais ils ne se trompent pas sur la qualité de leur noblesse. Ils savent qu'elle est due à l'effort de trois générations d'hommes laborieux et adroits. Voilà une constatation qu'il est bon de faire pour que la mémoire des réalités ne se perde pas dans la famille. C'est Pierre de Barraud qui s'en charge dans le préambule, tout frais d'humanités, de sa généalogie (1).

Ad lectorem humanissimum Petr. Barraudus.

Nemo me gloriosum familie paternæ codicum nominare poterit, si ad quem finem has lineas direxerim pacato corde perpendat. Non

(1) Cf. Saint-Saud (de), *Généalogies périgourdines*.

enim hic mihi propono perpetuum quoddam domunculæ nostræ struere monumentum, sed potius posteris meis, qui virtutis forsitan immemores in antiquitate familiæ fundamentum nobilitatis aliquando stabiliunt, frænum injicere. Etenim semper et hospes et amicus veritatis fui ideo in enarrandis parentum nominibus ad hoc me veritas conducet et originem familiæ quærentibus posteris obviam accedam cum paupertate quæ gloriam capitis usque ac pedum pulverem deprimat. Hujus autem laboris præcipua causa est obedientiæ debitæ stimulus et parentum autoritas in quorum placitis et vivere et mori idem permansit mihi ab incunabulis et permanebit usque ad extrema vota desiderium. Inceperat avus Dominic. Barraud propositum, persecutus est pater Guillelmus, ego Petrus ejus filius retinui, nepotes et posterii fundamentis jactis extremam operi manum imponent.

Nobilitas Barraudi.

Quidam a Noes ut plerique reges, alii a Jove, supremo Paganorum deo, suam ducunt originem. Ego vero a me, pater meus a se et sic denique qui nos antecesserunt a seipsis nobilitatis insignia trahere debent. Nobilitas enim ea externa est et non propria quæ radiis aliorum coruscat. Imo vero incipit illa ab incipientibus virtute uti et finem sumit in illis qui virtutis tramites perosi vitia pede fixo consectantur. Non igitur videbis hic quicumque sis gentis meæ observator, longam avorum seriem, non videbis proavos Regibus Galliæ inservientes et propter commendata servitia excelsas turres ædificare, urbes amplas acquirere, privilegiis multis donari. Contemplaberis tantum Dei opt. max. servos hujus mundi cursum tanquam allenigenæ prosequentes, laboribus indefessos, aerumnas sufferre maximas more christianorum et demum mori in mundo ad melius in altis illisque fœlicissimis sedibus vivendum, Solonis hac in parte observata sententia, alioquin beati satis mei parentes si bona beant utpote qui nunquam famelici, set semper famelicis multum pro viribus suppeditare voluerunt. Ego vero vere beatus qui contentus origine divina et humana nihil amplius appetam quod me beatiorum reddere possit ea originis cognitio mea felicitas est. Panxit Deus ut illius cognitionis et scientiæ studiosus sim quoad mortalibus detinebor oris.

Ces lignes, bien qu'elles sentent fortement les lieux-communs du collège, marquent chez Pierre de Barraud un orgueil juvénile de sa race et plaisent par leur franche dignité. Cette idée que vertu et noblesse ne font qu'un, tient d'ailleurs

tellement au cœur de notre humaniste de 28 ans qu'il la reprend comme à plaisir dans les vers qui suivent :

Disthicum.

Si quod sis dives vis dici nobilis erras
Si quod vis pauper se miserum facias.

Aliud.

Nobilium domus est duplici quæ vinculo adhaeret
Et quam nobilitas virtus et alma nutrit.

Quatrain.

Pour estre paoure je ne suis pas vilain.
Pour estre riche noble je ne puis estre.
Ces qualités se remarquent en vain.
La vertu seule nobles nous fait paroistre.

Nous voici désormais fixés sur la façon dont les Barraud se considèrent nobles. Il restait à expliquer pour les petits-enfants de la famille les circonstances pendant lesquelles Pierre de Barraud conçut le projet de sa généalogie. Sur ce point, le sonnet suivant viendra renseigner le bénévole lecteur.

Sonet.

Pendant que le Roy songe à son long mariage
et que le Jubilé amène les Romains
à demander pardon de leurs péchés vilains
à l'auteur ancien des troubles de nostre âge,

Pendant que de Mornay l'esprit subtil et sage
de son livre (1) soustient les passages certains
contre l'evesque aydé de juges inhumains
qui de faict, non de voix, jugent à son doinnage (2).

(1) Ce livre est intitulé (ici un blanc).

(2) L'evesque d'Evreux voulust soubstenir en l'an 1600 que le livre de M. Duplessis estoit plein de faussetés et la dispute fust devant le Roi Henri IV à Fontenbleau. Les juges estoient catholiques romains et cependant led. evesque avec ces avantages ne gaignoit rien.

Mon pere met en l'air sa petite maison (1)
et j'esclos de son maistre en la mesme saison
le pere et les enfens, leur temps et leur escaille.

Le Roi, les jubilens et l'evesque d'Evreux,
Duplessis et Barraud, pour son peuple, contre eux,
contre luy, pour l'Eglise, pour ses enfans travaille.

On aimera cette pièce qui sert de seuil au petit monument élevé soigneusement par Pierre de Barraud à sa famille. Le huguenot sincère qu'il était y apparaît sans fard. On sent qu'il s'est passionné dans la fameuse dispute entre le vieux Duplessis-Mornay et l'évêque d'Evreux Duperron sur le *Traité de l'institution de l'Eucharistie*. Il a trouvé des accents dignes des *Tragiques* pour flétrir la conférence du 4 mai 1600 à Fontainebleau, qu'on a appelé « une misérable intrigue de cour » et qui abreuva Mornay de chagrin.

Il faut pour en finir avec ce curieux document, signaler encore au lecteur la page si conforme au goût du temps que Pierre de Barraud a consacrée à la mémoire de sa mère, Marguerite de Laplace.

In memoriam Marg. de Platea.

MARGUARIS de Platea filia Pontii junioris, uxor Guillelmi Barraudi, liberorum novem parens, pietatis studiosa, famelicorum nutrix, hujus mundi hospes, alterius amica, fœminarum ætatis nostræ speculum, summa cum alacritate in cœlos ad quos toto vitæ cursu contenderat annum agens quadragesimum octavum die Mercurii novembris septima circa decimam noctis horam reparatae salutis anno millesimo sexcentesimo primo multis Mussidanensibus circumstantibus et lugentibus demigravit. Cujus fatum primogenitus ego Petrus humani, tati hac in parte mirum in modum obnoxius nec potui nec debui non dolere. Christianus autem cupio audiat mea vota omnium Creator ut ad instar matris meæ pacate vivam et pacate moriar in Deo. Tu autem, benevole lector, quicumque sis, huic mee domestico testimonio fidem adhibeas præcor. Nam quæcumque scripta in tempore mei doloris tibi perlegenda reliqui credere non pœnitebit si quæ in

(1) Mon père batit et fit lever le pavillon de Fournil le 18 et 19 juillet 1600, auquel jour je commençay a mettre sur ce papier nostre lignée.

P. B.

memoriæ tantæ feminæ aliis multis exteris monumentis relictæ sunt oculis tuis subjiciantur.

Manibus matris meæ.

Te viva, Genitrix, fuerat mihi vivere dulce.
Mortua jam cum sis, mors mihi dulcis erit.

Aux passants.

Pourquoy visités vous si souvent ceste pierre ?
Elle n'a rien soubz soy qu'un corps non animé.
Contentés vous qu'on dist que jamais la poussière
N'en couvrist un qui fust des pauvres plus aymé.

Le vœu de « vivre en paix » que formait dans ces lignes élégantes et sèches le seigneur du Fournil ne devait pas se réaliser entièrement. Le mari de Jeanne de Sansard, appelé au siège de Montauban par le duc et connétable de Luynes mourut à Tonneins le 16 octobre 1621 à l'âge de 49 ans. Son corps fut ramené au Fournil et nous avons le détail des dépenses de la triste chevauchée de sa dépouille jusqu'en Périgord.

Géraud LAVERGNE.

LES BOISERIES DE VAUCLAIRE

NOTE COMPLÉMENTAIRE

Notre confrère M. Grenier, auquel je suis déjà redevable de précieux renseignements sur les boiseries de Vauclaire, a bien voulu me communiquer, malheureusement après l'impression de mon travail, un document intéressant qui permet d'ajouter un nouveau nom à la liste des églises qui possèdent quelques épaves du mobilier religieux de la Chartreuse.

C'est la copie de la délibération du conseil de fabrique de l'église de Saint-Pierre de Ménéstérol du 18 avril 1858, dans laquelle les membres et le curé qui était alors M. Gouzot, l'auteur de *l'Histoire de la Chartreuse*, témoignent, par diverses concessions, leur reconnaissance à M. Gulistan Rives pour le don gracieux qu'il avait fait précédemment à l'église de

Ménestérol, sa paroisse, de « riches boiseries et de belles stalles » provenant de la Chartreuse de Vauclaire, dont il était alors propriétaire.

Grâce à l'obligeance de notre confrère M. de Lage, dont je le remercie vivement, je peux donner une description sommaire de ces boiseries, qui permettra d'en apprécier l'importance. Elles se composent de deux rangées de stalles avec leurs dossiers et leurs prie-Dieu, de quatre mètres de longueur environ, placées à droite et à gauche du chœur. Elles sont constituées par des panneaux moulurés de style Louis XV et d'un travail assez fin. Des bouquets et des vases de fleurs, roses et marguerites, en décorent le couronnement. Du côté de l'épître, le siège de l'officiant, dans le même goût que les stalles, fait corps avec elles. L'ensemble est d'un heureux effet, mais ces stalles, dont l'ornementation simple se compose surtout de lignes moulurées, n'ont aucun rapport avec celles du chœur des Pères. Il est probable qu'elles ont été tirées de quelque chapelle secondaire ou de quelque salle conventuelle de la Chartreuse, et elles ne paraissent pas répondre à ce que dit l'abbé Bellet des stalles du chœur des Frères qui étaient d'ordre dorique.

Ces boiseries n'en sont pas moins intéressantes par leur exécution et par leur origine, et il est heureux que la générosité de M. Rives leur ait assuré un asile dans l'église de Ménestérol.

M^{re} DE FAYOLLE.

DEUX NONTRONNAIS MAIRES DE POITIERS

AU XVIII^e SIÈCLE.

(Les frères Forien)

L'article *Forien* du *Dictionnaire historique et généalogique des familles du Poitou* débute ainsi : « Famille qui habitait le Poitou au xviii^e siècle. Elle paraît être d'origine étrangère à la province. Ses membres occupèrent de hautes situations dans la magistrature et les administrations civiles et possédèrent une grande fortune (1). »

Le hasard nous a permis de confirmer les prévisions des savants auteurs de cet important ouvrage et de solutionner la question ainsi posée : les Forien ne sont pas Poitevins, mais Nontronnais, et les deux maires de Poitiers de ce nom sont nés à Nontron (2).

Cette famille y était fort ancienne ; M. de Laugardière (3) cite un Forien notaire en 1482 ; d'autres furent avocats au siècle suivant et au xvii^e ; nous les trouvons, nombreux, appartenant à des classes diverses : bourgeois et marchands.

Dans les registres d'état-civil et les minutes de notaires, nous pouvons suivre la filiation de plusieurs branches :

Forien de Villopré, de la Borie, de la Courarie, de la Plannèze, de la Chapoulie, de Mantrop et des Places, tous éteints, sauf ces derniers (4).

Par MM. Beauchet-Filleau, seconde édition en cours de publication, t. II, p. 500 ; Poitiers, Société française d'imprimerie.

(2) M. Rambaud, président de la Société des Antiquaires de l'Ouest, qui, avec une complaisance infinie, a bien voulu faire pour nous des recherches aux archives municipales de Poitiers, trouvera ici l'expression de notre vive gratitude.

Nous n'oublierons pas non plus MM. Prévost et Villepontoux, notaires à Nontron, qui, si aimablement, ont mis leurs vieilles minutes à notre disposition.

(3) Ribault de Laugardière : *Essai sur l'arrondissement de Nontron*, dans les *Bulletins de la Société archéologique du Périgord* et tirage à part.

(4) Une famille de Faurien-Desplaces existe encore dans la commune de Pensol (Haute-Vienne).

Jean Forien, né le 3 mai 1648, de Jean (1) et de Jeanne Arbonneau (2), qui se titre de sieur de la Grafeuille (3), comme son père, exerçait à Nontron la profession modeste de maître chirurgien; de sa femme, Anne Baylet (4), il eut, de 1679 à 1695, de nombreux enfants; dans les registres d'état-civil, nous avons relevé douze baptêmes le concernant (5).

Chose singulière, si l'on examine de près tous ces actes, où invariablement notre Jean Forien est qualifié de bourgeois, on remarque que partout cette qualité a été inscrite après des grattages plus ou moins habiles et, sans être déchiffreur de palimpsestes, il est facile de se rendre compte, par les lettres qui subsistent, que partout les mots *maistre chirurgien* existaient antérieurement (6). Ce qui va suivre nous expliquera le pourquoi de cette substitution.

Parmi les actes de baptêmes des enfants de Jean Forien, on relève à la date du 31 août 1681 celui de Thibault, né le 28, et à la date du 1^{er} mai 1692 celui d'Elie, né le même jour.

Si l'on se reporte aux deux premiers degrés de la généalogie donnée par MM. Bauchet-Filleau, d'après Chérin, on voit

(1) Lui-même fils de sire François Fourien, marchand.

(2) Jeanne Arbonneau, décède à Nontron le 6 décembre 1692; son père, Jean, était, en 1609, procureur d'office des paroisses distraites de Nontron.

(3) Il y a plusieurs Grafeuil, Grafeuille ou Grafeuilh, aux environs de Nontron; en 1638, le tènement de la Grafeuilh, paroisse d'Abjat, dépend de la seigneurie de la Roderie; en 1778, nous voyons mentionner dans un acte une pièce de terre appelée de la Grafeuil, près Nontron; c'est sans doute de celle-ci dont il s'agit ici.

(4) Bayle ou Baylet, famille originaire de Nontron; Anne était fille de Jean, bourgeois, et de Suzanne Forien, celle-ci appartenant à la branche des Chapoulies. Elle avait deux sœurs: Marie, femme de Léonard Vieillemaud, s^r du Peyrat, et autre Marie, mariée d'abord à François Basset, juge de Quinsac, puis à Pierre Boulen, écuyer, sieur de Bostlaurent, aide-major de la ville de Dunkerque.

(5) Quatre enfants eurent seulement postérité: les deux dont nous nous occupons ici et deux filles: Anne, qui épousa à Nontron, le 27 janvier 1713, Nicolas de Marcilhac, receveur des tailles de l'Election de Confolens, et Marie, mariée aussi à Nontron, le 3 novembre 1716, à Jean Moreau, seigneur de Villejallet, avocat et juge de Nontron.

(6) Marie Baylet, au lieu de Anne, et 30 août 1681, au lieu de 28; différences dues à des erreurs matérielles, la constitution de rente de 1714 prouvant surabondamment la filiation.

qu'il y a concordance presque absolue comme dates, noms et prénoms (1); il ne saurait donc y avoir de doute sur la patrie de ces personnages.

Jean Forien était bien apparenté, mais sa situation pécuniaire ne paraît pas des plus brillantes ; on voit dans un acte du 5 octobre 1690 (2) qu'en 1689 son parent, Louis de Camain, l'avait fait saisir pour défaut de paiement de loyers ; à sa chirurgie, il joignait, comme beaucoup de bourgeois d'alors, l'exploitation du temporel d'établissements ecclésiastiques qu'il prenait à ferme (3).

Comment son fils, Thibault, put-il acquérir, dès 1711, des charges importantes, c'est-à-dire ce que nous n'avons pu découvrir d'une façon précise ; mais, comme le 4 avril 1709, nous voyons celui-ci prendre à bail les droits à percevoir sur les courtiers jaugeurs de Poitiers (4). Il est à croire que c'est dans les fermes des nombreuses charges créées au commencement du XVIII^e siècle que Thibault commença sa fortune, dont il fut lui-même l'artisan. D'autant plus qu'un acte du 21 juin 1714 nous le montre constituant une pension viagère de 400 livres à sa mère, alors veuve (5).

Thibault, né à Nontron le 28 août 1681, fut baptisé le 31 suivant ; il eut pour parrain son oncle breton, Thibault Forien, juge de Nontron, et pour marraine, sa tante maternelle, Marie Baylet, femme de Léonard Vieillemand, sieur du Peyrat. Nous n'avons rien trouvé sur sa jeunesse ; mais dès 1707, il est

(1) Cette substitution a été opérée avec soin : un acte de baptême du 25 novembre 1685, où sont encore en blanc les prénoms de l'enfant, du parrain et de la marraine, a même été rectifié.

(2) Minutes de Grolhier, notaire à Nontron, du 5 octobre 1696.

(3) Le 23 septembre 1694, notamment, il prend la régie du prieuré de Saint-Sauveur de Nontron, appartenant à Claude Séguret, docteur en théologie, prévôt de la chapelle d'Eymoutiers, prieur de Saint-Denis de Pile ; Forien touchera 100 livres par an, et s'il est obligé d'aller à Bordeaux, il recevra 40 sols par jour. (Arch. de la Puyade, très obligeamment communiquées par M. le marquis de Lagarde).

Jean Forien dut mourir en 1711.

(4) Archives départementales de la Vienne, C. - 743.

(5) Minutes de Danède.

fixé à Poitiers, paroisse Saint-Cybard ; il se qualifie alors de bourgeois (1).

En 1711, il achète une charge de trésorier provincial de l'extraordinaire des guerres à Poitiers où, le 13 juillet de cette même année, il épouse Marie-Radégonde de Montenay, fille d'Etienne, seigneur de Thorus, et de Marguerite Delage (2). L'année suivante, il acquiert la charge de receveur alternatif des tailles et deniers communs de l'Election (3) ; à partir de 1718, il prend la qualité de seul receveur des tailles de l'Election (4).

Lors du rétablissement du système électif pour la municipalité de Poitiers, en 1719 (5), il fut nommé échevin ; le 20 décembre de cette année, il déclare aux officiers de l'Election que, conformément aux privilèges qui viennent d'être rétablis, il entend vivre noblement (6).

Le 26 juin 1722, il fut élu maire et capitaine de Poitiers, par 64 voix sur 95 votants ; aussitôt après l'élection, il se plaça à la gauche du maire sortant et remercia l'assemblée « avec beaucoup d'érudition » ; puis il fut reconduit à son domicile avec tambours et trompettes (7).

Le 14 juillet suivant, il prêta un double serment, d'abord devant l'avocat du Roi, puis entre les mains de son prédécesseur ; il reçut après celui des échevins ; les grenadiers, la

(1) Acte de Grolhier, du 9 juin 1693, par lequel Jeanne Basset, veuve de François Dufraisse, sieur du Cluzeau, reconnaît lui devoir 411 livres 13 sols, payés par lui, pour Hugues Dufraisse, fils de la dite dame, (qui a demeuré depuis le 30 décembre 1705 à Poitiers, pour apprendre à lire, écrire et autres instructions convenables).

(2) En présence de son frère Elie et d'un autre Nontronnais, Etienne Vieille-mard, sieur du Peyrat, son cousin germain. (Arch. communales, paroisse St-Paul, reg. n. 183).

(3) Arch. dép. de la Vienne, C. — 147, 648, 748 ; ses provisions sont du 21 juillet ; sa prestation de serment du 18 août.

(4) Arch. dép. C. 255.

(5) C'est en 1718 que la charge de maire perpétuel, créée en 1692, fut supprimée, et que le maire fut élu, selon les anciennes formes. Les lettres patentes sont de décembre 1718 ; (cf. Arch. dép. C. 755).

(6) Arch. dép. C. 755 et arch. com. reg. del. n. 143.

(7) Arch. com. de Poitiers, reg. des délibérations n. 140.

compagnie colonelle, avec tambours et trompettes, l'accompagnèrent ensuite chez lui, où il fit servir cinq tables « avec toute la délicatesse et l'abondance possible ». Il y eut parmi la population beaucoup de réjouissances (1).

Durant sa magistrature, il s'employa surtout à la réduction du prix du rachat des charges municipales qui avait été fixé à 446 985 livres à imposer sur les habitants (2). A cette fin, il fit de fréquents et longs séjours à Paris.

Réélu les années suivantes (3), il ne quitta la mairie que le 14 juillet 1727, lequel jour le conseil se rendit avec lui à l'église Notre-Dame pour remercier Dieu « de sa sage administration (4).

Il était encore échevin en 1730 et fut renommé maire en 1740 ; lors de sa sortie de charge, le 14 juillet 1741, le conseil lui témoigna à nouveau sa reconnaissance pour tous les services qu'il avait rendus à la ville, tant dans cette année que dans les cinq antérieures, notamment par son zèle à conserver à Poitiers la protection du prince de Conti, gouverneur du Poitou (5).

Thibault mourut à Poitiers le 8 août 1752 et fut inhumé le jour suivant dans l'église Saint-Savin ; dans son acte de décès, il est qualifié de seigneur Saint-Juire, les Touches, Thorus et autres lieux (6).

Ses filles avaient contracté de brillants mariages ; l'une avait épousé le vicomte de Barthon de Montbas ; l'autre un Avicede Mougon ; son fils Thibault-François-Gaspard fut président au présidial de Poitiers, conservateur des privilèges royaux de l'Université, puis conseiller au Parlement de Paris ; il ne laissa pas de postérité.

Elie Forien, né à Nontron le 1^{er} mai 1692, fut tenu sur les fonts baptismaux par Elie Arbonneau, sieur des Martinies,

(1) Arch. com. reg. del. n. 141.

(2) Arch. com. reg. del. n. 142.

(3) En 1725, par 64 voix sur 81 votants. (Arch. com. reg. del. n. 124).

(4) Arch. com. reg. del. n. 124.

(5) Arch. com. reg. del. n. 161.

(6) Arch. com. reg. par. de St-Savin.

bourgeois, son cousin remué de germain, et par Bertrande Pastoureau, veuve de Thibault Forien, juge de Nontron.

Il n'eut pas, semble-t-il, la valeur de son frère et se contenta de marcher dans son sillage.

Le 10 janvier 1723, il est élu bourgeois de l'hôtel de ville de Poitiers, par 63 voix sur 75 votants, et le 17 suivant, 64 voix sur 81 le désignent comme échevin ; en suite de quoi il déclare vouloir vivre noblement (1).

La même année, il est nommé receveur des tailles de Niort, où il épouse, le 12 février de cette année, Marie-Thérèse-Angélique Desprez, fille de feu François, écuyer, seigneur de la Poterie, receveur des tailles, et de Marie-Anne Aubusson (2).

Vers 1740, son frère se démit en sa faveur de ses charges de receveur des tailles, et en 1741, il le remplaça également comme maire de Poitiers. A cette occasion, Thibault prononce un éloquent discours, où il fait remarquer que son frère a vu son administration de près, qu'il connaît « les voyes qu'il a employées pour la rendre douce et heureuse et qu'il a puisé dans la même source des dons si précieux » (3).

Remarié vers 1746 à Marie-Thérèse Aubusson, il était encore maire en 1747 et échevin en 1760 (4). Nous ignorons la date de sa mort ; il se titrait de seigneur de la Rochesnard, Fougerye, Bassue et de la Bergerie.

Ses filles s'allièrent aux de la Haye de Rigny et aux Lecomte de Rivault ; en 1760, il abandonna ses charges à son fils Jean-Elie ; il réunissait alors sur sa tête les titres suivants : receveur alternatif des tailles de l'Election de Poitiers ; receveur alternatif des tailles de la même Election ; trésorier receveur ancien mitriennal et alternatif mitriennal des deniers d'octroi et patrimoniaux de la Généralité de Poitiers ; deux offices de conseiller contrôleur-vérificateur ancien mitriennal et alternatif mitriennal des deux trésoriers-receveurs des deniers

(1) Arch. com. reg. del. n. 124.

(2) *Dict. des fam. du Poitou*, t. II, p. 500.

(3) Arch. com. reg. del. n. 161.

(4) Arch. com. reg. del.

d'octroi et patrimoniaux des villes de Poitiers et de Parthenay (1). Un véritable trust !

Il fit partie du ban de Poitou en 1738 et vit sa noblesse confirmée en 1773 (2). Marié à Paris en 1760, à Catherine-Dauphine de la Gauderie, il ne laissa pas de descendance masculine.

Ce fut probablement lui qui, en 1783, fit dresser sa généalogie par Chérin, et c'est sans doute à cette occasion que, pour masquer l'origine modeste de sa famille, il fit procéder, avec la complicité du curé de Nontron, à la falsification des registres paroissiaux (3).

Les Forien n'avaient du reste pas complètement abandonné leur pays d'origine et ils étaient restés en relation avec plusieurs de leurs parents, notamment avec les Moreau de Villejallet (4).

Ce ne fut qu'en 1756 qu'ils aliénèrent, moyennant 1.400 livres, la maison paternelle qui était située à Nontron, place de la Cahue (5).

Le Dictionnaire précité donne comme armes aux Forien : coupé : 1° d'or ou d'argent à 3 fasces de gueules ; 2° d'azur à trois fleurs de lis d'or et un triangle en cœur, la pointe en haut.

Ces armes se retrouvent sur le testament en date du 21 juillet 1748, de Catherine Forien, veuve de François Forien de

(1) Arch. dép. C. 782.

(2) Idem. E^a 106.

(3) Ce n'est pas le seul « tripatouillage » que l'on rencontre dans ces registres ; pour un motif, qui nous échappe, tous les actes inscrits en 1713 et 1714, jusqu'au 6 mars, ont été surchargés et rajeunis d'une année !

(4) On voit dans un acte du 4 avril 1718 que Thibault s'était chargé de l'éducation de l'un des enfants d'Hélie Forien, sieur du Fanis. (Quilhac, notaire).

(5) Vente Boyer, du 3 mai 1756, consentie par Elie Forien, qui demeurait alors à Poitiers, place Saint-Pierre, par. Saint-Hilaire, et son neveu, Thibault-François-Gaspard, domicilié place Royale, par. Saint-Porchaire. Cette maison, qui est peut-être leur maison natale, est dite joignant du levant à la place ; du couchant, à la rue qui va du canton à la fontaine de St-Pierre ; du nord, à l'acquéreur Elie Pastoureau, sieur de la Besse ; du sud, au jardin de Joseph Mazerat, avocat.

Villopré ; mais le triangle est remplacé par un croissant (1). Elles figurent également, écartelées avec les armes des Moreau, sur des assiettes d'étain en la possession de M. Th. de Saint-Martin.

Telle est, rapidement esquissée, après des recherches superficielles, la biographie de ces deux Nontronnais ; souhaitons de la voir quelque jour reprise par un confrère poitevin ; mieux placé que nous, il pourra nous dire, grâce aux riches archives municipales, quel fut exactement leur rôle ; déjà, tel qu'il ressort des documents cités, il paraît suffisamment honorable pour mériter aux deux frères Forien une place dans le Panthéon Nontronnais.

Ces faits étaient d'autant plus à signaler que, d'une part, sous l'ancien régime, le Nontronnais était fort casanier et que, d'autre part, dans une ville comme Poitiers où l'esprit local et municipal était fort développé — même après un régime vénal comme celui instauré par l'édit de 1692 — l'accession aux charges du corps de ville, qui conféraient la noblesse, était jalousement gardée au profit des familles du pays.

Pour obtenir ainsi leurs grandes lettres de naturalisation et s'imposer aussi rapidement au caractère poitevin, peu liant et peu disposé à laisser l'étranger s'installer en maître chez lui, ces deux personnages durent joindre à un savoir-faire incontestable, à des qualités de cœur sérieuses, de réels talents d'orateur et d'administrateur.

R. D.

PIÈCES JUSTIFICATIVES.

1. — Baptême de Thibault Forien.

Le trente uniesme d'août 1681 a esté baptizé Thibault Forien, fils naturel et légitime de Jean Forien, bourgeois (2), et Anne Bayllé, damoiselle ; lequel naquît le vingt huitiesme du présent mois ; an que dessus ; a esté son parrain Monsieur M^e Thibault Forien (3), juge

(1) Boyer, notaire.

(2) Après ce nom, espace gratté sur lequel se trouve le mot *bourgeois*. On distingue encore les lettres *ma*.

(3) Fils de Etienne Forien, sieur des Salles et de Bertrande Deyriaud et cousin germain du chirurgien.

de Nontron, oncle breton, et sa marraine Marie Bayllé, damoiselle, sa tante maternelle, femme de M Léonard Vieillemard, sieur du Peyrat, tous natifs et habitans de la présente ville, présens les soub-signés. Faict par moy, vicaire soubsigné.

Signé : T. Forien, parrain, J. Pastoureau, Etienne Forien, Bertrande Forien, P. Laborie, Forien, Vieillemard, Estienne Forien.

2. — Baptême d'Elie Forien.

Le mesme jour que dessus, premier jour de may mil six cents quatre vaingt et douze, ont esté nés et baptizés Hellie et Estienne Forien, frères jumeaux, fils naturels et légitimes de Jean Forien, bourgeois (1), et de Anne Baylet ; a esté le parrain de Hellie, Hellie Arbonneau (2) sieur des Martinies, bourgeois, son couzain remué de germain paternel, et sa marraine, Bertrande Pastoureau, veuve de feut Thibaud Forien, en son vivant advocat et juge de la présente ville, sa cousine remuée de germain paternelle, et a esté le parrain d'Estienne, Estienne Mazerat, greffier d'Augignat, son cousin troi-ziesme paternel, et sa marraine, Marie Deyriaud (3), demoizelle de Bellevue, toutes parties habitantes de la présente ville ; lesquelles parties et Marie Deyriaud ont signé et non Bertrande Pastoureau, ne schachant.

Lesdicts baptesmes ont esté faits dans l'église Saint-Estienne, présente paroisse, par Monsieur Garat, vicaire, en présence des soubz signés.

Signé : La Farge, Pécon, Mazerat, parrain, Arbonneaud, parrain, Marie Deyriaud, marène, Léonard Garat, vicaire.

(Registres d'état-civil de Nontron).

(1) Les mots *Forien*, *bourgeois*, recouvrent un grattage ; dans bourgeois, est incorporé la syllabe *urg* du texte primitif, *i* a été changé en *e* et de *en on* a fait *ois* ; le *b* recouvre le *i* et devant on voit le *s* de *sirurgien*.

(2) Elie Arbonneau était fils d'Antoine, sieur de la Jarthe, et petit-fils de Jean Arbonneau, procureur d'office des paroisses distraites.

(3) Sans doute femme de Jean de Rouffignac, seigneur de Belleville.

VARIA

UNE CONTRIBUTION A L'HISTOIRE DE LA FRONDE EN PÉRIGORD :

LES MÉMOIRES DE M^{me} DE LA GUETTE.

(Suite et fin).

Comme j'ai dit que je fus quelque temps à Périgueux, j'écrivis à mon fils qui étoit à Sarlat, et lui envoyai un exprès pour l'obliger de me venir trouver. J'étois dans la plus grande impatience du monde de le voir, car je l'aimois autant qu'une bonne mère peut aimer son enfant. Il reçut ma lettre chez M. de Chavagnac, qui étoit gouverneur de la ville pour M. le Prince, et étoit frère de cet autre Chavagnac (1) qui étoit dans les troupes du Roi. Il dit à mon fils : « Monsieur de La Guette, quelle lettre avez-vous là ? » (car il la reçut dans le temps qu'ils étoient à table). Mon fils lui dit que c'étoient de mes nouvelles ; que j'étois à Périgueux, et que je lui mandois de me venir trouver. Il lui en demanda la permission, comme étant gouverneur ; puis il prit quatre ou cinq de ses amis, pour y venir ensemble, parce qu'il y avoit de grands dangers par les chemins.

Quand il fut en campagne, il trouva M. le comte de Marsin à la tête de quelques troupes, qui lui dit : « Où allez-vous ? » Mon fils lui dit : « Monsieur, je vas trouver ma mère qui est à Périgueux. » — « Je vous le défends bien, lui dit M. de Marsin. Je suis assuré que les paysans vous tueroient, vous et vos amis ; retournez-vous-en au plus vite, et quand M^{me} votre mère sera à Bordeaux, vous y viendrez. M. de La Guette est allé la chercher. » Cependant, il lui commanda quelque chose pour dire à M. de Chavagnac, et lui dit de plus qu'il n'étoit pas fâché de l'avoir trouvé ; qu'il avoit dessein d'aller à Sarlat lui-même, mais que sa rencontre l'en avoit empêché, lui pouvant confier toutes choses. Mon fils lui fit la révérence et s'en retourna.

M. de Marsin prit une autre marche, par un grand bonheur pour lui, parce qu'on l'auroit arrêté s'il étoit allé à Sarlat. Quand mon fils y fut arrivé, il fut trouver M. le gouverneur, selon l'ordre qu'il en avoit reçu de M. de Marsin. Il le retint à souper ; et comme lui et Mme sa femme l'aimoient beaucoup, il y mangeoit souvent. Ce soir là, ils se régalerent fort, ne se défiant point de la trahison qu'on leur fit la nuit même. Après que tout le monde fut couché, trois régiments

(1) C'est-à-dire l'auteur des *Mémoires*.

d'infanterie, l'un à M. le Prince, l'autre à M. le prince de Conti, et l'autre à M. de Marsin, livrèrent les portes aux gens du Roi, qui en peu de temps se rendirent maîtres de la place ; et comme il se fit un grand bruit par la ville, mon fils s'éveilla et courut en grande hâte, ses deux pistolets en ses mains, à la place d'armes. En approchant, on lui demanda : « Qui vive ? » Il répondit : « Vive le Roi et Condé ! » On lui tira tout sur le champ plusieurs coups de pistolet, qui, par la grâce de Dieu, ne firent aucun effet. Il courut au plus vite à l'évêché, croyant y trouver quelqu'un de son parti ; mais, au contraire, il rencontra plusieurs officiers de ceux qui avoient livré la place, et qui lui dirent : « Monsieur de La Guette, il faut faire comme nous, ou vous êtes notre prisonnier ». — « Je suis donc votre prisonnier, leur dit-il, puisqu'il le faut ; car il ne sera jamais dit que je trahisse ceux dont j'aurai embrassé le parti. » En cela il avoit raison, car, quand on a épousé les intérêts d'un parti, quoique mauvais, il y faut périr ou en sortir honorablement. Cependant le pauvre M. de Chavagnac étoit poursuivi à outrance ; car on vouloit ou sa vie ou sa personne. Comme il se sauvoit dans les greniers tout nu en chemise, M^{me} sa femme (1) le voulut suivre toute nue aussi ; et étant encore sur la montée, on lui tira quatre ou cinq coups de mousqueton qui la tuèrent sur la place et la firent tomber du haut en bas. C'étoit un très grand dommage, car elle étoit belle, sage et honnête. M. son mari en fut quitte pour être prisonnier de guerre, après la perte qu'il venoit de faire. J'appris tout ce désordre-là quand je fus arrivée à Bordeaux (2).

(1) Elle s'appelait Charlotte d'Estaing, et elle était sa cousine.

(2) Nous compléterons ici le récit de M^{me} de La Guette par des extraits des mémoires contemporains. Voici d'abord comment s'exprime Balthazar : « Deux mois après, le régiment de Marchin se noircit d'un crime dont la pensée fait horreur. Le major Faujan eut intelligence avec Marin (un des généraux du duc de Candale) sous prétexte d'aller voir Maesmir, aussi capitaine dans Marchin, qui commandoit au Mas-d'Agenais, avec lequel il fit en sorte qu'il se révolta le premier, feignant d'avoir été surpris par Marin. De là, ce Faujan, de nom et d'effet, alla à Monségur, où étoient les deux régiments de Montpouillan, avec lesquels il complota si bien que, peu de jours après, ils se révoltèrent aussi et remirent la place au duc de Candale. Il vint ensuite à Bordeaux et raconta cette nouvelle à Marchin et au prince de Conti, comme s'il n'en eût rien su. Marchin le renvoya à Sarlat, lui recommanda d'avoir bien soin de la place. Il ne demanda pas mieux ; et ayant gagné son régiment, il fit commettre l'action la plus inhumaine qui peut monter dans l'esprit des hommes. Il fit couper la gorge au régiment d'Enghien, à l'issue du souper que les officiers de l'un et de l'autre corps firent ensemble. Marin, Chastellat

J'attendois toujours mon mari et mon fils à Périgueux, où enfin mon mari arriva, qui me dit, après nos salutations faites, que je ne verrois mon enfant que quand je serois auprès de M^{me} de Marsin. Il fit cent caresses au sieur de Sainte-Olive et lui témoigna l'obligation qu'il lui avoit de s'être bien voulu charger de moi dans un si grand

et les officiers de ses troupes qui étaient venus avec lui le matin seulement, dans le dessein de se rendre maîtres de Sarlat, frémissent de ce carnage, après lequel ce régiment, qui avoit trempé ses mains dans le sang de ses amis, s'en alla au logis de Chavagnac, qui, à cause de sa goutte, s'étoit mis au lit avec sa femme, qu'il avoit ci-devant fait venir de l'Auvergne. Il jugea bien, au bruit que l'on fit, qu'il y avoit trahison dans la ville ; mais il n'en connoissoit pas l'auteur, s'étant assuré de la fidélité de ces deux régiments. Il sort promptement du lit, voyant que son logis étoit assailli de grands coups de mousquets et de pistolets par les officiers du régiment de Marchin et des principaux habitants de la ville qui criaient : *Tue Chavagnac !* Il se cacha dans la maison, en attendant l'événement de sa vie. Sa femme, se levant en chemise et cherchant aussi quelque lieu où elle pût être à couvert de cet orage, reçut trois ou quatre coups de pistolets, dont elle mourut deux jours après. L'on peut croire qu'on la prit pour son mari. Néanmoins, l'action fut si noire que toute bonne âme en demeura saisie d'horreur. Chavagnac alla porter le deuil de sa femme à Agen, où il fut conduit prisonnier par Marin au duc de Candale, qui le renvoya quelques jours après à Bordeaux sur sa parole, afin de faciliter son échange avec Bongy, prisonnier de Balthazar, qui lui fut accordé. • *Histoire de la guerre de Guyenne*, page 77.

Le récit de Chavagnac est plus complet à quelques égards ; mais il faut convenir qu'on y trouve des détails qui semblent accuser la main, sinon d'un romancier, au moins d'un arrangeur : « Sur ces entrefaites, les officiers du régiment de Marsin qui étoient en garnison dans Sarlat, où commandoit mon frère, envoyèrent offrir à M. de Candale de lui livrer une porte de la ville pour une somme qu'ils demandèrent, pourvu qu'on ne me confiât pas l'exécution de l'entreprise. Comme elle étoit d'une grande conséquence pour le Roi, M. de Candale, après être convenu avec ces traîtres, m'envoya un ordre de me rendre auprès de lui. Je croyois avoir assez bien servi le Roi pour ne pas m'attendre qu'on m'ôtât mon commandement. Je commençois à m'en plaindre, quand Tracy, qui étoit chez le duc de Candale, m'emmena chez lui et me conta tout le complot de la garnison de Sarlat. On peut juger quelle fut mon inquiétude. Je tremblois que mon pauvre frère et toute sa famille n'y fussent assassinés, et je ne m'éloignois pas beaucoup de ce qui arriva ; car comme mon frère, après avoir fait sa ronde, fut se coucher tranquillement avec sa femme, le régiment de Marsin ouvrit la porte qui lui étoit confiée, et, se mettant avec les troupes du Roi, marcha à l'hôtel de ville, où logeoit mon frère, pour enfoncer les portes ; ce qui l'ayant éveillé, il se saisit de ses deux pisto-

voyage. Sainte-Olive lui repartit qu'il n'avoit jamais eu tant d'honneur ni tant de satisfaction, puisque j'avois bien voulu me fier à sa conduite. On parla de toutes choses, et, incontinent après, Sainte-Olive se retira par discrétion. Quand nous nous vîmes seuls, mon mari me demanda le sujet de mon voyage. Je lui dis : « Je vous prie,

lets, qu'il tira à ceux qui montèrent son degré. Sa femme, qui étoit mademoiselle d'Estaing, dame pleine de bonté et de mérite, âgée seulement de dix-neuf à vingt ans, effrayée du bruit qu'elle entendoit, voulut traverser une galerie pour venir au secours de son mari, mais elle fut renversée de cinquante coups de mousquets, dont il y en avoit trois qui lui traversèrent le corps. Tandis qu'elle expiroit, mon frère couroit de tous côtés pour la faire sauver ; mais, en sortant de son appartement, il trouva son maître d'hôtel, qui avoit dix mille écus à lui dans ses coffres, qui lui appuya le pistolet dans le ventre, disant qu'il falloit tuer l'ennemi du Roi. Heureusement il le manqua. Et comme ce coquin alloit redoubler, mon frère le saisit dans le temps qu'il le tiroit. On peut s'imaginer combien il fut frappé de la perfidie d'un valet qui l'avoit servi depuis dix ans et qui le vouloit assassiner pour avoir son argent. Mais de quelle horreur ne fut-il pas surpris quand, en sortant de sa chambre, il vit sa femme toute baignée dans son sang, qui sembloit n'attendre que son arrivée pour lui dire le dernier adieu, et embrasser un de ses enfants qui n'avoit que deux ans, étendu à sa droite avec sa nourrice qui l'avoit voulu sauver. Jamais spectacle ne fut plus horrible. Aussi mon pauvre frère tomba évanoui et seroit mort de douleur si Marin, qui commandoit les troupes du Roi, n'eût accouru pour le tirer d'entre mille épées nues qui étoient sur le point de lui arracher une vie qui lui étoit insupportable. Après l'avoir éloigné d'un objet si triste et si déplorable, il lui fit donner un habit pour se couvrir, car il ne sauva quoi que ce soit au monde de plus de vingt-cinq mille écus d'argent comptant, sa vaisselle, ni un seul cheval de son équipage, le tout ayant été pillé. Marin en agit le mieux du monde et l'amena à M. de Candale. Ce pauvre homme ne me vit pas plus tôt qu'il fut une demi-heure sans pouvoir me parler. A la fin, il ne put retenir ses larmes, et, en m'embrassant, il me dit qu'il n'avoit plus regret de mourir après avoir eu la satisfaction de me voir, sentant bien qu'il n'avoit pas la force de résister ni de survivre à l'effroyable malheur qui venoit de lui arriver. Je ne fus pas moins attendri que lui ; mais quelque effort que je fisse pour lui faire prendre quelque nourriture, il me fut impossible de lui rien faire prendre de quarante-huit heures. M. de Candale et tant de gens de mes amis s'employèrent à le consoler qu'il résolut d'aller cacher sa douleur chez lui, où M. le Prince lui envoya deux mille écus pour le défrayer de la perte qu'il venoit de faire. » *Mém. de Chavagnac* page 173 du premier volume.

La *Gazette de France* a beaucoup moins de pitié pour Chavagnac, qu'elle accuse d'avoir tyrannisé les habitants de Sarlat et d'avoir poussé la cupidité

ne me pressez point là-dessus. Vous le saurez quand il en sera temps. Cependant, que rien ne vous inquiète ! » Il ne m'en parla plus, car il savoit fort bien que ç'auroit été temps perdu et que j'avois les lèvres cadennassées quand il étoit question de garder un secret. Nous nous entretenmes de nos affaires domestiques et de toutes les pertes et les peines que j'avois eues par la guerre.

Sainte-Olive rentra, et on apporta à souper. Nous étions tous trois si gais qu'on ne le peut pas être davantage. Nous mangéâmes de grand appétit et demeurâmes à table à la hollandaise, c'est-à-dire

jusqu'à « violer la paix des tombeaux » pour y trouver de l'argent ; elle dit que sa femme fut seulement blessée et insiste longuement sur la part que les magistrats de la ville prirent au mouvement. Elle en nomme plusieurs avec éloge : Bonet (1), avocat et consul ; De Costes (2) et Saint-Clar (3), conseillers au présidial.

Chouppes qui n'aimait pas Marsin, lui impute la responsabilité des deux tragédies de Périgueux et de Sarlat : « Marsin, dit-il, sépara son armée en trois corps, dont il donna le commandement à Balthazar, à Chavagnac et au marquis d'Aubeterre ; et lui se retira à Bordeaux... M. de Candale ayant été averti de cette manœuvre, se retira d'Agen et envoya le chevalier d'Aubeterre vers le Mont-de-Marsan avec quelques troupes pour serrer Balthazar. M. de Candale fit des entreprises sur nos quartiers, surprit Jarzay, fit Chavagnac prisonnier, fit révolter les régiments de cavalerie et d'infanterie de Montpouillarn et même celui de Marsin, défit le corps des gendarmes et mon régiment, qui étoit de la brigade du marquis d'Aubeterre. Le comte de Maure fut fait prisonnier, et enfin l'armée de M. le Prince devint à rien par la faute d'un homme qui étoit incapable de suivre de bons conseils. » *Mémoires du marquis de Chouppes*, page 22 de la deuxième partie.

L'affaire de Sarlat est du 23 mars 1653. Le héros de cette triste aventure s'appelait François de Chavagnac. Il avait débuté dans la carrière militaire par la lieutenance des gardes du comte d'Harcourt. Il avait servi avec quelque distinction, notamment au premier siège de Lérida ; mais il fut remarquable surtout par sa constante fidélité au parti de Condé. Il épousa en secondes noces Louise Blanc du Bos. C'est en faveur de son fils aîné que la terre de Chavagnac fut érigée en marquisat.

(1) Raymond de Bonet, avocat au sénéchal et consul de Sarlat. Sur ce personnage, v. V^{te} de Gérard, *op. laud.*, dans le *Bulletin*, t. XXXVII (1910), p. 71, n. 4, et p. 222.

(2) Antoine de Costes de Maurival, premier consul de Sarlat. Sur ce personnage, v. *idem, ibidem*, p. 76, n. 2, et p. 222.

(3) Antoine de Saint-Clar, deuxième consul de Sarlat. Sur ce personnage v. *idem, ibidem*, p. 71, n. 2, et p. 222.

fort longtemps. Nous y dîmes cent choses plaisantes, car mon mari étoit d'une humeur extrêmement railleuse et facétieuse, et Sainte-Olive s'y entendoit assez. Le lendemain au matin, ils furent trouver M. le marquis de Chanlost, que mon mari étoit bien aise de voir et de remercier de toutes les offres qu'il m'avoit faites et de savoir s'il n'avoit rien à lui commander pour Bordeaux.

Nous montâmes à cheval une heure après et allâmes à Bergerac, où étant arrivés, M. de la Guette fut rendre ses respects à M. de Castelnau, fils de M. le maréchal de la Force, qui a été depuis duc de ce nom (1), pour le supplier de vouloir donner un trompette au sieur de Sainte-Olive, afin de le conduire sûrement dans les troupes du Roi. M. de Castelnau le fit fort obligeamment. Ainsi, il fallut nous séparer, Sainte-Olive et nous.

P. 119-138.

.....
.....
Le passage suivant concerne le retour de M^{me} de La Guette à Paris, avec son mari, après l'accomplissement de sa mission à Bordeaux :
.....

Il y eut trois capitaines de ses amis qui nous accompagnèrent [de Libourne] jusqu'à Mussidan. De là, nous marchâmes avec vingt-cinq ou trente paysans à cheval, qui alloient à Ribérac. Nous passâmes par-devant le château de M. de Saint-Preuil (2), qui m'aperçut à la tête de ces gens et s'imagina que j'étois M. le comte de Marsin déguisé en femme (il faut croire que je n'avois pas méchant air, puisqu'on me prenoit pour un général d'armée). Il envoya promptement avertir M. le comte de Ribérac (3) et lui manda de faire faire bonne garde, que le comte de Marsin alloit à Ribérac déguisé en femme, qu'il falloit l'arrêter et en donner avis à la Cour.

Quand nous entrâmes, l'alarme étoit par toute la ville ; mais je ne savois pas que la fête se faisoit pour moi. Mon mari demanda la meilleure hôtellerie et nous y fûmes conduits. Quand nous eûmes été quelque temps devant le feu et que nous eûmes pris un peu de vin, mon mari me dit de ne me pas ennuyer, qu'il alloit trouver M. le

(1) Henri Nompars de Caumont, marquis de Castelnau, duc de la Force en 1675, après la mort de son père, Armand, duc de la Force et maréchal de France. Il mourut lui-même en 1678.

(2) Ce château étoit le Mas Poitevin, près de Saint-Vincent-de-Connezac, dans la Double. Il appartenait à Gaspard de Chabans, oncle du Saint-Preuil dont il est question dans le texte. (Note de M. Léon Lapeyre.)

(3) François d'Aydie,

comte de Ribérac pour le prier de nous donner escorte le lendemain. Aussitôt qu'il fut sorti, une servante monta dans ma chambre, à qui je dis de prendre un peu mes souliers pour les nettoyer, et qu'ils en avoient besoin. Quand elle fut descendue en bas, chacun mit son pied dedans, et tous disoient qu'assurément j'étois un homme. On les porta même jusqu'aux magistrats. Mon hôte monta à ma chambre et me regardoit d'un œil farouche sans que j'en susse la raison. Incontinent après, j'entends battre le tambour de tous côtés. Je demandai à mon hôte ce que cela vouloit dire, et s'ils craignoient quelque chose. « Nous craignons, me dit-il, ce diable de Marsin et Balthazar. Si nous les tenions l'un ou l'autre, nous leur ferions bonne sauce. Ils nous viennent ravager jusqu'à nos portes. » Je lui dis : « N'avez-vous pas une bonne garnison ? Ne sauriez-vous courir dessus ? » Il me dit : « Vous n'avez qu'à la regarder. La voilà sous vos fenêtres. » Il me parla toujours avec la plus grande arrogance du monde ; car il croyoit en son âme que j'étois M. le comte de Marsin. Un moment après, je vis entrer un gentilhomme dans ma chambre, qui me regardoit ; je le regardois aussi. Ensuite il en entra plusieurs autres à la file, et je ne savois ce que cela signifioit. Enfin, il en entra un qui, après m'avoir regardée fort attentivement et fort fixement, dit aux autres : « Messieurs, réjouissons-nous. Je vous viens apprendre la meilleure nouvelle du monde ; voilà un courrier qui passe pour la Cour, qui me vient d'assurer que M. le prince de Conti a quitté, que le comte de Marsin s'en est allé, que Balthazar est au diable, et ainsi de tous les autres. » Je lui dis que cela ne pouvoit être, qu'il n'y avoit que quatre ou cinq jours que j'étois partie de Bordeaux ; l'union avec l'Ornée étoit encore grande ; que de plus, ils attendoient du secours d'Espagne, à ce que l'on disoit ; mais que j'espérois pourtant que le Roi seroit bientôt le maître. Sur ces entrefaites, mon mari entra et me dit : « Allons, Monsieur de Marsin, venez voir M. le comte de Ribérac. — Qu'appellez-vous M. de Marsin ? — Oui, Monsieur de Marsin. On dit que vous l'êtes ; il faut que vous fassiez voir le contraire. M. de Ribérac vouloit prendre la peine de venir ici ; mais je l'ai prié de n'en rien faire. Il vouloit aussi dépêcher un courrier à la Cour pour donner avis au Roi que l'on tenoit M. le comte de Marsin arrêté dans Ribérac ; mais je lui ai dit des raisons qui l'en ont empêché absolument. Allons le trouver, afin de le désabuser ! » Nous partîmes pour aller au château ; un de ces messieurs me présenta la main et les autres suivirent. Tout le monde étoit aux portes et aux fenêtres pour me voir passer, n'ayant point encore eu d'éclaircissement de ce qui en étoit. Comme nous fûmes dans l'avant-cour

de M. de Ribérac, il y vint à ma rencontre et me salua. Je lui dis : « Monsieur, votre espérance est perdue ; car vous croyiez tenir M. le comte de Marsin et vous voyez que ce n'est qu'une femme. » Je levai mes colifes pour lui faire voir mon visage plus amplement. « Il est vrai, me dit-il, que c'est une femme, mais ce n'est pas une femme du commun, Saint-Preuil est cause que j'ai pensé faire une bonne bévue. Le gouverneur de Bourdeille vous avoit prise, quand vous y passâtes, pour un prince qui s'alloit joindre au parti de M. le prince de Condé. Je le sus trois ou quatre jours après ; mais présentement il a de quoi venger. — Et moi, Monsieur, lui dis-je, je dois être satisfaite au dernier point, puisque l'on m'a prise pour un homme de qualité et pour un très grand général. » Il nous pria d'entrer chez lui, et tous les messieurs qui nous avoient suivis se retirèrent, à la réserve de deux ou trois. Il nous fit apporter la collation, et me témoigna qu'il avoit un extrême déplaisir de ce que M^{me} de Ribérac n'étoit pas chez elle, et qu'elle m'auroit reçue d'une autre manière. Il nous dit aussi que M^{me} de Marsin étoit sa parente, mais que cela n'auroit pas empêché qu'il n'eût arrêté Monsieur son mari, étant fidèle sujet et serviteur du Roi, comme il vouloit être toute sa vie. M. de La Guette lui témoigna qu'il vouloit partir le lendemain, et que, pour cet effet, il le prioit encore une fois de vouloir commander quelques gens pour notre escorte. Il nous dit : « Vous ne partirez pas. Il y auroit du péril pour vous. La raison est qu'il y a de la gendarmerie ici autour qui ont été avertis que M. de Marsin étoit entré dans Ribérac vêtu en femme, et ont ordre de bien prendre garde qu'il n'échappe de quelque manière que ce soit ; si bien que M^{re} de La Guette seroit en danger. Saint-Preuil doit aller demain à Angoulême avec des gentilshommes du voisinage ; vous ferez voyage ensemble et sûrement. C'est pour-quoi je le ferai avertir de vous venir prendre, et il n'y manquera pas. Faites votre compte là-dessus. » Mon mari le remercia très humblement ; puis nous prîmes congé de lui pour retourner à notre logement. L'hôte, qui avoit tant fait le furibond, nous reçut parfaitement bien, et nous fit si bonne chère que je puis dire que j'y ai bu le meilleur vin du monde. Nous le fîmes manger avec nous, et il nous conta cent choses plaisantes, étant un homme de belle humeur et qui avoit de l'esprit.

M. de Saint-Preuil nous vint prendre avec ses amis, comme M. de Ribérac nous avoit dit.....
*.....

P. 160-166,

R. V,

INSTRUCTIONS SECRÈTES AUX PERCEPTEURS

En 1814

J'ai trouvé, parmi les papiers laissés par mon grand-père, percepteur à Celles, sous le premier Empire, l'original d'une lettre confidentielle, écrite, de Ribérac, le 3 avril 1814, par le sous-préfet Galaup, relativement aux mesures à prendre pour sauver la caisse et les rôles de la division de Celles, dans le cas où les troupes alliées envahiraient l'arrondissement.

Au mois de décembre précédent, le baron de Valsuzenai, préfet de la Gironde, avait adressé aux maires une lettre-circulaire, où il disait : « Déjà les Pyrénées ont été franchies par l'ennemi ; déjà se sont avancés sur nos frontières des bataillons anglo-espagnols, étonnés de combattre sous les mêmes drapeaux. Ils sont dirigés par le gouvernement insulaire, qui médite la dévastation de vos contrées, etc... » Une armée anglo-espagnole, comptant 160 mille hommes sous les ordres du général anglais Wellington, s'était, en effet, avancée sur la Garonne, en reoulant devant elle Soult, Suchet et notre armée d'Espagne.

Depuis, la situation s'était aggravée, aussi bien dans le midi que dans le nord de la France. L'armée anglaise s'était emparée de Toulouse, à la suite d'une sanglante bataille.

Pour organiser la défense, le gouvernement avait envoyé en mission, à Périgueux, le sénateur Cochon de Lapparent, qui avait établi sa résidence à l'hôtel de Gamanson, rue de la Constitution.

Dans le programme des mesures arrêtées, à cette heure critique, par le commissaire de Lapparent, de concert avec le baron Maurice, préfet de la Dordogne, se trouvaient comprises les instructions secrètement envoyées aux agents des contributions directes. Elles constituent le document historique qu'on va lire.

A. DUJARRIC-DESCOMBES.

• Ribérac, le 3 avril 1814.

*Le sous-préfet de l'arrondissement de Ribérac, département de la Dordogne,
à Monsieur le percepteur de la division de Celles.*

• Vous avez eu connaissance, Monsieur, des mesures prises par M. le sénateur et par M. le préfet pour empêcher l'envahissement de ce pays. Vous savez aussi que jusqu'à ce moment l'ennemi n'a pas des forces suffisantes pour se permettre d'étendre ses limites au-delà de la rivière de la Gironde. Cependant, quelque soit ma confiance à cet

égard, je dois obéir aux ordres des autorités supérieures, en vous traçant la marche que vous devez suivre, si mon attente est trompée.

» En cas d'envahissement de votre territoire, vous devez prendre les précautions nécessaires pour sauver tous les rôles tant anciens que nouveaux, les papiers, titres et documens dont vous êtes dépositaire, afin de ne rien laisser à l'ennemi de tout ce qui pourrait lui faciliter les moyens de levées de deniers. Tel est l'ordre du gouvernement.

» Lorsque vous serez obligé à la retraite par l'approche de l'ennemi, vous vous retirerez dans les communes hors de cet arrondissement, que vous supposerez être les moins menacées, et vous éviterez soigneusement d'être pris ; mais, si, par des circonstances que l'on ne peut prévoir, vous veniez à vous trouver dans une commune envahie, vous devez éviter de vous faire connaître, encore moins de remettre vos rôles ou de faire soupçonner qu'ils sont à votre disposition. Vous vous tiendrez toujours prêt à retourner dans vos résidences pour reprendre immédiatement vos fonctions.

» Je n'ai pas besoin de vous dire, Monsieur, que cette instruction n'est qu'une précaution qui sera probablement inutile. Notre patriotisme saura, je l'espère, nous préserver d'un malheur aussi grand. Remarquez bien encore que vous devez éviter avec soin d'abattre le courage et d'intimider les esprits, en faisant connaître le présent ordre, qui, je le répète, n'a lieu qu'au cas d'envahissement du territoire de l'arrondissement de votre perception.

» Enfin, vous considérerez la présente comme confidentielle.

» J'ai l'honneur de vous saluer avec considération.

» GALAUP. »

NÉCROLOGIE

M. CHAMPEVAL DE VYERS

Nous empruntons au journal *Le Courrier du Centre* la notice suivante sur notre regretté correspondant :

« Nous avons annoncé la mort de M. Champeval de Vyers. C'est la disparition d'un écrivain original et d'une particulière fécondité.

» Epris du passé limousin, il s'adonna à l'étude des vieux manuscrits et des vieux livres. Sa connaissance approfondie de l'histoire du pays le faisait rechercher de ceux qui, curieux de leur généalogie,

tenaient à établir l'origine et la filiation de leurs familles. Les services qu'il a rendus de ce chef ne se comptent plus.

» Mais l'histoire générale le passionnait au même degré. Il se plaisait à séjourner là où il trouvait un aliment à son activité, se déplaçant volontiers. Parfois, il vivait assez éloigné du confortable en des appartements délabrés. Mais les documents y étaient amoncelés. Ceci compensait cela.

» Ce chercheur était à sa manière un bénédictin doué d'une grande puissance de travail.

» M. Champeval était un paléographe de bonne école. En outre, il avait une connaissance parfaite de la langue latine, dont il savait faire usage dans une forme très classique.

» Infatigable chercheur, et travailleur inlassable, il a laissé des ouvrages nombreux, parmi lesquels il faut citer deux *Cartulaires latins de l'abbaye de Tulle et de l'abbaye d'Uzerche* ; le *Dictionnaire des familles nobles et notables de la Corrèze* en deux volumes ; le *Bas Limousin seigneurial et religieux* ; les *Châteaux du Bas Limousin*.

» Notre auteur fut aussi journaliste, ayant collaboré à l'*Abeille*, de la Corrèze et de la Creuse ; au *Limousin et Quercy* ; au *Clairon du Lot* ; au *Corrézien* ; à la *Croix de la Corrèze* et à plusieurs revues.

» Il établit des cartes féodales ; rédigea nombre de patoiseries et de plaquettes descriptives de voyages en chemin de fer ; recueillit des proverbes du bas Limousin qu'il publia avec traduction.

» M. Champeval, né à Corrèze en 1847, fut élève des collèges de Sarlat et de Servièrès ; licencié en droit ; notaire à Corrèze de 1874 à 1879.

» Disons qu'en 1870, il fut sergent-major des mobiles de la Corrèze et devint lieutenant.

» Il conserva le souvenir de sa vie militaire dans un livre intitulé *Sept mois au 90^e territorial*.

» La mort est venue le surprendre alors qu'il suivait passionnément le sort de nos armes vengeresses de 1870.

» A cette cause, il a donné un de ses fils, mort il y a quelques semaines au front. »

M. CHARLES DEVIN

La guerre vient de faire une nouvelle victime parmi les membres de la Société historique et archéologique du Périgord. Le 25 septembre dernier, le lieutenant aviateur Devin a été mortellement atteint par un aviatik au cours d'une lointaine opération au-delà du Rhin.

Petit-fils de M. Ambroise Bosviel, de Saint-Mayme, ancien président de l'ordre des avocats à la Cour de cassation et au Conseil d'Etat, fils de M. Georges Devin, qui fut lui aussi président du même ordre, M. Charles Devin, qui faisait partie de notre Société depuis 1907, naquit à Paris le 9 novembre 1876. Après de fortes études classiques à Vaugirard et une année de préparation à Stanislas, il fut reçu, en 1897, en même temps à l'Ecole Normale Supérieure (section des Sciences) et à l'Ecole Polytechnique. Ayant opté pour cette dernière école, il en sortit ingénieur en 1899 et fit son service militaire, à Avignon, comme sous-lieutenant du génie.

A la mort de sa grand'mère, M^{me} Ambroise Bosviel, M. Devin hérita des propriétés de Saint-Mayme et de Roussille, et, depuis cette époque, il vint tous les ans passer de longs mois dans notre Périgord où, tout en s'occupant beaucoup d'agriculture, il aimait à revivre les choses du passé et à rechercher tout ce qui avait trait à l'histoire du pays. Roussille surtout l'intéressait, avec ces ruines de l'antique forteresse de Waiffre, ce puits profond dans lequel il fit d'intéressantes fouilles, ces pans, ce mur, ces monceaux de débris attestant l'importance de ce dernier refuge du duc d'Aquitaine.

Lieutenant de réserve du génie au moment de la mobilisation, M. Devin, plein d'ardeur et de courage, rejoignit aussitôt son régiment, et fit les démarches nécessaires pour servir comme aviateur. Après un stage de peu de durée au camp d'Avord et à l'aérodrome de Buc, il partit au mois de février pour la zone des armées où il montra, dès le début, les plus belles qualités, jointes à une audace, un sang-froid, une endurance et un mépris du danger dignes de tous les éloges. Les récompenses ne se firent pas attendre et montrèrent combien fut brillante cette carrière d'aviateur si tôt brisée !

Le 15 mars il était cité à l'ordre du jour du 10^e corps d'armée avec le motif suivant : « A réussi à faire dans la journée du 13 mars, sur le front du corps d'armée, une reconnaissance très détaillée, malgré un temps défavorable. A montré de grandes qualités de calme et d'énergie en restant plus de dix minutes sous le feu violent de canons spéciaux allemands. A continué sa reconnaissance pendant cinquante minutes encore, bien que son appareil ait été frappé quatre fois par des éclats d'obus et des balles de schrapnell. »

Le 2 juillet il était cité à l'ordre de l'armée : « Devin Charles, Lieutenant de l'escadrille....., officier de grande valeur et brillant pilote. A rendu de grands services comme observateur d'artillerie. N'a pas hésité, le 11 mai, à engager le combat contre un avion allemand puissamment armé qu'il a forcé à rentrer dans ses lignes. »

Quelques jours après il était proposé pour la Légion d'honneur avec ce nouveau motif (*Journal officiel* du 11 octobre) : « Devin Charles, lieutenant du génie, pilote à l'escadrille M. F. 29, officier pilote d'une bravoure et d'un sang-froid au-dessus de tout éloge, a effectué de nombreux réglages d'artillerie et reconnaissances au-dessus de l'ennemi. S'est également signalé par de nombreux bombardements de jour et de nuit et par sept combats contre des avions allemands. Vient d'exécuter un bombardement de nuit sur une gare ennemie, ce qui constitue une des plus longues opérations aériennes effectuées, de nuit, au-dessus du territoire ennemi. »

Cette croix, emblème de l'honneur et du courage, cette croix si bien méritée par M. Devin, arriva à son escadrille le lendemain de sa mort !

Toujours volontaire pour les missions les plus périlleuses, c'est au cours d'un lointain bombardement effectué contre une poudrerie que, le 25 septembre, poursuivi par plusieurs aviatiks, il fut atteint, en territoire ennemi, d'une balle au cœur. Il eut encore à ce moment assez d'énergie pour manœuvrer son appareil et sauver ainsi la vie de son mécanicien ; il mourut un quart d'heure après son atterrissage et fut inhumé là où avait eu lieu le combat, à Elzach, près de Fribourg-en-Brisgau, dans le grand duché de Bade.

M. Charles Devin était un homme d'une rare intelligence et d'une grande culture intellectuelle. Modeste, bon et généreux, il savait, sans bruit, faire le bien et soulager la misère, soutenant avec plaisir toutes les bonnes œuvres qui s'adressaient à lui ; catholique convaincu, il avait au plus haut point le sentiment du devoir social et du devoir chrétien ; patriote ardent, il n'hésita pas, lorsque la patrie fut en danger, à demander à faire campagne dans l'arme où il pourrait rendre le maximum de services. Il a lutté en vaillant soldat et il est mort en héros !

M. Charles Devin suivait avec le plus grand intérêt les travaux de notre Société ; il sera un des premiers inscrits sur notre Livre d'or. Nous nous joignons à tous ceux qui l'ont connu pour regretter sa perte et saluer sa glorieuse mémoire.

G. P.

M. BENJAMIN BUISSON

S'il est une mort qui ait laissé autour d'elle l'impression reposante de la fin d'une belle journée, c'est bien celle de M. Benjamin Buisson. Il s'est éteint doucement, à Mussidan, entouré de l'estime générale,

le 16 octobre dernier. Il aurait achevé son siècle, s'il nous eût été donné de le conserver sept années encore. Il était le doyen de notre Société historique et archéologique, comme il était celui de l'Ecole félibréenne du Périgord.

Il naquit, à Limeuil, au mois d'octobre 1822. Son mariage fit de lui un Mussidanais. Il réserva dès lors à sa patrie d'adoption toutes les richesses de son esprit et de son cœur.

Retiré de bonne heure de l'administration des ponts et chaussées, où il avait occupé un poste assez élevé, n'ayant pas d'enfants, il laissa s'écouler paisiblement sa vie, loin des agitations humaines. Très charitable, il répandait des bienfaits de toute sorte, sans bruit, avec une telle délicatesse qu'on eût dit qu'il était lui-même l'obligé. Aussi une distinguée Mussidanaise, qui l'avait beaucoup connu et apprécié, m'écrivait-elle, au lendemain de la mort de son vénéré concitoyen : « M. Buisson était l'homme de bien dans toute l'acception du mot. »

Il était Périgourdin dans l'âme. Rien de ce qui touchait à la gloire de son pays ne le trouvait indifférent. Il s'intéressait à l'histoire et à l'archéologie locales. Nous n'avons point oublié la fable : *Le cèdre et le buisson*, par laquelle, avec cette modestie qui présidait à tous ses actes, il remerciait, en 1897, notre compagnie de l'avoir admis dans son sein. De son côté, le Bournat, en témoignage du dévouement de notre collègue à la cause régionaliste, lui décerna la vice-présidence d'honneur de son conseil.

C'est à la littérature que son esprit demandait son plus agréable délassement. La poésie eut toutefois ses préférences. Le premier recueil de ses vers, publié sous le voile de l'anonyme : *L'étoile du soir*, date de 1849. Il attendit un demi-siècle pour faire éditer, à Mussidan même, *Le gouffre de Padirac*, « par un touriste ». Enfin, une troisième publication, signée « Limolh », a paru en 1907 : *Le vieillard du Galèse*. C'est le plus important épi d'une gerbe poétique, qui lui mérita les palmes d'officier d'académie (1).

Je dois insister ici sur ce dernier poème ; car M. Buisson a voulu s'y peindre lui-même. Le vieillard, déjà célébré par Virgile, lui fournit le prétexte de développer ses propres sentiments. Il s'assimile en

(1) Il a composé aussi une pièce biblique, en vers : *La veuve de Sarepta*, et deux ou trois recueils de *Fables de la jeunesse*. Ces dernières sont restées inédites.

Il se plaisait aussi à écrire en périgourdin. La première poésie qu'il ait publiée dans le savoureux langage de notre terroir : *Patre e pastourèlo*, a paru dans la *Plume de Périgueux*, numéro du 1^{er} février 1894.

quelque sorte à cet homme des champs, qui trouvait toute sa félicité ici-bas dans le petit coin de terre fertilisé par son labeur. Que de peines, de conflits, sanglants quelquefois, seraient évités, si l'on comprenait mieux la bienfaisante influence de la vie champêtre sur le bonheur des individus et des nations !

Poursuivant son idéal de paix sociale, il s'attache à nous montrer que la vraie solidarité est incompatible avec la lutte des classes, et que l'étude de la nature ramène à l'idée de Dieu et du devoir, en inspirant l'amour du travail et de la fraternité. L'éloge des mœurs simples et de la vie cachée termine cette œuvre de saine philosophie, dédiée « A la jeunesse », où se reflète la pensée de M. Buisson.

Dépourvue de toute ambition, comme celle du sage vieillard du Galèse, sa vie peut être offerte en exemple aux jeunes générations trop portées à désertir la province. Il est mort, comme il avait vécu, fidèle aux meilleures traditions de la race et du sol périgourdin. Chargé, en 1901, de rédiger, pour notre *Bulletin*, la notice nécrologique du docteur Arthur de Labrousse, il vantait le courage de son concitoyen en face de la mort, nous le représentant « le regard tendu vers l'au-delà avec calme, confiance et espoir » ; et il ajoutait cette réconfortante réflexion : « La croyance chrétienne n'est-elle pas, en effet, un rayon de bonheur dans les ténèbres de l'existence ? » Ce rayon de bonheur, dont il entrevoyait la douceur à l'heure suprême, n'a pas manqué d'éclairer aussi les derniers moments de notre très regretté collègue.

A. DUJARRIC-DESCOMBES.

JEAN-PHILIPPE-ERNEST FRENET

La mort vient de ravir encore à notre Société l'un de ses membres de la toute première heure : je veux parler de Jean-Philippe-Ernest Frenet décédé dans la nuit du 23 au 24 novembre dernier en sa maison du boulevard de Vésone, à Périgueux, à l'âge de 73 ans.

Ce fut un brillant élève du lycée de notre ville. Il y remporta le prix d'honneur deux années de suite, en 1859 et 1860, dans les classes dites alors de rhétorique et de logique. Il cueillit également force lauriers dans les concours ouverts périodiquement à cette époque entre le lycée de Périgueux et ceux de Bordeaux, Agen et Pau. Il conquist haut la main en 1860 le diplôme de bachelier ès-lettres, et en 1861 celui de bachelier ès-sciences. Il obtint, à ce dernier examen, la mention « bien », encore plus exceptionnelle en ce temps que de nos

jours. Un seul de ses camarades en fut aussi jugé digne à la même session : c'est Joseph Peyrot qui s'est fait, par la suite, un si grand nom dans la science chirurgicale.

Ces succès scolaires paraissaient désigner Ernest Frenet pour la carrière du professorat. Il était, d'ailleurs, puissamment attiré dans cette voie par l'éclat qu'y jetait, à ce moment même, un de ses proches parents, M. Frédéric Frenet, mort depuis doyen honoraire de la Faculté des sciences de Lyon.

Ernest Frenet partit donc pour Paris et alla suivre au lycée Saint-Louis le cours préparatoire à l'Ecole Normale supérieure, section des lettres. Comme il était aussi bien doué pour les sciences que pour les lettres, il crut devoir mener de front avec cette préparation celle de l'Ecole Polytechnique.

L'heureux accomplissement d'un pareil tour de force n'était pas sans exemple. Cela, du reste, n'infirmait en rien la sagesse du vieux proverbe qui dissuade de trop embrasser quand on veut bien étreindre.

L'heure venue, Frenet affronta les épreuves des deux concours, et non sans une certaine réussite, puisqu'il décrocha l'admissibilité pour l'Ecole Normale. Une année de plus d'efforts lui aurait probablement permis de faire de ce résultat partiel un résultat complet, mais la persévérance lui manqua.

N'ayant pu forcer du premier coup l'entrée de l'Université par la grande porte, il l'essaya par la petite, c'est-à-dire par le répétitorat des lycées.

Le répétitorat n'était pas alors ce qu'il est devenu depuis. Nos pouvoirs publics se sont pris sur le tard à s'intéresser à lui. Ils ont assez sensiblement amélioré la situation des jeunes gens qui assument cette fonction dont la modestie n'exclut pas l'importance. Mais au temps dont je parle, ces jeunes gens pliaient sous le poids d'une tâche on peut dire écrasante. Elle ne leur laissait que quatre heures de liberté par jour.

Il était entendu qu'ils pouvaient les consacrer à leurs études personnelles ; mais combien rares étaient ceux qui, pour en faire cet usage, d'où dépendait pourtant leur avenir, avaient l'énergie de se refuser à tout repos et à toute distraction !

Frenet se rangea-t-il dans cette honorable exception ? Je n'ose l'assurer ; ce qui est certain, c'est que, toujours en quête de plus grandes facilités pour vaquer à ses travaux particuliers, sur lesquels il fondait son espoir d'atteindre les hauts grades universitaires, il changea de lycée fréquemment. Il passa de celui de Nancy à celui de

Metz, de celui de Metz à celui de Marseille, de celui de Marseille à celui de Lyon. Mais, de plus grandes facilités, il n'en trouva nulle part. Les conditions étaient les mêmes partout, si bien qu'il finit par jeter le manche après la cognée et par renoncer à l'enseignement public.

Il se rabattit sur l'enseignement privé. Il entra comme précepteur dans une famille que j'ai tout lieu de vénérer spécialement, dans la famille de M. Paul Dupont, le grand imprimeur de Paris, alors député de Périgueux. Il s'y fit vivement apprécier, et cela lui valut d'être bientôt chargé de la direction d'un périodique que la maison éditait. Ce périodique s'appelait, je crois, le *Journal des instituteurs*.

Par la même occasion, il collabora de loin en loin à l'*Echo de la Dordogne*, également propriété pour partie de M. Paul Dupont.

J'ai rencontré sa signature au bas de toute une série d'articles parus dans ce journal, numéros des 27 et 30 septembre et 4 octobre 1867. Il y traitait de *L'archéologie maritime*, sujet dont il est superflu de souligner l'affinité avec ceux dont nous nous occupons ici.

L'archéologie maritime, c'est-à-dire l'étude des vieilles cités englouties sous les flots, le long des âges, par les déplacements de la mer, ou détruites par d'autres convulsions du globe, était en 1867 une science encore un peu nouvelle que son créateur, un Breton, le docteur Amédée Kérédan, allait de ville en ville essayer de vulgariser au moyen de conférences. C'est de ces conférences que Frenet rendit compte aux lecteurs de l'*Echo*. Il le fit, quant au fond, avec une très visible compétence, et, quant à la forme, en un style d'une pureté, d'une précision et d'une élégance fort remarquables.

Je note avec plaisir les termes excellents dans lesquels il parlait en passant de l'impérial auteur de l'*Histoire de Jules César*. Peut-être peu d'années après, si on les lui avait rappelés, s'en serait-il excusé comme d'un péché de jeunesse. Je n'y vois matière pour mon compte qu'à louer leur justesse parfaite et sa noble impartialité.

Quand éclata la guerre de 1870, Frenet accourut à Périgueux. Il avait bénéficié, lors de l'appel de sa classe, d'un cas d'exemption ou de réforme. Mais il ne voulut pas s'en prévaloir au moment du danger. Il insista fortement pour être incorporé dans l'armée. Sa qualité d'ancien candidat à l'Ecole Polytechnique le fit classer dans l'artillerie. Il y reçut même, m'a-t-on dit, les galons d'officier. La conclusion rapide de la paix empêcha son détachement d'aller au feu. Ce fut pour Frenet une vraie privation. Il lui eût été doux d'aller exposer sa vie pour la défense du sol national.

Il était ardemment patriote. Depuis le début des hostilités actuelles,

il suivait avec une attention passionnée les événements qui se déroulaient. Et si — ce qui, Dieu merci, ne semble pas avoir été le cas — il avait eu conscience de sa fin, une des tristesses qui auraient le plus assombri ses derniers moments eût été la pensée qu'il n'allait pas pouvoir assister à l'issue victorieuse de la revanche que poursuivent nos armes, au prix de tant d'héroïques efforts.

Ramené à Périgueux par la guerre de 1870, Frenet n'en repartit plus. Il y chercha l'emploi de ses rares facultés. Il ne tarda pas à l'y trouver. Après un court passage dans les bureaux de la Recette générale, il entra, le 7 septembre 1872, dans ceux de la Préfecture.

Sa vive intelligence et son instruction générale, qu'il prit soin d'accroître encore par l'étude du droit que couronna le grade de licencié, le signalèrent vite à l'attention de ses chefs et favorisèrent sa rapide ascension. Il devint chef de bureau le 26 septembre 1878, et le 18 novembre de l'année suivante, il fut promu chef de la 3^e division, en remplacement d'un autre de nos regrettés collègues, M. Arthur Sarlandie des Rieux. Il occupa ce dernier poste jusqu'au 1^{er} septembre 1907, date de sa mise à la retraite, soit pendant 28 ans.

Je n'ai pas à m'appesantir sur cette longue carrière, qui peut-être, étant donné l'influence que Frenet passe pour avoir exercée auprès de divers préfets, ne fut pas exclusivement bureaucratique et administrative. Ce que j'en puis dire, c'est que les juges les plus qualifiés des services de Frenet, ses chefs hiérarchiques, se plurent à lui donner un haut témoignage de leur satisfaction en le proposant pour la croix de chevalier de la Légion d'honneur. Cette distinction lui fut décernée le 4 janvier 1907, quelques mois avant la cessation de ses fonctions.

Antérieurement — en mai 1889 — il avait reçu les palmes académiques, et le 5 janvier 1896 la rosette d'officier de l'Instruction publique.

J'ajoute qu'il fut, au moment de son départ définitif de la Préfecture, nommé chef de division honoraire.

S'il était apprécié de ses chefs, il l'était aussi des administrés, qui ne trouvaient jamais sa complaisance en défaut, quand ils avaient besoin de recourir à ses lumières et ses conseils.

On ne me croirait pas cependant si j'affirmais qu'il sut toujours contenter tout le monde. A vrai dire, il était de ceux qui gagnent à être approchés de tout près. Il fallait le bien connaître. On s'apercevait alors que, sous des dehors parfois un peu rugueux, il cachait un grand fonds de bienveillance et de serviabilité.

Certes, il avait sa façon de voir dans les matières qui, de tout

temps, ont défrayé la controverse humaine. Mais nul n'était plus que lui respectueux des croyances qui différaient des siennes.

La vie ne lui avait pas ménagé les épreuves cruelles. Elles auraient pu l'endurcir pour les malheurs des autres. Eh bien non ! Il était, au contraire, compatissant à toutes les infortunes. Il était foncièrement bon.

La retraite ne fut pas pour lui l'inaction. Des œuvres d'utilité publique sollicitèrent son dévouement. Il ne le leur refusa pas. Il patronna des sociétés sportives. Il accepta d'entrer dans le conseil d'administration du lycée. Il fit aussi partie du comité d'inspection et d'achat de livres de la Bibliothèque municipale.

Une existence aussi occupée ne lui laissa pas le loisir de donner à notre Société tout le concours qu'elle aurait pu attendre de son savoir et de son talent. Mais s'il ne participait point à nos travaux, ce n'est pas qu'il s'en désintéressât. Il les suivait, au contraire, assidûment, je le sais, dans notre *Bulletin*. Il était fier de compter au nombre de nos cent-cinquante cinq membres fondateurs, et nous n'oublions pas, de notre côté, qu'il voulut bien, pendant trois ans, de 1876 à 1879, occuper dans notre Bureau l'emploi de secrétaire-adjoint.

Ce souvenir, s'ajoutant à celui de toutes les qualités qui le distinguaient, nous rend sa perte particulièrement douloureuse, et je suis sûr de traduire ici le sentiment général de nos collègues en offrant à sa veuve et à sa fille l'expression de nos plus sympathiques condoléances.

E. ROUX.

M. JULES PELLISSON.

Nous ne saurions mieux faire que de reproduire ici l'excellent discours prononcé avec émotion par M. Ordonneau, président du tribunal civil de Périgueux, sur le cercueil qu'on emportait à Barbezieux de notre aimé et regretté confrère.

Mesdames, Messieurs,

Je ne veux pas laisser partir les restes mortels de notre vénéré collègue et de mon cher compatriote M. Jules Pellisson sans rappeler ce que fut le magistrat que nous pleurons aujourd'hui et sans lui adresser un suprême adieu.

Parti du barreau de Cognac, sa ville natale, où il exerçait avec talent ; attiré par la magistrature, il nous vint après un passage au tribunal civil de Barbezieux.

Touché, il y a quelques années, par l'inexorable limite d'âge, il nous avait quittés tout en conservant avec nous, par l'honorariat, des liens qui lui étaient chers.

Tous, au Palais, magistrats comme hommes d'affaires, ont gardé la mémoire de l'homme droit qu'était M. Pellisson, du magistrat d'allure si modeste, malgré une rare érudition, de science juridique profonde, aux réparties et à la causerie si fines et même, parfois, augmentées d'une pointe de gaieté lorsque se desserrait un peu l'étreinte morale de la si triste infirmité qui l'affligeait.

Tous savent combien bienveillant, d'abord facile et de bonne volonté il était lorsqu'il y avait à recourir au magistrat ; son infirmité si pénible et si gênante n'était jamais occasion pour lui pour écarter les devoirs qu'il avait à remplir.

Bien plus, toujours désireux d'une occupation intellectuelle pour remplir les loisirs que sa charge lui laissait, entreprenait-il et menait-il à bonne fin avec une haute compétence des travaux archéologiques, que son infirmité aurait pu défendre à un homme moins épris que lui des choses du temps passé. Ses trouvailles le rendaient rayonnant et rien n'était plus curieux que de le rencontrer revenant d'une chasse qu'il estimait fructueuse.

La mort lui avait ravi peu après sa retraite la compagne aimable et dévouée de sa vie, son collaborateur dans ses travaux, le secrétaire qui lui lisait les pièces qu'il étudiait, qui voyait, remarquait pour lui, écrivait sous sa dictée, remplaçant avec un dévouement de tous les instants et une amabilité jamais en défaut, les yeux qui lui manquaient. Cette épouse il n'a guère tardé à la rejoindre dans un monde où le voile tiré sur sa vue sera déchiré.

Inclinons-nous devant la mort et disons tous à l'homme de bien, au magistrat intègre et dévoué, au collègue aimable et serviable, un suprême adieu ému ou plutôt un au revoir plein d'espérance.

Deux planches accompagnent cette livraison : la 1^{re} représente la Porte de l'église de La Chapelle Saint-Robert ; — et la 2^e, la Nef de la même église.

Le gérant responsable, H. ETourneau.

TABLE

ALPHABÉTIQUE ET ANALYTIQUE

DES PRINCIPAUX NOMS ET MATIÈRES

Contenus dans le Tome XLII (1915)

DE LA SOCIÉTÉ HISTORIQUE ET ARCHÉOLOGIQUE DU PÉRIGORD

Par A. DE SAINT SAUD, membre de la Société.

SOMMAIRE

	Pages.
Statuts de la Société.....	5
Règlement intérieur.....	9
Liste des membres.....	10
Séance mensuelle du 3 décembre 1914.....	32
— du 7 janvier 1915.....	39
— du 4 février.....	77
— du 4 mars.....	83
— du 8 avril.....	145
— du 6 mai.....	152
Assemblée générale du 27 mai.....	217
Séance mensuelle du 1 ^{er} juillet.....	226
— du 5 août.....	281
— du 2 septembre.....	293
— du 7 octobre.....	369
— du 4 novembre.....	374
Compte de gestion du trésorier (exercice de 1914)	
(M. Maurice FÉAUX).....	47
Notes sur des chartes périgourdines (M. le comte DE SAINT-	
SAUD).....	50 et 94
Quelques notes sur l'évêque Macheco de Prémieux (M. A.	
DUJARRIC-DESCOMBES).....	58

Un concours agricole à Ribérac pendant la Révolution française (M. A. DUBUT).....	66
Fondation de l'hôpital général de Périgueux (M. A. DUJARRIC-DESCOMBES).....	98
Deux brevets de prélation (M. le comte DE SAINT-SAUD)...	106
Une boutique d'orfèvre périgourdin au XVIII ^e siècle (M. L. DIDON).....	112 et 178
La famille et les ancêtres du maréchal Bugeaud (M. E. BAYLE).....	127
Un auteur tragique périgourdin inconnu (M. E. LESPINAS)	156
Un épilogue de la Fronde (M. A. DUJARRIC-DESCOMBES)..	161
Les boiseries de la Chartreuse de Vauclaire (M. le marquis DE FAYOLLE).....	163 et 248
Les deux derniers princes de Carency (M. R. DE BOYSSON).	235
Quatre lettres inédites de Marguerite de Valois à Jean de Champagnac (M. F. V.).....	241
Contestations au sujet de la fonte des cloches de La Chapelle-Grésignac (1698) (M. P. GENDRAUD).....	261
Quittance d'un exécuteur de la haute justice à Périgueux en 1722 (M. E. ROUX).....	264
Deux contrats d'apprentissage : chez un chirurgien en 1745 et chez un tailleur d'habits en 1766 (M. A. DUBUT)	266
Les archives de Fontgrenon (M. A. DUJARRIC-DESCOMBES).	305
Anciennes tribunes et buffet d'orgues de l'église Saint-Front (M. l'abbé Joseph Roux).....	316
Le Périgord militaire : Gendarmes de la Garde du Roi (1685-1787) (M. Joseph DURIEUX).....	325
Une aïeule de notre Société (M. E. ROUX).....	344
Démolition de l'église Saint-Jean-l'Evangeliste (Jules MANDIN).....	379
Eglise de La Chapelle Saint-Robert (M. le M ^{re} DE FAYOLLE)	382
Où était ce monument ? (M. F. V.).....	386
Les Barraud du Fournil (M. Géraud LAVERGNE).....	387
Les boiseries de la Chartreuse de Vauclaire. — Note complémentaire (M. le M ^{re} DE FAYOLLE).....	392
Deux Nontronnais maires de Poitiers au XVIII ^e siècle (M. R. D.).....	394

VARIA

Notes et documents : Le Périgord pendant la guerre de Cent Ans, d'après les Archives du Vatican (M. R. V.).....	68, 135 et 197
Notes et documents : Sylvestre Budes en Périgord (1371) (M. R. VILLEPELET).....	270
Passage du duc et de la duchesse d'Angoulême à Péri- gueux en 1815 (M. A. D.-D.).....	276
Une contribution à l'histoire de la Fronde en Périgord : les Mémoires de M ^{me} de la Guette (M. R. V.)...	356 et 402
Instructions secrètes aux percepteurs en 1814 (M. A. Du- JARRIC-DESCOMBES).....	411

NÉCROLOGIE

Le baron Emile Oberkampff de Dabrun (M. le comte DE SAINT-SAUD).....	143
M. l'abbé Cloder (M. R. V.).....	211
M. l'abbé Chanteloube (M. R. DE BOYSSON).....	213
M. Reverdit (M. Maurice FÉAUX).....	278
M. le chanoine Goustat, curé de Pontours (M. le docteur BEAUCHAMPS).....	365
M. Champeval de Vyers.....	412
M. Charles Devin (M. G. P.).....	413
M. Benjamin Buisson (M. A. DUJARRIC-DESCOMBES).....	415
Jean-Philippe-Ernest Frenet (M. E. Roux).....	417
M. Jules Pellisson (M. G. O.).....	421

PLANCHES

Portrait de M ^{sr} Macheco de Prémieux.....	58
Fers de reliure de sa bibliothèque.....	62
Brevet de prélation accordé par A.-L. de Belsunce.....	106
Spécimens d'en-tête de factures des fournisseurs de Beylot.	120
Les stalles et la porte latérale de la chapelle de la Char- treuse de Vaclaïre, et l'autel de l'église de Saint- Laurent des Hommes....	172

La porte de la clôture du chœur et le siège de l'officiant de la Chartreuse.....	174
— Des cariatides en bois de noyer ; — la Vierge et l'Enfant Jésus, pierre provenant de la Chartreuse de Vauclaire.....	250
— La Foi, l'Espérance et la Charité. Figures du lutrin de Vauclaire par Golier et Thibaut (xvii ^e siècle).	252
— Les Evangélistes, sculptures de la Chartreuse de Vauclaire (pl. V.).....	324
— Tribune de l'Ouest et buffet d'orgues de l'église Saint- Front (avant la restauration).....	322
— Porte de l'église de La Chapelle Saint-Robert.....	382
— Nef de la même église.....	384

A

Abbay s, Prieurés, Couvents,
etc. — Voir *Cadouin, Chancelade, Châtres, Dalou, Mareuil, Montcaret, Périgord... Guerre de Cent Ans, Saint-Amand, Saint-Astier, Saint-Jean-de-Côle, Saint-Pardoux, Sourzac, Vauclaire.*

Agonac (Famille d'), 287.

Agrippa (Chrétien), médecin de Périgueux, 222.

Aitz (Philibert d'). — Testament, 87.

Alba (Pierre d'), 329.

Albert de Meyrals. — Armoiries, 37.

Alibert (Joseph d'), 336.

Aloigny (Famille d'), 85.

Alphéry. — Armoiries, 37.

Angoulême (Duc et Duchesse d'), en Périgord, 90, 225, 276.

Anthropologie. — Note sur un bas-relief, 41 ; — gravures préhistoriques, 232 ; — résolutions, 296.

Apprentissages. — Contrats, 266-9.

Archambaud V, comte de Périgord, 135.

Archambaud (Famille), 57.

Archéologie. — Voir *Chapelle Saint-Robert, Saint-Jean-l'Évangéliste, Vauclaire.*

Archignac. — Fief, 221.

Architecture. — Voir *Vau-*

claire, la Chapelle-Saint-Robert, Saint-Jean-l'Évangéliste.

Arlot (Famille d'), 313.

Armanhac (Famille), 52.

Armée et questions militaires. — Gardes d'honneur de Périgueux, 81 ; — armes d'honneur, 150 ; — Gendarmes de la Garde, 224, 325 ; — divers, 289, 300.

Armoiries. — Famille de Lolière, 34 ; — additions à l'*Armorial du Périgord* et armoiries diverses, 37 ; — Mgr de Prémeaux, 62 ; — questions héraldiques et arm. des du Mantet, 108-111 ; — ar. des Forien, 400 ; — arm. à Reignac et Marzac, 223 ; à la Chapelle-Faucher, 287 ; à Saint-Laurent-des-Hommes, 256.

Arnaud de Viville (Famille), 307 et suiv.

Arnauld de Golse (Famille), 95 à 97.

Arrabloy (Jean d'). — Sénéchaux, 219.

Ars (Cailloux d'), 292.

Artensec (Mathieu d'), 334, 338.

Aubin (Famille), 331.

Auberoche, com. du Change, 71.

Aublant (Charles). — Melles de Jay, 93.

Audebert du Breuil (A.), 338.

Audier (Famille). — Armoiries, 37-305.

Andouin (Raoul), 55.
Auc (Pierre), 97.
Autographes, 146, 227.
Aydie (Famille d'), 85, 408.
Aymeric. — Armoiries, 37.

B

Bacounet (Jean de), 98.
Baonleya (Itier de), 54.
Baraud (Jean). — Fondateur de cloches, 35.
Barbarin (Famille), 98.
Bardet (Jacques), 96.
Bardi (Famille), 334.
Barraud (Famille), 387.
Basset de La Mothe (J. S.), 342.
Bayle (Emile). — Notice sur la famille Bugeaud, 89, 127 ; — taxes de denrées, 376.
Bayle (Famille), 348, 395.
Beauchamp (Jean de), 332.
Beaudet (Joseph de), 328.
Beaufoil (Famille de), 86, 95.
Beaupuy (F. de), 340.
Belcastel (R. Bernard de), 95.
Belcier (Famille de), 340.
Bellet (Jules), chanoine de Cadillac, 163.
Belsunce (Famille de), 86, 107.
Bergerac, 70-5 ; 140 ; — prieuré de Saint-Martin, 203.
Bertran (Saint). — Périgourdin évêque du Mans.
Besco (Famille de), 98.

Beylot (Famille), 115 et suiv.
Biron (Conspiration de), 294.
Blagin (Famille), 54.
Blondel de Joigny (Famille de), 110.
Bodet (Hélie), 43.
Bodin (Joseph de), 365.
Boissière (La), com. de Tocene, 105.
Bonal (Jean), 261.
Boneau de La Jarthe, 348, 351.
Bonet (Famille), 55.
Bonfilis (J. de), 335.
Bonis (Pierre), 151.
Bonis de Bonal (A.), 353.
Bonisso (Famille de), 56.
Bonnefond (Caporal), 289.
Bonnefond (Hervé), 151.
Bonnet de La Chapoulie (J.-J.), 334.
Bonsalone (Itier), 52.
Bordes (Famille de), 221.
Bordrie de la Douche (J.), 335.
Borros de Gamanson (Famille), 340.
Borzes (Arnaud de), 55.
Boson (Olivier de), 54.
Bouchier (Pierre), 338.
Boux (Charente), 307-8.
Boulazac, canton de Saint-Pierre-de-Chignac, 54.
Bourdeille (Marquis de). —

Testament de Ph. d'Aitz, 87 ; —
dons, 233.

Bourdeille (Lettres du mar-
quis de), 309-11.

Bourdeilles, 286.

Bourdineau (J.-B.), 332.

Boysson (Richard de). — Abbé
Chanteloube, 213 ; — *les deux
derniers princes de Carency*,
224.

Brachet (Montozon), orfèvre,
115.

Brantôme, 203.

Brèssac, cant. de Montagnier,
52, 54.

Bret (Famille), 51, 52.

Brou Simon de), 337.

Bruisentier dit l'aveillé, 264.

Brun (Famille), 56, 57.

Brunet (Hélie), 53.

Bucherie (Pierre), 328.

Budes (Sylvestre), en Péri-
gord, 270.

Bugeaud (Famille), 89, 127 ; —
lettre inédite du maréchal, 228.

Buisson (Antoine), 340.

Buisson (Benjamin) — Décès,
375, 415.

Buisson (Le), cant. de Ca-
douin. — Sépultures mérovin-
giennes, 372.

Burier (G.-J. de), 335.

C

Cadouin, 207.

Calvimont (Famille de), 85, 221.

Campniac (Famille de), 85,
289-9.

Camus (Pierre), 264.

Candale (Duc de), 404 et suiv.

Carbonnier (Famille de), 94.

Carbonnières (Famille de), 221.

Carency. — Les deux der-
niers princes de ce nom, 235.

Cassieux (Famille de), 331.

Castan (Bertrand), 334.

Castanet (Famille), 53, 54, 55.

Castillon (Famille de), 330,
333.

Castin (Pierre), 151.

Caumont (Famille de), 235,
408.

Cayrel (Famille), 51, 52.

Cazalas (Colonel). — Lettre,
2^{es}.

Cazillac (Famille de), 53.

Celles, cant. de Montagnier,
411.

Cent Ans (Epoque de la Guerre
de), 68, 135, 197 ; — voir *Bu-
des*.

Cervole (Arnaud de), 71-3.

Chabanaud (Jean), 290.

Chabrol (Famille), 54.

Chambeaudie (François), chi-
rurgien, 266.

Champagnac (Famille de), 241 ;
— anoblissement, 311.

Champeval (J.-B.). — Décès,
369, 412.

Chancelade (Abbaye), 53.

Chanlost (Marquis de). — Mort, 364.

Chantal (Famille de), 331.

Chanteloube (Abbé). — Nécrologie, 213, 217.

Chapdeuil, cant. de Montagnier. — Erection de la paroisse, 35.

Chapeau-Rouge. — Voir *Manufacture*.

Chapelle-Faucher (La). — Armoiries au château, 287.

Chapelle-Grésignac (La), cant. de Verteillac. — Cloches, 149, 261.

Chapelle-Saint-Robert (La), com. de Javerlhac. — Eglise, 382.

Charrière (Auguste), 354.

Charroux (Hospice de), 202.

Chartreux. — Voir *Vauclaire*.

Chassaing (Famille du), 341.

Château-l'Evêque. — Sépulture, 154.

Châtres (Monastère de), 203.

Chatuel (Famille), 54 à 56.

Chaudru de Tréissac (J.-P.), 341.

Chaufrau (Famille de), 95.

Chaumard (Famille de), 56.

Chaumont (Famille de), 54, 57.

Chavagnac (M. de), 405 et suiv.

Chérade (E. P.), 339.

Chibault (Pierre de), 258.

Chilhaud (Hélie), 87.

Chillaud de La Rigaudie, 348.

Chiniac (Famille de), 63, 348.

Chirurgiens. — Contrat d'apprentissage, 266.

Clergé. — Mgr de Lolière-Puycomtal, 34.

Cloches. — Fondateurs, 35 ; — dons, 233 ; — la Chapelle-Grésignac, 149, 261.

Cloder (Abbé Armand). — Décès, 152, 211.

Commarque (Jean de), 336.

Communautés religieuses. — Pendant la Guerre de Cent Ans, 70 et suiv. ; — voir *abbayes, couvents*.

Cortes (Famille de), 52, 53.

Cosson (Famille de), 108-111, 289.

Costeraste (Lot), 95.

Costes (Famille de), 44.

Coustal (Molin), 86.

Grozals (Joseph de). — Décès, 39.

Cugnac (Jean de), 95.

Cumond, cant. de Sainte-Aulaye. — Classement de l'église, 78.

D

Dailhe, com. de Lusignac, 86.

Dalon (Abbaye de), 72, 208.

Daniel. — La Grammelha, 220.

Daumesnil (Général), 290.

Dauriac (Joseph), 151.

Debays (Famille), 85.

Delcer (Famille), 333.

Delfau (Famille), 336.

Delplayschac (Arnaud), 54.

Délugin (Antony). — Brochure anthropologique, 41 ; — gravures préhistoriques, 232.

Derby (Expédition du comte) au xiv^e siècle, 70.

Desmartis (J.-C. de), 336.

Desmignot (Jacques). — Fusil d'honneur, 151.

Despers (Famille), 52.

Devin (Charles). — Décès, 374, 413.

Didon (Louis). — Une boutique d'orfèvre, 112, 178.

Drouault (Roger). — Forien, maires de Poitiers, 394.

Dubois (Chanoine Louis), 348.

Dubut (Annet). — Concours à Ribérac, 66 ; — commun. diverses, 89 ; — contrats d'apprentissage, 266.

Dujarric-Descombes (Albert). — Fondateurs de cloches, 35 ; — Mgr de Premeaux, 58 ; — commun. diverses, 79, 86, 148, 155, 297 ; — fondation de l'hôpital général de Périgueux, 98 ; — épilogue de la Fronde, 161 ; — Duchesse d'Angoulême à Périgueux, 91, 225, 276 ; — archives de Fontgrenon, 233, 305 ; — dons à la Bibliothèque de Périgueux, 371 ; — Durouchail, 373 ; — instructions aux percepteurs, 411 ; — B. Buisson, 415.

Dumas de La Rongère (J), 339.

Durand (Charles). — Fouilles de Vésone, 148.

Durand (Famille), 328, 340.

Durand (La générale), 46.

Durand (Pierre), notaire de Périgueux, 95.

Durantie (La), com. de Dusac, 131.

Durfort (Famille de), 85.

Durieux (Joseph). — Commun. diverses, 36, 46, 90 ; — note sur la générale Durand, 46 ; — Gardes d'honneur de Périgueux, 81 ; — Gendarmes de la Garde, 224, 325 ; — décès du général de La Gondie, 233 ; — questions militaires, 289, 300, 372.

Durouchail (Pierre), graveur, 373.

Duteil (Georges), 104.

Duvignaud (Famille), 328, 329, 341.

E

Eglises. — Classement de cello de Cumond, 78 ; — pendant la guerre de Cent Ans, 197 ; — voir *Ménestérol, Cloches* ; — Saint-Jean-l'Évangéliste, 379 ; — la Chapelle-Saint-Robert, 382.

Empire (Époque du 1^{er}), 81, 411. — Voir *Armée*.

Epidémies. — Influenza, 297 ; — suette, 315.

Escravayat (Famille d'), 330.

Estissac (Famille d'), 94.
Excideuil. — Taxe de denrées,
377.
Eydely (Antoine), 344.
Eygurande-Gardedenil, cant.
de Montpon, 284.
Eyma (Famille), 329, 338.
Eymeric (Jean), 337.
Eyriaux de Mancy (Elie-Gré-
goire), 348.

F

Farges (Famille de), 287-8.
Faure (Famille), 55, 283, 331,
334.
Faurelli (Pierre), 52.
Fauvel (Famille), 86.
Fayolle (Famille de), 82.
Fayolle (Marquis de). — Notes
sur Vauclaire, 78, 163, 248, 392 ;
— communic. diverses, 154-5,
372, 376 ; — église de la Cha-
pelle-Saint-Robert, 382.
Féaux (Maurice). — Gestion
de la Société, 47.
Fergand. — Voir *Estissac*.
Feuillade, canton de Terras-
son, 44.
Flamenc (Jean), 43.
Fleurieu (Vicomte Alphonse
de). — Sculptures à Marzac, 223.
Fieury (Pierre de), 94.
Foix (Famille de), 44.
Folk-loriques (Questions), 284.

Fondou (Jean et Philippe de),
327.
Fontgrenon, com. de Cercles.
— Archives, 233, 305.
Forges. — Au Bugue, 98 ; —
— div., 313-4.
Forichon (Famille). — Voir
Fourichon.
Forien (Famille), 394.
Foucher (Arnaud), 96.
Foulloux (Forêt de), 44.
Fourichon (Famille), 333, 342.
Fournier La Charmie, 348, 351.
Freyssengeas (Martial de), 97.
Froidefond (P.-J. de), 328.
Froideville (Aimar de), 155.
Froment (Etienne), 95.
Fronde (Epoque de la), 161,
356, 403.
Fumouze de Thénac (Famille),
338.

G

Gaillardon (Famille), 266.
Galard Brassac (Famille de),
359.
Galles (Expédition du Prince
de), au xiv^e siècle, 73.
Gandumas, forge, 128.
Garambie (Bernard de), 53.
Gasco (Famille), 54.
Gascq (Ambroise de), 259.
Gaussen (Famille), 334.

Gendarmes de la Garde péri-
gourdins, 224, 325.

Gendraud, Cloches, 261.

Gentil (Famille), 98.

Giboin-Lavergne (N...), 290.

Gigounoux (Famille), 336.

Girart, 52-3.

Giraudon (Famille), 55.

Golier. — Voir l'article sur
Vauclaire, *passim*.

Gondour de Beaulieu (J.-B.),
336.

Gontaut (Famille de), 221,
342.

Gontier (Famille de), 342.

Gorst (Jean), 332.

Goudin (Famille de), 221.

Gourgues (Dominique de), 294.

Goustat (Chanoine). — Décès,
281, 365.

Grégoire (Jacques), 151.

Grenier (Amédée), 165 et suiv.;
— L'Homme Mort, lieu-dit, 284.

Grenier de Nabinaud (Famille),
337.

Grèzes, cant. de Terrasson, 208.

Grignols (Famille de), 52.

Grimouard (François de), 327.

Gros de Béler (Jean-Antoine),
65.

Guarelli (Famille), 52, 53.

Guetz (Bernard de). — Maria-
ge, 94.

Guiarzac (Guillaume de), 95.

Guichard de Versinas (M.),
335.

Guerre mondiale (Documents
sur la présente), 229.

Guilhem (Guillaume de), 339.

Guilhen de Lagondie (Famille),
233-4.

Guillemain de Chaumont (Fa-
mille) — Armoiries, 38.

H-J

Haence (Famille de), 53.

Halard (Pierre), 264.

Hélie de Colonge (Famille),
289.

Hospices. — Fondation de
l'hospice général de Périgueux,
98.

Hospital (Jean de l'), 53.

Jaubert (Famille de), 43-4, 85.

Jay (Famille de), 79, 93.

Jehan (Famille de), 306, 310.

L

Laage (Famille de). — Livres
terriers et de raison, 80.

La Bastide (Famille de), 329,
339.

La Batud (Pierre de), 330.

La Bermondie (Famille de), 85.

Labonne (Famille de), 63.

La Borderie (J.-L. de), 338.

Laborie (Famille de), 103-4.

Labroue (Jean de), 329, 338.

La Brousse (Famille de), 327, 328.

La Chapelle. — Voir *La Jugie*.

Lachèze (Famille de), 56.

La Croix (Famille de), 96, 306.

Ladot (Famille de), 330.

La Esparta (Hélie de), 55.

La Force. — Château, 163.

Lafourestarie (Louis de), 221.

La Garcie (Jean de), 337.

La Garde (Pierre de), 327.

Lagrange (Pierre de), 97.

La Guette (Mémoires de M^{me} de), 356, 403.

La Jugie (Famille de), 36.

Lalande (Famille de), 52, 53.

La Manière (Raoul), 55.

Lamarche (Hugon de), 43.

Lambertie (Famille de), 289, 333.

Lamoureux de La Roque-Cusson (Famille de), 156.

Lansade (Famille de), 331, 336.

La Place (Famille de), 43, 97.

La Porte (Famille de), 331.

La Pousoulie (Famille de), 221.

La Poyade (Famille de), 332-3, 340.

Laqueillie (Léonard de), 221.

La Rébuterie (Charles de), 97.

Larivière (Jean). — Fusil d'honneur, 150.

La Roque-Cusson (B. de). — Tragédie, 82, 89, 156.

La Salle (Famille de), 333, 337.

La Serre (Famille de), 98.

Lasserre, prêtre, 348.

Latané (Pierre de), 329.

Laurent (Famille), 51.

Laurière (Ferdinand et Jules de), 147.

Lavauguyon (Famille de), 236.

Lavaur de Sainte-Fortunade (Vicomte de). — Décès, 369.

Lavergne (Géraud). — Publications, 293 ; — famille Barraud, 387.

Lavignac (Bertrand). — Fusil d'honneur, 151.

Laya (Simon de), 43.

Lèches, cant. de La Force. — Château de la Motte-des-L., 108.

Le Drier (Hélie), 326.

Le Junie (Gabriel), 332.

Le Sauzens (Hélie), 52.

Le Prévot (Jean), receveur du comté de Montignac, 96.

Lepinas (Edmond). — Questions bibliographiques et La Roque-Cusson, tragique, 82, 89, 156 ; — lettre de Hugaud, 228.

Lestrangle (Jean de), 94.

Lidonne (Famille de), 333, 341, 342.

Limoges des Périers (Jean), 335.

Lisle. — Sit. incon. de ce comté, 108.

Livres de raison. — Famille

de Lage. 80 ; — *id.*, Barraud, 387.

Lolière-Puycomtal (Mgr de), 34.

Lombard du Cluzeau (H.), 332.

Londeys (Jean de), 97.

Loulme (Antoine de), 328.

M

Macheco de Prêmeaux (Mgr de) — Notice et portrait, 58.

Madailan (Famille), 326.

Magne, ministre, 90.

Mahani (Famille de), 53.

Makanam (B. de), 98.

Malcap (Famille de), 85, 221.

Malet (François de), 329.

Mandin (J.). — Démolition de l'église Saint-Jean-l'Évangéliste, 379.

Mangon (Hélie de), 98.

Manen de la Planssonnie (P.), 335.

Mantet (Famille du), 47, 110.

Manufacture (Hôpital dit). — Fondation, 98.

Maraval (Famille de), 98.

Marendat (J.-B. de), 327.

Marsin (Comte de), 403 et suiv.

Martin (Pierre), 151.

Mareuil (Prieuré de Saint-Laurent de), 74.

Margot (Famille de), 55.

Martres, com. de Celles, 105.

Marzac, com. de Tursac. — Sculptures au château, 223.

Mascard (Pierre), 98.

Masmontet (Famille de), 334.

Maulmont (Famille de), 289.

Mayre (Raymond), 151.

Maze (Pierre). — Fusil d'honneur, 151.

Ménestérol, cant. de Montpon, 107, 392.

Menou (Famille), 98.

Méredieu (Famille de), 335, 340.

Mestre (Famille de), 332, 340.

Meyas (Famille des), 97.

Meynard (Pierre), 151.

Meyniac (Daniel), 327.

Molène (Henri de), 338.

Monier (Famille), 54.

Monsac, cant. de Beaumont, 71.

Montagrier, 51 à 55.

Montalembert (Famille de), 373.

Montardit (Guillaume de), 54.

Montcheuil (Fief), 305.

Montégu (Famille de), 336, 342.

Montel (Jean), 151.

Montcaret, 205.

Montignac-le-Comte, 94.

Montozon (?) (N... de), 96. — Voir *Brachet*.

Montpon, 139, 271.

Montravel, com. de la Mothe-Montravel, 98.

Ments (Pierre des), 271 et suiv.

Monzie (Famille), 221.

Morand (Famille), 333.

Moras (I-P.), 327.

Moreau (Famille), 339, 340.

Musée. — Dons, 372.

Mussidan, 95-6.

N-O

Neury (Angel) — Terre de Romain, 288.

Neuvic, 96.

Nicolas (Famille), 330, 332, 334.

Noalis (Famille), 105.

Noblesse. — Voir *armoiries*, *Champagnac*, *Bugeaud*, *Forien*, *prélation*.

Nontron, 394 et suiv.

Oberkampff de Dabrun (Baron). — Décès, 83, 143.

Orfaure (Raymond d'), 334.

Orfèvre (Une boutique d'), 112, 178.

P

Parade, médecin, 348.

Paradol (Raoul). — Brevet de prélation, 223.

Parcoul, canton de Sainte-

Aulaye. — Sachi garde du scel, 220.

Pasquet de Salagnac (Famille), 341.

Paty (Jean de), 326.

Paute (Raymond), 94.

Pellisson (Jules). — Commun. diverses, 224, 290, 297, 374 : — nécrologie, 421.

Penault (Annet de)

Perdux, 51, 52, 53.

Périer (Famille), 52.

Périgord. — Anciens documents, 53, 94 ; — pendant la Guerre de Cent Ans, 68, 135, 197 ; — reconn. de fiefs au XIII^e siècle, 219 ; — relations avec le Maine, 285.

Périgueux. — Bourgeois et notaires divers au moyen âge, 52 à 57 ; — acte concernant le consulat en 1385, 57 ; — 70 à 75 ; — Garde d'honneur, 81 ; — fondation de l'hôpital général, 98 ; — le duc et la duchesse d'Angoulême en 1815, 91, 225, 276 ; — églises pendant la guerre de Cent Ans, 197 ; — épilogue de la Fronde, 161 ; — quittance d'un exécuteur, 264 ; — Saint-Jean l'Évangéliste, 379 ; — monument ignoré, 386.

Peyrat (Famille de), 94.

Peyraud de la Chèze (Jacques), 227.

Peyronny (Raoul de). — Proposition, 78.

Peyrony (Hugues de), 53.

Philip de Saint-Viance (Jean), 221.

Photographies. — Don de M. de Laurière, 147.

Picarant (Pierre), 290.

Piconnerie (La). — Voir *Bugeaud*.

Pils (Jacques de), 337.

Pinete (Guillaume), 95.

Plapech. — Vente de la seigneurie, 85, 221.

Platre (Famille), 96.

Petralata (Bernardus de), 96.

Pleychac (Bernard de), 52.

Ponteilh (Arnaud du), frères, de Neuviç, 96.

Porte (Famille), 52.

Pottier (Chanoine). — Souhaits de bonne année, 40.

Pourquéry (Jean), 338.

Pradean (Pierre), 151.

Prélotion (Brevets de), 47, 86, 106.

Puy (Famille du), 53, 56.

R

Rampnouil (Archambaud), 86.

Rastel (Jean), 95.

Raulon (Guillaume), 98.

Raymond (Famille de), 99.

Reignac, com. de Tursac. — Armoiries, 223.

Restauration (Epoque de la). — Voir *Angoulême*.

Restiers (Famille), 85.

Reverdit (Mr.). — Décès, 83, 278.

Révolution (Epoque de la). — Concours à Ribérac, 66.

Reynal (Antoine), 337.

Reynier (Famille), 85.

Ribérac. — Concours agricole en 1792, 66 ; — passage de Mme de La Guelle, 408.

Richard (Famille de), 222.

Robin (Thomas), 243.

Roche (Famille de), 54, 57.

Rochebeaucourt (La), 286.

Roche-Chalais (La), cant. de Sainte-Aulaye. — Prix de la viande en 1715, 372.

Rodet (Famille), 55.

Romain (Champs-), canton de Saint-Pardoux-la-Rivière, 288.

Roudier (Jean). — Sabre d'honneur, 150.

Rousseau (Etienne), 56.

Roux (Abbé Joseph). — Communic. sur Saint-Front, 44, 87, 148, 316 ; — porte de la Gramelha, 227.

Roux (Eugène). — Quittance, 264 ; — la *Société littéraire de Périgueux*, 225, 344 ; — E. Frenet, 417.

Roux (Famille), 289, 327.

Rouzier (Barthélemy), 268.

Royère (Famille de), 342.

Royelli (Pierre), 54.

Royère (Pierre de), 95.

Rutlan (Ayna de), 56.

- S**
- Sagette** (Abbé). — Voir *Vauclaire*.
- Saint-Amand-de-Coly**, cant. de Montignac, 207.
- Saint-André** (La maréchale de), 235 et suiv.
- Saint-Astier**. — Chanoines en 1525, 97; — 140, 204
- Saint-Astier** (Pierre de), 348.
- Saint-Chamans** (Famille de), 221-2.
- Sainte-Colombe** (Le sieur de), 244.
- Saint-Exupéry** (Famille de), 43.
- Saint-Front**, 44; — chapelle, 55; — porte de la Gramelha, 87, 220, 227; — prébendes, etc., 220; — tribunes et orgues, 148, 316.
- Saint-Gelais** (Famille de), 85.
- Saint-Jean** (Famille de), 256.
- Saint-Jean-de-Côle**, 204.
- Saint-Jean-l'Évangéliste**. — Eglise de Périgueux, 379.
- Saint-Laurent-de-Pradoux** ou des Hommes, cant. de Mussidan, 140, 171 et suiv., 252, 257.
- Saint-Louis**, cant. de Mussidan, 108.
- Saint-Pardoux-la-Rivière**, 71, 85.
- Saint-Paul** (P. de), 332.
- Saint-Saud** (Comte de). — Mgr de Lolière-Puyecomtal, 34; — paroisse du Chadeuil, 35; — armoiries diverses, 37; — documents anciens, 43, 50, 84, 94, 220; — brevets de prélation, 47, 106; — livres et terriers de la famille de Laage, 80; — notice sur le baron Oberkampff, 143; — Armoiries à Marzac et Reynac, 223, et à la Chapelle-Faucher, 287; — prix de la viande à la Roche-Chalais, 372.
- Saint-Sauveur**, prieuré de Nontron, 396.
- Salis** (Famille de), 53.
- Sarlat**, 140, 206, 404 et suiv.
- Saunier** (Famille), 97.
- Sclaffer de Lagorce** (Pierre), 335.
- Sculptures**. — Voir *Vauclaire*, *Saint-Front*.
- Scutoux** (Petrus de), 96.
- Segui** (Famille), 54 à 56.
- Ségur** (Mathieu de), 339.
- Sénailhac** (Jean de), 342.
- Sépultures**. — A Château-l'Evêque, 154; — au Buisson, 372.
- Sigillographie**, 94.
- Silanz** (Jean de), 56.
- Saunier** (Famille de), 43, 44.
- Société archéologique du Périgord**. — Gestion du trésorier, 47.
- Société littéraire de Périgueux**, 225, 344.
- Sociétés savantes**. — Protes-

tation contre le vandalisme allemand, 33 ; — div., 302 ; — la *Société littéraire de Périgueux*, 225, 344.

Sourzac (Prieuré de), 203.

Suau (Famille de), 330.

Sudor (Famille de), 57.

T

Taillefer (Abbé de), 348.

Talleyrand (Famille de), 96.

Terrasson, 72, 206.

Texier (Famille), 332, 335.

Teyssiére (Famille de), 129.

Thelies (Famille), 221.

Theulier (Famille), 330, 333, 341.

Theurat, par. de Neuvic, 95.

Thibaud. — Voir l'article sur Vauclaire, *passim*.

Thiviers, 205.

Thuillas (Aubin). — Grenade d'or, 150.

Tour--Blanche (La), cant. de Verteillac, 359.

Trélissac, cant. de Périgueux, 55.

Trigant (Famille), 86.

Tustal (Famille), 95.

V

Valbrune (J.-B. de), 338.

Valette (Famille de), 334.

Valleton (Famille), 85, 337, 339.

Valois (Marguerite de). — Lettres à Jean de Champagnac, 241.

Valvert (Rude de), 56.

Vassal (Famille de), 86.

Vassoignes (Famille de), 44.

Vauclaire, com. de Menestérol. — Notes diverses, 78 ; -- boiseries, 163, 248 ; — abbaye, 205.

Verdier (Famille), 54.

Vergniol de la Gramure (F. de), 339.

Vergnol (Jean). — Fusil d'honneur, 151.

Veyras (Helie de), 94.

Vialens (Je n). — Grenade d'or, 150.

Vidal (Famille), 221.

Vignerón (Bertrand), 151.

Vieillelarnard (Famille), 395-6.

Villavegou (André de), 283.

Villegente (Famille de), 341.

Villepelet (F.). — Lettres de Marguerite de Valois, 241 ; -- monument ignoré, 386.

Villepelet (Robert). — Le Périgord pendant la guerre de Cent Ans, 68, 135, 197 ; — abbé Cloder, 211 ; — S. Budes, 270 ; — mémoires de Mme de La Guette, 356, 403.

Vivant (Geoffroy de), 236.

Vormel (Famille de), 53.

AVIS

*Pour éviter un retard dans le paiement des cotisations, la Société a décidé, en assemblée générale, que celles qui ne seraient pas parvenues au trésorier, M. FÉAUX, rue Combe-des-Dames, n° 50, à Périgueux, avant le **31 mai** de chaque année, seraient perçues au moyen d'un mandat présenté à domicile, augmenté de 0,75 c. pour frais de négociation.*

Tout membre titulaire ou associé qui n'aura pas payé sa cotisation au 31 décembre de chaque année sera considéré comme démissionnaire.

LE BULLETIN DE LA SOCIÉTÉ HISTORIQUE ET ARCHÉOLOGIQUE DU PÉRIGORD paraît tous les deux mois, par livraisons de 64 pages, et forme un volume à la fin de l'année. Chaque livraison est accompagnée de deux dessins.

Le Bulletin est envoyé gratuitement à MM. les membres de la Société.

Il ne contient que des documents inédits.

TIRAGES A PART.

La Société autorise le tirage à part des articles, mémoires et documents insérés dans le *Bulletin*, sous la condition expresse qu'au verso du titre figurera cette mention : « Extrait du *Bulletin de la Société historique et archéologique du Périgord*. »

MM. les membres de la Société qui désireront profiter de cette faculté devront prévenir le Secrétaire Général au moment de la remise de leur manuscrit, ou, au plus tard, en rendant les épreuves du *bon à tirer*.

Nous croyons devoir donner ici le tarif de l'imprimeur pour ces tirages à part :

8 pages de texte réimprimées jusqu'à 50 exemplaires coûteront 7 fr.				
8	—	100	—	9
12 pages	—	50	—	11
12	—	100	—	13
16 pages	—	50	—	14
16	—	100	—	16

Chaque page de texte dépassant 8 pages jusqu'à 12 pages, ou dépassant 12 pages jusqu'à 16 pages, sera facturée 1 fr. par page en sus des prix établis ci-dessus.

La couverture imprimée, sorte de celle du *Bulletin*, comptera pour 4 pages.

La couverture non imprimée, sorte de celle du *Bulletin*, sera facturée 1 fr. 50 pour 50 exemplaires et 2 fr. pour 100 exemplaires.

Il s'agit, bien entendu, d'extraits imprimés tels quels; en cas de corrections et de changements, corrections et changements seraient payés en sus.

L'Imprimerie Ribes se chargerait aussi de mettre en volume les livraisons du *Bulletin* aux prix suivants :

1/2 reliure basane.....	1 fr. 50 c.
— chagrin.....	2 »

Les Sociétés savantes auxquelles le BULLETIN DE LA SOCIÉTÉ HISTORIQUE ET ARCHÉOLOGIQUE DU PÉRIGORD est adressé sont priées de vouloir bien nous faire parvenir leurs publications en échange

UNIVERSITY OF MICHIGAN



3 9015 07327 6555

BOUND

SEP 26 1948

**UNIV. OF MICH.
LIBRARY**

